R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

Annuaire statistique de la Justice

Édition 2011-2012

Secrétariat Général

Service support et moyens du ministère
SOUS-DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES
13, place Vendôme - 75 001 Paris

Directeur de la publication
B. Camus

Rédacteur en chef
O. Timbart - T. Ferré

Réalisation
D. Baux

Maquette
M. Guillot-Toudert

Ont collaboré à cet ouvrage

Direction des Services judiciaires : **Mmes Cauquil**, **Amand, MM. Toutin, Plantier**

Direction des Affaires civiles et du Sceau **: Mme Moreau, M. Connaud**

Direction de l'Administration pénitentiaire : **Mmes Kensey, M. Tinard**

Direction de la Protection judiciaire de la Jeunesse : **MM. Macabiès, Renault**

Secrétariat général :

Sous-direction de la synthèse budgétaire et comptable : **Mme Schpitz**

Sous-direction de l'immobilier : **M. Martinez**

Sous-direction de la Statistique et des Études : **Mmes Lebaudy, Minne, Morice, MM. Anfray, Krief**

Conseil d'État : **Mme Jamois, MM. Breton, Soury**

Médiature : **Mme Durand**

Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation : **M. Woroniak**

En application de la loi du 11 mars 1957 (art. 41) et du Code de la propriété intellectuelle du 1er juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation expresse de l'éditeur.
Il est rappelé à cet égard que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre.

Photo de couverture : © Chrystèle Lacène - Ministère de la Justice
Palais de Justice de Grenoble - architecte Claude Vasconi

© La Documentation française - Direction de l'information légale et administrative. Paris 2012
ISBN : 978-2-11-008861-1

Avant-propos

L'*Annuaire Statistique de la Justice* présente, sur une période assez longue, une description chiffrée de l'activité judiciaire.

Après une présentation des moyens de la Justice (nombre de juridictions, moyens budgétaires, implantations), l'annuaire décrit le fonctionnement de la justice civile : activité des juridictions, description des saisines et des durées de procédures par nature d'affaire, détail sur certains contentieux significatifs (acquisitions de la nationalité française, protection des mineurs et des majeurs, affaires familiales, redressements et liquidations judiciaires, contentieux locatifs, impayés, juges de l'exécution des peines).

Le fonctionnement de la justice pénale est présenté sous ses différents aspects : orientation des affaires par les parquets, activité des juges d'instruction, activité des juridictions de jugement, infractions sanctionnées et sanctions prononcées, taux de récidive.

Sont également fournies les statistiques relatives à l'exécution des peines dans le cadre de l'administration pénitentiaire – milieu fermé, milieu ouvert, activité du juge de l'application des peines –, puis les statistiques se rapportant à la protection judiciaire de la jeunesse : orientations données par les parquets aux affaires de mineurs, activité des juridictions de mineurs, activité des établissements de la protection judiciaire de la jeunesse, condamnations frappant des mineurs.

Le lecteur trouvera aussi des données concernant l'activité de la justice administrative, les statistiques relatives à l'aide juridictionnelle accordée aux justiciables les plus démunis, et enfin les données disponibles sur les professions juridiques.

L'ouvrage se termine par la présentation des principales données d'activité relatives à chaque juridiction (cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance, conseils de prud'hommes, tribunaux de commerce, tribunaux pour enfants).

Ce volume reprend de façon quasi-systématique des données définitives, le plus souvent portant sur 2006 à 2010 et avec un grand degré de détail. Des données plus récentes seront progressivement mises en ligne sur le site du ministère dès qu'elles seront disponibles.
http://www.justice.gouv.fr/budget-et-statistiques-10554/

Le chargé de la sous-direction
de la Statistique et des Études

Benjamin Camus

Table des matières

AVANT-PROPOS **3**

MOYENS DE LA JUSTICE **13**

Budget **15**
Frais de justice - Aide juridictionnelle **15**
Effectifs budgétaires **17**
Implantations immobilières **19**
Juridictions et établissements **19**
Accès au droit **19**

JUSTICE CIVILE **25**

Activité des juridictions **27**
Cour de cassation 27
Cours d'appel 29
Tribunaux de grande instance 31
Tribunaux de grande instance à compétence commerciale 33
Tribunaux d'instance, juridictions de proximité 35
Tribunaux paritaires des baux ruraux 39
Tribunaux des affaires de sécurité sociale 39
Conseils de prud'hommes 41
Tribunaux de commerce 43
Détails des saisines en 2010 ..... **45**
Affaires nouvelles au fond 45
Ordonnances de référé et procédures particulières 71
Durée de traitement des affaires en 2010 ..... **73**
Détail de certains thèmes **79**
Acquisitions de la nationalité française 79
Protection des mineurs 81
Protection des majeurs 83
Affaires familiales 85
Redressements et liquidations judiciaires 91
Contentieux locatifs 93
Contentieux de l'impayé 95
Procédures devant le juge de l'exécution 99

JUSTICE PÉNALE **103**

Activité des parquets **105**
Saisines 105
Orientations 107
Les compositions pénales dans les condamnations inscrites au casier judiciaire 111
Mesures alternatives traitées par les associations 113
Activité des officiers du ministère public **115**
Activité des juges d'instruction **117**
Affaires terminées 117
Mises en examen 119
Mesures de contrôle judiciaire prononcées 119
Mesures de contrôle judiciaire traitées par les associations 121
Mesures de détention provisoire 123
La détention provisoire dans les condamnations 125
Activité des juridictions **127**
Cours d'assises 127
Tribunaux correctionnels 129
Tribunaux et juges pour enfants 131
Tribunaux de police 133
Juridictions de proximité 135

Tribunaux aux armées 135
Cours d'appel 137
Cour de cassation 139
Révision des condamnations pénales 139
Indemnisation en matière de détention provisoire 139
Aide aux victimes 141
Condamnations 143
Crimes 149
Délits 151
Contraventions de 5e classe 155
Ensemble des peines prononcées dans les condamnations 159
Détails des condamnations 161
Violences volontaires 161
Violences involontaires 165
Atteintes sexuelles 169
Atteintes à la famille et autres atteintes à la personne 173
Vols et recels 175
Escroqueries et abus de confiance 179
Destructions et dégradations 181
Circulation routière et transports 183
Infractions en matière de chèques 187
Infractions en matière de travail et sécurité sociale 189
Infractions en matière de sociétés et de commerce 191
Infractions en matière de finances publiques 193
Infractions en matière de santé et de stupéfiants 195
Ordre administratif et judiciaire 197
Sûreté publique 199
Ordre public général 203
Les condamnés pour délits en réitération 205
Les condamnés pour crimes et délits en récidive légale 207

EXÉCUTION DES PEINES ET ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE 211

Milieu fermé 213
Population carcérale : incarcérés, prévenus, condamnés 213
Mouvements de détenus : incarcérations, libérations 217
Vie en milieu carcéral : activité professionnelle, enseignement, incidents 219
Aménagement et mesure d'individualisation des peines 221
Placements à l'extérieur, semi-liberté 221
Placements sous surveillance électronique, permissions de sortir, libérations conditionnelles 223
Milieu ouvert 225
Population prise en charge par les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation 225
Mesures prises en charge par les SPIP 225
Interventions des SPIP 227

MINEURS ET JUSTICE 233

Activité des parquets mineurs 235
Orientations données aux affaires pénales 237
Mineurs délinquants : activité des juges et tribunaux pour enfants 239
Mineurs en danger : activité des juges des enfants 241
Activité de protection judiciaire de la jeunesse à la charge de l'État - secteur public 243
Activité de protection judiciaire de la jeunesse à la charge de l'État - secteur associatif 245
Condamnations de mineurs 247
Crimes 247
Délits 251
Contraventions de 5e classe 255
Mineurs incarcérés 257
Mouvement de détenus mineurs 261

JUSTICE ADMINISTRATIVE ET JURIDICTIONS FINANCIERES 267

Tribunal des conflits, Conseil d'État 269
Cours administratives d'appel 271
Tribunaux administratifs 273
Cour des comptes, Chambres régionales des comptes 275

MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE 281

AIDE JURIDICTIONNELLE 291

Procédures : admissions 293
Procédures : rejets 295
Bénéficiaires 295

AUXILIAIRES DE JUSTICE 301

Avocats 303
Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation 303
Avoués près les cours d'appel 305
Greffiers de tribunal de commerce 305
Huissiers de justice 305
Administrateurs judiciaires et mandataires liquidateurs 305
Notaires 307
Commissaires-priseurs judiciaires 307
Conciliateurs de justice 307

ACTIVITÉ PAR JURIDICTION 311

Activité civile par cour d'appel 313
Activité pénale par cour d'appel 315
Activité civile par tribunal de grande instance 317
Activité pénale par tribunal de grande instance 321
Activité par parquet : orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs 325
Activité des juges et tribunaux pour enfants 329
Activité par tribunal d'instance 333
Activité par conseil de prud'hommes 341
Activité par tribunal de commerce 347
Activité des chambres à compétence commerciale dans les TGI 351

GLOSSAIRE 352

CARTE JUDICIAIRE 355

INDEX ALPHABETIQUE 359

LES AUTRES PUBLICATIONS 365

Table des signes conventionnels

P	Valeur provisoire
e	Estimation
r	Valeur corrigée par rapport à l'édition antérieure
…	Résultat non encore disponible
. ou –	Statistique inexistante
/// ou	Absence de résultat due à la nature des choses
nd	Non disponible
ns	Non significatif
▌	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe
ƹ	Résultat très faible (inférieur à la moitié de l'unité du dernier chiffre présenté)

Les moyens de la Justice

Les juridictions

Si l'ordonnance du 22 décembre 1958 traduit la volonté du législateur de réunifier l'organisation judiciaire de la France, la variété des compétences et des fonctionnements dans l'ensemble des juridictions placées sous le contrôle de la Cour de cassation demeure considérable.

Juridiction suprême de l'ordre judiciaire, créée en 1790, la Cour de cassation vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures ; elle juge le droit, non pas le fait, à la différence des cours d'appel, juridictions du second degré qui examinent à nouveau les faits sur lesquels les tribunaux du premier degré, civils ou pénaux, se sont déjà prononcés.

Outre les juridictions de droit commun : Cour de cassation, cours d'appel, cours d'assises, tribunaux de grande instance civils et correctionnels, tribunaux d'instance civils et de police et juridictions de proximité, l'ordre judiciaire comprend des juridictions spécialisées (dites tribunaux d'exception) de nature civile : tribunaux de commerce, commissions de sécurité sociale, juges de l'expropriation, conseils de prud'hommes, tribunaux paritaires de baux ruraux, ou de nature pénale : tribunaux pour enfants, tribunaux aux armées, tribunaux maritimes commerciaux. On notera également que les organisations professionnelles (Chambres, Conseils, Ordres) d'officiers ministériels et auxiliaires de justice prennent, en application des règles de déontologie, des décisions disciplinaires susceptibles de recours devant les cours d'appel.

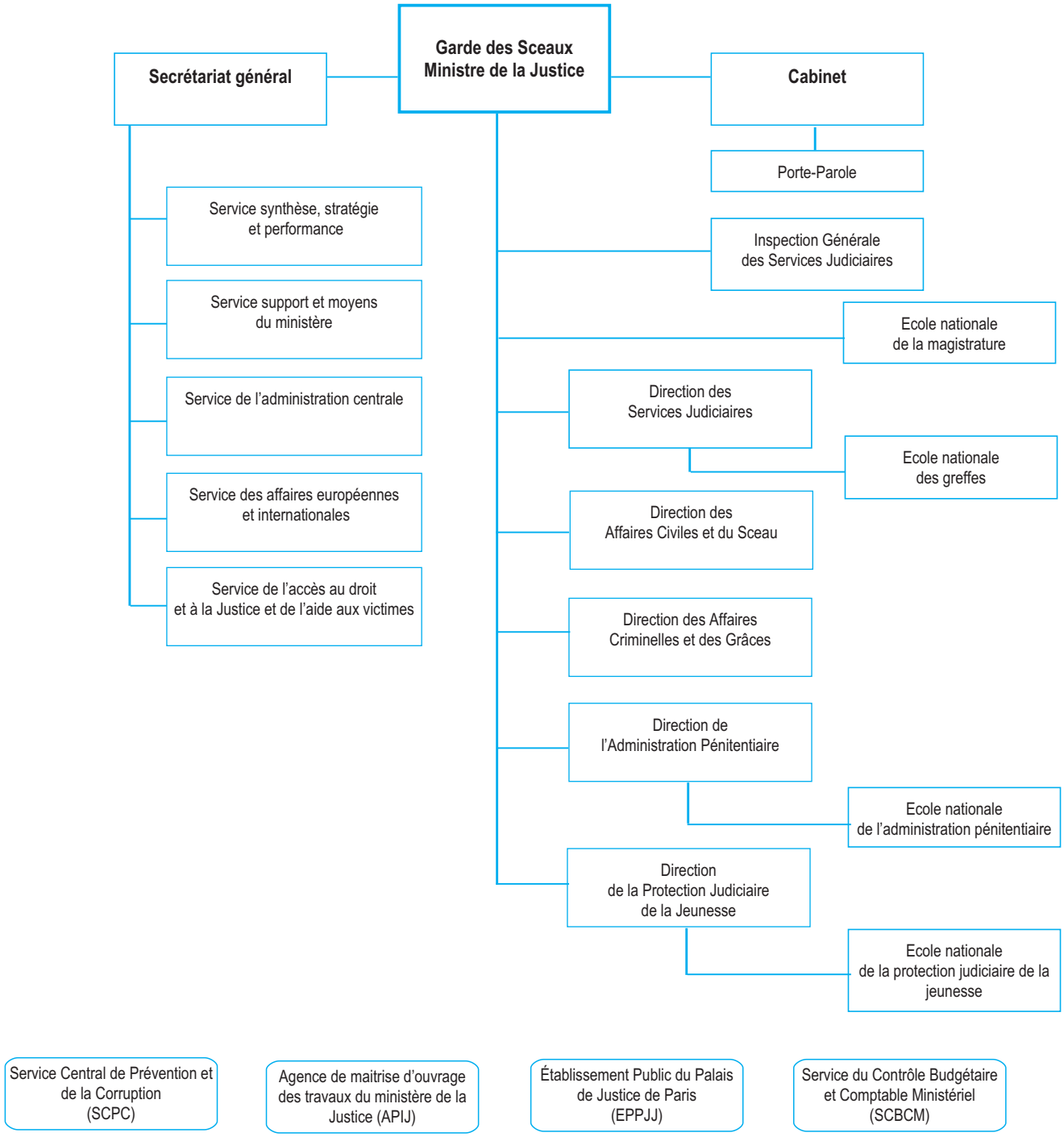
Enfin le ministre de la Justice institue "conciliateurs de justice" des personnes bénévoles qui s'efforcent de développer, hors procédure codifiée, la pratique du règlement amiable des petits différends locaux entre particuliers.

Le ministère public (procureur et substituts) défend l'ordre public. À ce titre, il exerce auprès des juridictions, des attributions judiciaires d'ordre pénal et civil ainsi que des attributions administratives. En matière pénale, il reçoit les plaintes et procès-verbaux et apprécie les suites à donner ; il exerce l'action publique, contrôle l'enquête judiciaire, le déroulement de l'instruction et du jugement ; il requiert l'application de la loi et assure l'exécution des décisions de justice. En matière civile, il peut et dans certains cas il doit intervenir au procès, notamment dans les affaires intéressant l'état des personnes, et plus généralement, les rapports de famille ainsi que dans les procédures où il doit faire connaître son avis.

Outre ses attributions judiciaires, le procureur de la République surveille les officiers publics et ministériels et les officiers d'état civil. Il dirige la police judiciaire.

La police judiciaire, fonction exercée par les maires, la gendarmerie et la police nationale notamment, constate les infractions à la loi pénale, rassemble les preuves et recherche les auteurs, sur délégation des procureurs de la République et des juges d'instruction.

Organigramme du ministère de la Justice



Moyens de la justice

Budget

Code		2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Crédits inscrits en loi de finances initiale						
	■ **Crédits de paiement**						
6	**Total (en Mo d'euros)**	**5 980,26**	**6 254,49**	**6 497,01**	**6 632,13**	**6 844,31**	**7 138,08**
7	*dont dépenses de personnel*	*3 544,79*	*3 684,57*	*3 876,80*	*4 068,93*	*4 215,41*	*4 374,75*
	Répartition par programme						
8	- Justice judicaire	2 505,77	2 596,77	2 727,27	2 822,42	2 835,07	2 960,27
9	- Administration pénitentiaire	2 130,70	2 240,75	2 371,60	2 459,43	2 691,44	2 821,79
10	- Protection judiciaire de la jeunesse	735,80	796,34	804,36	784,16	774,05	757,64
11	- Accès au droit et à la Justice	344,17	341,99	334,32	317,87	294,86	331,34
12	- Conduite et pilotage de la politique de la justice et organismes rattachés	263,82	278,64	259,46	248,26	248,89	267,04
13	*Part du budget de la Justice dans le budget général de l'État (crédits de paiement) (en %)*	*2,24*	*2,34*	*2,39*	*2,40*	*2,43*	*2,49*
	■ **Autorisation d'engagement**						
14	**Total (en Mo d'euros)**	**6 925,83**	**7 061,08**	**7 283,34**	**8 299,22**	**7 388,63**	**8 957,16**

Frais de justice - Aide juridictionnelle

		2006	2007	2008	2009	2010	2011
◆	**Frais de justice**						
15	**Total (en Mo d'euros)**[1]	**379,42**	**388,61**	**405,00**	**432,55**	**439,99**	**460,00**
16	Frais de justice criminelle, correctionnelle et de police [2]	262,37	260,70	277,72	293,40	298,45	318,70
17	Frais de justice civile ou commerciale [3]	46,22	48,26	49,43	59,08	60,10	60,00
18	Autres frais de justice	70,83	79,65	77,85	80,07	81,44	81,30
◆	**Aide juridictionnelle**						
19	**Total (en Mo d'euros)**[1]	**300,41**	**324,13**	**306,76**	**308,40**	**321,20**	**351,10**

1. Il s'agit de la dépense réelle constatée par l'Agence comptable centrale du Trésor dans son récapitulatif annuel. Frais de justice et aide juridictionnelle constituent une partie des dépenses ordinaires.
2. Frais d'expertise, indemnités payées aux huissiers, aux jurés, aux témoins …
3. Enquêtes sociales, frais en matière de procédures de tutelles, de procédures collectives de redressement et de liquidation judiciaires des entreprises en difficulté …

Champ géogaphique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer, collectivités locales

Code

Définitions et méthode

Les données sur les effectifs sont présentées depuis 2006 selon le découpage en mission et programmes de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

17 Les catégories d'emploi retenues à l'entrée en vigueur de la LOLF sont : magistrats de l'ordre judiciaire (cat 1); personnels d'encadrement (cat 2) ; B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif (cat 3); B administratifs et techniques (cat 4); personnels de surveillance C (cat 5); C administratifs et techniques (cat 6).

Sources :

- Ministère de la Justice
  Tableaux emplois exprimés en ETPT dans l'annexe Justice PLF

Code		2006	2007	2008	2009	2010	2011
17	**Ensemble de la Mission Justice**	**71 475**	**72 023**	**72 094**	**72 749**	**73 594**	**76 025**
18	**Justice judiciaire**	**29 475**	**30 301**	**29 349**	**29 295**	**29 653**	**31 018**
19	Magistrats de l'ordre judiciaire	7 600	7 714	7 918	7 896	8 282	8 785
20	Greffiers en chef et greffiers	10 554	10 842	10 252	10 236	10 348	11 232
21	Administratifs et techniques (B et C)	11 321	11 745	11 179	11 163	11 023	11 001
22	**Administration pénitentiaire**	**31 020**	**31 297**	**32 139**	**33 020**	**33 860**	**35 057**
23	*dont personnel de surveillance (C)*	*22 269*	*22 465*	*23 156*	*23 931*	*24 596*	25 325
24	**Protection judiciaire de la jeunesse**	**8 730**	**8 806**	**9 027**	**8 951**	**8 618**	**8 501**
25	*dont métiers de l'éducatif*	*3 968*	*4 093*	*4 517*	*4 808*	*4 511*	*4 474*
26	**Accès au droit et à la justice**	**660**	///	///	///	///	///
27	**Conduite et pilotage de la politique de la justice et organismes rattachés ***	**1 590**	**1 619**	**1 579**	**1 483**	**1 463**	**1 449**
28	Magistrats de l'ordre judiciaire	194	212	212	211	199	191
29	Personnel d'encadrement	575	630	640	555	596	614
30	Catégorie B	281	298	296	249	253	243
31	Catégorie C	540	479	431	468	415	401

Source : Tableaux emplois exprimés en ETPT dans l'annexe Justice PLF

***** En 2009, la Cnil est désormais rattachée aux services du Premier ministre.

Champ géographique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer, collectivités locales

Code	Définitions et méthode
8	Les tribunaux supérieurs d'appel tiennent lieu de cour d'appel à Mamoudzou et Saint-Pierre et Miquelon
10	Les tribunaux de première instance tiennent lieu de TGI dans les TOM
15	Les tribunaux du travail traitent des contentieux du travail et de la Sécurité sociale, comme les CPH, à Papeete et Nouméa
18	Les tribunaux de première instance à compétence commerciale n'existent qu'à Mamoudzou et Saint-Pierre et Miquelon
29 à 37	Le 8 novembre 2007, publication du décret relatif aux établissements et services du secteur public de la PJJ, marquant l'aboutissement de la réforme de l'organisation engagée en 2001. Ce décret : - clarifie les missions et les catégories d'établissement et services qui les exercent. - définit l'organisation et le fonctionnement des établissements et services du secteur public en intégrant les exigences de la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale : le respect des droits des usagers, l'évaluation des prestations délivrées, le contrôle ou bien encore les procédures d'autorisation de création
	Nombre de juridictions à l'issue de la réforme de la carte judiciaire, telle que prévue par les décrets n° 2008-145 et 2008-146 du 15 février 2008 : 210 conseils de prud'hommes au 3 décembre 2008 135 tribunaux de commerce, 7 chambres commerciales en Alsace-Moselle, 8 tribunaux mixtes de commerce et 3 tribunaux de première instance à compétence commerciale outre-mer au 1er janvier 2009 305 tribunaux d'instance et de police et 303 juridictions de proximité au 1er janvier 2010 158 tribunaux de grande instance et 5 tribunaux de première instance au 1er janvier 2011
	Compte tenu des décrets du 30 octobre 2008 et suivants, se reporter aux pages 355, 356 et 357 pour visualiser la liste récapitulative des tribunaux supprimés et des tribunaux de rattachement.

Implantations immobilières

Code		2006	2007	2008	2009	2010	2011
1	**Ensemble des implantations immobilières** (en m^2 hors œuvre)	**5 494 095**	**5 867 000**	**5 994 251**	**6 030 079**	**6 487 713**	**6 161 196**
2	Administration centrale	66 000	67 000	65 462	65 462	65 232	65 232
3	Cours et tribunaux	1 960 000	2 190 000	2 232 000	2 128 000	2 459 136	2 475 628
4	Services extérieurs de l'administration pénitentiaire	3 094 095	3 151 000	3 241 410	3 394 617	3 537 149	3 261 800
5	Services extérieurs de la protection judiciaire de la jeunesse	374 000	459 000	455 379	442 000	426 196	358 536

Juridictions et établissements

◆	**Nombre de juridictions**						
	Les juridictions de l'ordre judiciaire						
6	Cour de cassation	1	1	1	1	1	1
7	Cours d'appel	35	35	35	35	35	35
8	Tribunaux supérieurs d'appel	2	2	2	2	2	2
9	Tribunaux de grande instance (TGI)	181	181	181	181	179	160
10	Tribunaux de première instance (TPI)	5	5	5	5	5	5
11	Tribunaux pour enfants	154	155	156	156	156	155
12	Tribunaux des affaires de sécurité sociale	116	116	116	116	115	115
13	Tribunaux d'instance et de police	476	475	475	475	305	305
14	Conseils de prud'hommes	271	271	271	210	210	210
15	Tribunaux du travail	6	6	6	6	6	6
16	Tribunaux de commerce	185	185	185	185	135	135
17	TGI à compétence commerciale, tribunaux mixtes de commerce et chambres commerciales	37	37	37	35	15	15
18	TPI à compétence commerciale	3	3	3	3	3	3
	Les juridictions de l'ordre administratif						
19	Conseil d'État	1	1	1	1	1	1
20	Cours administratives d'appel	8	8	8	8	8	8
21	Tribunaux administratifs	37	37	38	41	42	42
◆	**Nombre d' établissements pénitentiaires**						
22	Maisons d'arrêt	115	115	114	111	106	101
23	Centres de détention	24	24	23	23	24	25
24	Maisons centrales	5	5	4	4	6	6
25	Centres pénitentiaires	31	31	33	35	37	40
26	Centres de semi-liberté	13	13	13	13	12	11
27	Centre pour peines aménagées	–	–	1	1	4	4
28	Etablissements pénitentiaires pour mineurs	–	–	6	6	6	6
◆	**Nombre d'établissements de la protection judiciaire de la jeunesse**						
29	**Tous établissements du secteur public**	**304**	**308**	**309**	**340**	**275**	**270**
30	Établissements de placement éducatif, et d'insertion (EPE et EPEI)	76	72	72	99	89	88
31	*dont unités "Centres éducatifs renforcés" (UE-CER)*	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*	5
32	Services territoriaux éducatif de milieu ouvert, et d'insertion (STEMO et STE	190	197	198	197	150	146
33	Service territoriaux éducatif d'insertion (STEI)	*22*	*22*	*22*	*21*	*15*	15
34	Centres éducatifs fermés (CEF)	6	8	8	8	10	10
35	Services éducatifs auprès des tribunaux de grande instance (SEAT)	10	9	9	9	5	5
36	Services éducatifs au sein d'établissements pénitentiaires pour mineurs (SEEPM)				6	6	6
37	**Tous établissements et services habilités du secteur associatif**	**n.d.**	**1 219**	**1 230**	**1 293**	**1 296**	**1 284**

L'accès au droit

38	Conseils départementaux de l'accès au droit	80	86	88	90	94	96
39	Maisons de Justice et du droit	118	118	122	123	126	129
40	Antennes de Justice	67	67	47	49	49	47

La justice civile

Sources statistiques

Chaque juridiction civile doit tenir un répertoire général des affaires dont elle est saisie (art. 726 du Code de procédure civile). Mis progressivement en place depuis 1979, le Répertoire général civil (RGC) fournit en sous-produit de la gestion des juridictions les principales données statistiques permettant d'appréhender le fonctionnement de la justice civile en France. Dans les ressorts des 33 cours d'appel de France métropolitaine et des départements d'outre-mer (34 depuis le 1er janvier 2012 avec la création de la cour d'appel de Cayenne), il est mis en œuvre dans les cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance, tribunaux paritaires de baux ruraux, tribunaux de commerce (depuis le 1er juillet 1988) et conseils de prud'hommes. Un nouveau répertoire général civil a été mis en place en 2003 dans les conseils de prud'hommes et en 2004 dans les tribunaux de grande instance. Le champ d'application du nouveau répertoire a été élargi pour les TGI aux procédures particulières et à l'activité administrative (inscriptions au répertoire civil, inscriptions de privilèges, vérifications des dépens, renonciations à succession, déclarations d'appel, certificats, états de recouvrements, prestations de serment ...).

C'est à partir de ce répertoire que sont obtenues la plupart des séries statistiques présentées ci-après.

Certaines procédures non prises en compte par le Répertoire général civil font l'objet d'un recueil statistique spécifique :

- celles relevant de **l'activité administrative des tribunaux d'instance** : injonctions de payer, ordonnances sur requête, demandes relatives à l'incapacité des mineurs, tentatives préalables de conciliation, certificats et déclarations de nationalité...
- les procédures relevant des **tribunaux des affaires de sécurité sociale** ;
- la **Cour de cassation** tient ses propres statistiques d'activité, publiées dans son rapport annuel édité par La Documentation Française.

Champ géographique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer

Code

Définitions et méthode

Les jugements en dernier ressort qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire peuvent être frappés de pourvoi en cassation, comme les jugements qui tranchent en dernier ressort tout le principal. Peuvent également être frappés de pourvoi en cassation les jugements en dernier ressort qui, statuant sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident, mettent fin à l'instance (art. 606 et 607 du Code de procédure civile).

La Cour de cassation contrôle la légalité de la décision en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Elle ne procède pas à un nouvel examen des faits. Elle fixe le sens dans lequel doit être appliquée la règle de droit. Elle siège à Paris et a compétence sur l'ensemble du territoire de la République. Le délai de pourvoi est de deux mois, sauf disposition contraire. Il court, à l'égard des décisions par défaut, à compter du jour où l'opposition n'est plus recevable (art. 612 et 613 du Code de procédure civile).

3, 4 Durée d'une affaire : exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine de la Cour de cassation et la date de la décision la dessaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année.

5 **Cassation** : lorsque le pourvoi lui paraît fondé en droit, la Cour de cassation annule en tout ou partie la décision prononcée en violation de la loi. Elle renvoie alors l'affaire à une autre juridiction de même ordre, de même degré et de même nature que celle qui a primitivement statué et dont la décision à été cassée. Il peut arriver que la Cour de cassation casse sans renvoyer. Cette cassation sans renvoi est fréquente en procédure pénale, mais demeure exceptionnelle en procédure civile.

6 Lorsque le pourvoi est recevable, la Cour de cassation, si elle le juge mal fondé, rend un arrêt de **rejet** (art. 620 et 621 du Code de procédure civile).

7 **Le désistement** est l'acte par lequel le demandeur renonce à son action : néanmoins le défendeur peut demander, dans certains cas, de ne pas tenir compte du désistement du demandeur, et que l'affaire soit jugée quand même (art. 1024 à 1026 du Code de procédure civile).

8 **La déchéance** du droit au pourvoi interdit à la partie qui l'a formé d'en former un nouveau contre la même décision au fond (art. 621 du Code de procédure civile).

10 La non admission des pourvois : procédure instituée par la loi organique du 25 juin 2001 qui permet à la cour de déclarer "non admis" les pourvois irrecevables ou non fondés sur un moyen sérieux de cassation

12 Hors les matières où le pourvoi empêche l'exécution de la décision attaquée, le premier président peut, à la demande du défendeur, et après avoir recueilli l'avis du Procureur général et des parties, décider le retrait du rôle d'une affaire lorsque le demandeur ne justifie pas avoir exécuté la décision frappée de pourvoi, à moins qu'il ne lui apparaisse que l'exécution serait de nature à entraîner des conséquences manifestement excessives. Il autorise la réinscription de l'affaire au rôle de la Cour sur justification de l'exécution de la décision attaquée.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Rapport annuel de la Cour de cassation (édité par "La Documentation Française").

Code		2006	2007	2008	2009	2010
◆	**Affaires nouvelles**					
1	**Nombre total d'affaires**	**19 034**	**18 232**	**18 932**	**19 617**	**20 353**
◆	**Affaires terminées**					
2	**Nombre total d'affaires** (hors retraits du rôle)	**22 461**	**20 354**	**18 684**	**20 402**	**19 855**
3	*Durée moyenne globale des affaires terminées (en mois)*	*16,1*	*14,1*	*12,6*	*12,9*	*12,7*
4	*Durée moyenne des affaires terminées par un arrêt (en mois)*	*18,8*	*16,4*	*15,4*	*15,4*	*15,2*
	Nature de la décision					
5	Cassation	5 037	4 698	4 105	4 349	4 536
6	Rejet de la demande	5 746	4 591	4 427	5 137	4 886
7	Ordonnance ou arrêt de désistement	3 703	3 801	3 729	3 390	3 563
8	Ordonnance de déchéance	1 780	1 878	1 715	1 841	1 685
9	Irrecevabilité	321	276	207	216	270
10	Non admission	5 435	4 740	3 918	3 955	3 714
11	Autres décisions	439	370	583	1 514	1 201
12	**Retraits du rôle** (y compris les affaires transférées au pénal)	**530**	**366**	**334**	**392**	**421**
◆	**Affaires en cours**					
13	Affaires en cours au 31 décembre	20 250	18 334	18 890	19 288	20 628

Justice civile

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Pour l'activité détaillée par cour d'appel en 2009, voir le chapitre "Activité par juridiction".
Avertissement : création de la cour d'appel de Cayenne à compter du 1 janvier 2012.

Code | Définitions et méthode

L'appel tend à faire réformer ou annuler par **la cour d'appel** un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La voie de l'appel est ouverte en toutes matières, même gracieuses, contre les jugements de première instance, s'il n'en est autrement disposé. Les jugements qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal, et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire, peuvent être immédiatement frappés d'appel, comme les jugements qui tranchent tout le principal. Il en est de même lorsque le jugement qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident, met fin à l'instance (art. 542 à 544 du Code de procédure civile).
La cour d'appel comprend, outre le Premier président, les présidents de chambre et les conseillers (ancien art. L 212-1 du Code de l'organisation judiciaire). Les arrêts de la cour d'appel sont rendus soit par l'une des chambres, soit par deux ou trois chambres réunies (ancien art. R 212-3 du Code de l'organisation judiciaire).
Le délai de recours en appel est d'un mois en matière contentieuse et de quinze jours en matière gracieuse. Sauf exceptions, il court à compter de la notification du jugement (art. 528 et 538 du Code de procédure civile).

La cour d'appel exerce son contrôle en droit et en fait sur les jugements qui lui sont soumis. Elle tranche donc à nouveau le débat au fond (art. 561 du Code de procédure civile).

1 Non compris les deux cours d'appel et les deux tribunaux supérieurs des collectivités d'outre-mer.
A compter du 1er avril 2011, un seul tribunal supérieur d'appel, celui de Saint-Pierre et Miquelon.

4 Il s'agit des requêtes en rectification ou en interprétation, des tierces opposition.

12 Sont comprises sous cette rubrique toutes les affaires qui en 1re instance ne relèvent pas du Répertoire général civil (recours contre les décisions des juridictions disciplinaires des ordres d'avocats, de notaires, recours contre les décisions des bureaux d'aide juridictionnelle ...).

13 à 16 **Les taux d'appel** de l'année n sont calculés en considérant le nombre d'appels interjetés durant les années n et n+1 des décisions rendues en premier ressort l'année n et en rapportant ce nombre d'appels à l'ensemble des décisions au fond de l'année n. Pour le tribunal d'instance, ce taux est calculé sur l'ensemble des affaires, le système statistique ne permettant pas de distinguer les décisions rendues en premier ressort de celles rendues en dernier ressort.

19, 21 **Durée des affaires** : exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine du tribunal et la date de la décision le dessaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année, toutes décisions confondues, y compris les affaires commerciales. Le détail des durées d'affaires par nature de contentieux est fourni page 71.

23 **Jugement sur le fond** : jugement qui statue sur l'objet même du procès. Une partie notable des affaires se terminent sans jugement au fond, mais par radiation, désistement, conciliation ... (cf. séries 27 à 31).

24 **La confirmation** est la décision par laquelle la juridiction du second degré approuve la décision des premiers juges.

26 **L'infirmation** consiste en l'annulation de la décision des premiers juges par la juridiction du second degré. Elle est basée sur le fond du droit, ou seulement sur la forme (procédure).

27 à 31 **Autres décisions** : cf. glossaire

30 **Irrecevabilité de la demande** : constitue une fin de non recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande, sans examen au fond, pour défaut de droit d'agir, tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix, la chose jugée. Elle joue devant toute juridiction à tout moment de la procédure, sans que celui qui l'invoque ait à justifier d'un grief (art. 122 à 126 ² du Code de procédure civile [ancien art.911 du même code]).

32 **Décisions au fond contradictoires** : il s'agit des décisions rendues en présence des deux parties ou de leurs représentants. Les décisions non contradictoires sont celles où le défendeur a négligé de se présenter ou de se faire représenter.
La proportion de décisions au fond contradictoires est calculée en rapportant ces dernières au nombre total de décisions au fond.

33 Constitue une **décision au fond** le jugement qui tranche dans son dispositif tout ou partie du principal, ou qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir, ou tout autre incident (art. 480 et 481 du Code de procédure civile).

34 Constitue une **décision mixte** le jugement qui tranche dans son dispositif une partie du principal, et qui ordonne une mesure d'instruction ou une mesure provisoire.

35 **Ordonnance de référé** : cf. glossaire

36 Sont compris essentiellement sous cette rubrique les appels des décisions avant dire droit.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil, tableaux de bord - civil

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Nombre de cours d'appel**	**33**	**33**	**33**	**33**	**33**
◆	**Affaires nouvelles**					
2	**Nombre total d'affaires**	**212 421**	**211 211**	**227 283**	**230 931**	**243 967**
3	■ **Nombre de procédures au fond**	**203 194**	**201 110**	**218 305**	**204 532**	**214 793**
	Juridiction d'origine					
4	Cour d'appel	6 871	7 145	6 802	5 470	4 871
5	Tribunal de grande instance (yc juge de l'expropriation)	87 709	88 771	95 689	96 458	91 275
6	Tribunal de commerce	18 827	18 076	18 386	18 962	20 123
7	Tribunal d'instance (yc TPBR)	21 674	20 858	21 581	21 553	22 974
8	Conseil de prud'hommes	49 417	46 873	48 046	45 265	49 547
9	Tribunal des affaires de sécurité sociale	7 440	7 559	8 289	8 527	8 696
12	Autres	11 256	11 828	19 512	8 297	17 307
	Taux d' appel par juridiction d'origine					
13	Tribunal de grande instance (en %)	13,7	14,5	13,6	12,5	nd
14	Tribunal d'instance "	4,1	4,2	3,6	5,3	nd
15	Conseil de prud'hommes "	59,7	58,7	60,7	58,0	nd
16	Tribunal de commerce "	11,5	12,9	13,4	14,4	nd
17	■ **Nombre de référés et autres procédures**	**9 227**	**10 101**	**8 978**	**26 399**	**29 174**
	Dont :					
	Référés	nd	nd	nd	6 727	6 126
	Procédures particulières	nd	nd	nd	13 474	14 926
◆	**Affaires terminées**					
18	**Nombre total d'affaires**	**228 035**	**217 059**	**230 191**	**229 248**	**233 577**
19	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*13,3*	*12,6*	*11,9*	*11,5*	*11,2*
20	■ **Nombre de procédures au fond**	**218 615**	**205 902**	**217 412**	**204 267**	**206 343**
21	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*13,9*	*13,3*	*12,4*	*12,5*	*12,3*
	Nature de la décision					
22	Jonction	10 447	9 321	9 402	9 766	9 583
23	Décisions statuant sur le fond de la demande	152 005	144 000	149 470	140 991	141 034
24	Confirmation totale de la décision attaquée	72 178	66 379	69 282	62 096	63 488
25	Confirmation partielle de la décision attaquée	46 590	45 015	45 780	46 333	45 546
26	Infirmation de la décision attaquée	33 237	32 606	34 408	32 562	32 000
27	Autres décisions	56 163	52 581	58 540	53 510	55 726
	dont :					
28	Radiation	17 579	16 827	17 037	19 628	19 645
29	Désistement du demandeur	21 660	20 122	19 585	18 704	19 719
30	Irrecevabilité de la demande	4 626	4 381	4 975	4 515	5 727
31	Conciliation des parties	1 397	1 307	1 448	1 128	903
32	*Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)*	*90,2*	*90,1*	*90,0*	*89,7*	*88,5*
	Nature des décisions attaquées					
33	Décision au fond	192 030	181 154	179 431	169 706	167 796
34	Décision mixte	444	488	670	677	754
35	Ordonnance de référé	13 782	12 582	12 834	12 367	12 983
36	Autres	12 359	11 678	24 477	21 517	24 810
37	■ **Nombre de référés et autres procédures**	**9 420**	**11 157**	**12 779**	**24 981**	**27 234**
	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	*nd*	*nd*	*nd*	*3,4*	*3,4*
	dont :					
	Référés	nd	nd	nd	6 454	6 262
	Procédures particulières	nd	nd	nd	12 808	13 616
◆	**Affaires en cours**					
38	**Affaires en cours au 31 décembre**	**219 056**	**218 650**	**219 776**	**220 005**	**230 448**

Justice civile

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

L'activité commerciale traitée par les TGI n'est pas comprise dans cette page. Les informations concernant cette activité spécifique sont données aux pages 32 et 33.

Pour l'activité détaillée par tribunal de grande instance en 2009, voir le chapitre "Activité par juridiction".

Code | Définitions et méthode

Les tribunaux de grande instance ont compétence exclusive dans les matières définies par les lois et règlements (art. L. 211-4 du code de l'organisation judiciaire [ancien article L 311-2 du même code]). Ils ont en outre à connaître de tous les litiges qui ne sont pas spécialement attribués à une autre juridiction.
Le tribunal de grande instance statue en collégialité (3 magistrats). Il est composé de magistrats professionnels (président, vice-présidents et juges). Cependant, certaines affaires peuvent être jugées à juge unique.

4, 24 En 2004, le champ du répertoire général civil des tribunaux de grande instance s'est élargi aux affaires concernant les ordonnances sur requête, les procédures d'ordre, les affaires relevant du juge des libertés et de la détention, et les commissions rogatoires en matière civile.

7, 9, 26, 28 Durée d'une affaire : cf. glossaire

10 Le juge peut, à la demande des parties ou d'office, ordonner **la jonction** de plusieurs instances pendantes devant lui s'il existe entre les litiges un lien tel qu'il soit de l'intérêt d'une bonne justice de les faire instruire ou juger ensemble (art. 367 du Code de procédure civile).

11 **Jugements sur le fond** : cf. glossaire

16 **La radiation :** cf. glossaire

17 **Désistement** : cf. glossaire

18 **Caducité de la demande** : cf. glossaire.

19 Lorsque les faits soumis au tribunal ne relèvent pas de sa compétence d'attribution ou de sa compétence territoriale, il rend une décision d'**incompétence** qui, soit renvoie l'affaire devant la juridiction compétente, soit invite les parties à se tourner devant la juridiction qu'il désigne (art. 96 du Code de procédure civile).

20 **Conciliation des parties** : les parties peuvent se concilier, d'elles-mêmes ou à l'initiative du juge, tout au long de l'instance (art. 127 du Code de procédure civile).

22 **Décisions au fond contradictoires** : cf. glossaire

23 Part des décisions au fond ayant fait l'objet d'un appel (cf. "Activité des juridictions", cour d'appel)

27 à 40 **L'ordonnance de référé** est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires (art. 484 du Code de procédure civile).
L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire (art. 488 et 489 du Code de procédure civile).

33 à 38 **Autres décisions** : cf. glossaire

40 Proportion de **décisions contradictoires** statuant sur la demande : cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil, tableaux de bord civil

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Nombre de tribunaux de grande instance**	**181**	**181**	**181**	**179**	**179**
◆	**Affaires nouvelles**					
2	**Nombre total d'affaires**	**943 597**	**911 593**	**921 597**	**948 665**	**952 412**
3	■ **Procédures au fond**	**680 834**	**660 548**	**668 526**	**686 704**	**690 908**
4	■ **Procédures particulières**	**147 631**	**139 116**	**139 224**	**144 771**	**143 395**
5	■ **Procédures de référé**	**115 132**	**111 929**	**113 847**	**117 190**	**118 109**
◆	**Affaires terminées**					
6	**Nombre total**	**927 041**	**893 141**	**911 574**	**934 479**	**930 999**
7	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*6,6*	*6,8*	*7,0*	*7,1*	*7,1*
8	■ **Procédures au fond**	**665 391**	**642 205**	**658 573**	**672 518**	**669 462**
9	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*8,7*	*8,8*	*9,2*	*9,2*	*9,3*
	Nature de la décision					
10	Jonction	26 355	24 787	25 089	25 583	25 863
11	Décisions statuant sur le fond de la demande	507 106	489 836	502 360	505 106	490 587
12	Acceptation totale de la demande	330 433	312 649	316 668	314 577	299 215
13	Acceptation partielle de la demande	116 205	115 226	122 603	126 293	129 379
14	Rejet de la demande	60 468	61 961	63 089	64 236	61 993
15	Autres décisions	131 875	127 478	131 124	141 808	153 000
	dont :					
16	Radiation	36 969	36 344	36 802	35 973	35 320
17	Désistement du demandeur	37 531	38 363	38 788	38 132	39 127
18	Caducité de la demande	5 671	7 168	10 713	13 688	13 855
19	Incompétence	3 781	3 221	3 204	3 167	3 083
20	Conciliation, transaction et acquiescement des parties	16 734	12 937	13 040	15 550	18 856
21	Non déclaré	55	104	0	21	12
22	*Proportion de décisions au fond contradictoires (%)*	*86,7*	*85,0*	*83,9*	*84,0*	*84,1*
23	*Part des décisions ayant fait l'objet d'un appel (%)*	*13,7*	*14,5*	*13,6*	*13,6*	*12,5*
24	■ **Nombre de procédures particulières**	**147 524**	**139 007**	**139 154**	**144 771**	**143 428**
25	*dont ordonnances sur requête*	*146 120*	*137 511*	*137 510*	*143 210*	*141 938*
26	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*0,4*	*0,4*	*0,4*	*0,3*	*0,5*
27	■ **Nombre de procédures de référé**	**114 126**	**111 929**	**113 847**	**117 190**	**118 109**
28	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*1,8*	*1,9*	*1,8*	*1,9*	*1,9*
	Nature de la décision					
29	Jonction	7 884	8 098	8 285	8 664	8 988
30	Décisions statuant sur la demande	90 766	89 002	90 660	92 539	93 662
31	Acceptation totale ou partielle de la demande	82 367	81 188	82 720	83 815	85 239
32	Rejet de la demande	8 399	7 814	7 940	8 724	8 423
33	Autres décisions	15 476	14 827	14 902	15 984	15 458
	dont :					
34	Radiation	3 819	3 619	3 597	3 761	3 843
35	Désistement du demandeur	5 119	5 025	4 858	5 172	5 212
36	Caducité de la demande	155	213	205	295	268
37	Incompétence	1 170	1 039	1 125	1 179	1 159
38	Conciliation des parties	492	344	485	561	594
39	Non déclaré	0	2	0	3	1
40	*Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)*	*64,7*	*63,3*	*62,3*	*62,5*	*61,7*
◆	**Affaires en cours**					
41	**Affaires en cours au 31/12**	**576 858**	**595 481**	**605 504**	**619 690**	**641 103**
42	**Actes de greffe**	**242 497**	**246 681**	**210 413**	**251 732**	**274 321**
	dont :					
43	inscription au répertoire civil	87 023	65 573	51 549	68 249	102 797
44	renonciation à succession	54 354	62 510	56 883	66 356	67 249
45	certificats	27 200	23 797	15 168	26 205	15 710
46	états de recouvrement	13 492	19 557	18 815	16 422	18 910
47	vérifications des dépens	12 035	14 621	13 876	14 413	14 795

Justice civile

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Cette page présente l'activité détaillée du contentieux commercial traité par les tribunaux de grande instance à compétence commerciale, soit 6 % de l'ensemble du contentieux commercial, l'essentiel étant traité par les tribunaux de commerce (cf. Activité des juridictions).

Pour l'activité détaillée par tribunal de grande instance à compétence commerciale en 2009, cf. chapitre "Activité par juridiction".

Avertissement : l'activité des TGI ne représente qu'un champ très partiel de l'ensemble du contentieux commercial, l'essentiel étant traité par les tribunaux de commerce. Cette activité est devenue résiduelle du fait de la réforme de la carte judiciaire et du transfert des compétences commerciales de 22 tribunaux de grande instance sur 35 vers les tribunaux de commerce à compter du 1 janvier 2009, ce qui provoque une rupture de série sur 2009.

Code | Définitions et méthode

1 Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance et les membres de ce tribunal connaissent des matières et exercent les fonctions attribuées aux tribunaux de commerce et à leurs membres (art. L.211-9 du Code de l'organisation judiciaire[ancien art. L. 311-3 du même code]).

À défaut de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance connaît des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers, entre associés pour raison d'une société de commerce, de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes, ainsi que des billets faits par les receveurs, payeurs, percepteurs ou autres comptables des deniers publics (art. L. 721-3 du Code de commerce). Il connaît enfin de la procédure d'injonction de payer (art. 1406 du Code de procédure civile), des entreprises en difficulté (art. L 610-1 du Code de commerce) et des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant ([loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 et 2005-845 du 26 juillet 2005 applicable au 1er janvier 2006, dite LSE]).

2, 3, 4 Les affaires commerciales sont de deux natures : les affaires contentieuses d'une part, les procédures collectives pour les entreprises en difficulté d'autre part
La procédure collective peut se décomposer en quatre étapes (cf. définition et schéma page 42) :
- la saisine du tribunal par une demande d'ouverture d'une procédure collective
- la décision du tribunal face à cette demande : liquidation judiciaire immédiate, jugement d'ouverture de redressement judiciaire, jugement d'ouverture de sauvegarde, rejet de la demande, radiation et autres
- le prononcé de la solution : dans le cas des ouvertures de redressement judiciaire et de sauvegarde la solution se traduit soit par une liquidation judiciaire qui intervient après une période d'observation, soit par un jugement arrêtant un plan de redressement ou de sauvegarde
- enfin l'acte qui clôture les opérations de liquidation ou les plans.

Une analyse détaillée des affaires commerciales par étape de procédure, toutes juridictions confondues, est fournie dans le chapitre "Détails de certains thèmes, Affaires commerciales".

5 **Le nombre total d'affaires** comprend les affaires contentieuses (ligne 7), et les procédures collectives (ligne 17).

6, 8, 18 Une durée moyenne a été calculée pour l'ensemble des procédures retenues comme concluant l'affaire. RLJ : redressement et liquidation judiciaire.

17 **Les affaires terminées** en matière de procédures collectives se définissent à partir d'éléments pris à différentes étapes de la procédure. Sont considérées comme terminant l'affaire : les liquidations judiciaires qu'elles soient prononcées immédiatement après la saisine du tribunal ou après une période d'observation imposée par le juge, les plans, enfin les rejets, radiations ou autres modes de fins d'affaires dessaisissant la juridiction.
Les clôtures n'ont pas été retenues comme fins d'affaires car elles interviennent très en aval de la décision pour constater administrativement le dessaisissement de la juridiction. Leur inscription n'est pas systématique dans le cadre des redressements judiciaires.

La durée des affaires mesure le temps écoulé entre la saisine de la juridiction et chacune des étapes de la procédure terminant l'affaire.

22
24, 26 Des durées ont ensuite été calculées pour chaque mode de règlement de l'affaire.

32 à 42 **Procédures de référé** : cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Nombre de tribunaux de grande instance à compétence commerciale**	**35**	**35**	**35**	**13**	**13**
◆	**Procédures au fond**					
2	**Nombre total d'affaires commerciales nouvelles**	**21 946**	**22 451**	**21 245**	**11 854**	**11 376**
3	Affaires contentieuses	14 519	15 046	13 559	7 317	6 541
4	Procédures de redressement et de liquidation judiciaire	7 427	7 405	7 686	4 537	4 835
5	**Nombre total d'affaires commerciales terminées (hors conciliation)**	**21 669**	**21 575**	**21 425**	**11 435**	**10 035**
6	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*6,6*	*6,4*	*6,3*	*6,3*	*6,3*
7	■ **Affaires contentieuses**	**14 516**	**13 930**	**13 867**	**7 060**	**5 847**
8	*Durée moyenne des affaires contentieuses (en mois)*	*7,0*	*7,3*	*7,6*	*8,0*	*8,5*
	Nature de la décision					
9	Jonction	480	482	535	329	316
10	Décisions statuant sur le fond de la demande	12 157	11 286	11 104	5 568	4 398
11	Acceptation totale ou partielle de la demande	11 121	10 441	10 265	5 074	4 008
12	Rejet de la demande	1 036	845	839	494	390
13	Autres décisions	1 879	2 162	2 228	1 163	1 133
	dont :					
14	Radiation	483	547	539	366	315
15	Désistement d'instance	713	713	749	310	366
16	*Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)*	*53,4*	*45,6*	*45,4*	*45,9*	*44,2*
17	■ **Procédures collectives** (hors conciliations)	**7 153**	**7 645**	**7 558**	**4 375**	**4 188**
18	*Durée moyenne des RLJ (en mois)*	*5,7*	*4,8*	*4,0*	*3,7*	*4,2*
	Nature de la décision					
19	Jonction	246	198	179	96	98
20	Liquidations judiciaires	4 978	5 633	5 765	3 565	3 312
21	Liquidations judiciaires immédiates	3 856	4 242	4 230	2 779	2 606
22	*Durée des liquidations judiciaires immédiates*	*3,9*	*2,3*	*1,5*	*1,5*	*1,6*
23	Liquidations après période d'observation	1 122	1 391	1 535	786	706
24	*Durée des liquidations après période d'observation*	*6,5*	*7,5*	*6,1*	*6,7*	*6,7*
25	Plans de redressement ou de sauvegarde	594	514	520	262	285
26	*Durée des plans de redressement ou de sauvegarde*	*11,8*	*13,6*	*15,1*	*14,8*	*14,9*
27	Rejets	171	121	165	52	91
28	Autres décisions	1 164	1 179	929	400	402
	dont :					
29	Radiation	343	350	179	116	135
30	Désistement d'instance	579	565	497	177	136
31	*Proportion de décisions au fond contradictoires (%)*	*79,9*	*76,7*	*72,5*	*74,6*	*68,7*
	Procédures de référé					
32	**Nombre total de référés**	**2 730**	**2 853**	**3 063**	**2 159**	**1 692**
33	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*2,0*	*2,0*	*2,1*	*2,0*	*2,3*
	Nature de la décision					
34	Jonction	104	105	115	115	72
35	Décisions statuant sur la demande	2 466	2 136	2 220	1 580	1 243
36	Acceptation totale ou partielle de la demande	2 208	1 878	1 974	1 398	1 121
37	Rejet de la demande	258	258	246	182	122
38	Autres décisions	160	612	728	464	377
	dont :					
39	Radiation	197	156	165	151	102
40	Désistement	341	246	256	148	104
41	Incompétence	98	61	100	51	54
42	*Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)*	*45,1*	*48,6*	*53,3*	*56,5*	*62,0*

Justice civile

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Y compris les juridictions de proximité et les tribunaux paritaires de baux ruraux

Pour l'activité détaillée par tribunal d'instance en 2009, voir le chapitre "Activité par juridiction".

Code	Définitions et méthodes
	Le tribunal d'instance a une compétence générale qui est fonction de la nature de l'affaire et de l'intéret en jeu : il connaît des affaires personnelles et mobilières lorsque le montant de la demande ne dépasse pas 7 600 ; il juge en premier et dernier ressort, jusqu'au 26 janvier 2005, jusqu'à 3 600 Euros (uniquement possibilité de pourvoi en cassation) et au-delà à charge d'appel (premier ressort). Cependant, dans le cadre de ses compétences exclusives, il traite des contestations relatives à certains contrats, quel que soit le montant des créances (baux d'habitation, contentieux du crédit à la consommation ...). Le tribunal d'instance composé de magistrats professionnels statue à juge unique.
	À compter de la loi du 26 janvier 2005 et de l'extension de la compétence de la juridiction de proximité, le tribunal d'instance ne connaît plus que des actions civiles personnelles ou mobilières à charge d'appel de 4 000 à 10 000 Euros, et le tribunal d'instance reste compétent à charge d'appel pour toutes les actions aux fins d'expulsion des occupants sans droit ni titre des immeubles à usage d'habitation ;en dernier ressort jusqu'à 4 000 Euros et à charge d'appel au delà pour les actions relatives à l'application de certaines règles relatives au droit de la consommation ; en dernier ressort jusqu'à 4 000 Euros et à charge d'appel au delà des actions portant sur un contrat de louage d'immeuble ou sur l'occupation d'un logement.
3	Non compris l'activité en matière de contentieux électoral, qui est distinguée dans la rubrique "procédures spéciales" (séries 4 et 5, p. 37).
7	**Décisions statuant sur le fond** : cf. glossaire
14 à 19 29 à 34	**Autres décisions** : cf. glossaire
6, 8, 23	**Durée des affaires** : cf. glossaire
20, 35	**Proportion de décisions au fond contradictoires** : cf. glossaire
21	Part des décisions ayant fait l'objet d'un appel (cf. Glossaire "Taux d'appel"). Elle est calculée sur l'ensemble des affaires ; devant le tribunal d'instance, la statistique ne permet pas d'isoler les décisions rendues en dernier ressort.
22 à 35	**Procédures de référé** : cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Tribunaux d'instance (y compris TPBR et juridiction de proximité)

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Nombre de tribunaux d'instance**	**475**	**475**	**475**	**475**	**302**
◆	**Affaires nouvelles**					
2	**Nombre total d'affaires (fond et référé)**	**614 480**	**621 835**	**645 226**	**677 832**	**706 979**
3	■ **Procédures au fond**	**539 114**	**545 174**	**569 426**	**600 027**	**625 110**
4	■ **Procédures de référé**	**75 366**	**76 661**	**75 800**	**77 805**	**81 869**
◆	**Affaires terminées**					
5	**Nombre total d'affaires (fond et référé)**	**604 451**	**603 259**	**615 290**	**655 800**	**662 411**
6	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*4,7*	*4,9*	*5,0*	*5,2*	*4,7*
7	■ **Nombre de procédures au fond**	**529 085**	**526 598**	**539 490**	**577 995**	**580 542**
8	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*5,1*	*5,1*	*5,3*	*5,3*	*4,8*
	Nature de la décision					
9	Jonction	12 724	11 640	11 888	11 903	11 914
10	Décisions statuant sur le fond de la demande	409 062	399 662	407 887	409 382	438 213
11	Acceptation totale de la demande	247 514	245 074	249 071	249 601	275 055
12	Acceptation partielle de la demande	112 528	107 745	111 316	113 792	119 110
13	Rejet de la demande	49 020	46 843	47 500	45 989	44 048
14	Autres décisions	107 299	115 296	119 715	156 710	130 415
	dont :					
15	Radiation	23 385	22 972	22 258	21 421	19 503
16	Désistement du demandeur	43 907	46 292	45 607	44 960	45 807
17	Péremption et caducité de la citation	9 511	9 651	9 866	10 214	10 354
18	Incompétence	6 606	4 738	4 175	4 221	4 101
19	Conciliation des parties	5 408	6 090	6 588	6 080	5 662
20	*Proportion de décisions au fond contradictoires (%)*	*45,5*	*42,5*	*41,4*	*43,4*	*43,5*
21	*Part des décisions ayant fait l'objet d'un appel (%)*	*4,1*	*4,2*	*3,6*	*5,3*	nd
22	■ **Nombre de procédures de référé**	**75 366**	**76 661**	**75 800**	**77 805**	**81 869**
23	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*3,1*	*3,2*	*3,2*	*3,4*	*3,4*
	Nature de la décision					
24	Jonction	1 337	1 450	1 396	1 547	1 545
25	Décisions statuant sur la demande	61 239	61 041	60 189	62 057	65 210
26	Acceptation totale de la demande	33 310	46 636	48 912	50 057	52 762
27	Acceptation partielle de la demande	25 068	12 009	9 183	9 658	9 852
28	Rejet de la demande	2 861	2 396	2 094	2 342	2 596
29	Autres décisions	12 790	14 170	14 215	14 201	15 114
	dont :					
30	Radiation	2 406	2 329	2 075	1 901	1 988
31	Désistement du demandeur	7 769	7 979	7 806	7 757	8 442
32	Caducité de la demande	599	669	617	696	769
33	Incompétence	602	557	570	549	520
34	Conciliation des parties	540	636	626	536	798
35	*Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)*	*42,8*	*41,0*	*40,6*	*40,6*	*40,0*

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthodes

1 à 20 Les procédures spéciales et les actes des greffes traités par les tribunaux d'instance n'entrent pas dans le champ du Répertoire général civil. Les données présentées ici sont issues de l'exploitation de registres particuliers tenus par les juridictions.

1 à 6 Le recouvrement d'une créance civile peut être demandé suivant la procédure d'injonction de payer lorsque la créance a une cause contractuelle ou résulte d'une obligation de caractère statutaire, et s'élève à un montant déterminé. La demande est formée par requête adressée au greffe du tribunal d'instance, accompagnée des documents fondant la créance.

L'ordonnance sur requête est une décision provisoire rendue non contradictoirement dans les cas où le requérant est fondé à ne pas appeler de partie adverse (art. 493 à 498 du Code de procédure civile). Le juge du tribunal d'instance est saisi par requête dans les cas spécifiés par la loi. Il peut aussi ordonner sur requête, dans les limites de sa compétence, toutes mesures urgentes lorsque les circonstances exigent qu'elles ne soient pas prises contradictoirement (art. 851 et 852 du Code de procédure civile).

Contentieux électoral : Le tribunal d'instance connaît en dernier ressort des contestations relatives aux inscriptions et radiations sur les listes destinées à diverses élections : élections politiques, membres des tribunaux et chambres de commerce, conseillers prud'hommes, assesseurs des tribunaux paritaires de baux ruraux, membres des comités d'entreprise, délégués du personnel... (ancien art. R.321-18 à R 321-20 du Code de l'organisation judiciaire).

La demande de **tentative préalable de conciliation** est formée par déclaration orale faite, remise ou par lettre simple au secrétariat du greffe. Les parties doivent s'y présenter en personne. À défaut de conciliation, le juge remet au demandeur un bulletin de non-conciliation, sauf si les parties consentent à ce que l'affaire soit immédiatement jugée (art. 829 et 830 à 835 du Code de procédure civile).

7 à 9 Le greffier en chef du tribunal d'instance a seul qualité pour délivrer un **certificat de nationalité française**. Le siège et le ressort des TI compétents pour délivrer les certificats de nationalité sont fixés par décret (221 TI compétents sur 473 et depuis la réforme de la carte judiciaire 196 TI sur 304). Depuis 1999, les certificats de nationalité française délivrés en vertu de l'article 21-7 du Code civil ont été isolés.

9 A partir du 1/1/2010, les déclarations à raison du mariage avec un conjoint français sont souscrites dans les préfectures ou les consulats.

Une personne étrangère qui épouse un(e) Français(e) peut acquérir la nationalité française par déclaration si elle satisfait aux obligations légales. En 2010, la déclaration à raison du mariage avec un(e) Français(e) peut être souscrite après quatre ans de vie commune (2 ans avant 2008). Cette condition est nécessaire mais non suffisante.

10 à 13 Le **pacte civil de solidarité** (PACS) a été instauré par la loi du 15 novembre 1999 (art. 515-1 du Code civil). C'est un contrat conclu entre deux personnes majeures de sexe identique ou différent, afin d'organiser leur vie commune.
Deux personnes qui concluent un pacte civil de solidarité en font la déclaration conjointe au greffe du tribunal d'instance dans le ressort duquel elles fixent leur résidence commune.
Un certificat de non-PACS doit être fourni à l'appui de toute demande d'enregistrement d'un PACS, une même personne ne pouvant être engagée simultanément dans plusieurs PACS. Ce certificat est délivré par le greffe du tribunal d'instance du lieu de naissance de chacun des partenaires. Sa durée de validité étant d'un mois, une même personne peut être amenée à en demander plusieurs au cours d'une même procédure d'enregistrement.

Non compris l'activité du TGI de Paris.

Les tribunaux d'instance sont tenus de communiquer à certains tiers habilités l'information selon laquelle des personnes ont contracté ou non un tel pacte. Les tiers habilités sont en particulier les notaires, les huissiers, les administrateurs judiciaires, le fisc, les organismes sociaux, les tuteurs, les créanciers et les syndics de copropriété. Ces demandes diminuent à partir 2008 du fait de l'inscription du PACS en marge de l'état civil.

14 à 20 **Appositions ou levées de scellés** : le tribunal d'instance connaît, dans les conditions prévues par le Code de procédure civile, des demandes relatives aux mesures conservatoires prises après l'ouverture d'une succession (ancien art. R 321-21 du Code de l'organisation judiciaire).

En matière de mariage, l'acte de naissance des futurs époux peut, dans certains cas, être suppléé par un acte de notoriété délivré par le juge d'instance (art. 71 du Code civil). En matière de filiation légitime ou naturelle, le juge des tutelles peut délivrer un acte de notoriété faisant foi de la possession d'état (art. 311-3 du Code civil).

La cession de salaire ou autres mentionnés à l'article L 3252-1 du Code du travail [ancien art. L. 145-1 du même code], ne peut être consentie, quel qu'en soit le montant, que par une déclaration souscrite par le cédant en personne devant le greffier du tribunal d'instance de sa résidence.

La juridiction de proximité : elle a été instituée dans le ressort de chaque cour d'appel par la loi du 9 septembre 2002. Elle statue selon les règles de procédure applicables devant le tribunal d'instance. Lors de sa création elle connaît des actions personnelles mobilières introduites par des personnes physiques jusqu'à la valeur de 1 500 Euros. La loi du 26 janvier 2005 étend sa compétence en dernier ressort à toutes les actions personnelles ou mobilières jusqu'à 4 000 Euros. Elle connaît aussi à charge d'appel des demandes indéterminées ayant pour origine une obligation dont le montant n'excède pas 4 000 Euros. Le juge de proximité, qui statue à juge unique, est un magistrat non professionnel nommé par décret.

23 Durée d'une affaire : cf. glossaire

24, 25 Cf. définitions 1 à 6

Sources :

- Ministère de la Justice
  Registres d'activité

Tribunaux d'instance (y compris TPBR et juridiction de proximité) (fin)

Code		2006	2007	2008	2009	2010
◆	**Procédures spéciales**					
1	Injonctions de payer	626 512	613 322	632 545	672 674	688 025
2	Saisies sur rémunération	163 546	139 453	136 320	nd	nd
3	Ordonnances sur requête	33 629	31 649	30 863	33 170	31 019
4	Contentieux électoral politique	2 801	37 253	16 149	4 885	3 143
5	Contentieux électoral non politique	934	433	5 229	183	281
6	Tentatives préalables de conciliation	4 996	5 104	4 962	4 351	4 493
◆	**Actes de greffe**					
	■ **Nationalité**					
7	Certificats de nationalité française	134 437	149 625	118 807	103 391	83 372
8	dont à raison de la naissance et de la résidence	2 553	2 576	2 334	2 363	2 456
9	Déclarations de nationalité française	54 623	53 890	44 448	47 782	24 812
	■ **Pactes civils de solidarité**					
10	Déclarations	77 362	102 023	146 030	174 562	205 596
11	Dissolutions	9 583	22 783	23 448	26 860	34 652
12	Certificats de non-pacs délivrés	216 680	289 594	201 226	15 454	18 708
13	Demande de tiers relatives à l'existence d'un pacs	1 283 386	1 481 739	761 890	1 512	888
	■ **Autres actes de greffe**					
14	Appositions ou levées de scellés	3 370	3 001	2 680	nd	2 084
15	Actes de notoriété et certificats de propriété	28 960	31 381	4 961	nd	3 589
16	Warrants agricoles	26 942	27 132	28 183	nd	26 452
17	Cessions de salaire	34 589	32 897	28 641	nd	28 328
18	Vérifications des dépens	6 208	6 489	8 122	nd	4 791
19	Procurations électorales	5 272	233 667	53 259	nd	27 845
20	Consentements à l'adoption	5 146	5 010	5 022	nd	4 494

Juridictions de proximité

Code		2006	2007	2008	2009	2010
◆	**Affaires nouvelles**					
21	**Nombre total d'affaires nouvelles**	**102 655**	**107 259**	**109 624**	**104 335**	**102 908**
◆	**Affaires terminées**					
22	**Nombre total d'affaires terminées**	**93 930**	**104 291**	**108 555**	**105 350**	**99 291**
23	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*4,3*	*4,7*	*4,9*	*5,1*	*5,2*
◆	**Actes de greffe**					
24	Injonctions de payer	272 895	248 645	231 165	222 453	218 740
25	Tentatives préalables de conciliation	852	852	750	553	475

Les tribunaux paritaires des baux ruraux

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Avertissement : les données d'activité sont présentées selon la carte judiciaire en vigueur (soit avant, soit après le 31 décembre 2009).

Code

Définitions et méthode

Le tribunal paritaire des baux ruraux est créé au siège de chaque tribunal d'instance. Son siège et son ressort correspondent à celui du tribunal d'instance. La compétence du tribunal paritaire des baux ruraux est exclusive. Elle porte sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux relatives à l'application du Code rural [titres I et V du livre VI du Code rural].
Le tribunal paritaire est présidé par le juge d'instance. Il comprend en nombre égal des bailleurs non-preneurs et des preneurs non-bailleurs, répartis s'il y a lieu en deux sections comprenant chacune quatre assesseurs ; l'une des sections est composée de deux bailleurs et de deux preneurs à ferme, l'autre de deux bailleurs et deux preneurs à colonat partiaire [ou métayage].
Le tribunal se prononce sans appel dans la limite de la compétence en dernier ressort des tribunaux d'instance (4 000 Euros) et, si la demande excède cette limite ou est indéterminée, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever.
Les décisions en dernier ressort peuvent être attaquées par la voie du pourvoi en cassation pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi. La cour d'appel connaît de l'appel interjeté à l'encontre des autres décisions du tribunal paritaire des baux ruraux conformément au livre II du Code rural.

9 **Autres décisions** : sont notamment comprises dans cette rubrique les décisions de radiation d'affaire, désistement du demandeur, jonction d'affaires, caducité de la demande, incompétence de la juridiction et conciliation des parties [cf. glossaire].

10 **Durée des affaires** : cf. glossaire

11 **Proportion de décisions au fond contradictoires** : cf. glossaire

12 **Procédures de référé** : cf. glossaire

Les tribunaux des affaires de sécurité sociale

Sources et champ géographique

Les tribunaux des affaires de sécurité sociale n'entrent pas dans le champ du répertoire général civil. Les seules données disponibles concernant ce contentieux sont issues de cadres statistiques renseignés annuellement par les juridictions. Ces cadres ne fournissent que l'activité globale [affaires nouvelles et terminées] de chaque tribunal des affaires de sécurité sociale de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer.

Définitions et méthode

Le contentieux général de sécurité sociale a été institué en vue de régler les différends auxquels donne lieu l'application des législations et réglementations de sécurité sociale et de mutualité agricole qui ne relèvent pas, par leur nature, d'un autre contentieux (art. L 142-1 du Code de la sécurité sociale et art. L. 142-2 du même code).

Le tribunal des affaires de sécurité sociale est présidé par un magistrat du siège du tribunal de grande instance dans le ressort duquel il a son siège, ou par un magistrat du siège honoraire désigné par ordonnance du premier président de la cour d'appel. Ce magistrat est entouré de deux assesseurs représentant, l'un les salariés, l'autre les employeurs ou les travailleurs indépendants. Ces assesseurs sont désignés par le président du tribunal de grande instance dans le ressort duquel il a son siège,sur présentation des organisations syndicales les plus représentatives.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil
  Cadres statistiques d'activité des tribunaux des affaires de sécurité sociale

Tribunaux paritaires des baux ruraux

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Nombre de tribunaux paritaires des baux ruraux**	**413**	**413**	**413**	**413**	**263**
◆	**Affaires nouvelles**					
2	■ **Nombre de procédures au fond**	**3 294**	**3 302**	**3 354**	**3 254**	**3 194**
◆	**Affaires terminées**					
3	■ **Nombre de procédures au fond**	**3 347**	**3 125**	**3 377**	**3 411**	**2 945**
	Nature de la décision					
4	Jonction	194	164	184	184	180
5	Décisions statuant sur le fond de la demande	1 758	1 523	1 692	1 565	1 384
6	Acceptation totale de la demande	631	538	591	475	445
7	Acceptation partielle de la demande	580	533	587	551	487
8	Rejet de la demande	547	452	514	539	452
9	Autres décisions	1 395	1 438	1 501	1 662	1 381
10	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*12,7*	*12,1*	*12,0*	*11,7*	*12,6*
11	*Proportion de décisions au fond contradictoires (%)*	*81,9*	*77,2*	*80,7*	*78,4*	*78,2*
12	■ **Nombre de procédures de référé**	**195**	**203**	**168**	**183**	**183**

Tribunaux des affaires de sécurité sociale

Code		2006	2007	2008	2009	2010
13	**Nombre de tribunaux des affaires de sécurité sociale**	**116**	**116**	**116**	**116**	**116**
◆	**Régime général**					
14	**Nombre total d'affaires nouvelles**	**92 854**	**92 642**	**94 339**	**98 367**	**88 837**
15	**Nombre total d'affaires terminées**	**90 247**	**86 758**	**94 790**	**93 284**	**86 234**
◆	**Régime agricole**					
16	**Nombre total d'affaires nouvelles**	**6 647**	**6 124**	**5 816**	**5 450**	**5 694**
17	**Nombre total d'affaires terminées**	**6 997**	**6 152**	**6 551**	**5 680**	**4 767**

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Pour l'activité détaillée par conseil de prud'hommes en 2009, voir chapitre "Activité par juridiction".

Avertissement : les données d'activité sont présentées selon la carte judiciaire en vigueur (soit avant, soit après le 31 décembre 2008).

Code

Définitions et méthode

Les conseils de prud'hommes, juridictions électives et paritaires, règlent par voie de conciliation les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail entre les employeurs, ou leurs représentants, et les salariés qu'ils emploient. Ils jugent les différends à l'égard desquels la conciliation n'a pas abouti (art. L 1411-1 du Code du travail [ancien art. L. 511-1 du même code]).
C'est une juridiction paritaire composée pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de représentants des salariés. Les conseillers prud'hommes employeurs et salariés sont élus respectivement par leurs pairs.
Les conseils de prud'hommes sont divisés en cinq sections autonomes et comportent obligatoirement une formation commune de référé. Les sections autonomes sont : la section de l'encadrement, la section de l'industrie, la section du commerce et des services commerciaux, la section de l'agriculture, et la section des activités diverses (art. L 1423-1 du Code du travail [ancien art. L. 512-2 du même code]).

6, 8
14, 36 **Durée des affaires** : cf. glossaire

11 Les conseillers prud'hommes, qui statuent toujours en nombre pair, doivent prendre leurs décisions à la majorité des voix. Si cette majorité ne peut se former, l'affaire est renvoyée devant la même formation mais présidée par un juge d'instance. L'adjonction du "juge départiteur" fait passer la formation en nombre impair ce qui rend impossible le blocage par un égal partage des voix.

16 Taux de départition : affaires avec départition sur affaires en délibéré (lignes 11/9).

21 à 25 **Autres décisions** : cf. glossaire

26 **Proportion de décisions au fond contradictoires** : cf. glossaire

27 Part des décisions au fond ayant fait l'objet d'un appel (cf. Glossaire "Taux d'appel")

28 Le conseil de prud'hommes statue en dernier ressort :
- lorsque le chiffre de la demande n'excède pas un taux fixé par décret - 20 septembre 2005 - (4 000 Euros)
- lorsque la demande tend à la remise, même sous astreinte, de certificats de travail, de bulletins de paie ou de toutes pièces que l'employeur est tenu de délivrer, à moins que le jugement ne soit en premier ressort en raison du montant des autres demandes (art. R 517-3, R 517-4 et D 517-1 du Code du travail).

29 Le conseil de prud'hommes statue en premier ressort :
- lorsque le chiffre de la demande excède un taux fixé par décret - 20 septembre 2005 - (4 000 Euros)
- lorsque la demande est indéterminée (art. 40 du Code de procédure civile).
- lorsqu'il statut en dernier ressort en dessous d'un taux fixé par décret (art . L. 1462-1 du code du travail [ancien art. L. 511-1, R. 517-3, R 517-4 du même code]).

30 à 34 Les conseils de prud'hommes sont divisés en sections autonomes, mais comportent obligatoirement une formation commune de référé (art. L 1423-1 du Code du travail [ancien art. L. 512-2 du même code]).

35 à 46 **Procédures de référé** : cf. glossaire

41 à 45 **Autres décisions** : cf. glossaire

46 **Proportion de décisions statuant sur la demande contradictoires** : cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil, tableaux de bord - civil

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Nombre de conseils de prud'hommes**	**271**	**271**	**271**	**209**	**209**
◆	**Affaires nouvelles**					
2	**Nombre total d'affaires (fond et référé)**	**198 455**	**192 864**	**202 103**	**228 901**	**217 661**
3	■ **Nombre de procédures au fond**	**154 689**	**151 587**	**158 578**	**176 687**	**172 577**
4	■ **Nombre de procédures de référé**	**43 766**	**41 277**	**43 525**	**52 214**	**45 084**
◆	**Affaires terminées**					
5	**Nombre total d'affaires (fond et référé)**	**200 982**	**194 051**	**200 271**	**192 411**	**205 653**
6	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*10,0*	*10,2*	*10,5*	*9,9*	*11,1*
7	■ **Nombre de procédures au fond**	**156 872**	**152 774**	**156 746**	**140 197**	**160 569**
8	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*12,4*	*12,5*	*13,0*	*12,7*	*13,7*
9	Affaires ayant fait l'objet d'un délibéré	84 917	81 131	87 193	74 168	88 612
10	Affaires au fond sans départition	69 101	66 159	70 130	58 814	72 374
11	Affaires avec départition	15 816	14 972	17 063	15 354	16 238
12	Affaires au fond	12 749	12 255	13 808	12 593	13 778
13	Autres fins d'affaire	3 067	2 717	3 255	2 761	2 460
14	*Durée moyenne des affaires terminées avec départition (en mois)*	*23,9*	*24,1*	*25,1*	*24,0*	*25,7*
15	Affaires terminées sans délibéré	71 955	71 643	69 553	66 029	71 957
16	*Taux de départition (en %)*	*18,6*	*18,5*	*19,6*	*20,7*	*18,3*
	Nature de la décision					
17	Jonction	11 014	10 319	10 838	8 429	8 967
18	Décisions statuant sur le fond de la demande	81 770	78 345	83 861	71 346	86 094
19	Acceptation totale ou partielle de la demande	58 385	55 900	60 078	51 940	62 417
20	Rejet de la demande	23 385	22 445	23 783	19 406	23 677
21	Autres décisions	64 088	64 110	62 047	60 422	65 508
	dont :					
22	Radiation	21 237	21 605	21 059	20 704	23 820
23	Désistement du demandeur	16 322	16 371	16 105	16 628	17 156
24	Conciliation des parties	14 573	14 214	14 031	12 522	12 258
25	Caducité de la demande	6 160	5 881	5 246	5 262	5 736
26	*Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)*	*89,4*	*89,1*	*89,4*	*88,7*	*88,7*
27	*Décisions ayant fait l'objet d'un appel (en %)*	*59,7*	*58,7*	*60,7*	*58,0*	*nd*
	Premier ou dernier ressort					
28	Décisions au fond prises en dernier ressort	9 555	9 043	9 584	8 246	11 522
29	Décisions au fond prises en premier ressort	72 215	69 302	74 277	63 100	74 572
	Section saisie					
30	Agriculture	3 148	2 816	2 675	2 875	2 771
31	Commerce	53 791	53 483	54 081	48 487	57 537
32	Activités diverses	34 231	32 671	32 452	31 040	33 686
33	Encadrement	27 584	26 577	25 881	23 573	26 872
34	Industrie	38 118	37 226	41 657	34 222	39 703
35	■ **Nombre de procédures de référé**	**44 110**	**41 277**	**43 525**	**52 214**	**45 084**
36	*Durée moyenne des affaires terminés (en mois)*	*1,5*	*1,6*	*1,7*	*2,4*	*2,0*
	Nature de la décision					
37	Jonction	2 989	2 050	1 890	2 040	1 502
38	Décisions statuant sur la demande	18 713	17 829	18 361	20 002	18 807
39	Acceptation totale ou partielle de la demande	15 283	14 747	15 313	16 891	15 932
40	Rejet de la demande	3 430	3 082	3 048	3 111	2 875
41	Autres décisions	22 408	21 398	23 274	30 172	24 775
	dont :					
42	Radiation	6 392	6 549	7 510	7 835	7 571
43	Désistement du demandeur	6 405	5 781	6 311	10 728	7 001
44	Conciliation des parties	1 932	1 853	1 877	1 712	1 503
45	Caducité de la demande	1 745	1 612	1 824	2 732	1 833
46	*Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)*	*62,4*	*62,1*	*62,0*	*61,8*	*62,6*
◆	**Affaires en cours**					
47	**Affaires en cours au 31 décembre**	**165 699**	**164 512**	**163 891**	**202 834**	**214 309**

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

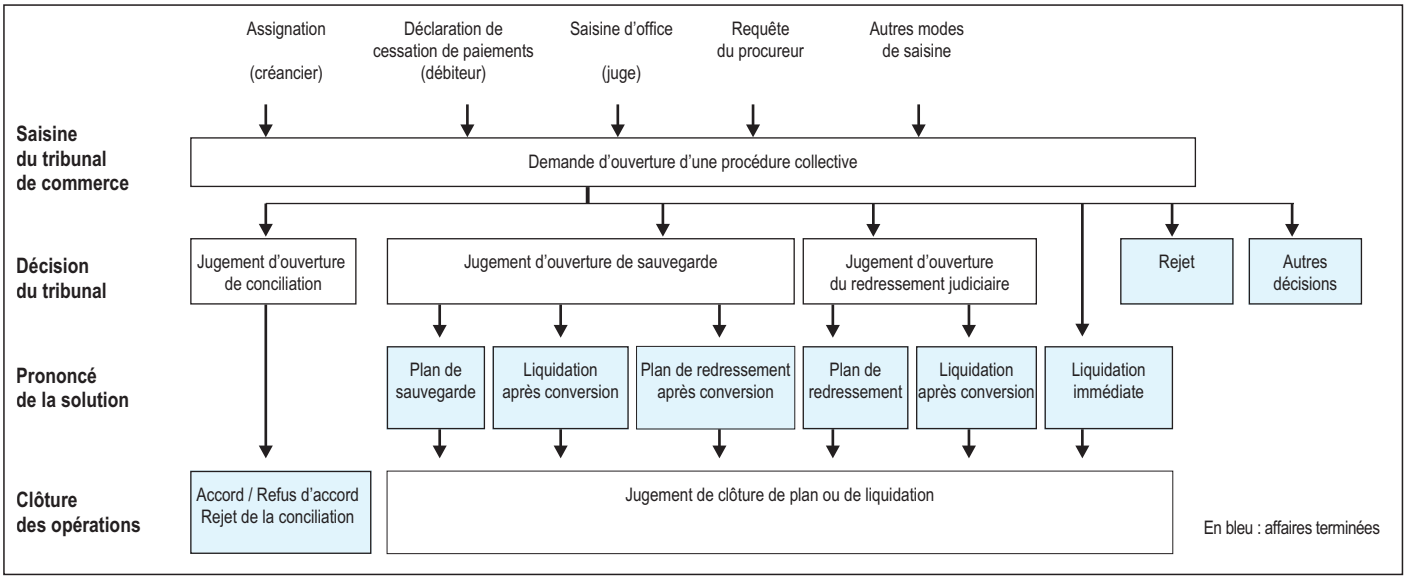
Les tribunaux de commerce traitent 94 % du contentieux commercial, les 6 % restant relèvent des TGICC dont l'activité commerciale est décrite page 33.
Pour l'activité détaillée par tribunal de commerce en 2009, voir le chapitre "Activité par juridiction".
Une analyse détaillée des affaires commerciales par étape de procédure, toutes juridictions confondues (TC+TGICC) est fournie dans le chapitre "Détails de certains thèmes, Affaires commerciales".

Avertissement : les données d'activité sont présentées selon la carte judiciaire en vigueur (soit avant, soit après le 31 décembre 2008).

Code | Définitions et méthode

Les tribunaux de commerce connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers, des contestations entre associés, pour raison d'une société de commerce, et de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes (art. L.721-3 du Code de commerce [ancien art. L. 411-1 du Code de l'organisation judiciaire]).

Des chambres commerciales du tribunal de grande instance sont instituées dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (art. L.731-1 du code de commerce).
Des tribunaux mixtes de commerce sont institués dans les départements et les régions d'outre-mer (art. L. 732-1 du code de commerce).
Les affaires commerciales sont de deux natures : les affaires contentieuses, les procédures collectives pour les entreprises en difficulté. Les procédures collectives se décomposent selon les quatre étapes ci-dessous :



5 | Procédures collectives, y compris conciliations

10, 51 | Durée entre les dates de saisine et de fin d'affaire

21 | Procédures collectives (hors conciliations) dont la solution – plan, liquidation – ou la fin d'affaire – rejet, jonction, autres fins – intervient dans l'année considérée.

22 | Durée moyenne entre la date de saisine et la date de solution – plan, liquidation – ou la date de fin d'affaire – rejet, jonction, autres fins.

27, 29 33, 35 | Durée entre la date de saisine et la date de solution

20 47, 49 | Durée entre la date de saisine et la date de clôture

25 26, 27 | Y compris les plans de cession 1985

32 | Y compris liquidation judiciaire après résolution d'un plan de redressement ou de sauvegarde

45 46, 47 | Sont concernées les procédures collectives statuant sur la demande, c'est-à-dire hors jonction, rejet et autres fins.
Non compris les procédures de conciliation

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Nombre de tribunaux de commerce**	**185**	**185**	**185**	**135**	**135**
◆	**Affaires nouvelles**					
2	■ **Nombre de procédures au fond**	**193 534**	**178 451**	**175 012**	**188 478**	**179 575**
3	■ **Affaires contentieuses**	141 492	124 443	116 106	119 363	114 168
4	dont mandat ad hoc	365	390	811	1 857	1 608
5	■ **Procédures collectives**	52 042	54 008	58 906	69 115	65 407
6	dont procédures de conciliation	344	354	436	1 138	916
◆	**Affaires terminées**					
7	*Part des décisions au fond ayant fait l'objet d'un appel (en %)*	*11,5*	*12,9*	*13,4*	*14,4*	*nd*
8	■ **Affaires contentieuses**	**139 092**	**119 706**	**102 502**	**101 499**	**104 583**
9	dont mandat ad hoc	290	347	600	1 624	1 454
10	*Durée moyenne des affaires contentieuses (en mois)*	*5,9*	*7,2*	*7,1*	*7,8*	*7,2*
	Nature de la décision					
11	Jonction	4 287	4 764	3 039	3 320	3 449
12	Décisions statuant sur le fond de la demande	111 763	94 288	79 949	77 719	80 790
13	Acceptation totale ou partielle de la demande	107 061	89 859	75 574	73 052	75 810
14	Rejet de la demande	4 702	4 429	4 375	4 667	4 980
15	Autres décisions	23 042	20 654	19 514	20 460	20 344
16	dont Radiation	9 467	8 153	6 820	7 148	7 286
17	Désistement d'instance	10 588	9 894	10 034	10 306	9 757
18	*Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)*	*37,8*	*36,6*	*38,0*	*39,1*	*39,3*
19	■ **Procédures de conciliation**	**284**	**185**	**156**	**362**	**351**
20	*Durée moyenne des procédures de conciliation (en mois)*	*0,3*	*5,2*	*5,7*	*4,0*	*4,8*
21	■ **Procédures collectives (hors conciliation)**	**48 788**	**50 091**	**52 302**	**61 106**	**61 758**
22	*Durée moyenne des procédures collectives (en mois)*	*3,8*	*3,7*	*3,4*	*3,3*	*3,5*
	Nature de la décision					
23	Jonction	716	607	644	555	593
24	Plan de sauvegarde	10	149	116	217	511
25	Plans de redressement	3 203	2 648	2 464	2 622	3 782
26	loi 1985	2 821	284	10	0	0
27	*Durée des plans de redressement*	*13,1*	*22,5*	*40,2*	-	-
28	loi 2005	397	2 364	2 454	2 622	3 782
29	*Durée des plans de redressement*	*10,2*	*13,4*	*14,1*	*14,3*	*14,4*
30	dont plan de redressement après conversion de la procédure de sauvegarde	14	27	8	1	0
31	Liquidations judiciaires	33 051	35 299	38 644	47 533	46 669
32	Liquidations judiciaires immédiates	25 079	26 717	30 091	36 946	35 683
33	*Durée des liquidations judiciaires immédiates*	*1,2*	*1,2*	*1,0*	*0,8*	*0,8*
34	Autres liquidations (après période d'observation)	7 861	8 582	8 553	10 587	10 986
35	*Durée des liquidations après période d'observation*	*6,3*	*6,4*	*6,4*	*6,1*	*6,7*
36	*- liquidations loi 1985*	2 814	166	45	38	27
37	*- liquidation loi 2005*	5 158	8 416	8 508	10 549	10 959
38	*dont après conversion de la procédure de sauvegarde*	25	96	136	245	369
39	*dont après conversion de la procédure de redressement*	5 133	8 320	8 372	10 304	10 590
40	Rejets	1 670	1 678	1 562	1 361	1 653
41	Autres décisions	10 123	9 710	8 872	8 818	8 550
42	dont Radiation	4 272	3 942	3 439	3 584	3 121
43	Désistement d'instance	5 462	5 477	5 113	4 948	4 946
44	*Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)*	*52,7*	*57,3*	*62,3*	*71,8*	*67,1*
45	**Clôture des procédures collectives (hors conciliation)**	**38 043**	**37 816**	**32 857**	**37 323**	**46 091**
46	loi 1985	37 021	27 246	15 063	10 452	8 528
47	*Durée entre date de saisine et date de clôture*	*48,1*	*57,6*	*72,1*	*87,0*	*100,2*
48	loi 2005	1 022	10 570	17 794	26 871	37 563
49	*Durée entre date de saisine et date de clôture*	*9,9*	*14,2*	*18,2*	*20,8*	*21,7*
50	■ **Nombre de procédures de référés**	**27 572**	**26 034**	**27 217**	**29 683**	**27 633**
51	*Durée moyenne des affaires terminées en référé (en mois)*	*1,5*	*1,5*	*1,5*	*2,0*	*1,5*
	Nature de la décision					
52	Jonction	610	546	550	594	588
53	Décisions statuant sur la demande	21 026	20 089	21 455	23 301	21 861
54	Acceptation totale ou partielle de la demande	19 153	18 286	19 488	21 300	20 070
55	Rejet de la demande	1 873	1 803	1 967	2 001	1 791
56	Autres décisions	5 936	5 399	5 212	5 788	5 184
57	dont Radiation	2 860	2 600	2 025	1 993	1 736
58	Désistement	1 691	1 436	1 737	1 876	1 565
59	Incompétence	291	274	256	369	336
60	*Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)*	*47,3*	*45,7*	*44,9*	*45,3*	*43,1*

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code

Définitions et méthode

Le présent tableau (pages I à XIII) a pour but de donner une image détaillée des affaires civiles au fond soumises à la Justice en 2010. Il répartit les demandes devant les cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance, conseils de prud'hommes et tribunaux de commerce, selon les principales natures d'affaires.
Le champ pris en compte est celui du Répertoire général civil de 2010.

Depuis le 1er janvier 1988, les greffes des juridictions utilisent une nomenclature standardisée des affaires civiles pour coder la nature des affaires introduites au répertoire général civil. Pour la commodité de la publication, cette nomenclature hiérarchisée en 3 niveaux et comportant quelque 700 postes de base ne peut être reproduite in extenso dans cet ouvrage. Le lecteur ne trouvera dans ce tableau qu'un extrait de la nomenclature présentant tous les postes de 1er et 2e niveau, ainsi que les postes de 3e niveau les plus significatifs.

3 Les certificats de nationalité française ne sont pas pris en compte dans cette rubrique.

4 Articles 26-3 et 26-4 du Code civil.

5 Article 29-3 du Code civil. L'objet de l'action est de faire déclarer qu'une personne physique a acquis ou n'a pas acquis la nationalité française (art. 1038 du Code de procédure civile).

8 Les rectifications de prénom, en cas de refus de l'officier d'état civil d'inscrire un prénom, sont prises en compte dans la rubrique "Nom-prénom" série 10.

11 Les contestations entre parents relatives au nom d'usage porté par l'enfant (loi du 23 décembre 1985) sont prises en compte dans la série "demande tendant à faire trancher un conflit relatif à l'exercice de l'autorité parentale" série 33, page III/XIII.
Ne sont pas prises en compte sous cette rubrique les contestations entre parents relatives au **nom d'usage** porté par l'enfant qui sont comptabilisées série 10.
"L'ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 qui a posé de nouvelles règles de dévolution du nom de famille ne prévoit plus la possibilité de saisir le juge aux affaires familiales d'une demande de changement ou de reprise de nom d'un enfant naturel".

12 Y compris après décès du conjoint.

19 Y compris les atteintes au secret du patrimoine ou de la fortune personnelle, et à l'exclusion du secret des affaires (voir série 8, page V/XIII).

21 Sont prises en compte dans ce poste les demandes de sortie d'une personne internée.

25 Pour les demandes concernant les conflits entre parents s'agissant des actes que chacun peut faire seul, ou relatifs à l'exercice de la jouissance légale, cf. série 33, page III/XIII.

25 à 27 Ne sont pas comptabilisées ici les demandes relatives aux tutelles de plein droit. La protection des mineurs fait l'objet d'une présentation spécifique page 81.

27 Ce poste concerne aussi bien les cas de première demande (art. 390 du Code civil) que les demandes d'ouverture d'une tutelle d'État en situation de vacance de la tutelle (art. 433 du Code civil).

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Nombre total d' affaires introduites en 2010**	**214 793**	**702 291**	**615 373**	**172 577**	**179 577**
◆2	**Droit des personnes**	**6 333**	**45 352**	**204 156**		**37**
3	**Nationalité**	**802**	**1 801**	**13**		
	dont :					
4	Demande tendant à contester l'enregistrement ou le refus d'enregistrement d'une déclaration de nationalité	582	1 296	11		
5	Action déclaratoire ou négatoire de nationalité	173	414	2		
6	**État civil**	**74**	**2 269**	**36**		
	dont :					
7	Demande de jugement supplétif d'un acte de l'état civil ou de reconstitution d'un acte d'état civil détruit	8	679	7		
8	Demande de rectification d'un acte de l'état civil ou des jugements déclaratifs ou supplétifs d'actes de l'état civil	40	1 060	23		
9	Demande sanctionnant le dysfonctionnement de l'état civil	1	33	2		
10	**Nom - Prénom**	**100**	**2 857**	**5**		
	dont :					
11	Demande de changement ou de reprise de nom d'un enfant de parents non mariés	6	2	///		
12	Demande relative à l'usage du nom d'un conjoint ou d'un ex-conjoint	6	90	4		
13	Demande de changement de prénom	71	2 541	///		
14	**Absence - disparition**	**5**	**280**	**1**		
	dont :					
15	Demande de jugement déclaratif de décès en cas de disparition	///	61	///		
16	Demande de constatation de présomption d'absence	5	3	///		
17	Demande de déclaration d'absence	///	194	///		
18	**Droits attachés à la personne**	**850**	**37 698**	**202**		**37**
	dont :					
19	Demande tendant à la réparation et/ou à la cessation d'une atteinte au droit ou au respect de la vie privée	114	624	98		
20	Demande relative à l'organisation des funérailles ou à la sépulture	23	48	93		
21	Demande relative à l'internement d'une personne	141	1 879	///		
22	Demande de relevé des peines de la faillite personnelle et/ou de l'interdiction de diriger, de gérer, d'administrer ou de contrôler	12	6	2		37
23	Demande relative au don d'organes	///	677	///		
24	Demande d'autorisation relative à la rétention et au maintien en zone d'attente d'un étranger	382	34 180	///		
25	**Incapacité des mineurs**	**176**	**47**	**18 978**		
	dont :					
26	Demande d'autorisation d'un acte ou de désignation d'un administrateur ad hoc dans le cadre d'une administration légale pure et simple	31	7	17 665		
27	Demande d'autorisation d'un acte ou de désignation d'un administrateur ad hoc dans le cadre de l'administration légale sous contrôle judiciaire	31	1	///		
28	Demande d'ouverture d'une tutelle : incapacité des mineurs	31	6	///		
29	Recours exercé à l'encontre d'une décision d'un organe tutélaire : incapacité des mineurs	44	///	///		
30	Demande d'émancipation	11	///	1 313		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code

Définitions et méthode

La loi n° 93-22 du 8 janvier 1993 a instauré **le juge aux affaires familiales**. Juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales, il est seul compétent pour se prononcer sur le divorce et ses conséquences et est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs.
À partir du 1er février 1994, date d'entrée en application de la loi, sont traités au tribunal de grande instance des contentieux autrefois réglés par le juge d'instance. On a évalué à 6% la part des contentieux des tribunaux d'instance ainsi transférée aux tribunaux de grande instance.
Les affaires familiales font l'objet d'une présentation spécifique dans le chapitre "Détails de certains thèmes".

4 Sont comprises dans ce poste toutes les formes de tutelles de majeurs : avec conseil de famille, sous forme d'administration légale, sous contrôle judiciaire, tutelle d'état ou tutelle en gérance.

19 Cf. ci-dessus le paragraphe relatif au juge aux affaires familiales.

23 à 26 Ces affaires ont été codifiées à tort avec l'ancienne nomenclature utilisée avant la réforme sur le divorce (cf. page 88, définitions 2 à 6)

28 Devant le tribunal de grande instance, les demandes de mesures provisoires formées lors de l'introduction de l'instance ne sont pas comptabilisées.

33 à 36 Cf. 23 à 26

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Majeurs protégés : ouverture d'un régime de protection**	**1 703**	**13**	**96 212**		
2	Appel d'une décision relative à l'organisation ou à la prolongation d'une protection judiciaire d'un jeune majeur	168	2	///		
3	Demande d'ouverture d'un régime de protection sans autre indication	412	1	49 042		
4	Demande d'ouverture d'une tutelle : majeurs protégés	424	6	22 916		
5	Demande d'ouverture d'une curatelle	575	4	16 829		
6	Demande de conversion de tutelle en curatelle	22	///	758		
7	Demande de conversion de curatelle en tutelle	46	///	4 574		
8a	Mesures d'accompagnement judiciaire-MAJ (anciennes tutelles aux prestations sociales)	///	///	753		
8b	Demande de conversion de tutelle aux prestations sociales en MAJ	///	///	1 340		
8c	Demande de placement sous sauvegarde de justice - mesure autonome	///	///	336		
9	**Majeurs protégés : fonctionnement des régimes de protection**	**2 223**	**364**	**81 713**		
	dont :					
10	Recours contre une décision relative à la gestion des biens d'un majeur protégé	655	54	///		
11	Demande tendant à modifier l'étendue de la curatelle	221	11	2 565		
12	Demande tendant à modifier l'étendue de la tutelle	74	55	348		
13	Recours exercé à l'encontre d'une décision d'un organe tutélaire : majeurs protégés	498	261	///		
14b	Demande de renouvellement de la mesure de tutelle	24	2	41 164		
14c	Demande de renouvellement de la mesure de curatelle	68	///	35 671		
14d	Demande de renouvellement de la MAJ	3	///	659		
15	**Majeurs protégés : clôture des régimes de protection et demandes consécutives à la clôture**	**400**	**23**	**6 996**		
	dont :					
16	Demande de mainlevée d'une tutelle	79	5	603		
17	Demande de mainlevée d'une curatelle	257	3	5 569		
18	Demande de main levée d'une mesure d'accompagnement judiciaire (anciennes tutelles aux prestations)	///	///	581		
◆19	**Droit de la famille**	**36 870**	**411 359**	**1 043**		
20	**Divorce**	**15 204**	**179 433**	///		
	dont :					
21	Demande en divorce par consentement mutuel ou requête conjointe	156	72 783	///		
22	Demande en divorce autre que par consentement mutuel	4 287	102 477	///		
23	Demande en divorce sur demande acceptée	1 324	///	///		
24	Demande en divorce pour rupture de la vie commune, en cas de séparation de fait	655	///	///		
25	Demande en divorce pour rupture de la vie commune, en cas d'altération des facultés mentales	36	///	///		
26	Demande en divorce pour faute	1 856	1	///		
27	Demande en conversion de la séparation de corps en divorce	101	1 009	///		
28	Demande de modification des mesures provisoires [divorce]	6 780	1 333	///		
29	Action en opposabilité ou en inopposabilité d'une décision de divorce rendue à l'étranger	5	59	///		
30	**Séparation de corps**	**249**	**3 387**	///		
	dont :					
31	Demande en séparation de corps par consentement mutuel	7	783	///		
32	Demande en séparation de corps autre que par consentement mutuel	40	2 502	///		
33	Demande en séparation de corps sur demande acceptée	12	///	///		
34	Demande en séparation de corps pour rupture de la vie commune, en cas de séparation de fait	23	///	///		
35	Demande en séparation de corps pour rupture de la vie commune, en cas d'altération des facultés mentales	1	///	///		
36	Demande en séparation de corps pour faute	60	///	///		
37	Demande de modification des mesures provisoires [séparation de corps]	103	49	///		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
1	Dans le cas de demandes multiples, c'est le premier poste rencontré dans la liste qui a été retenu. Les demandes relatives à l'usage du nom (art. 264 du Code civil) sont prises en compte dans la rubrique "Nom - Prénom" série 10, page I/XIII.
4	Sont compris dans cette rubrique les recours de celui qui assure la charge de l'enfant majeur contre l'ex-conjoint.
5	Ancien article 282 du Code civil applicable au divorce pour rupture de la vie commune avant la réforme entrée en vigueur le 1er janvier 2005
8	Par exemple demande d'attribution préférentielle d'un bien, de maintien dans l'indivision, de licitation, etc. Concernant les affaires portées devant le tribunal d'instance, il peut s'agir des cas où le juge des tutelles autorise le partage des biens d'une personne présumée absente (art. 116 du Code civil).
9	Les demandes relatives à la liquidation du régime matrimonial sont prises en compte dans la série 8.
12	Cette rubrique concerne toutes les demandes d'aliments, sauf en matière de divorce ou séparation de corps.
14	Y compris les enfants de parents mariés devenus majeurs.
19 à 26	Il s'agit de toutes les actions en matière de paternité ou de maternité pour des enfants de parents mariés ou non mariés.
31	Les demandes de modification de l'autorité parentale, de la résidence et du droit de visite après le prononcé du divorce sont comprises dans la rubrique "post-divorce", séries 2 et 6. L'ensemble du contentieux de l'autorité parentale est traité dans le chapitre – Détails de certains thèmes "Affaires familiales"–.
32	Pour les enfants de parents mariés ou non mariés.
36	Les demandes d'exercice conjoint de l'autorité parentale sont comprises dans cette rubrique

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Demande postérieure au prononcé du divorce ou de la séparation de corps**	**7 324**	**59 107**	**125**		
2	Demande de modification de l'exercice de l'autorité parentale ou de la résidence habituelle des enfants mineurs	2 129	20 150	///		
3	Demande de révision de la prestation compensatoire	481	948	7		
4	Demande de fixation ou de modification de la contribution à l'entretien des enfants	2 467	25 139	25		
5	Demande de modification de la pension alimentaire	223	1 375	23		
6	Demande de modification du droit de visite	808	7 988	1		
7	Demande relative au bail concédé à l'un des époux	13	22	4		
8	Demande relative à la liquidation du régime matrimonial	1 203	3 485	65		
9	**Mariage et régimes matrimoniaux**	**279**	**3 517**	**20**		
	dont :					
10	Demande en nullité de mariage	168	980	///		
11	Demande d'homologation du changement de régime matrimonial	22	1 627	2		
12	**Obligations à caractère alimentaire**	**2 190**	**28 728**	**636**		
	dont :					
13	Demande relative à la pension alimentaire des enfants de parents non mariés	972	18 523	48		
14	Demande d'entretien formé par l'enfant majeur	245	1 752	2		
15	Recours des tiers payeurs contre les débiteurs d'aliments	206	2 310	9		
16	Contribution aux charges du mariage	257	2 639	3		
17	Action à fin de subsides	55	303	1		
18	Contestation relative au paiement direct ou au recouvrement des pensions alimentaires	94	196	372		
19	**Filiation**	**390**	**5 074**	**8**		
	dont :					
20	Action en recherche de paternité	157	1 211	2		
22	Action en rétablissement de la présomption de paternité	9	72	1		
23	Action en constatation de la possession d'état	4	71	///		
25	Demande relative au consentement à une procréation médicalement assistée	4	1 470	///		
26	Action en contestation de maternité	2	33	///		
27	Action en contestation de paternité	175	1 936	1		
28	Action en contestation de la possession d'état	10	22	4		
32	**Filiation adoptive**	**191**	**10 257**	**2**		
	dont :					
33	Demande en déclaration d'abandon	25	247	2		
34	Demande d'adoption simple	94	6 661	///		
35	Demande d'adoption plénière	63	3 287	///		
36	**Autorité parentale et droit de visite**	**7 987**	**106 821**	**6**		
	dont :					
37	Demande relative au droit de visite des grands-parents ou autres personnes, parents ou non	362	2 294	1		
38	Demande tendant à faire trancher un conflit relatif à l'exercice de l'autorité parentale	135	857	1		
39	Demande de délégation ou de transfert de l'autorité parentale	45	3 222	///		
35	Demande de retrait total de l'autorité parentale	10	225	///		
36	Demande relative à l'exercice de l'autorité parentale, à la fixation de la résidence habituelle des enfants mineurs, ou au droit de visite quant aux enfants de parents non mariés	7 341	99 812	///		
37	Recours contre une mesure relative à l'assistance éducative	62	5	1		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
1	Cette rubrique concerne toutes les demandes en partage, à l'exception des liquidations consécutives au divorce, prises en compte dans la série 8 page précédente.
2	On trouve notamment dans cette rubrique les contentieux sur les modalités du partage, les demandes d'annulation, de rescision, d'opposition des créanciers, d'homologation de partage, les demandes d'attribution préférentielle d'un bien, etc...
3	Sont concernés dans cette rubrique les actes de disposition fait par un indivisaire seul (art. 815-3 du Code civil), les cessions réalisées en violation du droit de préemption des indivisaires (art. 815-16 du Code civil), les décisions du gérant ou des indivisaires (art. 1873-6 du Code civil), les nullités d'une convention d'indivision (art. 1873-2 du Code civil).
5	Sont notamment comprises ici les demandes en annulation, révocation, ou réduction d'une libéralité ou d'une de ses clauses.
9	Chacune de ces demandes peut être formée à titre unique.
21	Sont notamment comprises sous cette rubrique les demandes de radiation d'une sûreté.
22 à 29	Sont comprises sous ces rubriques les demandes relatives aux groupements de toutes sortes : sociétés civiles et commerciales, sociétés agricoles, associations, mutuelles, syndicats, ordres professionnels.
23	Ces demandes concernent notamment les délibérations des diverses assemblées, conseils d'administration, etc.
29	Ces demandes sont formulées en cas notamment de réunion de toutes les parts en une seule main, mésintelligence, réduction du capital en dessous du minimum légal.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Partage, indivision, succession**	**2 595**	**14 025**	**216**		
	dont :					
2	Demande en partage, ou contestations relatives au partage	1 887	8 638	71		
3	Demande en annulation d'un acte accompli sur un bien indivis, ou d'une convention d'indivision	42	88	3		
4	Demande relative à une succession vacante ou non réclamée	9	4 050	1		
5	**Libéralités (donations et testaments)**	**461**	**1 010**	**30**		
◆ 6	**Droit des affaires (hors entreprises en difficulté)**	**10 254**	**14 916**	**8 668**		**8 553**
7	**Bail commercial**	**4 217**	**7 735**	**1 467**		**236**
	dont :					
8	Demande en nullité de bail commercial	133	179	3		4
9	Demande en paiement des loyers et charges et/ou tendant à la résiliation du bail et/ou à l'expulsion	2 129	2 053	1 330		149
10	Demande de fixation du prix du bail révisé ou renouvelé	449	2 168	///		1
11	Action relative à la déspécialisation	9	16	///		///
12	Action en contestation de congé et/ou demande de renouvellement de bail	245	472	17		2
13	Demande d'évaluation et/ou en paiement de l'indemnité d'éviction	166	450	///		1
14	Demande d'exécution de travaux à la charge du bailleur, ou demande en garantie contre le bailleur	235	398	88		4
15	**Vente du fonds de commerce**	**609**	**681**	**358**		**678**
	dont :					
16	Demande en nullité des promesses de vente ou de vente de fonds de commerce	138	36	5		41
17	Demande en paiement du prix et/ou tendant à faire sanctionner le non-paiement du prix	151	469	302		100
18	Demande en radiation de l'inscription du privilège du vendeur	///	11	///		267
19	Demande de vente en justice du fonds de commerce	14	10	1		26
20	**Location - gérance du fonds de commerce**	**190**	**110**	**68**		**149**
21	**Nantissement du fonds de commerce ou du fonds artisanal, de l'outillage et du matériel d'équipement**	**63**	**36**	**10**		**331**
22	**Groupements : fonctionnement (1)**	**334**	**328**	**245**		**1 719**
	dont :					
23	Demande en nullité des actes des assemblées et conseils	167	206	5		72
24	Demande relative à la tenue de l'assemblée générale	30	21	2		128
25	Demande en paiement de cotisations formée contre les adhérents d'une association, d'un syndicat ou d'un ordre professionnel	60	60	218		1 486
26	**Groupements : fonctionnement (2)**	**983**	**1 055**	**124**		**603**
	dont :					
27	Demande tendant à contester l'agrément ou le refus d'agrément de cessionnaires de parts sociales ou d'actions	172	74	7		27
28	Demande de nomination d'un expert de gestion, d'un commissaire aux apports ou d'un commissaire à la fusion	31	2	4		163
29	Demande de dissolution de groupement	87	246	///		64

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
2	Les recours en cas de liquidation judiciaire sont pris en compte dans la série 15, page VI/XIII.
3	Les demandes concernant les litiges relatifs aux prêts bancaires sont prises en compte dans la rubrique "Prêt d'argent, crédit-bail, cautionnement" série 1 page VIII/XIII.
4 et 5	Ces demandes portées devant les tribunaux de grande instance sont de la compétence exclusive des tribunaux de grande instance à compétence commerciale.
5	Demandes formées contre le tiré, le tireur, les endosseurs, l'accepteur, le donneur d'aval, à l'exclusion des cas où le créancier porteur d'un chèque impayé poursuit l'exécution de l'obligation initiale.
6	Ces demandes concernent le compte de dépôt ou compte courant, en cas de chèque sans provision, carte de crédit, virement, chèque de voyage...; en matière d'intérêts, d'ouverture de crédit...
8	Ces demandes concernent les services bancaires, à l'exclusion de ceux liés à un octroi de crédit pris en compte ligne 7.
11	Les demandes relatives aux clauses de non-concurrence insérées dans un contrat de travail sont prises en compte dans la rubrique "Relations du travail et protection sociale" séries 7, 12, 13, page XII/XIII. Pour celles concernant les ventes de fonds de commerce, voir série 15, page IV/XIII.
12	Sont comprises dans ce poste les pratiques discriminatoires (refus de vente, prix imposés, ventes subordonnées), les actions concertées, ententes et coalitions.
16	Le volume relativement important des affaires portées devant les cours d'appel peut s'expliquer par le fait que les parties peuvent faire appel séparément, pouvant engendrer ainsi plusieurs affaires en appel pour une même affaire de première instance.
17 à 22	Cf. définitions page 90
24	Pour les tribunaux de grande instance, sont prises en compte dans cette rubrique et les postes la constituant, les affaires relatives aux entreprises en difficulté portées devant les tribunaux de grande instance à compétence commerciale, et toutes celles qu'ont eu à connaître les juridictions d'Alsace et de Lorraine.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Groupements : dirigeants**	**394**	**575**	**50**		**275**
	dont :					
2	Action en responsabilité civile exercée contre les dirigeants ou les associés	133	244	26		40
3	**Banque - Effets de commerce**	**1 945**	**2 460**	**6 329**		**4 019**
	dont :					
4	Demande relative à une cession ou un nantissement de créances professionnelles (loi du 2 janvier 1981)	173	62	10		190
5	Demande en paiement par le porteur, d'une lettre de change, d'un billet à ordre	106	48	147		102
6	Demande en paiement du solde du compte bancaire	671	993	4 570		1 424
7	Action en responsabilité exercée contre l'établissement de crédits pour octroi abusif de crédits ou brusque rupture de crédits	115	147	117		647
8	Autres actions en responsabilité exercées contre un établissement de crédit	593	928	608		467
9	Action en contestation d'une interdiction bancaire	13	10	47		3
10	Demande de mainlevée d'opposition au paiement d'un chèque	48	7	37		5
11	**Concurrence - Propriété industrielle**	**1 519**	**1 936**	**17**		**543**
	dont :					
12	Demande en cessation et/ou en réparation de pratiques anticoncurrentielles restrictives	127	27	1		35
14	Demande en contrefaçon et/ou en nullité de marque française ou internationale	282	533	///		3
15	Demande en contrefaçon et/ou en nullité de dessins et modèles	60	2	///		9
16	Demandes en cessation de concurrence déloyale ou illicite et/ou en dommages et intérêts	643	286	///		473
17	**Loi de sauvegarde des entreprises : nouvelle procédure**	**5 498**	**15 548**	///		**82 637**
	dont :					
19	Désignation d'un mandataire ad hoc	17	101	///		1 608
20	Demande d'ouverture d'une procédure de conciliation ou de règlement à l'amiable agricole	3	1 356	///		916
21	Demande d'ouverture de la procédure de sauvegarde	9	343	///		1 430
22	Demande d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire	797	9 825	///		60 109
◆23	**Entreprises en difficulté, surendettement des particuliers et faillite civile (ancienne procédure)**	**2 466**	**24 449**	**46 500**		**7 834**
24	**Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire**	**336**	**4**	**32**		**110**
	dont :					
25	Demande de redressement judiciaire	65	1	23		///
26	Demande liquidation judiciaire	129	2	5		8
27	Demande d'ouverture d'une procédure de règlement amiable ou de désignation d'un conciliateur	5	///	2		/// ///
28	Demande d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire en cas de résolution du plan de continuation	28	1	///		1
29	Demande d'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire à l'encontre des dirigeants en cas d'inexécution de la condamnation en comblement de l'insuffisance d'actif	24	///	2		///
30	Demande d'extension aux dirigeants du redressement ou de la liqidation judiciaire	27	///	///		67

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
1	Les recours formés devant le tribunal contre les décisions du juge-commissaire sont prises en compte ligne 20.
4	Les demandes d'autorisation de licenciement, ou les réclamations contre l'ordonnance du juge-commissaire les autorisant, sont prises en compte dans la rubrique "Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaire", série 22, page XII/XIII.
5	Les demandes relatives aux créances salariales sont prises en compte dans la rubrique "Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaire", série 22, page XII/XIII.
10	Les demandes de résolution du plan de continuation de l'entreprise et de redressement judiciaire sont prises en compte dans la série 1.
11	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes d'admission du plan de cession de l'entreprise.
14	Les demandes de reprise de la procédure de liquidation judiciaire sont prises en compte dans la rubrique "Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire", série 24, page V/XIII.
15	Sont regroupées dans cette rubrique les demandes de sanctions contre les dirigeants, et les actions en responsabilité civile.
21	Le surendettement des particuliers fait l'objet d'une présentation détaillée (rubriques 17 à 24, chapitre "Détails de certains thèmes, procédures devant le juge de l'exécution").

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**L'entreprise au cours de la procédure : délais, organes**	**33**	***///***	**6**		**12**
2	Appel sur une décision relative à la désignation, au remplacement ou à la mission d'un expert, de l'administrateur, du représentant du créancier, du commissaire à l'exécution du plan ou du liquidateur	19	***///***	6		///
3	Appel sur des décisions relatives au déroulement de la procédure	14	***///***	///		12
4	**L'entreprise au cours de la procédure : autorisations et actions diverses**	**21**	***///***	1		**12**
5	**L'entreprise au cours de la procédure : période suspecte et sort des créances**	**577**	***///***	3		**73**
	dont :					
6	Demande en modification de la date de la cessation des paiements	14	///	///		63
7	Appel sur une décision du juge commissaire relative à l'admission des créances	349	///	///		///
8	Appel sur une décision du juge commissaire relative à la réclamation sur l'état des créances	69	///	///		///
9	Appel sur une décision relative au relevé de forclusion	134	///	1		///
10	**Plan de continuation de l'entreprise**	**22**	***///***	**2**		**8**
11	**Plan de cession de l'entreprise**	**51**	***///***	**6**		**585**
12	**Liquidation judiciaire - Clôture de la procédure**	**23**	**1**	**2**		**6 169**
	dont :					
13	Demande de clôture pour extinction du passif	8	***///***	///		369
14	Demande de clôture pour insuffisance d'actif	15	1	///		5 800
15	**Autres demandes en matière de redressement et de liquidation judiciaires**	**265**	***///***	**92**		**865**
	dont :					
16	Demande en comblement de l'insuffisance d'actif à l'encontre des dirigeants	52	***///***	3		157
17	Demande de prononcé de la faillite personnelle ou d'autres sanctions	37	***///***	1		139
18	Actions en responsabilité exercée contre l'administrateur, le représentant des créanciers, le liquidateur, le commissaire à l'exécution du plan	33	***///***	11		1
19	Recours devant le tribunal contre des décisions du juge commissaire	83	***///***	///		77
20	Demande relative au règlement judiciaire, à la liquidation des biens, aux sanctions et à la suspension provisoire des poursuites	55	***///***	58		491
21	**Surendettement des particuliers et faillite civile**	**1 138**	**24 444**	**46 356**		***///***
	dont :					
22	Recours contre les décisions statuant sur la recevabilité prononcées par les commissions de surendettement des particuliers	121	4 013	9 908		///
23	Demande de vérification de la validité des titres de créances et du montant des sommes réclamées	18	524	1 263		///
24	Contestation des mesures recommandées par la commission de surendettement des particuliers	572	2 288	5 463		///
25	Demande de rétablissement personnel	343	14 112	29 566		///

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
2	Sont comprises dans cette rubrique les ventes quel qu'en soit l'objet (meuble ou immeuble), à l'exception des ventes de fonds de commerce (cf. série 15, page IV/XIII), des ventes d'immeubles à construire, et des ventes d'immeubles qui engagent la responsabilité du constructeur pour malfaçons (cf. série 11, page VIII/XIII).
4	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en résolution pour non-paiement du prix.
5	Y compris les demandes tendant à obtenir la livraison de la quantité indiquée au contrat, ou à faire sanctionner la livraison d'une quantité insuffisante (art. 1616 à 1622 du Code civil).
6	Il s'agit de demandes en restitution ou en réduction du prix.
7	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes tendant à faire sanctionner le manquement du vendeur à son obligation de renseignements.
9	Sont comprises toutes les catégories de baux, à l'exception des baux commerciaux (cf. série 7, page IV/XIII) et des baux ruraux (cf. série 20). Les demandes relatives aux occupations de locaux sans droit ni titre sont prises en compte dans la rubrique 20, page X/XIII.
10	Y compris les demandes dirigées contre la caution du locataire.
11	Ces demandes concernent notamment les obligations suivantes : mauvaise utilisation des lieux loués, dégradations, défaut d'entretien, transformation des lieux sans accord du bailleur, demande visant à la remise en état des lieux en cours de bail, défaut d'assurance, défaut de meubles suffisants pour garnir les lieux loués...
12	Les cas où le congé est lié à une inexécution des obligations du locataire sont pris en compte dans les séries 10 et 11.
13	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en contestation de la validité du congé, de suspension de la clause résolutoire, etc.
14	Les cas où cette demande est cumulée avec une demande en paiement de loyers sont pris en compte dans la série 10.
16	Sont notamment compris dans cette rubrique les cas suivants : vices de l'immeuble loué (art. 1721 du Code civil), défaut d'entretien de l'immeuble par le bailleur (art. 1719 - 2e du Code civil), destruction partielle de la chose (art. 1722 du Code civil), réparations de longue durée ou de nature à rendre le logement inhabitable (art. 1724 du Code civil), troubles de droit provenant d'un tiers (art. 1726 du Code civil).
20	Les demandes relatives aux baux de chasse sont portées devant le tribunal de grande instance.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
◆1	**Contrats**	44 894	68 853	290 915		56 972
2	**Vente**	**7 233**	**14 477**	**25 591**		**35 369**
	dont :					
3	Demande en nullité de la vente ou d'une clause de la vente	1 245	2 897	3 746		184
4	Demande en paiement du prix ou tendant à faire sanctionner le non-paiement du prix	1 355	2 851	11 759		34 272
5	Demande tendant à obtenir la livraison de la chose ou à faire sanctionner le défaut de livraison	183	256	1 478		47
6	Demande en garantie des vices cachés ou tendant à faire sanctionner un défaut de conformité	1 585	2 631	3 275		122
7	Autres demandes tendant à faire sanctionner l'inexécution des obligations du vendeur	224	659	1 835		162
8	Demande relative à l'exécution d'une promesse unilatérale de vente ou d'un pacte de préférence ou d'un compromis de vente	1 464	2 612	586		21
9	**Baux d'habitation et professionnels**	**7 582**	**5 388**	**114 541**		**180**
10	Demande en paiement des loyers et des charges et/ou tendant à faire prononcer ou constater la résiliation pour défaut de paiement ou défaut d'assurance et ordonner l'expulsion	4 392	505	81 166		133
11	Demande tendant à l'exécution des autres obligations du locataire et/ou tendant à faire prononcer la résiliation pour inexécution de ces obligations et ordonner l'expulsion	467	262	3 423		10
12	Demande du bailleur tendant à faire constater la validité du congé et à ordonner l'expulsion	714	141	3 541		///
13	Demande du locataire ou de l'ancien locataire tendant au maintien dans les lieux	159	420	449		///
14	Demande en dommages-intérêts formée par le bailleur en fin de bail en raison des dégradations ou des pertes imputables au locataire	170	72	1 868		5
15	Demande du locataire tendant à être autorisé d'exécuter des travaux ou à faire exécuter des travaux à la charge du bailleur	199	55	1 152		4
16	Demande du locataire tendant à la diminution du loyer ou des charges et/ou à la résiliation du bail, et/ou à des dommages-intérêts en raison de troubles de jouissance	363	92	1 927		1
17	Demande du locataire en fin de bail en restitution du dépôt de garantie et/ou tendant au paiement d'une indemnité pour amélioration des lieux loués	90	50	10 221		4
18	Demande tendant à la fixation judiciaire du montant du loyer ou à la mise en conformité du bail	121	50	746		///
19	Autres demandes relatives à un bail d'habitation ou à un bail professionnel	907	3 741	10 048		23
20	**Baux ruraux [fermage ou métayage, baux de chasse]**	**983**	**136**	**3 538**		**///**
	dont :					
21	Demande en paiement des fermages ou loyers et/ou tendant à faire prononcer la résiliation du bail pour défaut de paiement et prononcer l'expulsion	213	19	936		///
22	Demande formée par le bailleur ou le preneur relative à la poursuite ou au renouvellement du bail	113	11	786		///

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
1	Les demandes relatives aux prêts à usage ou commodat sont prises en compte dans la rubrique "Contrats divers", série 12, page IX/XIII.
5 à 7	Le crédit bail peut porter sur des choses mobilières ou immobilières.
8 et 9	Quelle que soit l'obligation cautionnée (prêt, crédit-bail, compte courant, bail d'habitation ...).
10	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en nullité d'un contrat de cautionnement.
11	Sont compris ici tous les types de contrats : contrat d'entreprise, contrat de construction de maisons individuelles, contrat de promotion immobilière, vente d'immeuble à construire, contrat ou réservation. Est exclu cependant le bail à construction (cf. série 16, page XI/XIII). Le terme de constructeur employé dans les postes ci-dessous désigne, conformément à l'article 1792-1 du Code civil : l'architecte, l'entrepreneur, le promoteur, le technicien, ou toute personne liée au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage, ainsi que toute personne qui vend un ouvrage qu'elle a construit ou fait construire.
16	Sont notamment compris dans cette rubrique les recours entre l'architecte et l'entrepreneur, entre le promoteur et l'entrepreneur, entre le vendeur et l'architecte.
17	Que cette demande soit formée dans le cadre de la garantie de parfait achèvement (art. 1792-6 du Code civil) des garanties décennales ou biennales (art. 1792 à 1792-4 du Code civil), y compris les demandes formées par l'assureur du maître d'ouvrage.
18	Ne sont pas compris dans cette rubrique les contrats de déménagement (cf. rubrique "Autres contrats de prestation de service" série 19), les contrats d'affrètement (cf. ligne 12 page IX/XIII), les contrats de location de véhicule (cf. ligne 12, page IX/XIII), les demandes en responsabilité occasionnée par le transport de personnes (terrestre, aérien ou maritime) prises en compte dans la rubrique "Responsabilité du fait des véhicules" série 14, page IX/XIII.
19	Dans cette rubrique sont regroupés tous les contrats de prestation de service autres que les contrats de construction immobilière (cf. série 11), les contrats de transport (cf. série 18) et les contrats particuliers (mandat, commission, courtage) qui peuvent être comptabilisés dans la série 1, page IX/XIII. Sont notamment compris dans cette série les contrats suivants : contrat passé avec un garagiste, un teinturier, un réparateur de matériel, une agence de voyages, une entreprise de déménagement, une agence matrimoniale, un établissement scolaire. Tous les contrats ayant trait à la construction, à la réparation ou à l'aménagement d'un immeuble, y compris les honoraires d'architecte, sont pris en compte dans la série 11.
22	À l'exclusion des demandes qui figurent dans la rubrique "responsabilité", dont la liste suit : responsabilité des médecins et des professions para-médicales, responsabilité des auxiliaires de justice (cf. série1, page X/XIII).

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail des saisines en 2010

Affaires nouvelles au fond [VIII/XIII]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Prêt d'argent, crédit-bail (ou leasing), cautionnement**	**8 566**	**19 998**	**79 195**		**5 566**
2	Prêt - Demande en nullité du contrat ou d'une clause du contrat	139	194	1 010		17
3	Prêt - Demande en remboursement du prêt	4 975	14 387	72 778		1 314
4	Autres demandes relatives au prêt	612	872	2 939		643
5	Crédit-bail ou leasing - Demande en nullité du contrat ou d'une clause du contrat	52	47	81		26
6	Crédit-bail ou leasing - Demande en paiement des loyers et/ou en résiliation du crédit-bail	401	660	1 394		520
7	Autres demandes relatives au crédit-bail	84	94	178		533
8	Cautionnement - Demande en paiement formée contre la caution seule	1 735	2 454	248		1 958
9	Cautionnement - Recours de la caution qui a payé contre le débiteur principal ou contre une autre caution	197	990	459		52
10	Autres demandes relatives au cautionnement	371	300	108		503
11	**Contrat tendant à la réalisation de travaux de construction**	**7 092**	**15 574**	**5 190**		**1 023**
	dont :					
12	Demande en nullité d'un contrat tendant à la réalisation de travaux de construction	160	550	218		275
13	Demande en paiement du prix formée par le sous-traitant contre l'entrepreneur principal	230	154	155		80
14	Demande en paiement du prix formée par le constructeur contre le maître de l'ouvrage ou son garant	1 186	1 765	1 002		103
15	Demande en paiement direct du prix formée par le sous-traitant contre le maître d'ouvrage	120	236	48		74
16	Recours entre constructeurs	285	185	26		11
17	Demande d'exécution de travaux, ou de dommages-intérêts, formée par le maître de l'ouvrage contre le constructeur ou son garant, ou contre le fabricant d'un élément de construction	3 464	9 992	2 250		167
18	**Contrats de transport**	**423**	**88**	**497**		**996**
19	**Autres contrats de prestation de services**	**4 217**	**4 305**	**46 979**		**6 663**
20	Demande en nullité d'un contrat de prestation de services	121	112	1 150		2 016
21	Demande en paiement du prix, ou des honoraires formée contre le client et/ou tendant à en faire sanctionner le non-paiement	2 371	1 763	20 792		3 772
22	Demande en dommages-intérêts contre le prestataire de services pour mauvaise exécution	895	1 362	11 819		257
23	Demande en restitution d'une chose confiée au prestataire de services et/ou en dommages-intérêts pour non-restitution	75	76	566		40
24	Demande en exécution formée par le client contre le prestataire de services	53	86	2 634		12
25	Demande en résolution formée par le client pour inexécution de la prestation de services	70	100	1 020		72
26	Autres demandes relatives à un contrat de prestation de services	632	806	8 998		2 294

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
1	Cette rubrique regroupe tous les contrats pouvant recevoir la qualification de mandat, de commission ou de courtage. Sont comprises dans cette rubrique les demandes en paiement ou en indemnisation formées par un agent commercial, un agent immobilier, un concessionnaire, un courtier d'assurance, etc...
8	Il s'agit du cas (exceptionnel) où le responsable assuré a indemnisé directement la victime. Lorsque l'action en paiement de l'indemnité est formée par la victime contre l'auteur et/ou son assureur, se reporter en fonction de la responsabilité engagée, aux rubriques "Responsabilité et quasi-contrats" série 13 ci-contre, ou "Contrats tendant à la réalisation de travaux de construction" série 11, page VII/XIII.
9	Sont notamment comprises dans ce poste les assurances-vie, retraite, incapacité, chômage, etc.
11	Ne sont pas pris en compte dans ce poste les recours de l'assureur contre le responsable du dommage, qui sont des recours subrogatoires.
12	Ce poste regroupe d'une part les contrats qualifiés qui n'ont pas été visés dans les autres postes de la nomenclature, par exemple : le contrat de dépôt, de prêt à usage ou de location de meubles, de location de véhicule automobile, d'affrètement, d'échange, de concession, de franchise ou de fournitures, etc., d'autre part les contrats dont l'acte de saisine ne permet pas d'identifier la qualification (ex : demande en paiement de facture sans autre indication).
13	Les rubriques "responsabilité" ne recouvrent pas tous les cas de responsabilité, mais seulement ceux qui n'ont pas été traités dans un cadre plus précis. Il n'est pas fait de distinction selon les textes sur lesquels se fonde la demande, mais selon le fait qui se trouve à l'origine du dommage, et selon les parties en présence. Le terme de réparation désigne la demande d'indemnisation formée par la victime contre l'auteur du dommage, son assureur, le fonds de garantie, y compris les actions en déclaration de jugement commun visant un organisme de sécurité sociale. Toutefois lorsque la demande de réparation vise en même temps, ou exclusivement, le responsable du fait d'autrui (parent, gardien, commettant), on se reportera à la rubrique "Dommages causés par l'action d'une personne dont on est responsable " série 8 page X/XIII. Le terme de victime désigne tant la victime directe, que la victime par ricochet (conjoint, enfant, héritier, concubin, tiers lésé), à l'exception de la victime d'un accident du travail qui demande réparation à son employeur pour faute inexcusable (cf. série 9, page XIII/XIII). Le terme de garantie recouvre les demandes du responsable de dommages visant à mettre en cause son assureur ou un co-responsable. Toutefois les demandes de garanties formées contre le responsable du fait d'autrui sont prises en compte dans la rubrique "Dommages causés par l'action d'une personne dont on est responsable ", série 8, page X/XIII
16	Les termes réparation, dommage, victime, garantie, sont définis à la rubrique "Responsabilité et quasi-contrats" (série 13). Sont exclues de la présente rubrique les demandes en responsabilité engagées pour mauvaise exécution d'un contrat de vente (cf. rubrique "Vente" série 2, page VII/XIII), de transport (cf. rubrique "Contrat de transport" série 18, page VIII/XIII), de prestations de service (cf. rubrique "Autres contrats de prestation de Services" série 19, page VIII/XIII).
19	Sont exclues de la présente rubrique les demandes en réparation formées par le maître d'ouvrage contre l'entrepreneur du fait de la mauvaise exécution des contrats de construction ou de réparation d'immeubles (cf. rubrique "Contrats tendant à la réalisation de travaux de construction" séries 11 page VIII/XIII).
20	Dans cette rubrique sont concernés les dommages causés à une personne par un glissement de terrain, une avalanche, un incendie, la chute d'un bâtiment, etc.
21	Dans cette rubrique sont concernés les infiltrations provoquées par un immeuble à un immeuble voisin ; dégâts des eaux, incendies, avalanches, glissements de terrain etc.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Contrats d'intermédiaires**	**1 691**	**1 530**	**1 062**		**333**
2	**Contrats d'assurance**	**2 206**	**4 582**	**4 790**		**737**
3	Demande en nullité du contrat d'assurance, et/ou en remboursement des indemnités pour fausse déclaration intentionnelle ou réticence de la part de l'assuré formée par l'assureur	113	149	121		5
4	Autres demandes en nullité et/ou en remboursement des indemnités formées par l'assureur	75	145	207		3
5	Demande en nullité du contrat et/ou en restitution des primes, ou cotisations, formée par l'assuré	56	252	212		3
6	Demande en paiement des primes, ou cotisations formée contre l'assuré	49	128	1 415		98
7	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance dans une assurance de dommages	883	1 735	826		118
8	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance de responsabilité formée par l'assuré	70	194	239		22
9	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance dans une assurance de personnes	476	1 207	255		112
10	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance dans une assurance-crédit	121	177	71		1
11	Demande relative à d'autres contrats d'assurance	363	595	1 443		375
12	**Contrats divers**	**4 901**	**2 775**	**9 532**		**6 105**
◆13	**Responsabilité et quasi-contrats**	**6 702**	**36 223**	**11 788**		**211**
14	**Dommages causés par des véhicules**	**1 573**	**5 457**	**2 749**		**32**
	dont :					
15	Demande en réparation des dommages causés par des véhicules terrestres à moteur	1 477	5 258	2 666		24
16	**Dommages causés par des animaux, des produits ou des services**	**310**	**967**	**1 147**		**28**
17	Demande en réparation des dommages causés par un animal	88	232	630		///
18	Demande en réparation des dommages causés par un produit ou une prestation de services défectueux	222	735	517		28
19	**Dommages causés par des immeubles**	**758**	**1 979**	**835**		**3**
	dont :					
20	Demande en réparation des dommages causés à une personne par un immeuble	188	529	185		///
21	Demande en réparation des dommages causés à une chose mobilière ou immobilière par un immeuble	569	1 450	650		3

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Avertissement : la profession d'avoué près les cours d'appel sera supprimée à compter du 1er janvier 2012 (loi n° 2011 – 94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel).

Code	Définitions et méthode
3	L'expression "auxiliaire de justice" doit être entendue au sens large, et désigne les professionnels suivants : avocats, avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, **avoués**, commissaires-priseurs, conseils en brevet, conseils fiscaux, experts, greffiers de commerce, huissiers de justice, interprètes, notaires, sachants, traducteurs. Sont notamment comprises sous cette rubrique les demandes en réparation fondées sur l'exécution ou l'inexécution dommageables des mesures d'exécution forcées ou des mesures conservatoires à l'encontre d'un auxiliaire de justice.
6	Ces nuisances peuvent consister en l'émission de bruit, d'odeurs, de rejets déplaisants, toxiques ou irritants (ex : tapages, dépôt d'immondices, pollution artisanale, industrielle ou agricole).
7	Sont comprises dans ce poste les demandes d'indemnisation formées devant la commission d'indemnisation des victimes d'infractions. Sont exclues les demandes tendant à la réparation et/ou à la cessation d'une atteinte au droit au respect de la vie privée (cf. ligne 19, page I/XIII).
10	Sont exclues les demandes formées contre les établissements de soin pour les dommages causés par l'activité médicale de leurs préposés (cf. ligne 2).
14	Non compris les hypothèses spécifiques mentionnées à d'autres postes, par exemple les répétitions de cotisations, série 5, page XIII/XIII.
17	Sont exclus de cette rubrique les cas d'atteintes irrégulières à la propriété immobilière ou à un droit réel immobilier, commises par une personne publique (cf. rubrique "Responsabilité des personnes publiques" série 19, page XIII/XIII).
23	Ce poste ne concerne que l'action tendant à défendre la possession du propriétaire : complainte, réintégrande, dénonciation de nouvel ordre.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Dommages causés par l'activité professionnelle de certaines personnes qualifiées**	**1 699**	**3 760**	**440**		**6**
2	Demande en réparation des dommages causés par l'activité médicale ou para-médicale	647	1 569	167		///
3	Demande en réparation des dommages causés par l'activité des auxiliaires de justice	890	1 879	250		///
4	Demande en réparation des dommages causés par l'activité d'un expert en diagnostic, un commissaire aux comptes, un commissaire aux apports, un commissaire à la fusion ou un expert-comptable	162	312	23		6
5	**Dommages causés par l'action directe d'une personne**	**1 725**	**23 002**	**4 492**		**16**
6	Demande en réparation des dommages causés par une nuisance de l'environnement	496	713	619		///
7	Demande en réparation des dommages causés par d'autres faits personnels	1 229	22 289	3 873		16
8	**Dommages causés par l'action d'une personne dont on est responsable**	**88**	**252**	**255**		**1**
9	Demande en réparation des dommages causés par un mineur ou un incapable majeur, formée contre les parents ou le gardien	32	115	141		1
10	Demande en réparation des dommages causés par les salariés ou apprentis, formée contre l'employeur	30	83	66		///
11	Demande en réparation des dommages causés par un fonctionnaire ou employé, formée contre l'État ou une collectivité territoriale	26	54	48		///
12	**Quasi-contrats**	**549**	**806**	**1 870**		**125**
13	Demande relative à une gestion d'affaire	29	58	94		4
14	Demande en restitution d'une chose ou en paiement d'un prix reçu indûment	372	562	1 670		121
15	Demande d'indemnisation pour enrichissement sans cause	148	186	106		///
◆16	**Biens - Propriété littéraire et artistique**	**12 802**	**55 679**	**34 060**		**39**
17	**Propriété et possession immobilières**	**2 731**	**7 336**	**4 284**		
	dont :					
18	Revendication d'un bien immobilier	359	518	31		
19	Demande formée par le propriétaire de démolition d'une construction ou d'enlèvement d'une plantation faite par un tiers sur son terrain	457	733	123		
20	Demande d'expulsion et/ou d'indemnités dirigée contre les occupants des lieux	701	306	558		
21	Demande en bornage ou en clôture	473	138	1 812		
22	Demandes relatives aux murs, haies et fossés mitoyens	325	424	1 466		
23	Actions possessoires	122	174	37		
24	Demande de fixation de l'indemnisation d'expropriation	39	3 222	1		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
1	Cette rubrique ne concerne que la copropriété par appartements régie par la loi du 10 juillet 1965. Pour l'indivision ordinaire, cf. rubrique "Partage, indivision, succession" série 1, page IV/XIII.
3	Quel que soit le fondement de la demande. Les demandes en inopposabilité de travaux décidés par l'assemblée générale sont prises en compte dans la rubrique 6 "Copropriété : droits et obligations des copropriétaires".
4	Sont comprises notamment dans cette rubrique les demandes pour vice de construction ou défaut d'entretien des parties communes.
7	Ne sont pas comprises dans ce poste les indemnités qui peuvent être réclamées en raison de troubles ou de violations du règlement.
10	Sont comprises dans cette rubrique toutes les demandes pouvant naître d'une situation d'usufruit, ainsi que les demandes relatives à un droit d'usage ou d'habitation, à l'exception des droits d'usage forestiers et ruraux (cf. rubrique "Servitudes" série 11), et les baux d'habitation (cf. rubrique "Baux d'habitation et professionnels" séries 9 à 19, page VII/XIII).
16	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en paiement des redevances emphytéotiques, ou des loyers du bail à construction.
18	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en nullité, en radiation ou en réduction d'une sûreté immobilière et recours sur les décisions relatives à l'inscription ou à la radiation.
19	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en nullité, en radiation ou en réduction d'une sûreté mobilière et les demandes tendant à la vente forcée ou à l'attribution d'un bien mobilier constitutif de la sûreté.
23, 24	Les procédures relevant du juge de l'exécution font l'objet d'une présentation détaillée (rubriques 6 à 12, chapitre "Détail de certains thèmes, Procédures devant le juge de l'exécution").

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail des saisines en 2010

Affaires nouvelles au fond [XI/XIII]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Copropriété : organisation et administration**	**954**	**3 322**	**196**		
	dont :					
2	Demande tendant à déclarer non écrite une clause du règlement de copropriété ou demande de nouvelle répartition des charges	15	73	26		
3	Demande en nullité d'une assemblée générale ou d'une délibération de cette assemblée	640	2 773	4		
4	Action en responsabilité exercée contre le syndicat	127	249	48		
5	Action en responsabilité exercée contre le syndic ou tendant à sa révocation	59	167	63		
6	**Copropriété : droits et obligations des copropriétaires**	**1 696**	**4 038**	**23 802**		
	dont :					
7	Demande en paiement des charges ou des contributions	661	2 464	21 910		
8	Demande du syndicat tendant à la cessation et/ou à la sanction d'une violation des règles de la copropriété commise par un copropriétaire	220	288	55		
9	Demande d'un copropriétaire tendant à la cessation et/ ou à la sanction d'une atteinte à la propriété et à la jouissance d'un lot	255	374	146		
10	**Usufruit - Usage et habitation**	**58**	**73**	**49**		**1**
11	**Servitudes**	**1 427**	**2 330**	**589**		**1**
	dont :					
12	Demande relative à une servitude d'usage ou de passage des eaux	207	245	79		///
13	Demande relative à une servitude de distance pour les plantations et constructions	104	83	294		///
14	Demande relative à une servitude de jours et vues sur le fonds voisin	146	297	38		1
15	Demande relative à un droit de passage	815	1 408	87		///
16	**Emphytéose - Bail à construction - Concession immobilière**	**31**	**39**	**14**		///
17	**Sûretés immobilières et mobilières**	**377**	**4 343**	**91**		**5**
18	Sûretés immobilières (hypothèque, antichrèse)	///	368	21		5
19	Sûretés mobilières (gages, nantissement, warrant)	///	3 975	70		///
20	**Propriété et possession mobilières**	**85**	**113**	**94**		**3**
21	**Saisies et mesures conservatoires**	**5 127**	**33 123**	**4 891**		**28**
22	Saisies immobilières	///	13 857	52		///
23	Saisies mobilières	///	15 269	4 288		///
24	Mesures conservatoires	///	3 997	551		28

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
2	Il s'agit de toute reproduction, représentation ou utilisation de l'œuvre qui porte atteinte aux intérêts moraux ou patrimoniaux de l'auteur, qu'elle puisse ou non être qualifiée sur le plan pénal de contrefaçon, y compris lorsque cette atteinte intervient dans le cadre d'un contrat relatif aux droits d'auteur. Les "droits voisins du droit d'auteur" sont constitués par les droits des artistes interprètes, des producteurs de vidéogrammes et de phonogrammes.
4	Sont comprises dans les postes composant cette rubrique la plupart des demandes dérivant de la conclusion, de l'exécution, de la suspension ou de la rupture d'un contrat de travail, hormis celles qui concernent un contrat de travail tendant à la formation du salarié (cf. série 26), et celles qui émanent d'un travailleur invoquant sa qualité de salarié protégé (cf. série 21).
8	Ne sont pas comprises dans cette rubrique les sanctions touchant un salarié protégé (cf. rubrique 21 "Statut des travailleurs protégés"), un apprenti ou un salarié en formation (cf. rubrique 26 "Formation et insertion professionnelles").
10	Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de remise d'une lettre de licenciement, les demandes de remise d'un certificat de travail, les demandes remise de bulletin de paie, les demandes de remise d'attestation pour l'ASSEDIC, etc.
11	Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de dommages-intérêts pour refus illégal d'embauchage ou violation d'une priorité d'embauche ou réembauche etc.
12	Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de dommages-intérêts au salarié pour démission abusive ou brusque démission, les demandes de dommages-intérêts pour inexécution ou mauvaise exécution du contrat de travail.
14	Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives à la constitution des institutions représentatives du personnel dans l'entreprise ou le groupe, la présence d'élus des salariés dans les organes sociaux des entreprises, que l'élection ait lieu au suffrage universel ou qu'il s'agisse d'une désignation par des élus ou parmi des élus (CHSCT, comité central d'entreprise, comité de groupe).
17	Y compris les délégués mineurs.
19	Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives au fonctionnement d'une institution représentative du personnel.
21	Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives au statut des salariés titulaires d'un mandat de délégué syndical, de membre du comité d'entreprise, du comité hygiène et sécurité, etc.
22	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes de l'AGS en paiement des cotisations contre un employeur soumis à l'obligation d'assurance des créances salariales et les demandes d'autorisation de licenciement.
24	Sont comprises dans cette rubrique les demandes des employeurs salariés et des syndicats relatives au déroulement d'un conflit collectif du travail et aux incidents et préjudices engendrés par ce conflit.
25	Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives à l'ouverture et au déroulement d'une négociation collective, ainsi qu'à l'exécution des engagements et accords décidés.
26	Certaines demandes intéressant la formation professionnelle continue et portées devant les juridictions prud'homales sont incluses dans la rubrique 4 "Relations individuelles de travail", dans la mesure où elles intéressent d'abord l'exécution d'un contrat de travail ordinaire à durée déterminée ou indéterminée ; relèvent également du niveau "Relations individuelles du travail" les demandes dirigées contre des employeurs par des personnes accueillies comme stagiaires de la formation professionnelle, mais prétendant se trouver liées par un véritable contrat de travail, et saisissant à ce titre le conseil de prud'hommes.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Propriété littéraire et artistique**	**316**	**962**	**50**		**1**
	dont :					
2	Demande tendant à faire cesser et/ou à sanctionner une contrefaçon ou une atteinte illicite au droit de l'auteur, à un droit voisin du droit d'auteur ou à un droit de producteur de base de données	192	762	18		///
◆3	**Relations du travail et protection sociale**	**62 492**	**2 542**	**14 500**	**172 259**	**22 591**
4	**Relations individuelles du travail**	**51 066**	**421**	**444**	**165 101**	**1**
5	Demande d'indemnités liées à la rupture du contrat de travail CDI ou CDD, son exécution ou inexécution	41 307	97	50	136 641	1
6	Demande d'indemnités liées à la rupture du contrat de travail pour motif économique	2 191	12	7	5 360	///
7	Demande d'indemnités ou de salaires	7 024	119	190	20 504	*///*
8	Demande d'annulation d'une sanction disciplinaire	109	4	6	508	///
9	Demande d'autorisation judiciaire de congé particulier	13	*///*	///	10	///
10	Demande de remise de documents	106	38	79	303	///
11	Demande en paiement de créances salariales en l'absence de rupture du contrat de travail	205	106	66	1 202	///
12	Demande présentée par un employeur liée à la rupture du contrat de travail ou à des créances salariales	96	38	46	564	///
13	Autres demandes relatives aux relations individuelles du travail	15	1	///	9	///
14	**Élections professionnelles**	**26**	**53**	**2 693**	**1**	*///*
	dont :					
15	Demande relative à l'organisation des élections des institutions représentatives du personnel dans l'entreprise	9	3	549	1	///
16	Demande d'annulation du scrutin d'élection d'une institution représentative du personnel de l'entreprise ou d'un scrutin de révocation	3	6	465	///	///
17	Demande d'annulation de la désignation élective de représentants du personnel des institutions représentatives ou d'un scrutin de révocation	8	26	1 158	///	///
18	Demande relative aux élections des conseillers prud'hommes	4	1	2	///	///
19	**Représentation des intérêts des salariés**	**276**	**287**	**936**	**12**	*///*
	dont :					
20	Demande d'annulation de la désignation ou de la révocation d'un délégué syndical ou d'un représentant syndical au comité d'entreprise	9	16	750	///	///
21	**Statut des salariés protégés**	**201**	**12**	**15**	**116**	*///*
22	**Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaires**	**921**	**13**	**248**	**6 080**	///
	dont :					
23	Demande d'indemnités ou de salaires liée ou non à la rupture du contrat de travail, présentée après l'ouverture d'une procédure collective	865	8	11	5 938	*///*
24	**Conflits collectifs du travail**	**70**	**50**	**7**	**86**	///
25	**Négociation collective**	**326**	**105**	**55**	**163**	*///*
26	**Formation et insertion professionnelles**	**54**	**34**	**58**	**505**	///

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
1	Sont comprises dans cette rubrique les demandes intéressant les régimes complémentaires, la protection chômage et la mutualité, le régime général, les régimes spéciaux des travailleurs indépendants, les régimes autonomes des salariés et des non-salariés agricoles.
2	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes relatives aux immatriculations, les demandes d'annulation de décision d'une ASSEDIC d'exiger le remboursement d'allocations de chômage, etc.
3	Est comprise notamment dans cette rubrique l'opposition à la contrainte mentionnée à l'article L. 244 - 9 du Code de sécurité sociale et R. 133 – 3 du même code.
4	Pour les cotisations relatives aux accidents du travail et maladies professionnelles, cf. série 9.
5	Pour les demandes en remboursement de prestations indues, cf. série 8.
6	Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de versement d'indemnités journalières ou de prestations en nature au titre de l'assurance-maladie du régime général ou d'un autre régime de sécurité sociale.
7	Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de remise de majoration de retard et les contestations de décisions d'une COTOREP relatives au reclassement de travailleurs handicapés.
8	Sont notamment comprises dans ce poste les demandes en répétition de prestations indûment versées, les demandes en remboursement de prestations de maladie ou autres dans les cas des articles L 244-8 et/ou L 374-1du code de la sécurité sociale, sauf prestations d'accident du travail (cf. série 9) et les demandes en paiement de forfait journalier hospitalier (contre la personne hospitalisée).
9	Les demandes concernées par cette rubrique déterminent une part importante du contentieux général de la sécurité sociale : celui des accidents du travail et des maladies professionnelles, dont la réparation est assurée dans le cadre du régime général, de régimes spéciaux de travailleurs dépendants ou du régime agricole.
12	Cette rubrique recouvre les contentieux avec les personnes publiques nés de leur activité spécifique, dans les cas où le contrôle de cette activité relève de la compétence des juridictions judiciaires.
13	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en décharge ou réduction, et les contestations en matière de recouvrement des droits relatifs au commerce, à la circulation des demandes et aux spectacles.
14	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en décharge ou en réduction, et les contestations en matière de recouvrement des droits de mutation à titre onéreux ou gratuit.
15	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en décharge ou en réduction des droits de douane.
16	Sont comprises dans cette rubrique les actions en opposition à poursuites relatives aux droits dont le contentieux au fond relève de la compétence des juridictions administratives (contributions directes, textes sur la fiche d'affaire, etc.) et les demandes en revendication d'objets saisis.
17, 18	Le contentieux électoral n'entre pas dans le champ du répertoire général civil. Les affaires relatives à ce type de contentieux sont néanmoins comptabilisées dans un registre. Les statistiques en sont publiées dans le chapitre "Activité des juridictions", tribunaux d'instance.
19	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en réparation des dommages causés par une personne publique à la propriété privée, et les demandes en réparation du préjudice causé par les agissements d'une personne publique constitutive d'une voie de fait.
20	Sont notamment compris dans cette rubrique les actions disciplinaires exercées contre les notaires et officiers ministériels, et les recours contre les décisions des commissions d'indemnisation de victimes d'accidents corporels.
22	Ne figurent ici que les demandes à caractère purement procédural pour lesquelles la nature d'affaire n'a pas à être renseignée.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail des saisines en 2010

Affaires nouvelles au fond [XIII/XIII]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Protection sociale**	**7 122**	**1 517**	**9 999**	**148**	**22 590**
	dont :					
2	Demande d'annulation d'une décision d'un organisme	4 738	24	104	2	///
3	Demande d'annulation d'une mise en demeure ou d'une contrainte	355	62	1 865	10	///
4	Demandes en paiement de cotisations, majorations de retard et/ou pénalités	311	487	2 533	23	22 573
5	Demande en remboursement de cotisations	127	49	975	12	///
6	Demande en paiement de prestations	682	565	582	9	13
7	Autres demandes contre un organisme	537	64	125	///	4
8	Autres demandes d'un organisme, ou au profit d'un organisme, en paiement, remboursement ou dommages-intérêts	331	224	3 753	21	///
9	**Risques professionnels**	**2 430**	**50**	**45**	**47**	
	dont :					
10	Demande de prise en charge au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles ou en paiement de prestations au titre de ce risque	1 353	6	///	1	
11	Demande en reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur ou d'une personne substituée dans la direction, ou en réparation complémentaire pour faute inexcusable	648	20	4	26	
◆12	**Relations avec les personnes publiques**	**18 746**	**1 577**	**631**	**2**	
13	**Contributions indirectes et monopoles fiscaux**	**52**	**104**	**94**	**2**	
14	**Droits d'enregistrement et assimilés**	**221**	**524**	**10**		
15	**Droits de douane et assimilés**	**272**	**51**	**204**		
16	**Autres contestations en matière fiscale et douanière**	**78**	**89**	**47**		
17	**Élections politiques et référendum**	**2**	**4**	**14**		
18	**Élections à certains organismes**	**8**	**1**	**108**		
19	**Responsabilité des personnes publiques**	**208**	**318**	**86**		
20	**Recours et actions contre des décisions rendues par certains organismes**	**17 905**	**486**	**68**		
◆21	**Affaires au fond de nature inconnue**	**275**	**897**			**668**
◆22	**Procédures particulières**	**7 461**	**24 896**	**3 112**	**316**	**35**

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

Procédures particulières : en 2004, le champ du répertoire général civil des tribunaux de grande instance s'est élargi aux affaires concernant les ordonnances sur requête, les procédures d'ordre, les affaires relevant du juge des libertés et de la détention, et les commissions rogatoires en matière civile.

L'ordonnance de référé est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires.

L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire.

L'ordonnance de référé peut être frappée d'appel à moins qu'elle n'émane du Premier président de la cour d'appel ou qu'elle n'ait été rendue en dernier ressort en raison du montant ou de l'objet de la demande. L'ordonnance rendue en dernier ressort par défaut est susceptible d'opposition. Le délai d'appel ou d'opposition est de quinze jours.

Le juge a la faculté de modifier ou de rétracter son ordonnance, même si le juge du fond est saisi de l'affaire (art. 484 à 498 du Code de procédure civile).

Dans tous les cas d'urgence, le président du tribunal peut, dans les limites de sa compétence, ordonner en référé toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend, ainsi qu'accorder une provision au créancier ou ordonner l'exécution de l'obligation même en présence d'une contestation sérieuse. Il peut prescrire les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite (art. 808 et 809 du Code de procédure civile).

Le présent tableau répartit les ordonnances de référé et les procédures particulières prises en 2010 dans les juridictions de France métropolitaine et des départements d'outre-mer selon la nature des affaires.

En raison de la faible durée de procédure des affaires portées en référé et des ordonnances sur requêtes, il est considéré que, pour une année donnée, le nombre d'affaires nouvelles est très voisin du nombre d'affaires terminées.

Depuis le 1er janvier 1988, les juridictions utilisent la nouvelle nomenclature des affaires civiles (environ 700 postes hiérarchisés en 3 niveaux) pour coder la nature des affaires qu'elles ont à connaître. Compte tenu du volume relativement faible d'ordonnances de référé prononcées et du nombre restreint de types d'affaire concernés, il a été choisi de ne publier in-extenso dans ce tableau que le 1er niveau de la nomenclature des affaires civiles, ainsi que les postes de second niveau les plus significatifs.

Pour plus de détails sur la composition des postes agrégés présentés ici, le lecteur voudra bien se reporter aux définitions indiquées dans la partie précédente : "Détail des saisines en 2010, Affaires nouvelles au fond", pages I à XIII/XIII.

29 Copropriété : « organisation et administration » et « droits et obligations des propriétaires »

38 Cf. ligne 21 page 68

39 Ne figurent ici que les ordonnances de référé à caractère purement procédural pour lesquelles la nature d'affaire n'a pas à être renseignée.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail en 2010 des ordonnances de référé et procédures particulières

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Tribunaux de grande instance		Tribunaux d'instance et T.P.B.R.	Tribunaux de commerce	Conseils de prud'hommes
		Procédures particulières	Référés	Référés	Référés	Référés
1	**Nombre total d'affaires introduites en 2010**	**143 395**	**118 109**	**81 869**	**27 469**	**45 084**
◆2	**Droit des personnes**	**542**	**394**	**22**		
◆3	**Droit de la famille**	**23 157**	**13 561**	**63**		
	dont :					
4	Demandes postérieures au prononcé du divorce ou de la séparation de corps	477	4 005	8		
5	Obligations à caractère alimentaire	28	799	45		
6	Autorité parentale	263	6 272	1		
7a	Partage, indivision, succession	9 590	1 250	8		
7b	Libéralités (donations et testaments)	11 411	102	1		
◆8	**Droit des affaires**	**3 468**	**18 324**	**553**	**3 381**	
	dont :					
9	Bail commercial	387	15 964	306	83	
10	Vente du fonds de commerce	158	392	13	176	
11	Groupements	1 596	1 194	20	2 439	
12	Banque - Effets de commerce	78	415	210	400	
◆13	**Entreprises en difficulté, surendettement des particuliers et faillite civile**	**9 400**	**61**	**18**	**24**	
◆14	**Contrats**	**9 050**	**47 960**	**78 495**	**23 849**	
	dont :					
15	Vente (hors fonds de commerce)	924	7 968	888	18 113	
16	Baux d'habitation et professionnels	169	2 029	72 080	81	
17	Prêt d'argent, crédit-bail (ou leasing), cautionnement	1 555	1 051	1 400	656	
18	Contrats tendant à la réalisation de travaux de construction	497	29 954	380	446	
19	Autres contrats de prestation de services	5 241	4 167	1 910	2 973	
20	Contrats d'assurance	91	1 557	88	67	
21	Contrats divers	545	974	1 385	1 379	
◆22	**Responsabilité et quasi-contrats**	**341**	**17 893**	**338**	**75**	
	dont :					
23	Dommages causés par des véhicules	21	7 174	44	6	
24	Dommages causés par des immeubles	64	3 227	79	4	
25	Dommages causés par l'activité professionnelle de certaines personnes qualifiées	25	2 801	28	23	
26	Dommages causés par l'action directe d'une personne	86	3 233	124	3	
◆27	**Biens - Propriété littéraire et artistique**	**53 159**	**10 055**	**1 988**	**30**	
	dont :					
28	Propriété et possession immobilières	1 317	3 199	1 027	0	
29	Copropriété	2 348	4 912	856	0	
30	Servitudes	43	1 547	52	1	
31	Sûretés mobilières et immobilières	890	20	2	2	
32	Saisies et mesures conservatoires	47 155	150	30	23	
◆33	**Relations du travail et protection sociale**	**478**	**2 804**	**199**	**94**	**44 902**
	dont :					
34	Relations individuelles du travail	113	191	///	0	44 680
35	Représentation des intérêts des salariés	182	2 080	///	0	15
36	Protection sociale	10	189	///	94	7
◆37	**Relations avec les personnes publiques**	**643**	**127**	**8**	**8**	**2**
◆38	**Référés de nature inconnue**	**1 927**	**///**	**///**	**1**	**///**
◆39	**Procédures particulières**	**41 230**	**6 930**	**185**	7	**180**

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

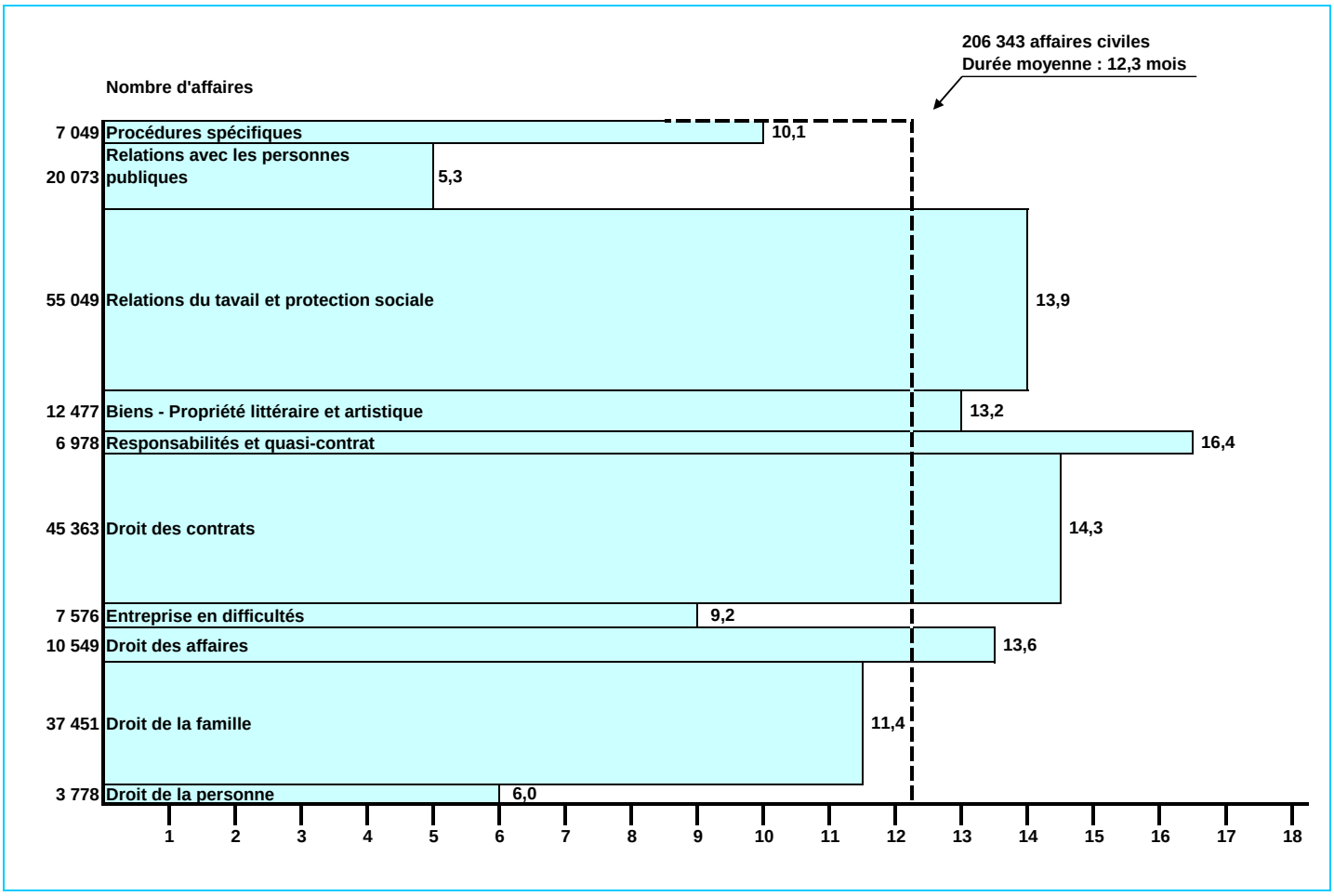
Définitions et méthode

Le tableau ci-contre a pour but de fournir une image synthétique des durées de traitement des affaires civiles (tous modes de fin confondus, hors référés) pour les principaux contentieux selon les juridictions compétentes.

Les durées d'affaires présentées ici peuvent difficilement être rapprochées de celles données dans la partie "Détails de certains thèmes" (page 78 à 99). En effet dans ces chapitres les durées moyennes sont calculées par thème, soit toutes juridictions confondues, soit pour les seules affaires au fond (rupture d'union).

Trois graphiques permettent de visualiser la répartition des durées selon la nature du contentieux et son volume :
la durée devant les cours d'appel, ci-dessous ; la durée devant les TGI et devant les TI, pages suivantes

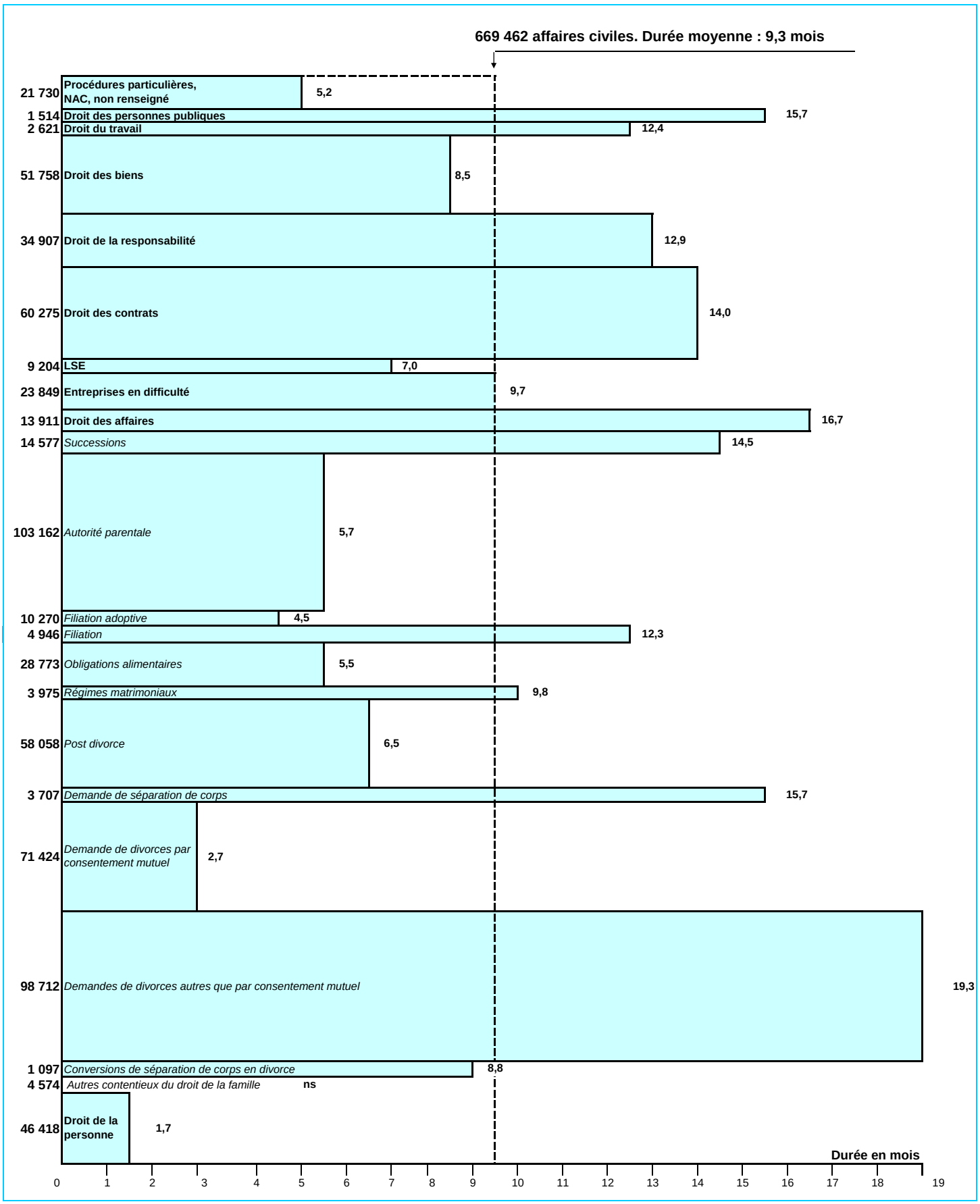
Graphique 1. Les affaires civiles au fond terminées par les cours d'appel en 2010 : volumes et durées par nature de contentieux



Durée de traitement des affaires en 2010 [en mois]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance (affaires au fond)	Tribunaux d'instance y compris T.P.B.R. et juridictions de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Toutes natures de contentieux civils**	**12,3**	**9,3**	**5,6**	**13,7**	**5,9**
◆2	**Droit des personnes**	**6,0**	**1,7**	**4,9**		
3	Nationalité	11,9	15,6	3,1		
4	État civil	9,8	4,2	2,6		
5	Nom - Prénom	7,2	4,4	7,6		
6	Absence - Disparition	5,7	9,6	///		
7	Droits attachés à la personne	3,3	0,3	4,8		
8	Incapacité des mineurs	5,5	5,7	1,4		
	Majeurs protégés :					
9	ouverture d'un régime de protection	4,4	6,8	5,5		
10	fonctionnement des régimes de protection	4,8	5,6	4,9		
11	clôture des régimes de protection et demandes consécutives à la clôture	4,9	9,8	5,8		
◆12	**Droit de la famille**	**11,4**	**9,2**	**6,8**		
13	Divorce	11,1	12,2	///		
	dont :					
14	*Demande en divorce par consentement mutuel ou requête conjointe*	*12,4*	*2,7*	///		
15	*Demande en divorce autre que par consentement mutuel*	*11,9*	*19,3*	///		
16	*Demande en conversion de la séparation de corps en divorce*	*12,1*	*8,8*	///		
17	*Demande de modification des mesures provisoires [divorce]*	*10,0*	*5,0*	///		
18	Séparation de corps	12,6	15,7	///		
19	Demandes postérieures au prononcé du divorce ou de la séparation de corps	11,3	6,5	6,1		
20	Mariage et régimes matrimoniaux	11,5	9,8	8,9		
21	Obligations à caractère alimentaire	10,5	5,5	6,9		
22	Filiation	12,0	12,3	2,2		
23	Filiation adoptive	8,1	4,5	2,3		
24	Autorité parentale	10,5	5,7	8,5		
25	Partage, indivision, succession	15,9	14,5	6,7		
26	Libéralités (Donations et testaments)	15,5	17,9	5,7		
◆27	**Droit des affaires**	**13,6**	**16,7**	**6,1**		**9,8**
28	Bail commercial	12,9	18,2	5,2		9,4
29	Vente du fonds de commerce	13,5	12,7	7,4		10,0
30	Location - gérance du fonds de commerce	13,3	11,7	5,6		12,7
31	Nantissement du fonds de commerce ou du fonds artisanal, de l'outillage, et du matériel d'équipement	7,2	8,7	4,1		1,9
32	Groupements : fonctionnement (I)	10,1	16,0	4,8		4,5
33	Groupements : fonctionnement (II)	13,4	13,2	8,3		13,8
34	Groupements : dirigeants	13,6	16,5	6,5		13,6
35	Banque - Effets de commerce	15,6	14,9	6,2		10,7
36	Concurrence - Propriété industrielle	14,5	19,5	8,2		18,2

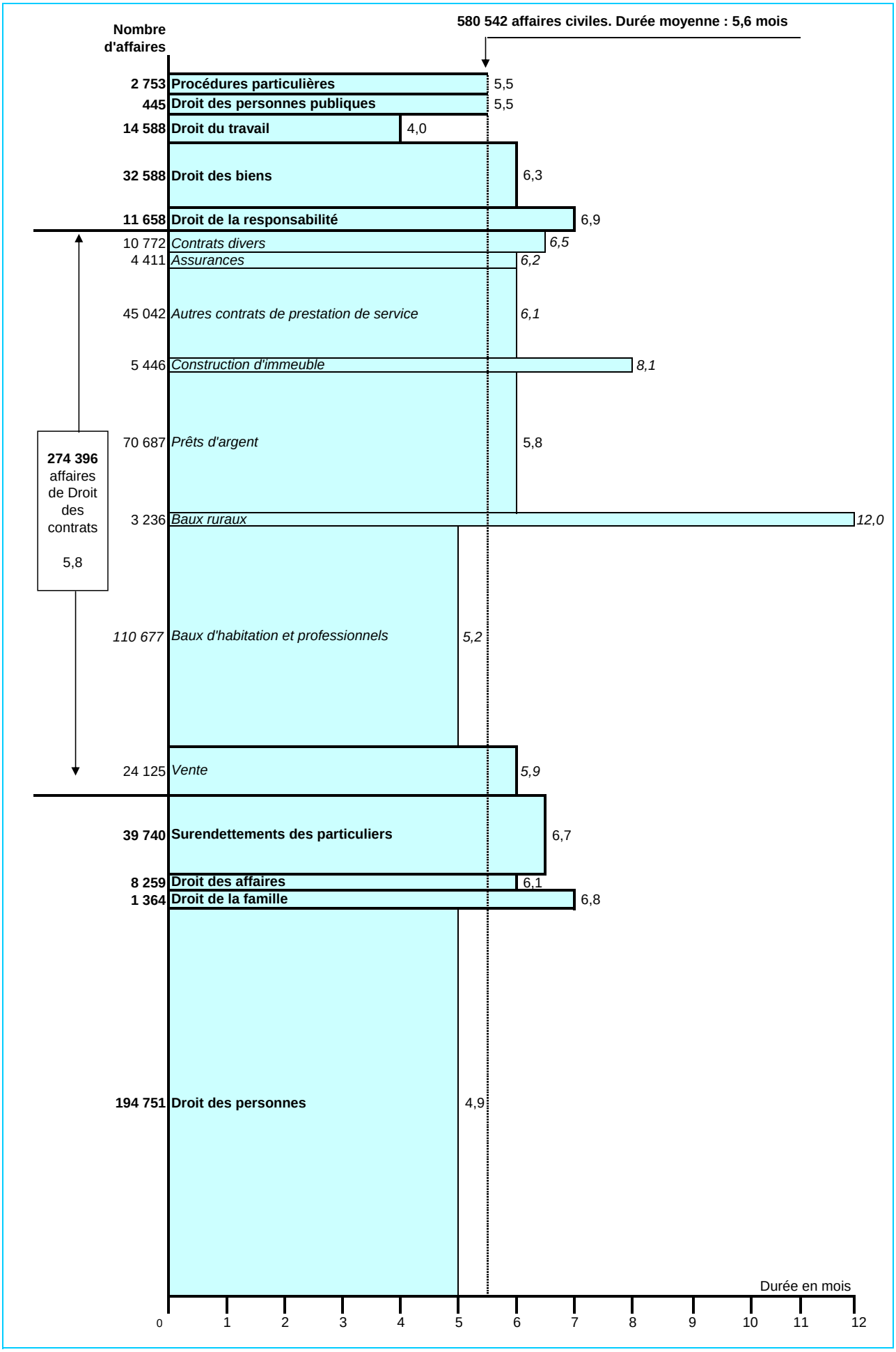
Graphique 2. Les affaires civiles au fond terminées par les tribunaux de grande instance en 2010 : volumes et durées par nature de contentieux, hors activité commerciale [tous modes de fin]



Durée de traitement des affaires en 2010 [en mois]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance (affaires au fond)	Tribunaux d'instance y compris T.P.B.R. et juridictions de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Loi de sauvegarde des entreprises : nouvelle procédure**	**8,0**	**7,0**	**///**		**3,1**
	dont :					
2	**Désignation d'un mandataire ad hoc, ouverture d'une procédure de conciliation ou de règlement amiable agricole, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire**	6,6	7,8	///		3,2
	dont :					
3	Désignation d'un mandataire ad hoc	7,5	2,7	///		0,4
4	Demande d'ouverture d'une procédure de conciliation ou de règlement à l'amiable agricole	8,7	3,8	///		1,0
5	Demande d'ouverture de la procédure de sauvegarde	9,3	10,1	///		10,1
6	Demande d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire	6,5	8,8	///		3,1
◆7	**Entreprises en difficulté**	**9,2**	**9,7**	**6,7**		**3,5**
	Surendettement des particuliers et faillite civile					
8	Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire	10,2	///	///		94,4
	L'entreprise au cours de la procédure :					
9	Délais, organes	12,1	///	///		94,0
10	Autorisations et actions diverses	12,9	///	///		1,0
11	Période suspecte et sort des créances	15,2	///	///		18,6
12	Plan de continuation de l'entreprise	11,5	///	///		nd
13	Plan de cession de l'entreprise	9,2	///	///		1,9
14	Liquidation judiciaire - Clôture de la procédure	11,9	///	///		4,0
15	Autres demandes en matière de redressement et de liquidation judiciaire	15,8	///	5,1		19,1
16	Surendettement des particuliers et faillite civile	7,9	8,2	6,7		///
◆17	**Contrats**	**14,3**	**14,0**	**5,8**		**10,0**
18	Vente (hors fonds de commerce)	14,2	15,0	5,9		9,6
19	Baux d'habitation et professionnels	12,9	5,3	5,2		7,0
20	Baux ruraux (fermage ou métayage, baux de chasse)	13,1	13,7	12,0		4,9
21	Prêt d'argent, crédit-bail, cautionnement	14,5	11,0	5,8		8,4
22	Contrat tendant à la réalisation de travaux de construction	14,9	17,4	8,1		14,9
23	Contrat de transport	17,4	14,9	5,3		15,4
24	Autre contrat de prestation de services	13,8	14,7	6,1		11,0
25	Contrat d'intermédiaire	13,8	17,6	6,3		14,4
26	Contrat d'assurance	17,1	17,2	6,2		13,4
27	Contrat divers	14,4	15,9	6,6		10,0
◆28	**Responsabilité et quasi-contrats**	**16,4**	**12,9**	**6,9**		**11,6**
29	Dommages causés par des véhicules	18,0	16,4	6,0		9,6
30	Dommages causés par des animaux, des produits ou des services	16,9	16,9	7,6		22,8
31	Dommages causés par des immeubles	16,1	17,9	9,1		12,1
32	Dommages causés par l'activité professionnelle de certaines personnes qualifiées	16,2	18,2	7,6		7,7
33	Dommages causés par l'action directe d'une personne	15,5	10,2	7,1		14,5
34	Dommage causés par l'action d'une personne dont on est responsable	15,7	16,9	6,8		///
35	Quasi-contrats	14,7	15,4	6,3		10,2

Graphique 3. Les affaires civiles au fond terminées par les tribunaux d'instance en 2010 : y compris les TPBR et les juridictions de proximité : volume et durée par nature de contentieux



Durée de traitement des affaires en 2010 [en mois]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance (affaires au fond)	Tribunaux d'instance y compris T.P.B.R. et juridictions de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
◆1	**Biens - Propriété littéraire et artistique**	**13,2**	**8,5**	**6,3**		**3,7**
2	Propriété et possession immobilières	16,1	10,3	13,5		///
3	Copropriété (I) : organisation et administration	15,1	18,7	7,5		///
4	Copropriété (II) : droits et obligations des copropriétaires	13,9	13,9	5,1		///
5	Usufruit - Usage et habitation	14,6	18,3	11,8		///
6	Servitudes	16,9	20,2	9,5		///
7	Emphytéose - Bail à construction - Concession immobilière	15,6	20,4	4,9		///
8	Sûretés mobilières et immobilières	16,7	2,4	5,4		4,1
9	Propriété et possessions mobilières	12,0	15,6	6,8		5,5
10	Saisies et mesures conservatoires	9,2	6,0	5,3		2,5
11	Propriété littéraire et artistique	14,7	15,1	5,9		///
◆12	**Relations du travail et protection sociale**	**13,9**	**12,4**	**4,0**	**13,7**	**2,9**
13	Relations individuelles du travail	13,9	12,8	5,2	13,7	///
14	Élections professionnelles	13,4	6,3	2,7	3,9	///
15	Représentation des intérêts des salariés	9,9	11,8	3,2	4,3	///
16	Statut des salariés protégés	13,7	21,3	8,3	14,6	///
17	Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaires	12,4	12,9	2,4	13,2	///
18	Conflits collectifs du travail	12,5	10,6	2,7	4,7	///
19	Négociation collective	11,3	10,3	5,2	6,4	///
20	Formation et insertion professionnelles	12,9	7,3	4,9	6,6	///
21	Protection sociale	15,0	12,8	4,4	7,7	2,9
22	Risques professionnels	13,4	13,1	5,5	12,3	///
◆23	**Relations avec les personnes publiques**	**5,3**	**15,7**	**5,5**		
24	Contributions indirectes et monopoles fiscaux	14,1	18,7	8,7		
25	Droits d'enregistrement et assimilés	15,1	15,8	6,6		
26	Droits de douane et assimilés	14,3	9,3	9,2		
27	Autres contestations en matière fiscale et douanière	12,4	17,0	5,7		
28	Élections politiques et referendum	7,2	16,9	5,7		
29	Élections à certains organismes	5,6	///	1,5		
30	Responsabilité des personnes publiques	12,8	20,5	5,7		
31	Recours et actions contre les décisions rendues par certains organismes	4,6	12,7	4,4		

Sources :

Le ministère de la Justice et le secrétariat général à l'immigration et à l'intégration se partagent les responsabilités administratives dans la gestion des procédures d'acquisitions de la nationalité française.

Le ministère de la Justice recueille auprès des 221 tribunaux d'instance compétents en matière de nationalité (196 TI depuis la réforme de la carte judiciaire entrée en vigueur le 1er janvier 2010) les données statistiques permettant de connaître le nombre d'acquisitions de la nationalité française et des certificats y afférant. Cela permet de connaître les caractéristiques de la population acquérant la nationalité française, par manifestation de volonté puis par déclaration anticipée.

Le dispositif statistique a été modifié pour s'adapter à la loi du 16 mars 1998. Il comptabilise depuis cette date les acquisitions anticipées pour les enfants de 13 à 18 ans y compris les acquisitions au titre des dispositions transitoires de la loi du 16 mars 1998.
Les acquisitions de plein droit de la nationalité française à 18 ans ne peuvent pas être dénombrées car elles ne s'accompagnent d'aucune formalité particulière.

Les statistiques établies par la sous-direction de l'accès à la nationalité française sont produites directement à partir des dossiers traités par cette sous-direction.

Code	Définitions et méthode
1	Somme des lignes 2 et 18
3 à 5	**L'acquisition de la nationalité française par décret** (art. 21-15 et suivants du Code civil) résulte d'une naturalisation ou d'une réintégration accordée par l'autorité publique, de façon discrétionnaire, à l'étranger qui le demande. Elle est soumise à des conditions de recevabilité et à des critères d'opportunité. Lorsqu'une demande est acceptée, le Premier ministre signe un décret de naturalisation ou de réintégration publié au Journal officiel.
4	La naturalisation se définit comme l'octroi par un État de la nationalité de cet État à l'étranger qui en fait la demande.
5	La réintégration par décret, prévue par l'article 24-1 du Code civil, permet à des personnes qui ont perdu la nationalité française de la recouvrer pour l'avenir. Tout comme la naturalisation, elle n'est pas un droit.
7	L'enfant mineur de dix-huit ans, légitime, naturel ou ayant fait l'objet d'une adoption plénière et non marié, acquiert la nationalité française de plein droit par le jeu de l'effet collectif dès lors qu'il réside habituellement avec le parent naturalisé ou réintégré dans la nationalité française, ou qu'il réside alternativement avec ce parent en cas de séparation ou de divorce, et que son nom a été mentionné dans le décret de naturalisation ou de réintégration.
8	La loi du 16 mars 1998, entrée en vigueur le 1er septembre 1998, a rétabli un mode d'**acquisition sans formalité** de la nationalité française **à raison de la naissance et de la résidence en France** supprimant ainsi la manifestation de volonté. Cette acquisition de plein droit est liée à une double condition de résidence : l'intéressé doit résider en France à sa majorité et il doit y avoir résidé durant cinq années depuis l'âge de onze ans. Le texte prévoit également, sous condition de résidence, l'**acquisition anticipée** de la nationalité française pour des enfants mineurs : - dès l'âge de 13 ans, un enfant peut acquérir la nationalité française si son représentant légal en fait la demande, et avec son consentement personnel. - dès l'âge de 16 ans, un jeune (qui souhaiterait par exemple entrer dans le monde du travail) peut effectuer seul cette démarche, sans justifier d'un accord parental.
12, 13	**Une personne étrangère qui épouse un(e) Français(e)** peut acquérir la nationalité française par déclaration si elle satisfait aux obligations légales. En 2010, la déclaration à raison du mariage avec un(e) Français(e) peut être souscrite après quatre ans de vie commune (2 ans avant 2008). Cette condition est nécessaire mais non suffisante. Lors de la déclaration de nationalité, les époux doivent justifier d'une communauté de vie tant affective que matérielle et le conjoint Français doit avoir conservé cette nationalité. Par ailleurs, la présence d'un enfant du couple né, avant ou après le mariage, ne permet plus, depuis 2006, au conjoint étranger de se voir accorder une dérogation à la condition de durée de mariage. Enfin, le conjoint étranger doit justifier « d'une connaissance suffisante, selon sa condition, de la langue française », de la continuité de la communauté de vie tant affective que matérielle entre les époux depuis le mariage, d'une bonne assimilation et d'un comportement sans reproche.
15 à 17	Les **déclarations d'acquisitions** de la nationalité française sont celles prévues par les articles 21-12 et 21-13 du Code civil et par les mesures transitoires de la loi du 16 mars 1998. Les **réintégrations dans la nationalité française** sont celles prévues par les articles 24-2, 23-6, 30-3 et 32-4 du Code civil.
18	Les acquisitions sans formalités sont estimées à partir des certificats de nationalité délivrés à raison de la naissance et de la résidence [cf. Page 37, lignes 7 à 9].

Sources

- Secrétariat général à l'immigration et à l'intégration et Ministère de la Justice

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Toutes acquisitions de la nationalité française**	**147 868**	**132 002**	**137 451**	**135 842**	**143 275**
◆2	**Acquisitions enregistrées**	**145 315**	**129 426**	**135 117**	**133 479**	**140 820**
3	**Acquisitions par décret**	**87 878**	**70 095**	**91 918**	**91 948**	**94 573**
4	Acquérants par naturalisation	79 740	64 046	84 323	84 730	88 509
5	Acquérants par réintégration	8 138	6 049	7 595	7 218	6 064
6	Personnes majeures	59 569	47 319	63 042	63 513	65 305
7	Mineurs bénéficiant de l'effet collectif	28 309	22 776	28 876	28 435	29 268
8	**Acquisitions par déclaration anticipée**	**26 881**	**26 945**	**25 639**	**23 771**	**23 086**
9	à 13, 14 et 15 ans	20 301	20 763	20 248	19 179	18 514
10	à 16 et 17 ans	6 580	6 182	5 391	4 592	4 572
11	**Acquisitions par mariage**	**29 276**	**30 989**	**16 213**	**16 355**	**21 923**
12	Hommes étrangers mariés à une Française	13 726	14 390	7 005	6 996	9 534
13	Femmes étrangères mariées à un Français	14 449	15 477	8 580	8 659	11 488
14	Effet collectif	1 101	1 122	628	700	901
15	**Autres déclarations d'acquisition et de réintégration**	**1 280**	**1 397**	**1 347**	**1 405**	**1 238**
16	Déclaration d'acquisition	1 146	1 287	nd	nd	nd
17	Déclaration de réintégration	134	110	nd	nd	nd
◆18	**Acquisitions sans formalité**	**2 553**	**2 576**	**2 334**	**2 363**	**2 455**
	Nationalité d'origine des nouveaux acquérants					
19	**Toutes nationalités**	**147 868**	**132 002**	**137 452**	**135 842**	**143 275**
20	Maroc	nd	nd	28 699	26 097	27 637
21	Algérie	nd	nd	20 256	20 659	20 941
22	Portugal	nd	nd	7 778	6 415	4 903
23	Tunisie	nd	nd	9 471	9 268	8 520
24	Turquie	nd	nd	10 202	9 171	8 448
25	Autres	nd	nd	61 046	64 232	72 826

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Avertissement : A compter du 1er janvier 2010, le juge aux affaires familiales exerce les fonctions de juge des tutelles des mineurs (art. L. 213-3-1 du code de l'organisation judiciaire). En raison du régime transitoire, les demandes relatives à un régime de protection de mineur sont comptées dans les tribunaux d'instance en 2010.

Code

Définitions et méthode

Le régime de protection du mineur concerne la protection de ses biens, qui peut être étendue à sa personne.
La loi déclare le mineur non émancipé incapable juridiquement de contracter, et organise en sa faveur un régime de protection de ses biens.
L'administration légale des biens du mineur est pure et simple lorsque ses parents exercent en commun l'autorité parentale ; ils sont tous les deux administrateurs légaux.
À défaut d'exercice en commun de l'autorité parentale ou en cas de décès de l'un des parents, l'administration légale sous contrôle judiciaire (juge des tutelles / juge aux affaires familiales) appartient à celui des parents qui exerce l'autorité parentale.
"L'administrateur légal représente le mineur dans tous les actes civils, sauf les cas dans lesquels la loi ou l'usage autorise les mineurs à agir eux-mêmes" (art. 389-3 du Code civil).
La tutelle est un régime de protection du mineur concernant non seulement ses biens, mais aussi sa personne.

2 L'ouverture du régime de protection est **de plein droit** lorsqu'elle ne nécessite pas de décision du juge des tutelles sur son principe.
La procédure ouverte de plein droit n'est pas comptabilisée dans le chapitre "Détail des saisines en 2010" séries 25 à 30, page I/XIII.

3 Dans le cadre de **l'administration légale pure et simple** appartenant aux parents, et à défaut d'accord entre eux, ou dans certains cas, l'acte doit être autorisé par le juge des tutelles / le juge aux affaires familiales. Lorsque les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux de l'administrateur légal, le juge des tutelles / le juge aux affaires familiales doit nommer un **administrateur ad hoc** (art. 389-3 et 389-5 du Code civil).

4 Le contrôle du juge des tutelles / le juge aux affaires familiales dans le cadre de **l'administration légale sous contrôle judiciaire** se traduit par des demandes d'autorisation d'acte et la nomination d'un **administrateur ad hoc** lorsque les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux de l'administrateur légal.

5 La protection du mineur est étendue à sa personne en plus de celle de ses biens par **l'ouverture d'une tutelle** lorsque ses deux parents sont décédés, ou tous les deux dans l'incapacité d'exercer l'autorité parentale. En application de l'article 450 du code civil, le tuteur prend soin de la personne du mineur et le représente dans tous les actes civils, sauf les cas dans lesquels la loi ou l'usage autorise les mineurs à agir eux-mêmes. Il agit sous le contrôle du juge des tutelles et du conseil de famille.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Demandes relatives à un régime de protection de mineur**	**46 904**	**46 371**	**46 780**	**47 212**	**44 192**
2	*dont relatives à un régime ouvert de plein droit*	*31 184*	*30 162*	*29 676*	*28 758*	*26 527*
◆	**Nature de la demande**					
3	Demande d'autorisation d'un acte ou de désignation administration légale pure et simple	15 706	16 209	17 104	18 454	17 665
4	Procédure ouverte dans le cadre de l'administration légale sous contrôle judiciaire	27 714	26 975	26 332	25 299	23 126
5	Ouverture d'une tutelle	3 484	3 187	3 344	3 459	3 401
◆	**Sexe des mineurs concernés par les demandes**					
6	Garçon	23 777	23 334	23 508	23 936	22 666
7	Fille	23 127	23 037	23 272	23 276	21 526
◆	**Âge des mineurs concernés par les demandes**					
8	0 - 4 ans	5 129	4 752	5 305	5 448	5 996
9	5 - 9 ans	10 396	10 122	10 161	10 870	10 293
10	10 - 14 ans	15 450	15 593	15 599	15 883	15 550
11	15 - 18 ans	15 929	15 904	15 715	15 011	12 353

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer.

Code	Définitions et méthode
	Le système juridique de protection des majeurs à raison de leur état ou de leur situation a été réformé par la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007. L'entrée en vigueur de cette loi a été fixée au 1er janvier 2009. Jusqu'à cette date la protection des majeurs était organisée par la loi du 3 janvier 1968. Selon l'article 425 du Code civil, toute personne majeure dans l'impossibilité de pourvoir seule à ses intérêts en raison d'une **altération, médicalement constatée**, soit de ses **facultés mentales**, soit de ses **facultés corporelles** de nature à empêcher l'expression de sa volonté peut bénéficier d'une mesure de protection juridique. Lorsqu'il est saisi, c'est le juge des tutelles du tribunal d'instance qui décide de la mesure et en fixe les modalités. Aux termes de l'article 428 alinéa 2 du Code civil, la mesure de protection est proportionnée et individualisée en fonction du degré d'altération des facultés personnelles de l'intéressé. La loi distingue trois mesures de protection principales : la tutelle, la curatelle et la sauvegarde de justice, chacune de ces mesures pouvant faire l'objet d'aménagements dont les principales modalités sont définies dans les séries 23 à 31.
0	**Le mandat de protection future** (art. 477 à 494 C.civ.) permet de désigner un mandataire pour veiller sur la personne et/ou sur le patrimoine du bénéficiaire au cas où celui-ci ne serait plus en mesure, en raison de son état physique ou mental, de le faire seul. Lorsque cette situation survient, le mandataire se présente, muni d'un certificat médical, au greffe du tribunal d'instance pour faire viser le mandat par le greffier et permettre ainsi la mise en œuvre de la protection.
1	Le chiffre présenté dans cette rubrique correspond à la somme des rubriques 2, 3 et 4. Il ne prend pas en compte les demandes de modification de régimes de tutelle déjà existantes et leurs renouvellements.
2 à 5	Il s'agit des principales demandes d'ouverture d'une mesure de protection dont les juges des tutelles ont été saisis au cours d'une année. Elles sont ventilées par objet de demande.
6	**La mesure d'accompagnement judiciaire** (ancienne tutelle aux prestations sociales avant 2009) : lorsque les mesures mises en œuvre par les services sociaux du département au profit d'une personne en difficultés socio-économiques n'ayant aucune altération de ses facultés mentales n'ont pas permis une gestion satisfaisante par celle-ci de ses prestations sociales et que sa santé ou sa sécurité en est compromise, le juge des tutelles peut ordonner une mesure d'accompagnement judiciaire destinée à rétablir l'autonomie de l'intéressé dans la gestion de ses ressources. La durée de cette mesure est de deux ans, renouvelable une fois (4 ans au total).
7	Cette rubrique correspond aux décisions rendues par les juges des tutelles saisis en demande d'ouverture d'une mesure de protection. Le champ des objets de demande est le même que celui de la rubrique 1.
8 à 15	Ces rubriques ventilent les décisions des juges des tutelles par issues des procédures selon le droit commun.
16	Cette rubrique correspond aux décisions rendues par les juges des tutelles saisis en demande d'ouverture d'une mesure d'accompagnement judiciaire. Le champ des objets de demande est le même que celui de la rubrique 6.
17 à 20	Ces rubriques ventilent les décisions des juges des tutelles par issues des procédures selon le droit commun.
23 à 31	Les décisions des juges des tutelles sont classées selon les **mesures de protection** effectivement prononcées au cours d'une année donnée en faveur des majeurs. Ce sont des jugements rendus au fond acceptant la demande : leur total est le même qu'en rubrique 9. La protection est plus ou moins étendue selon les mesures. Les mesures sont soit des tutelles, soit des curatelles, soit des « sauvegardes de justice », néanmoins la collecte des données ne permet pas toujours de déterminer la nature exacte des mesures prononcées.
23 à 26	**La tutelle** est la mesure de protection la plus complète. Elle correspond à la situation où la personne doit être représentée par un tuteur d'une manière continue dans les actes de la vie civile. Toutefois, le juge peut, dans le jugement d'ouverture ou ultérieurement, énumérer certains actes que la personne en tutelle aura la capacité de faire seule ou avec l'assistance du tuteur. La durée de cette mesure est de 5 ans, renouvelable.
23	**Tutelle avec conseil de famille.** Dans cette forme de tutelle, le fonctionnement de la mesure de protection sous le contrôle du juge est complexe et organisé autour du tuteur (organe de représentation du majeur), du subrogé tuteur (organe de surveillance du tuteur), et du conseil de famille (organe de décision).
24 à 26	**Tutelle sans conseil de famille.** Dans cette forme de tutelle, le tuteur est désigné par le juge. Il peut être choisi dans la famille ou dans l'entourage de la personne protégée. Lorsqu'aucun membre de la famille ou aucun proche ne peut assumer la tutelle, le juge désigne un mandataire judiciaire à la protection des majeurs inscrit sur la liste prévue à l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles.
27 à 29	**La curatelle** correspond à la situation où la personne, sans être hors d'état d'agir elle-même, a besoin d'être assistée ou contrôlée d'une manière continue dans les actes importants de la vie civile. La personne en curatelle ne peut, sans l'assistance du curateur, faire aucun acte qui, en cas de tutelle, requerrait une autorisation du juge ou du conseil de famille. La durée de cette mesure est de 5 ans, renouvelable.
30	**Curatelle d'Etat** (avant 2009) Sous l'empire de la loi du 3 janvier 1968, le juge pouvait déférer la curatelle à l'État lorsque celle-ci était vacante, c'est-à-dire lorsqu'aucune personne n'était en mesure d'en assumer la charge.
31	**La sauvegarde de justice** correspond à la situation où la personne a besoin d'une protection juridique temporaire ou d'être représentée pour l'accomplissement de certains actes déterminés. La personne placée sous sauvegarde de justice conserve l'exercice de ses droits. Toutefois, elle ne peut faire un acte pour lequel un mandataire spécial a été désigné. La durée de cette mesure est d'une année, renouvelable une fois (2 ans au total).

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2006	2007	2008	2009	2010
0	**Mandats de protection future visés par le greffe du tribunal d'instance**	-	-	-	133	284
	Affaires nouvelles					
1	**Demandes d'ouverture d'une mesure de protection judiciaire des majeurs**	**99 117**	**97 195**	**101 989**	**80 450**	**89 123**
◆	**Nature de la demande**					
2	Demande d'ouverture d'une mesure de protection sans autre indication	53 165	51 255	55 379	38 272	49 042
3	Demande d'ouverture d'une tutelle	25 625	25 655	26 470	24 097	22 916
4	Demande d'ouverture d'une curatelle	20 327	20 285	20 140	17 608	16 829
5	Demande d'ouverture d'une sauvegarde de justice	-	-	-	473	336
6	**Demandes d'ouverture d'une mesure d'accompagnement judiciaire** (ancienne tutelle aux prestations sociales)	**9 602**	**7 609**	**4 878**	**985**	**753**
	Affaires terminées					
7	**Affaires terminées relatives aux ouvertures d'une mesure de protection judiciaire des majeurs**	**84 847**	**83 128**	**77 730**	**85 321**	**76 882**
◆	**Nature de la décision**					
8	Décision au fond	72 427	71 923	66 154	74 498	67 192
9	Acceptation totale ou partielle de la demande	68 142	66 949	60 969	69 380	63 601
10	Rejet de la demande	4 285	4 974	5 185	5 118	3 591
11	Autres décisions	12 420	11 205	11 576	10 823	9 690
	dont:					
12	Radiation	956	1 029	1 204	686	741
13	Irrecevabilité de la demande	1 197	899	495	863	518
14	Caducité de la demande	2 441	1 697	2 104	2 250	1 293
15	Incompétence	1	36	54	69	62
16	**Affaires terminées relatives aux ouvertures d'une mesure d'accompagnement judiciaire** (ancienne tutelle aux prestations sociales)	**7 884**	**5 719**	**3 428**	**1 019**	**660**
◆	**Nature de la décision**					
17	Décision au fond	7 494	5 719	3 428	737	565
18	Acceptation totale ou partielle de la demande	7 164	5 702	3 423	640	473
19	Rejet de la demande	330	17	5	97	92
20	Autres décisions	390	0	0	282	95
	Détails des ouvertures de mesures de protection judiciaire prononcées					
21	**Acceptation totale ou partielle d'une demande de mesure d'accompagnement judiciaire** (ancienne tutelles aux prestations sociales) **(cf. ligne 18)**	**7 164**	**5 702**	**3 423**	**640**	**473**
22	**Acceptation totale ou partielle d'une demande de mesure de protection judiciaire des majeurs (cf. ligne 9)**	**68 142**	**66 949**	**60 969**	**69 380**	**63 601**
◆	**Nature de la mesure de protection judiciaire prononcée**					
	dont :					
23	Tutelle avec conseil de famille	89	78	63	30	25
24	Tutelle sans conseil de famille	34 757	33 977	32 281	35 963	34 311
	dont tuteur choisi					
25	à l'intérieur de la famille ou dans l'entourage (ancienne tutelle sous forme d'administration légale)	20 628	20 753	19 972	22 713	21 451
26	sur la liste des mandataires judicaires à la protection des majeurs (ancienne tutelle en gérance ou d'Etat)	14 129	13 224	12 309	13 250	12 860
27	Curatelle	33 101	32 894	28 625	30 007	25 782
	dont curateur choisi					
28	à l'intérieur de la famille ou dans l'entourage	-	-	7 721	8 579	7 306
29	sur la liste des mandataires judicaires à la protection des majeurs	-	-	6 864	20 371	18 476
30	dont Curatelle d'État (avant 2009)	14 936	14 985	13 676	-	-
31	Sauvegarde de justice	-	-	-	1 084	1 098
◆	**Sexe des majeurs protégés**					
32	Hommes	29 098	28 255	25 932	28 874	25 967
33	Femmes	39 044	38 694	35 037	40 506	37 634
◆	**Âge des majeurs protégés**					
34	De 18 à moins de 30 ans	8 688	8 487	7 674	8 542	7 790
35	De 30 à moins de 40 ans	4 647	4 261	3 759	4 144	3 367
36	De 40 à moins de 50 ans	6 344	6 077	5 444	5 956	4 920
37	De 50 à moins de 60 ans	6 758	6 810	5 973	6 760	5 777
38	De 60 à moins de 70 ans	5 252	5 093	4 656	5 361	5 135
39	De 70 à moins de 80 ans	11 086	10 599	9 250	9 531	8 577
40	80 ans et plus	25 367	25 622	24 213	29 087	28 035

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code

Définitions et méthode

La loi n° 93-22 du 8 janvier 1993 a instauré le juge aux affaires familiales. "Juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales, il est compétent pour prononcer le divorce quelle qu'en soit la cause. Il est également seul compétent pour statuer sur les modifications demandées après le prononcé du divorce. Il est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs" (art. 247 du Code civil). Il traite les actions liées à la fixation de l'obligation alimentaire, de la contribution aux charges du mariage et de l'obligation d'entretien, à l'exercice de l'autorité parentale, à la modification du nom de l'enfant et aux prénoms. Il peut renvoyer à la formation collégiale du tribunal de grande instance au sein de laquelle il siège et qui statue comme juge aux affaires familiales (art. L.213-4 du Code de l'organisation judiciaire[ancien art. L.312-1 du même code]).

Le tableau ci-contre présente la répartition selon la nature d'affaire des contentieux "familiaux" introduits devant les juges aux affaires familiales. Ces données ne recoupent pas exactement celles fournies dans le chapitre "Détail des saisines en 2010".

1 Le **juge aux affaires familiales** est compétent :
- dans le domaine du droit de la famille pour les demandes en divorce, les contentieux de l'autorité parentale et les contentieux financiers.
- dans le domaine du droit des personnes pour les contentieux de changement de nom et de prénom.

Il n'est pas compétent dans le domaine du droit de la famille en matière de mariage et de régimes matrimoniaux, ainsi que pour les affaires de filiation.

2 à 5 **Les ruptures d'union** font l'objet d'une présentation spécifique pages 86 à 89. Les rubriques présentées ici ne comprennent pas les mesures provisoires. Elles sont en revanche incluses dans les rubriques équivalentes du tableau des saisines, page 45.

7, 8, 10 Concerne seulement les enfants de couples mariés

9 Y compris pour les enfants de parents non mariés.

12 Les demandes d'**exercice conjoint ou de modification de l'exercice de l'autorité parentale** sont comprises sous cette rubrique.

15 Sont compris sous cette rubrique les recours de celui qui assure la **charge de l'enfant majeur** contre l'ex-conjoint.

16 Y compris l'enfant de parents non mariés devenu majeur.

18 Ne sont pas comprises ici les demandes relatives à l'usage du nom du conjoint

19 Ne sont pas prises en compte sous cette rubrique les contestations entre parents relatives au **nom d'usage** porté par l'enfant qui sont comptabilisées série 10.
"L'ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 qui a posé de nouvelles règles de dévolution du nom de famille ne prévoit plus la possibilité de saisir le juge aux affaires familiales d'une demande de changement ou de reprise de nom d'un enfant naturel".

23 **Sont compris ici les divorces prononcés directement et les conversions de séparation de corps en divorce.**
Les divorces prononcés directement font l'objet d'une présentation spécifique pages suivantes.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Affaires nouvelles					
1	**Nombre total d'affaires soumises aux juges des affaires familiales**	**361 147**	**363 197**	**363 648**	**366 913**	**374 128**
◆	**Nature de l'affaire**					
2	**Ruptures d'union**	**185 694**	**179 420**	**174 236**	**175 619**	**179 555**
3	Demande en divorce	179 976	174 005	169 465	171 030	175 261
4	Demande en conversion de la séparation de corps en divorce	1 640	1 484	1 225	1 114	1 009
5	Demande en séparation de corps	4 078	3 931	3 546	3 475	3 285
6	**Autorité parentale et droit de visite**	**112 820**	**122 375**	**127 250**	**129 799**	**134 461**
7	Demande de modification de l'exercice de l'autorité parentale ou de la résidence habituelle des enfants mineurs	19 648	19 837	20 617	19 603	20 150
8	Demande de modification du droit de visite	7 549	7 737	7 987	7 959	7 988
9	Demande relative au droit de visite des grands-parents ou autres personnes, parents ou non	2 349	2 421	2 340	2 301	2 294
10	Demande tendant à faire trancher un conflit relatif à l'exercice de l'autorité parentale	758	881	1 060	1 018	857
11	Demande de délégation, de restitution de l'autorité parentale	3 530	3 518	3 597	3 608	3 360
12	Demande relative à l'exercice de l'autorité parentale, à la fixation de la résidence habituelle des enfants mineurs ou au droit de visite quant aux enfants naturels	78 986	87 981	91 649	95 310	99 812
13	**Contentieux financier**	**50 658**	**52 570**	**52 680**	**51 737**	**50 376**
14	Révision de la prestation compensatoire et modification de la pension alimentaire versée au conjoint	3 265	2 902	2 712	2 356	2 323
15	Demande de fixation ou de modification de la contribution à l'entretien des enfants	26 201	25 415	25 644	25 804	25 139
16	Demande de contribution à l'entretien de l'enfant naturel et demande d'aliments entre parents et alliés	18 261	21 022	21 140	20 759	20 275
17	Contribution aux charges du mariage	2 931	3 231	3 184	2 818	2 639
18	**Nom - Prénom**	**6 136**	**2 500**	**2 632**	**2 602**	**2 541**
19	Demande de changement ou de reprise de nom d'un enfant naturel	3 426	///	///	///	///
20	Demande de changement de prénom	2 710	2 500	2 632	2 602	2 541
21	**Autres procédures du juge aux affaires familiales**	**5 839**	**6 332**	**6 850**	**7 156**	**7 195**
	Affaires terminées					
22	**Nombre total d'affaires terminées par les juges aux affaires familiales**	**352 776**	**346 334**	**362 855**	**363 631**	**364 111**
23	*dont divorces prononcés*	139 147	134 477	132 594	130 601	133 909

Champ : Les données statistiques présentées sous le titre “**les ruptures d’union**” concernent les affaires traitées par les tribunaux de grande instance de la France métropolitaine et des départements d’outre-mer. Il ne s’agit que des ruptures d’union de personnes mariées (divorces et séparations de corps). Le cadre juridique de leur rupture est la loi du 11 juillet 1975 puis la loi du 26 mai 2004 ; toutes les situations de séparation de fait sont exclues du champ, que les personnes soient mariées ou en concubinage.

Code	Définitions et méthode
1	L’ensemble des **affaires nouvelles** recouvre pour une année donnée la totalité des demandes en divorce formées directement ou par conversion de séparation de corps, ainsi que les demandes en séparation de corps.
2	Le nombre d’**affaires terminées** correspond à l’ensemble des décisions rendues en matière de rupture d’union pour une année donnée.
4	**Les décisions rendues au fond** prononcent un divorce, une séparation de corps, ou rejettent cette dernière.
3 à 14	**Les décisions rendues** sont classées par nature selon l’issue des procédures.
5	**Les divorces prononcés directement** sont les décisions qui font droit aux demandes de divorce, quel que soit le cas de divorce.
6	La loi du 26 mai 2004 (art. 306 du code civil) prévoit “qu’à la demande de l’un des époux, le jugement de séparation de corps est converti de plein droit en jugement de divorce quand la séparation de corps a duré deux ans”.
7	**Le jugement de séparation de corps** produit les mêmes effets qu’un divorce entre époux au plan patrimonial et quant aux droits et devoirs des parents à l’égard des enfants ; en revanche, à la différence d’un divorce, les époux restent mariés bien que séparés et le devoir de secours mutuel subsiste entre eux notamment sous forme de pension alimentaire si nécessaire.
9 à 14	Certaines demandes de rupture d’union sont abandonnées en cours de procédure sans examen au fond, donc sans aboutir au prononcé d’un divorce ou d’une séparation de corps. Elles donnent lieu à des décisions classées par issue de l’affaire selon les principes du droit commun procédural.
15 à 22	**La durée d’une affaire** est calculée en mois par différence entre la date de la décision dessaisissant la juridiction et la date de saisine. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées par des ruptures d’union dans l’année, ce qui exclut du calcul les lignes 9 à 14. Ces durées diffèrent donc de celles présentées dans le chapitre “Durée de traitement des affaires”, qui sont calculées sur toutes les affaires terminées, quel qu’en soit le mode de fin. Les durées moyennes sont présentées ici plus particulièrement par procédure de divorce.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Ruptures d'union					
1	**Affaires nouvelles**	**185 694**	**179 420**	**174 236**	**175 619**	**179 555**
2	**Affaires terminées**	**174 700**	**168 328**	**168 814**	**168 482**	**176 625**
◆	**Nature de la décision**					
3	Jonction	2 808	2 642	2 648	2 661	2 722
4	Décisions au fond	144 993	139 324	137 165	134 947	138 044
5	Divorce prononcé directement	137 573	133 169	131 290	129 504	132 933
6	Divorce prononcé par conversion de séparation de corps	1 574	1 308	1 304	1 097	976
7	Séparation de corps prononcée	2 349	1 780	1 727	1 530	1 558
8	Rejet de la demande	3 497	3 067	2 844	2 816	2 577
9	Autres décisions	26 899	26 362	29 001	30 874	35 859
	dont:					
10	Radiation	8 945	8 172	8 726	8 855	8 230
11	Désistement du demandeur	12 008	11 800	11 726	11 028	11 170
12	Caducité de la demande	1 684	2 432	4 696	6 021	5 625
13	Incompétence	391	308	305	313	271
14	Conciliation des parties	129	53	40	79	113
◆	**Durée moyenne des affaires terminées par rupture d'union [en mois]**					
15	Divorces prononcés directement	10,3	10,8	11,7	12,2	12,1
16	- Requête conjointe et consentement mutuel	3,1	3,2	3,3	3,1	3,1
17	- Demande acceptée ou divorce accepté	15,9	17,7	19,3	19,9	20,2
18	- Séparation de fait ou altération définitive du lien	15,7	19,1	22,8	25,3	26,1
19	- Faute	22,8	23,7	24,5	25,6	26,1
20	- Divorces directs indéterminés	23,4	22,8	24,6	23,3	22,6
21	Conversion de séparation de corps en divorce	8,3	8,8	8,4	9,4	8,9
22	Séparation de corps	12,3	12,1	13,2	14,4	14,3

Champ : Les données statistiques présentées ici concernent les divorces prononcés par les tribunaux de grande instance de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer, ainsi que les demandes de conversion de séparation de corps en divorce. Les décisions rendues correspondent à des demandes de divorce examinées au fond et ayant abouti au prononcé du divorce. Les rejets de demandes de divorce sont exclus du champ.

Les couples ont la possibilité de demander un divorce ou une séparation de corps par consentement mutuel pour faute ou sur demande acceptée et d'opter en cours de procédure pour un divorce par consentement mutuel, la réciproque n'étant pas juridiquement possible. De même l'époux défendeur d'une demande en divorce pour rupture de la vie commune peut présenter une demande reconventionnelle en invoquant les torts de celui qui a pris l'initiative. Ce passage d'une procédure à l'autre n'est pas pris en compte par la statistique présentée ici qui ne retient que le cas de divorce figurant sur la requête initiale. Il en résulte probablement une légère sous-estimation de l'importance relative du consentement mutuel dans l'ensemble des jugements.

Code | Définitions et méthode

2 à 6 Depuis la loi du 26 mai 2004, entrée en vigueur le 1er janvier 2005, le divorce peut être prononcé en cas de consentement mutuel, d'acceptation du principe de la rupture du mariage [divorce accepté], d'altération définitive du lien conjugal ou de faute. Quand le divorce n'est pas demandé par consentement mutuel, l'époux qui forme la demande présente par avocat une requête sans indiquer les motifs du divorce (art. 251 du Code civil).

2 Le divorce par consentement mutuel est demandé conjointement par les deux époux lorsqu'ils s'entendent sur la rupture du mariage et sur tous ses effets. Ils soumettent au juge une convention réglant les conséquences du divorce (autorité parentale et résidence des enfants, pension, partage de la communauté ...). Le juge homologue cette convention et prononce le divorce s'il a acquis la conviction que la volonté de chacun des époux est réelle et que leur consentement est libre et éclairé (art. 230 et 232 du Code civil).

3 Le divorce peut-être demandé par l'un des époux ou par les deux lorsqu'ils acceptent le principe de la rupture du mariage sans considération des faits à l'origine de cette rupture. S'il a acquis la conviction que chacun des époux a donné librement son accord, le juge prononce le divorce et statue sur ses conséquences (art. 233 et 234 du Code civil).

4 Le divorce peut-être être demandé par l'un des époux lorsque le lien conjugal est définitivement altéré. L'altération définitive du lien conjugal résulte de la cessation de la communauté de vie entre les époux lorsqu'ils vivent séparés depuis lors de l'assignation en divorce (art. 237 et 238 du Code civil).

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

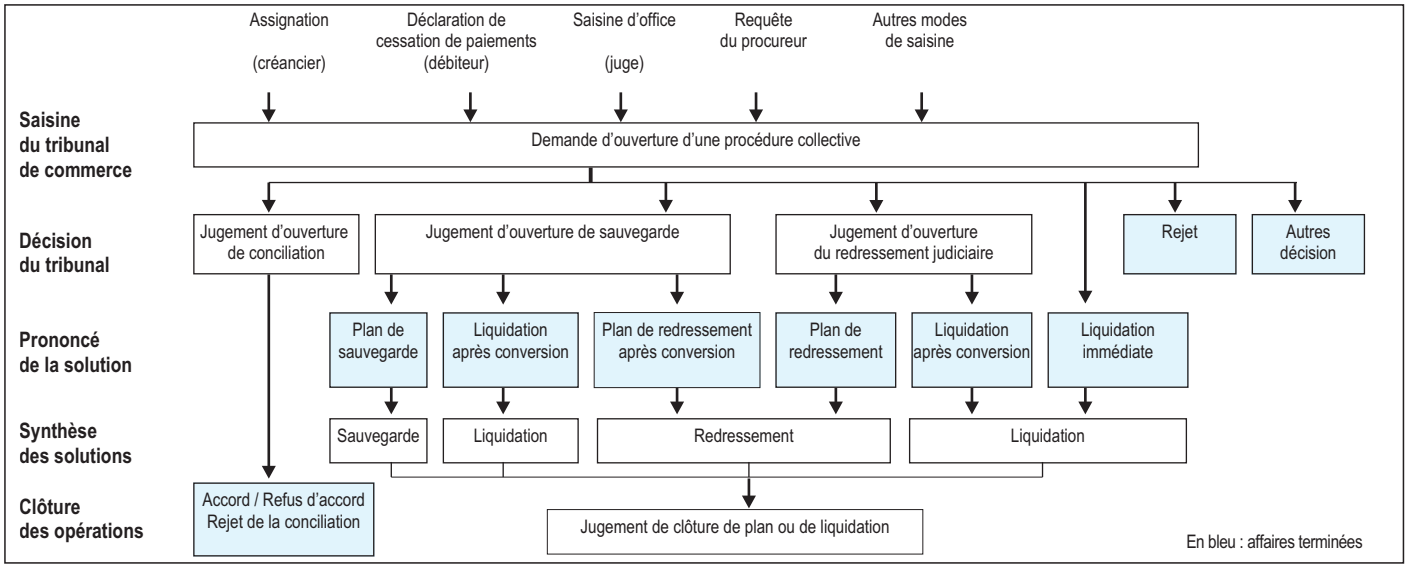
Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Divorces prononcés					
1	**Nombre total de divorces prononcés**	**139 147**	**134 477**	**132 594**	**130 601**	**133 909**
◆	**Procédure de divorce**					
2	Requête conjointe et consentement mutuel	76 794	72 757	70 235	68 580	72 348
3	Demande acceptée et divorce accepté	22 702	28 468	30 865	31 926	32 654
4	Pour rupture de la vie commune ou altération définitive du lien conjugal	7 541	10 586	12 381	13 277	14 116
5	Pour faute	29 584	20 395	16 904	14 748	12 909
6	Divorces directs indéterminés	952	963	905	973	906
7	Par conversion de séparation de corps en divorce	1 574	1 308	1 304	1 097	976
	Nombre d'enfants mineurs déclarés					
8	Aucun enfant mineur déclaré	59 249	57 986	57 061	56 119	56 999
9	Un enfant	34 035	32 953	31 907	31 132	31 775
10	Deux enfants	32 816	31 079	30 951	30 893	32 309
11	Trois enfants	10 285	9 857	10 099	9 868	10 214
12	Quatre enfants mineurs ou plus	2 762	2 602	2 576	2 589	2 612
◆	**Durée du mariage**					
13	Moins de 5 ans	22 331	20 570	18 612	18 058	17 381
14	5 à moins de 10 ans	33 574	32 998	32 916	32 492	32 687
15	10 ans à moins de 15 ans	22 319	22 064	22 377	22 617	24 592
16	15 ans à moins de 20 ans	18 178	17 640	17 758	17 200	17 776
17	20 ans à moins de 25 ans	14 023	13 122	13 046	13 119	13 902
18	25 ans à moins de 30 ans	11 043	10 555	10 524	10 002	10 119
19	30 ans à moins de 35 ans	7 364	7 159	7 267	6 921	6 817
20	35 ans à moins de 40 ans	3 984	4 261	4 272	4 335	4 381
21	40 ans et plus	2 727	3 166	3 299	3 341	3 537
22	Durée du mariage non calculable	3 604	2 942	2 523	2 516	2 717
23	***Durée moyenne du mariage*** *[en années]*	***14,6***	***14,8***	***15,0***	***15,0***	***15,1***
◆	**Âge de l'époux au jugement**					
24	Moins de 25 ans	831	734	599	575	517
25	25 ans à moins de 30 ans	7 481	6 710	6 262	5 984	5 507
26	30 ans à moins de 35 ans	18 071	16 654	15 150	14 373	14 255
27	35 ans à moins de 40 ans	24 734	23 642	22 934	22 303	22 146
28	40 ans à moins de 45 ans	25 773	24 625	24 077	23 703	24 589
29	45 ans à moins de 50 ans	22 736	21 844	22 380	22 037	23 349
30	50 ans à moins de 55 ans	16 745	16 662	16 918	16 962	17 891
31	55 ans à moins de 60 ans	11 635	11 497	11 586	11 385	11 594
32	60 ans à moins de 65 ans	5 597	6 322	6 723	7 193	7 560
33	65 ans à moins de 70 ans	2 598	2 716	2 888	3 049	3 346
34	70 ans et plus	1 928	2 171	2 272	2 343	2 412
35	Âge non déclaré	1 018	900	805	694	743
◆	**Âge de l'épouse au jugement**					
36	Moins de 25 ans	3 440	3 129	2 791	2 534	2 197
37	25 ans à moins de 30 ans	12 966	12 089	11 267	11 032	10 506
38	30 ans à moins de 35 ans	21 272	19 588	18 065	17 603	18 123
39	35 ans à moins de 40 ans	25 801	24 766	24 323	23 397	23 294
40	40 ans à moins de 45 ans	25 581	24 873	24 306	23 761	25 065
41	45 ans à moins de 50 ans	20 784	20 192	21 025	20 975	22 154
42	50 ans à moins de 55 ans	13 954	13 647	14 113	14 406	14 867
43	55 ans à moins de 60 ans	8 311	8 490	8 529	8 448	8 826
44	60 ans à moins de 65 ans	3 540	4 143	4 653	4 791	5 193
45	65 ans à moins de 70 ans	1 504	1 602	1 681	1 799	1 848
46	70 ans et plus	973	1 146	1 132	1 171	1 219
47	Âge non déclaré	1 021	812	709	684	617

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sont comprises ici les affaires de redressement et de liquidation judiciaire traitées à la fois par les **tribunaux de grande instance à compétence commerciale** et par **les tribunaux de commerce.**
L'approche statistique proposée ici diffère de celle adoptée par type de juridiction.

Code | Définitions et méthode

Les données sont fournies toutes juridictions confondues par stade de procédure (cf. schéma), et non selon la distinction affaires nouvelles/affaires terminées définie au chapitre "Activité des juridictions, TGI à compétence commerciale")
La loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005, entrée en vigueur le 1er janvier 2006, institue une procédure de "sauvegarde des entreprises". Celle-ci peut être engagée à l'initiative du chef d'entreprise dès les premières difficultés, avant que ne soit constatée la cessation de paiement. Cette procédure permet la suspension des poursuites des créanciers et du paiement des dettes et l'organisation d'une négociation entre l'entreprise et ses créanciers.
Les autres procédures de prévention sont maintenues (recours à un mandataire ad hoc, procédure de conciliation). Une procédure de liquidation simplifiée est prévue pour les petites entreprises.



Par ailleurs le tribunal peut prononcer la liquidation immédiate de l'entreprise ou l'ouverture d'un redressement judiciaire. Dans ce cas le tribunal désigne un juge-commissaire, qui veille à la protection des intérêts en présence et au bon déroulement de la procédure, un représentant des créanciers, et éventuellement un administrateur, chargé soit de surveiller ou d'assister le dirigeant dans sa gestion, soit d'assurer lui-même cette gestion.

8 Y compris les rejets et les procédures relevant de la loi de 1985

10, 12, 14 Durée de la phase d'ouverture (entre la date de saisine et la date du jugement d'ouverture)

11 Y compris ouverture d'une procédure de redressement judiciaire relevant de la loi de 1985

13 Pour les liquidations judiciaires immédiates, la date d'ouverture de procédure collective est aussi la date de la solution et de liquidation. C'est pourquoi, elles sont mentionnées dans les deux tableaux, dans les décisions et dans les issues de jugement d'ouverture.

16 Non compris les rejets

17 Durée des affaires (entre la date de saisine et la date de fin d'affaire) se terminant par une autre décision

29, 32, 34, 43, 45, 47 Durée de la phase de solution (entre la date du jugement d'ouverture et la date de solution)

36 Pour les liquidations judiciaires immédiates, la date d'ouverture de procédure collective est aussi la date de la solution et de liquidation. C'est pourquoi, elles sont mentionnées dans les deux tableaux, dans les décisions et dans les issues de jugement d'ouverture.

39, 41 Durée de l'affaire (entre la date de saisine et la date de liquidation immédiate)

49 à 57 Durée de la phase de clôture (entre la date de solution et la date de clôture)

Ns Non significatif

Sources :
- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Activité commerciale : procédures collectives

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Demandes d'ouverture d'une procédure collective**	**58 223**	**61 052**	**66 129**	**72 471**	**69 302**
2	Procédure de sauvegarde	516	593	890	1 787	1 567
3	Procédure de redressement judiciaire	36 220	33 134	31 924	31 679	30 071
4	Procédure de liquidation judiciaire	20 897	27 190	33 196	38 919	37 592
5	Procédure non précisée	590	135	119	86	72
6	**Décisions relatives aux ouvertures d'une procédure collective**	**57 937**	**60 185**	**64 111**	**70 257**	**67 541**
7	**Jonction**	**962**	**1 089**	**823**	**651**	**691**
8	**Décisions statuant sur le fond**	**45 673**	**48 207**	**53 487**	**60 388**	**57 903**
9	Ouverture d'une procédure de sauvegarde	350	390	644	1 281	1 156
10	*durée (en mois)*	*0,3*	*0,3*	*0,4*	*0,3*	*0,3*
11	Ouverture d'une procédure de redressement judiciaire	14 556	15 059	16 795	17 969	16 730
12	*durée (en mois)*	*1,5*	*1,5*	*1,4*	*1,3*	*1,3*
13	Liquidation judiciaire immédiate	28 935	30 959	34 321	39 725	38 289
14	*durée (en mois)*	*1,6*	*1,1*	*1,1*	*0,9*	*0,9*
15	Rejet	1 832	1 799	1 727	1 413	1 728
16	**Autres décisions**	**11 302**	**10 889**	**9 801**	**9 218**	**8 947**
17	*durée (en mois)*	*5,2*	*5,0*	*5,4*	*6,0*	*5,2*
18	dont radiation	4 614	4 292	3 618	3 700	3 255
19	désistement d'instance ou d'action	6 038	6 042	5 610	5 125	5 081
20	**Catégorie juridique de l'entreprise (décisions statuant sur le fond)**	**45 673**	**48 207**	**53 487**	**60 835**	**57 912**
21	Artisan (personne physique)	3 815	4 421	4 691	4 508	3 917
22	Commerçant (personne physique)	5 352	5 855	6 251	6 065	6 234
23	SARL	25 388	27 925	31 924	36 628	37 142
24	SA	1 494	96	324	1 297	1 185
25	Autre	3 008	3 718	3 109	4 216	4 312
26	non renseigné	6 616	6 192	7 188	8 121	5 122
27	**Issues des jugements d'ouverture (solutions)**	**41 297**	**44 243**	**47 509**	**54 199**	**54 559**
28	**Plan de sauvegarde prononcé**	**10**	**154**	**138**	**227**	**541**
29	*durée (en mois)*	*6,1*	*11,7*	*13,0*	*13,0*	*13,4*
30	**Plan de redressement judiciaire prononcé**	**3 258**	**3 157**	**2 962**	**2 874**	**4 037**
31	– Loi 1985	2 859	374	18	0	0
32	*durée (en mois)*	*11*	*21*	*24*	-	-
33	– Loi 2005	399	2 783	2 944	2 874	4 037
34	*durée (en mois)*	*8,6*	*12,0*	*12,7*	*13,1*	*13,4*
35	dont après conversion d'une ouverture de sauvegarde	14	28	10	3	1
36	**Liquidations judiciaires prononcées**	**38 029**	**40 932**	**44 409**	**51 098**	**49 981**
37	Liquidation judiciaire immédiate	28 935	30 959	34 321	39 725	38 289
38	– Loi 1985	3 744	69	12	14	5
39	*durée (en mois)*	*ns*	*ns*	*ns*	*ns*	*ns*
40	– Loi 2005	25 191	30 890	34 309	39 711	38 284
41	*durée (en mois)*	*1,0*	*1,1*	*1,0*	*0,9*	*0,9*
42	Liquidation après période d'observation (loi 1985)	3 892	235	56	40	27
43	*durée (en mois) **	*8,2*	*ns*	*ns*	*ns*	*ns*
44	Liquidation après conversion d'une ouverture de sauvegarde	26	98	145	251	380
45	*durée (en mois)*	*4,5*	*6,9*	*3,1*	*7,5*	*8,3*
46	Liquidation après conversion d'une ouverture de redressement	5 176	9 640	9 887	11 082	11 285
47	*durée (en mois)*	*2,8*	*4,3*	*4,5*	*4,6*	*5,1*
48	**Clôtures des procédures collectives**	**38 460**	**43 668**	**37 642**	**39 884**	**48 940**
49	**Loi 1985**	**37 438**	**31 408**	**17 580**	**11 203**	**9 108**
50	*durée (en mois)*	*45,2*	*54,2*	*66,4*	*81,8*	*94,9*
51	**Loi 2005**	**1 022**	**12 260**	**20 062**	**28 681**	**39 832**
52	Procédure de sauvegarde	1	18	25	32	41
53	*durée (en mois)*	*11,5*	*10,3*	*10,5*	*9,7*	*10,5*
54	Procédure de redressement judiciaire	13	79	121	99	239
55	*durée (en mois)*	*15,0*	*12,5*	*13,1*	*13,2*	*18,0*
56	Procédure de liquidation judiciaire	1 008	12 163	19 916	28 550	39 552
57	*durée (en mois)*	*7,8*	*12,6*	*16,4*	*18,9*	*20,0*

** ns : non significatif*

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

1 à 32 Le bail est le contrat de louage d'immeuble par lequel une partie - le bailleur - laisse la jouissance d'un local à une autre partie - le locataire - moyennant un certain prix. Ce contrat comporte généralement une clause par laquelle le non paiement du loyer entraîne automatiquement la résolution du bail (clause résolutoire).
Le contentieux relatif au bail à usage d'habitation et à usage mixte relève de la compétence des tribunaux judiciaires civils. En vertu de l'article R 221-38 du Code de l'organisation judiciaire [ancien art. R. 321-2 du même code], c'est le tribunal d'instance qui a seul compétence pour connaître des actions nées d'un contrat de louage d'immeuble quel que soit le montant de la demande.
Cette compétence d'attribution du tribunal d'instance suppose l'existence d'un contrat ayant pour objet principal la location immobilière. Les demandes par lesquelles un propriétaire réclame l'expulsion d'un occupant sans titre relèvent du tribunal de grande instance.

9 Le locataire peut agir en justice lorsque le bailleur ne remplit pas ses obligations : délivrer un logement en bon état et y faire pendant toute la durée du bail les réparations, autres que locatives, qui peuvent devenir nécessaires. Il doit également assurer au locataire la jouissance paisible des lieux.

11 Contestation par le locataire de la validité du congé ou demande de suspension de la clause résolutoire.

13 En fin de bail le bailleur est tenu de restituer le dépôt de garantie, sous réserve des travaux de réparations locatives. Le locataire peut réclamer une indemnisation pour l'amélioration apportée au bien loué.

21, 30 Le juge ne statue pas sur la demande lorsque d'autres actes ont mis fin à l'instance tels que désistement, caducité, conciliation ou radiation... Ces actes révèlent que les parties ont abandonné l'instance avant toute décision au fond, ce qui laisse supposer qu'elles sont parvenues à un accord.

28 Il s'agit des décisions susceptibles de conduire à l'expulsion du locataire pour défaut de paiement du loyer. Une partie des décisions contradictoires accorde au locataire des délais de paiement suspendant les effets de la clause résolutoire. Ce n'est qu'en cas de non respect de l'échéancier fixé par le juge que cette clause reprendra plein effet et qu'il pourra être procédé à l'expulsion.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Affaires nouvelles (fond et référés)					
1	**Demandes introduites devant le tribunal d'instance**	**173 044**	**178 870**	**177 053**	**180 675**	**186 621**
2	dont procédure de référés	66 494	68 441	67 914	68 376	72 080
3	**Demandes des bailleurs**	**147 670**	**153 723**	**151 790**	**154 702**	**160 288**
4	Paiement des loyers et/ou résiliation expulsion	133 303	139 883	138 402	141 077	146 961
5	Validité du congé-expulsion	7 129	5 815	5 712	5 902	6 018
6	Exécution d'obligation du locataire autre que paiement de loyers	4 731	5 282	4 888	4 689	4 653
7	Fixation judiciaire du loyer	1 053	908	970	1 225	765
8	Dommages et intérêts en fin de bail	1 454	1 835	1 818	1 809	1 891
9	**Demandes des locataires**	**13 308**	**12 889**	**13 473**	**14 548**	**14 485**
10	Travaux à charge du bailleur	2 082	1 862	1 941	1 720	1 628
11	Maintien dans les lieux	748	682	600	525	506
12	Sanction du bailleur pour trouble de jouissance	1 585	1 541	1 662	2 331	2 073
13	Demande en fin de bail	8 893	8 804	9 270	9 972	10 278
14	**Autres demandes (bailleurs et locataires)**	**12 066**	**12 258**	**11 790**	**11 425**	**11 848**
	Affaires terminées (fond et référés)					
15	**Affaires terminées par le tribunal d'instance**	**173 001**	**177 211**	**176 915**	**177 871**	**182 757**
16	dont procédure de référés	66 494	68 441	67 914	68 376	72 080
◆	**Nature de la décision**					
17	**Jonction**	**4 142**	**4 009**	**4 168**	**4 328**	**4 477**
18	**Décisions statuant sur la demande**	**133 779**	**135 107**	**134 414**	**135 506**	**138 545**
19	Acceptation totale ou partielle de la demande	125 385	127 207	127 031	127 977	130 881
20	Rejet de la demande	8 394	7 900	7 383	7 529	7 664
21	**Autres décisions**	**35 080**	**38 095**	**38 333**	**38 037**	**39 735**
22	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*4,1*	*4,2*	*4,3*	*4,4*	*4,4*
23	*Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande*	*45,2*	*45,1*	*45,8*	*45,4*	*44,8*
	Résultat des demandes en paiement et/ou en résiliation-expulsion					
24	**Affaires terminées par le tribunal d'instance**	**133 815**	**139 014**	**138 252**	**139 657**	**143 215**
25	dont procédure de référés	58 859	61 587	61 868	62 493	65 795
◆	**Nature de la décision**					
26	**Jonction**	**2 667**	**2 559**	**2 752**	**2 904**	**2 921**
27	**Décisions statuant sur la demande**	**107 006**	**109 725**	**108 883**	**110 401**	**113 090**
28	Acceptation totale ou partielle de la demande	103 628	106 528	105 859	107 234	109 765
29	Rejet de la demande	3 378	3 197	3 024	3 167	3 325
30	**Autres décisions**	**24 142**	**26 730**	**26 617**	**26 352**	**27 204**
31	*Durée moyenne des affaires terminées.(en mois)*	*3,8*	*3,8*	*3,9*	*4,0*	*4,1*
32	*Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande*	*41,1*	*40,6*	*40,5*	*40,5*	*40,1*

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
1	Le répertoire général civil n'étant pas mis en place dans les tribunaux des affaires de Sécurité sociale, on ne dispose pas de statistiques sur les affaires relatives aux contentieux de l'impayé traités par ces tribunaux.
5 à 18	**Le tribunal de grande instance** est la juridiction civile de droit commun. Il connaît en conséquence, en premier ressort, de tous les litiges pour lesquels la compétence n'est pas attribuée expressément à une autre juridiction (tribunal d'instance, tribunal paritaire des baux ruraux, tribunal de commerce...) en raison de la nature de l'affaire ou du montant de la demande (art. R 211-3 du Code de l'Organisation Judiciaire [ancien art. R. 311-1 du même code]).
8 à 18	Le contentieux de l'impayé est présent dans toutes les affaires contractuelles présentant un caractère financier (droit des affaires, et droit des contrats essentiellement).
19 à 33	**Le tribunal d'instance** connaît, en matière civile, à charge d'appel, de toutes actions personnelles ou mobilières de 4 000 euros à 10 000 euros (art. R 221-4 du Code de l'Organisation Judiciaire [ancien art. L. 321-2 du même code]). Il est créé au siège de chaque tribunal d'instance un **tribunal paritaire des baux ruraux** qui est seul compétent pour connaître des contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux, relatives à l'application des titres I et V du livre VI du Code Rural.
22	Le tribunal d'instance connaît des procédures d'**injonctions de payer** (art. 1406 du code de procédure civile [ancien art. R. 321-3 du Code de l'organisation judiciaire). Le recouvrement d'une créance peut être demandé suivant la procédure d'injonction de payer lorsque : - la créance a une cause contractuelle ou résulte d'une obligation de caractère statutaire et s'élève à un montant déterminé ; en matière contractuelle, la détermination est faite en vertu des stipulations du contrat y compris, le cas échéant, la clause pénale ; - l'engagement résulte de l'acceptation ou du tirage d'une lettre de change, de la souscription d'un billet à ordre, de l'endossement ou de l'aval de l'un ou l'autre de ces titres ou de l'acceptation de la cession de créances conformément à la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises. La demande est portée, selon le cas, devant le tribunal d'instance ou le président du tribunal de commerce dans les limites de la compétence d'attribution de ce dernier tribunal. Le juge territorialement compétent est celui du lieu où demeure le ou l'un des débiteurs poursuivis. La demande est formée par requête remise ou adressée, selon le cas, au secrétariat-greffe ou au greffe par le créancier ou par tout mandataire. Elle est accompagnée des documents justificatifs. Si au vu des documents produits la demande lui paraît fondée en tout ou partie, le juge rend une ordonnance portant injonction de payer pour la somme qu'il retient. Si le juge rejette la requête, sa décision est sans recours pour le créancier, sauf à celui-ci à procéder selon les voies de droit commun. Si le juge ne retient la requête que pour partie, sa décision est également sans recours pour le créancier, sauf à celui-ci à ne pas signifier l'ordonnance et à procéder selon les voies de droit commun. Une copie certifiée conforme de la requête et de l'ordonnance est signifiée, à l'initiative du créancier, à chacun des débiteurs. L'ordonnance portant injonction de payer est non avenue si elle n'a pas été signifiée dans les six mois de sa date (art. 1 405 à 1 411 du Code de procédure civile).
23 à 33	Dans ses limites de compétence, **le tribunal d'instance** est amené à connaître des litiges nés : - de tout contrat de prêt en matière mobilière visé par les Lois n° 78-22 et 78-23 du 10 Janvier 1978 relatives à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit ainsi que sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services, - de tout contrat de prêt en matière immobilière dans le cadre prévu par l'article 34-1 de la loi n°79-596 du 13 Juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier, - de l'application des principaux contrats d'assurances de personnes ou de biens (vie du contrat, résiliation, ...), - de l'application du contrat de louage d'immeuble y compris les demandes en autorisation, validité, nullité ou mainlevée de saisie-gagerie et de saisie-revendication ainsi que de ceux relatifs à l'application de la loi n°48-1160 du 1er Septembre 1948 (art. R 221-38 du Code de l'organisation judiciaire [ancien art. R. 321-2 du même code]), - du contrat de vente et éventuellement du contrat de crédit-bail qui l'accompagne.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Impayés en première instance					
1	**Nombre de contentieux de l'impayé réglés par les juridictions (procédures au fond, référés et injonctions de payer)**	**998 598**	**979 252**	**999 616**	**1 037 904**	**1 058 479**
2	Par les tribunaux de grande instance	46 296	46 448	47 526	47 396	45 587
3	Par les tribunaux d'instance et les tribunaux paritaires des baux ruraux	857 749	847 191	868 769	907 975	930 735
4	Par les tribunaux de commerce	94 553	85 613	83 321	82 533	82 157
◆	**Contentieux de l'impayé réglé par les tribunaux de grande instance**					
5	**Nombre d' affaires terminées**	**46 296**	**46 448**	**47 526**	**47 396**	**45 587**
	Type de procédure					
6	Procédures au fond	26 864	26 793	27 279	25 996	25 689
7	Référés	19 432	19 655	20 247	21 400	19 898
	Nature du contrat					
8	Prêt	7 808	7 828	7 867	8 930	10 501
9	Prestation de services	6 741	6 643	6 413	6 095	6 256
10	Assurance	207	282	228	201	91
11	Bail	15 142	14 697	15 315	16 642	16 302
12	Vente	6 547	6 542	6 601	5 274	3 578
13	Crédit-bail	560	579	516	554	584
14	Cotisations sociales	2 120	2 270	2 151	1 313	780
15	Copropriété	2 708	2 743	3 026	3 309	3 611
16	Contrat d'intermédiaire	796	719	704	714	596
17	Banque	1 538	1 464	1 370	1 180	880
18	Autres	2 129	2 681	3 335	3 184	3 611
◆	**Contentieux de l'impayé réglé par les tribunaux d'instance et les tribunaux paritaires des baux ruraux**					
19	**Nombre d' affaires terminées**	**857 749**	**847 191**	**868 769**	**907 975**	**930 735**
	Type de procédure					
20	Procédures au fond	170 241	170 543	172 732	170 732	174 744
21	Référés	60 996	63 326	63 492	64 569	67 966
22	Injonctions de payer	626 512	613 322	632 545	672 674	688 025
	Nature du contrat (procédures au fond et référés seulement)					
23	Prêt	45 594	44 078	45 432	44 153	48 973
24	Prestation de services	15 210	14 707	14 026	14 094	14 373
25	Assurance	703	575	436	495	585
26	Bail	132 159	136 804	136 398	137 164	140 830
27	Vente	9 184	9 582	9 323	9 645	9 104
28	Crédit-bail	541	597	618	658	893
29	Cotisations sociales	3 663	4 695	6 047	3 268	2 096
30	Copropriété	17 569	17 318	18 334	20 328	20 730
31	Contrat d'intermédiaire	326	350	385	484	489
32	Banque	5 400	4 256	4 346	4 090	3 765
33	Autres	888	907	879	922	872

Code | Définitions et méthode

1 à 13 **Les tribunaux de commerce** connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers, des contestations entre associés, pour raison d'une société de commerce et de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes (art. L. 721-3 du code de commerce [ancien art. 631 du même code]).

17 à 27 L'appel tend à faire réformer ou annuler par la **cour d'appel** un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La voie de l'appel est ouverte en toutes matières, même gracieuses contre les jugements de première instance, s'il n'en est autrement disposé. Les jugements qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire peuvent être immédiatement frappés d'appel comme les jugements qui tranchent tout le principal. Il en est de même lorsque le jugement qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident met fin à l'instance (art. 542 à 544 du code de procédure civile). Le délai de recours en appel est d'un mois en matière contentieuse et de quinze jours en matière gracieuse. Sauf exceptions, il court à compter de la notification du jugement (art. 528 et 538 du code de procédure civile).
La cour d'appel exerce son contrôle en droit et en fait sur les jugements qui lui sont soumis. Elle tranche donc de nouveau le débat au fond (art. 561 du nouveau code de procédure civile).

27 Sont notamment compris sous cette rubrique les appels relatifs aux affaires d'impayés provenant des tribunaux des affaires de Sécurité sociale, bien qu'on ne dispose pas de statistiques relatives aux contentieux traités en 1re instance par ces tribunaux (cf. note 1 page précédente).

28 à 31 **Opposition à injonction de payer :** le débiteur peut s'opposer à l'ordonnance portant injonction de payer dans le délai d'un mois suivant la signification de l'ordonnance. L'opposition est portée, suivant le cas, devant le tribunal d'instance qui a rendu l'ordonnance portant injonction de payer ou devant le tribunal de commerce dont le président a rendu l'ordonnance. Elle est formée au secrétariat-greffe, soit par déclaration contre récépissé, soit par lettre recommandée. Si aucune des parties ne se présente à l'audience suivant opposition, le tribunal constate l'extinction de l'instance ; celle-ci rend non avenue l'ordonnance portant injonction de payer. Le jugement du tribunal se substitue à l'ordonnance portant injonction de payer. En l'absence d'opposition dans le mois qui suit la signification de l'ordonnance portant injonction de payer, quelles que soient les modalités de la signification, ou en cas de désistement du débiteur qui a formé opposition, le créancier peut demander l'apposition sur l'ordonnance de la formule exécutoire. Le désistement du débiteur obéit aux règles prévues aux articles 400 à 405 du code de procédure civile. L'ordonnance produit tous les effets d'un jugement contradictoire. Elle n'est pas susceptible d'appel même si elle accorde des délais de paiement (art.1412 à 1422 du code de procédure civile).

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Contentieux de l'impayé [fin]

Code		2006	2007	2008	2009	2010
◆	**Contentieux de l'impayé réglé par les tribunaux de commerce**					
1	**Nombre d' affaires terminées**	**94 553**	**85 613**	**83 321**	**82 533**	**82 157**
	Type de procédure					
2	Procédures au fond	71 759	64 165	60 410	58 110	59 181
3	Référés	22 794	21 448	22 911	24 423	22 976
	Nature du contrat					
4	Prêt	877	863	849	1 121	1 287
5	Prestation de services	6 291	5 497	5 230	5 665	5 595
6	Assurance	75	106	99	71	105
7	Bail	565	619	548	581	617
8	Vente	45 684	43 162	42 768	44 098	41 615
9	Crédit-bail	1 113	888	693	804	609
10	Cotisations sociales	29 991	25 871	25 033	21 645	23 558
11	Contrat d'intermédiaire	235	228	175	165	204
12	Banque	1 020	1 177	1 236	1 434	1 492
13	Autres	8 702	7 202	6 690	6 949	7 075
	Recours contre les jugements sur impayés					
14	**Nombre total de recours examinés**	**63 704**	**56 806**	**56 953**	**54 648**	**54 811**
15	Appels	20 658	18 903	18 993	15 855	16 176
16	Oppositions à injonction de payer	43 046	37 903	37 960	38 793	38 635
◆	**Recours devant les cours d'appel**					
17	**Nombre total d'appels**	**20 658**	**18 903**	**18 993**	**15 855**	**16 176**
18	Contre les jugements des tribunaux de grande instance	6 005	5 463	5 550	4 771	4 815
	dont :					
19	Décisions au fond	4 275	3 875	3 956	3 307	3 152
20	Référés	1 582	1 452	1 363	1 314	1 575
21	Contre les jugements des tribunaux d' instance et TPBR	9 554	8 732	8 913	7 575	7 145
	dont :					
22	Décisions au fond	8 006	7 318	7 477	6 385	5 921
23	Référés	1 448	1 333	1 192	1 060	1 149
24	Contre les jugements des tribunaux de commerce	4 129	3 845	3 637	3 100	2 885
	dont :					
25	Décisions au fond	3 655	3 388	3 245	2 718	2 509
26	Référés	402	400	329	331	357
27	Contre les jugements d'autres juridictions	970	863	893	409	1 331
◆	**Oppositions à injonction de payer**					
28	**Nombre total d'oppositions**	**43 046**	**37 903**	**37 960**	**38 793**	**38 635**
29	Formulées devant les tribunaux de grande instance	646	614	564	176	79
30	Formulées devant les tribunaux d'instance et TPBR	35 288	30 635	30 001	30 342	29 607
31	Formulées devant les tribunaux de commerce	7 112	6 654	7 395	8 275	8 949

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code

Définitions et méthode

La loi n° 91-650 du 9 juillet 1991, entrée en application le 1er janvier 1993, a réformé les procédures civiles d'exécution et instauré le **juge de l'exécution**.
Les fonctions de juge de l'exécution sont exercées par le président du tribunal de grande instance, mais celui-ci peut déléguer ces fonctions à un ou plusieurs juges du tribunal de grande instance ou du tribunal d'instance (art. L 213-5 du Code de l'organisation judiciaire [ancien art. L.311-12 du même code]).

On a regroupé sur cette page l'ensemble des **procédures** liées à l'exécution et portées devant les tribunaux de grande instance et d'instance.
Sont exclues les procédures liées à l'exécution qui peuvent être portées devant un autre juge que celui de l'exécution : astreinte, délai de grâce, radiation de publicité provisoire, répétition de l'indû et réparation suite à l'exercice de mesures d'exécution forcée.

2, 7
18, 27 À partir de 2004, le nouveau répertoire général civil des tribunaux de grande instance inclut les ordonnances sur requêtes.

15 Y compris saisines par huissier

17 à 24 Il s'agit des demandes visant au règlement des difficultés liées au **surendettement** des particuliers et des familles.

La situation de surendettement est caractérisée par l'impossibilité manifeste de faire face à l'ensemble des dettes non professionnelles. Des mesures de traitement peuvent être prescrites par les commissions de surendettement des particuliers [au moins une commission par département]. Leurs décisions peuvent faire l'objet d'un recours devant le juge de l'exécution qui est également compétent pour ordonner la suspension des procédures d'exécution ainsi que pour conférer force exécutoire aux mesures recommandées par la commission.
Par ailleurs, la loi du 1er août 2003 a institué une procédure de rétablissement personnel relevant de la compétence du juge de l'exécution. Cette procédure est mise en œuvre lorsque le débiteur se trouve dans une situation irrémédiablement compromise, caractérisée par l'impossibilité manifeste de mettre en œuvre les mesures de traitement qui peuvent être prescrites par la commission de surendettement (art. L 330-1 du Code de la consommation).

26, 28 **Durée moyenne des affaires terminées :** exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine du tribunal et la date de la décision le dessaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année, toutes décisions confondues.

Sources

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Affaires nouvelles					
1	**Nombre de demandes relatives aux procédures d'exécution**	**174 918**	**169 878**	**171 363**	**185 576**	**184 076**
2	dont ordonnances sur requête (TGI)	*59 035*	*55 021*	*53 581*	*55 832*	*53 722*
3	Saisies mobilières	78 122	69 237	67 162	72 062	68 437
4	Autres procédures hors surendettement	11 996	12 642	12 368	12 382	12 069
5	Surendettement	84 800	87 999	91 833	101 132	103 570
◆	**Saisies mobilières**					
6	**Nombre de demandes de saisies mobilières**	**78 122**	**69 237**	**67 162**	**72 062**	**68 437**
7	dont ordonnances sur requête (TGI)	*49 364*	*46 166*	*44 505*	*47 375*	*44 620*
8	Demande en nullité et/ou en main-levée ou en suspension d'une saisie mobilière	27 098	20 990	19 165	19 614	17 828
9	Mesure conservatoire	26 364	25 864	26 292	30 802	31 270
10	Demande relative à la saisissabilité et/ou à la mise à disposition de sommes ou d'un bien	10 796	9 821	9 267	9 358	8 514
11	Demande d'ouverture d'une procédure de saisie arrêt des rémunérations	891	854	796	740	722
12	Autres demandes relatives à la saisie mobilière	12 973	11 708	11 642	11 548	10 103
◆	**Autres procédures (hors surendettement)**					
13	**Nombre de demandes**	**11 996**	**12 642**	**12 368**	**12 382**	**12 069**
	dont :					
14	Demande de prononcé, liquidation, modification, suppression d'une astreinte	3 506	3 825	3 735	3 900	3 778
15	Demande de délai de grâce et/ou de réaménagement de la dette	3 158	3 941	3 806	3 905	3 815
16	Demande de modification du délai pour l'exécution d'une mesure d'expulsion	5 078	4 657	4 608	4 394	4 341
◆	**Surendettement**					
17	**Nombre de demandes relatives au surendettement**	**84 800**	**87 999**	**91 833**	**101 132**	**103 570**
18	dont ordonnance sur requête (TGI)	*9 671*	*8 814*	*9 076*	*8 457*	*9 055*
19	Demande de rétablissement personnel	24 410	29 624	32 213	39 999	43 734
20	Recours dirigés contre les décisions des commissions de surendettement statuant sur la recevabilité	13 127	13 323	13 954	15 195	13 931
21	Demande de vérification de la validité des titres de créances et du montant des sommes réclamées	1 848	1 694	1 730	1 781	1 787
22	Contestation des mesures recommandées par la commission de surendettement	7 839	7 148	6 853	6 932	7 754
23	Demandes tendant à voir conférer la force exécutoire aux mesures recommandées par la commission de surendettement	36 222	34 936	35 742	35 865	35 086
24	Autres demandes relatives au surendettement	1 354	1 274	1 341	1 360	1 278
	Affaires terminées					
25	**Nombre de procédures terminées (hors surendettement)**	**85 744**	**80 380**	**78 197**	**81 245**	**79 386**
26	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*1,7*	*1,7*	*1,8*	*1,7*	*1,9*
27	dont ordonnances sur requête (TGI)	*49 536*	*46 450*	*44 784*	*47 696*	*44 949*
28	*Durée moyenne des ordonnances sur requête (en mois)*	*0,2*	*0,2*	*0,2*	*0,2*	*0,2*
29	Décisions statuant sur le fond de la demande	73 782	61 891	62 559	65 940	63 945
30	Acceptation totale ou partielle de la demande	58 843	51 535	49 736	52 476	50 090
31	Rejet de la demande	14 939	10 356	12 823	13 464	13 855
32	Autres décisions	11 962	18 489	15 638	15 305	15 441

La justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode

Du fait du déploiement progressif du logiciel de gestion Cassiopée dans les juridictions, la collecte de données a été perturbée, ce qui a conduit à faire des estimations sur certains postes de 2010.

1 et 2	Les **statistiques du ministère de *l'Intérieur*** permettent de dénombrer les infractions constatées par les services de police et de gendarmerie. Ces données ne peuvent être rapprochées de celle du ministère de la Justice car : - elles excluent du comptage les infractions relevées par une autre administration, toutes les contraventions et les délits relatifs à la circulation routière ; - elles utilisent une unité de compte différente de celle retenue par le ministère de la Justice qui comptabilise des affaires et non des infractions.
3 à 12	Le **parquet est destinataire de différents types d'affaires** : la partie la plus importante concerne le domaine pénal, mais d'autres affaires relèvent du domaine civil, commercial, prud'homal ou encore de l'assistance éducative (mineurs en danger).
11	Y compris les affaires transmises au parquet de la juridiction interrégionale spécialisée (JIRS).

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet

Code		2006	2007	2008	2009	2010e
	Délinquance constatée par les services de police et de gendarmerie					
1	**Crimes et délits constatés**	**3 725 588**	**3 589 293**	**3 558 329**	**3 521 256**	nd
2	*dont faits élucidés*	*1 278 980*	*1 296 032*	*1 338 379*	*1 327 601*	nd
	Saisines des parquets					
◆	**Affaires pénales**					
3	**Procès-verbaux, plaintes, dénonciations**	**5 311 024**	**5 273 909**	**5 101 119**	**5 030 578**	**4 966 994**
4	*dont auteur inconnu*	*3 134 580*	*3 082 620*	*2 843 310*	*2 833 641*	*2 870 645*
5	Crimes	17 953	16 859	16 706	15 086	13 996
6	Délits	4 947 709	4 934 776	4 775 531	4 748 186	4 782 912
7	Contraventions de 5e classe	293 324	271 993	259 548	211 397	152 415
8	Infraction non précisée	52 038	50 281	49 334	55 909	17 671
9	**Autres affaires pénales**	**243 758**	**254 958**	**265 447**	**260 218**	**216 842**
10	Infractions pénales compétence OMP	33 848	31 568	28 927	22 653	9 316
11	Procédures en provenance d'autres parquets	192 008	203 804	216 743	218 126	189 549
12	Requêtes en exécution des peines	17 902	19 586	19 777	19 439	17 977

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données concernant l'activité des parquets des TGI sont issues des cadres des parquets qui contiennent des données recueillies aux différentes étapes du processus pénal. Pour 2010, le détail des procédures alternatives comme des classements sans suite n'est pas fourni (n.d.) car jugé peu fiable. En pratique, le déploiement massif du logiciel Cassiopée dans les juridictions en 2010 s'est accompagné parfois d'une dégradation temporaire de la qualité des données collectées.

Les unités de compte présentées dans l'activité des parquets sont selon les cas : des plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des affaires qui regroupent parfois plusieurs plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des procédures dont chacune ne concerne la plupart du temps qu'une personne à la fois.

Définitions et méthode

Les données présentées sur le graphique ci-contre synthétisent toutes les orientations données par les parquets aux affaires durant l'année.

Tout d'abord, on a opéré une distinction entre les saisines, c'est-à-dire l'ensemble des affaires nouvelles reçues au parquet entre le 1er janvier et le 31 décembre, et les orientations, c'est-à-dire l'ensemble des affaires traitées au cours de l'année, qui peuvent concerner aussi bien des affaires reçues dans l'année que des affaires antérieures à l'année considérée.

Ensuite, grâce à l'exploitation de la nomenclature des motifs de classements sans suite, il a été possible de cerner les raisons qui fondent une absence de poursuite, et donc d'identifier et de quantifier le volume d'affaires pour lesquelles aucune autre décision qu'un classement n'a pu être envisagée. On a ainsi dégagé une masse d'affaires "non poursuivables". Isolée, elle permet de fonder l'analyse des principaux ratios de réponse judiciaire sur les seules affaires "poursuivables".

Les motifs de classement sans suite qui permettent de dégager le volume des affaires « non poursuivables » se répartissent selon les catégories suivantes :

- ***Absence d'infraction :*** les affaires sont classées sans suite pour ce motif dès lors qu'aucune infraction n'est relevée. Le plus souvent, il s'agira d'affaires enregistrées comme pénales alors qu'elles s'avèrent être de nature purement civile, commerciale ou administrative.
- ***Infraction insuffisamment caractérisée :*** ce motif de classement sans suite correspond à certains cas tels "les circonstances indéterminées", "les charges insuffisantes" ou encore "l'insuffisance de preuve" qui traduisent l'absence d'un ou plusieurs éléments constitutifs de l'infraction. Il y a doute sur l'existence même de l'infraction.
- ***Motif juridique*** : ce motif de classement sans suite correspond aux différents cas d'extinction de l'action publique (décès, prescription, abrogation de la loi pénale, chose jugée) et aux cas où il existe un obstacle juridique à l'exercice des poursuites (ex : immunité, irrégularité de la procédure, irresponsabilité de l'auteur pour trouble psychique, légitime défense, contrainte ou force majeure).
- ***Défaut délucidation*** : ce motif de classement sans suite est invoqué quand l'enquête n'a pas permis d'identifier le ou les auteurs de l'infraction.

Une fois isolées les affaires « non poursuivables », restent les seules affaires « poursuivables », c'est-à-dire celles pour lequelles le ministère public a le choix, conformément à l'article 40-1 du CPP, entre trois types d'orientations : d'une part les poursuites, d'autre part la mise en œuvre d'une mesure alternative aux poursuites (y incluse la composition pénale), enfin le classement sans suite pour inopportunité des poursuites. Les poursuites et la mise en œuvre d'une mesure alternative aux poursuites constituent la réponse pénale.

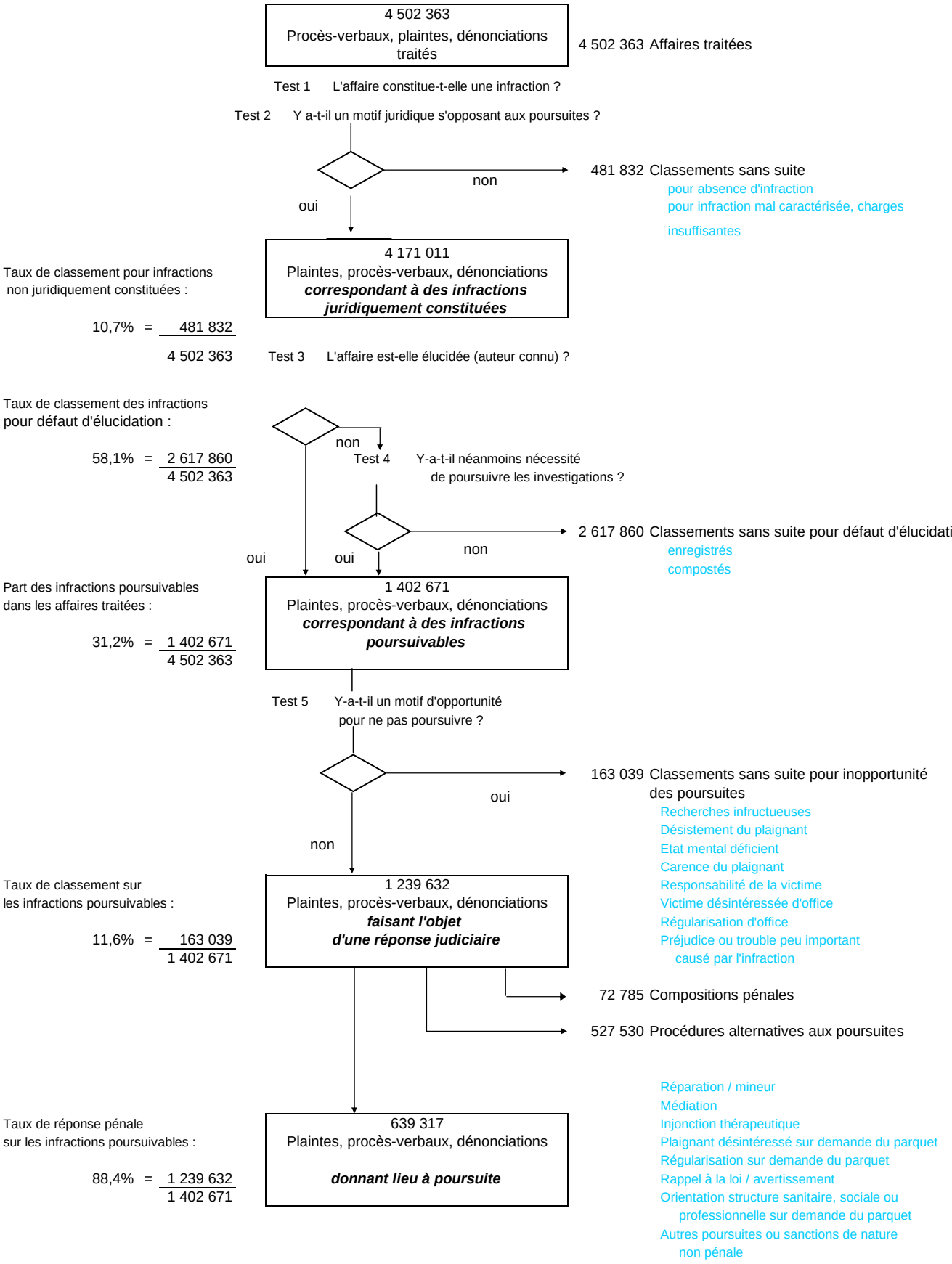
La composition pénale : le procureur de la République peut proposer une composition pénale au mis en cause qui reconnaît avoir commis un ou plusieurs délits punis à titre de peine principale d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à cinq ans. La composition pénale consiste en une ou plusieurs mesures : amende, remise du permis de conduire ou de chasser, travail non rémunéré au profit de la collectivité, stage ou formation dans un service sanitaire, social ou professionnel... Lorsque l'auteur des faits, qui peut être assisté d'un avocat, donne son accord aux mesures proposées, le procureur de la République saisit par requête le président de la juridiction aux fins de validation de la composition. L'exécution de la composition pénale éteint l'action publique ; elle figure au Casier judiciaire (article 41-2 du CPP). La procédure de composition pénale est également applicable aux contraventions (article 41-3 du CPP).

Par rapport aux affaires "poursuivables", on calcule "**un taux de réponse pénale**". Son corollaire, le "taux de classement sans suite", représente la part des affaires susceptibles d'être poursuivies, qui n'ont pas reçu de réponse judiciaire. Ces classements sans suite "secs" peuvent être analysés selon le motif invoqué.

Le détail de ces différentes données est fourni dans le chapitre "Activité par juridiction : Activité pénale des TGI".

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet



Source : Cadres du parquet

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
1, 2, 3	**Affaires traitées, affaires non poursuivables**, **infractions insuffisamment caractérisées :** cf. "Définitions et méthode" page précédente.
4	**Défaut d'élucidation** : affaires (enregistrées ou compostées) dont l'auteur est inconnu.
5	Affaires susceptibles d'être poursuivies qui se décomposent selon la réponse donnée entre affaires poursuivies (ligne 7), compositions pénales (ligne 22), procédures alternatives (ligne 23), et affaires classées sans suite (ligne32).
6	Part des affaires pour lesquelles une réponse pénale est possible sur l'ensemble des affaires traitées par les parquets durant l'année.
8 à 21	Si le procureur décide de poursuivre, il saisit une juridiction de jugement ou le juge d'instruction, selon la gravité et la complexité des faits.
11	**La comparution immédiate** (cf. glossaire)
12, 13 18	**La convocation par procès-verbal** permet de notifier au prévenu amené devant l'Officier de police judiciaire ou devant le procureur, les faits retenus à son encontre, le lieu, la date et l'heure de l'audience (art. 393 et suivants du code de procédure pénale).
14, 19	**La citation directe** (cf. glossaire)
15	La loi du 9 septembre 2002 a étendu la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale à certains délits, notamment à ceux prévus par le Code de la route (articles 495 et s. CPP). Le ministère public, qui choisit cette procédure, communique au président du tribunal le dossier de la poursuite et ses réquisitions. Le président statue sans débat préalable par une ordonnance pénale portant relaxe ou condamnation à une amende ainsi que, le cas échéant, à une ou plusieurs des peines complémentaires encourues, ces peines pouvant être prononcées à titre de peine principale. S'il estime qu'un débat contradictoire est utile ou qu'une peine d'emprisonnement devrait être prononcée, le juge renvoie le dossier au ministère public.
16	Pour les délits punis à titre principal d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à cinq ans, le procureur de la République peut, d'office ou à la demande de l'intéressé ou de son avocat, recourir à la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, lorsque cette personne reconnaît les faits qui lui sont reprochés. (Loi du 9 mars 2004, art. 495-7 CPP)
17	La diminution des poursuites devant le tribunal de police vient de la correctionnalisation de certaines infractions routières.
20	**L'ordonnance pénale.** Sauf rares exceptions, le Ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une **ordonnance pénale** non motivée, portant relaxe ou condamnation à une amende. Seules ces dernières sont comptabilisées ici. L'ordonnance pénale est notifiée au condamné, qui a 30 jours pour s'acquitter du montant de l'amende ou former opposition. En cas d'opposition, l'affaire est portée devant le tribunal de police dans les formes de la procédure ordinaire. À défaut de paiement ou d'opposition dans le délai ci-dessus, l'ordonnance pénale est mise à exécution.
21	Créée par la loi du 9 septembre 2002, la juridiction de proximité est compétente pour juger des contraventions des quatre premières classes. (jusqu'au 1er avril 2005, elle pouvait juger certaines contraventrations de 5ème classe).
22	**La composition pénale** : cf. La définition page 106
23	Quand la poursuite ne lui paraît pas opportune, le parquet peut avoir recours à des procédures alternatives pour assurer la réparation du dommage, mettre fin au trouble à l'ordre public ou contribuer au reclassement de l'auteur des faits. Confortant des pratiques préexixtantes, la loi du 23 juin 1999 a consacré les procédures suivantes (Art. 41-1 du CPP) : - rappel auprès de l'auteur des faits des obligations résultant de la loi, - orientation de l'auteur vers une structure sanitaire, sociale ou professionnelle, - régularisation de la situation de l'auteur au regard de la loi, - réparation du dommage résultant des faits, - médiation entre l'auteur des faits et la victime.
31	**Le taux de réponse pénale** (cf. glossaire)
32	Ces procédures classées sans suite sont des procédures en état d'être poursuivies et qui n'ont fait l'objet d'aucune sorte de réponse de la part du Parquet, selon différents motifs couverts par le terme "poursuite inopportune".
33	Ce motif vise les affaires dont l'auteur est connu, mais dont l'enquête n'a pas permis de connaître sa localisation actuelle, la gravité des faits ne justifiant pas des recherches approfondies.
34	Inaction de la victime, ou refus de porter plainte, ou retrait de la plainte.
35	L'auteur de l'infraction ou un tiers a, de sa propre initiative, indemnisé la victime ou encore, l'auteur s'est mis en conformité avec la loi après que l'infraction ait été relevée.
36	Ce motif recouvre des faits de faible gravité et/ou ayant occasionné à la victime un trouble ou un préjudice peu important.
37	**Le taux de classement sans suite** est calculé sur les seules affaires "poursuivables". Il est le complément du taux de réponse pénale (ligne 31).
38	L'article121-1 du Code pénal prévoit depuis 1994 la responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions commises pour leur compte par leurs organes ou représentants.

Pour 2010, le détail des procédures alternatives comme des classements sans suite n'est pas fourni (n.d.) car jugé peu fiable en raison des perturbations dues au déploiement massif du logiciel Cassiopée dans les juridictions en 2010.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet

Orientations

Code		2006	2007	2008	2009	2010e
1	**Affaires traitées**	**4 953 065**	**4 903 537**	**4 667 695**	**4 667 695**	**4 502 363**
2	**Affaires non poursuivables**	**3 426 669**	**3 427 002**	**3 226 128**	**3 180 020**	**3 099 692**
3	Infractions mal caractérisées ou motif juridique	438 465	449 496	482 429	496 635	481 832
4	Défaut d'élucidation	2 988 204	2 977 506	2 743 699	2 683 385	2 617 860
5	**Affaires poursuivables**	**1 526 396**	**1 476 535**	**1 500 411**	**1 487 675**	**1 402 671**
6	*Part des affaires poursuivables dans les affaires traitées (%)*	*30,8*	*30,1*	*31,7*	*31,9*	*31,2*
7	**Nombre total d'affaires poursuivies**	**707 827**	**684 734**	**668 946**	**673 684**	**639 317**
8	Transmission au juge d'instruction	30 566	28 063	23 409	20 899	19 640
9	Transmission au juge des enfants	58 284	57 967	56 505	56 274	53 969
10	Poursuite devant le tribunal correctionnel	550 582	533 767	530 760	540 654	514 699
11	Comparution immédiate	45 416	46 233	45 369	43 670	42 056
12	Convocation sur procès-verbal du procureur de la République	14 492	16 801	17 511	18 154	17 403
13	Convocation sur procès-verbal de l'officier ou agent de police judiciaire	211 197	200 360	194 301	189 621	179 182
14	Citation directe	99 650	90 747	81 129	66 968	61 468
15	Ordonnance pénale	129 577	129 914	136 124	144 711	136 291
16	Requête en homologation dans le cadre de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC)	50 250	49 712	56 326	77 530	78 299
17	Poursuite devant le tribunal de police	68 395	64 937	58 272	55 857	51 009
18	Convocation sur procès-verbal de l'officier ou agent de police judiciaire	11 392	13 169	13 741	15 341	14 415
19	Citation directe	18 662	16 400	12 829	10 150	9 291
20	Ordonnance pénale	38 341	35 368	31 702	30 366	27 303
22	**Nombre total de compositions pénales réussies**	**51 065**	**59 770**	**67 230**	**73 392**	**72 785**
23	**Nombre total de procédures alternatives**	**468 045**	**490 434**	**544 715**	**558 047**	**527 530**
24	Médiations	28 619	26 702	24 471	23 451	nd
25	Réparations mineurs	7 884	7 824	9 016	9 024	nd
26	Injonctions thérapeutiques	5 189	5 201	4 727	4 380	nd
27	Orientations vers structure sanitaire, sociale, professionnelle	13 076	15 154	16 638	16 414	nd
28	Plaignant désintéressé, régularisations	71 489	81 659	92 975	101 205	nd
29	Rappels à la loi, avertissements	240 209	245 131	269 202	273 783	nd
30	Autres poursuites ou sanctions non pénales	101 579	108 763	127 686	129 790	nd
31	*Taux de réponse pénale (%)*	*80,4*	*83,6*	*85,4*	*87,7*	*88,4*
32	**Nombre de procédures classées sans suite**	**299 459**	**241 597**	**219 520**	**182 552**	**163 039**
33	dont : recherches infructueuses	99 247	80 552	69 510	61 674	nd
34	désistement du plaignant	38 886	32 331	30 368	24 636	nd
35	victime désintéressée et régularisation d'office	54 249	41 949	39 160	33 481	nd
36	préjudice ou trouble peu important causé par l'infraction	67 637	51 894	46 770	32 383	nd
37	*Taux de classement sans suite dans les affaires poursuivables (en %)*	*19,6*	*16,4*	*14,6*	*12,3*	*11,6*
38	**Nombre de personnes morales poursuivies**	3 250	4 280	3 858	4 313	4 292

Justice pénale

Champ Géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :
Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des compositions pénales inscrites au casier judiciaire. Elles permettent de décrire la nature des infractions ayant fait l'objet de cette décision, la nature et le quantum des mesures prononcées ainsi que les caractéristiques des personnes concernées.

Code

Définitions et méthode

La composition pénale : le procureur de la République peut proposer une composition pénale à une personne qui reconnaît avoir commis un ou plusieurs délits punis à titre de peine principale d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à cinq ans. La composition pénale consiste en une ou plusieurs mesures : amende de composition, remise du permis de conduire ou de chasser, travail non rémunéré au profit de la collectivité, stage ou formation dans un service sanitaire, social ou professionnel... Lorsque l'auteur des faits, qui peut être assisté d'un avocat, donne son accord aux mesures proposées, le procureur de la République saisit par requête le président de la juridiction aux fins de validation de la composition. L'exécution de la composition pénale éteint l'action publique ; elle est inscrite au bulletin n° 1 du Casier judiciaire (article 41-2 du CPP). La procédure de composition pénale est également applicable aux contraventions (article 41-3 du CPP).

Ne sont traitées ici que les compositions pénales qui ont fait l'objet d'une inscription au casier judiciaire.

22 Ce poste comprend les **s**tages de sensibilisation à la sécurité routière, les stages de citoyenneté, les stages à caractère sanitaire et social.

23 Ce poste comprend les confiscations et les interdictions d'émettre des chèques.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008r	2009	2010p
1	**Nombre total de compositions pénales**	**46 901**	**58 543**	**63 842**	**70 117**	**71 760**
2	**Toutes décisions pour délits**	**45 177**	**56 256**	**61 241**	**67 417**	**68 832**
◆	**Nature de l'infraction**					
3	**Atteintes aux biens**	**6 125**	**7 702**	**8 410**	**9 321**	**8 610**
4	dont vols - recels	4 778	5 949	6 341	6 947	6 367
5	**Infractions à la circulation routière et aux transports**	**25 247**	**31 067**	**32 521**	**35 052**	**37 592**
6	dont circulation routière	25 139	30 868	32 309	34 880	37 419
7	**Infractions à la législation économique et financière**	**1 520**	**2 153**	**2 562**	**2 690**	**2 587**
8	**Atteintes à la personne**	**2 726**	**3 580**	**4 428**	**5 377**	**5 633**
	dont					
9	Coups et violences volontaires	1 179	1 574	2 097	2 852	3 061
10	Blessures involontaires	576	811	1 022	1 030	909
11	**Atteintes à la santé**	**5 814**	**6 885**	**7 860**	**8 958**	**8 682**
12	dont infractions sur les stupéfiants	5 784	6 819	7 813	8 878	8 601
13	**Atteintes à la sûreté publique**	**1 014**	**1 376**	**1 675**	**1 746**	**1 664**
14	**Atteintes à l'ordre public général**	**1 023**	**1 401**	**1 338**	**1 634**	**1 511**
15	**Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire**	**1 708**	**2 092**	**2 447**	**2 639**	**2 553**
16	**Toutes décisions pour contravention de 5e classe**	**1 724**	**2 287**	**2 601**	**2 700**	**2 928**
◆	**Nature de la peine**					
17	**Amende ferme ou assorti d'un sursis partiel**	**36 828**	**46 139**	**50 502**	**52 091**	**52 077**
18	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*300*	*308*	*296*	*303*	*286*
19	**Peine de substitution**	**10 073**	**12 404**	**13 340**	**18 026**	**19 683**
20	Suspension du permis de conduire	4 038	4 565	5 253	5 815	4 750
21	TIG	1 609	2 176	2 233	2 643	2 791
22	Obligation d'accomplir un stage	4 254	5 087	5 551	9 248	11 366
23	Autres	172	576	303	320	776
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
24	Hommes	41 300	51 496	55 969	61 584	62 944
25	Femmes	5 601	7 047	7 873	8 533	8 816
	Âge des condamnés					
26	Moins de 18 ans	0	181	620	900	1 006
27	De 18 ans à moins de 20 ans	5 175	6 001	6 469	7 458	7 658
28	De 20 ans à moins de 25 ans	10 525	12 759	13 738	15 233	15 157
29	De 25 ans à moins de 30 ans	6 173	8 254	8 961	9 885	10 044
30	De 30 ans à moins de 40 ans	9 501	11 841	12 830	13 694	14 207
31	De 40 ans à moins de 60 ans	13 463	16 800	18 099	19 463	19 824
32	60 ans et plus	2 064	2 707	3 125	3 484	3 864

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre mer

Dans chaque tribunal de grande instance, des associations socio-judiciaires interviennent dans le domaine de l'aide aux victimes, du contrôle judiciaire et du suivi des mesures alternatives aux poursuites. Certaines associations remplissent ces trois fonctions, d'autres n'en assurent qu'une ou deux.

Les associations habilitées en matière de procédures alternatives assurent le suivi des mesures qui leur sont confiées par les parquets. Leurs interventions s'appliquent à un petit nombre de rappels à la loi (cf. ligne 29, p. 109), et de classements sous condition que sont les mesures de réparation du dommage, de régularisation d'une situation et les orientations vers une structure sanitaire et sociale (cf. lignes 27 et 28, p. 109). Elles interviennent surtout en matière de médiations pénales (cf. ligne 24, p. 109). Dans ce domaine particulier elles suivent une grande partie des mesures ordonnées par les parquets (environ les deux tiers).

Code	Définitions et méthodes
2, 3	**Le rappel à la loi** est une procédure légère, adaptable à un grand nombre d'infractions. Pour avoir valeur de réponse judiciaire alternative à la poursuite, il doit en principe être invoqué en respectant un certain formalisme : courrier écrit, ou convocation de l'auteur par le parquet ou par un délégué du procureur de la République.
5	**La réparation** oblige l'auteur des faits à désintéresser la victime à la demande du parquet. Cette mesure ne se confond pas avec les indemnisations spontanées qui aboutissent au classement sans suite pur et simple (cf. ligne 35, p. 109).
6	**La régularisation** à la demande du parquet est une variante de la mesure précédente. Elle consiste à demander à l'auteur de l'infraction de restaurer une situation conforme au droit. Cette mesure est à distinguer de la régularisation d'office (spontanée) pouvant conduire à un classement sans suite.
7	Au vu des causes qui ont contribué à la commission de l'infraction (alcoolisme, désinsertion sociale), l'auteur doit à la demande du parquet prendre attache avec un centre de soin spécialisé ou suivre un stage ou une formation professionnelle.
13 à 28	**La médiation pénale** a été instituée par la loi du 4 janvier 1993. Elle consiste, avec leur accord, à réunir victime et auteur de l'infraction pour parvenir à une entente sur un mode de réparation.

Sources :

- Ministère de la Justice
  États statistiques récapitulatifs de l'activité des associations chargées du suivi des mesures alternatives aux poursuites

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Nombre d'associations**	**149**	**147**	**150**	**148**	**149**

Suivi des mesures alternatives

	Nature des mesures suivies					
◆	**Rappels à la loi**					
2	**Nombre de mesures reçues**	**11 442**	**12 196**	**12 588**	**12 498**	**10 877**
3	**Nombre de mesures traitées**	**11 160**	**12 081**	**12 440**	**12 005**	**10 203**
◆	**Classements sous condition**					
4	**Nombre de mesures reçues**	**6 089**	**8 009**	**8 334**	**8 407**	**7 259**
5	Réparation du dommage	2 908	3 359	3 282	3 408	2 665
6	Régularisation d'une situation	1 077	1 090	1 547	2 501	1 753
7	Orientation vers une structure sanitaire et sociale	2 104	3 560	3 505	2 498	2 841
8	**Nombre de mesures traitées**	**5 768**	**6 889**	**6 723**	**7 942**	**6 900**
9	Obligation respectées	4 409	5 445	5 279	6 517	5 581
10	Obligations non respectées	1 359	1 444	1 444	1 425	1 319
◆	**Compositions pénales**					
11	**Nombre de mesures reçues**	**13 231**	**15 526**	**16 159**	**16 842**	**19 242**
12	**Nombre de mesures traitées**	**10 317**	**12 667**	**13 197**	**14 787**	**16 094**
◆	**Médiations pénales**					
13	**Nombre de mesures reçues**	**29 140**	**28 093**	**28 434**	**24 236**	**21 104**
	□ Nature de l'infraction					
14	Vol	1 372	1 170	1 178	1 100	896
15	Violences intra-familiale	6 071	6 003	6 043	6 149	5 293
16	Autres coups et blessures volontaires	8 061	7 380	7 487	5 751	5 290
17	Non représentation d'enfant	2 306	2 312	2 344	2 177	1 906
18	Non paiement de pension alimentaire	2 312	2 437	2 487	2 369	2 116
19	Dégradations	2 498	2 137	2 163	1 764	1 379
20	Injures	3 149	2 649	2 684	1 923	1 719
21	Autres	3 371	4 005	4 048	3 003	2 505
22	**Nombre de mesures traitées**	**28 165**	**26 339**	**26 638**	**23 000**	**21 598**
	□ Résultat de la médiation					
23	Médiation réussie	16 381	14 462	14 593	12 935	11 953
24	Échec de la médiation	11 784	11 877	12 045	10 065	9 645
	□ Durée des mesures					
25	Moins d'un mois	5 779	4 705	4 725	3 075	3 207
26	De 1 à moins de 3 mois	12 666	13 411	13 668	10 676	9 972
27	De 3 mois et plus	9 111	8 115	8 136	8 945	8 079
28	Durée non déterminée	609	108	109	304	340

Justice pénale

Champ Géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données concernant l'activité des officiers du ministère public sont issues des Cadres du parquet, imprimés qui contiennent des données recueillies aux différentes étapes du processus pénal (cf. schéma page 107).

Les informations demandées concernent les contraventions des quatre premières classes à l'exception de celles qui ont fait l'objet d'amendes forfaitaires réglées dans les délais.

Les unités de compte des séries présentées ci-contre sont selon les cas : des plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des affaires, qui regroupent quelquefois plusieurs plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des procédures, dont chacune ne concerne la plupart du temps qu'une personne à la fois.

De plus, ces données sont des flux sur une année qui, en toute rigueur, ne sont pas comparables les uns aux autres car ils ne proviennent pas d'un même stock de début d'année. Ces données rendent compte de l'activité pénale à chaque étape de la procédure et non du suivi exact d'un même groupe d'affaires tout au long du processus pénal pour une année donnée. La relation entre les affaires arrivées au cours de l'année (série 2) d'une part et celle qui ont fait l'objet d'un classement sans suite (série 5) ou d'une décision de poursuite d'autre part (série 7), est donc approximative.

Code	Définitions et méthode
	En tant qu'**officier du ministère public**, c'est habituellement le commissaire de police qui décide d'exercer ou non l'action publique devant le tribunal de police. Il est sous l'autorité du procureur de la République qui peut se substituer à lui dans cette fonction s'il le juge nécessaire (art. 44 et suivants du Code de procédure pénale).
2 à 4	**L'officier du ministère public** reçoit les amendes forfaitaires qui n'ont pas été payées dans les délais, et qui vont donc faire l'objet d'une majoration. Il reçoit également les plaintes, dénonciations et procès-verbaux relevant d'une autre procédure : ordonnance pénale ou citation directe devant le tribunal de police.
2	L'écart entre les chiffres des rubriques 2 et 7 s'explique d'abord par les jonctions qui sont la raison essentielle de la différence entre les rubriques 4,9 et12.
3 et 8	**L'amende forfaitaire** peut s'appliquer aux contraventions des quatre premières classes dans le domaine des transports par route, du Code des assurances et de la réglementation des parcs nationaux. C'est une procédure mise en œuvre par le seul ministère public, sans intervention du juge de police. Elle fait suite à une phase administrative initiale relevant des agents verbalisateurs. Celle-ci consiste dans l'extinction de l'action publique par le paiement d'une amende forfaitaire. À défaut de paiement ou de demande d'exonération présentée par le contrevenant dans un délai de trente jours, l'amende forfaitaire est **majorée** de plein droit et recouvrée au profit du Trésor public, en vertu d'un titre rendu exécutoire par le ministère public (art. 529 et suivants du Code de procédure pénale).
5	L'officier du ministère public, auquel est confié l'exercice de l'action publique, apprécie l'opportunité des poursuites pour les contraventions des quatre premières classes. Lorsqu'il décide de ne pas exercer l'action publique, sa décision s'appelle un classement sans suite.
6	**Le taux de classement** sans suite est calculé en rapportant le nombre total de classements sans suite prononcés au cours d'une année (série 5) au nombre de plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus au cours de cette même année (série 2).
7	Cf. définition 2.
9 à 11	**Les contraventions des quatre premières classes** que l'officier du ministère public oriente vers le tribunal de police ou la juridiction de proximité, peuvent être traitées selon la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale (cf. définition 10) ou selon la procédure de citation directe.
10	**L'ordonnance pénale**, comme l'amende forfaitaire majorée, est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions les moins importantes.
12	Créée par la loi du 9 septembre 2002, la juridiction de proximité est compétente pour juger des contraventions des quatre premières classes (jusqu'au 1er avril 2005, elle pouvait juger certaines contraventrations de 5ème classe).
15	Les flux d'affaires présentés ici ont transité d'une juridiction à l'autre au cours d'une année. Leur volume au niveau national n'est indiqué que "pour mémoire". Ces affaires se retrouvent ensuite comptabilisées dans les séries 5 à 14.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Nombre d'officiers du ministère public**	**473**	**474**	**474**	**305**	**305**
	Saisines					
2	**Plaintes, dénonciations, procès-verbaux**	**11 779 333**	**13 733 124**	**nd**	**nd**	**nd**
3	Procédure d'amende forfaitaire majorée	11 337 096	13 278 363	nd	nd	nd
4	Autres procédures	442 237	454 761	nd	nd	nd
	Orientations					
	◆ **Plaintes, dénonciations et procès-verbaux classés sans suite**					
5	**Nombre total de procédures classées sans suite**	**1 152 922**	**1 220 295**	**777 697**	**723 131**	**866 491**
6	*Taux de classement sans suite (en %)*	*10,2*	*9,3*	*7,2*	*7,2*	*8,1*
	◆ **Affaires poursuivies**					
7	**Nombre total d'affaires poursuivies**	**10 107 503**	**11 911 395**	**10 064 601**	**9 255 740**	**9 833 463**
8	Amende forfaitaire majorée prononcée	9 727 741	11 461 540	9 607 665	8 828 871	9 411 683
9	Poursuite devant le tribunal de police	1 663	1 742	2 121	3 034	3 784
10	Procédure d'ordonnance pénale	312	270	341	992	1 441
11	Procédure de citation directe	1 351	1 472	1 780	2 042	2 343
12	Poursuite devant la juridiction de proximité	378 099	448 113	454 815	423 835	417 996
13	Procédure d'ordonnance pénale	235 285	291 245	273 087	267 329	270 469
14	Procédure de citation directe	142 814	156 868	181 728	156 506	147 527
	◆ **Transmissions à une autre juridiction**					
15	**Affaires renvoyées à un autre OMP ou à un parquet pour attribution**	**17 225**	**25 710**	**53 519**	**79 944**	**44 373**

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici proviennent du répertoire de l'instruction mis en place à partir de 1985. Il permet de disposer (dans leur totalité depuis 1989) de renseignements collectés tout au long de la procédure sur les mis en examen (nombre, données démographiques...), sur les mesures de sûreté (contrôle judiciaire et détention provisoire), sur la qualification de l'infraction principale figurant dans le réquisitoire introductif, et sur la nature des ordonnances de clôture. Il permet aussi de calculer la durée des mesures de sûreté, et celle de la procédure d'instruction. Du fait du déploiement progressif du logiciel de gestion Cassiopée dans les juridictions, la collecte de données a été perturbée, certains chiffres 2010 peuvent être légèrement sous-estimés.

Code	Définitions et méthode
	Les juridictions d'instruction interviennent lors de la phase préparatoire du procès pénal. On distingue **le juge d'instruction**, magistrat du tribunal de grande instance, qui constitue la juridiction du premier degré, et la **chambre de l'instruction**, composée de trois magistrats de la cour d'appel, qui constitue la juridiction du second degré. Le juge d'instruction est saisi des affaires pénales les plus complexes : obligatoirement pour les crimes, facultativement en cas de délits, et exceptionnellement pour les contraventions. Le juge d'instruction ne peut informer qu'en vertu d'un réquisitoire (introductif ou supplétif) du procureur de la République (art. 80 du Code de procédure pénale). Il a alors le pouvoir de diriger l'action de la police judiciaire. Il peut décider du placement sous contrôle judiciaire ou saisir le juge des libertés et de la détention en vue du placement en détention provisoire. Il rassemble les éléments qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité, et constitue le dossier qui sera soumis le cas échéant à la cour d'assises (crimes), au tribunal correctionnel (délits), ou au tribunal de police (contraventions).
1	Non compris les juges d'instruction des territoires d'outre-mer.
7	Le procureur de la République peut requérir une information pour "**recherche des causes de la mort**" lorsque les causes d'un décès sont inconnues ou suspectes. Le juge n'est pas saisi d'une infraction, mais a pour seule mission d'établir les causes naturelles, accidentelles ou criminelles du décès. Le procureur de la République peut requérir l'ouverture d'une information pour" **recherche des causes de la disparition**" en cas de disparition d'un mineur ou en cas de disparition d'un majeur présentant un caractère inquiétant ou suspect eu égard aux circonstances, à l'âge de l'intéressé ou à son état de santé.
8 à 14	Mise en examen : le juge d'instruction peut mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou complice, à la commission des infractions dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale). La mise en examen est génératrice de droits, essentiellement celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.
15 à 22	Ces décisions concernent la clôture des affaires sans mise en examen à l'ouverture de l'instruction, qu'il y ait ou non mise en examen au cours de l'information.
22	Les autres décisions de clôture sont principalement des décisions de renvoi devant la juridiction de jugement. Ce mode de clôture implique l'existence d'une mise en examen au moins au cours de la procédure.
23 à 26	**La durée d'une affaire** est calculée par différence entre la date de la dernière ordonnance de clôture rendue par le juge d'instruction dans l'affaire et la date du réquisitoire introductif.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire de l'instruction

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Nombre de juges d'instruction (postes budgétaires)**	**609**	**609**	**643**	**623**	**577**
2	**Nombre total d'affaires nouvelles**	**30 782**	**28 122**	**23 319**	**21 303**	**18 819**
3	**Nombre total d'affaires terminées**	**33 177**	**28 976**	**28 466**	**24 977**	**21 208**
◆	**Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif**					
4	Affaires terminées qualifiées de crime au réquisitoire introductif	8 111	7 535	7 453	7 006	6 418
5	Affaires terminées qualifiées de délit au réquisitoire introductif	24 936	21 328	20 912	17 858	14 717
6	Affaires terminées qualifiées de contravention au réquisitoire introductif	20	24	18	20	14
7	Recherche des causes de la mort ou de la disparition	110	89	83	93	59
◆	**Nombre de mises en examen par affaire au réquisitoire introductif**					
8	Pas de mise en examen	10 796	8 824	8 633	6 681	4 973
9	1 mise en examen	13 288	11 862	11 911	10 769	9 418
10	2 mises en examen	3 941	3 534	3 427	3 254	2 894
11	3 mises en examen	1 895	1 816	1 659	1 591	1 482
12	4 mises en examen	1 106	1 023	1 000	899	866
13	5 mises en examen	659	574	579	521	446
14	6 mises en examen et plus	1 492	1 343	1 257	1 262	1 129
◆	**Décisions de clôture des affaires sans mise en examen au réquisitoire introductif**					
15	Ordonnances de non-lieu	7 781	6 614	6 576	5 144	3 948
16	Ordonnances de dessaisissement, jonction	1 045	770	738	472	311
17	Autres ordonnances	814	730	620	414	346
18	Refus d'informer	364	274	218	154	172
19	Non-recevabilité	222	249	217	141	68
20	Extinction de l'action publique	70	47	67	36	40
21	Incompétence	158	160	118	83	66
22	Autres décisions de clôture	1 156	710	699	651	368
◆	**Durée moyenne de l'instruction**					
	Toutes affaires terminées (en mois)	**20,2**	**20,7**	**22,7**	**23,3**	**24,3**
23	Crimes	23,6	21,6	22,2	22,6	23,2
24	Délits et contraventions	19,8	20,4	22,9	23,5	24,8
25	Recherche des causes de la mort ou de la disparition	15,0	16,6	17,1	17,5	17,3
26						

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Le juge d'instruction peut mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou complice, à la commission des infractions dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale).

La mise en examen est génératrice de droits, essentiellement celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

Du fait du déploiement progressif du logiciel de gestion Cassiopée dans les juridictions, la collecte de données a été perturbée, certains chiffres 2010 peuvent être légèrement sous-estimés.

Code | Définitions et méthode

6 et 17 N'est pas pénalement responsable la personne qui était atteinte, au moment des faits, d'un trouble psychique ayant aboli son discernement ou le contrôle de ses actes (art. 122.1 du Code pénal).

8 et 9 Depuis le 1er janvier 2001 (loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et le droit des victimes), si le juge d'instruction estime que les faits retenus à la charge de la personne mise en examen constituent une infraction qualifiée crime, il ordonne directement sa mise en accusation devant la cour d'assises (art. 181 du CCP).

14 Sont comprises dans cette rubrique les décisions de refus d'informer, d'irrecevabilité, d'extinction de l'action publique, d'incompétence et d'évocation par la Chambre de l'instruction.

15 à 24 **La durée de l'instruction** est calculée pour chaque personne mise en examen par différence entre la date de l'ordonnance de clôture rendue par le juge d'instruction pour cette personne, et la date du réquisitoire introductif qui détermine l'ouverture de l'information dans laquelle se trouve impliquée cette personne.

28 à 35 Il s'agit de **l'âge de la personne mise en examen** à la date du réquisitoire introductif.

Sources :

- Ministère de la justice
  Répertoire de l'instruction

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Nombre de personnes mises en examen dans les affaires terminées**	**49 167**	**44 918**	**42 879**	**40 183**	**36 349**
◆	**Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif**					
2	Crime	11 374	10 859	10 727	10 120	9 532
3	Délit	37 760	34 025	32 122	29 998	26 804
4	Contravention	33	34	30	65	13
◆	**Décision de clôture**					
5	Ordonnance de non-lieu	3 940	3 426	3 376	2 873	2 734
6	Article 122-1 du Code pénal	196	187	159	99	140
7	Autres non-lieux	3 744	3 239	3 217	2 774	2 594
8	Transmission à la cour d'assises majeurs	3 034	2 877	2 615	2 357	2 328
9	Transmission à la cour d'assises mineurs	256	266	171	166	220
10	Transmission au tribunal correctionnel	37 410	33 949	32 073	30 060	27 160
11	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	3 298	3 064	3 112	3 260	2 962
12	Transmission au tribunal de police	38	44	51	49	48
13	Dessaisissement, jonction	883	859	1 034	949	497
14	Autres décisions et décisions non déclarées	308	433	447	469	400
◆	**Durée moyenne de l'instruction par mise en examen (en mois)**					
15	**Toutes décisions de clôture**	**23,1**	**23,9**	**24,9**	**25,2**	**26,1**
16	Ordonnance de non-lieu	30,3	30,7	37,2	34,3	36,4
17	Article 122-1 du Code pénal	22,3	27,5	23,2	22,0	24,8
18	Autres non-lieux	30,7	30,9	38,0	34,7	37,0
19	Transmission à la cour d'assises majeurs	25,6	25,2	24,2	25,1	25,4
20	Transmission à la cour d'assises mineurs	25,7	22,6	22,2	23,0	24,9
21	Transmission au tribunal correctionnel	22,7	23,8	24,5	25,2	25,9
22	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	18,4	18,4	19,0	20,0	21,4
23	Transmission au tribunal de police	23,7	24,5	22,2	25,1	24,8
24	Dessaisissement, jonction	12,4	11,9	13,9	15,8	13,0
◆	**Caractéristiques des mis en examen**					
	Sexe					
25	Hommes	42 978	39 293	37 317	35 240	31 979
26	Femmes	5 895	5 407	5 345	4 702	4 172
27	Non déclaré	294	218	217	241	198
	Âge					
28	Moins de 18 ans	3 789	3 502	3 568	3 568	3 297
29	De 18 ans à moins de 20 ans	4 498	3 935	3 617	3 435	3 132
30	De 20 ans à moins de 25 ans	10 421	9 365	8 617	8 079	7 238
31	De 25 ans à moins de 30 ans	6 871	6 582	6 395	6 041	5 571
32	De 30 ans à moins de 40 ans	10 068	9 260	8 839	8 101	7 351
33	De 40 ans à moins de 60 ans	11 262	10 206	9 778	9 009	7 881
34	60 ans et plus	1 691	1 496	1 518	1 428	1 405
35	Non déclarés	567	572	547	522	474
	Nationalité					
36	Français	41 255	37 241	35 593	33 471	29 665
37	Étrangers	6 843	6 629	6 339	5 614	5 226
38	Non déclarés	1 069	1 048	947	1 098	1 458

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Du fait du déploiement progressif du logiciel de gestion Cassiopée dans les juridictions, la collecte de données a été perturbée, certains chiffres 2010 peuvent être légèrement sous-estimés.

Les mesures de contrôle judiciaire

Le contrôle judiciaire, institué en 1970 comme alternative à la détention provisoire, peut être ordonné contre toute personne mise en examen pour un crime ou un délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. La personne est alors soumise à certaines obligations comme, par exemple, ne pas fréquenter certains lieux ou certaines personnes, se présenter périodiquement auprès d'un service...

Les associations chargées du suivi des mesures de contrôle judiciaire

Dans chaque tribunal de grande instance des associations socio-judiciaires interviennent dans le domaine de l'aide aux victimes, du contrôle judiciaire et du suivi des mesures alternatives aux poursuites. Certaines associations remplissent ces trois fonctions, d'autres n'en assurent qu'une ou deux.
Les contrôles judiciaires suivis par ces associations sont qualifiés de contrôles judiciaires socio-éducatifs.

Code	Définitions et méthode
2	Une mesure est considérée comme ayant été décidée "***ab initio***" par le juge d'instruction lorsqu'elle intervient dans les deux jours qui suivent la date du réquisitoire introductif.
5 et 7	Depuis le 1er janvier 2001 (loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et le droit des victimes), si le juge d'instruction estime que les faits retenus à la charge de la personne mise en examen constituent une infraction qualifiée crime, il ordonne directement sa mise en accusation devant la cour d'assises (art. 181 du CPP).
13	Sont compris dans cette rubrique la transmission au tribunal de police, le refus d'informer, la non recevabilité, l'extinction de l'action publique, l'incompétence, le dessaisissement, la jonction, l'évocation par la chambre de l'instruction.
25 à 31	Les mesures de contrôle judiciaire peuvent prendre fin : - au cours de l'instruction par mainlevée ou placement en détention provisoire. - au moment de la clôture de l'information quelle intervienne par non-lieu ou par ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel (ORTC) sans maintien du contrôle judiciaire. - au moment du jugement si le renvoi devant le tribunal a été ordonné avec maintien du contrôle judiciaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire de l'instruction
  États statistiques récapitulatifs de l'activité des associations de contrôle judiciaire

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Mesures de contrôle judiciaire prononcées					
1	**Mesures de contrôle judiciaire prises dans les affaires terminées durant l'année**	**25 665**	**23 875**	**23 237**	**22 866**	**20 767**
2	*dont mesures prises* ab initio	*7 019*	*6 747*	*7 104*	*7 113*	*6 551*
◆	**Décision de clôture**					
3	Ordonnance de non-lieu	1 815	1 592	1 663	1 455	1 451
4	*dont mesures prises* ab initio	*840*	*754*	*790*	*735*	*717*
5	Transmission à la cour d'assises majeurs	1 160	1 067	1 039	931	988
6	*dont mesures prises* ab initio	*289*	*267*	*323*	*289*	*299*
7	Transmission à la cour d'assises mineurs	164	166	100	107	153
8	*dont mesures prises* ab initio	*48*	*50*	*32*	*29*	*48*
9	Transmission au tribunal correctionnel	20 151	18 695	17 884	17 527	15 796
10	*dont mesures prises* ab initio	*4 807*	*4 639*	*4 804*	*4 798*	*4 337*
11	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	1 953	1 902	1 946	2 170	2 003
12	*dont mesures prises* ab initio	*883*	*887*	*932*	*1 059*	*991*
13	Autres décisions et décisions non déclarées	422	453	605	676	376
14	*dont mesures prises* ab initio	*152*	*150*	*223*	*203*	*159*
	Mesures de contrôle judiciaire traitées par les associations					
15	**Nombre d'associations**	**103**	**107**	**110**	**109**	**110**
16	**Nombre de mesures confiées**	**10 057**	**9 923**	**9 683**	**9 742**	**9 276**
17	**Nombre de mesures terminées dans l'année**	**9 304**	**9 503**	**9 336**	**9 359**	**8 810**
◆	**Origine du contrôle judiciaire**					
18	Ab initio	6 392	6 716	6 959	7 095	6 842
19	Après une détention provisoire	2 912	2 787	2 377	2 264	1 968
◆	**Durée du contrôle judiciaire**					
20	moins de 3 mois	2 388	2 711	2 803	3 084	3 114
21	de 3 à moins de 6 mois	950	859	976	856	851
22	de 6 mois à moins de 1 an	1 576	1 244	1 292	1 133	972
23	de 1 an à moins de 3 ans	3 727	3 799	3 250	3 357	3 024
24	3 ans et plus	663	890	1 015	929	849
◆	**Décisions ayant mis fin au contrôle judiciaire**					
25	**Décisions du juge d'instruction**	**1 250**	**1 220**	**1 195**	**1 110**	**1 082**
26	Mainlevée	591	481	581	512	533
27	Mise en détention provisoire	136	217	166	145	118
28	ORTC sans maintien	207	217	216	206	206
29	Non-lieu	316	305	232	247	225
30	**Décisions de la juridiction de jugement**	**7 103**	**7 764**	**7 495**	**7 597**	**7 070**
31	**Autres fins**	**951**	**519**	**646**	**652**	**658**
◆	**Nature de l'infraction**					
32	Atteintes aux personnes	3 390	3 548	3 634	3 782	3 787
35	Atteintes aux biens	2 320	2 249	2 017	1 912	1 890
36	Infractions à la législation sur les stupéfiants	1 935	1 961	1 842	1 828	1 672
37	Conduite en état alcoolique	227	274	252	318	197
38	Autres	1 432	1 471	1 591	1 519	1 264
◆	**Caractéristiques des personnes confiées aux associations**					
39	Hommes	8 407	8 569	8 495	8 447	8 002
40	Femmes	897	934	841	912	808
41	Français	8 056	8 143	8 233	8 276	7 788
42	Étrangers	1 248	1 360	1 103	1 083	1 022

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

La détention provisoire peut être ordonnée au cours de l'instruction par le juge des libertés et de la détention à l'encontre d'une personne mise en examen pour crime ou délit. Dans le cas d'un délit, la peine d'emprisonnement encourue doit être égale ou supérieure à trois ans. Un mineur de moins de 13 ans ne peut être placé en détention provisoire. À partir de 13 ans, elle n'est possible qu'en matière criminelle. En matière correctionnelle, seuls les mineurs de plus de 16 ans peuvent être placés sous mandat de dépôt.
La détention doit être motivée par les nécessités de l'instruction ou la gravité du trouble causé à l'ordre public. Elle est obligatoirement précédée d'un débat contradictoire.
Du fait du déploiement progressif du logiciel de gestion Cassiopée dans les juridictions, la collecte de données a été perturbée, certains chiffres 2010 peuvent être légèrement sous-estimés.

Code | Définitions et méthode

2 Une mesure est considérée comme ayant été décidée "ab initio" lorsqu'elle intervient dans les deux jours qui suivent la date du réquisitoire introductif.

5 et 7 Depuis le 1er janvier 2001 (loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et le droit des victimes), si le juge d'instruction estime que les faits retenus à la charge de la personne mise en examen constituent une infraction qualifiée crime, il ordonne directement sa mise en accusation devant la cour d'assises (art. 181 du CPP).

13 Sont compris dans cette rubrique la transmission au tribunal de police, le refus d'informer, la non recevabilité, l'extinction de l'action publique, l'incompétence, le dessaisissement, la jonction, l'évocation par la chambre de l'instruction.

15 à 20 **La durée de la détention provisoire** effectuée dans le cadre de l'instruction est calculée pour chaque mis en examen ayant fait l'objet d'un mandat de dépôt. Elle est obtenue par différence entre la date de l'ordonnance de placement en détention et soit la date de mise en liberté, soit la date de clôture de l'instruction en cas de maintien en détention. On mesure donc ici la durée de détention provisoire effectuée dans le seul cadre de la procédure d'instruction.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire de l'instruction

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Mesures de détention provisoires					
1	**Mesures de détention provisoire prises dans les affaires terminées durant l'année**	**19 211**	**17 542**	**16 087**	**14 842**	**13 415**
2	*dont mesures prises ab initio*	*10 702*	*9 672*	*8 891*	*8 083*	*7 172*
◆	**Décisions de clôture**					
3	Ordonnance de non-lieu	592	475	542	348	389
4	*dont mesures prises ab initio*	*374*	*302*	*338*	*210*	*240*
5	Transmission à la cour d'assises majeurs	2 210	2 086	1 850	1 686	1 578
6	*dont mesures prises ab initio*	*1 387*	*1 389*	*1 262*	*1 169*	*1 066*
7	Transmission à la cour d'assises mineurs	155	157	103	97	115
8	*dont mesures prises ab initio*	*94*	*109*	*71*	*61*	62
9	Transmission au tribunal correctionnel	14 909	13 439	12 162	11 363	10 247
10	*dont mesures prises ab initio*	*7 986*	*6 996*	*6 366*	*5 868*	*5 177*
11	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	837	796	779	727	678
12	*dont mesures prises ab initio*	*582*	*549*	*504*	*490*	*418*
13	Autres décisions et décisions non déclarées	508	589	651	621	408
14	*dont mesures prises ab initio*	*279*	*327*	*350*	*285*	*209*
◆	**Durée moyenne de la détention provisoire effectuée dans le cadre de l'instruction (selon l'ordonnance de clôture)**					
15	**Toutes personnes ayant fait l'objet d'un mandat de dépôt (en mois)**	**7,3**	**7,2**	**7,4**	**7,5**	**7,6**
	dont :					
16	Ordonnance de non-lieu (en mois)	5,4	5,7	10,9	5,9	5,1
17	Transmission à la cour d'assises majeurs (en mois)	15,7	15,4	15,0	15,6	14,9
18	Transmission à la cour d'assises mineurs (en mois)	9,9	10,5	10,1	8,0	10,5
19	Transmission au tribunal correctionnel (en mois)	6,4	6,2	6,4	6,7	6,7
20	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants (en mois)	3,7	4,0	4,1	4,2	4,4

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au casier judiciaire (cf. chapitre correspondant). Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour crimes et délits qui ont été précédées d'une détention provisoire, quelle que soit la procédure utilisée (instruction ou comparution immédiate). Elles se distinguent des données issues du répertoire de l'instruction : dans cette source, les mesures de détention provisoire sont comptabilisées uniquement à partir des affaires terminées dans l'année par les juges d'instruction (cf. page précédente)

Code	Définitions et méthode
2	Ensemble des condamnations pour crimes prononcées après une détention provisoire.
3 à 6 20 à 22	**Mode de jugement** (cf. Glossaire). Pour les juridictions de mineurs : contradictoire, contradictoire à signifier, défaut, itératif défaut
7 à 11 25 à 32	**Nature de l'infraction** (cf. glossaire)
12 à 15 33 à 40	Durée de la détention provisoire effectuée jusqu'à la date de la condamnation.
17, 18 44, 45	L'âge des condamnés est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date des faits et la date de naissance du condamné.
19	Ensemble des condamnations pour délits prononcées après une détention provisoire. Est inclus un très petit nombre de condamnations après détention provisoire pour contravention de 5e classe qui sont des détentions provisoires effectuées pour des délits requalifiés lors du jugement.
23, 24	Le mode de saisine de la juridiction a été inféré à partir de la durée de la procédure. Les condamnations après détention provisoire s'inscrivant dans une procédure inférieure à 2 mois ont été considérées comme résultant de jugements prononcés en comparution immédiate et, celles s'inscrivant dans des procédures plus longues comme résultant de jugements après renvoi du juge d'instruction.

Sources

- Casier judiciaire national

La détention provisoire effectuée lors de la condamnation

Code		2006	2007	2008r	2009	2010p
1	**Toutes condamnations après détention provisoire**	**34 917**	**35 082**	**33 796**	**30 905**	**30 594**
◆2	**Toutes condamnations après détention provisoire pour crime**	**2 500**	**2 432**	**2 157**	**2 025**	**1 934**
	Mode de jugement					
3	Contradictoire	2 471	2 420	2 135	1 997	1 908
4	Contradictoire à signifier	3	1	1	3	0
5	Défaut criminel, itératif défaut	26	11	21	25	26
	Nature de l' infraction					
7	Homicides volontaires	445	494	398	389	387
8	Coups et violences volontaires	303	293	282	292	279
9	Viols	1 119	1 037	930	868	821
10	Vols, recels	564	526	479	404	386
11	Autres crimes	69	82	68	72	61
	Durée de la détention provisoire					
12	Moins de 1 an	437	433	398	360	319
13	1 an à moins de 2 ans	692	696	644	602	582
14	2 ans à moins de 3 ans	859	846	704	659	648
15	3 ans et plus	512	457	411	404	385
16	*Durée moyenne de la détention provisoire criminelle (en mois)*	*26,1*	*25,8*	*25,2*	*25,3*	*25,3*
	Âge des condamnés					
17	Mineurs	235	257	236	186	146
18	Majeurs	2 265	2 175	1 921	1 839	1 788
◆19	**Toutes condamnations après détention provisoire pour délit**	**32 417**	**32 650**	**31 639**	**28 880**	**28 660**
	Mode de jugement					
20	Contradictoire	30 593	30 904	29 903	26 975	26 652
21	Contradictoire à signifier	1 179	1 172	1 253	1 553	1 693
22	Défaut, itératif défaut	645	574	483	352	315
	Mode de saisine de la juridiction de jugement					
23	Comparution immédiate	12 387	12 883	12 406	11 665	12 132
24	Renvoi du juge d'instruction	20 047	19 778	19 233	17 215	16 528
	Nature de l'infraction					
25	Vols, recels, destructions	10 492	10 369	9 678	8 864	9 010
26	Escroqueries, abus de confiance	1 430	1 355	1 316	1 249	1 246
27	Infractions sur les stupéfiants	6 597	6 613	6 701	6 104	5 937
28	Coups et blessures volontaires	4 496	4 816	4 916	4 494	4 623
29	Atteintes aux mœurs	1 650	1 556	1 412	1 294	1 141
30	Entrée et séjour irrégulier des étrangers	1 632	1 478	1 404	1 280	1 093
31	Circulation routière	2 210	2 321	2 268	2 075	2 034
32	Autres délits	3 910	4 142	3 944	3 520	3 576
	Durée de la détention provisoire					
33	Moins de 1 mois	13 634	13 949	12 747	12 102	12 222
34	de 1 mois à moins de 2 mois	3 479	3 587	4 022	3 560	3 917
35	de 2 mois à moins de 4 mois	4 608	4 745	4 853	4 177	3 744
36	de 4 à moins de 8 mois	4 451	4 610	4 632	4 035	3 856
37	8 mois à moins de 1 an	3 182	3 112	2 623	2 395	2 316
38	1 an à moins de 2 ans	2 609	2 242	2 348	2 256	2 156
39	2 ans à moins de 3 ans	325	303	304	266	323
40	3 ans et plus	129	102	110	89	126
41	Durée moyenne de la détention provisoire délictuelle (en mois)	4,2	*4,0*	*3,9*	*3,9*	*3,9*
42	*Durée moyenne de la détention - comparution immédiate (en mois)*	*0,4*	*0,4*	*0,4*	*0,4*	*0,4*
43	*Durée moyenne de la détention - instruction (en mois)*	*6,6*	*6,4*	*6,2*	*6,3*	*6,5*
	Âge des condamnés					
44	Mineurs	1 909	2 001	1 886	1 678	1 678
45	Majeurs	30 508	30 649	29 753	27 202	26 982

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources : deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des cours d'assises : les Cadres du parquet d'une part, qui renseignent sur le nombre d'acquittements prononcés selon l'âge du condamné (majeurs, mineurs), le Casier judiciaire d'autre part, pour le nombre de condamnations, leur mode de jugement et les délais moyens de réponse pénale.

Code	Définitions et méthode
	La cour d'assises est la juridiction compétente pour juger **les crimes**. À la différence des autres juridictions qui ne sont composées que de magistrats professionnels, la cour d'assises comprend deux éléments : l'un professionnel, la cour au sens strict du mot, composée de trois magistrats (un président et deux assesseurs), assistés d'un membre du Ministère public membre du Parquet général de la cour d'appel ou du Parquet d'un tribunal de grande instance, l'autre composé de simples citoyens, tirés au sort sur les listes électorales, qui forment le jury. À compter du 1er janvier 2001 (loi du 15 juin 2000), ce jury est composé de neuf jurés lorsque la cour d'assises statue en première instance, de douze lorsqu'elle statue en appel. Ce sont ces trois magistrats professionnels (la Cour) et ces 9 jurés populaires (le jury) qui délibèrent ensemble sur la culpabilité de l'accusé et sur la peine éventuelle. De ce mode de fonctionnement découlent plusieurs conséquences : – La cour d'assises n'est pas permanente. – Jusqu'en 2000, les arrêts de la cour d'assises n'étaient pas susceptibles d'appel ; la cour d'assises statuait en premier et en dernier ressort, et ses arrêts n'étaient susceptibles que d'un pourvoi devant la Cour de cassation. À compter du 1er janvier 2001, l'appel est autorisé. – Enfin la cour d'assises a la plénitude de juridiction, c'est-à-dire que sa compétence s'étend aux infractions connexes au crime principal dont elle est saisie (délits ou contraventions). La cour d'assises est une juridiction départementale. La session se tient au siège de la cour d'appel, s'il y en a une dans le département, sinon au chef-lieu du département.
1	**Non compris les trois cours d'assises des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.**
4	Arrêts frappés d'appel sur arrêts prononcés en premier ressort
5, 20	**L'arrêt de condamnation** constate la culpabilité de l'accusé et lui fait application de la peine fixée par la délibération de la Cour et du jury.
7, 10 22, 25	**La cour d'assises des mineurs** juge des crimes commis par des mineurs de 16 ans à 18 ans. Quand un majeur est impliqué dans la même affaire que le mineur, la chambre des mises en accusation peut disjoindre l'affaire, ou décider de renvoyer tous les accusés devant la cour d'assises des mineurs. Dans le cadre de la cour d'assises des mineurs, les deux assesseurs doivent être choisis, sauf impossibilité, parmi les juges des enfants du ressort de la cour d'appel.
8, 23	**L'arrêt d'acquittement** est rendu si toutes les réponses sur l'existence de la culpabilité ont été négatives.
11, 26	Le jugement est prononcé sur le mode **contradictoire** si le prévenu est présent à l'audience.
12, 27	La loi du 9 mars 2004, applicable à compter du 1er octobre 2004, a remplacé les règles de la contumace par un défaut criminel.
	En l'absence de l'accusé à l'audience de la cour d'assises, les anciens articles 627-21 à 641 CPP prévoyaient une procédure de contumace : à l'issue de divers délais et l'accomplissement de formalités de publicité, l'accusé était jugé par la cour d'assises seule, sans l'intervention des jurés et sans pouvoir être représenté par un avocat. L'arrestation entrainait « purge de la contumace » et l'accusé était de nouveau jugé dans la forme ordinaire.
	Les articles 379-2 à 379-6 CPP prévoient désormais que l'accusé absent est jugé par défaut. L'affaire est examinée par la cour d'assises seule, sans l'assistance des jurés et un avocat peut assurer la défense de l'accusé. En cas de condamnation, la cour décerne un mandat d'arrêt. L'arrestation conduit à un nouvel examen de l'affaire et l'accusé est détenu jusqu'à sa comparution. L'appel n'est pas ouvert à la personne condamnée par défaut.
13 à 17	**La durée de la procédure** (exprimée en mois) peut être mesurée à partir du Casier judiciaire national par différence entre la date de l'infraction et la date de la décision. En cas de pluralité de dates, c'est la date de l'infraction la plus récente qui est prise en compte. Ce délai inclut donc : la durée entre l'infraction et le début de l'instruction (ligne 14), la durée de l'instruction (ligne 16), et le délai d'audiencement (ligne 17). Le délai antérieur à l'ouverture de l'instruction comprend l'enquête préliminaire et un temps parfois important de dénonciation des faits (cas des viols).
28	La durée de procédure en appel est calculée par différence entre la date de l'arrêt de cour d'assises de 1er ressort et la date de l'arrêt de la cour d'assises d'appel.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008r	2009	2010p
1	**Nombre de cours d'assises**	**99**	**99**	**99**	**99**	**99**
	Cour d'assises de premier ressort					
◆	**Décisions prononcées**					
2	**Nombre d'arrêts prononcés**	**2 516**	**2 447**	**2 314**	**2 172**	**2 035**
3	dont frappés d'appel	600	555	577	558	500
4	*Taux d'appel (en %)*	*24*	*23*	*25*	*26*	*25*
◆	**Personnes jugées**	**3 743**	**3 580**	**3 240**	**3 032**	**2 886**
5	**Condamnations**	**3 493**	**3 344**	**3 033**	**2 842**	**2 715**
6	Majeurs	3 224	3 076	2 730	2 626	2 518
7	Mineurs	269	268	303	216	197
8	**Acquittements**	**250**	**236**	**207**	**190**	**171**
9	Majeurs	237	207	183	177	160
10	Mineurs	13	29	24	13	11
◆	**Condamnations inscrites au Casier judiciaire**	**2 771**	**2 734**	**2 451**	**2 227**	**2 177**
	Mode de jugement					
11	Contradictoire	2 675	2 678	2 381	2 162	2 083
12	Contumace et défaut criminel	96	56	70	65	94
13	**Durée de la procédure** [délai moyen entre infraction et jugement, en mois]	**60,0**	**60,7**	**57,6**	**57,9**	**60,0**
14	Délai entre infraction et début de l'instruction (en mois)	24,0	25,9	23,5	24,1	25,5
15	Délai justice	36,0	34,8	34,1	33,8	34,5
16	Durée de l'instruction	25,6	25,2	24,2	24,8	25,4
17	Durée de l'audiencement	10,4	9,6	9,9	9,0	9,1
	Cour d'assises d'appel					
◆	**Décisions prononcées**					
18	**Nombre d'arrêts prononcés**	**453**	**430**	**381**	**487**	**467**
19	dont pourvoi en cassation	124	109	95	131	143
◆	**Personnes jugées**					
20	**Condamnations**	**521**	**501**	**431**	**522**	**508**
21	Majeurs	490	469	401	501	492
22	Mineurs	31	32	30	21	16
23	**Acquittements**	**47**	**78**	**54**	**73**	**69**
24	Majeurs	45	73	47	59	65
25	Mineurs	2	5	7	14	4
◆	**Condamnations inscrites au casier Judiciaire**	**476**	**443**	**402**	**469**	**441**
	Mode de jugement					
26	Contradictoire	476	443	402	467	437
27	Défaut criminel				2	4
	Durée de la procédure [en mois]					
28	Durée de la procédure en appel	17,0	18,7	18,8	18,3	17,6

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources :

Deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des tribunaux correctionnels : les Cadres du parquet d'une part, qui renseignent sur le nombre de mesures de sûreté prononcées par le tribunal selon le type de procédure et sur le nombre de prévenus ayant fait l'objet de relaxes, le Casier judiciaire d'autre part, pour le nombre de condamnations, leur mode de jugement, leur mode de signification et les délais moyens de réponse pénale.

Code	Définitions et méthode
	Le tribunal correctionnel (en réalité une chambre du tribunal de grande instance) juge **les délits**. Il est composé en principe de trois magistrats professionnels du tribunal de grande instance, dont un préside le tribunal. Cependant, lorsque l'intention délictueuse est peu caractérisée, certains délits peuvent être jugés par le tribunal correctionnel statuant à juge unique. Le Ministère public est représenté par le procureur de la République ou par un de ses substituts. Les jugements du tribunal correctionnel peuvent être attaqués par voie d'appel. Celui-ci s'exerce devant la cour d'appel.
1	Non compris les cinq tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.
2 à 7	**Mesures de sûreté** : Le procureur de la République peut estimer nécessaire de soumettre le prévenu à une mesure de *contrôle judiciaire* ou le placer en *détention provisoire* au moyen d'un *mandat de dépôt* jusqu'à sa comparution devant le tribunal. Pour ce faire il le traduit immédiatement devant le président du tribunal ou le juge délégué par lui, en cas de réquisitions aux fins de contrôle judiciaire, et devant le juge des libertés et de la détention, en cas de réquisitions ou de détention provisoire (art. 394 et 396 du Code de procédure pénale).
2	**Contrôle judiciaire :** le contrôle judiciaire, institué en 1970 comme alternative à la détention, peut être ordonné contre toute personne mise en examen pour un crime ou un délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. La personne est alors soumise à certaines obligations comme, par exemple, ne pas fréquenter certains lieux ou certaines personnes, se présenter périodiquement auprès d'un service …
5	**Mandat de dépôt :** cf. chapitre "Activité des juges d'instruction - Détention provisoire".
12, 28	**Relaxe** : Si le tribunal estime que le fait poursuivi ne constitue aucune infraction à la loi pénale, ou que le fait n'est pas établi, ou qu'il n'est pas imputable au prévenu, ce dernier est alors **relaxé.**
13 à 16	**Mode de jugement** : cf. glossaire
16, 21, 26	**L'ordonnance pénale.** Sauf rares exceptions, le Ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une **ordonnance pénale** non motivée, portant relaxe ou condamnation à une amende. Seules ces dernières sont comptabilisées ici. L'ordonnance pénale est notifiée au condamné, qui a 30 jours pour s'acquitter du montant de l'amende ou former opposition. En cas d'opposition, l'affaire est portée devant le tribunal de police dans les formes de la procédure ordinaire. À défaut de paiement ou d'opposition dans le délai ci-dessus, l'ordonnance pénale est mise à exécution.
17 à 21	**Durée de la procédure** : pour la grande majorité des délits et des contraventions de 5e classe, le délai qui s'écoule entre la date de l'infraction et celle du jugement est une bonne estimation de la durée de procédure. Dans ces matières, la commission des actes délictueux et le début de la procédure judiciaire sont à peu près concomitants.
22 à 26	**Mode de signification** : Quand le prévenu ne s'est pas présenté à l'audience, le jugement doit lui être signifié, c'est-à-dire qu'un huissier de justice porte à la connaissance du condamné le jugement prononcé à son encontre par le tribunal (l'exploit). Les différentes modalités de la signification sont décrites dans les articles 554 et suivants du Code de procédure pénale.
23	La **signification** est faite "**à personne**" s'il est établi que l'intéressé a eu connaissance de l'exploit (directement ou par lettre recommandée ou par un officier de police judiciaire mandaté par le procureur).
24	La **signification** est faite "**à domicile**" ou "**à mairie**" lorsque l'huissier n'a pas trouvé l'intéressé à son domicile.
25	Si la personne visée par l'exploit est sans domicile ou résidence connus, l'huissier remet une copie au parquet du tribunal saisi.
26	L'ordonnance pénale doit être notifiée au condamné.
27, 28	L'article121-1 du Code pénal prévoit depuis 1994 la responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions commises pour leur compte par leurs organes ou représentants.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008r	2009	2010p
1	**Nombre de tribunaux correctionnels**	**181**	**181**	**181**	**179**	**160**
◆	**Mesures de sûreté prononcées**					
2	**Contrôles judiciaires prononcés**	**8 381**	**10 468**	**11 885**	**12 474**	**13 060**
3	Comparution immédiate	7 055	8 838	9 905	10 665	9 702
4	Autres procédures	1 326	1 630	1 980	1 809	3 358
5	**Mandats de dépôt prononcés**	**19 676**	**18 986**	**18 016**	**18 429**	**15 947**
6	Comparution immédiate	19 212	18 364	17 317	17 650	15 291
7	Autres procédures	464	622	699	779	656
◆	**Décisions prononcées**					
8	Jugements portant condamnations ou relaxes	381 478	366 064	359 185	341 865	332 189
9	Ordonnances pénales	118 673	121 485	126 667	139 093	136 812
10	Ordonnances d'homologation de CRPC	36 137	47 799	55 092	62 757	61 543
◆	**Personnes jugées (personnes physiques)**	**598 030**	**584 699**	**555 818**	**560 373**	**536 797**
11	Condamnations	575 202	561 685	532 161	536 326	507 578
12	Relaxes	22 828	23 014	23 657	24 047	29 219
◆	**Condamnations inscrites au casier Judiciaire**	**503 411**	**508 166**	**510 552**	**508 630**	**505 942**
	Mode de jugement des condamnations					
13	Contradictoire	305 182	308 980	313 075	303 068	292 369
14	Contradictoire à signifier	66 357	62 154	60 843	58 087	62 731
15	Défaut, itératif défaut	25 768	26 380	25 096	22 744	22 147
16	Ordonnance pénale	106 104	110 652	111 538	124 731	128 695
	Durée de la procédure					
17	*Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugement)*	*10,6*	*11,0*	*11,4*	*11,2*	*11,1*
18	Contradictoire	11,0	11,5	12,0	11,8	11,8
19	Contradictoire à signifier	9,4	10,2	11,3	11,6	11,8
20	Défaut, itératif défaut	23,7	24,5	25,2	25,8	26,2
21	Ordonnance pénale	7,0	6,7	6,5	6,9	6,8
	Mode de signification des condamnations					
22	**Nombre total de significations**	**198 229**	**199 186**	**197 477**	**205 562**	**213 573**
23	À personne, officier de police judiciaire	21 852	20 233	32 009	43 473	46 185
24	À domicile, mairie	34 075	33 234	20 122	6 611	6 813
25	À parquet, étranger, affichage	36 189	35 013	33 405	30 654	31 798
26	Ordonnance pénale	106 113	110 706	111 941	124 824	128 777
◆	**Personnes jugées (personnes morales)**					
27	Condamnations	1 274	1 835	1 868	2 191	2 250
28	Relaxes	445	621	611	649	776

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues de deux sources : les tableaux de bord des tribunaux pour enfants et l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire.

Code	Définitions et méthode
	Magistrat professionnel spécialisé du tribunal de grande instance, **le juge des enfant**s est à la fois juge d'instruction et juge de jugement, mais il n'est pas compétent en matière criminelle. Il instruit les affaires de mineurs, et décide éventuellement de juger seul, en audience de Cabinet, les mineurs poursuivis pour des infractions qui ne dépassent pas une certaine importance. Il peut également décider de renvoyer le mineur devant le tribunal pour enfants. **Le tribunal pour enfants** est une juridiction composée d'un juge des enfants, président, et de deux assesseurs non professionnels. Le tribunal pour enfants est compétent pour juger les délits et les contraventions de 5e classe. Il est le seul à pouvoir décider d'un placement ou prononcer une condamnation pénale. Sa compétence s'étend aux crimes commis par des mineurs de moins de 16 ans. Le Ministère public est représenté par un magistrat du parquet, parfois spécialisé dans les affaires de mineurs.
1	Non compris les cinq tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.
2 à 6	Les mesures présentencielles, prononcées par les juges des enfants avant toute décision au fond, sont en priorité des mesures éducatives (liberté surveillée préjudicielle, placement ou réparation) ou des mesures permettant d'évaluer la situation du mineur (enquêtes sociales, expertises, investigation et orientation éducative [IOE]). Quand la nature des faits ou la situation du mineur l'exigent le juge peut le placer en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire.
7 à 9	Le juge des enfants peut juger soit en audience de cabinet soit en audience du tribunal pour enfants. Le mineur de moins de 16 ans accusé de crime est jugé obligatoirement par le tribunal pour enfants.
10 à 12	Le nombre de condamnations prononcées et inscrites au Casier judiciaire est inférieur au nombre de jugements rendus.
13 à 15	**Mode de jugement** : cf. glossaire.
16 à 19	**Durée de la procédure** : pour la grande majorité des délits et des contraventions de 5e classe, le délai qui s'écoule entre la date de l'infraction et celle du jugement est une bonne estimation de la durée de procédure. Dans ces matières, la commission des actes délictueux et le début de la procédure judiciaire sont à peu près concomitants..
20 à 23	**Mode de signification** : Quand le prévenu ne s'est pas présenté à l'audience, le jugement doit lui être signifié, c'est-à-dire qu'un huissier de justice porte à la connaissance du condamné le jugement prononcé à son encontre par le tribunal (l'exploit). Les différentes modalités de la signification sont décrites dans les articles 554 et suivants du Code de procédure pénale.
	La **signification** est faite "**à personne**" s'il est établi que l'intéressé a eu connaissance de l'exploit (directement ou par lettre recommandée ou par un officier de police judiciaire mandaté par le procureur).
	La **signification** est faite "**à domicile**" ou "**à mairie**" lorsque l'huissier n'a pas trouvé l'intéressé à son domicile.
	Si la personne visée par l'exploit est sans domicile ou résidence connus, l'huissier remet une copie au parquet du tribunal saisi.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national, Tableaux de bord mineurs

Code		2006	2007	2008r	2009	2010p
1	**Nombre de tribunaux pour enfants**	**151**	**156**	**156**	**156**	**155**
◆	**Mesures présentencielles prononcées**					
2	**Toutes mesures présentencielles**	**30 654**	**33 201**	**34 060**	**36 056**	**37 156**
3	Détention provisoire	948	1 040	1 042	847	1 019
4	Contrôle judiciaire	3 605	4 277	4 449	4 828	5 694
5	Liberté surveillée, placement, réparation	18 367	20 162	20 580	22 203	22 883
6	Enquêtes sociales, IOE, expertises	7 734	7 722	7 989	8 178	7 560
◆	**Mineurs jugés (condamnations et relaxes)**					
7	**Tous mineurs jugés**	**75 331**	**77 698**	**76 778**	**73 958**	**70 814**
8	En audience de tribunal pour enfants	34 471	35 732	36 392	34 011	33 154
9	En chambre du conseil (audience de cabinet)	40 860	41 966	40 386	39 947	37 660
◆	**Condamnations prononcées et inscrites au Casier Judiciaire**					
10	**Nombre total de condamnations**	**56 262**	**58 005**	**56 583**	**54 716**	**51 876**
11	Prononcées par les tribunaux pour enfants	29 142	31 921	31 649	30 430	30 305
12	Prononcées par les juges des enfants	27 120	26 084	24 934	24 286	21 571
	Mode de jugement des condamnations					
13	Contradictoire	50 534	50 657	50 801	48 803	45 592
14	Contradictoire à signifier	2 871	3 152	3 111	3 088	3 593
15	Défaut, itératif défaut	2 857	2 854	2 671	2 825	2 691
16	**Durée de la procédure (en mois)**	**15,3**	**16,3**	**16,6**	**16,7**	**16,4**
	Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugements)					
17	Contradictoire	15,1	15,9	16,1	16,4	16,2
18	Contradictoire à signifier	15,8	17,9	18,7	17,4	15,9
19	Défaut, itératif défaut	19,8	21,4	23,1	21,5	20,8
	Mode de signification des condamnations					
20	**Tous modes de significations**	**5 728**	**6 006**	**5 782**	**5 913**	**6 284**
21	À personne	1 208	1 235	1 725	2 682	2 661
22	À domicile, mairie	2 497	2 814	2 196	1 078	1 030
23	À parquet, étranger, affichage	2 023	1 957	1 861	2 153	2 593

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources :

Deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des tribunaux de police : les cadres du Parquet, qui renseignent sur le nombre de contraventions que les tribunaux de police ont à traiter chaque année selon leur niveau d'importance (quatre premières classes et 5e classe) et le nombre de relaxes prononcées par les juges ; le Casier judiciaire d'autre part, pour le nombre de condamnations pour contraventions de 5e classe, leur mode de jugement, leur mode de signification, et les délais moyens de réponse pénale.

Code	Définitions et méthode
	Le tribunal de police réprime les contraventions. Il statue à juge unique, qui est toujours un magistrat professionnel et en principe un juge du tribunal d'instance. Il existe au moins un tribunal de police par arrondissement. Le rôle du Ministère public est en principe tenu par le commissaire de police du lieu où siège le tribunal d'instance, sauf pour les affaires où le procureur de la République du tribunal de grande instance (ou l'un de ses substituts) juge utile de siéger, ou encore pour les contraventions de 5e classe où il doit siéger obligatoirement. La procédure ordinaire devant le tribunal de police est presque identique à celle suivie devant le tribunal correctionnel, à quelques particularités près qui tiennent à la moindre gravité des infractions jugées. Le volume très important des contraventions de 1re à 4e classe (à cause notamment des infractions de stationnement de véhicule) a conduit à mettre en place des procédures dites simplifiées, comme l'amende forfaitaire majorée, et l'ordonnance pénale (cf. définition 6 ci-dessous).
1	Non compris les six tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.
2	Cette rubrique comporte les dossiers traités au cours de l'année. Une même affaire pouvant être présentée plusieurs fois devant la Justice, notamment en cas d'opposition sur ordonnance pénale ou après jugement par défaut, elle peut être comptabilisée plusieurs fois. Depuis 2004, la juridiction de proximité est compétente pour juger des contraventions de police [cf. définition page 134].
3, 7, 8	Les rubriques 3 et (7+8) ne peuvent être comparées directement. Dans la rubrique 3, qui comptabilise des dossiers, une même affaire peut être comptée plusieurs fois (cf. définition 2 ci-dessus). Par contre les rubriques 7 et 8 comptabilisent des décisions rendues en 1re instance, qui, concernant une seule personne, peuvent avoir trait à plusieurs dossiers (cas de jonction).
4, 9, 10	Les rubriques 4 et (9+10) sont difficilement comparables. Dans la rubrique 4, qui comptabilise des dossiers, une même affaire peut être comptée plusieurs fois (cf. définition 2 ci-dessus). Par contre les rubriques 9 et 10 comptabilisent des décisions rendues en 1re instance qui, concernant une seule personne, peuvent avoir trait à plusieurs dossiers (cas de jonction). De plus, les données de la rubrique 9 sont extraites du Casier judiciaire qui a été exploité selon la méthode suivante (analogue à celle utilisée dans le reste de l'annuaire) : seules sont comptabilisées dans cette rubrique les condamnations pour lesquelles l'infraction principale est une contravention de 5e classe. Cette méthode de comptabilisation sous-estime évidemment le nombre total de condamnations pour contraventions de 5e classe, en n'incluant pas notamment, celles dont l'infraction principale est un délit.
6	Sauf rares exceptions, le Ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une **ordonnance pénale** non motivée, portant relaxe ou condamnation à une amende. Seules ces dernières sont comptabilisées ici. L'ordonnance pénale est notifiée au condamné, qui a 30 jours pour s'acquitter du montant de l'amende ou former opposition. En cas d'opposition, l'affaire est portée devant le tribunal de police dans les formes de la procédure ordinaire. À défaut de paiement ou d'opposition dans le délai ci-dessus, l'ordonnance pénale est mise à exécution.
8 et 10	**Relaxe :** si le tribunal estime que le fait poursuivi ne constitue aucune infraction à la loi pénale, ou que le fait n'est pas établi, ou qu'il n'est pas imputable au prévenu, ce dernier est alors relaxé.
11 à 14	**Mode de jugement** : cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008r	2009	2010p
1	**Nombre de tribunaux de police**	**454**	**454**	**454**	**283**	**283**
◆	**Affaires traitées**					
2	**Nombre total d'affaires traitées**	**74 831**	**74 541**	**67 422**	**67 320**	**65 098**
3	Contraventions de 1re à 4e classe	1 991	3 469	2 743	3 884	9 985
4	Contraventions de 5e classe	72 840	71 072	64 679	63 436	55 113
	Mode de jugement					
5	Jugements	39 296	38 606	36 360	34 455	31 397
6	Ordonnances pénales	35 535	35 935	31 062	32 865	33 701
◆	**Personnes jugées**					
	Contraventions de 1re à 4e classe					
7	**Condamnations**	**1 920**	**2 890**	**2 510**	**4 013**	**11 565**
8	**Relaxes**	**335**	**258**	**344**	**462**	**542**
	Contraventions de 5e classe					
9	**Condamnations inscrites au Casier Judiciaire**	**42 383**	**47 760**	**42 409**	**39 615**	**39 895**
10	**Relaxes**	**3 841**	**3 253**	**3 587**	**3 080**	**2 396**
	Mode de jugement des condamnations					
11	Contradictoire	15 939	17 291	16 135	15 060	15 239
12	Contradictoire à signifier	3 652	5 016	4 214	3 903	3 067
13	Défaut, itératif défaut	2 417	2 799	2 227	2 103	1 504
14	Ordonnance pénale	20 375	22 654	19 833	18 549	20 085
15	**Durée de la procédure (en mois)**	**10,3**	**10,3**	**10,1**	**10,1**	**9,9**
	Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugements)					
16	Contradictoire	10,1	9,8	9,7	9,5	9,6
17	Contradictoire à signifier	10,5	10,2	10,4	10,6	10,4
18	Défaut, itératif défaut	14,7	15,0	15,2	15,1	15,1
19	Ordonnance pénale	9,8	10,2	9,9	9,9	9,7
	Mode de signification des condamnations					
20	**Tous modes de significations**	**26 444**	**30 469**	**26 274**	**24 555**	**24 656**
21	À personne	1 613	1 884	2 187	3 274	2 576
22	À domicile, mairie	2 334	3 094	1 932	565	441
23	À parquet, étranger, affichage	2 083	2 833	2 318	2 165	1 553
24	Ordonnance pénale notifiée	20 414	22 658	19 837	18 551	20 086

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues des cadres du parquet pour les juridictions de proximité et de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire pour les tribunaux aux armées.

Code

Définitions et méthode

La **juridiction de proximité** a été instituée dans le ressort de chaque cour d'appel par la loi du 9 septembre 2002.
Elle est compétente pour juger des contraventions de police dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État. Elle statue alors selon la procédure applicable devant le tribunal de police, conformément aux dispositions des articles 521 à 549.

1 Cette rubrique comporte les dossiers traités au cours de l'année. Une même affaire pouvant être présentée plusieurs fois devant la Justice, notamment en cas d'opposition sur ordonnance pénale ou après jugement par défaut, elle peut être comptabilisée plusieurs fois.
Depuis 2004, la juridiction de proximité est compétente pour juger des contraventions de police. À partir de 2006 elle n'est compétente que pour les contraventions de 1re à 4e catégories

Il existe actuellement deux **tribunaux aux armées** : celui de Landau (Allemagne), pour les forces françaises stationnées en Allemagne, et celui de Paris, qui instruit et juge les infractions commises dans un territoire étranger sur lequel stationnent ou opèrent des forces françaises, lorsque des accords internationaux attribuent expressément aux juridictions françaises la connaissance des infractions commises sur ce territoire.
Ils sont composés d'un président et de deux assesseurs, tous magistrats du siège appartenant au corps judiciaire. Toutefois, pour le jugement des crimes, le nombre d'assesseurs est porté à six.

Les crimes et délits en matière militaire sont jugés en temps de paix par les juridictions de droit commun. Un tribunal de grande instance est compétent dans le ressort de chaque cour d'appel. Dans le même ressort, une cour d'assises est compétente pour les crimes.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national
  Cadres du parquet

Code		2006	2007	2008r	2009	2010p
◆	**Affaires traitées**					
1	**Nombre total d'affaires traitées**	**307 295**	**360 523**	**390 012**	**347 219**	**343 667**
2	Contraventions de 1re à 4e classe	307 295	360 523	390 012	347 219	343 667
	Mode de jugement					
4	Jugements	100 179	103 638	113 535	102 898	92 618
5	Ordonnances pénales	207 116	256 885	276 477	244 321	250 836
◆	**Personnes jugées**					
	Contraventions de 1re à 4e classe					
6	**Condamnations**	**294 119**	**341 626**	**365 839**	**331 041**	**321 409**
7	**Relaxes**	**14 072**	**11 484**	**16 813**	**13 668**	**13 857**

Tribunaux aux armées

Code		2006	2007	2008r	2009	2010p
10	**Nombre de tribunaux aux armées**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**
◆	**Condamnations prononcées et inscrites au casier Judiciaire**					
11	**Nombre total de condamnations**	**225**	**179**	**126**	**151**	**92**
	Mode de jugement					
12	Contradictoire	157	129	96	103	69
13	Contradictoire à signifier	50	34	19	31	15
14	Défaut, itératif défaut	18	16	11	17	8
15	**Durée de la procédure (en mois)**	**21,9**	**21,2**	**16,5**	**18,2**	**20,9**
	Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugements)					
16	Contradictoire	23,8	19,2	16,1	18,6	22,4
17	Contradictoire à signifier	16,6	15,1	17,4	16,6	17,7
18	Défaut, itératif défaut	19,9	50,5	18,8	19,0	19,5
	Mode de signification					
19	**Nombre total de significations**	**68**	**50**	**30**	**49**	**26**
20	À personne	50	38	19	33	18
21	À parquet, étranger, affichage	18	12	11	16	8

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources :

Deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des cours d'appel : les Cadres du parquet d'une part, qui renseignent sur l'activité de la chambre de l'instruction et le nombre d'arrêts rendus et de relaxes prononcées chaque année par la chambre des appels correctionnels ; le Casier judiciaire d'autre part, qui donne le nombre de condamnations prononcées selon leur mode de jugement, leur mode de signification, et les délais moyens de réponse pénale.

Code

Définitions et méthode

Les jugements rendus en matière correctionnelle ou en matière de police (lorsqu'une peine d'emprisonnement a été prononcée, ou lorsque la peine encourue excède cinq jours d'emprisonnement), peuvent être attaqués devant la **cour d'appel**. Le Ministère public et toutes les parties ont dix jours francs à partir du prononcé du jugement en première instance pour interjeter appel. Toutefois le délai d'appel ne court qu'à partir de la signification du jugement, quel qu'en soit le mode.
La cour d'appel exerce son contrôle en droit et en fait sur les jugements qui lui sont soumis. Elle tranche donc de nouveau le débat au fond.
L'appel est jugé par la chambre des appels correctionnels, formation de la cour d'appel, composée d'un président de Chambre et de deux conseillers. Les fonctions du Ministère public y sont exercées par un membre du Parquet général.
L'arrêt rendu peut être un arrêt d'irrecevabilité, si l'appel est tardif ou irrégulièrement formé ; dans le cas contraire l'arrêt pourra être confirmatif (il maintient le jugement de première instance), ou infirmatif (il modifie tout ou partie du jugement de première instance).
Les arrêts rendus par les cours d'appel en matière répressive peuvent être frappés d'un pourvoi en cassation.

La **chambre de l'instruction** est la juridiction d'instruction du second degré. Il en existe au moins une près de chaque cour d'appel. Elle statue sur tous les appels des décisions prises dans le cadre des procédures de l'instruction.

1 Non compris les deux cours d'appel et les deux tribunaux supérieur d'appel des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

3 En application des nouvelles dispositions de l'art. 181 du CPP, depuis le 1er janvier 2001 il appartient aux juges d'instruction de renvoyer devant la cour d'assises les personnes accusées de crime.

23, 24 La chambre de l'application des peines est l'organe de deuxième degré de juridiction mis en place par la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la délinquance. Elle statue sur les décisions du juge de l'application des peines et du tribunal de l'application des peines.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008r	2009	2010p
1	**Nombre de cours d'appel**	**33**	**33**	**33**	**35**	**35**

Chambre de l'instruction

◆	**Décisions prononcées**					
2	**Nombre d'arrêts et ordonnances rendus**	**40 837**	**39 820**	**35 679**	**36 091**	**35 059**
3	Arrêts statuant sur la mise en accusation	423	401	393	373	379
4	Arrêts statuant sur la détention provisoire ou le contrôle judiciaire	17 477	16 009	16 530	17 419	17 243
5	Arrêts statuant sur des décisions juridictionnelles rendues par des juges d'instruction frappées d'appel ou sur évocation	9 767	8 538	7 344	6 826	6 140
6	Autres décisions	13 170	14 872	11 412	11 473	11 297

Chambre des appels correctionnels

◆	**Décisions prononcées**					
7	**Nombre d'arrêts et d'ordonnances rendus**	**48 873**	**48 047**	**52 337**	**52 627**	**51 952**
◆	**Personnes jugées**					
8	**Condamnations**	**33 680**	**32 700**	**33 750**	**35 052**	**37 390**
9	**Relaxes**	**3 270**	**3 269**	**3 235**	**3 301**	**3 122**
◆	**Condamnations inscrites au Casier Judiciaire**					
10	Majeurs	26 564	26 353	26 751	27 392	27 130
11	Mineurs	439	505	579	536	499
	Mode de jugement					
12	Contradictoire	19 632	19 288	19 772	19 604	18 500
13	Contradictoire à signifier	5 881	6 490	6 513	7 320	8 241
14	Défaut, itératif défaut	1 490	1 080	1 045	1 004	888
	Durée de la procédure (en mois)					
15	*Délai moyen entre infraction et arrêt (tous modes de jugements)*	**31,0**	**31,9**	**31,5**	**32,3**	**32,0**
16	Contradictoire	32,4	33,4	32,5	33,5	33,5
17	Contradictoire à signifier	25,8	27,5	28,7	29,6	29,1
18	Défaut, itératif défaut	33,6	31,3	30,0	28,8	27,7
	Mode de signification					
19	**Nombre total de significations**	**7 371**	**7 570**	**7 558**	**8 324**	**9 129**
20	À personne	2 429	2 396	3 204	5 730	6 566
21	À domicile, mairie	2 807	3 065	2 403	609	604
22	À parquet, étranger, affichage	2 135	2 109	1 951	1 985	1 959

Chambre de l'application des peines

◆	**Décisions prononcées**					
23	**Nombre d'arrêts et d'ordonnances**	**5 674**	**5 995**	**7 405**	**7 889**	**7 938**
24	**Nombre d'ordonnances du Président de la chambre**	**5 283**	**6 515**	**7 919**	**8 861**	**8 735**

Code | Définitions et méthode

La Cour de cassation contrôle la légalité de la décision, en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Elle ne procède pas à un nouvel examen des faits, mais fixe le sens dans lequel doit être appliquée la règle de droit.
Les arrêts de la chambre d'accusation, comme les arrêts et jugements rendus en dernier ressort en matière criminelle, correctionnelle ou de police, peuvent être annulés en cas de violation de la loi, sur pourvoi en cassation formé par le Ministère public ou par la partie à laquelle il est fait grief (art. 567 du Code de procédure pénale). Le recours est porté devant la chambre criminelle de la Cour de cassation.
Le pourvoi en cassation est irrecevable si les voies de recours ordinaires n'ont pas été utilisées autant qu'il était possible pour les décisions susceptibles d'appel ou d'opposition.
Le Ministère public et toutes les parties ont cinq jours francs après celui où la décision attaquée a été prononcée, pour se pourvoir en cassation. Toutefois le délai de pourvoi ne court qu'à compter de la signification de l'arrêt, quel qu'en soit le mode.
La procédure est très simple. La chambre criminelle statue sur le rapport d'un conseiller, après avoir entendu le Ministère public et les avocats des parties, puis elle prononce son arrêt.

4 Lorsque le pourvoi lui paraît fondé en droit, la Cour de cassation rend un **arrêt de cassation**, par lequel elle annule la décision prononcée en violation de la loi. Le procès et les parties sont renvoyés devant une juridiction de même ordre et même degré que celle qui a rendu la décision annulée.

5 Lorsque le pourvoi est recevable, mais que la Cour de cassation le juge mal fondé, elle rend un **arrêt de rejet**.

6 La Cour de cassation, avant de statuer au fond, recherche si le pourvoi a été régulièrement formé. Si elle estime que les conditions légales ne sont pas remplies, elle rend suivant les cas, un **arrêt d'irrecevabilité** ou un **arrêt de déchéance**.

7 La chambre criminelle de la Cour de cassation peut dessaisir toute juridiction d'instruction ou de jugement et renvoyer la connaissance de l'affaire à une autre juridiction du même ordre, dans l'intérêt d'une bonne administration de la Justice. Depuis le 1er janvier 2001, en cas d'appel d'une décision de cour d'assises, la chambre criminelle de la Cour de cassation est chargée de désigner la nouvelle cour d'assises qui procèdera au réexamen de l'affaire (art. 380-1 du CPP).

8 **Les ordonnances ou arrêts de désistement** sont rendus lorsqu'une des parties ayant formé le pourvoi en cassation se désiste.

9 **Non admission :** cf. glossaire

10 La Cour de cassation rend un arrêt de **non lieu à statuer** si le pourvoi est devenu sans objet.

12 à 19 **Commission de révision des condamnations pénales**
Instituée par la loi du 23 juin 1989 cette commission composée de 5 magistrats de la cour de cassation reçoit et instruit toutes les demandes en révision. La loi prévoit qu'il suffit d'un fait nouveau ou d'un élément inconnu de la juridiction au jour du procès "de nature à faire naître un doute sur la culpabilité du condamné".

17 La commission après avoir procédé à toutes les investigations, saisit la chambre criminelle de la Cour de cassation, statuant comme cour de révision, des demandes qui lui paraissent pouvoir être admises.

18 La cour de révision rejette la demande si elle l'estime mal fondée. Si au contraire elle estime la demande fondée, elle annule la condamnation et renvoie les accusés ou prévenus devant une autre juridiction de même ordre et de même degré que celle dont émane la décision annulée. S'il y a impossibilité de procéder à de nouveaux débats, elle statue elle-même au fond.

23 Le taux d'indemnisation s'obtient en rapportant le nombre d'affaires indemnisées au nombre d'affaires jugées.

27 à 32 **Commission nationale d'indemnisation en matière de détention provisoire**
La loi n° 70-643 du 17 juillet 1970 prévoit l'indemnisation des personnes ayant fait l'objet d'une détention provisoire dans une procédure terminée par une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement. Cette indemnité est allouée par décision d'une commission qui statue souverainement.
La loi du 15 juin 2000 prévoit la notification systématique du droit à demander réparation aux personnes bénéficiant d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement, et élargit les conditions d'indemnisation (art. 149 CPP). Elle transfère ces contentieux aux premiers présidents des cours d'appel (lignes 20 à 26), la commission nationale près la Cour de cassation devenant une instance d'appel (lignes 27 à 32).

Sources :

- Ministère de la Justice
  Rapport annuel de la Cour de cassation

Code		2006	2007	2008	2009	2010
◆	**Affaires nouvelles**					
1	**Nombre total d'affaires nouvelles**	**9 205**	**7 962**	**8 348**	**8 408**	**8 033**
◆	**Affaires terminées**					
2	**Nombre total d'affaires terminées**	**9 047**	**8 468**	**8 149**	**8 192**	**8 082**
3	*Durée moyenne globale des affaires terminées (en mois)*	*4,0*	*4,5*	*3,9*	*4,2*	*4,3*
4	Cassation	488	513	480	534	600
5	Rejet de la demande	1 809	1 747	1 557	1 477	1 526
6	Irrecevabilité	151	156	131	232	102
7	Désignation de juridiction	682	609	575	584	594
8	Désistement	563	557	540	605	542
9	Non admission	5 195	4 738	4 726	4 651	4 556
10	Autres décisions	159	148	140	109	162
◆	**Affaires en cours**					
11	Affaires en cours au 31 décembre de l'année	2 903	2 445	2 654	2 879	2 862

Révision des condamnations pénales

12	**Nombre de requêtes reçues par la commission de révision**	**188**	**156**	**143**	**135**	**133**
13	**Nombre de décisions rendues**	**189**	**168**	**143**	**139**	**109**
14	Irrecevabilité	136	121	110	100	74
15	Rejets	40	42	27	34	29
16	Désistement et autres	5	3	2	2	2
17	Saisine de la cour de révision	8	2	4	3	4
18	dont annulation de la décision	3	2	nd	nd	nd
19	**Nombre d'affaires en cours**	**123**	**113**	**97**	**93**	**117**

Indemnisation en matière de détention provisoire

Code		2006	2007	2008	2009	2010
◆	**Activité des Premiers présidents de cour d'appel en matière de réparation des détentions provisoires**					
20	**Nombre de requêtes reçues**	**640**	**639**	**598**	**576**	**540**
21	**Nombre de décisions rendues**	**644**	**665**	**661**	**585**	**577**
22	- Affaires indemnisées	547	562	575	511	470
23	*Taux d'indemnisation*	*85*	*85*	*87*	*87*	*81*
24	Montants versés (en Mo Euros)	8	10	11	9	8
25	- Rejets, irrecevabilités et autres	97	103	86	74	107
26	**Nombres d'affaires restant à juger**	**615**	**585**	**510**	**506**	**525**
◆	**Commission nationale de réparation des détentions provisoires**					
27	**Nombre de recours enregistrés**	**86**	**102**	**75**	**75**	**90**
28	**Nombre de décisions rendues**	**95**	**91**	**82**	**80**	**79**
29	- Rejet	24	26	30	19	27
30	- Réformation totale ou partielle	60	63	36	47	44
31	- Autres	11	2	16	14	8
32	*Délai moyen de traitement (en mois)*	*6,6*	*nd*	*nd*	*7,2*	*7,5*

Sources :

Trois sources ont été utilisés pour décrire l'action en faveur des victimes :

Les cadres du parquet pour l'activité des CIVI, le fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions pour l'activité qui le concerne et les états statistiques récapitulatifs de l'activité des associations pour l'aide aux victimes.

Dans chaque tribunal de grande instance des associations socio-judiciaires interviennent dans le domaine de l'aide aux victimes, du contrôle judiciaire et du suivi des mesures alternatives aux poursuites. Certaines associations remplissent ces trois fonctions d'autres n'en assurent qu'une ou deux. Dans le cadre de l'aide aux victimes les associations interviennent à la demande des personnes elles-mêmes et en toutes matières (civil et pénal).

Code	Définitions et méthode
1	Lorsque les victimes d'infractions ne peuvent être indemnisées à un autre titre, les articles 706-3 et suivants du CPP instituent en leur faveur un mode de réparation des dommages résultant d'atteintes à la personne. Cette indemnité n'a pas le caractère de dommages-intérêts, mais est un secours apporté par l'État. Le montant de l'indemnité est fixé par la **Commission d'indemnisation des victimes d'infraction (CIVI)**, instituée dans le ressort de chaque tribunal de grande instance. Cette commission a le caractère d'une juridiction civile.
15 à 31	Répartition de toutes les victimes reçues par les associationns.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet, Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions
  États statistiques récapitulatifs de l'activité des associations d'aide aux victimes

Indemnisations des victimes d'infraction

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	Nombre de demandes déposées auprès des Commissions d'indemnisation des victimes d'infraction (CIVI)	18 761	18 271	18 840	21 166	20 599
2	Montants accordés par les CIVI (en Mo €)	299,94	227,66	237,83	244,07	236,00

Associations d'aide aux victimes*

3	**Nombre d'associations**	**160**	**168**	**169**	**178**	**174**
◆	**Personnes travaillant dans les associations**					
4	**Nombre total de personnes**	**1 855**	**1 999**	**1 846**	**2 074**	**2 033**
5	Salariés	1 181	1 331	1 235	1 420	1 398
6	Bénévoles	674	668	611	654	635
7	**Total des personnes reçues pour la première fois au cours de l'année**	**270 609**	**259 345**	**267 983**	**277 129**	**268 194**
	Principales origines de la saisine					
8	Police, gendarmerie	63 006	65 743	67 281	70 442	61 261
9	Palais de justice, procureur de la République	48 276	30 501	36 206	35 295	41 112
10	Médias et relations personnelles	48 236	47 447	48 816	49 538	46 592
11	Mairie, service social	30 494	26 809	31 749	31 187	30 618
◆	**Activité des associations**					
12	**Nombre total de faits à l'origine de la sollicitation**	**270 609**	**260 571**	**273 159**	**275 898**	**267 942**
	Domaine des faits					
13	Civil	84 475	75 403	80 854	76 754	80 606
14	Pénal	186 134	185 168	192 305	199 144	187 336
◆	**Suivi des victimes dans le domaine pénal**					
15	**Ensemble des victimes aidées pour la première fois**	**101 364**	**185 168**	**192 305**	**199 144**	**187 336**
	Nature de l'infraction subie					
16	Atteintes aux personnes	62 152	114 044	119 256	123 743	115 821
17	dont : coups et blessures volontaires	31 638	59 579	66 755	70 935	66 400
18	viols et agressions sexuelles	11 510	16 584	15 511	14 853	13 495
19	menaces et injures	5 547	14 598	17 239	17 505	17 623
20	Atteintes aux biens	24 823	48 512	49 834	53 130	50 977
21	dont : vols simples ou aggravés	9 896	22 431	22 620	23 821	24 182
22	destructions et dégradations	6 407	11 529	12 571	13 334	12 298
23	abus de confiance, escroquerie	5 581	11 536	11 564	12 220	11 746
24	Accidents de la circulation	10 787	16 862	16 060	15 670	14 450
25	Autres infractions	3 602	5 750	7 155	6 601	6 088
26	**Ancienneté des faits**					
27	Moins de 1 mois	42 996	81 499	84 959	80 514	80 782
28	De 1 à 3 mois	18 994	33 795	32 109	38 744	32 717
29	De 3 mois à 1 an	19 212	34 182	34 613	38 847	36 139
30	Plus de 1 an	20 162	35 692	33 398	34 176	32 690
31	Non déclarée	0	0	7 226	6 863	5 008

* Le questionnaire de l'activité des associations d'aide aux victimes a été largement remanié en 2007, ce qui limite considérablement les comparaisons par rapport aux années précédentes.

Condamnations inscrites au Casier judiciaire national

Source

Les statistiques présentées dans ce chapitre sont relatives aux condamnations prononcées pour crimes, délits et contraventions de 5e classe. Elles sont obtenues à partir de l'exploitation statistique des informations figurant dans le Casier judiciaire national. Seul le Casier judiciaire permet à ce jour de connaître précisément le contenu infractionnel des condamnations prononcées par les juges, le type de procédure, la nature, la durée ou le montant des peines, ainsi que les caractéristiques d'âge, de sexe et de nationalité des personnes condamnées. Les compositions pénales (inscrites au casier judicaire) ne sont pas comptabilisées ici (voir p. 111).

Les acquittements et les relaxes ne sont pas portés au Casier judiciaire, ainsi que les contraventions des quatre premières classes sauf lorsqu'elles ont été sanctionnées d'une mesure d'interdiction de déchéance ou d'incapacité.

En raison des délais de signification, d'appel et de transmission par les juridictions au Casier judiciaire national, les statistiques des condamnations prononcées en 2010 sont des données provisoires, estimées au bout de 19 mois de collecte. Les statistiques définitives sur les condamnations de 2010 seront présentées dans la prochaine édition de l'Annuaire Statistique de la Justice, à côté des statistiques provisoires sur les condamnations de 2011.

Champ et méthode

Conformément à l'article R 66 du Code de procédure pénale, le Casier judiciaire national reçoit les fiches afférentes aux décisions définitives et rendues contradictoirement. En cas de décisions par défaut non signifiées à personne et non suivies d'opposition, la fiche est inscrite au casier, bien que l'opposition reste recevable (en vertu de l'article 492 du Code de procédure pénale) jusqu'à l'expiration des délais de prescription de la peine.

L'unité de compte de base est la décision rendue à l'encontre d'une personne par une autorité judiciaire. Cette décision peut être motivée par une ou plusieurs infractions, et comporter une ou plusieurs peines et mesures. Cette unité ne doit pas être confondue avec "l'affaire", dans laquelle peuvent être impliquées plusieurs personnes, et qui peut se terminer par plusieurs mesures (ou peines) par personne.

L'approche statistique doit retenir des conventions pour traiter les condamnations qui concernent des infractions (ou des peines) multiples.

La pluralité d'infractions, ou "concours d'infractions", implique qu'une même condamnation sanctionne plusieurs faits distincts, qui ne peuvent pas alors être rassemblés dans une qualification unique.

Pour sanctionner ce type d'association d'infractions, le droit a édicté le principe du non-cumul des peines (art. 132-3 du CP) : sauf pour quelques rares exceptions, en cas de pluralité d'infractions (crimes et délits uniquement), le juge ne peut infliger des peines distinctes de même nature pour chacune des infractions faisant l'objet d'une même poursuite. Une seule peine est prononcée, dans la limite du maximum légal le plus élevé ; elle est "réputée commune" à toutes les infractions en concours. Seules les peines d'amendes afférentes aux contraventions peuvent s'additionner entre elles et avec celle prononcéee pour les délits éventuellement poursuivis en concours.

La règle du non-cumul s'applique aux peines principales et complémentaires ou alternatives.

Selon la règle du non-cumul, si une condamnation s'applique par exemple à trois infractions et comporte trois peines, on ne peut pas dissocier les peines pour en associer une des trois à chaque infraction.

La prise en compte de l'ensemble de ce qui constitue une condamnation soulève donc quelques difficultés d'analyse. Pour pallier cette difficulté, l'analyse statistique a créé les concepts "d'infraction principale" et de "peine principale" :

L'infraction principale est la première citée si toutes les qualifications correspondent à une même catégorie (crime, délit ou contravention) ; c'est la première citée de la catégorie la plus grave si les qualifications correspondent à des catégories différentes (crime + délit par exemple).

La peine principale est la peine la plus grave prononcée pour les infractions de la catégorie la plus grave. À l'exception des dispenses de peines, toutes les peines criminelles arrivent donc avant les peines correctionnelles quelles qu'elles soient, qui elles-mêmes se placent devant les peines de police.

Définitions

Nature de l'infraction

Le contentieux pénal définit l'infraction à l'aide d'une table des natures d'infraction (NATINF) qui répertorie plus de 10 000 incriminations différentes.
Globalement, 1 800 positions sont utilisées au cours d'une année. Pour des raisons d'analyse statistique et de publication, ces postes ont été regroupés en une nomenclature de 200 rubriques, organisées sur trois niveaux d'agrégation présentant les infractions les plus graves et les plus fréquentes.

Nature de la peine

Le législateur édicte un barême général des peines. L'existence de ce barème légal est une garantie contre l'arbitraire du juge, car celui-ci ne pourra pas condamner au delà du maximum fixé par la loi. Mais le juge dispose en fait d'une grande latitude pour prononcer la sanction. Considérant la possibilité de réinsertion du délinquant comme l'étendue de sa culpabilité, le juge ne prononcera pas le plus souvent la peine prévue par la loi. Dans un certain nombre de cas, il peut aussi décider que l'emprisonnement sera subi dans le cadre de la semi-liberté, ou bien assorti de sursis, ou même remplacé par une peine alternative. Il peut également, sous certaines conditions, dispenser de peine le coupable. De surcroît, beaucoup de peines complémentaires étant facultatives, elles sont laissées à la discrétion du juge.

Les peines privatives de liberté :

La réclusion criminelle est une peine perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Code pénal). A temps, sa durée est comprise entre 10 et 30 ans.

L'emprisonnement, dont la durée maximale prévue par la loi peut aller jusqu'à dix ans pour certaines infractions (art. 131-4 du Code pénal), s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession) tantôt facultatives, tantôt obligatoires.

Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple, ou assorti du placement du condamné sous le régime de la mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révocable en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation est considérée comme non avenue si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis avec mise à l'épreuve est la combinaison du sursis à l'emprisonnement et de la mise à l'épreuve. Celle-ci soumet le condamné, sous le contrôle du juge de l'application des peines, à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières.

Les peines alternatives : L'article 131-6 du Code pénal prévoit que lorsqu'un délit est puni d'une peine d'emprisonnement, la juridiction peut prononcer, à la place de l'emprisonnement, une ou plusieurs des peines privatives ou restrictives de liberté prévues audit article. Il s'agit essentiellement des annulations ou suspensions de permis de conduire, des confiscations, et des interdictions professionnelles.

L'amende : C'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent à l'État. Elle est applicable en matière criminelle et correctionnelle, comme peine principale avec la réclusion ou l'emprisonnement également encouru. Pour les contraventions, c'est la peine principale unique ; son montant varie selon la classe de la contravention.

Le travail d'intérêt général : Lorsqu'un délit est puni d'emprisonnement, le tribunal peut prescrire un travail d'intérêt général à titre de peine principale. Le condamné accomplit, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association, un travail non rémunéré d'une durée comprise entre 20 et 210 heures (art. 131-8 du CP).

La dispense de peine : Le prévenu peut être dispensé de peine en matière de délit ou de contravention lorsqu'il apparaît que son reclassement est acquis, que le dommage causé est réparé et que le trouble résultant de l'infraction a cessé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine (art. 132-58 et s. du CP).

La mesure éducative (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) : Les juridictions pour mineurs prononcent suivant les cas les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives susceptibles d'être ordonnées sont variées et adaptées à chaque cas particulier. Les plus fréquentes sont : l'admonestation ; la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance ; le placement dans un établissement public ou privé habilité, médical ou d'éducation ou de formation professionnelle ou dans un internat pour mineurs délinquant ; la remise à l'aide sociale à l'enfance.

La sanction éducative : créée par la loi d'orientation et de programmation du 9 septembre 2002, elle constitue une réponse intermédiaire entre la mesure éducative et la peine, notamment à l'égard des mineurs de 10 à 13 ans qui, avant cette loi, ne pouvaient faire l'objet que de mesures éducatives.

Elle est insérée dans l'ordonnance du 2 février 1945 par modification de l'article 2 et la rédaction d'un nouvel article (15-1). Ce dernier mentionne dix types de sanctions parmi lesquels le stage de formation civique ainsi que la mesure d'aide ou de réparation.

Les peines complémentaires : Lorsque la loi le prévoit, un crime ou un délit peut être sanctionné d'une ou de plusieurs peines complémentaires qui emportent interdiction, déchéance, incapacité ou retrait d'un droit, injonction de soins ou obligation de faire, immobilisation ou confiscation d'un objet, confiscation d'un animal, fermeture d'un établissement ou affichage de la décision prononcée ou diffusion de celle-ci soit par la presse écrite, soit par tout moyen de communication au public par voie électronique (art. 131-10 du Code pénal). Des peines complémentaires sont également prévues pour les contraventions (art. 131-16 du Code pénal).

Comparabilité des séries d'une année sur l'autre

Au cours du temps, des modifications législatives transforment le champ d'intervention des juridictions pénales.

■ Ainsi le bilan des condamnations inscrites de 1984 à 1993 indique une diminution de l'ordre de 20% de l'activité pénale des juridictions, mais cette baisse ne doit pas être considérée comme un indicateur pertinent de l'évolution de l'ensemble de l'activité judiciaire pénale. Elle résulte en effet de la dépénalisation de certaines infractions, qui a pour conséquence de transférer la sanction des juridictions vers d'autres organismes, comme la Banque de France pour les chèques, et la RATP pour les filouteries de transport.

En 1986, le défaut d'assurance est décorrectionnalisé et devient une contravention de 5e classe. Le défaut de carte grise est dépénalisé.

■ La loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 (art. 769-2 du Code de procédure pénale) fixe des dispositions nouvelles en matière d'inscription (ou de maintien) au casier judiciaire des condamnations de mineurs. Cette loi a été mise en application avec le nouveau Code pénal au 1er janvier 1994 et a pour conséquence une importante baisse mécanique de ces inscriptions, qui affecte un peu la comparaison de l'année 1993 aux précédentes pour l'ensemble des condamnations (environ -1,5%). Son effet global est plus sensible en 1994, avec une diminution de 3,5% par rapport à 1993.

■ **L'entrée en vigueur en mars 1994 du nouveau Code pénal** produit des effets mécaniques directs (par exemple la suppression de la peine d'emprisonnement pour les contraventions), dont l'impact est difficile à apprécier précisément, ne serait-ce que parce que s'y ajoutent des effets indirects, comme celui de l'ouverture de l'éventail des peines. On peut d'ores et déjà mettre en garde contre une comparaison immédiate de l'année 1994 aux précédentes en ce qui concerne les caractéristiques suivantes des condamnations :

Nature de l'infraction : le Code pénal a pris en compte de nouvelles infractions comme la "mise en danger d'autrui", le "harcèlement sexuel", "l'agression téléphonique" et les "agressions sonores".

Il a requalifié certaines infractions, comme les "destructions ou détériorations d'un bien d'autrui", désormais distinguées selon la gravité de la détérioration, les "vols avec violence" qualifiés différemment selon qu'ils ont ou non entraîné une incapacité de travail.

Il a aggravé des infractions, comme certains "trafics de stupéfiants" ou "actes de torture et de barbarie", désormais qualifiés "crimes".

D'une manière générale, les nouvelles dispositions du Code insistent sur l'individualisation de la sanction pénale.

Ces dispositions donnent au juge des possibilités accrues pour prononcer des peines alternatives à l'emprisonnement, ou même à l'amende, comme les mesures privatives ou restrictives de droits (art.131-6 et 131-14).

L'emprisonnement en matière contraventionnelle est supprimé (art. 131-12), sauf dans quelques rares exceptions (e.g. contraventions douanières)

Le plafond de la peine d'emprisonnement correctionnel est porté à 10 ans (cinq ans auparavant, art. 40 ancien Code pénal). Parallèlement, la peine minimum de réclusion criminelle à temps passe de cinq à dix ans, et la peine plafond à trente ans (vingt ans auparavant). Les peines privatives de liberté d'une durée comprise entre cinq et dix ans, qui étaient majoritairement des peines de réclusion criminelle dans l'ancien Code pénal, sont donc désormais des peines d'emprisonnement (art. 131-1 et 131-4).

■ Les amnisties présidentielles de 1995 et 2002 ont entraîné une baisse importante des condamnations prononcées en 1995 et 2002. Compte-tenu des délais de transmission (50% des condamnations sont inscrites au bout d'un an, 90% au bout de 19 mois), une partie des condamnations prononcées en 1994 et 2001 a également été touchée par la loi d'amnistie. Celles-ci sont arrivées au Casier judiciaire après la promulgation des dites lois, et n'ont donc pas été inscrites. Les données 1996 sont également touchées pour des faits commis avant la loi et sanctionnés en 1996.

Un chiffrement de l'impact des amnisties est difficile à réaliser. Tout au plus peut-on signaler que les conséquences en sont relativement plus fortes sur :

a/ les mineurs : les admonestations et les remises à parent seront pour eux systématiquement amnistiées ;
b/ la structure par nature de peine : les peines de substitution et les amendes sont plus touchées que les autres ;
c/ la structure par durée de peines privatives de liberté et la durée moyenne d'emprisonnement ferme : l'amnistie touche surtout les durées courtes ;
d/ le montant moyen des amendes qui est en forte augmentation du fait de l'amnistie ;
e/ les natures d'infraction amnistiées par la loi : délits commis à l'occasion de conflits du travail, de conflits liés à l'enseignement, de conflits de caractère industriel, élections, liberté de presse, service national et les contraventions de cinquième classe.

■ Une nouvelle contravention relative à la sécurité routière a été créée à compter de 2001: l'excès de vitesse d'au moins 50 Km/h. La récidive est un délit.

■ Par ailleurs, le défaut d'assurance et la conduite sans permis deviennent des délits à partir de 2004.

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire. Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour crime prononcées au cours d'une année donnée.

Code	Définitions et méthode
2 à 8	**Nature de l'infraction** : cf. glossaire. Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave (crimes, délits, contraventions). Les infractions criminelles présentées ici sont regroupées par grands types d'atteintes ; le détail est fourni plus loin dans la publication pour chaque grand domaine d'infraction.
4	**Les coups et violences volontaires** de nature criminelle ont entraîné la mort ou une infirmité permanente. S'y ajoutent d'autres formes de violences, envers un mineur ou un majeur, lorsqu'elles sont accompagnées de circonstances aggravantes : séquestration, enlèvement, tortures ou actes de barbarie ...
6	Sont compris dans **les atteintes aux biens** les vols et recels qualifiés, les destructions, dégradations ou détournements de biens par attentat ayant causé des infirmités permanentes ou des morts.
8	**Les autres crimes** recouvrent la forfaiture (détournement de fonds par dépositaire public), l'abus de confiance par officier ministériel, le faux en écriture publique ou authentique, les atteintes à la sûreté publique ainsi que le trafic de stupéfiant en bande organisée.
9 à 24	**Nature de la peine** : cf. glossaire.
	La loi punit les crimes de peines de réclusion perpétuelle ou à temps (10 à 30 ans de privation de liberté). La tentative de crime est punie comme le crime consommé ; la complicité est également punissable en matière de crime. Les juges disposent de la faculté discrétionnaire d'atténuer la peine encourue : la peine peut être réduite jusqu'à deux ans d'emprisonnement si le crime est passible de la réclusion perpétuelle, et jusqu'à un an si le crime est passible de la réclusion à temps (art. 132-18 du CP). Pour les crimes commis en état de récidive légale, la loi prévoit des seuils de durée plus élevés qui varient selon la gravité de la détention criminelle encourue (art. 132-18-1 C.P.). La nature de l'infraction ne change pas par l'atténuation de la peine : elle dépend de la peine que la loi prévoit, et non de celle que le juge applique.
12 à 18	**Les durées des peines privatives de liberté** sont fournies globalement pour les réclusions et les emprisonnements. Il s'agit des durées des parties fermes des peines, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis lorsqu'il s'agit de peines d'emprisonnement.
27 à 34	**L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction commise et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Toutes condamnations pour crimes**	**3 325**	**3 273**	**2 923**	**2 756**	**2 706**
◆	**Nature de l'infraction**					
2	**Atteintes à la personne**	**2 548**	**2 569**	**2 285**	**2 191**	**2 147**
3	Homicides volontaires	491	557	444	439	437
4	Coups et violences volontaires	347	344	345	333	354
5	Viols	1 710	1 668	1 496	1 419	1 356
6	**Atteintes aux biens**	**690**	**607**	**555**	**471**	**455**
7	**Infractions à la législation sur les stupéfiants**	**18**	**23**	**14**	**36**	**55**
8	**Autres crimes**	**69**	**74**	**69**	**58**	**49**
◆	**Nature de la peine**					
9	**Peines privatives de liberté**	**3 274**	**3 244**	**2 884**	**2 720**	**2 663**
10	dont réclusion criminelle	1 291	1 234	1 038	1 111	1 147
11	Fermes ou assorties d'un sursis partiel	2 865	2 877	2 571	2 415	2 367
12	moins d'un an	100	119	103	70	53
13	1 an à moins de 3 ans	251	300	298	217	260
14	3 ans à moins de 5 ans	238	230	218	189	155
15	5 ans à moins de 10 ans	917	902	827	762	696
16	10 ans à moins de 20 ans	1 132	1 093	935	988	999
17	20 ans et plus (sans perpétuité)	195	220	172	176	188
18	Perpétuité	32	13	18	13	16
19	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)*	*110,8*	*110,0*	*106,6*	*112,9*	*116,3*
20	Assorties d'un sursis total	409	367	313	305	296
21	Sursis simple	177	175	128	124	121
22	Sursis avec mise à l'épreuve	228	191	185	181	175
23	Avec travail d'intérêt général	4	1	0	0	0
24	**Autres décisions**	**51**	**29**	**39**	**36**	**43**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
25	Hommes	3 163	3 130	2 783	2 625	2 550
26	Femmes	162	143	140	131	156
	Âge des condamnés					
27	Moins de 16 ans	415	394	345	336	324
28	de 16 ans à moins de 18 ans	221	264	261	193	178
29	de 18 ans à moins de 20 ans	280	253	249	203	205
30	de 20 ans à moins de 25 ans	588	559	442	462	452
31	de 25 ans à moins de 30 ans	402	454	386	414	353
32	de 30 ans à moins de 40 ans	774	679	645	593	602
33	de 40 ans à moins de 60 ans	592	607	550	495	541
34	60 ans et plus	53	63	45	60	51
	Nationalité des condamnés					
35	**Français**	**2 808**	**2 749**	**2 469**	**2 306**	**2 263**
36	**Étrangers**	**383**	**413**	**352**	**358**	**342**
37	Europe	89	131	119	122	96
38	*Portugal*	*27*	*27*	*15*	*29*	*12*
39	*Pologne*	*5*	*2*	*6*	*13*	*11*
40	*Roumanie*	*6*	*10*	*9*	*10*	*7*
41	*Turquie*	*12*	*24*	*20*	*13*	*15*
42	*Autres*	*39*	*68*	*69*	*57*	*51*
43	Maghreb	153	138	123	105	87
44	*Algérie*	*63*	*56*	*60*	*46*	*41*
45	*Maroc*	*67*	*64*	*52*	*48*	*29*
46	*Tunisie*	*23*	*18*	*11*	*11*	*17*
47	Afrique francophone hors Maghreb	55	61	54	45	39
48	Afrique non francophone	12	9	9	6	5
49	Asie, Océanie	27	24	27	13	39
50	Amérique	47	50	20	67	76
51	**Non déclarés**	**134**	**111**	**102**	**92**	**101**

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire. Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour délit prononcées au cours d'une année donnée.

Code	Définitions et méthode
2 à 34	**Nature de l'infraction** : cf. glossaire. Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave si plusieurs catégories sont en cause (délit + contravention par exemple). Les infractions délictuelles présentées ici sont regroupées par grands types d'atteintes ; le détail est fourni plus loin dans la publication pour chaque grand domaine d'infraction.
7	**Circulation routière** : les atteintes aux personnes qui se produisent dans le cadre des accidents corporels de la circulation routière sont prises en compte dans les atteintes aux personnes, avec les homicides et blessures involontaires.
10	**L'émission de chèques sans provision** a été dépénalisée à partir de 1992 ; elle relève désormais du ressort de la Banque de France.
16 à 22	**Les atteintes à la personne** regroupent l'ensemble des infractions portant atteinte, de façon volontaire ou involontaire, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles se produisent (y compris circulation routière et travail). On y trouve également les atteintes sexuelles (agressions sexuelles, exhibitions sexuelles, proxénétisme). L'**ITT** mesure la durée de l'incapacité totale de travail subie par la victime. C'est cette durée qui détermine la gravité de l'infraction et sa qualification en délit ou contravention.
22	**Les autres atteintes à la personne** concernent les atteintes à la vie privée, les violations de domiciles, les menaces, la diffamation, la discrimination, la non-assistance à personne en danger, la détention et la séquestration.
25	Les autres **infractions à la santé publique** comprennent notamment les infractions à la réglementation des débits de boisson, l'exercice illégal d'une profession médicale, les infractions à la législation sur les substances vénéneuses...
30	**Les autres atteintes à la sûreté publique** comprennent notamment les infractions à la législation sur les télécommunications et sur les jeux de hasard, les associations de malfaiteurs...
35 à 47	**Nature de la peine** : cf. glossaire. Les délits sont les infractions que la loi punit de peines correctionnelles. Les peines correctionnelles encourues par les personnes physiques sont : 1° l'emprisonnement, 2° l'amende, 3° le jour-amende, 4° le stage de citoyenneté, 5° le travail d'intérêt général, 6° les peines privatives ou restrictives de droits prévues à l'article 131-6, 7° les peines complémentaires prévues à l'article 131-10 du Code pénal et 8° la sanction-réparation (Article 131-3 C.P.). Le Nouveau Code pénal prévoit une peine d'emprisonnement pouvant atteindre dix ans, sauf dans les cas où la loi détermine d'autres limites (récidive). Lorsqu'une infraction est punie d'une peine d'emprisonnement, la juridiction peut prononcer une peine d'emprisonnement pour une durée inférieure à celle qui est encourue. De plus, la juridiction ne peut prononcer une peine d'emprisonnement sans sursis qu'après avoir spécialement motivé le choix de cette peine. Toutefois, il n'y a pas lieu à motivation spéciale lorsque la personne est en état de récidive légale (art.132-19 C.P.) et la peine d'emprisonnement ne peut être alors inférieure à une durée qui varie selon la gravité de la peine encourue (art. 132-19-1 C.P.). Lorsqu'une infraction est punie d'une peine d'amende, la juridiction peut prononcer une amende d'un montant inférieur à celle qui est encourue (art.132-20 C.P.).
37 à 42	**Durée des peines d'emprisonnement** : il s'agit des durées des parties fermes des peines, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Toutes condamnations pour délits**	**582 761**	**587 841**	**590 681**	**587 614**	**581 867**
◆	**Nature de l'infraction**					
2	**Atteintes aux biens**	**146 036**	**141 638**	**138 199**	**132 461**	**130 928**
3	Vols - recels	110 361	105 857	102 229	97 799	97 049
4	Escroqueries - abus de confiance	15 157	15 809	16 281	16 241	16 428
5	Destructions - dégradations	20 518	19 972	19 689	18 421	17 451
6	**Infractions à la circulation routière et aux transports**	**242 055**	**247 193**	**242 102**	**246 745**	**243 954**
7	Circulation routière	238 618	243 205	238 400	243 135	240 454
8	Transports	3 437	3 988	3 702	3 610	3 500
9	**Infractions à la législation économique et financière**	**16 835**	**16 378**	**16 321**	**15 787**	**14 374**
10	Chèques	3 164	2 918	2 677	2 635	2 622
11	Travail et sécurité sociale	6 494	6 706	6 735	6 801	6 125
12	Fraudes et contrefaçons	1 308	1 305	1 228	1 186	939
13	Législation sur la concurrence, les prix	1 783	1 686	1 687	1 510	1 409
14	Législation sur les sociétés	1 422	1 392	1 555	1 473	1 286
15	Atteintes aux finances publiques	2 664	2 371	2 439	2 182	1 993
16	**Atteintes à la personne**	**95 668**	**98 938**	**101 865**	**99 586**	**96 829**
17	Coups et violences volontaires	54 849	58 892	61 885	61 885	61 246
18	Homicides involontaires	1 646	1 406	1 433	1 271	1 229
19	Blessures involontaires	10 698	10 244	10 163	9 004	7 879
20	Atteintes à la famille	6 023	5 915	5 632	5 598	5 501
21	Atteintes sexuelles	10 401	10 160	10 132	9 523	8 883
22	Autres atteintes à la personne	12 051	12 321	12 620	12 305	12 091
23	**Atteintes à la santé**	**35 850**	**37 832**	**43 902**	**47 789**	**50 566**
24	Infractions sur les stupéfiants	35 377	37 357	43 355	47 306	50 100
25	Autres infractions à la santé publique	473	475	547	483	466
26	**Atteintes à la sûreté publique**	**12 437**	**11 930**	**12 646**	**11 821**	**11 685**
27	Police des étrangers - nomades	5 767	5 312	5 643	4 988	4 685
28	Commerce et transport d'armes	4 802	4 568	4 840	4 879	4 936
29	Infractions militaires	764	1 002	1 060	782	906
30	Autres atteintes à la sûreté publique	1 104	1 048	1 103	1 172	1 158
31	**Atteintes à l'ordre public général**	**8 064**	**8 071**	**8 415**	**7 282**	**7 150**
32	Faux en écriture publique ou privée	4 738	4 558	4 884	4 240	4 275
33	Atteinte à l'environnement	3 326	3 513	3 531	3 042	2 875
34	**Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire**	**25 816**	**25 861**	**27 231**	**26 143**	**26 381**
◆	**Nature de la peine**					
35	**Emprisonnement**	**314 897**	**318 790**	**320 888**	**306 838**	**303 972**
36	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	118 280	123 492	123 827	118 399	122 160
37	Moins de 3 mois	39 115	41 393	38 208	36 906	36 472
38	3 mois à moins de 6 mois	36 899	37 665	36 237	33 636	34 751
39	6 mois à moins d'un an	23 331	23 929	25 116	23 831	25 184
40	1 an à moins de 3 ans	14 667	16 161	19 865	19 875	21 237
41	3 ans à moins de 5 ans	2 989	3 161	3 333	3 163	3 387
42	5 ans et plus	1 279	1 183	1 068	988	1 129
43	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*6,9*	*6,8*	*7,2*	*7,2*	*7,4*
44	Assorti d'un sursis total	196 617	195 298	197 061	188 439	181 812
45	Sursis simple	135 554	131 657	130 522	122 062	116 927
46	Sursis avec mise à l'épreuve	51 370	54 581	57 733	57 124	55 584
47	Avec travail d'intérêt général	9 693	9 060	8 806	9 253	9 301

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
1 à 16	**Nature de la peine** : cf. glossaire.
3	**Montant moyen de la partie ferme** : il s'agit du montant moyen des parties fermes des peines d'amende, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.
5	**Les peines alternatives** sont les peines privatives ou restrictives de droits prévues par l'article 131-6 du Code pénal. Il s'agit de : 1° La suspension, pour une durée de cinq ans au plus, du permis de conduire ; 2° L'interdiction de conduire certains véhicules pendant une durée de cinq ans au plus ; 3° L'annulation du permis de conduire avec interdiction de solliciter la délivrance d'un nouveau permis pendant cinq ans au plus ; 4° La confiscation d'un ou de plusieurs véhicules appartenant au condamné ; 5° L'immobilisation, pour une durée d'un an au plus, d'un ou de plusieurs véhicules appartenant au condamné ; 6° L'interdiction de détenir ou de porter, pour une durée de cinq ans au plus, une arme soumise à autorisation ; 7° La confiscation d'une ou de plusieurs armes dont le condamné est propriétaire ou dont il a la libre disposition ; 8° Le retrait du permis de chasser avec interdiction de solliciter la délivrance d'un nouveau permis pendant cinq ans au plus ; 9° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'émettre des chèques autres que ceux qui permettent le retrait de fonds par le tireur auprès du tiré ou ceux qui sont certifiés et d'utiliser des cartes de paiement ; 10° La confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit ; 11° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction ; 12° L'interdiction, pour une durée de trois ans au plus, de paraître dans certains lieux ou catégories de lieux déterminés par la juridiction et dans lesquels l'infraction a été commise ; 13° L'interdiction, pour une durée de trois ans au plus, de fréquenter certains condamnés spécialement désignés par la juridiction, notamment les auteurs ou complices de l'infraction ; 14° L'interdiction, pour une durée de trois ans au plus, d'entrer en relation avec certaines personnes spécialement désignées par la juridiction, notamment la victime de l'infraction ; 15° L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer une profession commerciale ou industrielle, de diriger, d'administrer, de gérer ou de contrôler à un titre quelconque, directement ou indirectement, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, une entreprise commerciale ou industrielle ou une société commerciale.
19 à 26	**L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction commise et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
◆	**Nature de la peine (fin)**					
1	**Amende**	**170 715**	**174 676**	**175 478**	**183 576**	**183 898**
2	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	159 221	163 491	163 893	171 125	172 281
3	*Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)*	*542*	*706*	*538*	*736*	*672*
4	Assortie d'un sursis total	11 494	11 185	11 585	12 451	11 617
5	**Peine alternative**	**61 024**	**59 518**	**59 211**	**62 387**	**60 841**
6	Suspension du permis de conduire	19 818	17 711	14 489	12 938	11 948
7	Interdiction du permis de conduire	1 976	2 046	2 033	2 054	1 748
8	Travail d'intérêt général	14 519	14 301	14 208	16 385	15 936
9	Jours-amende	19 971	20 292	22 099	23 377	24 246
10	Interdiction du territoire français	885	795	843	569	498
11	Interdiction d'émettre des chèques	32	25	15	12	14
12	Autres	3 823	4 348	5 524	7 052	6 451
13	**Mesure éducative**	**27 923**	**26 532**	**25 913**	**25 274**	**24 617**
14	dont admonestation	19 387	17 725	16 930	15 671	15 126
15	**Sanction éducative**	**825**	**1 038**	**7 437**	**2 022**	**1 908**
16	**Dispense de peine**	**7 377**	**7 287**	**1 754**	**7 517**	**6 631**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
17	Hommes	527 983	532 316	534 420	531 997	526 575
18	Femmes	54 778	55 525	56 261	55 617	55 292
	Âge des condamnés					
19	Moins de 16 ans	24 043	24 065	24 252	23 636	22 582
20	De 16 ans à moins de 18 ans	30 972	31 435	31 192	30 016	28 417
21	De 18 ans à moins de 20 ans	58 982	56 697	56 937	56 835	57 550
22	De 20 ans à moins de 25 ans	122 626	121 526	121 252	121 827	122 382
23	De 25 ans à moins de 30 ans	82 255	85 424	87 610	89 210	90 463
24	De 30 ans à moins de 40 ans	124 945	126 463	125 877	123 441	121 880
25	De 40 ans à moins de 60 ans	126 273	128 962	129 432	128 038	123 999
26	60 ans et plus	12 665	13 269	14 129	14 611	14 594
	Nationalité des condamnés					
27	**Français**	**470 368**	**471 714**	**476 238**	**482 507**	**485 216**
28	**Étrangers**	**73 489**	**73 128**	**71 323**	**70 888**	**73 197**
29	Europe	24 103	24 961	24 263	24 671	26 558
30	*Portugal*	*5 085*	*5 102*	*5 180*	*5 119*	*5 406*
31	*Pologne*	*1 510*	*1 438*	*1 216*	*1 265*	*1 274*
32	*Roumanie*	*3 351*	*4 135*	*3 993*	*4 413*	*5 716*
35	*Turquie*	*4 666*	*4 877*	*4 796*	*4 575*	*4 387*
36	*Autres*	*9 491*	*9 409*	*9 078*	*9 299*	*9 775*
37	Maghreb	26 549	26 024	24 989	24 881	24 650
38	*Algérie*	*11 394*	*10 748*	*10 316*	*10 057*	*10 104*
39	*Maroc*	*10 778*	*10 714*	*10 269*	*10 004*	*9 903*
40	*Tunisie*	*4 377*	*4 562*	*4 404*	*4 820*	*4 643*
41	Afrique francophone hors Maghreb	12 862	12 138	11 787	11 479	11 750
42	Afrique non francophone	2 598	2 549	2 519	2 448	2 396
43	Asie, Océanie	4 742	4 965	4 991	4 805	5 130
44	Amérique	2 635	2 491	2 774	2 604	2 713
45	**Non déclarés**	**38 904**	**42 999**	**43 120**	**34 219**	**23 454**

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire. Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour contravention de 5e classe prononcées au cours d'une année donnée.

Code	Définitions et méthode
2 à 18	**Nature de l'infraction** : cf. glossaire.
	Les infractions contraventionnelles présentées ici sont regroupées par grands types d'atteintes ; le détail est fourni plus loin dans la publication pour chaque grand domaine d'infraction.
5 à 9	**Les atteintes à la personne** regroupent l'ensemble des infractions portant atteinte, de façon volontaire ou involontaire, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles se produisent (y compris circulation routière ou travail). **L'ITT** mesure la durée de l'incapacité totale de travail subie par la victime. C'est cette durée qui détermine la gravité de l'infraction, et sa qualification délit ou contravention.
19 à 31	**Nature de la peine** : cf. glossaire. Les contraventions sont réprimées par la loi de peines de police. Les peines encourues sont l'amende et les peines privatives ou restrictives de droit prévues par l'article 131-14 du Code pénal. Pour certaines infractions qui relèvent du Code des douanes, l'emprisonnement est encourue pour une contravention de 5e classe (Art. 413 bis du Code des douanes). Ces peines ne sont pas exclusives d'une ou plusieurs peines complémentaires prévues par les articles 131-16 et 131-17 du Code pénal. Les contraventions sont divisées en cinq classes selon la gravité de la peine encourue. Les contraventions de 5e classe, présentées ici, encourent les peines les plus graves : une amende de 1 500 Euros au plus. En cas de récidive, une amende de 3 000 Euros au plus peut être prononcée. La récidive en matière de police, et plus particulièrement en matière de contraventions de 5e classe, est effective si la personne a déjà été condamnée pour une contravention de 5e classe (ni un crime, ni un délit) dans les 12 mois précédant la date de l'infraction.
24	**Montant moyen de la partie ferme** : il s'agit du montant moyen des parties fermes des peines d'amende, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour contravention de 5e classe

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Toutes condamnations pour contraventions de 5e classe**	**46 445**	**51 689**	**46 249**	**43 366**	**43 479**
◆	**Nature de l'infraction**					
2	**Infractions à la circulation routière et aux transports**	**23 864**	**27 351**	**24 812**	**23 548**	**24 804**
3	Circulation routière	11 993	14 633	13 563	13 852	14 994
4	Transports	11 871	12 718	11 249	9 696	9 810
5	**Atteintes à la personne**	**10 655**	**11 774**	**11 255**	**10 303**	**9 880**
6	Blessures involontaires	647	618	626	454	383
7	Coups et violences volontaires (avec ITT <= 8 jours)	9 732	10 876	10 409	9 636	9 328
8	Atteintes aux mœurs	0	0	0	0	0
9	Autres atteintes à la personne	276	280	220	213	169
10	**Atteintes à l'environnement**	**3 491**	**3 635**	**2 852**	**2 739**	**2 711**
11	**Atteintes à la législation économique**	**3 946**	**3 573**	**2 459**	**1 953**	**1 850**
12	Travail et sécurité sociale	715	563	413	430	432
13	Atteintes à l'ordre économique	3 231	3 010	2 046	1 523	1 418
14	**Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire**	**12**	**8**	**31**	**34**	**32**
15	**Atteintes aux biens**	**4 139**	**4 989**	**4 449**	**4 424**	**3 895**
16	**Atteintes à la sûreté publique**	**330**	**350**	**387**	**361**	**300**
17	**Atteintes à la santé**	**6**	**7**	**2**	**2**	**0**
18	**Autres contraventions de 5e classe**	**2**	**2**	**2**	**2**	**7**
◆	**Nature de la peine**					
19	**Emprisonnement**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
20	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	0	0	0	0	0
21	Assorti d'un sursis total	0	0	0	0	0
22	**Amende**	**43 336**	**48 417**	**43 199**	**40 304**	**40 325**
23	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	40 941	45 562	40 503	37 508	37 380
24	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*373*	*385*	*385*	*378*	*370*
25	Assortie d'un sursis total	2 395	2 855	2 696	2 796	2 945
26	**Peine alternative**	**1 645**	**1 840**	**1 619**	**1 730**	**1 879**
27	dont suspension du permis de conduire	826	872	651	684	777
28	**Mesure éducative**	**849**	**795**	**818**	**752**	**657**
29	dont admonestation	612	560	560	553	436
30	**Sanction éducative**	**17**	**24**	**29**	**31**	**24**
31	**Dispense de peine**	**598**	**613**	**584**	**549**	**594**

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
3 à 10	**L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction commise et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour contravention de 5e classe [fin]

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
1	Hommes	42 319	47 170	42 173	39 606	39 818
2	Femmes	4 126	4 519	4 076	3 760	3 661
	Âge des condamnés					
3	Moins de 16 ans	529	521	529	474	437
4	De 16 ans à moins de 18 ans	705	703	768	695	584
5	De 18 ans à moins de 20 ans	2 445	2 996	2 846	2 772	2 779
6	De 20 ans à moins de 25 ans	6 796	8 153	7 454	7 429	7 560
7	De 25 ans à moins de 30 ans	5 732	6 395	5 977	5 916	5 948
8	De 30 ans à moins de 40 ans	11 714	12 831	10 959	10 208	10 004
9	De 40 ans à moins de 60 ans	16 388	17 714	15 612	13 846	14 101
10	60 ans et plus	2 136	2 376	2 104	2 026	2 066
	Nationalité des condamnés					
11	**Français**	**31 957**	**33 598**	**30 675**	**29 036**	**28 917**
12	**Étrangers**	**7 445**	**7 535**	**7 020**	**6 596**	**6 290**
13	Europe	5 590	5 623	5 369	5 058	4 788
14	*Portugal*	*698*	*729*	*614*	*695*	*656*
15	*Pologne*	*206*	*254*	*279*	*257*	*260*
16	*Roumanie*	*513*	*407*	*370*	*360*	*331*
19	*Turquie*	*475*	*455*	*401*	*331*	*298*
20	*Autres*	*3 698*	*3 778*	*3 705*	*3 415*	*3 243*
21	Maghreb	1 098	1 152	1 002	912	888
22	*Algérie*	*424*	*430*	*340*	*333*	*327*
23	*Maroc*	*463*	*542*	*474*	*412*	*392*
24	*Tunisie*	*211*	*180*	*188*	*167*	*169*
25	Afrique francophone hors Maghreb	293	329	285	283	294
26	Afrique non francophone	66	63	48	51	54
27	Asie, Océanie	179	182	164	163	151
28	Amérique	219	186	152	129	115
29	**Non déclarés**	**7 043**	**10 556**	**8 554**	**7 734**	**8 272**

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations pour crimes, délits et contraventions de 5e classe inscrites au Casier Judiciaire.

Pour mettre en relation l'infraction sanctionnée et la peine prononcée dans une condamnation, l'approche statistique oblige à ne considérer que l'infraction principale et la peine principale. Il est cependant possible de rendre compte de l'ensemble des peines prononcées dans une condamnation c'est à dire à la fois la peine principale et les autres peines qui l'accompagnent. C'est cet ensemble qui constitue la réponse de l'institution judiciaire à l'infraction commise.

Définitions et méthode

1 à 10 Une même condamnation peut comporter plusieurs peines, même lorsqu'elle ne sanctionne qu'une seule infraction. C'est l'ensemble de ces peines qui est présenté ici selon qu'elles sont prononcées à titre principal (lignes 2 à 6) ou en accompagnement d'une autre peine appelée « peine associée » (lignes 7 à 10).

10 Dans de rares cas, la règle du non cumul des peines souffre une exception et plusieurs peines d'emprisonnement peuvent être prononcées : évasion (art 434-31 du CP), usurpation de nom (art 434-23 du CP) et rébellion de détenu (art 433-9 du CP).

11 Il s'agit de l'ensemble des peines d'amende prononcées à titre principal ou « associées » à une autre peine.

12 Le montant global d'amende prononcé est exprimé en millions d'euros. Il s'agit des seules amendes fermes.

15 à 20 Il s'agit de la répartition de l'ensemble des amendes prononcées (ligne 11) selon la nature de l'infraction sanctionnée.

21 à 24 Il s'agit de la répartition des amendes associées selon la nature de la peine principale qu'elles accompagnent.

25 à 35 Les condamnations peuvent comporter des mesures qui ont pour objet l'interdiction, la déchéance, l'incapacité ou le retrait d'un droit, l'immobilisation ou la confiscation d'un objet, la fermeture d'un établissement et l'affichage de la décision (art 131-10 du CP, art 131-16 du CP). Ces mesures peuvent être prononcées à titre principal (art 131-11 et 131-18 du CP) ou à titre complémentaire.

36 à 39 Il s'agit de la répartition des mesures complémentaires (ligne 8) selon la nature de la peine principale qu'elles accompagnent.

Sources :

- Ministère de la justice
  Casier judiciaire national

Ensemble des peines prononcées dans les condamnations

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
◆1	**Toutes peines prononcées dans les condamnations**	**875 088**	**886 430**	**882 966**	**897 971**	**892 140**
2	**À titre de peine principale (= nombre de condamnations)**	**632 531**	**642 803**	**639 853**	**633 736**	**628 052**
3	Peine d'emprisonnement	318 171	322 034	323 772	309 558	306 635
4	Peine d'amende	214 051	223 093	218 677	223 882	224 224
5	Peine alternative ou mesure éducative (y c sanction éducative)	92 333	89 775	89 382	92 229	89 966
6	Dispense de peine	7 976	7 901	8 022	8 067	7 227
7	**À titre de peine "associée" accompagnant une autre peine**	**242 557**	**243 627**	**243 113**	**264 235**	**264 088**
8	Mesures complémentaires	183 883	183 437	184 378	208 936	210 747
9	Amendes	56 631	57 753	56 343	52 987	50 900
10	Autres peines (emprisonnement...)	2 043	2 437	2 392	2 312	2 441
◆ 11	**Toutes peines d'amende (principale ou associée)**	**270 682**	**280 846**	**275 020**	**276 869**	**275 124**
12	Montant global ferme des amendes principales ou associées (millions d'euros)	278,7	279,4	249,1	252,6	511,6
13	Montant global ferme des amendes principales (millions d'euros)	101,6	133,0	103,8	102,5	129,6
14	Montant global ferme des amendes associées (millions d'euros)	177,1	146,4	145,3	150,1	382,1
15	**Toutes peines d'amende par type d'infraction**	**270 682**	**280 846**	**275 020**	**276 869**	**275 124**
	dont					
16	Circulation routière	157 891	164 559	158 561	164 360	164 617
17	Atteintes aux biens	24 251	21 149	20 593	22 639	20 983
18	Atteintes aux personnes	27 430	28 642	25 465	25 814	24 118
19	Atteintes à l'ordre économique	15 322	13 798	11 062	9 932	11 676
20	ILS (infractions à la législation sur les stupéfiants)	9 672	10 862	13 973	18 094	20 217
21	**Peine principale associée à une amende**	**56 631**	**57 753**	**56 343**	**52 987**	**50 900**
22	Peine d'emprisonnement	50 423	51 557	50 388	45 316	41 992
23	Peine d'amende	5 387	5 411	5 155	6 812	7 976
24	Autre peine (peine alternative)	821	785	800	859	932
◆ 25	**Toutes peines alternatives ou complémentaire**	**276 216**	**273 212**	**273 760**	**301 165**	**300 713**
26	Interdiction du territoire français	5 770	4 830	4 563	4 015	4 041
27	Suspension du permis de conduire	140 627	137 761	127 301	122 670	120 464
28	Interdiction du permis de conduire	27 099	28 799	29 244	29 184	28 734
29	TIG (Travail d'intérêt général)	15 819	15 771	15 604	17 862	17 544
30	Jours amendes	20 427	20 738	22 557	23 803	24 674
31	Mesures éducatives	28 767	30 842	31 115	30 777	29 611
32	Suivi socio judiciaire	1 209	1 259	1 342	1 315	1 382
33	Confiscation	5 287	3 554	10 670	37 727	40 717
34	Déchéance des droits civiques et politiques	1 695	1 711	1 331	965	774
35	Autres peines	28 516	27 947	30 033	32 847	32 772
◆36	**Peine principale associée à une mesure complémentaire**	**183 883**	**183 437**	**184 378**	**208 936**	**210 747**
37	Peine d'emprisonnement	79 992	75 590	78 652	96 755	95 722
38	Peine d'amende	90 996	93 580	90 195	93 421	97 061
39	Autre peine (peine alternative)	12 895	14 267	15 531	18 760	17 964

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

La perpétration de **violences volontaires** peut entraîner une condamnation pour crime (homicide volontaire, coups et violences volontaires ayant entraîné la mort ou une infirmité permanente), pour délit (coups et blessures volontaires ayant entraîné une incapacité totale de travail supérieure à 8 jours), ou pour contravention de 5e classe (coups et blessures volontaires ayant entraîné une ITT ≤ 8 jours).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour **trois types d'infractions** : les homicides volontaires (crimes), les coups et violences volontaires (délits), et les coups et violences volontaires de moindre gravité (contraventions de 5e classe).

Code	Définitions et méthode
4	Le fait de donner volontairement la mort à autrui constitue un meurtre (art. 221-1 du Code pénal).
5	Le meurtre commis avec préméditation est qualifié d'**assassinat** (art. 221-3 du Code pénal).
7	Les autres crimes répertoriés son notamment **l'empoisonnement**, qui qualifie le fait d'attenter à la vie par l'effet de substances de nature à entraîner la mort (art. 221-5 du CP), et le **meurtre accompagné d'autres crimes ou délits**.
8 à 12	**Les coups et violences criminels** ont entraîné la mort ou une invalidité permanente. S'y ajoutent d'autres formes de violences, envers un mineur ou un majeur, lorsqu'elles sont accompagnées de circonstances aggravantes : séquestration, enlèvement, tortures ou actes de barbarie.
14 à 21	**Les coups et blessures de nature délictuelle** sont définis par la durée de l'incapacité totale de travail qu'ils ont occasionnée à la victime, ou par l'existence, quelle que soit la longueur de l'ITT, de circonstances aggravantes : personnes hors d'état de se protéger, ascendants légitimes ou naturels, usage d'une arme ... (art. 222-11 et s. du Code pénal). Le poste "**autres**" regroupe les actes de récidive en matière de violences volontaires, quelle que soit l'ITT.
22	**Les contraventions** de 5e classe dans ce domaine recouvrent les violences volontaires de faible gravité : ITT ≤ 8 jours.
	Nature de la peine, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la justice
  Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Toutes condamnations pour violences volontaires**	**65 419**	**70 669**	**73 083**	**72 293**	**71 275**
2	**Crimes**	**838**	**901**	**789**	**772**	**791**
3	**Homicides volontaires**	**491**	**557**	**444**	**439**	**437**
4	Meurtre	302	303	255	229	216
5	Assassinat	144	195	125	149	126
6	Meurtre sur mineur de moins de quinze ans	15	10	19	10	19
7	Autres	30	49	45	51	76
8	**Coups et violences volontaires**	**347**	**344**	**345**	**333**	**354**
9	Mort non intentionnelle	206	194	217	185	196
10	Infirmité permanente	28	42	36	39	26
11	Envers mineurs	51	33	34	34	28
12	Autres	62	75	58	75	104
13	**Délits**	**54 849**	**58 892**	**61 885**	**61 885**	**61 246**
	Coups et blessures volontaires					
14	Avec ITT > 8 jours sans circonstance aggravante	4 119	3 879	3 702	3 378	3 160
15	*dont violence par conjoint ou concubin*	*1 382*	*1 434*	*1 318*	*1 273*	*1 220*
16	Avec ITT <= 8 jours avec circonstance aggravante	40 595	44 873	48 099	48 764	48 335
17	*dont violence par conjoint ou concubin*	*11 263*	*13 884*	*9 620*	*9 401*	*8 845*
18	Avec ITT > 8 jours avec circonstance aggravante	7 860	7 816	7 739	7 434	7 489
19	Envers mineur de 15 ans avec incapacité <= 8 jours	876	817	894	848	839
20	Envers mineur de 15 ans avec incapacité > 8 jours	1 034	1 122	1 161	1 177	1 109
21	Autres coups et violences sur mineur	365	385	290	284	314
22	**Contraventions de 5e classe**	**9 732**	**10 876**	**10 409**	**9 636**	**9 238**
23	Coups et violences volontaires (ITT <= 8 jours)	9 732	10 876	10 409	9 636	9 238

Homicides volontaires

24	**Toutes condamnations pour homicide volontaire** (code 3)	**491**	**557**	**444**	**439**	**437**
◆	**Nature de la peine**					
25	**Peine privative de liberté**	**491**	**557**	**444**	**439**	**437**
26	dont réclusion criminelle	382	415	341	339	332
27	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	484	553	436	431	433
28	Moins d' un an	4	2	3	3	5
29	1 an à moins de 3 ans	14	22	12	9	10
30	3 ans à moins de 5 ans	8	14	7	13	8
31	5 ans à moins de 10 ans	76	79	61	59	56
32	10 ans à moins de 20 ans	241	281	232	221	224
33	20 ans et plus (sans perpétuité)	118	146	111	122	118
34	Perpétuité	23	9	10	4	12
35	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)*	*171,8*	*173,0*	*176,5*	*176,4*	*176,1*
36	Assortie d'un sursis total	7	4	8	8	4
37	Sursis simple	5	2	6	8	3
38	Sursis avec mise à l'épreuve	2	2	2	0	1
39	**Autres décisions**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
	Homicides volontaires (fin)					
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
1	Hommes	431	510	389	388	379
2	Femmes	60	47	55	51	58
	Âge des condamnés					
3	Moins de 16 ans	6	6	4	5	7
4	de 16 ans à moins de 18 ans	18	25	10	11	14
5	de 18 ans à moins de 20 ans	29	33	26	27	28
6	de 20 ans à moins de 25 ans	75	90	81	74	71
7	de 25 ans à moins de 30 ans	81	76	60	58	66
8	de 30 ans à moins de 40 ans	123	136	111	109	107
9	de 40 ans à moins de 60 ans	143	168	141	136	130
10	60 ans et plus	16	23	11	19	14
	Nationalité des condamnés					
11	Français	391	447	358	359	358
12	Étrangers	88	103	78	72	68
13	Non déclarés	12	7	8	8	11
	Coups et violences volontaires (délits)					
14	**Toutes condamnations pour délit de coups et violences volontaires**	**54 849**	**58 892**	**61 885**	**61 885**	**61 246**
◆	**Nature de la peine**					
15	**Emprisonnement**	**42 069**	**45 260**	**47 579**	**47 122**	**46 993**
16	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	14 244	15 706	16 356	16 157	16 815
17	Moins de 3 mois	3 947	4 234	3 880	3 689	3 642
18	3 mois à moins de 6 mois	4 626	5 034	4 940	4 854	4 922
19	6 mois à moins d'un an	3 472	3 838	4 166	4 213	4 419
20	1 an à moins de 3 ans	1 884	2 244	3 008	3 051	3 417
21	3 ans à moins de 5 ans	245	270	295	275	339
22	5 ans et plus	70	86	67	75	76
23	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*6,4*	*6,5*	*7,0*	*7,1*	*7,4*
24	Assorti d'un sursis total	27 825	29 554	31 223	30 965	30 178
25	Sursis simple	17 871	18 314	19 149	18 742	18 055
26	Sursis avec mise à l'épreuve	8 818	10 192	11 012	11 101	11 020
27	Avec travail d'intérêt général	1 136	1 048	1 062	1 122	1 103
28	**Amende**	**3 974**	**4 253**	**4 573**	**4 513**	**4 257**
29	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	2 840	2 921	3 209	3 013	2 796
30	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*472*	*488*	*475*	*474*	*498*
31	Assortie d'un sursis total	1 134	1 332	1 364	1 500	1 461
32	**Peine alternative**	**3 372**	**3 460**	**3 603**	**4 083**	**3 907**
33	Suspension du permis de conduire	166	101	79	79	69
34	Travail d'intérêt général	1 413	1 466	1 460	1 792	1 706
35	Jours - amendes	1 614	1 610	1 738	1 766	1 693
36	Autres	179	283	326	446	439
37	**Mesure et sanction éducative**	**4 445**	**4 879**	**4 973**	**4 983**	**4 998**
38	dont admonestation	3 009	3 151	2 985	2 950	2 893
39	**Dispense de peine**	**989**	**1 040**	**1 157**	**1 184**	**1 091**

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
1	Hommes	50 634	54 245	56 975	56 868	56 098
2	Femmes	4 215	4 647	4 910	5 017	5 148
	Âge des condamnés					
3	Moins de 16 ans	4 045	4 525	4 750	4 704	4 555
4	de 16 ans à moins de 18 ans	4 281	4 796	4 898	4 850	4 673
5	de 18 ans à moins de 20 ans	5 584	5 703	5 946	5 849	5 838
6	de 20 ans à moins de 25 ans	10 054	10 651	10 971	10 867	11 033
7	de 25 ans à moins de 30 ans	6 789	7 183	7 931	8 114	8 132
8	de 30 ans à moins de 40 ans	11 915	12 921	13 578	13 470	13 092
9	de 40 ans à moins de 60 ans	11 010	11 926	12 511	12 650	12 486
10	60 ans et plus	1 171	1 187	1 300	1 381	1 437
	Nationalité des condamnés					
11	Français	45 543	48 838	51 203	51 523	51 370
12	Étrangers	6 913	7 079	7 570	7 484	7 559
13	Non déclarés	2 393	2 975	3 112	2 878	2 317

Coups et violences volontaires (contraventions de 5e classe)

14	**Toutes condamnations pour coups et violences volontaires ITT<= 8 jrs**	**9 732**	**10 876**	**10 409**	**9 636**	**9 328**
◆	**Nature de la peine**					
15	**Amende**	**8 432**	**9 512**	**9 109**	**8 375**	**8 032**
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	7 398	8 178	7 820	7 040	6 605
17	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*352*	*368*	*363*	*363*	*350*
18	Assortie d'un sursis total	1 034	1 334	1 289	1 335	1 427
19	**Peine alternative**	**663**	**750**	**681**	**673**	**741**
20	**Mesure et sanction éducative**	**471**	**443**	**454**	**422**	**364**
21	dont admonestation	350	309	307	313	232
22	**Dispense de peine**	**166**	**171**	**165**	**166**	**191**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
23	Hommes	8 563	9 445	8 968	8 228	8 016
24	Femmes	1 169	1 431	1 441	1 408	1 312
	Âge des condamnés					
25	Moins de 16 ans	277	243	261	224	209
26	de 16 ans à moins de 18 ans	421	421	463	398	362
27	de 18 ans à moins de 20 ans	838	1 050	1 088	971	856
28	de 20 ans à moins de 25 ans	1 972	2 267	2 113	1 923	1 822
29	de 25 ans à moins de 30 ans	1 401	1 574	1 519	1 373	1 404
30	de 30 ans à moins de 40 ans	2 447	2 641	2 389	2 258	2 168
31	de 40 ans à moins de 60 ans	2 146	2 383	2 283	2 214	2 204
32	60 ans et plus	230	297	293	275	303
	Nationalité des condamnés					
33	Français	7 839	8 217	7 931	7 567	7 322
34	Étrangers	825	852	729	717	726
35	Non déclarés	1 068	1 807	1 749	1 352	1 280

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

L'ensemble des **atteintes involontaires aux personnes** a été regroupé dans ce volet quelles qu'aient été les circonstances matérielles de la commission de l'infraction, circonstances qui peuvent aller des accidents de la circulation aux accidents du travail.

Le domaine des atteintes corporelles involontaires dans le cadre de la circulation routière a été isolé dans chaque groupe de condamnations, afin de pouvoir le rapprocher des autres infractions à la circulation [cf. "Condamnations relatives à la circulation routière et aux transports"].

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions ayant un conducteur pour auteur : homicides involontaires par conducteur (état alcoolique ou non), blessures involontaires par conducteur (état alcoolique ou non), et blessures involontaires de moindre gravité par conducteur (contraventions de 5e classe).

Code	Définitions et méthode
3 à 13	**Les homicides ou blessures involontaires** résultent de la maladresse, de l'inattention, de la négligence ou de l'inobservation des règlements. Les homicides commis involontairement sont des délits. Les blessures sont des délits si elles ont entraîné une incapacité totale de travail (ITT) supérieure à trois mois, ou si l'infraction comporte des circonstances aggravantes (exemple : blessures involontaires avec ITT ≤ 3 mois par conducteur en état alcoolique). Depuis 2004, les blessures involontaires par conducteur avec ITT< 3 mois sont des délits.
7, 13	Les "**autres homicides ou blessures involontaires**" se sont produits hors des domaines routier ou professionnel, essentiellement la chasse ou à l'occasion de tout autre acte de la vie courante.
9, 15	La loi du 12 juin 2003 de lutte contre la violence routière a correctionnalisé les blessures involontaires ayant entraîné une ITT ≤ 3 mois quand elles sont commises par le conducteur d'un véhicule terrestre à moteur.
16, 17	**Les contraventions de 5e classe** recouvrent les blessures de plus faible gravité (ITT ≤ 3 mois), si elles ne sont pas commises par le conducteur d'un véhicule terrestre à moteur.
	Nature de la peine, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Toutes condamnations pour violences involontaires**	**12 991**	**12 268**	**12 222**	**10 729**	**9 491**
2	**Délits**	**12 344**	**11 650**	**11 596**	**10 275**	**9 108**
3	**Homicides involontaires**	**1 646**	**1 406**	**1 433**	**1 271**	**1 229**
4	Par conducteur	981	853	871	782	772
5	Par conducteur en état alcoolique	271	233	253	174	188
6	Par accident du travail	133	114	104	94	88
7	Autres homicides involontaires	261	206	205	221	181
8	**Blessures involontaires**	**10 698**	**10 244**	**10 163**	**9 004**	**7 879**
9	Par conducteur	7 624	7 271	7 186	6 300	5 294
10	Par conducteur en état alcoolique (ITT <= 3 mois)	2 172	2 083	2 117	1 881	1 778
11	Par conducteur en état alcoolique (ITT > 3 mois)	258	260	228	211	188
12	Par accident du travail (ITT > 3 mois)	234	239	211	199	136
13	Autres blessures involontaires	410	391	421	413	483
14	**Contraventions de 5e classe**	**647**	**618**	**626**	**454**	**383**
	Blessures involontaires					
15	Avec ITT <= 3 mois : conduite de véhicule	75	24	9	3	2
16	Avec ITT <= 3 mois : sauf route, travail	531	545	580	405	348
17	Avec ITT <= 3 mois : accident du travail	41	49	37	46	33

Homicides involontaires par conducteur

18	**Toutes condamnations pour homicide involontaire par conducteur, état alcoolique ou non (cf. codes 4 et 5)**	**1 252**	**1 086**	**1 124**	**956**	**960**
◆	**Nature de la peine**					
19	**Emprisonnement**	**1 170**	**1 020**	**1 062**	**889**	**922**
20	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	361	330	327	257	301
21	Moins de 3 mois	11	8	10	7	4
22	3 mois à moins de 6 mois	43	35	36	21	12
23	6 mois à moins d'un an	95	100	93	66	86
24	1 an et plus	212	187	188	163	199
25	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*15,4*	*15,1*	*14,4*	*15,7*	*16,1*
26	Assorti d'un sursis total	809	690	735	632	621
27	Sursis simple	766	655	686	602	601
28	Sursis avec mise à l'épreuve	40	33	48	30	20
29	Avec travail d'intérêt général	3	2	1	0	0
30	**Amende**	**29**	**23**	**27**	**16**	**13**
31	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	21	16	21	12	9
32	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*948*	*1 772*	*1 448*	*679*	*1 861*
33	Assortie d'un sursis total	8	7	6	4	4
34	**Peine alternative**	**46**	**32**	**31**	**42**	**21**
35	dont suspension du permis de conduire	31	22	14	25	13
36	**Autres décisions**	**7**	**11**	**4**	**9**	**4**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
37	Hommes	1 069	930	921	793	820
38	Femmes	183	156	203	163	140

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
	Homicides involontaires par conducteur (fin)					
	Âge des condamnés					
1	Moins de 16 ans	2	2	3	5	3
2	de 16 ans à moins de 18 ans	11	10	6	16	8
3	de 18 ans à moins de 20 ans	118	95	87	77	90
4	de 20 ans à moins de 25 ans	295	251	265	218	205
5	de 25 ans à moins de 30 ans	168	154	140	113	143
6	de 30 ans à moins de 40 ans	235	225	234	210	168
7	de 40 ans à moins de 60 ans	305	258	287	227	242
8	60 ans et plus	118	91	102	90	101
	Nationalité des condamnés					
9	Français	1 120	961	1 022	874	876
10	Étrangers	103	103	84	61	70
11	Non déclarés	29	22	18	21	14
	Blessures involontaires par conducteur : délits					
12	**Toutes condamnations pour délit de blessures involontaires par conducteur, état alcoolique ou non**	**10 054**	**9 614**	**9 531**	**8 392**	**7 260**
◆	**Nature de la peine**					
13	**Emprisonnement**	**4 942**	**4 752**	**5 026**	**4 530**	**4 165**
14	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	715	729	798	728	717
15	Moins de 3 mois	195	216	189	185	138
16	3 mois à moins de 6 mois	243	251	301	252	245
17	6 mois à moins d'un an	191	171	215	217	225
18	1 an et plus	86	91	93	74	109
19	*Durée moyenne de la partie ferme (en mois)*	*5,4*	*5,3*	*5,4*	*5,3*	*6,3*
20	Assorti d'un sursis total	4 227	4 023	4 228	3 802	3 448
21	Sursis simple	3 623	3 421	3 555	3 136	2 810
22	Sursis avec mise à l'épreuve	533	553	617	618	585
23	Avec Travail d'intérêt général	71	49	56	48	53
24	**Amende**	**3 185**	**3 163**	**2 820**	**2 427**	**2 001**
25	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	2 862	2 791	2 461	2 008	1 706
26	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*426*	*433*	*442*	*452*	*489*
27	Assortie d'un sursis total	323	372	359	419	295
28	**Peine alternative**	**1 755**	**1 522**	**1 524**	**1 279**	**963**
29	*dont suspension du permis de conduire*	*1 408*	*1 135*	*1 125*	*819*	*603*
30	**Autres décisions**	**172**	**177**	**161**	**156**	**131**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
31	Hommes	8 216	7 889	7 731	6 793	5 982
32	Femmes	1 838	1 725	1 800	1 599	1 278
	Âge des condamnés					
33	Moins de 16 ans	27	40	25	26	23
34	de 16 ans à moins de 18 ans	70	76	73	89	74
35	de 18 ans à moins de 20 ans	768	699	629	593	527
36	de 20 ans à moins de 25 ans	2 084	1 979	1 897	1 636	1 480
37	de 25 ans à moins de 30 ans	1 319	1 264	1 220	1 124	973
38	de 30 ans à moins de 40 ans	2 037	2 093	2 027	1 769	1 492
39	de 40 ans à moins de 60 ans	2 740	2 544	2 641	2 231	1 947
40	60 ans et plus	1 009	919	1 019	924	744
	Nationalité des condamnés					
41	Français	8 908	8 487	8 401	7 470	6 477
42	Étrangers	805	794	814	689	618
43	Non déclarés	341	333	316	233	165

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
	Blessures involontaires : contraventions de 5e classe					
1	**Toutes condamnations pour blessures**	**647**	**618**	**626**	**454**	**383**
◆	**Nature de la peine**					
2	**Amende**	**563**	**552**	**559**	**397**	**328**
3	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	472	455	448	314	252
4	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*390*	*414*	*376*	*408*	*404*
5	Assortie d'un sursis total	91	97	111	83	76
6	**Peine alternative**	**50**	**30**	**30**	**25**	**20**
7	dont suspension du permis de conduire	36	17	14	18	14
8	**Autres décisions**	**34**	**36**	**37**	**32**	**35**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
9	Hommes	490	481	473	354	296
10	Femmes	157	137	153	100	87
	Âge des condamnés					
11	Moins de 16 ans	14	11	16	14	18
12	de 16 ans à moins de 18 ans	12	10	11	8	7
13	de 18 ans à moins de 20 ans	17	18	23	27	27
14	de 20 ans à moins de 25 ans	101	87	63	41	46
15	de 25 ans à moins de 30 ans	79	81	86	41	35
16	de 30 ans à moins de 40 ans	143	119	138	102	86
17	de 40 ans à moins de 60 ans	221	243	232	163	127
18	60 ans et plus	60	49	57	58	37
	Nationalité des condamnés					
19	Français	545	492	491	384	320
20	Étrangers	52	32	34	16	17
21	Non déclarés	50	94	101	54	46

Les condamnations décrites dans ce volet répriment les “agressions sexuelles”, qui comprennent toutes les atteintes sexuelles commises avec violence, contrainte, menace ou surprise - art. 222-22 du CP - (viols et autres agressions sexuelles), l’exploitation de la personne (proxénétisme), et diverses infractions moins graves relatives aux mœurs (exhibition sexuelle, outrage aux bonnes mœurs).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l’ensemble des viols, l’ensemble des agressions, et l’ensemble des condamnations pour proxénétisme.

Code	Définitions et méthode
3 à 7	Les agressions sexuelles de nature criminelle sont **les viols** (art. 222-23 et s. du CP). Le viol simple est puni de 15 ans de réclusion criminelle. Si le viol est commis avec certaines circonstances aggravantes, la peine encourue s’élève à 20 ans de réclusion [sur mineur de 15 ans, sur personne vulnérable, par un ascendant avec menace ou usage d’une arme...], à 30 ans lorsqu’il a entraîné une mutilation ou une infirmité permanente, et à la réclusion criminelle à perpétuité lorsqu’il a entraîné la mort.
4	Les viols de mineurs par ascendant ou personne ayant autorité sont inclus dans les viols avec circonstances aggravantes.
6	Sur majeur ou mineur de plus de 15 ans.
9	**L’exhibition sexuelle**, imposée à la vue d’autrui dans un lieu accessible aux regards du public, est punie d’un an d’emprisonnement et de 15 000 euros d’amende (Art. 222-32 du CP). Ces faits étaient qualifiés “*outrage public à la pudeur*” dans l’ancien Code pénal.
10, 11	**Le proxénétisme** est aggravé par l’usage de violences ou de menaces, par l’existence d’un lien de famille entre l’auteur et la victime, et par la pluralité d’auteurs et de victimes. Le délit ainsi défini est alors passible d’un emprisonnement de 10 ans (art. 225-7 C.P.).
12 à 17	Les agressions sexuelles autres que le viol sont punies de cinq ans d’emprisonnement et de 75 000 Euros d’amende (Art. 222-27 du CP). Les peines sont portées à sept ans d’emprisonnement et 100 000 Euros d’amende notamment lorsque ces agressions ont entraîné des blessures, sont commises par un ascendant ou une personne ayant autorité, par plusieurs personnes ou avec une arme (Art. 222-28 du CP) ou quand elles sont imposées à un mineur de quinze ans ou à une personne particulièrement vulnérable (Art. 222-29 du CP). Enfin, les agressions sexuelles ont punies de dix ans d’emprisonnement et de 150 000 Euros d’amende quand elles sont imposées à un mineur de quinze ans ou une personne particulièrement vulnérable et qu’elles ont été commises par un ascendant ou une personne abusant de son autorité, par plusieurs personnes, avec une arme ou qu’elles ont entraîné des blessures (Art. 222-30 du CP).
13	Le fait de harceler autrui dans le but d’obtenir des faveurs de nature sexuelle est puni d’un an d’emprisonnement et de 15 000 Euros d’amende (Art. 222-33 du CP).
18	**Les autres atteintes aux mœurs sur mineur** comprennent le proxénétisme pratiqué sur des victimes mineures, la corruption de mineurs et les outrages aux bonnes mœurs envers mineurs.
19	Jusqu’en 2002, le racolage n’encourait qu’une peine d’amende pour contravention de 5 e classe. La loi du 18 mars 2003 (art. 225-10-1) a correctionnalisé cette infraction qui est punie de deux mois d’emprisonnement et de 3 750 euros d’amende.
	Nature de la peine, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2 006	2 007	2 008	2 009	2010p
1	**Toutes condamnations pour atteintes sexuelles**	**12 111**	**11 828**	**11 628**	**11 097**	**10 239**
2	**Viols (crimes)**	**1 710**	**1 668**	**1 496**	**1 419**	**1 356**
3	Commis par plusieurs personnes	89	148	138	117	109
4	Avec circonstances aggravantes	647	559	517	467	467
5	Sur mineur de moins de 15 ans	535	547	456	448	395
6	Viol par ascendant ou personne ayant autorité	116	87	78	86	109
7	Viols simples et autres	323	327	307	301	276
8	**Atteintes sexuelles (délits)**	**10 401**	**10 160**	**10 132**	**9 678**	**8 883**
9	Exhibition sexuelle	2 084	1 948	1 935	1 634	1 529
10	Proxénétisme	248	254	254	229	225
11	Proxénétisme aggravé	275	284	236	234	250
12	Agression sexuelle	1 624	1 713	1 709	1 662	1 488
13	*dont harcèlement sexuel*	*62*	*56*	*53*	*54*	*46*
14	Aggression sexuelle avec circonstance aggravante	602	617	643	716	725
15	Atteinte sexuelle sur mineur sans circonstance aggravante	278	284	289	294	313
16	Atteinte ou agression sexuelle sur mineur avec circonstance aggravante	3 570	3 248	3 156	3 097	2 832
17	Agression sexuelle par ascendant ou personne ayant autorité	235	235	240	236	178
18	Autres atteintes aux mœurs sur mineur	1 011	1 159	1 397	1 421	1 227
19	Racolage public	474	418	273	155	116

Viols

21	**Toutes condamnations pour viols (cf. code 2)**	**1 710**	**1 668**	**1 496**	**1 419**	**1 356**
◆	**Nature de la peine**					
22	**Peine privative de liberté**	**1 675**	**1 641**	**1 460**	**1 388**	**1 327**
23	*dont réclusion criminelle*	*578*	*535*	*442*	*503*	*497*
24	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 362	1 351	1 222	1 147	1 102
25	Moins d'un an	55	57	49	38	26
26	1 an à moins de 3 ans	134	157	158	93	137
27	3 ans à moins de 5 ans	102	105	102	79	64
28	5 ans à moins de 10 ans	493	461	430	405	352
29	10 ans à moins de 20 ans	542	537	450	508	488
30	20 ans et plus (sans perpétuité)	33	33	30	21	34
31	Perpétuité	3	1	3	3	1
32	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)*	*101,5*	*99,0*	*95,3*	*103,9*	*106,5*
33	Assortie d'un sursis total	313	290	238	241	225
34	Sursis simple	124	122	79	83	81
35	Sursis avec mise à l'épreuve	188	168	159	158	144
36	Avec travail d'intérêt général	1	0	0	0	0
37	**Autres décisions**	**35**	**27**	**36**	**31**	**29**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
38	Hommes	1 686	1 642	1 479	1 398	1 343
39	Femmes	24	26	17	21	13
	Âge des condamnés					
40	Moins de 16 ans	354	345	302	295	271
41	de 16 ans à moins de 18 ans	115	121	139	102	91
42	de 18 ans à moins de 20 ans	99	99	102	72	66
43	de 20 ans à moins de 25 ans	174	195	139	156	155
44	de 25 ans à moins de 30 ans	175	221	176	194	158
45	de 30 ans à moins de 40 ans	433	361	345	326	304
46	de 40 ans à moins de 60 ans	328	291	265	249	280
47	60 ans et plus	32	35	28	25	31
	Nationalité des condamnés					
48	Français	1 471	1 429	1 287	1 212	1 176
49	Étrangers	152	162	136	157	130
50	Non déclarés	87	77	73	50	50

Code		2 006	2 007	2 008	2 009	2010p
	Agressions sexuelles (délits)					
1	**Toutes condamnations pour agressions sexuelles** (page précédente, codes 12 à 17)	**6 309**	**6 097**	**6 037**	**6 005**	**5 536**
◆	**Nature de la peine**					
2	**Emprisonnement**	**5 494**	**5 363**	**5 296**	**5 209**	**4 818**
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	2 120	2 071	2 008	1 990	1 789
4	Moins de 3 mois	109	108	87	83	63
5	3 mois à moins de 6 mois	214	209	192	187	174
6	6 mois à moins d'un an	432	469	456	419	346
7	1 an à moins de 3 ans	831	815	818	876	834
8	3 ans à moins de 5 ans	336	318	287	284	244
9	5 ans et plus	198	152	168	141	128
10	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*21,5*	*20,1*	*20,6*	*19,9*	*20,3*
11	Assorti d'un sursis total	3 374	3 292	3 288	3 219	3 029
12	Sursis simple	1 680	1 674	1 659	1 623	1 514
13	Sursis avec mise à l'épreuve	1 681	1 608	1 616	1 586	1 507
14	Avec Travail d'intérêt général	13	10	13	10	8
15	**Amende**	**70**	**55**	**52**	**62**	**66**
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	56	38	33	49	46
17	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*1 021*	*1 312*	*839*	*1 078*	*1 188*
18	Assortie d'un sursis total	14	17	19	13	20
19	**Autres décisions**	**745**	**679**	**689**	**734**	**652**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
20	Hommes	6 226	6 037	5 969	5 932	5 487
21	Femmes	83	60	68	73	49
	Âge des condamnés					
22	Moins de 16 ans	1 322	1 145	1 175	1 215	1 027
23	de 16 ans à moins de 18 ans	293	292	292	279	249
24	de 18 ans à moins de 20 ans	296	321	339	271	303
25	de 20 ans à moins de 25 ans	520	522	493	472	462
26	de 25 ans à moins de 30 ans	539	506	495	507	444
27	de 30 ans à moins de 40 ans	1 360	1 274	1 309	1 223	1 144
28	de 40 ans à moins de 60 ans	1 602	1 629	1 553	1 654	1 527
29	60 ans et plus	377	408	381	384	380
	Nationalité des condamnés					
30	Français	5 464	5 197	5 127	5 119	4 805
31	Étrangers	539	539	487	520	493
32	Non déclarés	306	361	423	366	238

Code		2 006	2 007	2 008	2 009	2010p
	Proxénétisme					
1	**Toutes condamnations pour proxénétisme**	**523**	**538**	**490**	**463**	**475**
◆	**Nature de la peine**					
2	**Emprisonnement**	**477**	**484**	**441**	**414**	**435**
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	287	308	266	266	270
4	Moins de 3 mois	6	9	8	7	6
5	3 mois à moins de 6 mois	28	34	32	23	29
6	6 mois à moins d'un an	61	56	44	49	56
7	1 an à moins de 3 ans	101	119	111	111	103
8	3 ans à moins de 5 ans	48	53	48	46	46
9	5 ans et plus	43	37	23	30	30
10	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*26,0*	*25,1*	*22,5*	*23,5*	*24,5*
11	Assorti d'un sursis total	190	176	175	148	165
12	Sursis simple	175	166	159	137	155
13	Sursis avec mise à l'épreuve	14	10	16	11	10
14	Avec travail d'intérêt général	1	0	0	0	0
15	**Amende**	**35**	**35**	**41**	**35**	**29**
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	26	32	29	30	21
17	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*3 329*	*4 655*	*4 052*	*3 875*	*5 491*
18	Assortie d'un sursis total	9	3	12	5	8
19	**Autres décisions**	**11**	**19**	**8**	**14**	**11**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
20	Hommes	359	372	340	339	340
21	Femmes	164	166	150	124	135
	Âge des condamnés					
22	Moins de 18 ans	1	1	3	0	0
23	de 18 ans à moins de 20 ans	21	19	21	12	17
24	de 20 ans à moins de 25 ans	69	70	71	67	82
25	de 25 ans à moins de 30 ans	79	102	82	91	81
26	de 30 ans à moins de 40 ans	178	155	137	132	138
27	de 40 ans à moins de 60 ans	153	168	160	146	138
28	60 ans et plus	22	23	16	15	19
	Nationalité des condamnés					
29	Français	249	253	214	223	232
30	Étrangers	235	256	253	216	225
31	Non déclarés	39	29	23	24	18

Les infractions portant atteinte à la famille sont étroitement liées au divorce. La plus grande partie des condamnations répertoriées ici concerne les abandons de famille.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions relatives à la famille.

Code	Définitions et méthodes
4	**L'abandon de famille**, défini par l'article 227-3 du CP, sanctionne le défaut de paiement pendant plus de deux ans de la pension alimentaire ou de la contribution fixée par décision judiciaire, au profit d'un enfant mineur, d'un ascendant, d'un descendant ou d'un conjoint.
5	**La non-représentation d'enfant** sanctionne le fait, pour le père ou la mère, de ne pas représenter l'enfant à ceux qui ont le droit de le réclamer (art. 227-5 du CP).
6	**L'abandon de foyer** inclut les mauvais traitements ou les défauts de soins à un enfant.
7	Le poste "**autres délits**" comprend principalement la bigamie.
8 à 15	Les "**autres atteintes à la personne**" rassemblent toutes les autres infractions portant atteinte à la santé morale ou physique de l'individu. Elles comprennent par ordre d'importance numérique, la divulgation de fausses informations destinées à faire croire à un attentat criminel, la violation de sépulture, l'atteinte à la vie privée par différents moyens, et la violation du secret professionnel.
16	**Les contraventions de 5e classe** sont peu nombreuses en ce domaine. Elles sanctionnent le non-paiement d'une pension alimentaire par le tiers débiteur tenu au paiement direct, et l'emploi d'enfant d'âge scolaire, ou de femme mineure, dans un débit de boissons à consommer sur place.
	Nature de la peine, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2 006	2 007	2 008	2 009	2010p
1	**Toutes condamnations pour atteintes à la famille et autres atteintes à la personne**	**18 350**	**18 516**	**18 472**	**18 116**	**17 761**
2	**Délits**	**18 074**	**18 236**	**18 252**	**17 903**	**17 592**
3	**Atteintes à la famille**	**6 023**	**5 915**	**5 632**	**5 598**	**5 501**
4	Abandon de famille	4 753	4 698	4 514	4 516	4 429
5	Non représentation d'enfant	1 056	1 038	932	890	907
6	Abandon de foyer	169	138	148	159	128
7	Autres	45	41	38	33	37
8	**Autres atteintes à la personne**	**12 051**	**12 321**	**12 620**	**12 305**	**12 091**
9	Violation de domicile	1 326	1 249	1 200	1 135	1 136
10	Atteinte à la vie privée	2 093	2 159	2 295	2 283	2 131
11	Diffamation, discrimination	744	765	833	750	716
12	Menaces	5 921	6 206	6 451	6 462	6 610
13	Mise en danger d'autrui, non assistance à personne en danger	1 417	1 387	1 264	1 139	959
14	Détention, séquestration	507	496	513	452	475
15	Autres	43	59	64	84	64
16	**Contraventions de 5e classe**	**276**	**280**	**220**	**213**	**169**

Atteintes à la famille

17	**Toutes condamnations pour atteintes à la famille (cf. code 3)**	**6 023**	**5 915**	**5 632**	**5 598**	**5 501**
◆	**Nature de la peine**					
18	**Emprisonnement**	**4 670**	**4 655**	**4 416**	**4 440**	**4 359**
19	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	907	931	838	896	889
20	Moins de 3 mois	261	316	303	334	315
21	3 mois à moins de 6 mois	368	350	310	335	329
22	6 mois à moins d'un an	182	146	157	172	167
23	1 an et plus	96	119	68	55	78
24	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*4,8*	*4,5*	*4,1*	*3,9*	*4,1*
25	Assorti d'un sursis total	3 763	3 724	3 578	3 544	3 470
26	Sursis simple	1 620	1 699	1 589	1 571	1 588
27	Sursis avec mise à l'épreuve	2 137	2 020	1 986	1 967	1 872
28	Avec travail d'intérêt général	6	5	3	6	10
29	**Amende**	**393**	**371**	**375**	**324**	**371**
30	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	149	134	136	97	126
31	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*704*	*716*	*695*	*749*	*702*
32	Assortie d'un sursis total	244	237	239	227	245
33	**Dispense de peine**	**907**	**822**	**767**	**753**	**685**
34	**Autres décisions**	**53**	**67**	**74**	**81**	**86**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
35	Hommes	4 977	4 868	4 683	4 657	4 566
36	Femmes	1 046	1 047	949	941	935
	Âge des condamnés					
37	Moins de 18 ans	0	2	1	1	0
38	de 18 ans à moins de 20 ans	21	9	16	5	9
39	de 20 ans à moins de 25 ans	173	212	193	181	172
40	de 25 ans à moins de 30 ans	620	608	562	570	551
41	de 30 ans à moins de 40 ans	2 522	2 411	2 383	2 323	2 276
42	de 40 ans à moins de 60 ans	2 578	2 560	2 368	2 439	2 382
43	60 ans et plus	109	113	109	79	111
	Nationalité des condamnés					
44	Français	4 953	4 783	4 636	4 689	4 570
45	Étrangers	645	686	634	630	656
46	Non déclarés	425	446	362	279	275

Ces infractions, qui portent atteinte à la propriété, constituent un des deux grands contentieux de masse que doit traiter l'institution judiciaire. Elles sont qualifiées de crimes ou de délits selon les actes de violence qui ont accompagné le vol.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour trois groupes d'infractions : l'ensemble des vols criminels, l'ensemble des vols délictueux, et l'ensemble des recels délictueux.

Code

Définitions et méthode

3 et 4 **Les vols qualifiés crimes**

• Selon les articles 311-7 et 311-8 du Code pénal, le vol est puni :
- de quinze ans de réclusion criminelle et de 150 000 euros d'amende lorsqu'il est précédé, accompagné ou suivi de violences sur autrui ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente.
- de vingt ans de réclusion criminelle et de 150 000 euros d'amende lorsqu'il est commis soit avec usage ou menace d'une arme, soit par une personne porteuse d'une arme soumise à autorisation ou dont le port est prohibé.

• Selon l'article 311-9 du Code pénal, le vol en bande organisée est puni :
- de quinze ans de réclusion criminelle et de 150 000 euros d'amende.
- de vingt ans de réclusion criminelle et de 150 000 euros d'amende lorsqu'il est précédé, accompagné ou suivi de violences sur autrui.
- de trente ans de réclusion criminelle et de 150 000 euros d'amende lorsqu'il est commis soit avec usage ou menace d'une arme, soit par une personne porteuse d'une arme soumise à autorisation ou dont le port est prohibé.

• Selon l'article 311-10 du Code pénal, le vol est puni de la réclusion criminelle à perpétuité et de 150 000 euros d'amende lorsqu'il est précédé, accompagné ou suivi soit de violences ayant entraîné la mort, soit de tortures ou d'actes de barbarie.

5 **Le recel** est qualifié de crime quand son auteur a reçu des objets provenant d'une soustraction frauduleuse, dont il connaissait les circonstances aggravantes qui l'accompagnaient et qui en faisaient un crime.

7 à 12 **Le délit de vol simple et les vols agravés**

Le vol simple est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende (art. 311-3 C.P.).

Les articles 311-4 à 311-6 prévoient diverses circonstances aggravantes du vol qui augmentent le quantum de la peine encourue.
- Selon l'article 311-4 du Code pénal, le vol est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende lorsqu'il est commis avec violence (n'ayant pas entrainé d'ITT) ou avec destruction ou dégradation ou encore dans un local d'habitation. D'autres circonstances aggravantes sont prévues par cet article qui portent les peines à sept ans d'emprisonnement et à 100 000 euros d'amende lorsque le vol est commis dans deux de ces circonstances et à dix ans d'emprisonnement et à 150 000 euros d'amende lorsque le vol est commis dans trois de ces circonstances.
- Les articles 311-4-1 à 311-5 du Code pénal prévoient d'autres circonstances aggravantes du vol tenant à la minorité du coauteur ou complice du vol commis par un majeur, au type de bien volé, à la durée de l'ITT du vol commis avec violence ou encore à la vulnérabilité de la victime.

Nature de la peine, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la justice
  Casier judiciaire national

Code		2 006	2 007	2 008	2 009	2010p
1	**Toutes condamnations pour vol et recel**	**110 985**	**106 436**	**102 737**	**98 232**	**97 506**
2	**Crimes**	**624**	**579**	**508**	**433**	**457**
	Vols qualifiés - recels qualifiés					
3	Vol avec port d'arme	424	395	385	322	280
4	Autres vols qualifiés	159	163	108	87	158
5	Recel qualifié	41	21	15	24	19
6	**Délits**	**110 361**	**105 857**	**102 229**	**97 799**	**97 049**
	Vols - recels					
7	Vol simple	28 827	26 909	26 255	24 837	24 061
8	Vol avec effraction	4 994	4 666	4 387	4 508	4 852
9	Vol avec violence	4 703	4 409	4 271	4 230	4 473
10	Vol avec destruction ou dégradation	7 487	7 315	6 983	6 694	6 597
11	Vols avec une circonstance aggravante	23 601	23 114	22 784	21 564	22 019
12	Vols avec 2 ou 3 circonstances aggravantes	23 219	23 194	21 629	20 763	20 683
13	Recel simple	15 217	14 075	13 867	13 019	12 272
14	Recel aggravé	2 313	2 175	2 053	2 184	2 092

Vols qualifiés (crimes)

15	**Toutes condamnations pour vols qualifiés (cf. codes 3 et 4)**	**583**	**558**	**493**	**409**	**438**
◆	**Nature de la peine**					
16	**Peine privative de liberté**	**580**	**558**	**493**	**409**	**432**
17	*dont réclusion criminelle*	*164*	*151*	*123*	*101*	*131*
18	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	554	543	474	382	402
19	Moins d'un an	19	23	22	13	11
20	1 an à moins de 3 ans	52	65	75	43	60
21	3 ans à moins de 5 ans	78	70	63	49	49
22	5 ans à moins de 10 ans	241	220	184	167	141
23	10 ans à moins de 20 ans	143	151	114	98	129
24	20 ans et plus (sans perpétuité)	18	14	15	10	12
25	perpétuité	3	0	1	2	0
26	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)*	*92,2*	*87,5*	*84,0*	*88,1*	*92,2*
27	Assortie d'un sursis total	26	15	19	27	30
28	Sursis simple	13	9	12	12	16
29	Sursis avec mise à l'épreuve	11	2	7	15	14
30	Avec Travail d'intérêt général	2	4	0	0	0
31	**Autres décisions**	**3**	**0**	**0**	**0**	**6**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
32	Hommes	565	546	483	403	416
33	Femmes	18	12	10	6	22
	Âge des condamnés					
34	Moins de 16 ans	20	18	18	15	25
35	de 16 ans à moins de 18 ans	44	57	65	40	43
36	de 18 ans à moins de 20 ans	84	73	68	65	66
37	de 20 ans à moins de 25 ans	195	162	116	137	129
38	de 25 ans à moins de 30 ans	76	90	76	72	64
39	de 30 ans à moins de 40 ans	119	101	89	52	69
40	de 40 ans à moins de 60 ans	45	56	60	27	41
41	60 ans et plus	0	1	1	1	1
	Nationalité des condamnés					
42	Français	484	484	431	340	374
43	Étrangers	77	59	52	54	45
44	Non déclarés	22	15	10	15	19

Code		2 006	2 007	2 008	2 009	2010p
	Vols (délits)					
1	**Toutes condamnations pour délit de vol** (cf. page précédente, codes 7 à 12)	**92 831**	**93 616**	**86 309**	**82 595**	**82 685**
◆	**Nature de la peine**					
2	**Emprisonnement**	**64 869**	**65 739**	**60 198**	**56 949**	**58 265**
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	31 648	32 735	29 771	28 220	29 383
4	Moins de 3 mois	9 719	10 112	7 501	7 390	7 287
5	3 mois à moins de 6 mois	10 183	10 032	8 359	7 356	7 684
6	6 mois à moins d'un an	7 224	7 308	6 990	6 434	6 763
7	1 an à moins de 3 ans	3 720	4 346	6 018	6 053	6 508
8	3 ans à moins de 5 ans	601	755	783	830	963
9	5 ans et plus	201	182	120	157	178
10	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*6,2*	*6,5*	*7,5*	*7,8*	*8,1*
11	Assorti d'un sursis total	33 221	33 004	30 427	28 729	28 882
12	Sursis simple	23 153	23 154	20 822	19 427	19 962
13	Sursis avec mise à l'épreuve	7 040	7 090	7 049	6 665	6 304
14	Avec Travail d'intérêt général	3 028	2 760	2 556	2 637	2 616
15	**Amende**	**6 834**	**7 061**	**6 403**	**6 021**	**5 858**
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	5 505	5 595	5 037	4 646	4 466
17	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*351*	*357*	*347*	*360*	*369*
18	Assortie d'un sursis total	1 329	1 466	1 366	1 375	1 392
19	**Peine alternative**	**7 983**	**8 193**	**7 628**	**7 929**	**7 800**
20	Travail d'intérêt général	4 685	4 723	4 288	4 853	4 674
21	Jours-amende	2 973	3 097	2 871	2 545	2 625
22	Suspension du permis de conduire	156	107	105	74	65
23	Autres	169	266	364	458	436
24	**Mesure et sanction éducative**	**11 769**	**11 176**	**10 775**	**10 318**	**9 686**
25	dont admonestation	7 936	10 792	6 236	5 892	5 386
26	**Dispense de peine**	**1 376**	**1 447**	**1 305**	**1 378**	**1 076**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
27	Hommes	82 417	83 065	76 339	73 017	72 904
28	Femmes	10 414	10 551	9 970	9 578	9 781
	Âge des condamnés					
29	Moins de 16 ans	10 363	10 187	9 883	9 485	9 104
30	de 16 ans à moins de 18 ans	13 255	13 629	12 721	11 725	10 902
31	de 18 ans à moins de 20 ans	16 495	16 046	14 891	14 324	14 459
32	de 20 ans à moins de 25 ans	21 451	21 321	19 251	18 695	18 830
33	de 25 ans à moins de 30 ans	10 269	10 506	9 568	9 202	9 768
34	de 30 ans à moins de 40 ans	13 536	13 718	12 326	11 631	11 938
35	de 40 ans à moins de 60 ans	7 159	7 864	7 375	7 189	7 330
36	60 ans et plus	303	345	294	344	354
	Nationalité des condamnés					
37	Français	75 070	74 709	69 815	66 287	65 484
38	Étrangers	11 608	12 180	10 177	10 345	12 173
39	Non déclarés	6 153	6 667	6 317	5 963	5 028

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
	Recels (délits)					
1	**Toutes condamnations pour délits de recel**	**17 530**	**17 150**	**15 920**	**15 203**	**14 364**
◆	**Nature de la peine**					
2	**Emprisonnement**	**11 622**	**11 428**	**10 664**	**9 799**	**9 443**
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	5 427	5 538	5 329	4 980	4 774
4	Moins de 3 mois	1 720	1 891	1 756	1 625	1 574
5	3 mois à moins de 6 mois	1 875	1 846	1 660	1 585	1 444
6	6 mois à moins d'un an	1 108	1 098	1 109	1 042	1 004
7	1 an à moins de 3 ans	583	585	696	645	678
8	3 ans à moins de 5 ans	108	92	83	68	55
9	5 ans et plus	33	26	25	15	19
10	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*6,1*	*5,7*	*6,0*	*5,9*	*6,0*
11	Assorti d'un sursis total	6 195	5 890	5 335	4 819	4 669
12	Sursis simple	4 962	4 695	4 208	3 777	3 625
13	Sursis avec mise à l'épreuve	882	855	813	733	734
14	Avec travail d'intérêt général	351	340	314	309	310
15	**Amende**	**2 307**	**2 353**	**1 956**	**2 050**	**1 822**
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 906	1 911	1 604	1 648	1 482
17	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*578*	*734*	*642*	*717*	*778*
18	Assortie d'un sursis total	401	442	352	402	340
19	**Peine alternative**	**1 571**	**1 561**	**1 494**	**1 555**	**1 465**
20	**Mesure et sanction éducative**	**1 800**	**1 570**	**1 587**	**1 595**	**1 456**
21	**Dispense de peine**	**230**	**238**	**219**	**204**	**178**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
22	Hommes	15 629	15 380	14 285	13 707	12 863
23	Femmes	1 901	1 770	1 635	1 496	1 501
	Âge des condamnés					
24	Moins de 16 ans	1 112	1 119	1 084	1 078	949
25	de 16 ans à moins de 18 ans	1 974	1 896	1 858	1 820	1 699
26	de 18 ans à moins de 20 ans	2 905	2 807	2 655	2 555	2 391
27	de 20 ans à moins de 25 ans	4 532	4 461	4 025	3 894	3 654
28	de 25 ans à moins de 30 ans	2 354	2 319	2 252	2 037	1 972
29	de 30 ans à moins de 40 ans	2 779	2 726	2 379	2 207	2 234
30	de 40 ans à moins de 60 ans	1 785	1 715	1 574	1 522	1 371
31	60 ans et plus	89	107	93	90	94
	Nationalité des condamnés					
32	Français	14 042	13 683	12 801	12 330	11 730
33	Étrangers	2 469	2 389	2 048	1 923	1 881
34	Non déclarés	1 019	1 078	1 071	950	753

Les escroqueries et abus de confiance comprennent l'ensemble des condamnations relatives aux infractions "astucieuses" contre les biens.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions présentées dans cette rubrique.

Code	Définitions et méthode
3	**L'escroquerie** est le fait d'utiliser un faux nom ou une fausse qualité ou des manœuvres frauduleuses pour obtenir la remise de fonds ou de valeurs (art. 313-1 CP). On y trouve, entre autres, les fraudes ou fausses déclarations pour l'obtention des prestations chômage.
4	**L'abus de confiance ou de blanc-seing** peut être puni d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 10 ans et 1,5 million d'Euros d'amende si l'infraction est réalisée par un mandataire de justice ou un officier public ou ministériel, soit dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, soit en raison de sa qualité (art. 314-3 du CP).
8	Le poste "**autres filouteries**" comprend les filouteries de carburants et les filouteries de voitures de louage.
	Nature de la peine, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour escroqueries et abus de confiance

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Toutes condamnations pour escroqueries et abus de confiance**	**15 157**	**15 809**	**16 281**	**16 241**	**16 428**
2	**Délits**	**15 157**	**15 809**	**16 281**	**16 241**	**16 428**
3	Escroquerie	7 219	7 847	8 698	9 169	9 255
4	Abus de confiance ou de blanc-seing	3 212	3 370	3 276	3 168	3 146
5	Détournement, destruction d'objet saisi ou gagé	249	210	166	129	111
6	Filouterie d'hôtel	251	250	263	190	198
7	Filouterie d'aliments	312	313	294	312	284
8	Autres filouteries	1 363	1 237	1 101	859	852
9	Extorsion de fonds, chantage	2 551	2 582	2 483	2 414	2 582
◆	**Nature de la peine**					
10	**Emprisonnement**	**11 554**	**11 806**	**11 874**	**11 648**	**11 950**
11	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	4 488	4 526	4 380	4 303	4 437
12	Moins de 3 mois	1 080	1 157	956	915	886
13	3 mois à moins de 6 mois	1 169	1 178	1 114	1 031	1 025
14	6 mois à moins d'un an	1 109	1 078	1 119	1 089	1 190
15	1 an à moins de 3 ans	942	938	1 020	1 062	1 096
16	3 ans à moins de 5 ans	145	137	144	169	195
17	5 ans et plus	43	38	27	37	45
18	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*8,4*	*8,0*	*8,4*	*9,0*	*9,4*
19	Assorti d'un sursis total	7 066	7 280	7 494	7 345	7 513
20	Sursis simple	5 193	5 373	5 497	5 352	5 475
21	Sursis avec mise à l'épreuve	1 661	1 701	1 786	1 820	1 853
22	Avec travail d'intérêt général	212	206	211	173	185
23	**Amende**	**1 679**	**2 033**	**2 323**	**2 594**	**2 424**
24	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 284	1 540	1 626	1 746	1 681
25	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*864*	*871*	*1 108*	*982*	*1 102*
26	Assortie d'un sursis total	395	493	697	848	743
27	**Peine alternative**	**915**	**943**	**995**	**1 031**	**1 061**
28	Suspension du permis de conduire	39	28	19	18	12
29	Jours-amende	516	518	607	550	591
30	Travail d'intérêt général	323	366	320	401	393
31	Autres	37	31	49	62	65
32	**Mesure et sanction éducative**	**627**	**659**	**678**	**623**	**670**
33	dont admonestation	411	425	387	340	370
34	**Dispense de peine**	**382**	**368**	**411**	**345**	**323**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
35	Hommes	11 933	12 277	12 434	12 284	12 319
36	Femmes	3 224	3 532	3 847	3 957	4 109
	Âge des condamnés					
37	Moins de 16 ans	625	675	715	657	696
38	de 16 ans à moins de 18 ans	749	772	765	813	813
39	de 18 ans à moins de 20 ans	1 409	1 415	1 337	1 357	1 400
40	de 20 ans à moins de 25 ans	3 049	3 004	3 013	2 987	3 118
41	de 25 ans à moins de 30 ans	2 159	2 255	2 393	2 368	2 430
42	de 30 ans à moins de 40 ans	3 486	3 742	3 874	3 835	3 760
43	de 40 ans à moins de 60 ans	3 446	3 698	3 909	3 953	3 952
44	60 ans et plus	234	248	275	271	259
	Nationalité des condamnés					
45	Français	12 193	12 741	12 979	13 002	13 243
46	Étrangers	2 110	2 109	2 216	2 206	2 342
47	Non déclarés	854	959	1 086	1 033	843

Ce contentieux comprend l'ensemble des destructions ou dégradations perpétrées sur un bien de nature publique ou privée.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des délits ayant entraîné la destruction ou la dégradation d'un bien d'autrui.

Code	Définitions et méthode
2	Les destructions par des moyens dangereux sont de nature criminelle si elles ont entraîné pour autrui une incapacité de travail (art. 322-7 à 322-11 du CP), dans le cas d'incendie volontaire ou d'acte de terrorisme par exemple. Dans les autres cas, ce sont des délits classés selon les moyens utilisés pour détruire, selon la nature du bien détruit ou endommagé, ou selon la gravité du dommage.
9	Le poste "**autres**" contient essentiellement les incendies involontaires de forêts, bois, landes, maquis ou plantations.
	Nature de la peine, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour destruction et dégradation

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Toutes condamnations pour destruction et dégradation**	**20 584**	**20 025**	**19 736**	**18 459**	**17 489**
2	**Crimes**	**66**	**53**	**47**	**38**	**38**
3	**Délits**	**20 518**	**19 972**	**19 689**	**18 421**	**17 451**
4	Destruction d'un bien d'autrui	8 578	7 974	8 069	7 432	7 104
5	Destruction d'un bien d'autrui par explosion, incendie	3 699	3 791	3 528	3 426	3 107
6	Destruction d'un bien d'autrui avec effraction	4 901	4 956	4 856	4 535	4 258
7	Dégradation de monument d'utilité publique	2 951	2 888	2 865	2 697	2 668
8	Acte de cruauté sur animal domestique	198	176	182	169	171
9	Autres	191	187	189	162	143
10	**Toutes condamnations pour délit de destruction ou dégradation (cf. code 3)**	**20 518**	**19 972**	**19 689**	**18 421**	**17 451**
◆	**Nature de la peine**					
11	**Emprisonnement**	**10 778**	**10 565**	**10 196**	**9 410**	**9 157**
12	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	3 978	4 029	3 912	3 520	3 585
13	Moins de 3 mois	1 691	1 728	1 637	1 376	1 377
14	3 mois à moins de 6 mois	1 194	1 182	1 101	975	1 030
15	6 mois à moins d'un an	688	714	662	680	683
16	1 an à moins de 3 ans	346	341	464	446	442
17	3 ans et plus	59	64	48	43	53
18	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*4,9*	*4,9*	*5,2*	*5,3*	*5,5*
19	Assorti d'un sursis total	6 800	6 536	6 284	5 890	5 572
20	Sursis simple	4 021	3 749	3 661	3 388	3 107
21	Sursis avec mise à l'épreuve	2 091	2 048	2 037	1 901	1 827
22	Avec travail d'intérêt général	688	739	586	601	638
23	**Amende**	**2 910**	**2 668**	**2 777**	**2 539**	**2 318**
24	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	2 248	2 180	2 188	2 032	1 823
25	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*417*	*417*	*428*	*415*	*420*
26	Assortie d'un sursis total	662	488	589	507	495
27	**Peine alternative**	**2 547**	**2 423**	**2 487**	**2 458**	**2 280**
28	Suspension du permis de conduire	85	50	38	43	28
29	Travail d'intérêt général	1 645	1 528	1 517	1 477	1 368
30	Jours-amende	770	741	745	717	688
31	Autres	47	104	187	221	196
32	**Mesure et sanction éducative**	**3 596**	**3 611**	**3 592**	**3 415**	**3 177**
33	dont admonestation	2 326	2 266	2 053	1 869	1 739
34	**Dispense de peine**	**687**	**705**	**637**	**599**	**519**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
35	Hommes	19 369	18 827	18 495	17 342	16 420
36	Femmes	1 149	1 145	1 194	1 079	1 031
	Âge des condamnés					
37	Moins de 16 ans	3 050	3 290	3 215	3 022	2 728
38	de 16 ans à moins de 18 ans	2 957	3 078	3 118	2 718	2 411
39	de 18 ans à moins de 20 ans	3 550	3 346	3 167	3 008	2 885
40	de 20 ans à moins de 25 ans	4 493	4 252	4 113	3 941	3 714
41	de 25 ans à moins de 30 ans	2 005	1 905	1 880	1 824	1 867
42	de 30 ans à moins de 40 ans	2 543	2 327	2 363	2 183	2 095
43	de 40 ans à moins de 60 ans	1 753	1 623	1 665	1 559	1 573
44	60 ans et plus	167	151	168	166	178
	Nationalité des condamnés					
45	Français	18 003	17 364	17 163	16 013	15 384
46	Étrangers	1 335	1 174	1 169	1 132	1 141
47	Non déclarés	1 180	1 434	1 357	1 276	926

Justice pénale

Sont regroupées ici les infractions relatives à la circulation routière et aux transports routiers, à l'exception des atteintes corporelles involontaires provoquées par des conducteurs. Ces dernières ont été traitées avec les violences involontaires contre les personnes.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les condamnations pour conduite en état alcoolique et pour les infractions en matière de transport.

Code	Définitions et méthode
4	**La conduite en état alcoolique** est punie d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 4 500 Euros. Elle se caractérise par la présence dans le sang d'un taux d'alcool pur égal ou supérieur à 0,8 gr/1000, ou par la présence dans l'air expiré d'un taux d'alcool pur égal ou supérieur à 0,4 gr/litre.
10, 11 21, 23	**Le défaut d'assurance** et la **conduite sans permis** ont été correctionnalisés à partir du 12 mars 2004
13	Le poste "**autres délits**" en matière de circulation routière recouvre essentiellement des entraves à la circulation sur voie publique, et des convois de véhicules publicitaires.
17	**Les infractions en matière de navigation** sanctionnent le non respect des règlements en matière maritime, ainsi que le défaut de permis de navigation.
18	Le poste "**autres délits**" en matière de transport regroupe les infractions en matière de transports ferroviaire et aéronautique.
20 à 25	**Les contraventions de 5e classe** en matière de circulation routière sanctionnent jusqu'en 2003 les infractions dites "papiers" (défaut d'assurance, de permis de conduire), ainsi que les excès de grande vitesse > 50 Km/h. On y trouve aussi la vente, la détention, le transport ou l'utilisation d'appareils destinés à perturber les instruments de police routière.
25	Le poste "**autres contraventions de 5e classe**" en matière de circulation routière regroupe le non-respect des règles sur les barrières de dégel ou le passage sur les ponts, ainsi que l'affichage ou le marquage sur des ouvrages ou équipements du domaine routier.
29	Les "**autres contraventions de 5e classe**" en matière de transport concernent l'exercice de commerce non autorisé dans les gares, l'absence de règles de sécurité en matière de navigation, et des infractions relatives au transport de matières dangereuses.
	Nature de la peine, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Toutes condamnations pour infractions en matière de circulation routière et de transports**	**265 919**	**274 544**	**266 914**	**270 293**	**268 758**
2	**Délits**	**242 055**	**247 193**	**242 102**	**246 745**	**243 954**
3	**Circulation routière**	**238 618**	**243 205**	**238 400**	**243 135**	**240 454**
4	Conduite en état alcoolique	130 231	131 960	129 580	126 800	122 546
5	Délit de fuite	5 336	5 095	4 579	4 072	3 559
6	Refus d'obtempérer	8 757	9 184	9 382	9 406	8 981
7	Refus de vérification d'état alcoolique	1 639	1 574	1 550	1 584	1 673
8	Conduite malgré suspension de permis	13 563	16 355	18 074	22 048	22 616
9	Défaut de plaques ou fausses plaques	769	787	680	649	762
10	Conduite sans permis	34 972	35 821	34 813	35 993	36 129
11	Défaut d'assurance (depuis le 12-03-2004)	39 192	37 503	33 173	32 406	31 147
12	Conduite en ayant fait l'usage de stupéfiant	3 699	4 463	5 976	9 525	12 428
13	Autres	460	463	593	652	613
14	**Transports**	**3 437**	**3 988**	**3 702**	**3 610**	**3 500**
15	Obstacle au contrôle de transport routier	1 853	1 925	1 623	1 486	1 379
16	Transport routier sans autorisation	778	824	667	663	646
17	Infractions en matière de navigation	78	97	124	84	100
18	Autres	728	1 142	1 288	1 377	1 375
19	**Contraventions de 5e classe**	**23 864**	**27 351**	**24 812**	**23 548**	**24 804**
20	**Circulation routière**	**11 993**	**14 633**	**13 563**	**13 852**	**14 994**
21	Défaut d'assurance	652	173	47	72	91
22	Grand excès de vitesse	10 631	13 696	12 553	12 943	13 992
23	Conduite d'un véhicule sans permis	240	51	18	11	3
24	Appareil perturbateur d'instrument de police	182	265	339	227	281
25	Autres	288	448	606	599	627
26	**Transports**	**11 871**	**12 718**	**11 249**	**9 696**	**9 810**
27	Absence d'autorisation (transport routier)	2 673	2 901	2 320	1 832	1 838
28	Infraction à la règlementation sur les conditions de travail	3 383	3 730	4 165	3 832	3 660
29	Autres	5 815	6 087	4 764	4 032	4 312

Conduite en état alcoolique

30	**Toutes condamnations pour conduite en état alcoolique (cf. code 4)**	**130 231**	**131 960**	**129 580**	**126 800**	**122 546**
◆	**Nature de la peine**					
31	**Emprisonnement**	**54 823**	**54 390**	**52 178**	**48 021**	**44 000**
32	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	9 486	10 002	10 019	9 291	9 352
33	Moins de 3 mois	4 351	4 496	4 399	4 000	3 835
34	3 mois à moins de 6 mois	3 458	3 678	3 728	3 524	3 667
35	6 mois à moins d'un an	1 402	1 523	1 551	1 466	1 526
36	1 an et plus	275	305	341	301	324
37	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*3,4*	*3,4*	*3,5*	*3,5*	*3,6*
38	Assorti d'un sursis total	45 337	44 388	42 159	38 730	34 648
39	Sursis simple	30 350	28 190	25 774	22 836	19 966
40	Sursis avec mise à l'épreuve	13 832	15 093	15 380	14 875	13 739
41	Avec travail d'intérêt général	1 155	1 105	1 005	1 019	943
42	**Amende**	**55 623**	**57 695**	**59 102**	**60 229**	**61 469**
43	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	55 056	57 207	58 582	59 670	60 927
44	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*327*	*325*	*322*	*321*	*324*
45	Assortie d'un sursis total	567	488	520	559	542

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
	Conduite en état alcoolique (fin)					
1	**Peine alternative**	**19 548**	**19 649**	**18 089**	**18 344**	**16 885**
2	Suspension du permis de conduire	12 485	12 036	9 553	8 353	7 828
3	Interdiction du permis de conduire	1 331	1 453	1 448	1 432	1 170
4	Travail d'intérêt général	1 040	960	976	1 145	1 033
5	Jours-amende	3 254	3 508	3 743	4 428	4 455
6	Autres	1 438	1 692	2 369	2 986	2 399
7	**Autres décisions**	**237**	**226**	**211**	**206**	**192**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
8	Hommes	120 327	121 586	119 052	116 225	112 126
9	Femmes	9 904	10 374	10 528	10 575	10 420
	Âge des condamnés					
10	Moins de 18 ans	241	252	235	214	204
11	de 18 ans à moins de 20 ans	3 205	3 207	3 105	3 095	3 069
12	de 20 ans à moins de 25 ans	18 636	18 368	17 890	17 654	17 330
13	de 25 ans à moins de 30 ans	18 315	19 317	19 427	18 998	18 785
14	de 30 ans à moins de 40 ans	35 138	35 179	33 925	32 332	30 823
15	de 40 ans à moins de 60 ans	49 751	50 371	49 447	48 520	46 362
16	60 ans et plus	4 945	5 266	5 551	5 987	5 973
	Nationalité des condamnés					
17	Français	111 244	111 349	109 463	111 721	111 448
18	Étrangers	9 039	9 088	8 689	8 594	8 372
19	Non déclarés	9 948	11 253	11 428	6 485	2 726

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
	Infractions en matière de transport					
1	**Toutes condamnations pour délit en matière de transports**	**3 437**	**3 988**	**3 702**	**3 610**	**3 500**
◆	**Nature de la peine**					
2	**Emprisonnement**	**113**	**107**	**91**	**111**	**79**
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	14	12	20	16	10
4	Moins de 3 mois	6	4	8	6	7
5	3 mois et plus	8	8	12	10	3
6	Assorti d'un sursis total	99	95	71	95	69
7	**Amende**	**3 252**	**3 795**	**3 536**	**3 426**	**3 359**
8	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	3 171	3 687	3 444	3 344	3 271
9	*Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)*	*1 772*	*1 796*	*1 866*	*1 901*	*1 848*
10	Assortie d'un sursis total	81	108	92	82	88
11	**Autres décisions**	**72**	**86**	**75**	**73**	**62**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
12	Hommes	3 311	3 840	3 575	3 479	3 394
13	Femmes	126	148	127	131	106
	Âge des condamnés					
14	Moins de 20 ans	28	34	43	55	50
15	de 20 ans à moins de 25 ans	125	114	171	130	154
16	de 25 ans à moins de 30 ans	275	347	303	288	289
17	de 30 ans à moins de 40 ans	978	1 132	1 054	1 014	1 028
18	de 40 ans à moins de 60 ans	1 885	2 194	1 968	1 932	1 824
19	60 ans et plus	146	167	163	191	155
	Nationalité des condamnés					
20	Français	1 182	1 342	1 205	1 259	1 175
21	Étrangers	1 480	1 854	1 758	1 861	2 090
22	Non déclarés	775	792	739	490	235

La plus grande partie des condamnations répertoriées ici concerne la contrefaçon de chèques et l'usage.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des délits en matière de chèques.

Code	Définitions et méthode
6 à 25	**Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour infractions sur les chèques

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Toutes condamnations pour délits en matière de chèques**	**3 164**	**2 918**	**2 677**	**2 635**	**2 622**
2	Contrefaçon de chèques et usage	2 549	2 288	2 098	2 022	2 018
3	Retrait ou blocage de provision d'un chèque	256	264	258	283	270
4	Violation de l'interdiction d'émettre	331	344	295	308	303
5	Autres	28	22	26	22	31
◆	**Nature de la peine**					
6	**Emprisonnement**	**2 332**	**2 176**	**2 038**	**1 941**	**2 004**
7	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	759	769	709	647	773
8	Moins de 3 mois	202	200	192	178	202
9	3 mois à moins de 6 mois	248	252	236	187	237
10	6 mois à moins d'un an	176	175	159	152	190
11	1 an à moins de 3 ans	113	121	107	117	127
12	3 ans et plus	20	21	15	13	17
13	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*6,7*	*7,0*	*6,5*	*6,7*	*6,6*
14	Assorti d'un sursis total	1 573	1 407	1 329	1 294	1 231
15	Sursis simple	1 177	1 010	986	926	918
16	Sursis avec mise à l'épreuve	368	371	317	330	281
17	Avec travail d'intérêt général	28	26	26	38	32
18	**Amende**	**380**	**378**	**327**	**377**	**319**
19	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	256	269	209	239	186
20	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*739*	*666*	*520*	*787*	*767*
21	Assortie d'un sursis total	124	109	118	138	133
22	**Peine alternative**	**222**	**182**	**181**	**190**	**181**
23	dont interdiction d'émettre des chèques	16	9	4	7	8
24	**Mesure et sanction éducative**	**108**	**74**	**45**	**49**	**44**
25	**Dispense de peine**	**122**	**108**	**86**	**78**	**74**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
26	Hommes	2 073	1 911	1 793	1 674	1 738
27	Femmes	1 091	1 007	884	961	884
	Âge des condamnés					
28	Moins de 18 ans	174	127	109	95	86
29	de 18 ans à moins de 20 ans	386	321	279	274	231
30	de 20 ans à moins de 25 ans	827	727	624	655	644
31	de 25 ans à moins de 30 ans	464	464	466	423	431
32	de 30 ans à moins de 40 ans	670	657	621	592	627
33	de 40 ans à moins de 60 ans	614	596	546	551	556
34	60 ans et plus	29	26	32	45	47
	Nationalité des condamnés					
35	Français	2 721	2 455	2 239	2 254	2 229
36	Étrangers	332	336	340	299	322
37	Non déclarés	111	127	98	82	71

Les condamnations en matière de travail et de sécurité sociale répriment principalement les infractions relatives à l'hygiène et à la sécurité, et le travail illégal.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies seulement pour les condamnations pour travail clandestin.

Définitions et méthode

Code	
3	Le non-respect des règles en matière d'**hygiène et de sécurité** est fréquemment sanctionné dans le bâtiment et les travaux publics.
4	Les infractions visées en matière de **travail illégal** sont par ordre d'importance numérique : l'exécution d'un travail dissimulé, le recours au service d'une personne exerçant un travail dissimulé et les délits de marchandage et de prêt illicite de main-d'œuvre, qui sont les principales formes de ce que l'on nomme aujourd'hui la fausse sous-traitance. Jusqu'en 1985, les infractions en matière de travail illégal n'encouraient qu'une peine d'amende pour contravention de 5e classe. La correctionnalisation de cette infraction en 1985, et les lois spécifiques qui ont suivi, n'ont cessé d'aggraver les peines encourues en cette matière.
13	Le poste "**autres contraventions de 5e classe**" regroupe le non-affichage du nom de l'entrepreneur sur un chantier de construction, la non-affiliation de l'employeur à une caisse de congés payés, certaines infractions à la réglementation en matière d'assurances chômage, le non-respect des règles de travail de nuit des jeunes et des femmes, et le paiement de salaires inférieurs au minimum légal.
15 à 30	**Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations relatives au travail et à la sécurité sociale

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Toutes condamnations pour infractions en matière de travail et de sécurité sociale**	**7 209**	**7 269**	**7 148**	**7 231**	**6 557**
2	**Délits**	**6 494**	**6 706**	**6 735**	**6 801**	**6 125**
3	Hygiène et sécurité	901	777	673	722	640
4	Travail illégal	4 900	5 224	5 306	5 185	4 598
5	Entrave aux fonctions de l'inspecteur du travail	263	247	232	222	219
6	Fraudes aux prestations et cotisations sociales	290	356	421	600	597
7	Entrave à la représentation des salariés	104	79	77	44	39
8	Autres	36	23	26	28	32
9	**Contraventions de 5e classe**	**715**	**563**	**413**	**430**	**432**
10	Infraction à l'assujettissement à la sécurité sociale	195	148	35	66	70
11	Infraction à la législation sur les congés	133	106	79	57	71
12	Médecine du travail	209	153	145	120	141
13	Autres	178	156	154	187	150
	Travail illégal					
14	**Toutes condamnations en matière de travail illégal (cf. code 4)**	**4 900**	**5 224**	**5 306**	**5 185**	**4 598**
◆	**Nature de la peine**					
15	**Emprisonnement**	**1 946**	**2 323**	**2 332**	**2 224**	**1 981**
16	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	242	336	283	290	268
17	Moins de 3 mois	67	84	76	69	64
18	3 mois à moins de 6 mois	92	137	105	105	106
19	6 mois à moins d'un an	55	68	64	72	57
20	1 an et plus	28	47	38	44	41
21	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*5,1*	*5,5*	*5,5*	*5,5*	*5,9*
22	Assorti d'un sursis total	1 704	1 987	2 049	1 934	1 713
23	Sursis simple	1 628	1 890	1 951	1 819	1 613
24	Sursis avec mise à l'épreuve	73	90	88	102	90
25	Avec travail d'intérêt général	3	7	10	13	10
26	**Amende**	**2 662**	**2 540**	**2 567**	**2 573**	**2 269**
27	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	2 108	1 998	1 984	1 996	1 744
28	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*1 538*	*1 478*	*1 635*	*1 536*	*1 655*
29	Assortie d'un sursis total	554	542	583	577	525
30	**Autres décisions**	**292**	**361**	**407**	**388**	**348**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
31	Hommes	4 203	4 447	4 547	4 497	3 950
32	Femmes	697	777	759	688	648
	Âge des condamnés					
33	Moins de 20 ans	55	77	75	70	72
34	de 20 ans à moins de 25 ans	267	367	365	375	345
35	de 25 ans à moins de 30 ans	496	518	569	574	497
36	de 30 ans à moins de 40 ans	1 468	1 661	1 589	1 540	1 374
37	de 40 ans à moins de 60 ans	2 387	2 391	2 449	2 372	2 093
38	60 ans et plus	227	210	259	254	217
	Nationalité des condamnés					
39	Français	3 116	3 422	3 396	3 412	2 939
40	Étrangers	1 529	1 484	1 587	1 524	1 462
41	Non déclarés	255	318	323	249	197

Les délits ayant fait l'objet de condamnations en matière de sociétés et de commerce, ont été regroupés en trois secteurs : celui des fraudes et contrefaçons, celui des infractions à la législation sur la concurrence et les prix, et enfin celui des infractions à la législation sur les sociétés.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies seulement pour les condamnations pour infractions à la législation sur les sociétés.

La multiplication des infractions recensées dans ces domaines, ainsi que leur complexité, font que les postes "autres" de chacun des groupes présentent des effectifs assez importants (cf. explications ci-dessous).

Code	Définitions et méthode
7	Le poste "**Autres fraudes et contrefaçons**" comporte notamment les fraudes sur l'appellation, la provenance ou l'identification d'une marchandise.
12	Le poste "**Prix illicites et autres**" comporte notamment les infractions en matière de contrats autres que ceux de vente, et les infractions à la législation sur les denrées périssables.
16	Les **abus de biens sociaux** ont été isolés : - abus des biens ou du crédit d'une SARL par un gérant à des fins personnelles - abus des biens ou du crédit d'une société par actions par un dirigeant à des fins personnelles
18	Le poste "**Autres infractions à la législation sur les sociétés**" comprend les infractions sur la tenue des assemblées, les délits afférents aux titres émis par les sociétés, les infractions à la législation sur la constitution des sociétés commerciales et civiles, les infractions liées aux procédures de redressement et liquidation judiciaires des entreprises et de dissolution des sociétés.
19 à 22	**Les contraventions de 5e classe** sont nombreuses en cette matière. Elles répriment principalement le non-respect des règles relatives à l'information du consommateur (marquage de produit), et le non-respect des règles de transport et de stockage de denrées périssables.
22	Le poste "**Autres contraventions de 5e classe**" concerne notamment l' "offre de vente ou prestation de services utilisant irrégulièrement le domaine public", le "non-dépôt au greffe du tribunal des comptes approuvés par l'assemblée générale d'une SARL ou d'une société par actions", et le "non-respect de la réglementation des prix", notamment en matière de taxis.
	Nature de la peine, cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Toutes condamnations pour infractions en matière de sociétés et de commerce**	**7 744**	**7 393**	**6 516**	**5 692**	**5 052**
2	**Délits**	**4 513**	**4 383**	**4 470**	**4 169**	**3 634**
3	**Fraudes et contrefaçons**	**1 308**	**1 305**	**1 228**	**1 186**	**939**
4	Tromperie sur la marchandise	634	654	611	564	466
5	Détention de denrées nuisibles à la santé	127	90	86	98	81
6	Contrefaçon de marque, modèle, œuvre	517	527	512	503	378
7	Autres	30	34	19	21	14
8	**Législation sur la concurrence, les prix**	**1 783**	**1 686**	**1 687**	**1 510**	**1 409**
9	Publicité mensongère	365	393	315	249	186
10	Achat et vente sans facture	163	111	92	135	66
11	Technique de vente répréhensible	510	498	548	429	400
12	Prix illicites et autres	745	684	732	697	757
13	**Législation sur les sociétés**	**1 422**	**1 392**	**1 555**	**1 473**	**1 286**
14	Banqueroute	520	527	531	519	467
15	Gestion et comptabilité délictueuse	547	497	585	500	455
16	*dont abus de biens sociaux*	*496*	*448*	*546*	*466*	421
17	Exercice illégal d'une profession	330	344	404	420	340
18	Autres	25	24	35	34	24
19	**Contraventions de 5e classe**	**3 231**	**3 010**	**2 046**	**1 523**	**1 418**
20	Transport, stockage de denrées périssables	1 802	1 574	1 040	800	717
21	Non respect des règles relatives à l'information du consommateur	729	663	372	288	275
22	Autres	700	773	634	435	426
	Législation sur les sociétés					
23	**Toutes condamnations pour infraction à la législation sur les sociétés (cf. code 13)**	**1 422**	**1 392**	**1 555**	**1 473**	**1 286**
◆	**Nature de la peine**					
24	**Emprisonnement**	**953**	**880**	**1 009**	**922**	**813**
25	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	169	179	189	185	162
26	Moins de 3 mois	18	17	22	30	19
27	3 mois à moins de 6 mois	31	35	31	36	33
28	6 mois à moins d'un an	49	59	65	51	43
29	1 an à moins de 3 ans	63	59	59	56	56
30	3 ans et plus	8	9	12	12	11
31	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*11,3*	*10,5*	*10,7*	*10,3*	*10,6*
32	Assorti d'un sursis total	784	701	820	737	651
33	Sursis simple	715	637	764	673	589
34	Sursis avec mise à l'épreuve	69	63	55	60	59
35	Avec travail d'intérêt général	0	1	1	4	3
36	**Amende**	**372**	**406**	**436**	**437**	**366**
37	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	283	312	305	323	269
38	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*2 689*	*5 771*	*3 978*	*3 462*	*3 162*
39	Assortie d'un sursis total	89	94	131	114	97
40	**Autres décisions**	**97**	**106**	**110**	**114**	**107**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
41	Hommes	1 207	1 157	1 319	1 261	1 091
42	Femmes	215	235	236	212	195
	Âge des condamnés					
43	moins de 20 ans	14	8	12	11	11
44	de 20 ans à moins de 25 ans	60	53	83	83	69
45	de 25 ans à moins de 30 ans	123	135	110	162	125
46	de 30 ans à moins de 40 ans	385	376	467	416	394
47	de 40 ans à moins de 60 ans	768	759	783	729	628
48	60 ans et plus	72	61	100	72	59
	Nationalité des condamnés					
49	Français	1 090	1 084	1 145	1 105	976
50	Étrangers	272	242	306	281	261
51	Non déclarés	60	66	104	87	49

Les infractions aux finances publiques regroupent essentiellement les fraudes à l'impôt et les infractions de contrebande douanière. Ces dernières sont fréquemment associées à d'autres infractions dans une même condamnation, trafic de stupéfiants par exemple, et dans ce cas ne sont pas comptabilisées dans les infractions principales.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des condamnations prononcées en matière de finances publiques.

Code	Définitions et méthode
20	L'exploitation statistique du Casier judiciaire permet, depuis 1994, de connaître toutes les amendes fiscales ou douanières prononcées à titre principal.
5 à 22	**Nature de la peine**, cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2 006	2 007	2 008	2 009	2010p
1	**Toutes condamnations pour délits en matière d'atteintes aux finances publiques**	**2 664**	**2 371**	**2 439**	**2 182**	**1 993**
2	Fraude à l'impôt	1 106	948	997	904	777
3	Infractions douanières	1 040	898	939	865	773
4	Autres	518	525	503	413	443
◆	**Nature de la peine**					
5	**Emprisonnement**	**2 089**	**1 842**	**1 921**	**1 752**	**1 617**
6	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	672	672	676	609	629
7	Moins de 3 mois	95	74	67	69	75
8	3 mois à moins de 6 mois	121	136	121	114	111
9	6 mois à moins d'un an	150	161	179	142	161
10	1 an à moins de 3 ans	235	238	231	232	227
11	3 ans à moins de 5 ans	48	43	49	39	38
12	5 ans et plus	23	20	29	13	17
13	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*13,8*	*12,9*	*14,6*	*13,1*	*13,2*
14	Assorti d'un sursis total	1 417	1 170	1 245	1 143	988
15	Sursis simple	1 299	1 059	1 149	1 025	899
16	Sursis avec mise à l'épreuve	100	102	90	111	80
17	Avec travail d'intérêt général	18	9	6	7	9
18	**Amende**	**440**	**421**	**391**	**324**	**272**
19	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	369	385	356	271	240
20	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*14 785*	*92 373*	*23 619*	*142 953*	*47 119*
21	Assortie d'un sursis total	71	36	35	53	32
22	**Autres décisions**	**135**	**108**	**127**	**106**	**104**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
23	Hommes	2 317	2 045	2 133	1 897	1 735
24	Femmes	347	326	306	285	258
	Âge des condamnés					
25	Moins de 20 ans	203	188	209	193	142
26	de 20 ans à moins de 25 ans	423	351	372	303	301
27	de 25 ans à moins de 30 ans	385	353	360	325	300
28	de 30 ans à moins de 40 ans	684	627	620	582	544
29	de 40 ans à moins de 60 ans	897	767	803	723	649
30	60 ans et plus	72	85	75	56	57
	Nationalité des condamnés					
31	Français	1 721	1 527	1 486	1 341	1 263
32	Étrangers	802	682	751	690	619
33	Non déclarés	141	162	202	151	111

Sont rassemblées dans ce volet toutes les condamnations pour infractions à la législation sur les stupéfiants (ILS).
Dans ce domaine, les condamnations sanctionnent en moyenne plus de deux infractions distinctes. L'infraction mentionnée en premier ne reflète pas toujours la qualification la plus grave.

Le nouveau Code pénal a instauré la réclusion criminelle à perpétuité pour sanctionner le fait de diriger ou d'organiser un groupement ayant pour objet la production, la fabrication, l'importation, l'exportation, le transport, la détention, l'offre, la cession, l'acquisition ou l'emploi illicite de stupéfiants (art. 222-34 du CP).
Il punit également de 20 ans de réclusion la production ou la fabrication illicite de stupéfiants, et de 30 ans de réclusion si ces faits sont commis en bande organisée (art. 222-35 du CP).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les infractions à la législation sur les stupéfiants.

Les condamnations pour infractions à la législation sur les stupéfiants sanctionnent presque toujours deux, voire même trois infractions à la fois. Ce cumul d'infractions ne peut être appréhendé à travers les données fournies ici, mais il peut expliquer la lourdeur des peines prononcées pour une catégorie donnée d'infractions.

Code	Définitions et méthode
2 et 8	**Le trafic de stupéfiants par importation ou exportation** est puni d'une peine de 10 ans d'emprisonnement et de 7 500 000 euros d'amende. Ces faits, lorsqu'ils sont commis en bande organisée, sont qualifiés crimes, et punis de 30 ans de réclusion criminelle (art. 222-36 du CP).
5	L'**usage illicite de stupéfiants** est réprimé par l'article L. 3421-1 du Code de la santé publique qui prévoit une peine d'un an d'emprisonnement et de 3 750 Euros d'amende. Il est également prévu que l'action publique ne soit pas exercée si les personnes ayant fait un usage illicite de stupéfiants ont suivi une cure de désintoxication, ou se sont soumises à une surveillance médicale depuis les faits qui leur sont reprochés.
6, 7 9, 10	**La détention, l'acquisition, le transport, la cession ou l'offre de stupéfiants, l'aide à l'usage par autrui** sont punis de 10 ans d'emprisonnement et de 7 500 000 Euros d'amende (art. 222-37 du NCP).
15	Le poste "**Autres délits**" en matière d'infractions à la santé publique comprend les condamnations pour publicité illicite en faveur du tabac, ainsi que le commerce ou l'emploi de substances vénéneuses.
16	**Les contraventions de 5e classe** en matière d'infractions à la santé publique sont très résiduelles, et concernent principalement les débits de boisson et l'ivresse publique.
18 à 41	**Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Toutes condamnations pour infractions en matière de santé et de stupéfiants**	**35 874**	**37 862**	**43 918**	**47 827**	**50 621**
2	**Crimes**	**18**	**23**	**14**	**36**	**55**
3	**Délits**	**35 850**	**37 832**	**43 902**	**47 789**	**50 566**
4	**Infractions sur les stupéfiants**	**35 377**	**37 357**	**43 355**	**47 306**	**50 100**
5	Usage illicite de stupéfiants	11 978	14 227	19 540	25 163	28 146
6	Détention, acquisition de stupéfiants	12 673	11 871	12 125	10 987	10 831
7	Commerce, emploi, transport de stupéfiants	7 048	7 452	7 767	7 232	7 023
8	Trafic de stupéfiants (exportation-importation)	1 916	2 066	2 149	1 976	1 710
9	Offre et cession de stupéfiants	1 621	1 598	1 609	1 803	2 237
10	Aide à l'usage par autrui de stupéfiants	39	55	55	44	42
11	Autres infractions sur les stupéfiants	102	88	110	101	111
12	**Autres infractions à la santé publique**	**473**	**475**	**547**	**483**	**466**
13	Réglementation sur les débits de boisson	143	107	123	137	139
14	Exercice illégal d'une profession médicale	57	70	82	70	74
15	Autres	273	298	342	276	253
16	**Contraventions de 5e classe**	**6**	**7**	**2**	**2**	**0**
	Infractions sur les stupéfiants (délits)					
17	**Toutes condamnations pour infraction sur les stupéfiants (cf. code 4)**	**35 377**	**37 357**	**43 355**	**47 306**	**50 100**
◆	**Nature de la peine**					
18	**Emprisonnement**	**25 345**	**26 753**	**29 164**	**28 326**	**28 693**
19	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	13 313	14 351	15 487	14 842	15 134
20	Moins de 3 mois	2 712	3 027	2 995	3 032	3 009
21	3 mois à moins de 6 mois	2 887	3 112	3 082	2 864	2 858
22	6 mois à moins d'un an	2 800	2 879	3 377	3 207	3 257
23	1 an à moins de 3 ans	3 400	3 766	4 353	4 310	4 550
24	3 ans à moins de 5 ans	1 041	1 090	1 249	1 043	1 046
25	5 ans et plus	473	477	431	386	414
26	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*13,0*	*12,7*	*12,7*	*12,3*	*12,5*
27	Assorti d'un sursis total	12 032	12 402	13 677	13 484	13 559
28	Sursis simple	7 518	7 484	7 832	7 321	7 242
29	Sursis avec mise à l'épreuve	3 957	4 360	5 267	5 540	5 659
30	Avec travail d'intérêt général	557	558	578	623	658
31	**Amende**	**5 441**	**6 363**	**9 667**	**13 683**	**15 614**
32	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	4 965	5 949	9 237	13 257	15 176
33	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*436*	*442*	*367*	*328*	*328*
34	Assortie d'un sursis total	476	414	430	426	438
35	**Peine alternative**	**2 854**	**2 780**	**3 021**	**3 551**	**4 002**
36	Travail d'intérêt général	883	841	891	1 125	1 118
37	Jours-amende	1 845	1 795	1 907	1 991	2 170
38	Autres	126	144	223	435	714
39	**Mesure et sanction éducative**	**1 510**	**1 226**	**1 270**	**1 482**	**1 540**
40	dont admonestation	1 109	855	818	850	914
41	**Dispense de peine**	**227**	**235**	**233**	**264**	**251**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
42	Hommes	33 241	34 938	40 583	44 401	47 087
43	Femmes	2 136	2 419	2 772	2 905	3 013
	Âge des condamnés					
44	Moins de 16 ans	1 085	948	920	1 007	1 067
45	de 16 ans à moins de 18 ans	2 193	2 119	2 170	2 394	2 407
46	de 18 ans à moins de 20 ans	7 143	7 121	8 006	8 540	9 091
47	de 20 ans à moins de 25 ans	12 392	12 657	14 820	15 873	16 572
48	de 25 ans à moins de 30 ans	5 968	6 868	8 259	9 340	9 937
49	de 30 ans à moins de 40 ans	4 914	5 609	6 827	7 566	8 113
50	de 40 ans à moins de 60 ans	1 627	1 974	2 277	2 512	2 837
51	60 ans et plus	55	61	76	74	76
	Nationalité des condamnés					
52	Français	29 921	31 255	36 701	40 093	43 423
53	Étrangers	3 778	4 034	4 087	4 421	4 512
54	Non déclarés	1 678	2 068	2 567	2 792	2 165

Les condamnations pour atteintes à l'ordre administratif et judiciaire sanctionnent des outrages ou violences à une personne dépositaire de l'autorité publique ou à magistrat, ainsi que la rébellion et toutes les infractions relatives à l'exécution des décisions de justice : refus de restituer un permis de conduire, violation à l'obligation d'accomplir une peine de substitution, infractions à l'interdiction de séjour, et évasion.

On trouve également dans ce groupe les usurpations de titres ou de fonctions, les usurpations d'identité, les corruptions de fonctionnaires, et les dénonciations calomnieuses.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions à l'ordre administratif et judiciaire.

Code	Définitions et méthode
15	Le poste "**Autres délits**" comprend notamment toutes les autres infractions relatives à la preuve en justice : non-dénonciation d'un crime ou d'un délit, recel de personnes ayant affaire avec la justice, recel de cadavres, faux témoignages, subornation de témoin, ainsi que la remise ou la sortie irrégulière de correspondance, somme d'argent, ou objet quelconque de détenu.
16	Ce poste "contraventions de 5e **classe**" regroupe les entraves à l'exercice des agents de douanes, et la fourniture d'identité imaginaire, pouvant provoquer des mentions erronées au Casier judiciaire.
17 à 40	**Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2 006	2 007	2 008	2 009	2010p
1	**Toutes condamnations pour atteintes à l'ordre administratif et judiciaire**	**25 828**	**25 869**	**27 261**	**26 177**	**26 413**
2	**Délits**	**25 816**	**25 861**	**27 230**	**26 143**	**26 381**
3	Outrage à personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public	14 165	13 664	13 967	12 954	12 608
4	Rébellion	3 063	3 173	3 325	3 293	3 531
5	Violence sur personne dépositaire de l'autorité publique	1 386	1 379	1 443	1 635	1 786
6	Outrage ou violences à un magistrat	241	276	276	232	233
7	Corruption de fonctionnaire	290	259	235	225	192
8	Usurpation de fonctions ou de titres	137	147	192	178	150
9	Refus de restituer un permis de conduire	121	123	129	100	91
10	Violation à l'obligation d'accomplir une peine de substitution	1 903	2 339	2 883	2 857	3 067
11	Infraction à l'interdiction de séjour	129	96	142	105	97
12	Usurpation d'identité	876	643	763	693	715
13	Évasion de détenu	516	565	631	662	754
14	Dénonciation calomnieuse ou mensongère	1 592	1 655	1 640	1 595	1 494
15	Autres	1 397	1 542	1 604	1 614	1 663
16	**Contraventions de 5e classe**	**12**	**8**	**31**	**34**	**32**
◆	**Nature de la peine**					
17	**Emprisonnement**	**15 426**	**15 853**	**16 268**	**15 501**	**15 700**
18	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	7 205	8 009	8 257	7 853	8 296
19	Moins de 3 mois	3 560	4 075	4 125	3 970	4 056
20	3 mois à moins de 6 mois	2 473	2 679	2 656	2 497	2 692
21	6 mois à moins d'un an	900	937	1 061	944	1 086
22	1 an à moins de 3 ans	249	302	388	409	428
23	3 ans et plus	23	16	27	33	34
24	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*3,4*	*3,3*	*3,5*	*3,6*	*3,6*
25	Assorti d'un sursis total	8 221	7 844	8 011	7 648	7 404
26	Sursis simple	6 079	5 662	5 638	5 422	5 197
27	Sursis avec mise à l'épreuve	1 469	1 558	1 719	1 560	1 536
28	Avec travail d'intérêt général	673	624	654	666	671
29	**Amende**	**5 254**	**5 059**	**5 549**	**4 997**	**4 817**
30	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	4 345	4 153	4 555	4 053	3 918
31	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*509*	*551*	*515*	*513*	*505*
32	Assortie d'un sursis total	909	906	994	944	899
33	**Peine alternative**	**3 285**	**3 248**	**3 534**	**3 747**	**3 836**
34	Suspension du permis de conduire	194	122	112	90	69
35	Travail d'intérêt général	1 197	1 156	1 176	1 296	1 375
36	Jours-amende	1 760	1 755	1 921	1 989	2 060
37	Autres	134	215	325	372	332
38	**Mesure et sanction éducative**	**1 395**	**1 309**	**1 426**	**1 406**	**1 592**
39	dont admonestation	963	911	876	855	949
40	**Dispense de peine**	**468**	**400**	**484**	**526**	**468**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
41	Hommes	22 832	22 885	24 137	23 129	23 337
42	Femmes	2 996	2 984	3 124	3 048	3 076
	Âge des condamnés					
43	Moins de 18 ans	2 623	2 565	2 789	2 673	2 790
44	de 18 ans à moins de 20 ans	3 696	3 485	3 750	3 622	3 687
45	de 20 ans à moins de 25 ans	7 065	7 211	7 380	6 861	7 094
46	de 25 ans à moins de 30 ans	3 754	3 845	4 038	4 127	4 127
47	de 30 ans à moins de 40 ans	4 647	4 674	4 844	4 627	4 572
48	de 40 ans à moins de 60 ans	3 676	3 712	4 043	3 839	3 707
49	60 ans et plus	367	377	417	428	436
	Nationalité des condamnés					
50	Français	22 186	22 180	23 294	22 337	22 737
51	Étrangers	2 606	2 580	2 661	2 664	2 731
52	Non déclarés	1 036	1 109	1 306	1 176	945

Les condamnations pour atteintes à la sûreté publique se répartissent en quatre groupes de délits : les infractions à la police des étrangers, les infractions en matière de commerce et de transport d'armes, les infractions militaires, et les autres atteintes à la sûreté publique.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les condamnations pour entrée ou séjour irrégulier d'un étranger en France et pour les infractions en matière militaire.

Code	Définitions et méthode
7	**L'entrée ou le séjour irrégulier d'un étranger en France** comprend également la pénétration non autorisée d'étrangers sur le territoire national après interdiction, l'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irrégulier d'un étranger en France, et le non-respect à l'assignation à résidence par étranger faisant l'objet d'une mesure d'expulsion.
8	**L'interdiction de résidence** recouvre en fait les soustractions à l'exécution d'une mesure de reconduite à la frontière ou d'un arrêté d'expulsion.
9	**Les infractions sur la réglementation sur le travail des étrangers** sont relatives à l'emploi d'un étranger non muni d'une autorisation de travail salarié.
10	Sous l'intitulé "**Nomades**", se trouvent notamment les condamnations sanctionnant la circulation sans livret d'une personne sans domicile fixe et dépourvue de ressources régulières.
17	Sont compris dans ce poste les actes d'auto-mutilation par militaire, les violations de consigne, les détournements d'armes ou autres objets, les outrages, violences et voies de faits par militaire.
21	Ce poste recouvre les infractions électorales, et les condamnations pour provocation à la discrimination politique, raciale ou religieuse par publication ou discours.

Sources :

- Ministère de la justice
  Casier judiciaire national

Code		2 006	2 007	2 008	2 009	2010p
1	**Toutes condamnations pour infractions à la sûreté publique**	**12 770**	**12 281**	**13 041**	**12 198**	**11 992**
2	**Crimes**	**3**	**1**	**8**	**16**	**7**
3	Faux-monnayage	3	1	0	11	0
4	Autres	0	0	8	5	7
5	**Délits**	**12 437**	**11 930**	**12 646**	**11 821**	**11 685**
6	**Police des étrangers - nomades**	**5 767**	**5 312**	**5 643**	**4 988**	**4 685**
7	Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger	4 564	4 019	4 290	3 790	3 700
8	Interdiction de résidence	863	941	937	796	640
9	Réglementation sur le travail des étrangers	338	348	415	402	345
10	Nomades	2	4	1	0	0
11	**Commerce et transport d'armes**	**4 802**	**4 568**	**4 840**	**4 879**	**4 936**
12	Port et transport illicite d'armes	3 513	3 310	3 653	3 777	3 865
13	Acquisition ou détention d'armes	1 155	1 073	1 034	943	959
14	Fabrication, commerce illicite d'explosifs	134	185	153	159	112
15	**Infractions militaires**	**764**	**1 002**	**1 060**	**782**	**906**
16	Désertion	593	805	898	626	747
17	Autres	171	197	162	156	159
18	**Autres atteintes à la sûreté publique**	**1 104**	**1 048**	**1 103**	**1 172**	**1 158**
19	Législation sur les jeux de hasard	219	233	277	255	157
20	Association de malfaiteurs	477	450	463	468	569
21	Autres	408	365	363	449	432
22	**Contraventions de 5e classe**	**330**	**350**	**387**	**361**	**300**

Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger

23	**Toutes condamnations pour entrée ou séjour irrégulier d'un étranger (cf. code 7)**	**4 564**	**4 019**	**4 290**	**3 790**	**3 700**
◆	**Nature de la peine**					
24	**Emprisonnement**	**3 694**	**3 205**	**3 341**	**3 052**	**3 015**
25	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	2 554	2 182	2 015	1 856	1 886
26	Moins de 3 mois	920	798	631	659	612
27	3 mois à moins de 6 mois	828	701	681	524	503
28	6 mois à moins d'un an	431	356	334	310	341
29	1 an à moins de 3 ans	313	237	305	291	317
30	3 ans et plus	62	90	64	72	113
31	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*6,0*	*6,4*	*6,5*	*6,9*	*8,1*
32	Assorti d'un sursis total	1 140	1 023	1 326	1 196	1 129
33	Sursis simple	1 124	1 003	1 308	1 179	1 111
34	Sursis avec mise à l'épreuve	14	15	17	14	18
35	Avec travail d'intérêt général	2	5	1	3	0

Code		2 006	2 007	2 008	2 009	2010p
	Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger (fin)					
1	**Amende**	**188**	**167**	**234**	**221**	**210**
	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	115	99	139	135	125
3	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*959*	*1 065*	*975*	*1 061*	*1 146*
4	Assortie d'un sursis total	73	68	95	86	85
5	**Peine alternative**	**580**	**557**	**613**	**400**	**350**
6	dont interdiction du territoire français	547	527	584	371	324
7	**Autres décisions**	**102**	**90**	**102**	**117**	**125**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
8	Hommes	4 223	3 713	3 897	3 518	3 481
9	Femmes	341	306	393	272	219
	Âge des condamnés					
10	Moins de 18 ans	55	32	33	59	116
11	de 18 ans à moins de 20 ans	291	195	228	201	260
12	de 20 ans à moins de 25 ans	876	734	812	689	715
13	de 25 ans à moins de 30 ans	1 121	997	1 001	890	843
14	de 30 ans à moins de 40 ans	1 529	1 351	1 450	1 225	1 124
15	de 40 ans à moins de 60 ans	662	685	729	698	621
16	60 ans et plus	30	25	37	28	21
	Nationalité des condamnés					
17	**Français**	**266**	**253**	**341**	**241**	**217**
18	**Étrangers**	**3 901**	**3 424**	**3 576**	**3 215**	**3 199**
19	Europe	711	529	506	445	405
20	Portugal	9	16	25	23	26
21	Pologne	26	6	6	10	18
	Roumanie	117	80	47	28	35
25	Turquie	219	133	136	111	70
26	Autres	340	294	292	273	256
27	Maghreb	1 076	1 033	999	980	929
28	Algérie	390	324	320	327	297
29	Maroc	442	404	330	335	329
30	Tunisie	244	305	349	318	303
31	Afrique francophone hors Maghreb	907	691	723	581	706
32	Afrique non francophone	272	270	291	247	245
33	Asie, Océanie	723	740	786	673	623
34	Amérique	212	161	271	289	291
35	**Non déclarés**	**397**	**342**	**373**	**334**	**284**

Code		2 006	2 007	2 008	2 009	2010p
	Infractions militaires					
1	**Toutes condamnations pour infractions militaires**	**764**	**1 002**	**1 060**	**782**	**906**
◆	**Nature de la peine**					
2	**Emprisonnement**	**730**	**932**	**976**	**714**	**821**
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	107	163	158	69	64
4	Moins de 3 mois	33	52	33	31	33
5	3 mois à moins de 6 mois	67	108	122	32	28
6	6 mois à moins d'un an	7	2	3	3	2
7	1 an et plus	0	1	0	3	1
8	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*3,0*	*1,5*	*2,6*	*2,9*	*2,4*
9	Assorti d'un sursis total	623	769	818	645	757
10	Sursis simple	617	756	804	635	751
11	Sursis avec mise à l'épreuve	5	13	11	10	5
12	Avec travail d'intérêt général	1	0	3	0	1
13	**Amende**	**6**	**22**	**19**	**14**	**8**
14	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	6	21	19	14	8
15	*Montant moyen de l'amende ferme (en euro)*	*250*	*300*	*289*	*407*	*350*
16	Assortie d'un sursis total	0	1	0	0	0
17	**Autres décisions**	**28**	**48**	**65**	**54**	**77**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
18	Hommes	741	972	1 034	756	883
19	Femmes	23	30	26	26	23
	Âge des condamnés					
20	Moins de 20 ans	102	126	156	94	116
21	de 20 ans à moins de 25 ans	463	583	619	478	549
22	de 25 ans à moins de 30 ans	159	226	211	168	178
23	de 30 ans à moins de 40 ans	36	67	70	40	58
24	40 ans et plus	4	0	4	2	5
	Nationalité des condamnés					
25	Français	641	773	860	683	798
26	Étrangers	86	167	174	72	82
27	Non déclarés	37	62	26	27	26

Les atteintes à l'ordre public général sont de deux ordres : les faux en écriture publique ou privée d'une part, les atteintes en matière d'environnement d'autre part.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les condamnations pour faux en écriture publique et privée d'une part, et pour l'ensemble des atteintes à l'environnement (délits et contraventions) d'autre part.

Code	Définitions et méthode
4 et 5	**Les faux en écriture privée** sont qualifiés délits. Ces postes regroupent les faux et usages de faux en écriture privée, de commerce, de banque, de titre de transport, et les falsifications de certificats ou d'attestations.
8	Les infractions en matière d'**utilisation illégale des sols** comprennent l'apposition d'enseignes ou de publicité dans des endroits prohibés, l'exploitation d'installations classées, et le fait de porter atteinte aux espèces protégées de la faune et de la flore.
10	**Les infractions en matière de pêche** visent essentiellement les pratiques de pêche maritime dans des zones interdites ou avec des engins prohibés, et dans une moindre mesure la réalisation de travaux destinés à capturer le poisson en eau douce.
11	**Les infractions en matière de chasse** concernent la chasse sur terrain d'autrui avec engins prohibés, de nuit, en temps prohibé et/ou avec circonstances aggravantes.
12	Les "**Autres délits en matière d'atteintes à l'environnement**" portent principalement sur le rejet en eau douce ou pisciculture de substances nuisibles au poisson. Les autres infractions visent l'absence d'autorisation pour la mise en exploitation de carrières, la construction de barrage dans un cours d'eau, et l'arrachage ou le défrichement de ses bois par un particulier.
14	**Les contraventions de 5e classe en matière de chass**e regroupent notamment la chasse sans permis, la chasse sur terrain d'autrui sans circonstance aggravante, et toutes les infractions à un arrêté réglementaire dans ce domaine.
16	Il s'agit ici d'infractions en matière de pêche en eau douce ou de pêche maritime de loisir.
17	Le poste "**Autres contraventions de 5e classe en matière d'environnement**" regroupe en majorité des condamnations pour infractions à l'hygiène des animaux. Le reste se partage entre les infractions en matière d'installations classées, de pollution des eaux, les défauts d'affichage du permis de construire, et la poursuite de travaux malgré une mise en demeure.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2 006	2 007	2 008	2 009	2010p
1	**Toutes condamnations pour infractions à l'ordre public général**	**11 555**	**11 706**	**11 267**	**10 021**	**9 861**
2	**Délits**	**8 064**	**8 071**	**8 415**	**7 282**	**7 150**
3	**Faux en écriture publique ou privée**	**4 738**	**4 558**	**4 884**	**4 240**	**4 275**
4	Faux, usage de faux en écriture privée	2 133	2 115	2 104	1 966	1 856
5	Falsification de document	1 916	1 848	2 131	1 703	1 827
6	Obtention, usage de document administratif faux ou inexact	689	595	649	571	592
7	**Atteintes à l'environnement**	**3 326**	**3 513**	**3 531**	**3 042**	**2 875**
8	Travaux ou utilisation illégale des sols	782	790	743	653	611
9	Défaut de permis de construire	1 426	1 494	1 602	1 517	1 408
10	Infractions en matière de pêche	496	528	446	286	280
11	Infractions en matière de chasse	207	204	200	167	163
12	Autres	415	497	540	419	413
13	**Contraventions de 5e classe**	**3 491**	**3 635**	**2 852**	**2 739**	**2 711**
14	Infraction en matière de chasse	1 643	1 658	1 182	1 109	1 110
15	Abandon d'épave ou d'objet	725	855	720	669	642
16	Infraction en matière de pêche	191	150	109	102	83
17	Autres	932	972	841	859	876

Atteintes à l'environnement (délits et contraventions de 5e classe)

18	**Toutes condamnations pour atteintes à l'environnement (cf. codes 7+13)**	**6 817**	**7 148**	**6 383**	**5 781**	**5 586**
◆	**Nature de la peine**					
19	**Emprisonnement**	**280**	**289**	**291**	**253**	**243**
20	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	47	64	68	50	47
21	Moins de 3 mois	34	45	33	30	21
22	3 mois et plus	13	19	35	20	26
23	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*2,3*	*2,1*	*4,2*	*2,9*	*3,9*
24	Assorti d'un sursis total	233	225	223	203	196
25	Sursis simple	210	201	192	179	170
26	Sursis avec mise à l'épreuve	11	20	25	15	15
27	Avec travail d'intérêt général	12	4	6	9	11
28	**Amende**	**5 868**	**6 158**	**5 386**	**4 855**	**4 688**
29	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	5 034	5 262	4 515	3 894	3 801
30	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*1 548*	*1 252*	*1 488*	*3 050*	*2 591*
31	Assortie d'un sursis total	834	896	871	961	887
32	**Peine alternative**	**187**	**193**	**191**	**130**	**159**
33	**Mesure éducative et sanction éducative**	**43**	**39**	**25**	**16**	**19**
34	**Dispense de peine**	**439**	**469**	**490**	**527**	**477**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
35	Hommes	6 125	6 416	5 678	5 100	4 934
36	Femmes	692	732	705	681	652
	Âge des condamnés					
37	Moins de 18 ans	65	50	47	25	27
38	de 18 ans à moins de 20 ans	200	199	185	129	153
39	de 20 ans à moins de 25 ans	493	595	536	494	490
40	de 25 ans à moins de 30 ans	568	609	564	513	540
41	de 30 ans à moins de 40 ans	1 533	1 531	1 395	1 187	1 134
42	de 40 ans à moins de 60 ans	3 029	3 254	2 810	2 600	2 444
43	60 ans et plus	929	910	846	833	798
	Nationalité des condamnés					
44	Français	5 851	5 875	5 370	4 845	4 690
45	Étrangers	382	407	400	354	337
46	Non déclarés	584	866	613	582	559

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Source :

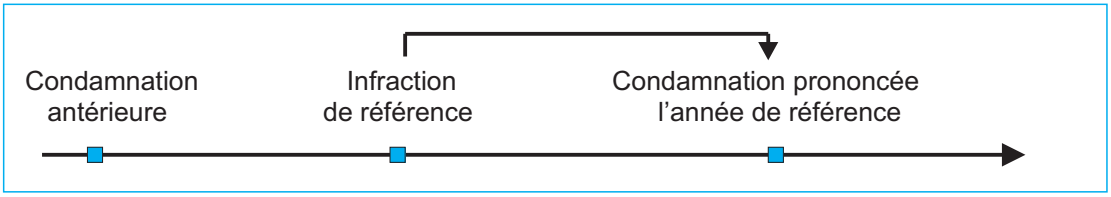
Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au casier judiciaire [hors composition pénale]. Elles permettent de décrire la nature des infractions sanctionnées, la nature et le quantum des peines prononcées ainsi que les caractéristiques des personnes condamnées.

Code

Définitions et méthode

Définition légale de la réitération

Il y a réitération d'infractions pénales lorsqu'une personne a déjà été condamnée définitivement pour un crime ou un délit et commet une nouvelle infraction qui ne répond pas aux conditions de la récidive légale (art 132-16-7 al.1).
Cette définition légale de la réitération est récente puisque qu'elle n'a été introduite dans le code pénal qu'en décembre 2005 par la loi



n°2005-1549 du 12 décembre 2005.

Définition statistique de la réitération

Bien que le texte de loi ne limite pas l'observation de la réitération à une période de temps donnée comme c'est le cas pour la récidive, il a semblé cohérent de limiter l'observation de la réitération des délinquants aux cinq années précédant la condamnation de référence, afin d'obtenir une notion comparable à la récidive car prenant en compte le passé pénal du condamné sur une même période.

Un condamné est considéré comme réitérant s'il n'est pas condamné comme récidiviste et si l'infraction sanctionnée une année donnée a été commise après une précédente condamnation, observée sur les cinq années précédentes.

L'unité de compte est le condamné et non la condamnation. Pour l'année 2010, aucune estimation n'a été réalisée contrairement aux données « condamnations » des pages précédentes. Cette année est donc incomplète car toutes les condamnations n'ont pas encore été inscrites au casier judiciaire (cf. source p.143). Les taux sont donc calculés sur des données brutes non estimées.
Les données sur la réitération n'incluent pas la récidive légale traitée page suivante.

À partir d'une exploitation statistique spécifique du Casier Judiciaire, la réitération peut s'approcher de deux façons :

- ➔ une approche prospective qui est une observation du devenir judiciaire des condamnés après une première condamnation, ce qui oblige à se référer à des cohortes de condamnés déjà anciennes ;
- ➔ une approche rétrospective qui est une observation du passé pénal des condamnés. Cette dernière méthode présente l'avantage de produire des résultats sur des cohortes de condamnés récentes. En pratique, les deux approches donnent des résultats convergents.

C'est l'observation rétrospective qui a été privilégiée dans cette publication. La condamnation de référence est alors la dernière condamnation connue sur l'année observée. La condamnation antérieure est retenue pour caractériser un réitérant uniquement si elle est antérieure aux faits sanctionnés par la condamnation de référence.

Cette dimension chronologique introduite entre la première condamnation et la commission des faits à l'origine de la seconde condamnation est une des conditions de la récidive.

24 Parmi les condamnés à l'emprisonnement ferme, part des personnes ayant déjà été condamnées à une peine d'emprisonnement ferme sur les cinq années précédentes.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
	Délits					
1	**Nombre de condamnés pour délits**	**529 447**	**544 845**	**553 132**	**554 539**	**475 838**
2	**Nombre de condamnés en situation de réitération**	**139 583**	**145 427**	**151 300**	**157 230**	**134 797**
3	Taux de réitérants (%)	26,4	26,7	27,4	28,4	28,3
	selon le type de délit sanctionné par la condamnation de référence					
4	Vol - recel	32,4	31,0	30,7	30,7	29,6
5	Conduite en état alcoolique	14,5	15,4	15,9	16,6	16,4
6	Violences volontaires	30,4	30,1	30,2	30,3	29,7
7	Infraction à la législation sur les stupéfiants	32,9	33,7	34,7	36,6	36,7
8	Outrage - rébellion	43,8	45,6	47,3	48,3	49,3
9	Destruction - dégradation	32,3	33,2	33,7	34,3	34,5
10	Atteinte aux mœurs	12,3	13,0	13,4	13,5	12,6
11	Police des étrangers	21,6	18,7	18,3	20,0	16,0
12	Port d'arme	41,2	42,3	44,4	46,1	47,8
	Nature de la peine					
13	**Emprisonnement**	**79 043**	**80 275**	**82 148**	**80 360**	**68 008**
14	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	42 876	43 369	42 798	40 328	33 125
15	moins d'un an	34 039	38 595	37 680	35 542	28 433
16	1 an à moins de 3 ans	3 895	3 913	4 318	4 075	3 996
17	3 ans à moins de 5 ans	730	683	640	570	555
18	5 ans et plus	212	178	160	141	141
19	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*5,5*	*5,3*	*5,4*	*5,3*	*5,9*
20	Assorti d'un sursis total	36 167	36 906	39 350	40 032	34 883
21	**Amende**	**37 298**	**41 722**	**44 496**	**49 320**	**42 601**
22	*Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)*	*428*	*416*	*393*	*391*	*382*
23	**Autres décisions**	**23 242**	**23 430**	**24 656**	**27 550**	**24 188**
24	**Taux de réitérants condamnés à l'emprisonnement ferme déjà condamnés à l'emprisonnement ferme (%)**	**47,5**	**45,3**	**44,0**	**43,3**	**42,6**
	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
25	Hommes	132 665	138 076	143 484	148 680	127 604
26	Femmes	6 918	7 351	7 816	8 550	7 193
	Âge des condamnés					
27	Moins de 18 ans	7 641	7 887	7 831	7 685	7 022
28	De 18 ans à moins de 20 ans	14 008	14 242	14 853	15 104	12 753
29	De 20 ans à moins de 30 ans	64 084	66 346	68 984	72 448	61 856
30	De 30 ans à moins de 40 ans	30 289	31 544	32 368	33 534	28 634
31	De 40 ans à moins de 60 ans	22 231	23 901	25 533	26 485	22 683
32	60 ans et plus	1 330	1 507	1 731	1 974	1 849
	Nationalité des condamnés					
33	Français	113 609	116 585	121 977	128 737	112 974
34	Étrangers	15 555	15 611	15 649	15 980	13 183
35	Non déclarés	10 419	13 231	13 674	12 513	8 640

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au casier judiciaire [hors composition pénale]. Elles permettent de décrire la nature des infractions sanctionnées, la nature et le quantum des peines prononcées ainsi que les caractéristiques des personnes condamnées.

Sont comptabilisées ici les condamnations retenant l'état de récidive légale : elles sont identifiées au casier judiciaire soit par un indicateur mentionnant la récidive soit par l'utilisation d'une qualification d'infraction (Natinf) visant la récidive.

Pour l'année 2010, aucune estimation n'a été réalisée contrairement aux données « condamnations » des pages précédentes. Cette année est donc incomplète car toutes les condamnations n'ont pas encore été inscrites au casier judiciaire (cf. source p.143). Les taux sont donc calculés sur des données brutes non estimées.

Code

Définitions et méthode

Définition légale de la récidive

Page 207

- **En matière criminelle :** le premier terme de la récidive doit être un crime ou un délit puni de 10 ans d'emprisonnement, et le deuxième terme doit être un crime (Art. 132-8 du CP).
  Dans tous les cas, la récidive fait encourir le double des peines prévues (ou la perpétuité pour un crime puni de vingt ou trente ans de réclusion).

7 Les **autres crimes** recouvrent les coups et violences criminels ayant entraîné la mort ou une infirmité permanente, la forfaiture (détournement de fonds par dépositaire public), l'abus de confiance par officier ministériel, le faux en écriture publique ou authentique, les atteintes à la sûreté publique ainsi que le trafic de stupéfiant en bande organisée.

8 à 16 La récidive quand elle est retenue par la juridiction de jugement entraîne une aggravation des peines encourues. Après une condamnation pour crime ou délit puni de dix ans d'emprisonnement, la peine encourue pour un crime est la perpétuité si ce crime est puni par la loi de 20 ou 30 ans de réclusion ; elle est de 30 ans de réclusion criminelle pour un crime puni de 15 ans (art. 132-8 CP).

Page 208

- **En matière délictuelle :** le premier terme de la récidive doit être un délit, et le deuxième terme le même délit, ou un délit assimilé par la loi, commis dans le délai de cinq ans à compter de l'expiration ou de la prescription de la précédente peine (Art. 132-10 du CP).

14 à 24 La récidive quand elle est retenue par la juridiction de jugement entraîne une aggravation des peines encourues. Après une condamnation pour crime ou délit puni de dix ans d'emprisonnement, en cas de nouveau délit commis dans le délai de dix ans et puni de la même peine la peine encourue est doublée (art. 132-9 CP).

25 Parmi les récidivistes condamnés à l'emprisonnement ferme, part des personnes ayant été déjà condamnées à de l'emprisonnement ferme.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Les condamnés pour crimes en récidive légale

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Nombre de condamnés pour crimes**	**3 305**	**3 245**	**2 867**	**2 731**	**2 670**
2	**Nombre de condamnés en situation de récidive**	**130**	**128**	**129**	**126**	**160**
3	*Taux de récidivistes (%)*	*3,9*	*3,9*	*4,5*	*4,6*	*6,0*
◆	**Nature de l'infraction**					
4	Homicides volontaires	15	16	11	15	16
5	Viols	37	45	37	46	55
6	Vols, recels, destructions	65	57	69	52	71
7	Autres crimes	13	10	12	13	18
◆	**Nature de la peine**					
8	**Peines privatives de liberté**	**130**	**128**	**129**	**126**	**160**
9	*dont réclusion criminelle*	*99*	*96*	*81*	*87*	*108*
10	Fermes ou assorties d'un sursis partiel	130	127	129	125	159
11	Moins de 10 ans	31	31	48	38	51
12	10 ans à moins de 20 ans	68	60	52	58	70
13	20 ans et plus (sans perpétuité)	22	33	24	27	33
14	Perpétuité	9	3	5	2	5
15	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)*	*162,0*	*175,0*	*155,0*	*162,3*	*160,6*
16	Assorties d'un sursis total	0	1	0	1	1
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
17	Hommes	130	127	128	124	158
18	Femmes	0	1	1	2	2
19	**Âge des condamnés**					
20	Moins de 18 ans	0	0	2	4	5
21	de 18 ans à moins de 20 ans	2	4	4	3	9
22	de 20 ans à moins de 30 ans	31	34	28	36	30
23	de 30 ans à moins de 40 ans	49	43	44	39	51
24	de 40 ans à moins de 60 ans	46	43	48	41	59
25	60 ans et plus	2	4	3	3	6
	Nationalité des condamnés					
26	Français	119	117	122	119	145
27	Étrangers	8	9	6	7	12
28	Non déclarés	3	2	1	0	3

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Nombre de condamnés pour délits**	**529 447**	**544 845**	**553 132**	**554 539**	**475 838**
2	**Nombre de condamnés en situation de récidive**	**36 832**	**43 873**	**51 051**	**54 383**	**52 993**
3	*Taux de récidivistes (%)*	*7,0*	*8,1*	*9,2*	*9,8*	*11,1*
	selon le type de délit					
4	Vol - recel	9,8	12,0	13,8	14,5	17,0
5	Conduite en état alcoolique	12,4	13,0	14,6	15,2	16,1
6	Violences volontaires	4,9	6,1	7,5	8,8	10,7
7	Infraction à la législation sur les stupéfiants	6,2	7,5	8,5	8,6	10,1
8	Outrage - rébellion	3,0	3,6	3,9	4,0	4,8
9	Destruction - dégradation	2,2	2,5	3,2	3,1	3,9
10	Délits sexuels	3,5	3,8	4,3	4,2	5,0
11	Police des étrangers	4,1	6,3	6,3	5,8	6,7
12	Port d'arme	1,7	2,1	2,1	2,6	3,2
13	autres délits	3,1	4,0	5,2	6,0	7,0
◆	**Nature de la peine**					
14	**Emprisonnement**	**30 490**	**36 298**	**42 020**	**43 749**	**42 216**
15	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	18 281	21 989	25 533	26 277	25 760
16	moins d'un an	15 053	17 188	18 145	18 484	17 809
17	1 an à moins de 3 ans	2 454	3 860	6 091	6 418	6 495
18	3 ans à moins de 5 ans	503	683	1 015	1 073	1 150
19	5 ans et plus	271	262	282	302	306
20	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*7,8*	*8,2*	*9,3*	*9,4*	*9,7*
21	Assorti d'un sursis total	12 209	14 309	16 487	17 472	16 456
22	**Amende**	**2 496**	**3 120**	**3 843**	**4 558**	**4 731**
23	*Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)*	*524*	*621*	*507*	*546*	*485*
24	**Autres décisions**	**3 846**	**4 455**	**5 188**	**6 076**	**6 046**
25	**Taux de récidivistes condamnés à l'emprisonnement ferme déjà condamnés à l'emprisonnement ferme (%)**	**52**	**52**	**51**	**50**	**50**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
26	Hommes	35 199	41 832	48 490	51 631	50 345
27	Femmes	1 633	2 041	2 561	2 752	2 648
	Âge des condamnés					
28	Moins de 18 ans	279	387	361	365	437
29	De 18 ans à moins de 20 ans	1 932	2 348	2 595	2 684	2 699
30	De 20 ans à moins de 30 ans	13 528	16 541	19 573	20 993	20 896
31	De 30 ans à moins de 40 ans	10 178	11 652	13 662	14 166	13 509
32	De 40 ans à moins de 60 ans	10 217	12 029	13 748	14 922	14 220
33	60 ans et plus	698	916	1 112	1 253	1 232
	Nationalité des condamnés					
34	Français	31 664	37 313	43 366	46 834	46 439
35	Étrangers	3 982	5 044	5 818	6 122	5 591
36	Non déclarés	1 186	1 516	1 867	1 427	963

Exécution des peines et Administration pénitentiaire

Exécution des peines et administration pénitentiaire

189 Établissements pénitentiaires au 01 janvier 2011
56 358 places dans ces établissements

101 maisons d'arrêt (MA)
et 35 quartiers de maison d'arrêt inclus dans des centres pénitentiaires

82 établissements pour peines

40 centres pénitentiaires (CP), qui comprennent au moins 2 quartiers de régime de détention différents

25 centres de détention (CD) et 37 quartiers (QCD)

6 maisons centrales (MC) et 5 quartiers (QMC)

11 centres de semi-liberté (CSL) et 4 quartiers (QSL)

4 quartiers centre pour peines aménagées (QCPA)

6 Établissements pénitentiaires pour mineurs [EPM]

1 Établissement public de santé national à Fresnes [relevant du ministère de la Santé]

49 Établissements à gestion déléguée sur les 189 établissements

Champ géographique : métropole, DOM et TOM

La population carcérale comprend l'ensemble des individus (prévenus et condamnés) détenus dans les établissements pénitentiaires.

Code | **Définitions et méthode**

1, 2 Au 31décembre 2010, 66 975 personnes étaient écrouées, dont 60 544 détenues et 6 431 non hébergées, du fait d'un PSE – placement sous surveillance électronique, ou d'un PE – placement extérieur non hébergé.

5 à 7 **Un individu** *condamné* dans une affaire, et *prévenu* dans une ou plusieurs autres affaires, est uniquement comptabilisé comme condamné.

Sont comptabilisés comme **prévenus** les détenus (population pénale en milieu fermé) en cours d'information, en attente de jugement, ou en délai ou exercice d'une voie de recours.

Sont comptabilisé comme **condamnés** les détenus définitivement jugés. Les détenus soumis à la contrainte judiciaire (cf. définition 31, page 214) sont comptabilisés avec les condamnés.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Population incarcérée					
1	**Population incarcérée au 31 décembre**	**60 403**	**64 003**	**66 178**	**66 089**	**66 975**
2	dont personnes hébergées	58 402	61 076	62 252	60 978	60 544
3	Métropole	56 294	59 468	61 676	61 430	62 467
4	Départements et territoires d'outre-mer	4 109	4 535	4 502	4 659	4 508
◆	**Catégorie pénale des personnes incarcérées**					
5	Prévenus	18 483	16 797	15 933	15 395	15 702
6	Condamnés	41 920	47 206	50 245	50 694	51 273
7	*Part des prévenus (en %)*	*30,6*	*26,2*	*24,1*	*23,3*	*23,4*
◆	**Caractéristiques des personnes incarcérées**					
	Sexe					
8	Hommes	58 163	61 624	63 902	63 814	64 712
9	Femmes	2 240	2 379	2 276	2 275	2 263
	Âge					
10	Moins de 16 ans	90	77	57	65	64
11	de 16 ans à moins de 18 ans	639	650	624	607	628
12	de 18 ans à moins de 21 ans	4 661	4 894	4 886	4 883	5 018
13	de 21 ans à moins de 25 ans	10 519	10 867	11 480	11 438	11 651
14	de 25 ans à moins de 30 ans	11 413	12 382	13 212	13 399	13 558
15	de 30 ans à moins de 40 ans	15 700	16 689	17 143	17 146	17 550
16	de 40 ans à moins de 50 ans	10 035	10 685	11 069	10 874	10 780
17	de 50 ans à moins de 60 ans	5 139	5 395	5 242	5 321	5 343
18	60 ans et plus	2 207	2 364	2 465	2 356	2 383
	Nationalité					
19	**Français**	**48 498**	**51 766**	**54 146**	**54 349**	**55 032**
20	**Étrangers**	**12 284**	**12 160**	**11 927**	**11 652**	**11 767**
21	Europe	3 925	4 026	3 921	3 904	3 974
22	Allemagne	*71*	*88*	*90*	*68*	*58*
23	Belgique	*138*	*157*	*139*	*119*	*117*
24	Espagne	*322*	*316*	*364*	*378*	*332*
25	Italie	*245*	*238*	*246*	*240*	*208*
26	Portugal	*449*	*462*	*477*	*469*	*471*
27	Roumanie	*708*	*699*	*624*	*652*	*954*
28	Autres	*1 992*	*2 066*	*1 981*	*1 978*	*1 844*
29	Afrique	5 985	6 143	6 125	5 953	6 082
30	Algérie	*1 683*	*1 709*	*1 633*	*1 615*	*1 593*
31	Maroc	*1 877*	*1 827*	*1 871*	*1 705*	*1 807*
32	Tunisie	*598*	*631*	*606*	*616*	*656*
33	Autres	*1 827*	*1 976*	*2 015*	*2 017*	*2 026*
34	Amérique	1 155	1 224	1 189	1 165	1 102
35	Asie	1 214	748	687	623	601
36	Océanie	5	19	5	7	8
37	**Non déclarés**	**78**	**77**	**105**	**88**	**176**
	Niveau d'instruction en métropole					
38	Illettrés déclarés	5 451	1 570	1 513	1 266	1 384
39	Instruction primaire	17 308	16 729	16 537	15 094	12 282
40	Instruction secondaire ou supérieure	33 535	41 169	43 626	45 070	48 801

Code	Définitions et méthode
7 à 19	En cas de condamnation d'un individu pour plusieurs infractions, c'est la plus grave qui est retenue.
8	Sont compris sous cette rubrique les meurtres, assassinats, assassinats par acte de terrorisme, parricides, empoisonnements, coups mortels, violences volontaires avec emploi de torture ou actes de barbarie, violences volontaires suivies d'une infirmité ou d'une incapacité permanente.
19	Sont notamment comprises sous cette rubrique les infractions à la législation sur les étrangers, et les infractions d'ordre militaire.
20 à 31	Le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1er mars1994, a réformé le barême des peines privatives de liberté. Désormais le plafond de peine de l'emprisonnement correctionnel est porté à 10 ans (5 ans auparavant). Parallèlement la peine minimum en matière de réclusion criminelle passe de 5 à 10 ans, et la peine plafond à 30 ans (20 ans auparavant). Enfin la peine d'emprisonnement pour contravention de police a été supprimée.
31	**La contrainte judiciaire** a remplacé l'ancienne contrainte par corps (Loi Perben II du 9 mars 2004). Elle est ordonnée par le juge de l'application des peines en cas d'inexécution volontaire d'une condamnation à une peine d'amende en matière criminelle ou correctionnelle pour un délit puni d'une peine d'emprisonnement, y compris en cas d'inexécution volontaire de condamnations à des amendes fiscales ou douanières (art. 749 CPP). Elle consiste en un emprisonnement dont la durée est fixée par le juge de l'application des peines dans la limite d'un maximum légal qui dépend du montant de l'amende (art. 750 CPP).
32	Le taux d'occupation est calculé sur les seules personnes hébergées.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Prévenus					
1	**Prévenus au 31 décembre**	**18 483**	**16 797**	**15 933**	**15 395**	**15 702**
◆	**Situation pénale**					
2	En cours d'instruction	12 584	11 174	10 957	10 446	10 828
3	En attente de comparution	2 119	1 825	1 699	1 709	1 525
4	Comparution immédiate	2 001	2 125	1 686	1 656	1 869
5	En appel ou pourvoi	1 779	1 673	1 591	1 584	1 480
	Condamnés					
6	**Condamnés au 31 décembre**	**41 920**	**47 206**	**50 245**	**50 694**	**51 273**
◆	**Nature de l'infraction**					
7	**Atteintes à la personne**	**22 773**	**25 218**	**26 162**	**26 699**	**27 040**
8	Crimes de sang	3 608	3 628	3 579	3 493	3 426
9	Coups et blessures volontaires, coups à enfant	8 588	10 396	11 522	12 491	13 118
10	Homicides, blessures involontaires	2 218	2 808	2 881	2 735	2 787
11	Viols et autres agressions sexuelles	8 268	8 311	8 108	7 902	7 631
12	Proxénétisme	91	75	72	78	78
13	**Atteintes aux biens**	**10 657**	**11 918**	**12 964**	**13 019**	**13 169**
14	Vols qualifiés	4 232	4 437	5 021	5 143	5 507
15	Autres vols	3 313	3 893	4 006	3 891	3 724
16	Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux	3 112	3 588	3 937	3 985	3 938
17	**Atteintes à la santé publique**	**5 751**	**6 442**	**6 990**	**7 325**	**7 161**
18	Infractions à la législation sur les stupéfiants	5 751	6 442	6 990	7 325	7 161
19	**Autres infractions**	**2 739**	**3 628**	**4 129**	**3 651**	**3 400**
◆	**Peine prononcée**					
20	**Réclusion criminelle**	**8 120**	**8 273**	**8 306**	**7 946**	**7 916**
21	5 ans à moins de 10 ans	275	217	227	173	185
22	10 ans à moins de 20 ans	5 861	5 954	5 900	5 602	5 440
23	20 ans à 30 ans	1 461	1 579	1 653	1 650	1 789
24	Perpétuité	523	523	526	521	502
25	**Emprisonnement**	**33 796**	**38 928**	**41 937**	**42 743**	**43 356**
26	Moins de 6 mois	7 746	8 767	9 086	8 882	8 726
27	6 mois à moins d' un an	7 395	8 604	8 336	8 563	8 809
28	1 an à moins de 3 ans	8 445	11 025	13 716	14 174	14 780
29	3 ans à moins de 5 ans	4 295	4 644	5 103	5 628	5 709
30	5 ans et plus	5 915	5 888	5 696	5 496	5 332
31	**Contrainte judiciaire**	**4**	**5**	**2**	**5**	**1**
	Taux d'occupation des établissements pénitentiaires					
32	**Tous établissements (en %)**	**115,4**	**120,5**	**119,7**	**110,9**	**107,4**
	dont :					
33	Maisons d'arrêt	127,5	134,7	137,9	125,8	120,2
34	Centres pénitentiaires	112,8	117,7	111,7	107,6	106,3
35	Centres de détention	94,9	95,9	96,7	92,5	91,0
36	Maisons centrales	92,3	90,0	93,8	81,8	79,0
37	Centres de semi-liberté	73,6	91,1	94,9	95,8	105,0
38	Établissements pénitentiaires pour mineurs	-	80,0	60,8	73,3	69,9

Code	Définitions et méthode
3	**La comparution immédiate** suppose deux conditions : d'une part que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à deux ans ou en cas de délit flagrant que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à six mois, d'autre part que les charges réunies soient suffi- santes et que l'affaire soit en état d'être jugée. Elle n'est pas applicable aux mineurs.
4	Il s'agit essentiellement du tribunal correctionnel (condamnés en délai d'appel ou de pourvoi) et des procédures d'exception)
6	**La contrainte judiciaire** a remplacé l'ancienne contrainte par corps (Loi Perben II du 9 mars 2004). Elle est ordonnée par le juge de l'application des peines en cas d'inexécution volontaire d'une condamnation à une peine d'amende en matière criminelle ou correctionnelle pour un délit puni d'une peine d'emprisonnement, y compris en cas d'inexécution volontaire de condamnations à des amendes fiscales ou douanières (art. 749 CPP). Elle consiste en un emprisonnement dont la durée est fixée par le juge de l'application des peines dans la limite d'un maximum légal qui dépend du montant de l'amende (art. 750 CPP).
7	Sont notamment compris dans cette rubrique les libérés conditionnels réincarcérés, les individus repris après évasion ou fugue, et ceux écroués dans le cadre d'une procédure d'extradition.
16	Le nombre total de libérations recouvre à la fois les prévenus et les condamnés [depuis 2007, y compris les extraditions].
	L'extradition est une procédure d'entraide répressive internationale par laquelle un État, appelé État requis, accepte de livrer un délinquant qui se trouve sur son territoire à un autre État, l'État requérant, pour que ce dernier puisse juger cet individu ou, s'il a déjà été condamné, pour lui faire subir sa peine.
17 à 25	Les durées d'incarcération sont calculées prévenus et condamnés confondus.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Incarcérations					
1	**Incarcérations au cours de l'année**	**86 594**	**90 270**	**89 054**	**84 354**	**82 725**
◆	**Titre de détention**					
2	**Statut de prévenu**	**56 752**	**55 581**	**52 115**	**48 061**	**47 405**
3	Dans le cadre d'une procédure de comparution immédiate	27 596	26 937	24 233	22 085	21 310
4	Dans le cadre d'une autre procédure	29 156	28 644	27 882	25 976	26 095
5	**Statut de condamné**	**29 283**	**33 930**	**36 072**	**35 603**	**34 341**
6	**Mise à exécution de contrainte judiciaire**	**14**	**16**	**30**	**19**	**83**
7	**Autres cas**	**545**	**743**	**837**	**671**	**896**
◆	**Caractéristiques des incarcérés**					
	Sexe					
8	Hommes	83 015	86 553	85 687	81 284	79 711
9	Femmes	3 579	3 717	3 367	3 070	3 014
	Âge					
10	Mineurs	3 350	3 378	3 218	3 242	3 107
11	Majeurs	83 157	86 666	85 605	80 969	79 566
12	Âge non déclaré	87	226	231	143	62
	Nationalité					
13	Français	68 340	72 034	71 641	68 226	66 569
14	Étrangers	18 193	18 236	17 318	16 058	16 156
15	Non déclarés	61	-	95	70	-
	Libérations					
16	**Libérations pendant de l'année**	**85 713**	**85 375**	**86 871**	**84 443**	**81 839**
◆	**Durée d'incarcération lors de la sortie**					
17	Moins d'un mois	9 961	10 074	12 405	11 543	10 893
18	1 mois à moins de 2 mois	9 558	9 332	10 954	9 686	9 166
19	2 mois à moins de 3 mois	9 455	9 622	10 564	9 838	9 240
20	3 mois à moins de 6 mois	20 513	21 890	22 100	21 271	20 591
21	6 mois à moins d'un an	17 247	19 124	16 627	16 686	16 294
22	1 an à moins de 3 ans	15 001	12 286	10 850	11 915	12 170
23	3 ans à moins de 5 ans	2 306	1 639	1 755	1 790	1 800
24	5 ans à moins de 10 ans	1 346	1 084	1 251	1 317	1 309
25	10 ans et plus	334	324	365	397	376

Code	Définitions et méthode
4 à 10	**Les activités de travail et de formation professionnelle** sont prises en compte pour l'appréciation des gages de réinsertion et de bonne conduite des condamnés. Au sein des établissements pénitentiaires, toutes dispositions sont prises pour assurer une activité professionnelle aux personnes incarcérées qui le souhaitent (art. 717-3 du Code de procédure pénale).
	Le mode de collecte des informations concernant l'activité professionnelle des détenus ne permet pas de décrire la situation à un moment précis. Les chiffres présentés ici résultent de l'application d'une moyenne annuelle à l'effectif des détenus au 31 décembre.
4	Sont compris sous cette rubrique les détenus suivant une scolarité, les détenus non demandeurs d'emploi, et les détenus auxquels l'administration n'est pas en mesure de trouver un emploi.
6	La Régie industrielle des établissements pénitentiaires (RIEP) relève d'une logique d'entreprise dont l'État est le seul acteur. Les travaux du bâtiment gérés par la comptabilité de la RIEP sont également pris en compte dans cette rubrique.
7	Sous cette rubrique figurent, d'une part le service général lié au fonctionnement hôtelier de l'établissement, d'autre part les travaux exécutés pour le compte du personnel, et les travaux ou chantiers organisés pour le compte d'une administration, d'une collectivité locale ou d'un organisme public.
8	**Le travail en concession** concerne des entreprises privées, et des associations sous contrat avec l'État.
9	Cette rubrique concerne tous les condamnés travaillant sous le régime de la **semi-liberté**, leur permettant d'exercer une activité : travailler, recevoir un enseignement ou une formation professionnelle, apporter une participation essentielle à la vie de leur famille, ou subir un traitement médical. Les condamnés sont astreints à rejoindre l'établissement pénitentiaire dès la cessation de cette activité.
10	Cette rubrique recense uniquement les stagiaires rémunérés en **formation professionnelle**.
11 à 26	**La formation en milieu carcéral** est un droit fondamental, figurant dans les textes du Conseil de l'Europe, et inscrit dans le Code de procédure pénale. L'enseignement en milieu pénitentiaire est organisé de la façon suivante : - les formations de base, de l'alphabétisation aux premières qualifications de niveau V, sont assurées dans tous les établissements par des instituteurs ou professeurs d'école exerçant à plein temps ; - les formations secondaires-universitaires, des brevets des collèges aux diplômes universitaires, sont assurées soit par des enseignants du second degré, soit par l'enseignement à distance, soit grâce à une mesure d'orientation vers un autre établissement mieux adapté à la formation demandée.
17, 18	CFG : certificat de formation générale.
19, 20	DNC : diplôme national des collèges. CAP : certificat d'aptitude professionnelle. BEP : brevet d'étude professionnel. CAPUC : certificat d'aptitude professionnelle par unités capitalisables
23, 24	ESEU : examen spécial d'entrée à l'université. DAEU : diplôme d'accès aux études universitaires
27	Les chiffres connaissent une rupture statistique en 2007 compte tenu de la modification du mode de recensement des incidents.
29	Sont comptabilisées ici les **agressions contre les membres du personnel** ayant entraîné une interruption temporaire de travail d'au moins un jour.
30	**Les évasions ou fugues (y compris tentatives)** recensées ici concernent des détenus sous garde pénitentiaire, des détenus placés sous la garde de services ne relevant pas de l'Administration pénitentiaire (à partir d'un établissement hospitalier, au cours d'une extradition, ou d'une translation judiciaire) ainsi que des détenus en aménagement de peines.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire.

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Activité professionnelle					
1	**Population incarcérée au 31 décembre**	**60 403**	**64 003**	**66 178**	**66 089**	**66 975**
2	Métropole	56 294	59 468	61 676	61 430	62 467
3	Départements et territoires d'outre-mer	4 109	4 535	4 502	4 659	4 508
4	**Détenus n'exerçant pas d'activité rémunérée**	**38 861**	**41 848**	**43 929**	**43 722**	**42 974**
5	**Détenus exerçant une activité rémunérée**	**21 542**	**22 155**	**22 249**	**22 367**	**24 001**
6	Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1 124	1 201	1 791	1 021	1 124
7	Service général	6 592	6 736	6 641	7 661	8 247
8	Concessions, associations	8 891	8 842	7 805	7 265	8 109
9	Semi-liberté	1 541	2 137	2 608	2 930	3 022
10	Formation professionnelle	3 394	3 239	3 404	3 490	3 499
	Enseignement général					
◆	**Scolarisation**					
11	**Détenus fréquentant des cours au 1er décembre**	**13 818**	**13 876**	**14 301**	**14 277**	**14 832**
12	**Détenus fréquentant des cours (en flux annuel)**	**46 775**	**46 036**	**46 684**	**47 594**	**48 478**
13	Enseignement premier degré	28 113	28 339	29 175	29 770	30 357
14	Enseignement second degré	17 847	16 892	16 662	17 049	17 338
15	Enseignement supérieur	815	805	847	775	783
16	**Détenus inscrits aux cours par correspondance (en flux annuel)**	**5 034**	**4 723**	**5 071**	**4 520**	**3 930**
◆	**Examens**					
	CFG					
17	Présentés	4 320	4 429	4 554	4 637	4 431
18	Admis	3 707	3 804	3 826	3 960	3 756
	DNC, CAP, BEP, CAPUC					
19	Présentés	1 357	1 286	1 279	1 227	1 344
20	Admis	803	939	928	884	744
	Baccalauréat					
21	Présentés	121	97	119	80	111
22	Admis	48	28	42	44	38
	ESEU, DAEU					
23	Présentés	217	251	341	257	255
24	Admis	96	107	89	115	108
	Enseignement supérieur					
25	Présentés	118	140	182	178	152
26	Admis	46	53	56	66	69
	Incidents collectifs ou individuels					
27	**Nombre d'incidents recensés pendant l'année**	**2 935**	**5 968**	**6 409**	**7 723**	**7 835**
28	Incidents collectifs	265	924	712	769	761
29	Agressions envers le personnel	604	491	595	739	764
30	Évasions ou fugues (y compris tentatives)	313	555	597	635	1 081
31	Refus d'alimentation ou automutilation	968	2 485	2 691	2 859	2 862
32	Suicides	93	96	115	122	121
33	Tentatives de suicide	692	1 417	1 699	2 599	2 246

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Le juge de l'application des peines

Le juge de l'application des peines (JAP) est un magistrat du siège du tribunal de grande instance. Auprès de chaque établissement pénitentiaire, il détermine pour chaque condamné les principales modalités du traitement pénitentiaire. Dans les limites et conditions prévues par la loi, il accorde les placements à l'extérieur, la semi-liberté, les permissions de sortir, la libération conditionnelle, les réductions, fractionnements et suspensions de peine, les autorisations de sortie sous escorte, le placement sous surveillance électronique.

Placements à l'extérieur

Le placement à l'extérieur astreint le condamné à exercer des activités en dehors de l'établissement pénitentiaire (art. 723 CPP). Les condamnés peuvent être employés en dehors d'un établissement pénitentiaire à des travaux contrôlés par l'administration (art. D126 CPP) ou bien autorisés soit à travailler à l'extérieur, soit à y suivre un enseignement, un stage, un emploi temporaire en vue de leur insertion sociale, une formation professionnelle ou faire l'objet d'une prise en charge sanitaire, sans être soumis à la surveillance continue du personnel pénitentiaire (art. D136 CPP). Le bénéfice du placement extérieur est accordé par le juge de l'application des peines, soit dès l'incarcération, soit en cours d'exécution de peine. Il peut l'être également par la juridiction de condamnation.

Code	Définitions et méthode
2	Préalablement à la mise à exécution d'une condamnation à une peine égale ou inférieure à deux ans d'emprisonnement (un an en cas de récidive) concernant une personne non incarcérée, le ministère public communique au JAP un extrait de la décision, accompagné le cas échéant de toutes informations utiles. Il en est de même en cas de cumul des condamnations concernant la même personne si le total des peines prononcées n'excède pas deux ans d'emprisonnement (un an en cas de récidive)(art. 723-15 CPP). Le JAP détermine les modalités d'exécution de la peine en considération de la situation du condamné. À défaut de réponse du JAP dans les quatre mois suivant la communication, la peine peut être ramenée à exécution par le ministère public en la forme ordinaire (art. 723-15-2 du CPP).
3	Les condamnés à titre définitif qui peuvent être admis au régime de placement à l'extérieur sont les suivants : 1° Les condamnés dont la peine restant à subir n'excède pas deux ans ou un an s'ils sont en état de récidive légale ; 2° Les condamnés admis au bénéfice de la libération conditionnelle, sous la condition d'avoir été soumis à titre probatoire au régime du placement à l'extérieur ; 3° Les condamnés qui remplissent les conditions de délai requises pour être proposés au bénéfice de la libération conditionnelle et dont la peine restant à subir n'excède pas trois ans. (art. D.136 du CPP).

Semi-liberté

La semi-liberté est un régime d'exécution des peines privatives de liberté permettant au condamné d'exercer à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire une activité professionnelle, d'y suivre un enseignement, une formation professionnelle, un stage, un traitement médical, ou de participer à une vie familiale.
Le condamné est astreint à rejoindre l'établissement pénitentiaire selon les modalités déterminées par le juge de l'application des peines, en fonction du temps nécessaire à l'activité en vue de laquelle il a été admis au régime de la semi-liberté. Il est astreint à demeurer dans l'établissement pendant les jours où, pour quelque cause que ce soit, ses obligations extérieures se trouvent interrompues (art. 132-26 du CP).
L'admission au régime de semi-liberté peut être prononcée, par la juridiction de jugement ou par le JAP, dès l'incarcération ou en cours d'exécution de peine.

Code	Définitions et méthode
16	Lorsque la juridiction de jugement prononce une peine égale ou inférieure à deux ans d'emprisonnement, ou, pour une personne en état de récidive légale, une peine égale ou inférieure à un an, elle peut décider, à l'égard du condamné qui justifie,1° Soit de l'exercice d'une activité professionnelle, même temporaire, du suivi d'un stage ou de son assiduité à un enseignement, à une formation professionnelle ou à la recherche d'un emploi 2° Soit de sa participation essentielle à la vie de sa famille 3° Soit de la nécessité de suivre un traitement médical 4° Soit de l'existence d'efforts sérieux de réadaptation sociale résultant de son implication durable dans tout autre projet caractérisé d'insertion ou de réinsertion de nature à prévenir les risques de récidive, que la peine d'emprisonnement sera exécutée sous **le régime de la semi-liberté** (art. 132-25 du CP).
17	cf.Définitions et méthode n° 2.
18	Le JAP peut prévoir que la peine s'exécutera sous le régime de la semi-liberté, soit lorsqu'il reste à subir par le condamné une ou plusieurs peines privatives de liberté *dont la durée totale n'excède pas deux ans*, soit lorsque le condamné a été admis au bénéfice de la libération conditionnelle, sous la condition d'avoir été soumis à titre probatoire au régime de la semi-liberté (art.723-1 du CPP).

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Placements à l'extérieur					
1	**Toutes mesures accordées (flux)**	**1 980**	**2 289**	**2 608**	**2 890**	**2 651**
◆	**Moment du prononcé de l'ordonnance**					
2	Dès l'incarcération (y compris ab initio)	494	619	717	678	530
3	En cours d'exécution de peine	1 486	1 670	1 891	2 212	2 121
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe					
4	Hommes	1 925	2 229	2 521	2 803	2 564
5	Femmes	55	60	87	87	87
	Âge					
6	Moins de 18 ans	29	27	41	62	91
7	18 à moins de 25 ans	489	569	626	673	542
8	25 à moins de 30 ans	366	489	539	614	525
9	30 à moins de 40 ans	600	621	740	760	751
10	40 à moins de 50 ans	343	364	485	536	508
11	50 ans et plus	146	196	174	243	234
12	Âge inconnu	7	23	3	2	0
	Nationalité					
13	Français	1 787	2 070	2 404	2 661	2 421
14	Étrangers	193	219	204	229	230
	Semi-liberté					
15	**Toutes mesures accordées (flux)**	**4 655**	**5 283**	**5 928**	**5 578**	**5 331**
◆	**Prononcé de la mesure**					
16	Par la juridiction de jugement	201	212	237	119	101
17	Dès l'incarcération	2 027	2 136	2 431	2 074	1 763
18	En cours d'exécution de peine	2 427	2 935	3 260	3 385	3 467
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe					
19	Hommes	4 584	5 196	5 852	5 479	5 250
20	Femmes	71	87	76	99	81
	Âge					
21	Moins de 18 ans	12	15	5	9	12
22	18 à moins de 25 ans	1 488	1 681	1 989	1 753	1 683
23	25 à moins de 30 ans	1 073	1 281	1 471	1 397	1 381
24	30 à moins de 40 ans	1 213	1 332	1 426	1 428	1 387
25	40 à moins de 50 ans	606	689	746	733	619
26	50 ans et plus	246	261	281	246	246
27	Âge inconnu	17	24	10	12	3
	Nationalité					
28	Français	4 061	4 660	5 280	4 925	4 728
29	Étrangers	594	623	648	653	603

Placement sous surveillance électronique

Le placement sous surveillance électronique (PSSE) est une modalité d'exécution de la peine privative de liberté en dehors d'un établissement pénitentiaire.
Décidé par la juridiction de jugement ou le juge de l'application des peines, il emporte pour le condamné (dont la peine ou le reliquat de peine à exécuter est inférieur ou égal à deux ans – à un an en cas de récidive) interdiction de s'absenter de son domicile ou de tout autre lieu désigné par le juge de l'application des peines en dehors des périodes fixées par lui. Le dispositif technique de cette mesure comporte un émetteur électronique (un bracelet, le plus souvent fixé à la cheville) permettant de détecter, à distance, la présence ou l'absence du condamné. Le PSSE est régi par les articles 132-26-1 et suivants du Code pénal et les articles 723-7 et suivants du Code de procédure pénale.

Permission de sortir

La permission de sortir autorise un condamné à s'absenter d'un établissement pénitentiaire pendant une période de temps déterminée, qui s'impute sur la durée de la peine en cours d'exécution. Elle a pour objet de préparer la réinsertion professionnelle ou sociale du condamné, de maintenir ses liens familiaux, ou de lui permettre d'accomplir une obligation exigeant sa présence (art. 723-3 du CPP).
La permission de sortir autorise le condamné à se rendre en un lieu situé sur le territoire national, et ne peut être accordée que si le condamné n'est pas en cours d'exécution de la période de sûreté.

Les permissions de sortir accordées aux détenus bénéficiant du régime de semi-liberté ne sont pas prises en compte ici.

Libération conditionnelle

La libération conditionnelle est une mesure de libération anticipée qui peut être accordée au condamné à une ou plusieurs peines privatives de liberté, s'il "manifeste des efforts sérieux de réadaptation sociale". Elle peut être accordée lorsque la durée de la peine accomplie est au moins égale à la durée de la peine restant à subir. Toutefois les condamnés en état de récidive ne peuvent bénéficier d'une mesure de libération conditionnelle que si la durée de la peine accomplie est au moins égale au double de la peine restant à subir. Le temps d'épreuve ne peut alors excéder quinze années. Pour les condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, le temps d'épreuve est de dix-huit années (vingt-deux en cas de récidive), sauf réduction de ce temps dans les formes et conditions prévues par la loi (art. 729 et 729-1 du CPP).

« Lorsque la peine privative de liberté prononcée est d'une durée inférieure ou égale à dix ans, ou que, quelle que soit la peine initialement prononcée, la durée de détention restant à subir est inférieure ou égale à trois ans, la libération conditionnelle est accordée par le juge de l'application des peines (...). Dans les autres cas, la libération conditionnelle est accordée par le tribunal de l'application des peines. » (art. 730 du CPP).
Le bénéfice de la libération conditionnelle peut être assorti de conditions particulières, ainsi que de mesures d'assistance et de contrôle destinées à faciliter et à vérifier le reclassement du libéré. Ces mesures sont mises en œuvre par le JAP, assisté du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP), et le cas échéant avec le concours des organismes habilités à cet effet (art. 731 du CPP).

Les statistiques présentées dans ce chapitre ne prennent en compte que les libérations conditionnelles accordées par les juges de l'application des peines.

Code	Définitions et méthode
16	A partir de 2007 nombre de permissions de sortir (en 2006, nombre de décisions accordant une ou plusieurs permissions).
22 à 27	Il y a "**non-réintégration**" lorsque le détenu n'a pas réintégré l'établissement d'origine 48 heures maximum après la date prévue.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Placements sous surveillance électronique					
1	**Toutes mesures accordées (flux)**	**5 562**	**7 900**	**11 259**	**13 994**	**16 797**
◆	**Prononcé de la mesure**					
2	Par la juridiction de jugement	85	106	209	304	413
3	Dès l'incarcération	3 372	4 695	6 754	7 652	7 992
4	En cours d'exécution de peine	2 105	3 099	4 296	6 038	8 392
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe					
5	Hommes	5 288	7 504	10 744	13 383	15 955
6	Femmes	274	396	515	611	842
	Âge					
7	Moins de 18 ans	5	17	33	41	37
8	18 à moins de 25 ans	1 426	1 857	2 751	3 409	4 028
9	25 à moins de 30 ans	1 133	1 777	2 518	3 285	3 898
10	30 à moins de 40 ans	1 429	2 052	2 933	3 611	4 500
11	40 à moins de 50 ans	939	1 314	1 880	2 327	2 697
12	50 ans et plus	610	847	1 121	1 312	1 619
13	Âge inconnu	20	36	23	9	18
	Nationalité					
14	Français	5 148	7 253	10 415	12 938	15 511
15	Étrangers	414	647	844	1 056	1 286
	Permissions de sortir					
16	**Permissions de sortir accordées au cours de l'année**	**34 000**	**53 111**	**53 201**	**60 513**	**62 266**
◆	**Issue des permissions**					
17	Réintégration	33 835	53 327	49 284	67 655	63 794
18	volontaire dans les délais	31 850	} 52 816	48 764	67 348	63 570
19	volontaire avec un retard de 48 heures	591				
20	contrainte dans les délais	808	} 511	520	307	224
21	contrainte avec retard de 48 heures	66				
22	Non-réintégration	165	612	713	727	922
23	évasion	101	248	217	226	343
24	hospitalisation	3	10	10	7	9
25	décès	0	1	2	2	11
26	réintégration dans un autre établissement	61	139	371	394	487
27	autres	nd	214	113	98	72

Libérations conditionnelles (de la compétence du juge de l'application des peines.
Les libérations conditionnelles ab initio ne sont pas comprises car elles ne donnent pas lieu à écrou)

28	**Condamnés admis à la libération conditionnelle au cours de l'année**	**5 897**	**6 436**	**7 494**	**7 871**	**8 167**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
29	moins de 18 ans	45	59	74	53	49
30	18 à moins de 25 ans	1 145	1 288	1 525	1 617	1 622
31	25 à moins de 30 ans	1 242	1 439	1 767	1 804	1 874
32	30 à moins de 40 ans	1 701	1 821	2 009	2 211	2 278
33	40 à moins de 50 ans	1 025	1 060	1 214	1 261	1 315
34	50 ans et plus	736	766	873	909	1 026
35	Âge inconnu ou mal renseigné	3	3	32	16	3
	Nationalité					
36	Français	4 486	5 076	5 865	6 228	6 521
37	Étrangers	1 411	1 360	1 629	1 643	1 646

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Source :

Les statistiques concernant le milieu ouvert sont produites par la direction de l'Administration pénitentiaire. Les informations sont établies par collationnement de cadres statistiques remplis dans les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP).

En 2007, le mode de collecte de l'information statistique a été modifié en ce qui concerne le milieu ouvert. De ce fait, l'équation flux-stock n'est pas équilibrée sur cette année.

Code	Définitions et méthode
1 à 14	L'article D. 572 du Code de procédure pénale prévoit que « Dans chaque département, est créé un service pénitentiaire d'insertion et de probation, service déconcentré de l'Administration pénitentiaire, chargé d'exécuter les missions prévues par les articles D. 573 et D. 574. Le directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation est placé sous l'autorité du directeur régional des services pénitentiaires. Le siège du service pénitentiaire d'insertion et de probation et la liste des antennes locales d'insertion et de probation sont fixés par arrêtés du ministre de la justice. ». La modification de la carte pénitentiaire à compter du 1er janvier 2009 impacte les directions interrégionales des services pénitentiaires (DISP) de Dijon, Paris et Strasbourg.
15 à 31	Un individu pris en charge par un SPIP peut faire l'objet de plusieurs mesures. De ce fait, le nombre de mesures recensées au 1er janvier d'une année donnée est supérieur au nombre d'individus pris en charge à la même date.
19	Les condamnés manifestant des efforts sérieux de réadaptation sociale peuvent bénéficier d'une **libération conditionnelle**. Elle ne peut être accordée qu'aux détenus ayant accompli la moitié de leur peine ou, pour les condamnés en état de récidive légale, les deux-tiers de la peine. Le bénéfice de la libération conditionnelle, outre des conditions générales, peut être assorti de conditions particulières, ainsi que de mesures d'assistance et de contrôle destinées à faciliter et à vérifier le reclassement du libéré. La durée de soumission à ces obligations ne peut être inférieure au reliquat de la peine. La libération conditionnelle est accordée par le juge de l'application des peines lorsque la peine en cours d'exécution n'excède pas dix ans ou, quelle que soit la peine prononcée, lorsque la durée de détention restant à subir n'excède pas trois ans. Au delà, c'est le Tribunal de l'application des peines (Loi Perben II du 9 mars 2004) qui exerce cette compétence.
20	Modalité du sursis, **la mise à l'épreuve** s'applique aux condamnations à l'emprisonnement prononcées pour crime ou délit de droit commun. Les principales obligations sont l'exercice d'une activité professionnelle, l'établissement de la résidence en un lieu déterminé, la soumission à des mesures de contrôle, de traitement ou de soins, la réparation des dommages causés par l'infraction, ainsi que la contribution aux charges familiales et l'acquittement des pensions alimentaires. Le tribunal fixe le délai d'épreuve, qui ne peut être inférieur à 12 mois, ni supérieur à 3 ans (5 ans en cas de récidive légale ou 7 ans en cas de nouvelle récidive légale).
21	Cette peine a été créée en 1983. Les condamnés à un **travail d'intérêt général** (TIG) accomplissent au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public, ou d'une association ayant obtenu une habilitation préalable, un travail non rémunéré d'une durée de 40 à 240 heures, exécuté dans un délai de 18 mois au plus. La condamnation à un TIG peut être prononcée soit à titre de peine principale, soit comme modalité d'un sursis. Le TIG peut également être une modalité de l'aménagement d'une peine d'emprisonnement dont le quantum n'excède pas 6 mois.
22	Le magistrat chargé d'une information judiciaire peut placer sous **contrôle judiciaire** la personne mise en examen. Celle-ci sera soumise à certaines obligations (présentation périodique auprès d'un service de police, non fréquentation de certains lieux ou de certaines personnes...), au plus tard jusqu'au jour du jugement, éventuellement sous le contrôle d'un SPIP désigné par le juge d'instruction.
24	Cette mesure est applicable depuis l'entrée en vigueur de la loi du 6 juillet 1989. Le tribunal correctionnel, après avoir reconnu la culpabilité du prévenu, a la possibilité d'ajourner le prononcé de la peine. Le prévenu est alors placé sous le régime de la mise à l'épreuve sous le contrôle du juge de l'application des peines.
25	Médiation pénale, suivi socio-judiciaire, travail non rémunéré.
26 à 31	Exprimée en mois, il s'agit d'une estimation de la durée moyenne des mesures prises en charge par les SPIP au cours d'une année donnée. Elle est obtenue en rapportant le nombre moyen de mesures en stock, au nombre de nouvelles mesures prises en charge au cours de l'année. Le mode de calcul de cette durée a été automatisé en 2010.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Population prise en charge par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)					
1	**Population au 1er janvier**	**146 567**	**142 285**	**148 077**	**159 232**	**168 671**
2	Entrées au cours de l'année	nd	99 083	100 289	105 011	105 674
3	Sorties au cours de l'année	nd	86 155	89 134	95 572	101 323
4	**Population au 31 décembre**	**142 285**	**148 077**	**159 232**	**168 671**	**173 022**
◆	**Population par direction régionale** (au 31 décembre)					
5	Bordeaux	13 435	14 104	14 819	14 988	15 186
6	Dijon *	10 636	10 417	14 731	16 255	16 454
7	Lille	19 878	22 220	24 426	26 073	26 107
8	Lyon	15 639	16 918	18 411	18 999	19 160
9	Marseille	11 482	10 558	11 995	12 971	13 926
10	Paris *	29 691	29 885	24 893	25 359	26 247
11	Rennes	16 939	18 866	20 010	20 909	21 134
12	Strasbourg *	9 081	9 573	13 251	14 077	14 425
13	Toulouse	11 383	11 781	12 382	13 263	13 438
14	Départements d'outre-mer	4 121	3 755	4 314	5 777	6 945
	Mesures prises en charge par les SPIP					
15	**Mesures en cours au 1er janvier**	**160 984**	**156 535**	**162 491**	**174 551**	**186 600**
16	Entrées au cours de l'année	nd	106 137	103 433	108 250	109 200
17	Sorties au cours de l'année	nd	92 197	91 373	96 201	102 688
18	**Mesures en cours au 31 décembre**	**156 535**	**162 491**	**174 551**	**186 600**	**193 112**
◆	**Détail des mesures en cours** (au 31 décembre)					
19	Libérations conditionnelles	6 870	6 581	7 009	7 023	7 347
20	Sursis avec mise à l'épreuve	117 225	121 700	132 726	141 156	143 670
21	Travail d'intérêt général et sursis TIG	23 938	24 502	24 838	27 501	30 746
22	Contrôle judiciaire	3 692	3 841	3 675	3 697	3 651
23	Interdiction de séjour	806	784	774	717	697
24	Ajournement avec mise à l'épreuve	269	259	290	189	195
25	Autres (TNR, SSJ, …)	3 735	4 824	5 239	6 317	6 806
◆	**Durée moyenne des mesures** (en mois)					
26	**Toutes mesures**	**18**	**16**	**17**	**18**	**17**
	dont:					
27	Sursis avec mise à l'épreuve	nd	19	21	21	21
28	Libérations conditionnelles	nd	13	13	13	12
29	Travail d'intérêt général	nd	11	12	12	12
30	Contrôle judiciaire	nd	14	18	16	nd
31	Ajournement avec mise à l'épreuve	nd	7	8	9	7

* Modification de la carte pénitentiaire à compter du 1er janvier 2009 impactant les DISP de Dijon, Paris, Strasbourg.

Code	Définitions et méthode
2 - 6 - 8	La modification de la carte pénitentiaire à compter du 1er janvier 2009 impacte les DISP de Dijon, Paris et Strasbourg.
12	Aux confins du judiciaire et confié aux services pénitentiaires d'insertion et de probation, l'**accompagnement social des sortants de prison** favorise la réinsertion des libérés par les moyens du partenariat et par la mobilisation des dispositifs de la société civile : recherche d'emploi, accès au logement, recours aux institutions administratives ...
13	Les magistrats du parquet et du siège peuvent demander au SPIP, avant de prendre leur décision sur l'orientation de la procédure, **une enquête rapide** portant sur la situation familiale, sociale et professionnelle de la personne déférée, prévenue ou mise en examen. L'objectif de ces enquêtes rapides est de fournir aux magistrats des éléments fiables et pertinents quant à la situation personnelle des intéressés, mais aussi de proposer des mesures propres à favoriser leur insertion sociale, telles que des possibilités d'hébergement, de stage, de formation professionnelle, de prise en charge sociale ou médico-sociale.
14	**L'article 723-15 du Code de procédure pénale** prévoit que « les personnes non incarcérées, condamnées à une peine inférieure ou égale à deux ans d'emprisonnement ou pour lesquelles la durée de la détention restant à subir est inférieure ou égale à deux ans, ou pour lesquelles, en cas de cumul de condamnations, le total des peines d'emprisonnement prononcées ou restant à subir est inférieur ou égal à deux ans bénéficient, dans la mesure du possible et si leur personnalité et leur situation le permettent (…), d'une semi-liberté, d'un placement à l'extérieur, d'un placement sous surveillance électronique, d'un fractionnement ou d'une suspension de peines, d'une libération conditionnelle ou de la conversion prévue à l'article 132-57 du code pénal [sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général]. Les durées de deux ans prévues par le présent alinéa sont réduites à un an si le condamné est en état de récidive légale ». La décision d'aménagement est prise en considération de la situation familiale, sociale et professionnelle, médicale du condamné, et nécessite par conséquent des mesures d'instruction préalables, le plus souvent confiées sous forme de demande d'enquête à un agent du SPIP.
16	**L'article D 523 du Code de procédure pénale** prévoit que, dans le cadre de la préparation des dossiers de libération conditionnelle, des éléments d'information complémentaires sont, en tant que de besoin, recueillis par l'intermédiaire du SPIP du lieu où le condamné souhaite établir sa résidence.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Mesures prises en charge par les SPIP (fin)					
◆	**Mesures en cours par direction régionale** (au 31 décembre)					
1	Bordeaux	14 858	15 649	16 404	16 706	17 111
2	Dijon *	11 293	11 415	16 132	17 938	18 339
3	Lille	22 826	24 129	26 656	28 880	29 246
4	Lyon	16 813	18 461	20 079	21 011	21 373
5	Marseille	12 674	11 318	12 820	13 952	15 113
6	Paris *	32 495	32 943	27 326	28 127	29 423
7	Rennes	18 720	21 014	22 383	23 569	23 936
8	Strasbourg *	9 969	10 589	14 525	15 500	16 081
9	Toulouse	12 433	13 003	13 684	14 796	15 082
10	Départements d'outre mer	4 454	3 970	4 542	6 121	7 408
	Interventions des SPIP					
11	**Interventions effectuées par les SPIP au cours de l'année**	**nd**	**61 340**	**66 513**	**68 945**	**66 697**
◆	**Nature des interventions**					
12	Accompagnement social des sortants de prison	nd	2 857	3 387	3 416	2 385
13	Enquêtes sociales rapides (art. 41 du CPP)	nd	17 115	18 880	17 375	16 552
14	Enquêtes art. 723-15 du CPP (ex D49.1)	nd	28 444	35 276	40 578	40 697
15	Enquêtes de personnalité (art. 81 du CPP)	-	877	841	508	637
16	Autres enquêtes	nd	12 047	8 129	7 068	6 426

* Modification de la carte pénitentiaire à compter du 1er janvier 2009 impactant les DISP de Dijon, Paris, Strasbourg.

Mineurs et Justice

Institué au lendemain de la libération, le juge des enfants a vu ses missions se développer à l'égard de l'enfance délinquante ou en danger. Les textes de base sont l'ordonnance du 2 février 1945 relative aux mineurs délinquants (à de nombreuses reprises modifiée), les articles 375 et suivants du Code civil (assistance éducative en faveur des mineurs en danger) et le décret du 18 février 1975 qui, après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans, étend un régime de protection aux jeunes majeurs jusqu'à 21 ans.

En matière pénale, le droit des mineurs accorde la prépondérance aux mesures éducatives sur les sanctions, les unes et les autres étant exclusivement prononcées par des juridictions spécialisées (juge des enfants, tribunal pour enfants et cour d'assises des mineurs) selon des procédures adaptées.

La direction de la protection judiciaire de la jeunesse gère les établissements et services du secteur public et contrôle les établissements et services du secteur associatif habilité à recevoir des mineurs dans ce cadre.

Les établissements et services du **secteur public** de la protection judiciaire de la jeunesse proposent l'orientation éducative (services éducatifs auprès des tribunaux de grande instance dotés d'un tribunal pour enfants - SEAT) et exercent des fonctions d'investigation, d'hébergement et de prise en charge en milieu ouvert ainsi que de formation, tant en assistance éducative que pour les mineurs délinquants.
Les établissements et services du **secteur associatif**, **habilités par le ministère de la Justice** à recevoir des jeunes confiés par les juridictions de la jeunesse, sont gérés par des associations relevant de la loi de 1901. Le contrôle exercé sur ces institutions tend à l'harmonisation de l'action éducative en faveur des jeunes, qu'ils soient pris en charge par l'un ou l'autre secteur.

Mineurs et Justice

Sources :

Les statistiques du ministère de l'Intérieur permettent de mesurer la délinquance des mineurs telle qu'elle est constatée par les services de police et de gendarmerie.
L'activité tant éducative que pénale des juges et tribunaux pour enfants peut s'appréhender à l'aide de plusieurs sources statistiques : les cadres du parquet, le répertoire de l'instruction, les tableaux de bord des juridictions de mineurs.
Du fait du déploiement progressif du logiciel de gestion Cassiopée dans les juridictions, la collecte de données a été perturbée, ce qui a conduit à faire des estimations sur certains postes de 2010.

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Code	Définitions et méthode
1 et 2	Les statistiques du ministère de l'Intérieur permettent de dénombrer les infractions constatées par les services de Police et de Gendarmerie. Elles utilisent une unité de compte différente de celle retenue par le ministère de la Justice qui comptabilise des affaires et non des infractions.
3	Saisines : ensemble des affaires nouvelles reçues au parquet.
4	Affaires traitées au cours de l'année, pouvant concerner aussi bien des affaires reçues dans l'année que des affaires reçues antérieurement à l'année considérée.
11, 12	Si le procureur décide de poursuivre, il peut soit saisir le juge des enfants par requête, soit ouvrir une information devant le juge d'instruction (obligatoire en matière criminelle).
13	Depuis la loi du 09-09-2002, les mineurs de 16 à 18 ans peuvent être poursuivis devant le tribunal pour enfants selon la procédure de jugement à délai rapproché (devenue procédure de présentation immédiate avec la loi du 5 mars 2007). Elle est applicable aux mineurs qui encourent une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 3 ans (inférieure ou égale à 1 an depuis 2007) en cas de flagrance ou inférieure ou égale à 5 ans (inférieure ou égale à 3 ans depuis 2007) dans les autres cas. Elle ne peut être engagée que si des investigations sur les faits ne sont pas nécessaires et si les investigations sur la personnalité ont déjà été accomplies. Il est notifié au mineur déféré devant le procureur de la République une date d'audience dans un délai compris entre 10 jours et 1 mois (art. 14-2 Ord. 02/02/1945).
21	**Compositions pénales** : cf. définition page 106
29	L'activité du juge d'instruction concernant les mineurs est connue au niveau de la décision de clôture (cf. Définitions 8 et 9, page 118).
30, 31 34, 35	**Contrôle judiciaire, Détention provisoire** : cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet, répertoire de l'instruction

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Délinquance constatée par les services de police et de gendarmerie					
1	**Nombre de mineurs mis en cause pour crime ou délit**	**201 662**	**203 699**	**207 821**	**214 612**	**216 243**
2	*Proportion de mineurs dans l'ensemble des mis en cause (en %)*	*18,3*	*18,0*	*17,7*	*18,3*	*18,9*
	Activité des parquets mineurs					
■	**Saisines**					
3	**Procès-verbaux, plaintes, dénonciations**	**201 451**	**200 608**	**203 491**	**206 157**	**193 604**
■	**Orientations**					
4	**Affaires traitées**	**174 592**	**178 812**	**181 449**	**182 530**	**173 000**
5	**Affaires non poursuivables**	**25 941**	**28 961**	**31 116**	**31 870**	**29 079**
6	Infractions insuffisamment caractérisées	21 112	23 814	25 612	26 493	24 202
7	Mineurs mis hors de cause	4 829	5 147	5 504	5 377	4 877
8	**Affaires poursuivables**	**148 651**	**149 851**	**150 333**	**150 660**	**143 921**
9	*Part des affaires poursuivables (en %)*	*85,1*	*83,8*	*82,9*	*82,5*	*83,2*
10	**Affaires poursuivies**	**60 367**	**59 936**	**58 550**	**57 974**	**56 707**
11	Transmission au juge d'instruction	2 083	1 969	2 045	1 892	1 736
12	Transmission au juge des enfants	57 250	56 664	55 019	54 399	53 285
13	Procédure de jugement à délai rapproché (présentation immédiate depuis mars 2007)	1 034	1 303	1 486	1 683	1 686
14	**Procédures alternatives aux poursuites**	**69 301**	**73 883**	**77 795**	**80 884**	**77 140**
15	Médiation	1 645	1 552	1 238	1 294	nd
16	Injonction thérapeutique	678	709	626	647	nd
17	Réparation mineur	7 830	7 786	8 994	9 383	nd
18	Plaignant désintéressé, régularisation	5 424	6 448	7 218	7 523	nd
19	Rappel à la loi, avertissement	48 505	51 144	52 314	54 354	51 838
20	Autres poursuites de nature non pénale	5 219	6 244	7 405	7 683	nd
21	**Compositions pénales réussies**	-	**251**	**558**	**1 048**	**1 284**
22	*Taux de réponse pénale (en %)*	*87,2*	*89,5*	*91,1*	*92,9*	*93,9*
23	**Procédures classées sans suite**	**18 983**	**15 781**	**13 430**	**10 754**	**8 790**
	Motifs principaux :					
24	Préjudice ou trouble peu important	7 513	6 014	5 254	4 209	nd
25	Recherche infructueuse	2 592	2 040	1 474	1 184	nd
26	Victime désintéressée, régularisation d'office	3 727	3 124	2 610	2 088	nd
27	Désistement du plaignant	2 306	2 008	1 738	1 388	nd
28	*Part des classements sans suite dans les affaires poursuivables (en %)*	*12,8*	*10,5*	*8,9*	*7,1*	*6,1*
	Activité des juges d'instruction chargés des mineurs *					
	Affaires transmises à la cour d'assises des mineurs					
29	Nombre de décisions de transmission	256	266	171	166	220
30	Mineurs placés sous contrôle judiciaire	164	166	100	107	153
31	Mineurs placés en détention provisoire	155	157	103	97	115
32	*Durée moyenne de l'instruction (en mois)*	*25,7*	*22,6*	*22,2*	*23,0*	*24,9*
	Affaires transmises au juge ou au tribunal pour enfants					
33	Nombre de décisions de transmission	3 298	3 064	3 112	3 260	2 962
34	Mineurs placés sous contrôle judiciaire	1 953	1 902	1 946	2 170	2 003
35	Mineurs placés en détention provisoire	837	796	779	727	678
36	*Durée moyenne de l'instruction (en mois)*	*18,4*	*18,4*	*19,0*	*20,0*	*21,4*
37	**Ordonnances de non-lieu**	**263**	**207**	**258**	**230**	**194**

* Les données des années 2009 et 2010 ont été estimées

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données concernant l'activité des parquets des TGI pour les mineurs sont issues des cadres des parquets qui contiennent des données recueillies aux différentes étapes du processus pénal.

Les unités de compte présentées dans l'activité des parquets sont selon les cas : des plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des affaires qui regroupent parfois plusieurs plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des procédures dont chacune ne concerne la plupart du temps qu'une personne à la fois.

Définitions et méthode

Les données présentées sur le graphique ci-contre synthétisent toutes les orientations données par les parquets aux affaires de mineurs poursuivables durant l'année.

- Tout d'abord, on a opéré une distinction entre les saisines, c'est-à-dire l'ensemble des affaires nouvelles reçues au parquet entre le 1er janvier et le 31 décembre, et **les orientations**, c'est-à-dire l'ensemble des réponses apportées au cours de l'année, qui peuvent concerner aussi bien des affaires reçues dans l'année que des affaires antérieures à l'année considérée.

- Ensuite, grâce à l'exploitation de la nomenclature des motifs de classements sans suite, il a été possible de cerner les raisons qui fondent une absence de poursuite, et donc d'identifier et de quantifier le volume d'affaires pour lesquelles aucune autre décision qu'un classement n'a pu être envisagée. On a ainsi dégagé une masse d'affaires "non poursuivables". Isolée, elle permet de fonder l'analyse des principaux ratios de réponse judiciaire sur les seules affaires "poursuivables".

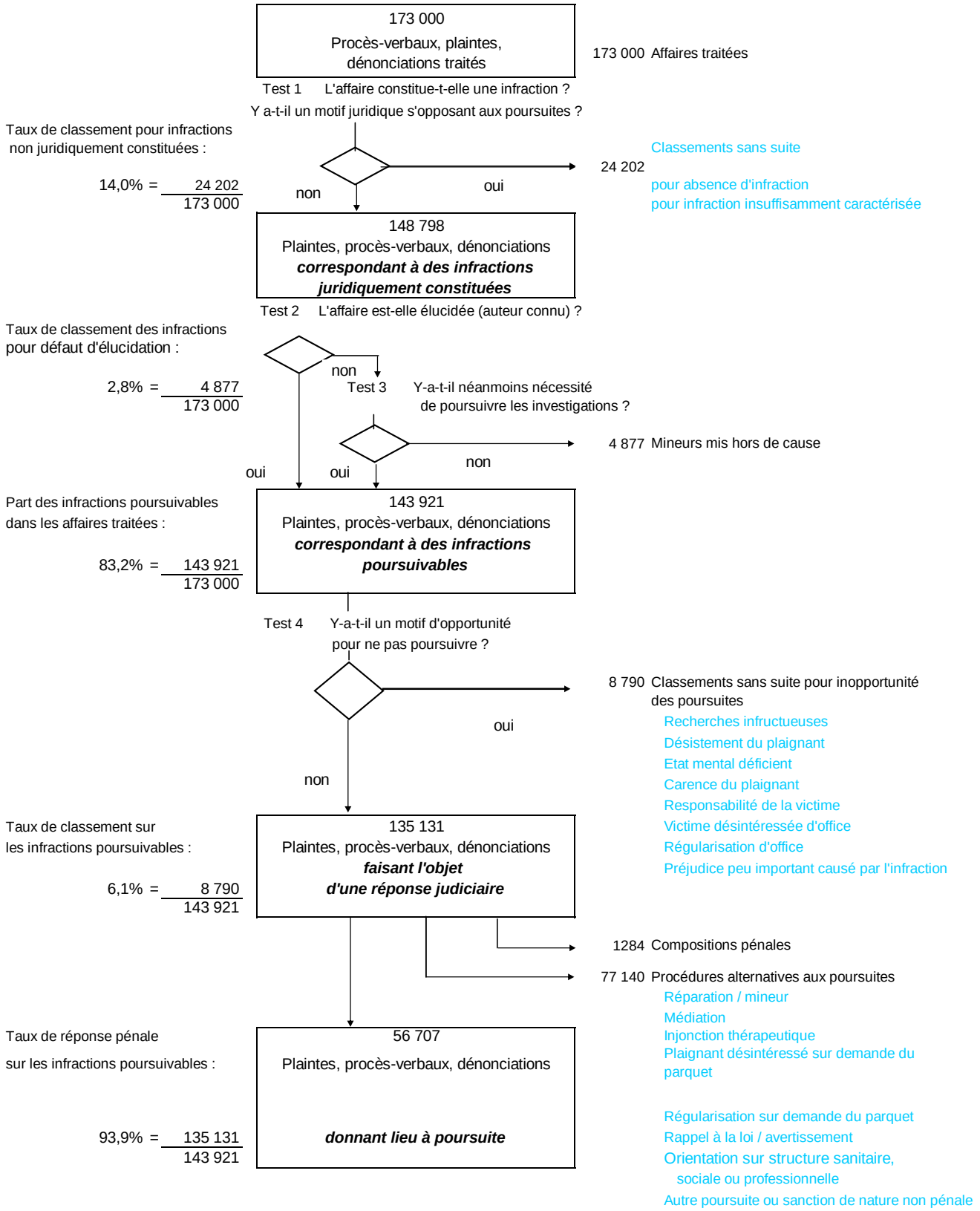
- Les affaires « poursuivables » sont celles pour lesquelles le ministère public a le choix, conformément à l'article 40-1 du CPP, entre trois types d'orientations : d'une part les poursuites, d'autre part la mise en œuvre d'une mesure alternative aux poursuites (y incluse la composition pénale), enfin le classement sans suite en opportunité. Les poursuites et la mise en œuvre d'une mesure alternative aux poursuites constituent la réponse pénale.

Par rapport aux affaires "poursuivables", on calcule "**un taux de réponse pénale**". Son complément, le "taux de classement sans suite", représente la part des affaires susceptibles d'être poursuivies, qui n'ont pas reçu de réponse judiciaire. Ces classements sans suite "secs" peuvent être analysés selon le motif invoqué [cf. Chapitre "Activité par juridiction - Parquets mineurs"].

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres des parquets

Les orientations données par les parquets aux affaires pénales mettant en cause des mineurs en 2010



Source : Cadres du parquet

Mineurs et Justice

Sources :

L'activité des juridictions de mineurs, tant civile (mineurs en danger) que pénale (mineurs délinquants), est retracée au moyen de tableaux de bord de l'activité civile et pénale des tribunaux pour enfants.
Du fait du déploiement progressif du logiciel de gestion Cassiopée dans les juridictions, la collecte de données a été perturbée, ce qui a conduit à faire des estimations sur certains postes de 2010.

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Code	Définitions et méthode
1 à 32	L'ordonnance du 2 février 1945 constitue le texte de référence s'agissant des mineurs délinquants. Elle pose comme principe une responsabilité pénale des mineurs graduée et atténuée en fonction de l'âge ainsi que la primauté des mesures éducatives sur les peines. Aucune peine ne peut être prononcée à l'égard des mineurs de moins de treize ans.
2 à 7	En aucun cas le mineur ne peut être poursuivi par la voie de la comparution immédiate ou de la citation directe (art.5 ord. 2 février 1945).
	En cas de délit, pour exercer une poursuite contre un mineur le procureur de la République saisit, soit *le juge d'instruction,* soit *par voie de requête* le juge des enfants (art. 5 ord. 2 février 1945). Il peut également donner instruction à un officier de police judiciaire de notifier au mineur une convocation à comparaitre devant le juge des enfants (*COPJ*).
	S'il estime que des investigations suffisantes sur la personnalité du mineur ont été effectuées et que des investigations sur les faits ne sont pas nécessaires, le procureur de la République peut requérir du juge des enfants qu'il ordonne la comparution du mineur devant le tribunal pour enfants ou devant la chambre du conseil dans un délai compris entre un et trois mois (art. 8-2 ord. 2 février 1945).
	Le mineur de seize à dix-huit ans qui a été déféré devant le procureur de la République peut être poursuivi selon la procédure de *présentation immédiate devant la juridiction pour mineurs* (appelée procédure de jugement à délai rapproché avant la loi du 5 mars 2007). Cette procédure suppose que des investigations sur les faits ne sont pas nécessaires et que des investigations sur la personnalité du mineur ont déjà été accomplies. Le mineur est alors traduit devant le tribunal pour enfants dans un délai compris entre dix jours et un mois (art. 14-2 ord. 2 février 1945).
14	La **détention provisoire** : les données présentées ici concernent la détention provisoire ordonnée au cours d'une année et non la détention provisoire effectuée par des mineurs dans l'année.
14 à 17	Les mesures présentencielles, prononcées par les juges des enfants avant toute décision au fond, sont en priorité des mesures éducatives (liberté surveillée préjudicielle, placement ou réparation) ou des mesures permettant d'évaluer la situation du mineur (enquêtes sociales, expertises, IOE (mesure d'investigation et d'orientation éducative). Quand la nature des faits ou la situation du mineur l'exigent celui-ci peut être placé en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire.
19, 20	Le juge des enfants peut juger soit en audience de cabinet soit en audience du tribunal pour enfants.
21	Le mineur de moins de 16 ans accusé de crime est jugé obligatoirement par le tribunal pour enfants. Cette juridiction peut néanmoins avoir à se prononcer sur des mineurs de 16 ans et plus en cas d'affaires concernant plusieurs mineurs d'âge différent.
25 à 32	Sont comptabilisées ici l'ensemble des mesures et sanctions prononcées par les juges et tribunaux pour enfants. Un mineur peut faire l'objet de plusieurs mesures ou sanctions dans un même jugement. La réparation ne fait pas l'objet d'une inscription au casier judiciaire.
33 à 36	La **cour d'assises des mineurs** : Les décisions prononcées par les cours d'assises ne concernent que les mineurs âgés de plus de 16 ans. Quelques condamnations sanctionnent des délits.
	Le détail de ces différentes données est fourni par tribunal dans le chapitre "Activité par juridiction - Activité des juges et tribunaux pour enfants".

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet
  Tableaux de bord mineurs

Code		2006	2007	2008	2009	2010e
	Activité pénale des juges et tribunaux pour enfants					
1	**Mineurs dont le juge des enfants est saisi**	**85 335**	**81 081**	**78 809**	**77 731**	**76 164**
	Mode de saisine					
2	COPJ	45 822	45 101	44 977	45 263	45 527
3	Requête pénale avec défèrement	9 407	9 416	9 067	9 420	8 803
4	Requête pénale sans défèrement	25 067	21 140	19 445	17 532	16 145
5	Comparution à délai rapproché	1 001	1 077	932	1 270	1 325
6	Renvoi du juge d'instruction	3 277	3 241	3 123	2 875	2 647
7	Saisine directe du TE pour jugement à délai rapproché	761	1 106	1 265	1 371	1 717
	Âge des mineurs					
8	12 ans et moins	3 397	3 153	2 995	2 980	2 968
9	13, 14 ans	16 690	16 018	15 373	15 923	15 592
10	15, 16 ans	41 111	38 521	37 722	36 982	36 058
11	17 ans	23 635	22 938	22 325	21 555	20 720
12	Non renseigné	502	451	394	291	826
13	**Mesures présentencielles**	**30 654**	**33 201**	**34 060**	**36 056**	**37 156**
14	Détention provisoire	948	1 040	1 042	847	1 019
15	Contrôle judiciaire	3 605	4 277	4 449	4 828	5 694
16	Liberté surveillée, placement, réparation	18 367	20 162	20 580	22 203	22 883
17	Enquêtes sociales, IOE, expertises	7 734	7 722	7 989	8 178	7 560
18	**Jugements**	**75 331**	**77 698**	**76 778**	**73 958**	**70 814**
19	**Jugements en chambre du conseil (audience de cabinet)**	**40 860**	**41 966**	**40 386**	**39 947**	**37 660**
20	**Jugements en audience de tribunal pour enfants**	**34 471**	**35 732**	**36 392**	**34 011**	**33 154**
21	*Dont mineurs jugés pour crime par les tribunaux pour enfants*	*522*	*438*	*398*	*345*	*360*
22	**Décisions**	**83 533**	**85 454**	**84 066**	**79 820**	**74 968**
23	**Décisions écartant la poursuite**	**8 648**	**9 408**	**9 202**	**8 912**	**7 634**
24	**Mesures et sanctions définitives**	**74 885**	**76 046**	**74 864**	**70 908**	**67 334**
25	Admonestation, remise à parents, dispenses de mesure ou de peine	33 556	33 297	31 182	29 649	27 424
26	Liberté surveillée, protection judiciaire, placement, réparation	10 271	10 513	11 091	12 023	11 524
27	Sanctions éducatives	1 638	1 866	2 180	1 963	1 922
28	TIG, sursis TIG	4 500	4 670	4 826	4 721	4 641
29	Amende ferme ou avec sursis	4 829	5 060	5 244	4 639	3 716
30	Emprisonnement avec sursis, mise à l'épreuve	4 891	5 080	5 095	4 340	4 437
31	Emprisonnement avec sursis simple	9 374	9 401	9 516	8 509	8 513
32	Emprisonnement ferme	5 826	6 159	5 730	5 064	5 157
	Activité des cours d'assises de mineurs					
	Décisions prononcées à l'encontre de mineurs de plus de 16 ans					
	Cour d'assises de premier ressort					
33	Acquittements	13	29	24	13	11
34	Condamnations inscrites au casier judiciaire	310	362	338	258	244
	Cour d'assises d'appel					
35	Acquittements	2	5	7	14	4
36	Condamnations inscrites au casier judiciaire	46	35	28	22	26

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Code	Définitions et méthodes
1 à 27	L'autorité parentale appartient aux père et mère pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité et pour assurer son éducation et permettre son développement, dans le respect dû à sa personne jusqu'à sa majorité ou son émancipation (art. 371-1 du Code civil). Mais si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation ou de son développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par le juge des enfants (art. 375 et suivants du Code civil). Le juge des enfants est saisi par la requête des père, mère, tuteur, personne ou service auquel l'enfant a été confié, du mineur lui-même ou du procureur de la République. Exceptionnellement, il peut aussi se saisir d'office. Les mesures d'assistance éducative peuvent être prises pour un ou plusieurs enfants relevant de la même autorité parentale. Quand une mesure doit être prise ou renouvelée dans un dossier où un jugement est déjà intervenu, il y a réouverture du dossier dans le cadre d'une instance modificative.
11 à 22	À partir de 1999 les tableaux de bord fournissent le nombre de mesures appliquées à chaque mineur. Ainsi si une décision d'assistance éducative concerne une fratrie, elle sera comptée autant de fois qu'il y a de mineurs. Ces décisions sont distinguées selon qu'elles sont prises pour la première fois (mesures nouvelles) ou prolongées (mesures renouvelées).
14 à 18	Avant de prendre toute décision, le juge des enfants peut ordonner des mesures d'investigation (**enquête sociale** ou **investigation et orientation éducative "IOE"** ou **expertise**) afin d'évaluer la situation du mineur et d'apprécier la mesure la mieux adaptée pour faire cesser un danger.
16	L'enquête sociale a pour objectif de connaître les conditions de vie du jeune ainsi que son histoire familiale.
17	L'investigation d'orientation éducative a pour objectif d'évaluer la situation du jeune sur le plan éducatif, psychologique, socio-économique et sanitaire.
19	Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel. Le juge des enfants désigne alors un service pour apporter aide et conseil à la famille, afin de surmonter les difficultés matérielles ou morales qu'elle rencontre (Art. 375-2 du Code civil). C'est l'**action éducative en milieu ouvert "AEMO"**.
21	S'il est nécessaire de retirer l'enfant de son milieu, le juge des enfants prend une **décision de placement**.Il peut alors confier l'enfant 1° à l'autre parent, 2° à un autre membre de la famille ou à un tiers digne de confiance, 3° à un service départemental de l'aide sociale à l'enfance, 4° à un service ou à un établissement habilité pour l'accueil de mineurs à la journée ou suivant toute autre modalité de prise en charge ou 5° à un service ou à un établissement sanitaire ou d'éducation, ordinaire ou spécialisé (Art. 375-3 du Code civil).
28, 29	**La mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (ancienne tutelles aux prestations familiales avant la loi du 5 mars 2007) :** aux termes de l'article 375-9-1 du Code civil, lorsque les prestations familiales (…) ne sont pas employées pour les besoins liés au logement, à l'entretien, à la santé et à l'éducation (…), le juge des enfants peut ordonner qu'[elles] soient, en tout ou partie, versées à une personne physique ou morale qualifiée, dite " délégué aux prestations familiales ". Ce délégué prend toutes décisions, en s'efforçant de répondre aux besoins liés à l'entretien, à la santé et à l'éducation des enfants ; il exerce auprès de la famille une action éducative visant à rétablir les conditions d'une gestion autonome des prestations.
30	Après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans en 1974, le décret du 18 février 1975 a permis au juge des enfants d'instaurer ou de prolonger des mesures de protection à la demande des jeunes de 18 à 21 ans éprouvant de graves difficultés d'insertion sociale.
	Le détail de ces différentes données est fourni par tribunal dans le chapitre "Activité par juridiction - Activité des juges et tribunaux pour enfants".

Sources :

- Ministère de la Justice
  Tableaux de bord des juridictions des mineurs

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Assistance éducative					
1	**Mineurs dont le juge des enfants est saisi**	**104 966**	**96 744**	**96 002**	**96 870**	**101 041**
	Mode de saisine					
2	Saisine par le parquet	68 381	62 524	62 379	64 321	67 347
3	Saisine par la famille, le mineur, gardien	11 469	10 642	9 910	9 189	8 971
4	Saisine d'office	7 465	6 067	5 639	4 777	4 757
5	Autres origines	17 651	17 511	18 074	18 583	19 966
	Âge des mineurs					
6	0 - 6 ans	31 352	29 301	28 921	29 230	30 664
7	7 à 12 ans	32 625	30 235	30 222	30 730	32 182
8	13 à 15 ans	25 202	22 790	22 144	22 423	23 492
9	16 à 17 ans	15 305	13 900	14 308	14 099	14 330
10	Non renseigné	482	518	407	388	373
11	**Toutes mesures individuelles prises dans l'année**	**329 501**	**325 900**	**323 184**	**324 727**	**327 362**
12	Mesures nouvelles	153 775	146 428	141 474	141 554	143 941
13	Mesures renouvelées	175 726	179 472	181 710	183 173	183 421
14	**Mesures d'investigation nouvelles et renouvelées**	**58 717**	**56 761**	**55 162**	**55 285**	**55 835**
15	*dont mesures nouvelles*	49 908	47 808	46 991	46 546	46 901
16	Enquêtes sociales	21 145	19 405	18 705	18 091	17 156
17	IOE	29 540	28 963	28 138	28 820	30 135
18	Expertises et autres	8 032	8 393	8 319	8 374	8 544
19	**Mesures individuelles d'AEMO (nouvelles et renouvelées)**	**143 455**	**141 826**	**140 440**	**139 691**	**139 912**
20	*dont mesures nouvelles d'AEMO*	*64 108*	*60 894*	*57 597*	*56 939*	*58 249*
21	**Mesures individuelles de placement (nouvelles et renouvelées)**	**127 329**	**127 313**	**127 582**	**129 751**	**131 615**
22	*dont mesures de placement nouvelles*	*39 759*	*37 726*	*36 886*	*38 069*	*38 791*
23	**Mineurs faisant l'objet d'une fin de procédure**	**95 128**	**94 251**	**92 126**	**89 435**	**90 237**
24	**Mineurs suivis en assistance éducative au 31 décembre**	**217 884**	**214 114**	**212 146**	**213 512**	**214 898**
25	Avec une mesure en cours	197 421	192 433	189 351	191 221	192 922
26	Avec deux mesures en cours	18 025	18 864	19 700	19 450	19 111
27	Avec trois mesures en cours et plus	2 438	2 817	3 095	2 841	2 865
	Mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial					
28	Nombre de décisions de mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial	22 273	21 200	19 927	18 015	16 826
29	Mineurs concernés par ces mesures	64 436	61 116	57 654	52 585	49 329
	Protection des jeunes majeurs					
30	Jeunes majeurs faisant l'objet d'une mesure de protection	6 895	6 018	5 043	2 500	1 294

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthodes
3	Les **Centres Éducatifs Renforcés** sont des structures éducatives destinées à la prise en charge des mineurs délinquants ou en situation de grande marginalisation, et qui doivent répondre au risque de récidive et d'incarcération.
6	Les **Centres éducatifs fermés** sont des établissements publics ou des établissements privés habilités dans lesquels les mineurs sont placés en application d'un contrôle judiciaire ou d'un sursis avec mise à l'épreuve. Au sein de ces centres, les mineurs font l'objet des mesures de surveillance et de contrôle permettant d'assurer un suivi éducatif et pédagogique renforcé et adapté à leur personnalité. La violation des obligations auxquelles le mineur est astreint en vertu des mesures qui ont entraîné son placement dans le centre peut entraîner, selon le cas, le placement en détention provisoire ou l'emprisonnement du mineur.
7	Depuis 2002, en application des nouvelles dispositions relatives à l'organisation départementale, les fonctions de permanence éducative auprès du tribunal sont assurées le plus souvent par les centres d'action éducative de rattachement.
9 à 16	Le juge des enfants saisi peut ordonner en assistance éducative ou au pénal des mesures d'investigation. Celles pouvant êtres confiées au secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse sont : l'enquête sociale, l'investigation d'orientation éducative, et l'enquête du service éducatif auprès du tribunal de grande instance (ou recueil de renseignements socio-éducatifs).
13	L'enquête du Service éducatif auprès du tribunal (SEAT) ou recueil de renseignements socio-éducatifs, a pour objectif d'apporter rapidement au magistrat des informations sur la situation d'un mineur. Elle est obligatoire notamment lorsque le substitut envisage de requérir une mise en détention provisoire.
17 à 44	La juridiction pour mineurs peut confier aux établissements du secteur public : - en assistance éducative (civil) : des mesures d'action éducative en milieu ouvert et des mesures de placement - au pénal : des mesures de placement et des mesures de milieu ouvert (liberté surveillée préjudicielle, liberté surveillée, mise sous protection judiciaire, sursis avec mise à l'épreuve, contrôle judiciaire, travail d'intérêt général, mesure de réparation, liberté conditionnelle, suivi socio-judiciaire). Par ailleurs le mineur peut bénéficier d'une activité de jour (insertion sociale et professionnelle) soit à l'initiative de la protection judiciaire de la jeunesse, soit à la demande du magistrat.
17	S'il est nécessaire de retirer l'enfant de son milieu, le juge des enfants prend une décision de placement. Il peut alors confier l'enfant à l'autre parent, à un membre de la famille ou à un tiers digne de confiance, à un établissement ou au service départemental d'aide sociale à l'enfance (Art. 375-3 du Code civil). Le jeune peut être placé au sein d'un établissement (prise en charge de type collectif) ou d'une famille d'accueil (placement familial). Le jeune peut également bénéficier d'un hébergement individualisé (foyer de jeunes travailleurs, appartement indépendant…).
28 à 44	Le milieu ouvert pénal est constitué des mesures de liberté surveillée (préjudicielle ou définitive), des contrôles judiciaires, des mises sous protection judiciaire, des sursis avec mise à l'épreuve, des TIG, des mesures de réparation, des libérations conditionnelles et des suivis socio-judiciaires.
31	Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel. Le juge des enfants désigne alors un service pour apporter aide et conseil à la famille, afin de surmonter les difficultés matérielles ou morales qu'elle rencontre (Art. 375-2 du Code civil). C'est l'action éducative en milieu ouvert "AEMO".
14, 26 45	L'ordonnance du 2 février 1945 constitue le texte de référence s'agissant des mineurs délinquants. Elle pose comme principe une responsabilité pénale des mineurs graduée et atténuée en fonction de l'âge ainsi que la primauté des mesures éducatives sur les peines. Seules les sanctions éducatives peuvent être prononcée à l'égard des mineurs de dix à treize ans.
15, 16 27, 46	L'autorité parentale appartient aux père et mère pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité et pour assurer son éducation et permettre son développement, dans le respect dû à sa personne jusqu'à sa majorité ou son émancipation (art. 371-1 et 371-2 du Code civil). Mais si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation ou de son développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par le juge des enfants (art. 375 et suivants du Code civil).Le juge des enfants est saisi par la requête des père, mère, tuteur, personne ou service auquel l'enfant a été confié, du mineur lui-même ou du procureur de la République. Exceptionnellement, il peut aussi se saisir d'office. Les mesures d'assistance éducative peuvent être prises pour un ou plusieurs enfants relevant de la même autorité parentale. Après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans en 1974, le décret du 18 février 1975 a permis au juge des enfants d'instaurer ou de prolonger des mesures de protection à la demande des jeunes de 18 à 21 ans éprouvant de graves difficultés d'insertion sociale.
49	Le comptage des mineurs et jeunes majeurs associe l'âge et le sexe d'un jeune à chaque mesure éducative. Un mineur bénéficiant de deux mesures est donc compté deux fois.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de la protection judiciaire de la jeunesse (système GAME)

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Nombre d'établissements					
1	**Tous établissements du secteur public**	**304**	**308**	**309**	**340**	**275**
2	Établissements de placement éducatif, et d'insertion (EPE et EPEI)	76	72	72	99	89
3	*d'ont unités "Centres éducatifs renforcés" (UE-CER)*	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*
4	Services territoriaux éducatif de milieu ouvert, et d'insertion (STEMO et STEMOI)	190	197	198	197	150
5	Service territoriaux éducatif d'insertion (STEI)	22	22	22	21	15
6	Centres éducatifs fermés (CEF)	6	8	8	8	10
7	Services éducatifs auprès des tribunaux de grande instance (SEAT)	10	9	9	9	5
7a	Services éducatifs au sein d'établissements pénitentiaires pour mineurs (SEEPM)				6	6
8	**Total des mesures suivies au cours de l'année (terminées et en cours)**	**169 030**	**171 832**	**170 550**	**169 527**	**168 937**
◆	**Décomposition par grande fonction éducative**					
9	**Investigation**	**67 007**	**66 261**	**62 640**	**62 661**	**64 042**
10	**Enquêtes approfondies**	**13 434**	**13 413**	**13 565**	**15 178**	**17 454**
11	Enquête sociale	3 414	3 507	3 402	3 769	4 406
12	Investigations d'orientation éducative (IOE)	10 020	9 906	10 163	11 409	13 048
13	**Recueils de Renseignements Socio Educatifs (SEAT et UEAT)**	**53 573**	**52 848**	**49 075**	**47 483**	**46 588**
	■ **Fondement juridique des mesures d'investigation**					
14	Pénal (ordonnance du 02.02.1945)	39 892	41 536	42 713	47 040	49 170
15	Civil (article 375 du Code Civil)	27 067	24 709	19 914	15 609	14 867
16	Protection des jeunes majeurs	48	16	13	12	5
17	**Placement judiciaire**	**6 716**	**6 510**	**6 605**	**6 249**	**5 719**
18	**Hébergement collectif**	**4 583**	**4 372**	**4 595**	**4 666**	**4 505**
19	*Collectif Traditionnel*	*2 953*	*2 809*	*2 901*	*2 893*	*4 055*
20	*Collectif Spécialisé*	*1 630*	*1 563*	*1 694*	*1 773*	*450*
21	Centre de placement immédiat (CPI)	1 489	1 361	1 394	1 451	-
22	Centre éducatif renforcé (CER)	74	63	69	71	82
23	Centre éducatif fermé (CEF)	67	139	231	251	368
24	**Hébergement autonome**	**885**	**897**	**825**	**570**	**354**
25	**Familles d'accueil et tiers dignes de confiance**	**1 248**	**1 241**	**1 185**	**1 013**	**860**
	■ **Fondement juridique des mesures de placement**					
26	Pénal (ordonnance du 02.02.1945)	3 673	3 860	4 473	5 188	5 323
27	Civil (article 375 du Code Civil) et protection des jeunes majeurs	3 043	2 650	2 132	1 061	396
28	**Milieu ouvert**	**95 307**	**99 061**	**101 305**	**100 617**	**99 176**
29	**Mesures et sanctions éducatives**	**68 397**	**71 399**	**72 268**	**70 553**	**68 207**
30	Mise sous protection judiciaire	3 646	4 274	5 165	6 546	7 905
31	AEMO + suivi des jeunes majeurs (milieu ouvert civil)	21 911	20 423	16 688	9 613	3 984
32	Liberté surveillée	8 328	7 885	8 060	8 355	8 045
33	Liberté surveillée préjudicielle	17 189	18 265	19 047	19 766	19 923
34	Réparation	16 589	19 622	21 808	24 064	25 756
35	Sanctions éducatives	734	930	1 254	1 577	1 753
36	Mesure d'activité de jour	–	–	246	632	841
37	**Mesures de probation et peines**	**26 910**	**27 662**	**29 037**	**30 064**	**30 969**
38	Contrôle judiciaire	8 232	9 316	10 348	10 947	11 828
39	Liberté conditionnelle	26	25	10	1	–
40	Sursis mise à l'épreuve	13 057	12 632	12 560	12 237	11 687
41	Suivi socio judiciaire	75	95	106	111	81
42	Travail d'intérêt général	5 386	4 937	4 503	4 274	4 233
43	Stage de citoyenneté	97	554	1 291	2 248	2 948
44	Aménagements de peine	37	103	219	246	192
	■ **Fondement juridique des mesures de milieu ouvert**					
45	Pénal (ordonnance du 02.02.1945)	73 396	78 638	64 617	91 004	95 192
46	Civil (article 375 du Code Civil) et protection des jeunes majeurs	21 911	20 423	16 688	9 613	3 984

Jeunes suivis durant l'année tous fondements juridiques confondus (mineurs délinquants, mineurs en danger et protection des jeunes majeurs)

49	**Nombre de jeunes suivis au cours de l'année**	**104 552**	**103 947**	**100 303**	**97 543**	**97 067**
◆	**Sexe**					
47	Garçons	81 469	82 118	80 864	80 316	80 903
48	Filles	23 083	21 829	19 439	17 227	16 164
◆	**Âge**					
50	0 à 6 ans	5 045	4 585	3 879	3 455	3 596
51	7 à 12 ans	8 701	8 302	6 997	5 961	5 833
52	13 à 15 ans	22 312	22 505	21 293	20 566	20 414
53	16 à 17 ans	39 048	39 093	38 650	37 746	36 881
54	18 ans et plus	29 446	29 462	29 484	29 815	30 343

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthodes
3 à 5	En matière d'investigation, la statistique du secteur associatif, contrairement à celle du secteur public, comptabilise une seule mesure même si elle concerne plusieurs mineurs. C'est principalement le cas des enquêtes sociales ordonnées pour l'ensemble d'une fratrie.
4	L'enquête sociale a pour objectif de connaître les conditions de vie du jeune ainsi que son histoire familiale.
5	Avant de prendre toute décision, le juge des enfants peut ordonner des mesures d'investigation (enquête sociale ou investigation et orientation éducative "IOE" ou expertise) afin d'évaluer la situation du mineur et d'apprécier la mesure la mieux adaptée pour faire cesser un danger.
6 à 15	Le jeune peut être placé au sein d'un établissement (prise en charge de type collectif) ou d'une famille d'accueil (placement familial).
6 à 21	La juridiction pour mineurs peut confier aux établissements du secteur associatif habilité justice : - en assistance éducative (civil) : des mesures d'action éducative en milieu ouvert et des mesures de placement ; - au pénal : des mesures de placement et des mesures de réparation.
18	En milieu ouvert pénal, seules les mesures de réparation peuvent être confiées à des établissements du secteur privé habilité. Les autres mesures sont de la compétence exclusive des services de la PJJ.
19	L'ordonnance du 2 février 1945 constitue le texte de référence s'agissant des mineurs délinquants. Elle pose comme principe une responsabilité pénale des mineurs graduée et atténuée en fonction de l'âge ainsi que la primauté des mesures éducatives sur les peines. Aucune peine ne peut être prononcée à l'égard des mineurs de moins de treize ans.
20	L'autorité parentale appartient aux père et mère pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité et pour assurer son éducation et permettre son développement, dans le respect dû à sa personne jusqu'à sa majorité ou son émancipation (art. 371-1 et 371-2 du Code civil). Mais si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation ou de son développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par le juge des enfants (art. 375 et suivants du Code civil). Le juge des enfants est saisi par la requête des père, mère, tuteur, personne ou service auquel l'enfant a été confié, du mineur lui-même ou du procureur de la République. Exceptionnellement, il peut aussi se saisir d'office.Les mesures d'assistance éducative peuvent être prises pour un ou plusieurs enfants relevant de la même autorité parentale.Quand une mesure doit être prise ou renouvelée dans un dossier où un jugement est déjà intervenu, il y a réouverture du dossier dans le cadre d'une instance modificative.
21	Après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans en 1974, le décret du 18 février 1975 a permis au juge des enfants d'instaurer ou de prolonger des mesures de protection à la demande des jeunes de 18 à 21 ans éprouvant de graves difficultés d'insertion sociale.
35	Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel. Le juge des enfants désigne alors un service pour apporter aide et conseil à la famille, afin de surmonter les difficultés matérielles ou morales qu'elle rencontre (Art. 375-2 du Code civil). C'est l'action éducative en milieu ouvert "AEMO".

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de la protection judiciaire de la jeunesse
  Rapports annuels d'activité des structures du secteur associatif habilité de la protection judiciaire de la jeunesse

Activité de protection judiciaire de la jeunesse à la charge de l'État

DPJJ [secteur associatif]

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Nombre d'établissements					
1	**Tous établissements et services habilités du secteur associatif**	**nd**	**1 219**	**1 230**	**1 293**	**1 296**
	Mesures suivies durant l'année tous fondements juridiques confondus (mineurs délinquants, mineurs en danger et protection des jeunes majeurs)					
2	**Total des mesures suivies au cours de l'année**	**65 583**	**62 381**	**62 904**	**60 098**	**56 965**
◆	**Nature des mesures**					
3	**Investigation (enquêtes approfondies)**	**39 901**	**38 052**	**37 537**	**36 824**	**35 755**
4	Enquête sociale	11 530	10 545	10 148	9 548	8 759
5	Investigations d'orientation éducative (IOE)	28 371	27 507	27 389	27 276	26 996
6	**Placement judiciaire**	**10 146**	**8 802**	**8 356**	**7 085**	**6 265**
7	**Hébergement collectif**	**6 706**	**6 060**	**5 936**	**5 410**	**4 956**
8	*Collectif traditionnel*	*4 857*	*4 030*	3 700	2 999	2 496
9	*Collectif spécialisé*	*1 849*	*2 030*	*2 236*	*2 411*	*2 460*
10	Centre de placement immédiat (CPI)	144	143	163	155	164
11	Centre éducatif renforcé (CER)	1 235	1 196	1 203	1 215	1 201
12	Centre éducatif fermé (CEF)	470	691	870	1 041	1 095
13	**Hébergement autonome**	**1 847**	**1 468**	**1 306**	**865**	**605**
14	**Familles d'accueil et tiers dignes de confiance**	**984**	**731**	**636**	**352**	**249**
15	**Lieux de vie**	**609**	**543**	**478**	**458**	**455**
16	**Milieu ouvert mesures centrées sur l'éducation**	**15 536**	**15 527**	**17 011**	**16 189**	**14 945**
17	Suivi des jeunes majeurs (milieu ouvert civil)	2 817	2 644	2 601	2 027	1 255
18	Réparation (milieu ouvert pénal)	12 719	12 883	14 410	14 162	13 690
◆	**Fondement juridique des mesures**					
19	Pénal (ordonnance du 02.02.1945)	18 905	19 305	21 230	21 033	20 310
20	Civil (article 375 du Code Civil)	38 509	36 807	36 208	35 690	34 948
21	Protection des jeunes majeurs	8 169	6 269	5 466	3 375	1 707
	Jeunes suivis durant l'année tous fondements juridiques confondus (mineurs délinquants, mineurs en danger et protection des jeunes majeurs)					
22	**Nombre de jeunes suivis au cours de l'année**	**66 198**	**62 899**	**63 463**	**60 497**	**57 263**
◆	**Sexe**					
23	Garçons	40 879	39 496	40 270	38 784	36 527
24	Filles	25 319	23 403	23 193	21 713	20 736
◆	**Âge**					
25	0 à 6 ans	14 222	13 490	13 344	12 582	12 287
26	7 à 12 ans	15 432	14 484	14 578	14 211	13 846
27	13 à 15 ans	12 905	12 656	12 993	12 731	12 152
28	16 à 17 ans	12 945	12 924	13 429	12 916	12 269
29	18 ans et plus	10 682	9 332	9 114	8 056	6 704
30	Non renseigné	12	13	5	1	5

Activité de protection judiciaire de la jeunesse à la charge des départements

Code		2006	2007	2008	2009	2010 p
	Mesures de mineurs en danger suivies durant l'année					
31	**Mesures suivies au cours de l'année au titre de l'art. 375 du Code Civil**	**211 809**	**212 470**	**212 094**	**210 839**	**214 786**
◆	**Nature des mesures**					
32	**Placement judiciaire**	**107 583**	**107 331**	**107 808**	**108 509**	**109 616**
33	dont placements confiés à l'ASE	85 809	87 067	88 184	89 954	91 682
34	dont placements directs par le juge à une association ou un tiers digne de confiance	21 774	20 264	19 624	18 555	17 933
35	**AEMO**	**104 226**	**105 139**	**104 286**	**102 330**	**105 170**
	Jeunes en danger suivis durant l'année					
36	**Nombre de jeunes suivis en placement civil au cours de l'année**	**211 809**	**212 470**	**212 094**	**210 839**	**214 786**
◆	**Sexe**					
37	Garçons	121 765	122 652	123 154	121 700	124 512
38	Filles	90 044	89 818	88 940	89 139	90 274
◆	**Âge au début de la mesure**					
39	0 à 6 ans	64 379	64 351	63 894	63 620	64 646
40	7 à 12 ans	65 047	66 402	66 768	66 884	68 455
41	13 à 15 ans	50 052	50 052	48 922	48 804	49 476
42	16 à 17 ans	31 383	30 527	31 610	30 687	31 288
43	Non renseigné	948	1 138	899	844	922

Mineurs et Justice

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique du Casier judiciaire.

Code	Définitions et méthode
1	Décisions des cours d'assises des mineurs et des tribunaux pour enfants (compétents pour juger les mineurs accusés de crime et âgés de moins de 16 ans au moment des faits) et, au second degré, des cours d'assises d'appel des mineurs et des chambres spéciales des mineurs des cours d'appel.
2	Sont comptabilisées ici les condamnations retenant l'état de récidive légale : elles sont inscrites au casier judiciaire soit par un indicateur de récidive soit par l'utilisation d'une qualification d'infraction (Natinf) visant la récidive
3 à 8	**Nature de l'infraction :** Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave (crimes, délits, contraventions). Les crimes sont regroupés par grands types d'atteintes.
5	**Les coups et violences volontaires** de nature criminelle ont entraîné la mort ou une infirmité permanente. S'y ajoutent toutes autres formes de violences, envers un mineur ou un majeur, accompagnées de circonstances aggravantes : séquestration, enlèvement, tortures...
7	Sont compris dans les **atteintes aux biens** les vols et recels qualifiés, les destructions et les dégradations ou détournements de biens par attentat ayant causé des morts ou des infirmités permanentes.
9 à 25	**Nature de la mesure, de la sanction ou de la peine prononcée** : le tribunal pour enfants (compétent pour juger le mineur de moins de 16 ans accusé de crime) et la Cour d'assises des mineurs (compétente pour juger le mineur âgé de 16 à 18 ans accusé de crime) prononcent, suivant les cas, les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Ils peuvent cependant, lorsque les circonstances et la personnalité des mineurs l'exigent, soit prononcer une sanction éducative à l'encontre des mineurs de dix à dix-huit ans, soit prononcer une peine à l'encontre des mineurs de treize à dix-huit ans en tenant compte de l'atténuation de leur responsabilité pénale. Le tribunal pour enfants ne peut prononcer une peine d'emprisonnement, avec ou sans sursis, qu'après avoir spécialement motivé le choix de cette peine.
23	**Les mesures éducatives** : l'article 2 de l'Ordonnance du 2 février 1945 dispose que les juridictions pour les mineurs prononcent suivant le cas "les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées". Le caractère très général des termes employés a pour but de laisser au juge la plus grande liberté d'appréciation sur le choix de la mesure à prendre. Les mesures éducatives sont rarement prononcées en matière criminelle.
24	**Sanctions éducatives** : cf. glossaire
28 à 30	**L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Toutes condamnations de mineurs pour crimes**	**621**	**658**	**606**	**529**	**502**
2	dont mentionnant l'état de récidive légale	0	0	2	3	4
◆	**Nature de l'infraction**					
3	**Atteintes à la personne**	**526**	**539**	**492**	**448**	**417**
4	Homicides volontaires	24	31	14	16	21
5	Coups et violences volontaires	33	42	37	35	34
6	Viols	469	466	441	397	362
7	**Atteintes aux biens**	**88**	**99**	**100**	**69**	**85**
8	**Autres crimes**	**22**	**20**	**14**	**12**	**0**
◆	**Nature de la peine**					
9	**Peines privatives de liberté**	**570**	**629**	**567**	**493**	**459**
10	*dont réclusion criminelle*	*15*	*21*	*12*	*16*	*22*
11	Fermes ou assorties d'un sursis partiel	267	332	340	255	225
12	Moins d'un an	68	83	74	53	40
13	1 an à moins de 3 ans	98	104	132	98	99
14	3 ans à moins de 5 ans	34	43	63	38	33
15	5 ans à moins de 10 ans	64	74	57	50	27
16	10 ans et plus (sans perpétuité)	3	28	14	16	26
17	Perpétuité	0	0	0	0	0
18	*Durée moyenne de la peine ferme - perpétuité exclue (en mois)*	*38,1*	*43,2*	*34,6*	*37,8*	*41,4*
19	Assorties d'un sursis total	303	297	227	238	234
20	Sursis simple	118	129	81	83	77
21	Sursis avec mise à l'épreuve	181	167	146	155	157
22	Avec travail d'intérêt général	4	1	0	0	0
23	**Mesures éducatives**	**43**	**25**	**30**	**25**	**32**
24	**Sanctions éducatives**	**7**	**3**	**6**	**7**	**7**
25	**Autres peines**	**1**	**1**	**3**	**4**	**4**
◆	**Caractéristiques des condamnés mineurs**					
	Sexe					
26	Garçons	615	643	588	515	481
27	Filles	21	15	18	14	21
	Âge					
28	Moins de 13 ans	32	28	31	27	25
29	De 13 ans à moins de 16 ans	383	366	314	309	299
30	De 16 ans à moins de 18 ans	221	264	261	193	178
	Nationalité					
31	Français	535	554	518	443	418
32	Étrangers	21	30	21	33	25
33	Non déclarés	80	74	67	53	59

La nature et la durée des peines ainsi que les caractéristiques démographiques des condamnés sont présentées ici pour l'ensemble des viols commis par des mineurs.

Code | Définitions et méthode

2 à 16 **Nature de la mesure, de la sanction ou de la peine prononcée** : le tribunal pour enfants (compétent pour juger le mineur de moins de 16 ans accusé de crime) et la Cour d'assises des mineurs (compétente pour juger le mineur de 16 à 18 ans accusé de crime) prononcent, suivant les cas, les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Ils peuvent cependant, lorsque les circonstances et la personnalité des mineurs l'exigent, soit prononcer une sanction éducative à l'encontre des mineurs de dix à dix-huit ans, soit prononcer une peine à l'encontre des mineurs de treize à dix-huit ans en tenant compte de l'atténuation de leur responsabilité pénale. Le tribunal pour enfants ne peut prononcer une peine d'emprisonnement, avec ou sans sursis, qu'après avoir spécialement motivé le choix de cette peine.

19 à 21 **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
	Viols					
1	**Toutes condamnations de mineurs pour viols (cf. p 247, code 6)**	**469**	**466**	**441**	**397**	**362**
◆	**Nature de la peine**					
2	**Peines privatives de liberté**	**434**	**439**	**405**	**366**	**333**
3	*dont réclusion criminelle*	*5*	*7*	*6*	*11*	*10*
4	Fermes ou assorties d'un sursis partiel	169	184	207	155	136
5	Moins d'un an	45	47	43	37	24
6	1 an à moins de 3 ans	65	77	92	56	70
7	3 ans à moins de 5 ans	19	23	32	19	14
8	5 ans à moins de 10 ans	34	29	33	32	17
9	10 ans et plus	6	8	7	11	11
10	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*32,2*	*30,6*	*30,9*	*37,1*	*34,6*
11	Assorties d'un sursis total	265	255	198	211	197
12	Sursis simple	101	102	64	68	62
13	Sursis avec mise à l'épreuve	163	153	134	143	135
14	Avec travail d'intérêt général	1	0	0	0	0
15	**Mesures et sanctions éducatives**	**35**	**26**	**33**	**30**	**29**
16	**Autres peines**	**0**	**1**	**3**	**1**	**0**
◆	**Caractéristiques des condamnés mineurs**					
	Sexe					
17	Garçons	467	462	434	391	358
18	Filles	2	4	7	6	4
	Âge					
19	Moins de 13 ans	28	28	31	27	24
20	De 13 ans à moins de 16 ans	326	317	271	268	247
21	De 16 ans à moins de 18 ans	115	121	139	102	91
	Nationalité					
22	Français	398	391	366	332	307
23	Étrangers	8	15	15	21	15
24	Non déclarés	63	60	60	44	40

Mineurs et la Justice

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique du Casier judiciaire.

Code	Définitions et méthodes
2	Sont comptabilisées ici les condamnations retenant l'état de récidive légale : elles sont inscrites au casier judiciaire soit par un indicateur de récidive soit par l'utilisation d'une qualification d'infraction (Natinf) visant la récidive
3 à 19	**Nature de l'infraction** : Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave si plusieurs catégories sont en cause (délit + contravention par exemple). Les délits sont regroupés par grands types d'atteintes.
8	**Circulation routière** : les atteintes aux personnes qui se produisent dans le cadre des accidents corporels de la circulation sont prises en compte avec les homicides et blessures involontaires, dans la rubrique "atteintes à la personne".
12 à 14	Les **atteintes à la personne** regroupent l'ensemble des infractions portant atteinte, de façon volontaire ou involontaire, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles se sont produites (notamment circulation routière ou travail), ainsi que les atteintes aux mœurs (violences sexuelles, exhibition, ...).
19	Les **atteintes à l'ordre administratif et judiciaire** regroupent principalement les infractions en matière d'outrages et violences envers les personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public.
38 à 44	**Mesures éducatives** : l'article 2 de l'Ordonnance du 2 février 1945 dispose que les juridictions pour mineurs prononcent suivant le cas "les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées". Le caractère très général des termes employés a pour but de laisser au juge la plus grande liberté d'appréciation sur le choix de la mesure à prendre. Les mesures susceptibles d'être prononcées sont diverses : 1° la remise à parents, tuteur, gardien ou personne digne de confiance, 2° le placement dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, habilité, 3° le placement dans un établissement médical ou médico-pédagogique habilité, 4° la remise au service de l'assistance à l'enfance, 5° le placement dans un internat approprié aux mineurs délinquants d'âge scolaire, 6° la mesure d'activité de jour, 7° la mise sous protection judiciaire, 8° la liberté surveillée, 9° la mesure de réparation, auxquelles s'ajoutent, lorsque le mineur est âgé de plus de treize ans, les mesures suivantes : 10° le placement dans une institution publique d'éducation surveillée ou d'éducation corrective, 11° la mesure d'aide ou de réparation et 12° l'avertissement solennel.
39	**L'admonestation** consiste en une "remontrance" du juge à l'encontre du mineur poursuivi pour avoir commis un acte contraire à la loi pénale. Cette mesure ne peut être prononcée que par le juge des enfants en audience de cabinet.
40	**Remise à personne** : le juge peut choisir de remettre le mineur délinquant à un particulier qui sera chargé de l'éduquer. Il peut s'agir des parents, du tuteur, de la personne qui en avait la garde, ou d'une personne digne de confiance.
42	Le mineur peut être mis sous protection judiciaire, à titre principal et pour une durée n'excédant pas 5 ans. Il bénéficie alors de diverses mesures d'assistance, de surveillance et d'éducation prescrites par le juge des enfants.
43	**La mise en liberté surveillée** consiste à placer le mineur sous la surveillance d'un service de la PJJ désigné par le juge, et qui est chargé d'exercer sur lui une action éducatrice, un contrôle sur ses conditions de vie et sur sa conduite, ainsi qu'une surveillance sur la ou les personnes qui en ont la garde. Le juge peut prendre cette décision dans tous les cas, que le mineur ait été condamné à une peine ou fasse l'objet d'une mesure d'éducation.
45	**Sanctions éducatives** : cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour délits

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Toutes condamnations de mineurs pour délits**	**55 015**	**55 500**	**55 444**	**53 652**	**50 999**
2	dont mentionnant l'état de récidive légale	531	712	710	710	840
◆	**Nature de l'infraction**					
3	**Atteintes aux biens**	**34 085**	**34 007**	**33 359**	**31 318**	**29 302**
4	Vols	23 618	23 188	22 604	21 210	20 006
5	Recels	3 086	3 004	2 942	2 898	2 648
6	Escroqueries - abus de confiance	1 374	1 447	1 480	1 470	1 509
7	Destructions - dégradations	6 007	6 368	6 333	5 740	5 139
8	**Infractions à la circulation routière et aux transports**	**2 631**	**2 685**	**2 598**	**2 590**	**2 468**
9	dont infractions à la circulation routière	2 619	2 673	2 578	2 562	2 441
10	**Infractions à la législation économique et financière**	**268**	**217**	**223**	**213**	**151**
11	dont infractions en matière de chèques	175	127	109	95	86
12	**Atteintes à la personne**	**11 301**	**12 199**	**12 560**	**12 513**	**11 869**
	dont :					
13	Coups et blessures volontaires	8 326	9 321	9 648	9 554	9 228
14	Atteintes sexuelles	1 750	1 561	1 621	1 615	1 401
15	**Infractions en matière de santé et de stupéfiants**	**3 283**	**3 070**	**3 092**	**3 405**	**3 477**
16	**Atteintes à la sûreté publique**	**737**	**686**	**753**	**899**	**904**
17	dont commerce et transport d'armes	586	586	646	715	662
18	**Atteintes à l'ordre public général**	**87**	**71**	**70**	**41**	**38**
19	**Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire**	**2 623**	**2 565**	**2 789**	**2 673**	**2 790**
◆	**Nature de la peine**					
20	**Emprisonnement**	**19 037**	**20 158**	**19 731**	**18 265**	**17 447**
21	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	4 843	5 216	4 938	4 617	4 534
22	Moins de 3 mois	2 965	3 202	2 943	2 746	2 503
23	3 mois à moins de 6 mois	1 183	1 207	1 103	1 037	1 074
24	6 mois à moins d'un an	484	560	593	560	635
25	1 an à moins de 3 ans	194	237	278	265	309
26	3 ans et plus	17	10	21	9	13
27	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*3,0*	*3,0*	*3,3*	*3,3*	*3,6*
28	Assorti d'un sursis total	14 194	14 942	14 793	13 648	12 913
29	Sursis simple	8 452	8 929	8 839	8 333	7 878
30	Sursis avec mise à l'épreuve	4 579	4 878	4 869	4 331	4 092
31	Avec travail d'intérêt général	1 163	1 135	1 085	984	943
32	**Amende**	**2 440**	**2 598**	**2 799**	**2 358**	**1 873**
33	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 908	2 006	2 200	1 824	1 458
34	*Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)*	*216*	*218*	*203*	*214*	*206*
35	Assortie d'un sursis total	532	592	599	534	415
36	**Peine alternative**	**3 006**	**3 270**	**3 378**	**3 597**	**3 310**
37	dont travail d'intérêt général	2 756	2 779	2 783	2 836	2 597
38	**Mesure éducative**	**27 825**	**26 465**	**25 849**	**25 199**	**24 556**
39	Admonestation	19 300	17 669	16 316	15 610	15 076
40	Remise à personne	6 198	6 263	6 042	5 235	4 679
41	Placement en établissement d'éducation surveillée	117	91	93	94	55
42	Mise sous protection judiciaire	1 469	1 725	2 182	2 738	3 104
43	Mise en liberté surveillée	735	578	677	592	422
44	Autres mesures	6	139	539	930	1 220
45	**Sanction éducative**	**824**	**1 036**	**1 751**	**2 022**	**1 901**
46	**Dispense de peine**	**1 883**	**1 973**	**1 936**	**2 211**	**1 912**

Code	Définitions et méthode
3 à 5	**L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
◆	**Caractéristiques des condamnés mineurs**					
	Sexe					
1	Garçons	50 265	50 757	50 465	48 981	46 100
2	Filles	4 750	4 743	4 979	4 671	4 899
	Âge					
3	Moins de 13 ans	1 941	1 878	1 716	1 818	1 698
4	De 13 ans à moins de 16 ans	22 102	22 187	22 536	21 818	20 884
5	De 16 ans à moins de 18 ans	30 972	31 435	31 192	30 016	28 417
	Nationalité					
6	**Français**	**43 965**	**43 471**	**42 747**	**40 926**	**39 687**
7	**Étrangers**	**2 720**	**2 480**	**2 198**	**2 371**	**2 533**
8	Europe	1 030	889	721	882	1 023
9	*dont Italie*	*40*	*23*	*32*	*57*	*98*
10	*Portugal*	*73*	*71*	*71*	*73*	*99*
11	*Roumanie*	*485*	*389*	*302*	*372*	*429*
12	*Turquie*	*124*	*112*	*82*	*83*	*73*
13	*Ex-Yougoslavie*	*98*	*102*	*76*	*141*	*176*
14	Maghreb	1 452	1 327	1 286	1 220	1 252
15	*Algérie*	*596*	*597*	*565*	*552*	*581*
16	*Maroc*	*713*	*626*	*624*	*523*	*502*
17	*Tunisie*	*143*	*104*	*97*	*145*	*169*
18	Afrique hors Maghreb	546	518	428	534	563
19	Asie, Océanie	82	143	86	120	90
20	Amérique	115	80	64	68	101
21	**Non déclarés**	**7 825**	**9 072**	**10 112**	**9 902**	**8 283**

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique du Casier judiciaire.

Code	Définitions et méthode
2 à 5	**Nature de l'infraction** : les contraventions commises par des mineurs concernent essentiellement les coups et blessures volontaires avec incapacité totale de travail n'excédant pas huit jours.
19 à 21	**L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour contraventions de 5e classe

Code		2006	2007	2008	2009	2010p
1	**Toutes condamnations de mineurs pour contraventions de 5e classe**	**1 234**	**1 224**	**1 297**	**1 169**	**1 021**
◆	**Nature de l'infraction**					
2	Coups et blessures volontaires	698	685	751	622	571
3	Infractions à la circulation routière	31	12	22	26	20
4	Dégradations ou détériorations	309	342	363	357	288
5	Autres contraventions de 5e classe	196	185	161	164	142
◆	**Nature de la peine**					
6	**Amende**	**264**	**314**	**305**	**286**	**226**
7	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	229	269	254	225	179
8	*Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)*	*176*	*169*	*167*	*166*	*171*
9	Assortie d'un sursis total	35	45	51	61	47
10	**Peine alternative**	**48**	**39**	**49**	**42**	**46**
11	**Mesure éducative**	**844**	**790**	**817**	**751**	**656**
12	Admonestation	609	556	560	552	435
13	Remise à personne	196	188	184	118	138
14	Autres mesures	39	46	73	81	83
15	**Sanction éducative**	**17**	**24**	**29**	**31**	**24**
16	**Dispense de peine**	**61**	**57**	**97**	**59**	**69**
◆	**Caractéristiques des condamnés mineurs**					
	Sexe					
17	Garçons	1 087	1 084	1 156	1 032	893
18	Filles	147	140	141	137	128
	Âge					
19	Moins de 13 ans	41	44	34	26	25
20	De 13 ans à moins de 16 ans	488	477	495	448	412
21	De 16 ans à moins de 18 ans	705	703	768	695	584
	Nationalité					
22	Français	1 038	1 015	1 039	959	865
23	Étrangers	48	41	47	32	33
24	Non déclarés	148	168	211	178	123

La population carcérale comprend l'ensemble des individus (prévenus et condamnés) détenus dans les établissements pénitentiaires. Un quartier particulier, appelé quartier de jeunes détenus (QJD), est aménagé pour les détenus agés de moins de vingt et un ans dans les maisons d'arrêt desservant les juridictions les plus importantes.

Code	Définitions et méthode
4 à 6	Un mineur condamné dans une affaire et prévenu dans une ou plusieurs autres affaires est comptabilisé uniquement comme condamné. Sont considérés comme prévenus les mineurs détenus en cours d'information, en attente de jugement ou en délai ou exercice d'une voie de recours. Sont considérés comme condamnés les mineurs définitivement jugés.

Source :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Mineurs incarcérés (stock)					
1	**Mineurs incarcérés au 31 décembre**	**729**	**727**	**681**	**672**	**692**
2	Métropole	652	631	625	617	636
3	Départements d'outre-mer	77	96	56	55	56
◆	**Catégorie pénale des mineurs incarcérés**					
4	Prévenus	461	416	391	397	379
5	Condamnés	268	311	290	275	313
6	*Part des prévenus (en %)*	*63*	*57*	*57*	*59*	*55*
◆	**Caractéristiques des mineurs incarcérés**					
	Sexe					
7	Garçons	690	702	656	648	675
8	Filles	39	25	25	24	17
	Âge					
9	Moins de 16 ans	90	77	57	65	64
10	De 16 ans à moins de 18 ans	639	650	624	607	628

Code	Définitions et méthode
6 à 17	En cas de condamnation d'un mineur pour plusieurs infractions, c'est la plus grave qui est retenue.
17	Sont comprises dans cette rubrique les infractions à la législation sur les étrangers.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire.

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Mineurs prévenus					
1	**Mineurs prévenus au 31 décembre**	**461**	**416**	**391**	**397**	**379**
◆	**Situation pénale**					
2	En cours d'instruction	416	349	333	333	310
3	En attente de comparution	26	41	38	33	31
4	En appel ou pourvoi	19	26	20	31	21
	Mineurs condamnés					
5	**Mineurs condamnés au 31 décembre**	**268**	**311**	**290**	**275**	**313**
◆	**Nature de l'infraction**					
6	**Atteintes à la personne**	**131**	**146**	**147**	**149**	**171**
7	Crimes de sang	6	3	2	5	5
8	Coups et blessures volontaires, coups à enfant	93	112	105	116	133
9	Homicides, blessures involontaires	11	10	7	12	8
10	Viols et autres agressions sexuelles	21	21	33	16	25
11	**Atteintes aux biens**	**108**	**113**	**98**	**86**	**99**
12	Vols qualifiés	47	31	32	33	47
13	Autres vols	50	58	48	44	44
14	Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux	11	24	18	9	8
15	**Atteintes à la santé publique**	**7**	**16**	**11**	**15**	**29**
16	Infractions à la législation sur les stupéfiants	7	16	11	15	29
17	**Autres infractions**	**22**	**36**	**34**	**25**	**14**
◆	**Peine prononcée**					
18	**Réclusion criminelle**	**1**	**5**	**1**	**0**	**1**
19	**Emprisonnement**	**267**	**306**	**289**	**275**	**312**
20	Moins de 6 mois	168	181	131	160	172
21	6 mois à moins de 1 an	57	74	91	77	72
22	1 an à moins de 3 ans	30	43	56	34	61
23	3 ans à moins de 5 ans	11	6	10	1	3
24	5 ans et plus	1	2	1	3	4

Code	Définitions et méthode
9	Le nombre de libérations recouvre à la fois les prévenus et les condamnés. Il s'agit de la libération de personnes qui étaient mineures à la date de leur libération.
17	Le nombre de libérations recouvre à la fois les prévenus et les condamnés. Il s'agit de la libération de personnes qui étaient mineures au moment de leur incarcération.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Fichier national des détenus

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Incarcérations de mineurs					
1	**Incarcérations de mineurs au cours de l'année**	**3 350**	**3 378**	**3 218**	**3 242**	**3 107**
◆	**Caractéristiques des mineurs incarcérés**					
	Sexe					
2	Garcon	3 180	3 218	3 051	3 087	2 946
3	Fille	170	160	167	155	161
	Âge					
4	Moins de 16 ans	430	417	424	408	424
5	16 à moins de 18 ans	2 920	2 961	2 794	2 834	2 638
	Nationalité					
6	Français	2 918	3 033	2 911	2 930	2 485
7	Étrangers	430	343	303	310	578
8	Non déclarés	2	2	4	2	44
	Libérations de personnes mineures à la date de leur libération					
9	**Libérations de mineurs au cours de l'année**	**2 782**	**2 831**	**2 769**	**2 494**	**2 564**
◆	**Durée de l'incarcération**					
10	Moins d'un mois	1 188	1 204	1 165	1 094	1 069
11	1 mois à moins de 2 mois	648	656	621	480	503
12	2 mois à moins de 3 mois	351	323	319	290	281
13	3 mois à moins de 6 mois	418	462	442	415	462
14	6 mois à moins d'un an	156	159	185	194	206
15	1 an à moins de 3 ans	21	27	37	21	43
16	3 ans à moins de 5 ans	0	0	0	0	0
	Libérations de personnes mineures à la date de leur incarcération					
17	**Libérations de mineurs au cours de l'année**	**4 103**	**4 138**	**3 337**	**3 016**	**3 047**
◆	**Durée de l'incarcération**					
18	Moins d'un mois	1 340	1 350	1 215	1 151	1 101
19	1 mois à moins de 2 mois	767	830	694	518	531
20	2 mois à moins de 3 mois	501	429	362	320	317
21	3 mois à moins de 6 mois	754	800	563	538	572
22	6 mois à moins d'un an	460	497	343	332	328
23	1 an à moins de 3 ans	237	207	137	135	174
24	3 ans à moins de 5 ans	44	25	23	22	24

Justice administrative et juridictions financières

Justice administrative et juridictions financières

L'organisation de la justice en France repose sur la distinction entre deux ordres de juridictions : d'une part, les juridictions judiciaires chargées sous le contrôle de la Cour de cassation des procès civils et pénaux, d'autre part les juridictions administratives chargées sous le contrôle du Conseil d'Etat de régler les litiges où l'administration française est mise en cause. En cas de conflit de compétence entre les deux ordres, le Tribunal des conflits désigne l'ordre compétent.

Le Tribunal des conflits

Le Tribunal des conflits a été créé pour déterminer, dans certains cas, si un litige relève de la compétence de l'ordre administratif ou de l'ordre judiciaire. Placé au-dessus des deux ordres, il est composé de façon paritaire de membres du Conseil d'État et de la Cour de cassation, et présidé par le Garde des Sceaux.

Le Conseil d'État

Placé au sommet des juridictions de l'ordre administratif, le Conseil d'État statuant au contentieux est juge en premier et dernier ressort pour un certain nombre de litiges : recours en annulation contre les décrets ou les actes réglementaires des ministres ; recours concernant la situation individuelle des fonctionnaires nommés par décret du Président de la République ; divers autres recours, notamment ceux concernant des actes de portée nationale. À côté des cours administratives d'appel, créées par la loi du 31 décembre 1987, il est juge d'appel de certains jugements rendus par les tribunaux administratifs, qui sont les juges de droit commun en premier ressort. Il est juge de cassation de toutes les décisions des juridictions administratives statuant en dernier ressort (ord. n° 45-1708 du 31 juillet 1945), y compris celles à caractère spécialisé ou professionnel : Conseils nationaux ou Ordres des médecins, chirurgiens-dentistes, pharmaciens, architectes, experts comptables ...
Présidé de droit par le Garde des Sceaux, le Conseil d'État est dirigé en fait par son vice-président.

Code	Définitions et méthode
1 à 4	**Le nombre de membres du tribunal des conflits est fixé par la loi.**
6	**Le conflit est positif** lorsque l'autorité administrative conteste à une juridiction de l'ordre judiciaire la connaissance d'un litige.
7	**Le conflit est négatif** lorsque des juridictions des deux ordres (administratif et judiciaire), saisies du même litige, se déclarent l'une et l'autre incompétentes pour en connaître.
8 à 10	**Conflits sur renvoi** : le décret n° 60-728 du 25 juillet 1960 a institué un chef de compétence particulier : le règlement des difficultés de compétence sur renvoi des juridictions de l'ordre administratif ou de l'ordre judiciaire. Celui-ci enlève, sinon toute valeur juridique, du moins la plus grande partie de leur portée pratique aux dispositions concernant le conflit négatif.
11	**Conflit de la loi de 1932** : le tribunal des conflits est appelé à statuer au fond, par application de la loi du 20 avril 1932, lorsque sur des litiges ayant le même objet, les juridictions administratives et les tribunaux judiciaires ont rendu des décisions définitives présentant une contrariété qui conduit à un déni de justice.
14	**Conflit positif :** cf. définition 6.
15	**Conflit négatif :** cf. définition 7.
16 à 18	Cf. définitions 8 à 10.
19	**Conflit de la loi de 1932 :** cf. définition 11.
22	Cette rubrique comprend toutes les décisions : celles qui règlent définitivement le litige, mais également les décisions avant-dire-droit, les décisions renvoyant l'affaire au tribunal des conflits ou aux tribunaux judiciaires, et les décisions sur des demandes de sursis à exécution.
23	Délai d'écoulement du stock : il est obtenu, pour une année donnée, en rapportant le nombre d'affaires terminées pendant l'année au stock d'affaires en instance au 31 décembre de cette même année.

Sources :

- Tribunal des conflits
  Rapport annuel d'activité du Tribunal des conflits
- Conseil d'État
  Rapport du Conseil d'État (La Documentation Française)

Tribunal des conflits

Code		2006	2007	2008	2009	2010
◆	**Membres du tribunal des conflits**					
1	Membres titulaires	8	8	8	8	8
2	Membres suppléants	2	2	2	2	2
3	Commissaires du gouvernement	2	2	2	2	2
4	Commissaires suppléants	2	2	2	2	2
◆	**Activité du Tribunal des conflits**					
5	**Nombre total d'affaires enregistrées**	**107**	**60**	**31**	**50**	**45**
6	Conflits positifs	38	11	4	3	7
7	Conflits négatifs	3	1	3	3	2
8	Conflits sur renvoi du Conseil d'État	1	5	0	3	6
9	Conflits sur renvoi de la Cour de cassation	0	5	1	0	1
10	Conflits sur renvoi des juridictions subordonnées	63	35	22	40	27
11	Conflits de la loi de 1932	2	0	0	1	2
12	Autres	0	3	1	0	0
13	**Nombre total d'affaires jugées**	**94**	**53**	**44**	**39**	**49**
14	Conflits positifs	33	14	7	4	6
15	Conflits négatifs	1	2	4	3	2
16	Conflits sur renvoi du Conseil d'État	4	3	4	0	4
17	Conflits sur renvoi de la Cour de cassation	0	2	6	0	1
18	Conflits sur renvoi des juridictions subordonnées	55	31	21	31	33
19	Conflits de la loi de 1932	1	1	0	1	3
20	Autres	0	0	2	0	0

Conseil d'État

Code		2006	2007	2008	2009	2010
◆	**Activité du Conseil d'État**					
21	Affaires nouvelles	11 578	11 745	11 840	11 361	10 268
22	Décisions rendues	12 700	12 527	11 714	11 106	11 690
23	*Délai d'écoulement du stock (en mois)*	*9,2*	*9,9*	*9,5*	*9,5*	*9,0*

Les cours administratives d'appel

Les cours administratives d'appel, instituées par la loi n° 87.1127 du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif, sont compétentes pour statuer sur les appels formés contre les jugements des tribunaux administratifs, à l'exception de ceux portant sur les recours en appréciation de légalité, sur des litiges relatifs aux élections municipales et cantonales, et sur les recours pour excès de pouvoir formés contre les actes réglementaires.

Il existe huit cours administratives d'appel siégeant à Bordeaux, Douai, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Paris et Versailles.

Code	Définitions et méthode
22	**Délai d'écoulement du stock** : il est obtenu, pour une année donnée, en rapportant le nombre d'affaires terminées pendant l'année au stock d'affaires en instance au 31 décembre de cette même année.
23	**Délai moyen de jugement des affaires** : il correspond à la durée qui s'écoule en moyenne entre l'enregistrement d'une affaire et sa notification.

Sources

- Conseil d'État
  Rapport du Conseil d'État (la Documentation Française)

Justice administrative et juridictions financières

Moyens

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Personnel des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs					
1	Membres du corps	964	990	1 019	1 058	1 083
1a	*dont conseillers*	*752*	*746*	*741*	*743*	*742*

Budget

Code		2006	2007	2008	2009	2010
2	**Crédits de paiement (en millions d'euros)**	**193,40**	**250,44**	**265,87**	**283,78**	**302,61**
2a	Dépenses de personnel [titre II]	149,60	205,50	217,44	231,84	247,89
2b	Fonctionnement, investissement, interventions [autres titres]	35,40	35,63	39,12	42,30	45,08
2c	Frais de justice	8,40	9,31	9,31	9,64	9,64

Juridictions

Cours administratives d'appel

Code		2006	2007	2008	2009	2010
3	**Nombre de cours administratives d'appel**	**8**	**8**	**8**	**8**	**8**
◆	**Affaires nouvelles**					
4	**Nombre total d'affaires soumises aux cours administratives d'appel**	**21 602**	**26 908**	**29 733**	**29 268**	**27 774**
	Répartition par cour d'appel					
5	Bordeaux	2 617	2 705	3 324	3 054	3 236
6	Douai	1 781	2 023	2 180	1 804	1 686
7	Lyon	2 609	2 984	2 921	3 020	2 952
8	Marseille	3 599	5 121	5 298	4 835	4 745
9	Nancy	1 667	1 836	1 863	1 922	2 056
10	Nantes	2 182	3 792	3 506	3 120	2 757
11	Paris	4 300	5 136	6 502	7 261	6 137
12	Versailles	2 847	3 311	4 139	4 252	4 205
◆	**Affaires terminées**					
13	**Nombre total d'affaires traitées par les cours administratives d'appel**	**26 414**	**26 473**	**27 485**	**29 307**	**28 783**
	Répartition par cour d'appel					
14	Bordeaux	3 656	3 199	4 005	3 626	3 283
15	Douai	1 814	1 818	1 969	2 042	1 899
16	Lyon	3 152	3 420	3 425	3 566	3 575
17	Marseille	3 888	3 967	4 548	5 046	4 565
18	Nancy	2 451	2 174	1 807	2 136	2 061
19	Nantes	2 612	3 814	2 852	2 673	2 923
20	Paris	6 030	5 210	5 458	6 200	6 472
21	Versailles	2 811	2 871	3 421	4 018	4 005
22	*Délai d'écoulement du stock (en mois)*	*13*	*13*	*14*	*13*	*13*
23	*Délai moyen de jugement des affaires (en mois)*	*27,1*	*17,5*	*14,3*	*13,8*	*13,7*

Les tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs interdépartementaux sont les juridictions administratives de droit commun. Leur ressort comprend de deux à six départements. Il existe quarante-deux tribunaux administratifs, trente et un siègent en France métropolitaine et onze en outre-mer.

Ils jugent le contentieux administratif en premier ressort, c'est-à-dire à charge d'appel devant les cours administratives d'appel, ou directement devant le Conseil d'État.

Code	Définitions et méthode
16	Les décisions avant-dire-droit, comme les décisions renvoyant l'affaire au Tribunal des conflits ou aux tribunaux judiciaires, ne sont pas comprises dans les affaires terminées.
31	**Délai d'écoulement du stock** : il est obtenu, pour une année donnée, en rapportant le nombre d'affaires terminées pendant l'année au stock d'affaires en instance au 31 décembre de cette même année
32	**Délai moyen de jugement des affaires** : il correspond à la durée qui s'écoule en moyenne entre l'enregistrement d'une affaire et sa notification.

Sources :

- Conseil d'État : Rapport du Conseil d'État (la Documentation Française)

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Nombre de tribunaux administratifs**	**38**	**38**	**42**	**42**	**42**
◆	**Affaires nouvelles**					
2	**Nombre total d'affaires soumises aux tribunaux administratifs**	**172 557**	**175 165**	**181 815**	**180 246**	**183 283**
	Nature du contentieux					
3	**Tous contentieux** [en %]	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
	dont :					
4	contentieux fiscal	12,5	12,2	11,6	11,8	12,4
5	étrangers	25,4	26,5	24,6	24,1	24,7
6	fonctionnaires et agents publics	10,9	10,2	10,7	10,9	10,2
7	agriculture	1,1	1,0	7,4	0,7	0,8
8	urbanisme et aménagement	7,4	7,5	12,3	6,0	6,4
9	police	11,7	13,2	12,4	11,5	10,8
10	élections	0,2	0,2	2,8	0,2	0,2
11	marchés et contrats	2,9	2,9	3,2	3,3	3,5
12	collectivités territoriales	2,2	2,0	2,3	2,1	2,2
13	logement	3,6	3,9	4,4	5,9	5,8
14	pensions	1,4	1,3	2,0	4,4	2,8
15	travail	4,1	4,2	3,8	3,9	3,8
◆	**Affaires terminées**					
16	**Nombre total d'affaires traitées par les tribunaux administratifs**	**173 907**	**182 645**	**192 109**	**195 908**	**194 020**
17	Métropole	168 468	177 961	186 413	189 075	187 584
18	Départements d'outre-mer et TOM	5 439	4 684	5 696	6 833	6 436
	Catégorie d'affaires (juridictions informatisées uniquement)					
19	Référés	23 474	24 828	25 943	25 315	27 181
20	*dont procédures d'urgence*	*14 231*	*13 855*	*14 175*	*14 332*	*16 091*
21	Affaires régies par des textes spéciaux	56 641	67 273	83 259	84 606	85 057
22	Requêtes fiscales	20 761	18 594	21 857	20 403	17 585
23	Requêtes normales	73 017	71 852	61 243	65 527	64 184
	Nature de la décision					
24	Satisfaction totale	29 452	34 370	36 259	39 998	42 815
24	Satisfaction partielle	7 539	8 822	9 491	11 254	12 423
26	Rejet	101 302	104 050	106 494	100 592	99 506
27	Désistement	17 956	18 568	19 339	19 806	15 958
28	Non-lieu	9 024	10 460	13 187	11 958	10 722
29	Renvoi	6 829	4 951	4 692	5 456	6 213
30	Indéterminé	1 805	1 326	2 570	6 787	6 370
31	Délai d'écoulement du stock (en mois)	15,5	14,5	13,4	12,8	11,4
32	Délai moyen de jugement des affaires (en mois) hors procédures d'urgence	19,3	16,9	16,7	16,6	16,2
33	Délai moyen référés "procédures d'urgence" (en jours)	23,0	21,0	21,0	19,0	20,0
	Nature du contentieux					
34	**Tous contentieux en (%)**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
	dont :					
35	contentieux fiscal	15,2	13,8	15,1	13,5	12,5
36	étrangers	26,2	28,7	26,7	23,4	23,7
37	fonctionnaires et agents publics	14,1	11,1	10,5	10,9	10,0
38	agriculture	1,3	1,2	1,0	0,9	0,8
39	urbanisme et aménagement	6,2	6,8	6,7	6,7	6,2
40	police	7,6	9,6	10,9	12,2	12,5
41	élections	0,2	0,2	2,5	0,4	0,2
42	marchés et contrats	3,1	2,8	2,9	3,0	3,1
43	logement	3,0	3,0	3,8	5,8	6,3
44	pensions	2,8	1,7	1,3	3,0	12,5
45	collectivités territoriales	2,1	2,1	2,2	2,2	2,0

La Cour des comptes

La Cour des comptes, créée en 1807, juge les comptes des comptables publics, sous réserve de la compétence que la loi attribue en premier ressort aux chambres régionales et territoriales des comptes. Elle statue sur les appels formés contre les décisions juridictionnelles rendues à titre définitif par les chambres régionales des comptes (art. L. 111-1 du Code des juridictions financières -CJF-). La Cour des comptes déclare et apure les gestions de fait, prononce des condamnations à l'amende, décharge de leur gestion les comptables soumis à son contrôle ou les met en débet en cas d'irrégularités mettant en jeu leur responsabilité financière.
La Cour des comptes vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques et s'assure du bon emploi des crédits, fonds et valeurs gérés par les services de l'État et par les autres personnes morales de droit public (art. L.111-3 du CJF). Elle assure la vérification des comptes et de la gestion des entreprises publiques (art. L.111-4 du CJF). Elle contrôle les institutions de la sécurité sociale (art. L.111-5 du CJF). Elle peut exercer un contrôle sur les organismes qui bénéficient du concours financier de l'État, d'une autre personne soumise à son contrôle ainsi que de la Communauté européenne et sur les organismes habilités à recevoir des taxes parafiscales, des impositions de toute nature et des cotisations légalement obligatoires, de même que sur les organismes habilités à recevoir des versements libératoires d'une obligation légale de faire (art. L. 111-7 du CJF). Elle peut également exercer un contrôle du compte d'emploi des ressources collectées par des organismes faisant appel à la générosité publique par des campagnes nationales (art. L. 111-8 du CJF).
La Cour des comptes peut déléguer aux chambres régionales des comptes le jugement des comptes et l'examen de la gestion de certains catégories d'établissement publics nationaux (art. L 111-9 du CJF).

Les chambres régionales et territoriales des comptes

A compter du 2 avril 2012, le siège et le ressort des chambres régionales des comptes sont fixés par décret en Conseil d'Etat. Leur nombre ne peut excéder vingt (art. L. 212-1 du CJF). Les membres de la chambre régionale des comptes sont des magistrats. Ils sont inamovibles (art. L. 212-7 et L. 212-8 du CJF).

La chambre régionale des comptes juge, dans son ressort, l'ensemble des comptes des comptables publics des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, ainsi que les comptes des personnes qu'elle a déclarées comptables de fait (art. L. 211-1 du CJF). Elle examine également la gestion des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (art. L. 211-8 du CJF). Elle "concourt au contrôle budgétaire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics" (art. L. 211-7 du CJF).

Code | Définitions et méthodes

Code	Définition
1	Y compris Premier président, procureur général, présidents de chambre, secrétaire général et secrétaires généraux adjoints, avocats généraux
2	Conseillers maîtres, conseillers référendaires, auditeurs
3	Rapporteurs à temps plein et à temps partiel, assistants, et experts et inspecteurs de certification (à partir de 2006)
12	**Lettre du président** : document comprenant les observations arrêtées par une formation délibérante et transmise à une autorité sous la signature d'un président de chambre de la Cour des comptes.
13	**Rapport particulier :** rapport dans lequel la Cour expose ses observations sur les comptes, l'activité, la gestion et les résultats d'une entreprise publique.
14	**Communication du procureur général** (CPG) : communication adressée par le procureur général, à la demande des présidents de chambre, aux directeurs et chefs de service des organismes contrôlés, leur signalant des irrégularités dans la gestion financière.
15	**Référés** : communications adressées par le Premier président de la Cour des comptes à un ministre pour attirer son attention sur des erreurs, des irrégularités, des dysfonctionnements constatés lors de l'examen des comptes et de la gestion et lui suggérer les moyens d'y remédier et d'améliorer la gestion.

Sources :

- Rapport de la Cour des comptes

Cour des comptes

Code		2006	2007	2008	2009	2010
◆	**Magistrats et personnel de la Cour des comptes**					
1	Magistrats de la cour	229	231	234	242	242
2	*dont personnels de contrôle*	211	214	216	223	223
3	Personnels de contrôle non magistrats	189	191	187	194	204
4	Personnel des services administratifs	257	266	262	273	273
◆	**Activité juridictionnelle**					
5	**Rapports déposés**	**1 155**	**1 145**	**1 201**	**1 253**	**1 208**
6	**Jugements des comptes : arrêts rendus et ordonnances**	**280**	**347**	**390**	**245**	**246**
	dont:					
7	gestion de fait	14	14	16	9	5
8	débets	33	45	39	20	53
9	Arrêts d'appel	31	56	42	31	53
10	Ordonnances				96	106
◆	**Activité non juridictionnelle**					
11	**Communications administratives**	**431**	**380**	**397**	**411**	**350**
12	Lettres du président	266	220	246	278	220
13	Rapports particuliers	34	17	27	25	30
14	Communications du Procureur général	72	74	59	39	39
15	Référés	31	38	42	44	26
16	Affaires pénales	28	31	23	25	35

Chambres régionales et territoriales des comptes

Code		2006	2007	2008	2009	2010
17	**Nombre de chambres régionales des comptes**	**26**	**26**	**26**	**26**	**26**
◆	**Magistrats, rapporteurs et personnel des chambres régionales des comptes**					
18	Magistrats	358	351	358	347	335
19	*dont présidents et vice présidents*	*27*	*27*	*27*	*27*	*27*
20	Personnels de contrôle non magistrats	337	349	336	328	330
21	Personnel des services administratifs	463	439	455	459	434
◆	**Activité juridictionnelle**					
22	**Jugements des comptes**	**11 790**	**9 701**	**9 330**	**5 741 ***	**4395***
◆	**Activité non juridictionnelle**					
23	Saisines en matière de contrôle des actes budgétaires	740	643	569	577	677
24	**Avis rendus en matière de contrôle des actes budgétaires**	**825**	**648**	**660**	**640**	**795**

* La loi du 28 octobre 2008 relative à la Cour des Comptes et aux Chambres Régionales des Comptes a modifié la procédure de jugement des comptes qu'ils soient patents ou de fait. A partir de 2009, le nombre de jugements des comptes regroupe :

le nombre de jugements délibérés
le nombre de débets
le nombre d'ordonnances signées.

Le Médiateur de la République

Origine et statut du Médiateur de la République

Le Médiateur de la République est une **autorité indépendante *sui generis***, instituée pour améliorer les rapports entre les citoyens et l'administration (loi n° 73-6 du 3-01-1973 instituant un médiateur, complétée par la loi n° 76-1211 du 24-12-1976 et la loi n° 89-18 du 13-01-1989, modifiée par la loi n° 92-125 du 6-02-1992 et la loi n° 2000-321 du 12-04-2000).

Le Médiateur de la République est nommé par décret du Président de la République pris en Conseil des ministres pour 6 ans non renouvelables. Il est inamovible et ne reçoit d'instruction d'aucune autorité.

Missions et moyens d'action du Médiateur de la République

Le Médiateur de la République est chargé de **rechercher une solution amiable aux différends entre les administrés et les services publics**, qu'il s'agisse de l'État, des collectivités locales, des établissements publics ou de tout autre organisme investi d'une mission de service public. L'action du Médiateur de la République constitue un mode de règlement non juridictionnel des conflits, qui contribue à réduire le nombre de recours contentieux. Ses interventions sont gratuites.

Le Médiateur de la République intervient **en cas de dysfonctionnement administratif ou d'iniquité.** Il adresse, pour y remédier, des recommandations aux administrations concernées. Il peut également présenter des propositions de réforme aux pouvoirs publics. Mais il ne dispose d'aucun moyen juridique contraignant, ni d'aucune voie d'exécution pour faire adopter les solutions qu'il préconise. Il s'appuie donc sur l'autorité morale qui lui est reconnue et utilise son " pouvoir " de persuasion.

Le Médiateur de la République et les juridictions

Par rapport au système juridictionnel, le Médiateur de la République occupe une place tout à fait particulière, puisqu'il peut être saisi à toutes les phases d'une procédure contentieuse :

- il peut être saisi **avant qu'une action en justice soit engagée**, mais cette saisine ne suspend pas les délais de recours contentieux.
- il peut être saisi **parallèlement à une procédure juridictionnelle**, mais il n'a pas le droit d'interférer dans le cours de cette procédure.
- il peut enfin être saisi **lorsqu'une d'une décision de justice a été rendue**, mais il ne peut remettre en cause son bien-fondé ; il intervient alors, soit pour demander à l'administration de renoncer à l'application d'une décision qui a des conséquences inéquitables pour le réclamant, soit pour enjoindre l'administration d'exécuter une décision rendue au profit du réclamant.

Organisation et déconcentration de l'Institution

Le siège du Médiateur de la République est **à Paris**.

La " médiature " est organisée en secteurs dont les attributions sont spécifiques. Le point d'entrée de la médiature est le secteur de la recevabilité, qui enregistre les demandes, vérifie leur recevabilité et leur conformité au champ de compétence du Médiateur de la République. Les réclamations sont ensuite réparties, selon leur nature, entre les secteurs d'instruction spécialisés : il s'agit des secteurs Affaires générales, Agents publics-Pensions, Fiscal, Justice et Social.

Le Médiateur de la République dispose également, **dans chaque département**, de délégués qui peuvent tenter de résoudre localement les affaires qui leur sont soumises ou les transmettre à la médiature, par l'intermédiaire d'un parlementaire lorsqu'elles mettent en cause une administration centrale, ou en fonction de leur complexité. La présence de ces " **délégués du Médiateur de la République** " a été officialisée par la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Jusqu'en 1999, ces délégués étaient au nombre de 123 et étaient installés dans les préfectures (de un à trois par département selon la démographie). Afin de renforcer le rôle de proximité de l'institution, le Médiateur de la République et le ministre délégué à la Ville se sont rapprochés en 2000 pour nommer des délégués dans les sites relevant de la politique de la Ville. Ces délégués sont installés dans des structures de proximité : maisons de la justice et du droit, maisons de service public, centres sociaux, mairies annexes …

Dans les départements dotés de plus de quatre délégués, un coordonnateur départemental peut être nommé par le Médiateur de la République pour garantir la cohésion de leur action auprès des services publics et assurer la liaison entre eux et avec la médiature.

Avertissement : L'institution du **Défenseur des droits**, prévue à l'article 71-1 de la Constitution a été concrétisée par la loi organique n°2011-333 du 29 mars 2011. Les missions dévolues au Médiateur de la République ont été transférées à cette nouvelle autorité administrative indépendante qui reprend également, depuis le 1 mai 2011, les missions du Défenseur des enfants, de la Commission nationale de déontologie de la sécurité et de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité.

Médiateur de la République

La loi n° 73-6 du 3 janvier 1973, instituant un médiateur, a été complétée par les lois n° 76-1211 du 24 décembre 1976 et n° 89-18 du 13 janvier 1989, et modifiée par la loi n° 92-125 du 6 février 1992.

Activité du siège parisien

Code	Définitions et méthode
	Toute personne physique, quels que soient sa nationalité et son domicile, et, depuis la loi du 6 février 1992, toute personne morale (sociétés, associations…) peuvent saisir gratuitement le Médiateur de la République. Au préalable, il est indispensable d'avoir effectué une première démarche auprès de l'administration en cause.
3, 4	Le Médiateur de la République doit être saisi par l'intermédiaire d'un parlementaire.
5 à 7	Il ne traite que les réclamations qui sont conformes à la loi du 3 janvier 1973, c'est-à-dire qui sont recevables et relèvent de sa compétence.
	Sont irrecevables les réclamations qui lui sont transmises directement, sans filtre parlementaire, ou en l'absence de démarche préalable auprès de l'administration.
	Ne relèvent pas de sa compétence les litiges privés, ceux qui mettent en cause des administrations étrangères, les conflits entre des agents publics en activité et l'administration qui les emploie, les réclamations qui tendent à contester une décision de justice.
8 à 14	Les réclamations traitées au siège de l'Institution relèvaient principalement du domaine social et des affaires générales. En 2009, la médiation est élargie au secteur de la santé, parachevant ainsi le champ de compétences de l'institution. À noter qu'à partir de 2003, la répartition entre les différents secteurs d'instruction a été modifiée. Ainsi, l'urbanisme relève désormais des affaires générales (et non plus du secteur Justice). Inversement, les questions relatives à l'état des personnes, à la nationalité et aux droits des étrangers ressortissent à la compétence du secteur Justice (et non plus des affaires générales).
15 à 16	Pour une large part des affaires dont il est saisi, le Médiateur de la République joue un rôle pédagogique : il donne des informations aux administrés ou leur explique, lorsque leur réclamation s'avère injustifiée, les décisions prises par l'administration à leur égard. En revanche, lorsqu'une réclamation lui semble fondée, il adresse à l'administration concernée toutes les recommandations qui lui paraissent de nature à régler les difficultés dont il est saisi. Lorsque le Médiateur de la République intervient, il obtient satisfaction dans la plupart des cas.

Sources :

- Le Médiateur de la République
  Rapport annuel au Président de la République et au Parlement (Imprimerie nationale)

Code		2006	2007	2008	2009	2010
◆	**Activité de l'Institution**					
1	**Nombre total d'affaires reçues par le Médiateur (siège parisien et délégués)**	**62 822**	**65 077**	**65 530**	**76 286**	**79 046**
◆	**Activité du siège parisien**					
2	■ **Réclamations reçues au siège parisien**	**6 948**	**6 716**	**7 176**	**13 222**	**15 552**
	Modes de transmission (en %)					
3	Saisine légale par l'intermédiaire d'un parlementaire	48,4	47,0	32,0	10,0	10,0
4	Saisine directe non légale	51,6	53,0	68,0	90,0	90,0
	Domaines d'intervention (en %)					
8	Affaires générales	34,7	31,6	28,6	13,5	14,8
9	Agents publics - pensions	14,6	14,1	17,5	7,0	6,7
10	Fiscal	13,1	13,1	11,5	8,0	7,1
11	Justice	22,1	22,2	24,1	10,2	12,1
12	Social	15,5	19,0	18,3	14,3	18,2
13	Santé et sécurité des soins	///	///	///	47,0	31,3
14	Autres médiateurs de service public	///	///	///	///	9,8
	Interventions et taux de réussite (en %)					
	Médiations tentées					
15	*Succès de la médiation*	*80,0*	*83,0*	*84,0*	*93,0*	*94,0*
16	*Échec de la médiation*	*20,0*	*17,0*	*16,0*	*7,0*	*6,0*

Code

Définitions et méthode

1 à 3

Les délégués du Médiateur de la République constituent l'échelon de proximité de l'Institution et peuvent être saisis directement par les réclamants qu'ils reçoivent sur simple demande. Cette facilité d'accès encourage les citoyens à s'adresser aux délégués pour régler des problèmes de toute nature. Aussi, au delà de leur mission de traitement des réclamations, les délégués ont développé un rôle important d'information et d'orientation, dans des domaines qui ne relèvent pas nécessairement de la compétence du Médiateur de la République.

En 2002, les notions relatives à l'activité des délégués ont été redéfinies de manière plus précise, à l'occasion de la mise en place d'un nouvel outil statistique à leur attention.
– Ne sont plus comptabilisés au titre de l'information et de l'orientation que les demandes qui correspondent à un temps de travail significatif des délégués, à l'exclusion des réponses à des demandes ponctuelles de renseignements.
– Sont considérées par ailleurs comme des réclamations les demandes qui, d'une part, relèvent du cadre général de compétence de l'institution défini par la loi du 3 janvier 1973 et, d'autre part, font état d'un véritable litige entre l'administration et le réclamant, ce qui implique des démarches préalables en dépit desquelles le désaccord persiste.
Les résultats chiffrés comptabilisés depuis l'année 2002 ne sont donc pas comparables à ceux des années précédentes du fait de la modification de l'outil de recueil de données.

11 à 16

Les délégués traitent directement les réclamations qui peuvent être réglées localement et obtiennent satisfaction dans la majorité des cas où ils interviennent. En revanche, les litiges qui dépassent le cadre local et mettent en cause une administration centrale requièrent l'intervention du siège. Pour ce type d'affaires, les délégués orientent les réclamants vers un parlementaire.

Sources :

- Le Médiateur de la République
  Rapport annuel au Président de la République et au Parlement (Imprimerie nationale)

Code		2006	2007	2008	2009	2010
◆	**Activité des délégués**					
1	■ **Affaires reçues par les délégués**	**55 874**	**58 361**	**58 354**	**63 064**	**63 494**
2	Demandes d'informations et de conseils	28 998	29 914	30 506	32 805	32 393
3	Réclamations	26 876	35 163	27 848	30 259	31 101
	Réclamations : domaines d'intervention (en %)					
4	Affaires générales *	31,0	36,0	41,0	38,0	37,0
5	Agents publics et pensions	2,0	2,0	3,0	3,0	3,0
6	Finance et fiscalité	15,0	13,0	11,0	10,0	10,0
7	Justice *	6,5	5,0	11,0	10,0	10,0
8	Social	32,0	32,0	34,0	39,0	40,0
9	Urbanisme *	7,0	7,0	///	///	///
10	Étrangers *	6,5	5,0	///	///	///
	Interventions et taux de réussite (en %)					
11	Traitement local	94,0	95,0	97,0	97,0	97,0
12	Réclamations non fondées	nd	nd	nd	12,0	12,0
13	Médiations tentées	nd	nd	nd	88,0	88,0
14	*Succès de la médiation*	*78,1*	*79,6*	*80,3*	*82,3*	*83,3*
15	*Échec de la médiation*	*21,9*	*20,4*	*19,7*	*17,7*	*16,7*
16	Transmission au siège parisien	6,0	5,0	3,0	3,0	3,0

* Depuis 2008 : urbanisme regroupé avec affaires générales ; étrangers regroupés avec justice

Aide juridictionnelle

Le système d'aide juridique instauré par la loi du 10 juillet 1991 et ses décrets d'application régit les conditions d'accès des plus démunis à la justice et au droit. Il comprend *l'aide juridictionnelle, l'aide à l'accès au droit, et l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue, de la médiation pénale et de la composition pénale.*

L'aide juridictionnelle est accordée en matière gracieuse ou contentieuse, en demande ou en défense, devant toute juridiction, aux personnes dont les ressources sont insuffisantes pour faire valoir leurs droits en justice.

La demande d'aide juridictionnelle doit être formée par écrit auprès du bureau compétent présent dans chaque juridiction concernée. Le bureau qui reçoit les demandes les instruit, et peut faire recueillir tous renseignements sur la situation financière de l'intéressé. Il décide de l'octroi de l'aide juridictionnelle ou du rejet de la demande.

Les dépenses qui autrement incomberaient au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle sont à la charge de l'État. Cependant l'aide juridictionnelle partielle laisse à son bénéficiaire la charge d'un honoraire fixé par convention avec l'avocat, ou d'un émolument au profit des officiers ministériels.

Il existe un bureau d'aide juridictionnelle dans chaque tribunal de grande instance, à la Cour de Cassation, au Conseil d'État, et auprès de la Commission des recours des réfugiés, devenue Cour nationale du droit d'asile en vertu de l'article 29 de la loi du 20 novembre 2007.

Aide juridictionnelle

Sources :

Depuis 1992, un répertoire est tenu par le bureau d'aide juridictionnelle (BAJ) de chaque tribunal de grande instance. L'exploitation de ce répertoire permet d'obtenir des données détaillées sur le système d'aide juridictionnelle né de la loi du 10 juillet 1991.

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer.

Code

Définitions et méthode

Il existe un bureau d'aide juridictionnelle (BAJ) dans chaque tribunal de grande instance, à la Cour de cassation, au Conseil d'État, et auprès la Commission des recours des réfugiés (devenue Cour nationale du droit d'asile en 2007).

Le BAJ établi au siège de tribunal de grande instance statue sur les demandes portées devant les juridictions de première instance de l'ordre judiciaire, ou de la cour d'assises. S'il y a lieu, le bureau comporte en outre une section pour les affaires portées devant le tribunal administratif, une section pour les affaires portées devant la cour d'appel, et une section pour les affaires portées devant la cour administrative d'appel.

2 et 3 Dont requêtes diverses à partir de 2009 : contestations, retraits, rétroactivités

4 et 5 La loi de juillet 1991 a conservé, en l'aménageant, la distinction entre l'**aide totale**, qui permet toujours à son bénéficiaire d'agir en justice sans charge financière aucune, et l'**aide partielle** qui laisse à sa charge une contribution forfaitaire au profit de son avocat.

Deux plafonds de ressources mensuelles ont été fixés en 1992 pour l'octroi de l'aide juridictionnelle. La loi du 30 décembre 1992 a rendu automatique chaque année la revalorisation des plafonds "comme la tranche la plus basse du barème de l'impôt sur le revenu".

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire de l'aide juridictionnelle

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Nombre total de demandes d'admission à l'aide juridictionnelle enregistrées au cours de l'année**	**1 024 659**	**1 062 486**	**1 048 099**	**1 067 454**	**1 078 341**
2	Aides juridictionnelles - Cour de cassation	10 829	10 315	9 170	9 677	9 414
3	Aides juridictionnelles - autres juridictions	1 013 830	1 052 171	1 038 929	1 057 777	1 068 927
◆	**Plafonds de l'aide juridictionnelle (en euros)**					
4	Aide juridictionnelle totale	859	874	885	911	915
5	Aide juridictionnelle partielle	1 288	1 311	1 328	1 367	1 372
◆	**Nature de la décision**					
6	Admissions - Cour de cassation	2 471	2 343	2 104	2 247	2 283
7	Rejets - Cour de cassation	8 685	7 941	6 632	7 342	6 842
8	Admissions - Autres juridictions	904 961	890 138	890 020	901 630	912 191
9	à l'aide totale	799 517	788 597	791 326	802 617	811 024
10	à l'aide partielle	105 444	101 541	98 694	99 013	101 167
11	Autres décisions - Autres juridictions	108 869	162 033	148 909	156 147	156 736
12	dont rejets	106 646	112 906	102 475	86 997	82 533
	Admissions (hors cassation)					
◆	**Nature des affaires admises à l'aide juridictionnelle**					
13	**Affaires civiles**	**457 436**	**440 563**	**423 022**	**433 258**	**445 467**
14	Aide totale	373 519	360 380	347 081	356 724	366 672
15	Aide partielle	83 917	80 183	75 941	76 534	78 795
16	**Affaires administratives**	**17 691**	**20 224**	**27 968**	**29 955**	**34 586**
17	Aide totale	16 475	19 244	26 464	28 250	33 019
18	Aide partielle	1 216	980	1 504	1 705	1 567
19	**Conditions d'entrée et de séjour des étrangers**	**40 293**	**39 820**	**38 140**	**39 519**	**37 700**
20	Aide totale	40 200	39 794	38 125	39 474	37 682
21	Aide partielle	93	26	15	45	18
22	**Affaires pénales**	**389 541**	**389 390**	**400 773**	**398 636**	**394 120**
23	Aide totale	369 323	368 752	379 545	377 923	373 570
24	Aide partielle	20 218	20 638	21 228	20 713	20 550
◆	**Admissions sur affaires civiles**					
25	**Toutes admissions**	**457 436**	**440 563**	**423 022**	**433 258**	**445 467**
26	Cours d'appel	41 782	39 820	36 100	39 201	38 870
27	Tribunaux de grande instance (hors jex)	270 820	258 635	246 530	249 347	257 509
28	*JAF divorces*	*124 000*	*116 388*	*107 955*	*109 350*	*112 461*
29	*JAF autres*	*100 284*	*99 678*	*98 797*	*99 773*	*105 415*
30	*Contentieux général*	*46 536*	*42 569*	*39 778*	*40 224*	*39 633*
31	Tribunaux pour enfants (assistance éducative)	33 970	35 486	36 424	37 777	40 531
32	Tribunaux d'instance (hors jex)	52 093	49 160	47 171	47 437	49 185
33	Jex (TGI et TI)	10 120	9 898	9 752	10 255	10 355
34	Conseils de prud'hommes	29 366	28 144	27 137	28 541	28 085
35	Tribunaux de commerce, TASS, autres	19 285	19 420	19 908	20 700	20 932
◆	**Admissions sur affaires pénales**					
36	**Toutes admissions**	**389 541**	**389 390**	**400 773**	**398 636**	**394 120**
37	Cour d'appel	11 146	11 367	11 436	12 014	11 674
38	Procédures criminelles	18 366	17 575	16 804	16 629	16 280
39	Cour d'assises	7 126	6 804	6 478	6 325	6 101
40	*dont assistance partie civile*	*3 968*	*3 896*	*3 824*	*3 870*	*3 693*
41	Instructions criminelles	11 240	10 771	10 326	10 304	10 179
42	*dont assistance partie civile*	*5 095*	*4 737*	*4 593*	*4 543*	*4 457*
43	Procédures correctionnelles	337 900	334 494	343 171	338 189	332 418
44	Tribunaux correctionnels	181 745	173 828	181 101	188 527	186 380
45	*dont assistance partie civile*	*32 069*	*31 614*	*32 239*	*33 331*	*32 010*
46	Juge d'instruction (y compris mineur)	94 442	99 277	100 466	91 525	89 621
47	*dont assistance partie civile*	*6 954*	*5 899*	*4 737*	*4 277*	*3 891*
48	Juge des enfants	35 876	34 962	34 862	32 382	31 071
49	Tribunaux pour enfants	25 837	26 427	26 742	25 755	25 346
50	Procédures contraventionnelles	5 423	4 688	5 040	4 965	4 917
51	Contrôle de l'enquête de police judiciaire, application des peines, mesures alternatives aux poursuites et compositions pénales	16 706	21 266	24 322	26 839	28 831

Code	Définitions et méthode
1 à 10	**Rejets** : le président du bureau d'aide juridictionnelle rejette les demandes manifestement irrecevables, dénuées de tout fondement, incomplètes ou dont l'auteur possède un revenu supérieur au plafond défini par la loi. Cependant dans ce dernier cas, l'aide juridictionnelle peut parfois être accordée au vu de la situation particulière du demandeur.
11 à 18	**Bénéficiaires** : l'aide juridictionnelle est accordée dans la majorité des cas à une personne ; elle l'est parfois à un couple (divorce), ou même plus rarement, à une association. Le système statistique en place ne comptabilise que les dossiers. Il est considéré par convention que le nombre de bénéficiaires à l'aide juridictionnelle est égal au nombre d'aides accordées. Il en résulte une légère sous-estimation du nombre de bénéficiaires.
15 à 18	Pour la **détermination des ressources**, le législateur a précisé que sont prises en compte les ressources de toute nature (salaires, loyers, rentes, retraites, pensions alimentaires ...), à l'exception des prestations familiales. Les ressources du requérant ne sont pas les seules à être considérées : s'y ajoutent celles des "personnes vivant habituellement au foyer". Une déduction supplémentaire des ressources est faite en fonction du nombre de personnes à charge. Les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI), de l'allocation du Fonds National de Solidarité, ou de l'allocation d'insertion, sont dispensés de plein droit de justifier l'insuffisance de leurs ressources. L'aide juridictionnelle peut être accordée à un demandeur justifiant des ressources supérieures au plafond de l'aide partielle si sa situation est jugée "particulièrement digne d'intérêt au regard de l'objet du litige ou des charges prévisibles du procès" (Art. 6 de la loi du 10 juillet 1991).
17	Ressources mensuelles inférieures ou égales à 915 Euros en 2010.
18	Ressources mensuelles supérieures à 915 Euros et inférieures ou égales à 1 372 Euros en 2010.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire de l'aide juridictionnelle

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Demandes d'admissions rejetées					
◆	**Nature des demandes rejetées**					
1	Affaires civiles	65 401	69 831	62 418	54 254	53 169
2	Affaires administratives	9 144	9 134	8 191	6 708	6 186
3	Conditions d'entrée et de séjour des étrangers	679	50	44	55	32
4	Affaires pénales	20 891	23 432	22 141	18 796	17 457
5	Demandes non renseignées	10 531	10 475	9 681	7 184	5 689
◆	**Motifs des rejets**					
6	Ressources supérieures au plafond	49 144	43 385	40 119	41 402	42 607
7	Absence de pièces justificatives	33 833	33 859	26 417	16 258	10 382
8	Demande irrecevable ou infondée	18 723	11 149	11 618	13 341	11 494
9	Autres motifs	4 946	5 575	1 679	5 891	8 459
10	Motifs non renseignés	-	18 954	22 642	10 105	9 591

Bénéficiaires

Code		2006	2007	2008	2009	2010
11	**Nombre total de bénéficiaires à l'aide juridictionnelle**	**904 961**	**890 138**	**890 020**	**901 630**	**912 191**
12	Aide totale	799 517	788 597	791 326	802 617	811 024
13	Aide partielle	105 444	101 541	98 694	99 013	101 167
14	**Montant total de la dépense d'aide juridictionnelle et d'aide à l'intervention de l'avocat (en Mo€)**	**300,41**	**324,13**	**306,76**	**308,40**	**321,20**
◆	**Ressources des bénéficiaires**					
15	Pas de ressources ou ressources non déclarées	452 928	461 312	477 116	482 459	484 422
16	Revenu minimum d'insertion, fonds national de solidarité, allocation d'insertion	80 767	74 564	68 243	56 174	24 348
17	Ressources ou situation permettant le bénéfice de l'aide totale	265 822	252 822	247 040	266 429	303 584
18	Ressources ou situation permettant le bénéfice de l'aide partielle	105 444	101 440	97 621	96 568	99 837

Auxiliaires de Justice

Nombreuses sont les professions qui participent à la mise en application du droit. L'évolution en cours dans l'organisation de ces professions tend à concilier les valeurs de la tradition et le désir de modernisation. À cet égard, la fusion des professions d'avocat et de conseil juridique a représenté une première étape vers l'unification des diverses professions, en vue d'assurer la protection des usagers du droit par la suppression de tout clivage entre le judiciaire et le juridique. Par ailleurs depuis la réforme de 1965, les greffes des juridictions sont tenus par des fonctionnaires des services judiciaires : seuls les greffiers des tribunaux de commerce demeurent officiers ministériels titulaires de charge. Enfin, la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 prévoit la suppression de la fonction d'avoué près la cour d'appel à compter du 1er janvier 2012.

On présente dans ce chapitre les professions judiciaires auxiliaires de la justice et les professions juridiques participant à la réalisation non contentieuse des droits, les unes et les autres exercées sous le contrôle de l'autorité judiciaire.

- Sont *auxiliaires de la justice* :
  - **les avocats** (profession organisée par la loi du 31 décembre 1971) ;
  - en qualité d'officiers ministériels, **les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation**, **les avoués près les cours d'appel**, **les greffiers des tribunaux de commerce**, et **les huissiers de justice** chargés des significations et de l'exécution forcée des actes ;
  - **les experts judiciaires**, participant à la procédure d'établissement de la preuve ;
  - **les syndics et administrateurs judiciaires**, auxiliaires des tribunaux de commerce désignés lorsqu'un débiteur est l'objet d'un règlement judiciaire ou d'une liquidation de biens ;
  - **les conciliateurs**, qui ont pour mission de faciliter le règlement amiable de certains différends.

- Les *professions juridiques,* organisées sous le contrôle du ministère de la Justice, comprennent **les notaires**, officiers ministériels conférant l'authenticité aux actes instrumentaires, et **les commissaires-priseurs judiciaires**, officiers ministériels chargés de la vente publique de biens meubles.

Code | Définitions et méthode

1, 2 **La loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 a créé une nouvelle profession dont les membres portent le titre d'avocat**. Elle se substitue aux professions d'avocat et de conseil juridique. Les membres de ces professions font d'office partie, s'ils n'y renoncent, de cette nouvelle profession. Les conseils juridiques inscrits sur la liste dressée par le Procureur de la République, à la date d'entrée en vigueur du titre 1er de la loi précitée, sont inscrits au tableau du barreau établi près le tribunal de grande instance auprès duquel ils sont inscrits comme conseil juridique, avec effet à la date de leur entrée dans la profession s'ils l'exerçaient avant le 16 Septembre 1972, ou de leur inscription sur la liste. Les membres de la nouvelle profession exercent l'ensemble des fonctions antérieurement dévolues aux professions d'avocat et de conseil juridique.
Les avocats font partie de barreaux établis auprès des tribunaux de grande instance. Chaque barreau est administré par un conseil de l'Ordre qui traite toutes les questions intéressant l'exercice de la profession, et veille à l'observation des devoirs des avocats ainsi qu'à la protection de leurs droits.

3 Depuis la réforme du 11 février 2004, le stage de 2 ans et la liste du stage ont été supprimés. Après l'obtention du CAPA, l'élève est directement inscrit au tableau de l'ordre comme avocat de plein exercice (loi n°2004-130 du 11 février 2004 réformant la profession d'avocat et décret n°2004-1386 du 21 décembre 2004 relatif à la formation professionnelle des avocats).
Auparavant, après l'obtention du CAPA et la prestation de serment, l'élève-avocat se devait d'effectuer un stage de 2 ans en qualité d'avocat stagiaire inscrit sur la liste du stage. C'est uniquement au terme des 2 ans, et après l'obtention de son certificat de fin de stage qu'il pouvait s'inscrire au tableau de l'ordre comme avocat de plein exercice.
Concernant les statistiques, à partir du 31/12/2007 (1er janvier 2008), l'ensemble des avocats recensés sont inscrits au tableau.

5 à 8 L'avocat peut exercer sa profession soit à **titre individuel**, soit au sein d'une **association**, d'une **société civile professionnelle**, d'une **société d'exercice libéral** ou d'une **société en participation**, toutes sociétés prévues par la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire, ou dont le titre est protégé. Il peut aussi exercer sa profession en qualité de salarié ou de collaborateur non salarié d'un avocat ou d'une association ou société d'avocats. Il peut enfin être membre d'un groupement d'intérêt économique, ou d'un groupement européen d'intérêt économique.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction des Affaires civiles et du Sceau
  Sous-direction des professions judiciaires et juridiques

Code		2006	2007	2008	2009	2010
1	**Nombre total d'avocats (au 31 décembre)**	**47 765**	**48 461**	**50 314**	**51 758**	**53 744**
2	Inscrits au tableau	39 524	48 461	50 314	51 758	53 744
3	Stagiaires	8 241	///	///	///	///
4	**Avocats inscrits au tableau**	**39 524**	**48 461**	**50 314**	**51 758**	**53 744**
	Mode d'exercice					
5	à titre individuel	15 122	17 401	17 928	17 838	19 837
6	en qualité d'associé	13 903	13 589	14 235	16 162	15 276
7	en qualité de collaborateurs	7 964	14 389	14 879	14 498	15 488
8	en qualité de salarié non associé	2 535	3 082	3 272	3 260	3 143
9	**Avocats titulaires de la mention de spécialisation**	**12 554**	**12 233**	**11 457**	**11 349**	**11 216**
	Nature de la mention de spécialisation					
10	Droit fiscal	1 815	1 756	1 707	1 675	1 636
11	Droit des sociétés	1 686	1 637	1 581	1 514	1 492
12	Droit social	2 090	2 089	1 890	1 897	1 889
13	Droit des personnes	1 504	1 448	1 260	1 230	1 188
14	Droit commercial	1 441	1 403	1 203	1 169	1 147
15	Droit immobilier	1 132	1 073	1 043	1 065	1 065
16	Droit économique	637	607	573	567	566
17	Droit pénal	619	611	607	618	607
18	Droit des mesures d'exécution	485	461	435	411	397
19	Droit public	408	413	424	449	470
20	Autres	737	735	734	754	759
21	**Avocats étrangers**	**1 427**	**1 450**	**1 535**	**1 569**	**1 709**
22	Union européenne	708	730	785	812	892
	dont :					
23	Royaume-Uni	156	150	163	168	185
24	Allemagne	197	205	204	204	214
25	Belgique	94	92	97	92	102
26	Hors union européenne	719	720	750	757	817
	dont :					
27	Afrique [hors Maghreb]	214	221	231	235	252
28	État-Unis d'Amérique	150	140	145	140	140
29	**Avocats inscrits dans un barreau français et étranger**	**1 799**	**1 955**	**2 069**	**2 185**	**2 368**

Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Avocats					
30	**Nombre d'avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation**	**91**	**93**	**97**	**97**	**99**
31	Avocats individuels	22	20	20	20	19
32	Avocats associés	69	73	77	77	80
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
33	Offices d'avocats	60	60	60	60	60
34	Sociétés civiles professionnelles	38	40	40	40	41

Code

Définitions et méthode

1 à 6

Les avoués près les cours d'appel (dont la suppression à compter du 1er janvier 2012 est prévue par la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011), les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, les greffiers de tribunal de commerce, les huissiers de justice, les notaires et les commissaires-priseurs exercent leur profession, soit à titre individuel, soit en groupe dans le cadre de sociétés civiles professionnelles.

Il peut être constitué entre personnes physiques exerçant une même profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé, et notamment entre officiers publics et ministériels, des **sociétés civiles professionnelles** qui jouissent de la personnalité morale. Ces sociétés ont pour objet l'exercice en commun de la profession de leurs membres..., ainsi que la mise en commun et le partage des bénéfices (loi n° 66-879 du 29 novembre 1966). Des décrets portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 29 novembre 1966 ont été pris ultérieurement pour les diverses professions concernées. Parmi les sociétés civiles professionnelles constituées entre officiers publics et ministériels, il faut distinguer les sociétés dites "titulaires d'un office", dans lesquelles les associés exercent en commun leur profession et ont le titre d'avocats associés auprès du Conseil d'État et de la Cour de cassation, d'avoués, de greffiers de tribunal de commerce, d'huissiers de justice, de notaires et de commissaires-priseurs associés, et les sociétés non titulaires d'un office, où chacun des associés exerce ses fonctions dans l'office dont il est titulaire ("sociétés d'huissiers de justice", "sociétés de notaires", "sociétés de commissaires-priseurs").

7 à 12

Les greffiers des tribunaux de commerce sont des officiers publics et ministériels (Art. L. 741-1 du Code de commerce). Aux termes de l'article 743-12 du Code de commerce, ils peuvent exercer leur profession à titre individuel, en qualité de salarié d'une personne physique ou morale titulaire d'un greffe de tribunal de commerce, sous forme de sociétés civiles professionnelles ou sous forme de sociétés d'exercice. Ils peuvent aussi être membres d'un groupement d'intérêt économique ou d'un groupement européen d'intérêt économique ou associés d'une société en participation. Les greffiers des tribunaux de commerce sont soumis, dans leur activité professionnelle, à des inspections sous l'autorité du garde des sceaux, ministre de la justice (Art. L. 743-1 du Code commerce et art. R.743-1 du même code).

13 à 19

Les huissiers de justice sont des officiers ministériels qui ont seuls qualité pour signifier les actes et les exploits, faire les notifications prescrites par les lois et règlements lorsque le mode de notification n'a pas été précisé, et ramener à exécution les décisions de justice, ainsi que les actes ou titres en forme exécutoire. Les huissiers de justice peuvent en outre procéder au recouvrement amiable ou judiciaire de toutes créances, et dans les lieux où il n'est pas établi de commissaire-priseur, aux prisées et ventes publiques de meubles et effets mobiliers corporels. Ils peuvent être commis par justice pour effectuer des constatations purement matérielles, exclusives de tout avis sur les conséquences de fait ou de droit qui peuvent en résulter. Ils peuvent également procéder à des constatations de même nature à la requête de particuliers. Dans l'un et l'autre cas, ces constatations n'ont que la valeur de simples renseignements.

Les huissiers-audienciers assurent le service personnel près les cours et tribunaux. "Ils peuvent également exercer à titre accessoire certaines activités ou fonctions. La liste de ces activités et fonctions ainsi que les conditions dans lesquelles les intéressés sont autorisés à les exercer sont sous réserve des lois spéciales, fixées par décret en Conseil d'État" (art. 1er de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945).
Les huissiers de justice résidant dans une même commune peuvent établir entre eux des groupements. Le groupement est la centralisation dans les mêmes locaux de deux ou plusieurs offices, ou services dépendant de ceux-ci, dont les titulaires conservent leurs propres activités et leur indépendance. Le groupement n'a pour but que de faciliter l'exécution du travail matériel et de réduire les frais d'exploitation, aussi les huissiers de justice membres d'un groupement sont-ils recensés comme huissiers individuels.

19

Le chiffre des clercs figurant dans ce tableau pour 2006 est celui de 2004, reporté tel quel.

20, 21

La fonction d'**administrateur judiciaire** peut être confiée par un tribunal de commerce, ou un tribunal de grande instance, à des administrateurs et syndics exerçant ces fonctions à titre de profession exclusive, et inscrits sur proposition du tribunal sur une liste dressée par la cour d'appel au début de chaque année judiciaire. D'autres personnes peuvent exercer ces fonctions à titre accessoire. Ce sont : les avocats, les huissiers de justice, les commissaires-priseurs. Ils doivent pour cela être inscrits sur la liste précitée.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction des Affaires civiles et du Sceau
  Sous-direction des professions judiciaires et juridiques

Avoués près les cours d'appel

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Avoués					
1	**Nombre total d'avoués près les cours d'appel**	**430**	**429**	**433**	**431**	**430**
2	Avoués individuels	55	55	53	53	53
3	Avoués associés	375	374	380	378	377
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
4	Offices d'avoués	230	230	231	231	231
5	Sociétés civiles professionnelles	174	174	177	176	176
6	Sociétés d'exercice libéral	1	1	1	2	2

Greffiers de tribunal de commerce

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Greffiers					
7	**Nombre total de greffiers de tribunal de commerce**	**245**	**245**	**241**	**230**	**233**
8	Greffiers individuels	79	76	64	39	36
9	Greffiers associés	166	169	177	190	197
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
10	Offices de greffiers	178	178	153	135	135
11	Sociétés civiles professionnelles	78	78	78	77	77
12	Sociétés d'exercice libéral	17	19	20	22	22

Huissiers de justice

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Huissiers					
13	**Nombre total d'huissiers de justice**	**3 272**	**3 273**	**3 263**	**3 257**	**3 237**
14	Huissiers individuels	909	860	823	785	719
15	Huissiers associés	2 363	2 383	2 440	2 472	2 518
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
16	Offices d'huissiers	2 018	2 009	1 992	1 954	1 877
17	Sociétés civiles professionnelles	1 104	1 114	1 117	1 099	1 108
18	Sociétés d'exercice libéral	19	25	47	58	46
	Clercs et employés					
19	Nombre total de salariés	11 014	nd	nd	nd	nd

Administrateurs judiciaires et mandataires liquidateurs

Code		2006	2007	2008	2009	2010
20	**Nombre total d'administrateurs judiciaires**	**115**	**116**	**114**	**113**	**115**
21	**Nombre total de mandataires liquidateurs**	**313**	**308**	**310**	**314**	**312**

Code

Définitions et méthode

1 à 7 **Les notaires** sont les officiers publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique, pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et expéditions (art. 1er de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945). Les notaires sont institués à vie et doivent résider dans le lieu qui leur est fixé par le Gouvernement.

Le notaire peut exercer sa profession soit à titre individuel, soit dans le cadre d'une société civile professionnelle ou d'une société d'exercice libéral, soit en qualité de salarié d'une personne physique ou morale titulaire d'un office notarial (art.1 bis de l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945).

4 Le notaire salarié, conformément aux dispositions du décret n°93-82 du 15 janvier 1993 portant application de l'article 1er ter de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 ajouté à compter du 1er janvier 1992 par la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990, est soumis aux dispositions législatives et règlementaires relatives à l'exercice des fonctions de notaire par des personnes physiques, à la déontologie et à la discipline notariales.

9 à 11 **Le commissaire-priseur judiciaire** est l'officier ministériel chargé de procéder, dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur, à l'estimation et à la vente publique aux enchères des meubles et effets mobiliers corporels. Il ne peut se livrer à aucun commerce en son nom, pour le compte d'autrui, ou sous le nom d'autrui, ni servir directement ou indirectement d'intermédiaire pour des ventes amiables. Les commissaires-priseurs judiciaires sont groupés en compagnies comprenant un ou plusieurs ressorts de cour d'appel (art. 1er et 3e de l'ordonnance n°45-2593 du 2 novembre 1945).

La loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires aux enchères publiques a libéralisé les ventes volontaires aux enchères en attribuant compétence pour y procéder aux sociétés de ventes volontaires. Elle a réservé aux officiers ministériels, et plus particulièrement aux commissaires-priseurs judiciaires, les ventes, les inventaires et prisées judiciaires en raison des garanties qu'offrent les officiers ministériels. Parmi les officiers ministériels, les commissaires-priseurs judiciaires sont les seuls à recevoir une formation spécifique et à consacrer aux ventes prisées judiciaires la totalité de leur activité professionnelle, à la différence des autres officiers ministériels pour lesquels il ne s'agit que d'une activité accessoire.

15 Les produits des ventes de la profession sont donnés par le chiffre 2004 qui a été reporté tel quel en 2006.

16 à 19 **Le conciliateur** a été institué par le décret du 20 mars 1978 avec pour mission de faciliter, en dehors de toute procédure judiciaire, le règlement amiable des différends portant sur des droits dont les intéressés ont la libre disposition. Il peut être saisi par toute personne physique ou morale. De manière générale, dans le cadre d'un procès civil, le juge peut désigner un conciliateur avec mission de concilier les parties (art. 129-1 du Code de procédure civile). Plus particulièrement, le juge d'instance peut déléguer à un conciliateur la tentative préalable de conciliation (art. 831 du Code de procédure civile).
Par décret du 13 décembre 1996, le "conciliateur" est devenu "conciliateur de justice".

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction des Affaires civiles et du Sceau
  Sous-direction des professions judiciaires et juridiques

Notaires

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Notaires					
1	**Nombre total de notaires**	**8 525**	**8 714**	**8 856**	**9 009**	**9 147**
2	Notaires individuels	1 839	1 801	1 781	1 784	1 756
3	Notaires associés	6 278	6 393	6 464	6 513	6 631
4	Notaires salariés	408	520	611	712	759
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
5	Offices de notaires	4 519	4 504	4 510	4 553	4 557
6	Sociétés civiles professionnelles	2 589	2 604	2 617	2 649	2 718
7	Sociétés d'exercice libéral	79	91	104	110	84
	Clercs et employés					
8	**Nombre total de salariés**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**	**48 710**

Commissaires-priseurs judiciaires

Code		2006	2007	2008	2009	2010
	Commissaires-priseurs judiciaires					
9	**Nombre total de commissaires-priseurs judiciaires**	**420**	**413**	**414**	**408**	**403**
10	Commissaires-priseurs judiciaires individuels	184	186	185	185	184
11	Commissaires-priseurs judiciaires associés	236	227	229	223	219
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
12	Offices de commissaires-priseurs judiciaires	320	319	318	316	315
13	Sociétés civiles professionnelles	124	120	118	114	114
14	Sociétés d'exercice libéral	10	10	11	13	13
	Chiffre d'affaires					
15	**Produits des ventes de la profession (en Mo d'euros)**	**230**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**

Conciliateurs de justice

Code		2006	2007	2008	2009	2010
16	**Nombre total de conciliateurs de justice**	**1 809**	**1 794**	**1 799**	**1 777**	**1 810**
17	**Nombre total de saisines**	**121 909**	**127 389**	**122 787**	**124 792**	**130 715**
18	**Nombre total d'affaires conciliées**	**68 543**	**70 399**	**73 261**	**72 024**	**75 919**
19	*Taux de conciliation (en %)*	*56,2%*	*55,3%*	*59,7%*	*57,7%*	*58,1%*

Activité par juridiction

Activité par juridiction

- Ces données sont mises à disposition et actualisées sur internet par le biais d'un outil convivial permettant de choisir le thème et le type de juridiction : www.justice.gouv.fr/statistiques.html. Il est possible d'exporter le tableau choisi en format tableur. Elles sont aussi fournies dans un fichier csv global sur la plate forme française d'ouverture des données publiques : www.data.gouv.fr, "les statistiques par juridiction".
- La carte judiciaire a été réformée depuis 2009 (cf. présentation en fin de volume).

Sources :

Ces statistiques sont issues du répertoire général civil des cours d'appel en 2009. Elles fournissent une ventilation, par juridiction, des données présentées dans le chapitre "Justice civile".

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 2006) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Affaires civiles des cours d'appel

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des cours d'appel en matière civile, le lecteur se reportera aux définitions présentées au chapitre "Activité des juridictions - Cours d'appel".

L'infirmation consiste en l'annulation totale ou partielle par la cour d'appel de la décision des premiers juges. Elle est basée sur le fond du droit, ou seulement sur la forme (procédure).

Durée moyenne : pour chaque affaire civile terminée en 2009, la durée est calculée comme l'intervalle entre la date de saisine et la date de jugement. Pour une juridiction donnée, la durée moyenne présentée est la moyenne arithmétique des durées de traitement de toutes les affaires ayant fait l'objet d'une décision entre le 1er janvier et le 31 décembre, tous types d'affaires et tous contentieux confondus.

Avertissement : une durée moyenne plus élevée pour une juridiction peut traduire non seulement une situation d'encombrement, mais encore une proportion importante d'affaires complexes (relevant par exemple du droit de la responsabilité), un recours important à des expertises, une efficacité moindre des auxiliaires de justice, une proportion moindre de dessaisissements (leur durée est généralement plus courte que celle des affaires jugées au fond), voire une volonté d'évacuer les affaires les plus anciennes du stock.

Activité civile par cour d'appel en 2009

Siège	*Population du ressort au 1er janvier 2006*	Affaires nouvelles au fond	Affaires terminées au fond				Stock au 31/12/2009 (y compris référés)	*Ancienneté du stock (en mois)*
				dont arrêts		*Durée moyenne (en mois)*		
					dont infirmations			
Toutes cours d'appel	***63 185 925***	**204 532**	**204 267**	**140 991**	**32 562**	**12,5**	**219 958**	**9,9**
Agen	*673 198*	1 802	1 949	1 454	323	11,0	1 702	9,6
Aix-en-Provence	*4 150 189*	23 720	23 716	15 677	3 751	13,8	26 906	9,8
Amiens	*1 894 355*	5 051	5 343	3 589	808	11,2	5 315	9,1
Angers	*1 619 143*	2 836	2 910	2 155	399	9,7	2 410	8,0
Bastia	*294 118*	1 471	1 481	1 056	300	12,6	1 536	10,1
Besançon	*1 150 624*	2 632	2 621	1 961	505	11,4	2 740	8,8
Bordeaux	*2 144 847*	7 157	7 489	5 508	1 345	11,8	7 255	9,1
Bourges	*769 854*	1 602	1 744	1 249	268	7,3	990	5,1
Caen	*1 456 793*	3 660	3 827	2 688	646	12,0	4 495	10,0
Chambéry	*1 099 345*	2 858	2 878	2 027	405	9,5	2 412	7,3
Colmar	*1 815 493*	6 094	6 767	4 302	863	13,4	5 981	11,0
Dijon	*1 254 181*	3 374	3 189	2 356	572	8,5	2 565	6,4
Douai	*4 018 644*	11 981	12 797	9 509	2 118	9,8	10 310	7,3
Grenoble	*1 768 851*	5 347	5 395	3 898	1 101	12,4	5 635	11,2
Limoges	*730 920*	1 875	1 901	1 431	367	8,7	1 472	7,5
Lyon	*2 977 664*	7 945	8 633	6 431	1 485	10,5	7 641	7,7
Metz	*1 036 721*	4 120	4 039	2 622	464	20,6	7 229	15,6
Montpellier	*2 047 552*	8 628	8 860	6 590	1 696	8,5	6 594	6,4
Nancy	*1 298 973*	3 362	4 212	3 152	676	18,9	4 392	13,3
Nîmes	*1 600 445*	5 341	5 747	3 993	938	14,2	6 734	11,4
Orléans	*1 550 819*	3 546	3 539	2 605	680	8,1	2 504	6,0
Paris	*7 783 530*	34 780	30 263	19 558	4 324	14,6	44 555	11,1
Pau	*1 227 412*	4 169	4 643	3 287	714	12,9	4 548	10,1
Poitiers	*1 974 271*	4 333	4 535	2 941	592	15,4	5 626	11,6
Reims	*1 151 198*	3 117	3 313	2 165	407	10,5	2 790	7,7
Rennes	*4 328 535*	8 826	7 808	5 318	981	13,4	10 878	9,9
Riom	*1 335 938*	3 467	3 448	2 655	548	8,8	2 735	5,9
Rouen	*1 811 055*	5 688	5 906	4 093	1 494	9,9	4 685	9,8
Toulouse	*1 924 803*	6 613	6 745	4 647	912	13,0	7 334	9,6
Versailles	*4 510 070*	12 993	12 407	8 109	2 014	11,6	13 279	8,1
Basse-Terre	*400 736*	2 100	2 024	1 090	218	17,2	2 589	12,9
Fort-de-France	*603 686*	1 162	1 372	849	200	13,7	1 953	15,4
Saint-Denis-de-la-Réunion	*781 962*	2 282	2 215	1 587	380	10,9	2 168	8,6
Papeete	*Nd*	600	551	439	68	22,7	-	-

Activité par juridiction

Sources :

En matière pénale, les données présentées sont issues de l'exploitation des états annuels de la statistique pénale (dits "Cadres du parquet"). Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre "Justice pénale".

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des cours d'assises et des cours d'appel en matière pénale (notamment la chambre des appels correctionnels, la chambre de l'instruction et la chambre de l'application des peines), le lecteur se reportera aux définitions présentées au chapitre "Activité des juridictions - Juges d'instruction, Cour d'assises, Cours d'appel".

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 2006) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Chambre des appels correctionnels

Les décisions rendues comprennent les arrêts et les ordonnances.

Le nombre d'arrêts rendus inclut les décisions pénales ou sur intérêts civils de la chambre des appels correctionnels, ainsi que les arrêts constatant un désistement d'appel ou une extinction de l'action publique, les arrêts statuant sur une requête en confusion de peines ou en dispense d'inscription au bulletin n° 2 du casier judicaire (CPP art. 775-1), les arrêts rendus en matière de détention provisoire ou encore statuant sur l'appel d'un jugement avant dire droit (CPP art. 570).

Chambre de l'instruction

Sont inclus les arrêts rendus sur appel d'ordonnances de mise en accusation (art. 186-2 CPP), les arrêts statuant sur l'appel des décisions juridictionnelles rendues par les juges d'instruction et les arrêts statuant en matière de détention provisoire et de contrôle judiciaire qui sont isolés dans le tableau.

Arrêts sur mesures de sûreté : il s'agit des arrêts concernant les mesures de contrôle judiciaire et de détention provisoire.

Chambre de l'application des peines

Depuis le 1er janvier 2005, les appels contre les décisions du JAP relèvent de la chambre de l'application des peines ou de son président et non plus de la chambre des appels correctionnels.
Sont inclus dans cette rubrique les arrêts et ordonnances de la chambre d'application des peines ainsi que les ordonnances du président de la chambre [art. 505-1, D 49-2 et D 49-44-1].

Cours d'assises

Sont présentés ici les arrêts rendus en matière pénale par les cours de premier ressort et d'appel. Sont exclus les arrêts ne portant que sur les intérêts civils. Il s'agit d'arrêts portant sur des affaires et non des condamnations/personne.

Activité pénale par cour d'appel en 2009

Siège	*Population du ressort au 1er janvier 2006*	Chambre des appels correctionnels			Chambre de l'application des peines		Chambre de l'instruction			Cour d'assises		
		Décisions rendues	dont décisions sur jugt correct. ou de police	Affaires en cours au 31/12/2009	Décisions rendues	Affaires en cours au 31/12/2009	Décisions rendues	dont arrêts sur mesures de sûreté	Affaires en cours au 31/12/2009	Arrêts rendus en 1er ressort	Arrêts rendus en appel	Affaires en cours au 31/12/2009
Toutes cours d'appel	***63 185 925***	**52 627**	**39 312**	**32 165**	**16 145**	**2 214**	**36 091**	**17 419**	**4 791**	**2 172**	**487**	**2 061**
Agen	*673 198*	479	381	175	121	25	339	109	15	18	4	12
Aix-en-Provence	*4 150 189*	4 545	3 438	4 549	1 497	159	3 629	2 052	60	141	47	107
Amiens	*1 894 355*	1 411	911	458	704	132	632	394	50	75	14	72
Angers	*1 619 143*	845	601	242	257	52	567	260	43	35	2	62
Bastia	*294 118*	325	270	184	79	16	373	162	24	14	2	8
Besançon	*1 150 624*	1 078	832	521	441	27	258	117	1	39	3	21
Bordeaux	*2 144 847*	1 420	1 010	143	412	42	1 276	659	17	90	15	76
Bourges	*769 854*	556	417	127	175	19	166	49	19	38	6	18
Caen	*1 456 793*	1 002	738	620	437	72	372	181	36	38	3	48
Chambéry	*1 099 345*	886	630	511	287	50	375	141	31	34	14	11
Colmar	*1 815 493*	1 506	1 071	759	332	48	447		73	68	10	54
Dijon	*1 254 181*	954	776	512	286	15	439	206	52	36	15	23
Douai	*4 018 644*	3 352	2 241	1 449	1 490	156	2 754	898	79	132	23	104
Grenoble	*1 768 851*	1 502	1 112	865	399	36	769	370	31	42	12	57
Limoges	*730 920*	543	360	125	462	44	174	77	0	16	2	12
Lyon	*2 977 664*	1 946	1 446	1 474	613	69	2 385	944	240	124	22	88
Metz	*1 036 721*	1 372	822	725	210	73	548	194	53	36	5	38
Montpellier	*2 047 552*	2 064	1 671	691	387	29	1 360	629	63	78	19	71
Nancy	*1 298 973*	1 455	1 115	392	372	88	777	325	48	55	29	102
Nîmes	*1 600 445*	1 190	829	856	462	187	706	411	2	44	21	49
Orléans	*1 550 819*	986	753	711	178	19	627	275	37	40	16	23
Paris	*7 783 530*	9 859	8 156	7 746	2 014	389	8 791	5 203	3 144	258	58	326
Pau	*1 227 412*	970	673	699	328	40	449	173	28	33	5	27
Poitiers	*1 974 271*	1 119	776	349	456	45	513	192	79	42	3	47
Reims	*1 151 198*	1 180	848	804	473	98	535	293	17	62	9	49
Rennes	*4 328 535*	2 323	1 459	1 552	876	49	1 206	574	208	90	20	94
Riom	*1 335 938*	825	600	330	260	27	441	69	25	43	11	48
Rouen	*1 811 055*	1 105	784	779	479	32	579	291	30	84	10	53
Toulouse	*1 924 803*	1 474	1 076	738	375	48	891	447	14	65	32	37
Versailles	*4 510 070*	3 254	2 736	2 319	959	93	2 380	1 073	188	119	22	86
Basse-Terre	*400 736*	371	244	329	85	9	504	349	20	37	15	75
Fort-de-France	*603 686*	357	229	294	63	13	525	100	32	102	11	140
St-Denis-de-la-Réunion	*781 962*	373	307	137	176	13	304	79	32	44	7	23

Sources :

Ces statistiques sont issues du répertoire général civil des TGI en 2009. Elles fournissent une ventilation, par juridiction, des données présentées dans le chapitre “Justice civile”.

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 2006) est fournie pour éclairer les différences d’activités entre juridiction.

Affaires civiles des tribunaux de grande instance : pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des TGI en matière civile, le lecteur se reportera aux définitions présentées au chapitre “Activité des juridictions - TGI”.

Divorces prononcés : il s’agit des décisions qui font droit aux demandes de divorce, quelle qu’en soit la modalité (consentement mutuel, accepté, faute ou altération définitive du lien conjugal) ainsi que les conversions de séparation de corps en divorce.

Durée moyenne : pour chaque affaire civile terminée en 2009, la durée est calculée comme l’intervalle entre la date de saisine et la date de jugement. Pour une juridiction donnée, la durée moyenne présentée est la moyenne arithmétique des durées de traitement de toutes les affaires ayant fait l’objet d’une décision entre le 1er janvier et le 31 décembre, tous types d’affaires et tous contentieux confondus .

Avertissement : une durée moyenne plus élevée pour une juridiction peut traduire non seulement une situation d’encombrement, mais encore une proportion importante d’affaires complexes (relevant par exemple du droit de la responsabilité), un recours important à des expertises, une efficacité moindre des auxiliaires de justice, une proportion moindre de dessaisissements (leur durée est généralement plus courte que celle des affaires jugées au fond), voire une volonté d’évacuer les affaires les plus anciennes du stock.

Activité civile des tribunaux de grande instance en 2009
(hors activité commerciale)

Siège	*Population du ressort au 1er janvier 2006*	Affaires au fond et procédures particulières				Procédures de référé	Toutes affaires terminées (1+2)		Stock (hors référés) au 31/12/2009	Age moyen du stock (hors référés) au 31/12/2009 (en mois)
		Affaires nouvelles	Affaires terminées (1)			Affaires terminées (2)				
				dont divorces prononcés	*Durée moyenne des divorces (en mois)*			*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*		
Ensemble des TGI	***63 185 925***	**831 475**	**817 289**	**130 563**	**12,2**	**117 190**	**934 479**	**7,1**	**584 508**	**13,4**
Abbeville	***127 892***	1 328	1 505	274	14,0	139	1 644	8,3	700	11,5
Agen	***230 096***	2 346	2 580	438	11,3	276	2 856	6,6	1 708	11,8
Aix-en-Provence	***715 635***	9 919	9 569	1 677	12,4	1 938	11 507	8,8	8 442	13,9
Ajaccio	***135 718***	1 819	2 132	263	11,8	466	2 598	10,7	1 543	20,0
Albertville	***152 852***	2 012	1 984	306	12,0	413	2 397	8,0	1 494	14,7
Albi	***177 880***	2 820	2 847	379	8,3	320	3 167	5,3	1 241	9,5
Alençon	***141 308***	1 709	1 694	276	9,6	124	1 818	5,9	839	9,2
Alès	***143 284***	1 965	1 864	303	7,4	186	2 050	5,1	1 003	9,0
Amiens	***356 755***	4 702	4 601	700	8,6	457	5 058	5,2	2 526	8,6
Angers	***594 477***	4 649	4 592	899	14,6	877	5 469	8,5	3 967	12,9
Angoulême	***347 037***	4 545	4 806	785	12,9	327	5 133	7,4	2 416	10,4
Annecy	***249 501***	3 315	3 278	584	12,8	519	3 797	6,3	2 328	6,3
Argentan	***151 571***	1 571	1 467	198	9,3	157	1 624	5,0	819	9,2
Arras	***305 925***	3 742	3 973	702	12,8	321	4 294	6,6	1 902	9,8
Auch	***181 375***	1 844	1 844	346	8,1	319	2 163	6,9	1 236	12,1
Aurillac	***149 682***	1 293	1 256	193	8,7	150	1 406	5,5	737	10,7
Auxerre	***178 898***	1 889	2 025	362	14,8	228	2 253	8,5	1 508	15,2
Avesnes-sur-Helpe	***234 656***	3 296	3 009	457	9,4	163	3 172	4,7	1 732	11,5
Avignon	***318 098***	5 444	4 920	825	13,4	864	5 784	7,5	4 695	12,4
Avranches	***128 915***	1 098	1 083	194	13,6	121	1 204	6,9	782	15,1
Bar-le-Duc	***107 485***	1 125	1 239	223	12,3	92	1 331	7,3	617	13,9
Bastia	***158 400***	2 756	2 942	314	8,6	514	3 456	6,7	1 663	14,7
Bayonne	***266 312***	4 144	4 109	585	10,8	750	4 859	5,9	2 391	14,1
Beauvais	***343 392***	4 223	3 745	574	9,5	360	4 105	6,2	3 117	10,1
Belfort	***141 201***	1 536	1 511	368	11,3	139	1 650	6,5	851	8,2
Belley	***88 745***	567	689	139	7,4	73	762	4,7	-	-
Bergerac	***157 810***	2 465	2 285	350	13,6	216	2 501	7,7	1 880	14,5
Bernay	***139 044***	1 398	1 364	212	12,5	170	1 534	5,8	972	12,7
Besançon	***350 275***	3 986	3 789	662	12,6	390	4 179	6,8	2 503	11,4
Béthune	***605 143***	5 629	5 692	1 436	11,9	1 624	7 316	7,4	4 506	10,8
Béziers	***282 843***	5 106	5 212	694	12,7	806	6 018	9,0	3 635	11,7
Blois	***325 182***	3 290	3 352	606	13,4	487	3 839	7,6	2 508	18,0
Bobigny	***1 491 970***	28 987	27 296	3 254	12,0	2 329	29 625	5,6	15 600	10,8
Bonneville	***173 495***	2 246	2 339	421	14,5	388	2 727	10,6	1 911	15,5
Bordeaux	***1 252 533***	16 039	16 221	3 090	14,7	2 972	19 193	8,9	13 215	16,4
Boulogne-sur-Mer	***384 791***	6 195	6 633	688	10,2	594	7 227	4,9	2 542	9,9
Bourg-en-Bresse	***477 995***	5 224	4 691	1 011	11,2	503	5 194	6,2	3 517	10,2
Bourges	***314 675***	3 473	3 455	547	13,5	290	3 745	6,4	2 849	17,7
Bourgoin-Jallieu	***184 587***	2 144	2 242	547	11,9	286	2 528	7,4	1 199	9,9
Bressuire	***156 768***	1 136	1 038	231	11,3	55	1 093	7,4	871	12,1
Brest	***361 877***	3 619	3 549	577	11,7	472	4 021	6,6	2 391	11,7
Briey	***160 735***	1 865	1 866	366	9,7	164	2 030	6,5	1 233	11,0
Brive-la-Gaillarde	***127 079***	1 385	1 414	268	12,2	321	1 735	7,9	1 171	11,7
Caen	***525 598***	6 687	6 413	1 057	13,5	673	7 086	7,1	4 017	10,7
Cahors	***169 531***	1 616	1 600	282	10,3	181	1 781	7,7	1 231	13,1
Cambrai	***158 579***	2 388	2 343	336	7,6	196	2 539	4,6	1 131	7,7
Carcassonne	***196 590***	2 623	2 523	419	11,1	323	2 846	5,8	1 574	12,1
Carpentras	***216 193***	3 142	3 034	518	13,8	456	3 490	7,1	2 120	13,0
Castres	***187 455***	2 392	2 257	312	8,8	217	2 474	6,1	1 626	12,4
Chalons-en-Champagne	***255 447***	2 760	2 714	462	12,3	257	2 971	7,1	1 912	12,2
Châlon-sur-Saône	***338 228***	3 368	3 315	679	11,6	304	3 619	7,4	2 758	13,4
Chambéry	***250 238***	3 734	3 585	555	7,9	358	3 943	5,7	2 474	14,6
Charleville-Mézières	***285 653***	2 996	2 665	382	14,7	256	2 921	7,1	2 460	13,9
Chartres	***421 114***	4 622	4 539	756	12,5	460	4 999	6,2	3 020	12,1
Chateauroux	***232 959***	2 328	2 403	421	10,6	266	2 669	6,3	1 352	11,8
Chaumont	***187 652***	1 998	1 731	299	9,0	153	1 884	6,2	1 147	10,0
Cherbourg	***191 221***	2 332	2 116	344	11,2	181	2 297	7,1	2 046	15,2
Clermont-Ferrand	***508 806***	4 959	5 147	1 025	13,8	1 506	6 653	7,9	4 107	13,0
Colmar	***359 702***	3 800	3 570	768	11,7	462	4 032	7,6	3 031	11,6
Compiègne	***179 296***	2 198	2 109	368	12,9	236	2 345	6,8	1 363	10,0
Coutances	***172 427***	1 658	1 621	294	13,8	143	1 764	6,6	1 102	13,0

I/III

Activité civile des tribunaux de grande instance en 2009
(hors activité commerciale)

Siège	*Population du ressort au 1er janvier 2006*	Affaires au fond et procédures particulières				Procédures de référé	Toutes affaires terminées (1+2)		Stock (hors référés) au 31/12/2009	Age moyen du stock (hors référés) au 31/12/2009 (en mois)
		Affaires nouvelles	Affaires terminées (1)			Affaires terminées (2)				
				dont divorces prononcés	*Durée moyenne des divorces (en mois)*			*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*		
Créteil	***1 298 340***	17 790	17 225	2 571	12,1	1 955	19 180	7,1	11 813	12,5
Cusset	***141 130***	2 056	2 039	280	9,7	282	2 321	5,6	1 040	12,3
Dax	***196 899***	1 989	1 833	396	11,7	318	2 151	7,9	1 620	11,5
Dieppe	***208 754***	2 129	2 150	388	12,4	271	2 421	6,6	1 321	16,8
Digne	***154 501***	2 250	2 333	369	12,1	349	2 682	9,6	1 736	17,3
Dijon	***517 168***	6 467	6 128	1 046	13,9	802	6 930	7,6	5 107	13,0
Dinan	***108 377***	848	926	153	16,3	111	1 037	8,1	886	17,3
Dole	***127 189***	1 281	1 130	251	9,4	100	1 230	5,9	968	15,0
Douai	***247 506***	2 873	2 960	553	10,7	292	3 252	5,4	1 555	11,1
Draguignan	***429 797***	8 855	8 656	1 155	14,9	1 679	10 335	7,6	6 547	14,6
Dunkerque	***256 702***	2 756	2 694	640	10,1	341	3 035	6,6	1 853	11,2
Epinal	***285 547***	2 466	2 628	541	13,7	377	3 005	8,5	2 027	15,0
Evreux	***428 177***	5 481	5 607	937	10,1	468	6 075	5,8	2 198	6,7
Evry	***1 198 273***	12 532	12 836	2 401	13,4	1 618	14 454	7,6	9 360	14,4
Foix	***146 289***	1 992	1 968	357	8,1	200	2 168	4,9	1 028	12,3
Fontainebleau	***181 529***	2 015	1 964	371	13,6	205	2 169	7,6	1 405	11,2
Gap	***130 752***	2 121	2 303	313	11,4	319	2 622	8,3	1 477	16,7
Grasse	***551 930***	10 068	10 074	1 321	12,8	2 818	12 892	7,2	8 570	18,1
Grenoble	***729 140***	8 603	7 987	1 491	13,5	1 304	9 291	8,0	6 987	14,9
Guéret	***123 401***	1 194	1 200	163	14,5	237	1 437	8,2	782	18,1
Guingamp	***176 748***	1 878	1 904	240	13,4	218	2 122	5,4	1 033	9,6
Hazebrouck	***119 082***	1 315	1 280	245	11,1	240	1 520	4,7	635	7,5
La Rochelle	***380 609***	2 507	2 542	350	12,0	380	2 922	6,3	1 797	12,1
La Roche-sur-Yon	***215 352***	2 450	2 436	539	13,6	274	2 710	8,1	2 119	13,1
Laon	***197 940***	2 518	2 460	400	8,2	131	2 591	4,9	1 220	9,6
Laval	***299 000***	2 737	2 712	432	10,7	271	2 983	5,8	1 449	9,9
Le Havre	***393 611***	4 877	4 881	897	13,4	650	5 531	6,6	3 165	14,1
Le Mans	***553 484***	6 750	6 692	1 049	12,7	569	7 261	5,7	3 501	8,8
Le Puy	***219 484***	1 790	2 239	408	16,9	327	2 566	10,1	1 291	13,8
Les Sables-d'Olonne	***216 576***	1 991	1 970	372	14,9	314	2 284	6,3	1 194	9,4
Libourne	***141 225***	1 964	1 950	357	10,4	259	2 209	6,4	1 231	10,3
Lille	***1 200 799***	17 198	17 597	2 893	13,1	1 897	19 494	6,3	10 578	11,7
Limoges	***367 156***	4 839	4 605	639	12,2	532	5 137	5,6	2 911	11,7
Lisieux	***145 753***	2 063	1 731	202	13,8	346	2 077	6,3	1 862	15,8
Lons-le-Saunier	***130 210***	1 485	1 396	253	12,0	123	1 519	6,3	917	11,1
Lorient	***387 353***	3 779	3 536	643	11,9	576	4 112	6,8	2 743	13,3
Lure	***108 300***	1 184	1 201	243	12,2	100	1 301	6,6	729	9,6
Lyon	***1 483 127***	24 001	23 783	3 288	12,3	3 362	27 145	6,1	14 583	12,6
Mâcon	***211 133***	2 247	2 181	342	14,2	220	2 401	6,3	1 490	11,3
Marmande	***92 196***	1 235	1 277	214	13,0	102	1 379	8,5	972	18,1
Marseille	***1 029 736***	21 929	22 518	2 789	14,2	5 074	27 592	7,9	18 353	14,1
Meaux	***615 484***	11 242	10 764	1 367	13,2	791	11 555	4,9	5 526	12,8
Melun	***476 475***	6 169	5 898	1 018	13,2	502	6 400	7,5	4 289	11,5
Mende	***76 800***	656	651	106	14,0	100	751	10,4	574	15,8
Metz	***511 840***	6 816	6 844	1 155	14,9	840	7 684	7,3	5 193	20,8
Millau	***70 499***	361	282	74	6,2	92	374	6,1	-	-
Montargis	***187 590***	2 517	2 682	378	16,5	217	2 899	8,9	1 580	12,2
Montauban	***226 849***	3 122	3 289	534	11,2	439	3 728	7,1	1 617	11,6
Montbéliard	***165 882***	1 870	1 898	399	11,0	153	2 051	6,9	1 160	10,0
Montbrison	***174 538***	1 332	1 304	250	10,7	211	1 515	6,8	1 080	11,9
Mont-de-Marsan	***165 928***	2 065	1 820	366	11,6	309	2 129	7,1	1 736	14,4
Montluçon	***112 131***	1 338	1 248	194	9,9	163	1 411	5,8	828	11,3
Montpellier	***718 198***	11 724	11 797	1 768	10,0	2 263	14 060	7,8	9 044	12,3
Morlaix	***146 870***	995	797	188	10,9	176	973	6,4	1 272	17,7
Moulins	***90 048***	1 223	1 169	192	11,6	145	1 314	6,1	815	12,2
Mulhouse	***459 553***	4 972	5 134	1 083	16,8	507	5 641	12,8	5 534	16,1
Nancy	***564 567***	7 437	7 054	1 215	10,6	657	7 711	5,8	4 420	10,0
Nanterre	***1 536 100***	21 447	20 635	3 118	10,0	3 301	23 936	6,6	13 725	10,7
Nantes	***899 854***	9 212	9 391	1 623	12,2	1 236	10 627	9,1	8 216	13,7
Narbonne	***144 432***	2 516	2 508	319	15,8	457	2 965	7,2	1 749	12,3
Nevers	***222 220***	2 454	2 419	366	11,1	295	2 714	7,0	1 477	10,1
Nice	***521 254***	12 183	12 261	1 321	8,9	2 355	14 616	7,9	10 901	20,1
Nimes	***539 885***	9 507	9 588	1 347	13,1	1 120	10 708	7,3	7 931	19,2

II/III

Activité civile des tribunaux de grande instance en 2009
(hors activité commerciale)

Siège	*Population du ressort au 1er janvier 2006*	Affaires au fond et procédures particulières				Procédures de référé	Toutes affaires terminées (1+2)		Stock (hors référés) au 31/12/2009	Age moyen du stock (hors référés) au 31/12/2009 (en mois)
		Affaires nouvelles	Affaires terminées (1)			Affaires terminées (2)				
				dont divorces prononcés	*Durée moyenne des divorces (en mois)*			*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*		
Niort	***202 943***	1 753	1 638	351	8,4	250	1 888	5,2	1 056	9,6
Orléans	***457 735***	4 337	4 102	874	12,7	598	4 700	8,1	3 644	14,0
Paris	***2 181 371***	52 448	50 792	5 565	8,2	10 684	61 476	6,8	36 947	13,9
Pau	***370 537***	5 263	5 002	706	11,2	688	5 690	5,7	3 500	14,5
Périgueux	***246 242***	3 049	2 905	538	11,8	328	3 233	6,3	1 919	14,7
Péronne	***79 672***	946	861	136	7,6	93	954	4,3	463	9,0
Perpignan	***432 112***	8 814	7 903	1 042	11,9	1 121	9 024	7,3	6 165	13,3
Poitiers	***418 460***	4 346	4 415	908	14,3	729	5 144	9,2	3 502	15,3
Pontoise	***1 157 052***	13 160	13 012	2 266	13,9	1 348	14 360	8,2	9 939	13,1
Privas	***306 185***	3 514	3 549	532	4,3	418	3 967	3,4	1 056	4,5
Quimper	***374 254***	4 096	3 350	562	11,2	664	4 014	7,7	3 339	9,7
Reims	***310 394***	3 506	3 465	594	11,3	403	3 868	6,1	2 182	10,3
Rennes	***795 602***	6 860	6 476	1 115	13,9	1 034	7 510	7,1	7 680	27,1
Riom	***114 657***	1 142	1 110	199	9,5	136	1 246	5,9	806	16,0
Roanne	***153 402***	1 615	1 486	254	10,0	166	1 652	4,2	783	9,4
Rochefort	***138 277***	1 547	1 720	253	12,8	215	1 935	9,1	1 218	11,6
Rodez	***202 878***	2 307	2 118	344	8,7	228	2 346	7,5	1 952	11,8
Rouen	***641 469***	9 381	9 347	1 433	12,1	1 366	10 713	5,9	5 557	10,7
Saint-Brieuc	***285 736***	2 848	2 851	433	10,6	426	3 277	6,2	1 904	10,9
Saint-Dié	***94 428***	1 080	1 097	148	13,2	81	1 178	7,0	703	12,9
Saintes	***262 698***	2 699	2 652	614	13,3	440	3 092	7,3	1 960	12,8
Saint-Etienne	***413 329***	5 901	5 682	784	9,5	708	6 390	5,9	3 798	10,4
Saint-Gaudens	***91 475***	1 035	1 113	166	10,4	181	1 294	6,5	607	10,6
Saint-Malo	***150 249***	1 848	1 854	277	14,6	269	2 123	7,1	1 321	12,4
Saint-Nazaire	***334 147***	2 929	2 697	529	15,8	828	3 525	8,1	3 143	14,6
Saint-Omer	***157 528***	1 540	1 352	235	10,4	166	1 518	5,9	1 027	9,0
Saint-Quentin	***149 443***	1 964	1 984	346	9,9	176	2 160	5,2	960	8,7
Sarreguemines	***271 961***	2 679	2 707	652	18,5	334	3 041	10,9	2 857	15,5
Saumur	***172 182***	1 330	1 248	264	12,0	150	1 398	7,0	1 090	12,8
Saverne	***208 183***	1 487	1 621	432	13,5	224	1 845	8,9	1 268	13,5
Senlis	***270 287***	3 616	3 510	550	10,9	372	3 882	5,1	1 942	12,4
Sens	***161 190***	2 104	1 901	253	13,0	189	2 090	6,5	1 453	12,3
Soissons	***172 266***	1 960	1 983	392	13,7	155	2 138	8,1	1 215	13,6
Strasbourg	***788 055***	8 619	8 745	1 841	17,1	1 305	10 050	9,6	7 264	13,0
Tarascon	***192 034***	3 014	2 915	525	8,3	378	3 293	6,3	2 128	16,3
Tarbes	***227 736***	3 045	3 197	499	12,9	488	3 685	6,7	1 972	11,7
Thionville	***252 920***	3 044	3 093	595	12,9	437	3 530	9,2	2 648	15,4
Thonon-les-Bains	***273 259***	3 547	3 430	647	10,5	597	4 027	6,3	2 593	15,4
Toulon	***555 302***	9 246	9 783	1 722	14,8	1 614	11 397	8,6	7 090	15,5
Toulouse	***1 094 855***	14 162	13 908	2 544	12,5	3 343	17 251	6,5	10 953	14,4
Tours	***580 312***	5 628	5 557	1 098	14,3	1 372	6 929	7,1	4 301	12,6
Troyes	***299 704***	3 662	3 727	643	11,8	355	4 082	6,2	1 917	11,3
Tulle	***113 284***	1 422	1 354	196	9,3	135	1 489	5,4	708	9,7
Valence	***468 608***	6 812	6 111	893	11,6	691	6 802	6,4	4 405	11,1
Valenciennes	***347 933***	5 261	5 317	747	7,6	368	5 685	4,4	2 192	7,6
Vannes	***307 468***	2 873	2 903	496	14,2	443	3 346	6,9	1 919	11,5
Verdun	***86 211***	1 172	1 155	200	9,9	90	1 245	6,9	794	13,9
Versailles	***1 395 804***	16 302	15 884	2 533	12,8	1 746	17 630	7,6	11 441	13,1
Vesoul	***127 567***	1 583	1 654	331	11,8	99	1 753	7,2	911	11,3
Vienne	***255 764***	2 446	2 454	411	13,9	284	2 738	7,2	1 748	15,0
Villefranche-sur-Saône	***186 528***	1 863	1 722	398	12,3	225	1 947	5,6	1 031	9,9
Basse-Terre	***104 743***	1 833	1 306	186	10,0	267	1 573	9,6	1 981	15,9
Cayenne	***205 954***	2 048	2 136	193	12,3	191	2 327	10,1	2 561	14,9
Fort-de-France	***397 732***	3 842	3 661	563	18,7	623	4 284	9,6	4 959	18,6
Pointe-à-Pitre	***295 993***	3 329	3 226	538	16,3	683	3 909	9,1	3 346	11,8
Saint-Denis-de-la-Réunion	***468 584***	6 483	6 220	941	14,7	708	6 928	7,2	4 439	11,7
Saint-Pierre	***313 378***	4 029	3 976	602	12,8	252	4 228	5,7	2 300	9,5

III/III

Activité par juridiction

Sources :

Les données présentées sont issues de l'exploitation des **états annuels de la statistique pénale** (dits « cadres du parquet ») pour 2009. Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre "Justice pénale".

Définitions :

Tribunaux correctionnels, toutes décisions : il s'agit ici de jugements – et non de personnes condamnées –, des ordonnances pénales, des CRPC et autres jugements y compris les intérêts civils qui ne figurent pas page 129.

Affaires pénales des tribunaux de grande instance : pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des parquets et tribunaux correctionnels, le lecteur se reportera aux définitions données au chapitre " Justice pénale - Activité des parquets".

Activité pénale des tribunaux de grande instance en 2009

Siège	Parquet								Tribunaux correctionnels	
		Affaires poursuivables								
	Affaires traitées		Poursuites	dont devant le juge d'instruction	Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Classements sans suite	*Taux de réponse pénale*	Affaires nouvelles	Toutes décisions *
TOUS PARQUETS	**4 667 695**	**1 487 675**	**673 684**	**20 899**	**73 392**	**558 047**	**182 552**	**87,7**	**351 898**	**587 738**
Abbeville	9 488	2 932	1 728	20	368	632	204	93,0	640	1 324
Agen	10 736	4 623	2 383	108	173	1 837	230	95,0	1 000	2 003
Aix-en-Provence	59 850	17 206	5 418	405	1 570	7 132	3 086	82,1	3 741	4 343
Ajaccio	9 005	3 457	1 361	115	1 042	632	422	87,8	941	1 312
Albertville	14 864	5 577	1 631	33	367	2 969	610	89,1	990	1 496
Albi	7 540	2 404	1 389	35	0	916	99	95,9	649	1 230
Alençon	6 896	3 024	1 668	8	152	859	345	88,6	1 211	1 388
Alès	8 969	2 529	1 318	28	55	1 111	45	98,2	962	1 385
Amiens	24 605	9 255	5 490	131	251	2 528	986	89,3	2 100	3 681
Angers	31 643	11 793	4 892	99	1 552	4 869	480	95,9	2 327	4 288
Angoulême	19 591	5 493	3 350	90	163	1 772	208	96,2	1 230	2 949
Annecy	15 012	4 528	2 581	128	263	1 160	524	88,4	1 700	2 364
Argentan	7 220	2 696	1 329	14	270	789	308	88,6	890	1 333
Arras	15 545	7 394	4 208	26	361	2 487	338	95,4	1 830	3 249
Auch	5 846	2 754	1 564	24	432	664	94	96,6	756	1 398
Aurillac	5 323	1 656	964	38	4	404	284	82,9	609	850
Auxerre	11 231	4 336	2 749	57	220	1 208	159	96,3	1 458	2 291
Avesnes-sur-Helpe	13 537	4 625	2 214	37	682	1 399	330	92,9	1 399	2 148
Avignon	33 410	11 275	6 703	169	751	3 302	519	95,4	2 608	4 722
Avranches	4 902	1 732	886	17	367	358	121	93,0	685	907
Bar-le-Duc	4 999	1 582	931	11	25	446	180	88,6	764	1 094
Bastia	9 892	3 290	1 486	84	67	1 329	408	87,6	1 295	1 469
Bayonne	21 394	8 319	3 929	46	646	3 293	451	94,6	1 553	3 037
Beauvais	28 476	9 801	3 979	58	230	4 722	870	91,1	2 087	2 983
Belfort	10 233	2 959	1 573	30	235	746	405	86,3	1 053	1 285
Bergerac	7 294	2 625	1 243	29	381	791	210	92,0	740	1 229
Bernay	7 127	2 471	1 390	3	149	874	58	97,7	700	1 666
Besançon	14 451	5 243	3 150	93	54	1 620	419	92,0	1 327	3 093
Béthune	40 195	12 950	6 642	161	325	4 859	1 124	91,3	4 000	5 523
Béziers	24 733	5 893	3 389	103	351	1 557	596	89,9	2 330	3 580
Blois	17 718	5 721	3 336	65	135	1 349	901	84,3	1 998	3 021
Bobigny	181 956	54 628	21 412	861	452	23 396	9 368	82,9	8 942	16 307
Bonneville	13 227	3 980	1 716	25	152	1 700	412	89,6	1 100	1 933
Bordeaux	103 432	31 228	10 346	442	1 758	14 794	4 330	86,1	6 110	10 351
Boulogne-sur-Mer	28 597	11 641	3 687	105	174	6 839	941	91,9	2 153	3 985
Bourg-en-Bresse	27 251	7 805	3 556	136	347	2 943	959	87,7	1 378	3 084
Bourges	16 267	5 925	2 542	80	296	2 321	766	87,1	1 291	2 344
Bourgoin-Jallieu	8 786	2 563	1 565	21	0	944	54	97,9	686	1 377
Bressuire	6 121	2 083	1 160	2	520	357	46	97,8	440	1 096
Brest	20 941	6 271	3 093	99	312	1 850	1 016	83,8	2 135	2 866
Briey	9 095	3 055	1 924	30	46	883	202	93,4	1 118	1 715
Brive-la-Gaillarde	6 691	2 354	1 209	18	31	1 075	39	98,3	618	1 146
Caen	29 152	9 945	5 049	73	641	2 652	1 603	83,9	3 000	4 311
Cahors	6 454	2 521	1 167	7	201	1 113	40	98,4	400	1 020
Cambrai	9 854	3 839	2 699	45	541	575	24	99,4	1 490	2 568
Carcassonne	16 431	4 229	2 237	37	96	1 543	353	91,7	1 270	2 153
Carpentras	16 931	4 743	2 555	46	52	1 490	646	86,4	1 342	2 117
Castres	8 183	2 774	1 630	30	46	773	325	88,3	675	1 256
Châlons-en-Champagne	16 181	4 823	2 853	33	248	1 156	566	88,3	1 297	2 650
Chalon-sur-Saône	17 176	6 056	2 921	81	374	1 873	888	85,3	1 118	2 484
Chambéry	14 422	5 661	2 474	84	296	2 360	531	90,6	1 218	2 145
Charleville-Mézières	14 867	5 390	2 826	31	142	1 743	679	87,4	1 291	2 381
Chartres	26 154	8 558	4 561	72	199	2 848	950	88,9	2 257	3 775
Châteauroux	11 949	4 300	2 586	15	247	1 083	384	91,1	1 615	2 088
Chaumont	11 334	4 170	2 812	21	105	775	478	88,5	1 236	2 377
Cherbourg-Octeville	8 739	3 202	1 536	25	349	1 069	248	92,3	1 217	1 429
Clermont-Ferrand	32 445	9 645	4 672	155	529	3 204	1 240	87,1	2 178	4 044
Colmar	18 718	6 288	3 622	84	78	1 829	759	87,9	1 690	3 185
Compiègne	13 883	3 457	1 834	23	208	1 166	249	92,8	1 155	1 530
Coutances	5 294	2 257	1 327	48	333	454	143	93,7	1 018	1 288
Créteil	113 903	38 296	13 584	540	1 068	18 256	5 388	85,9	6 519	11 775

* Jugements portant condamnations ou relaxes, ordonnances pénales, ordonnances d'homologation de Crpc et autres jugements

I/III

Activité pénale des tribunaux de grande instance en 2009

Siège	Parquet								Tribunaux correctionnels	
	Affaires traitées	Affaires poursuivables						*Taux de réponse pénale*	Affaires nouvelles	Toutes décisions *
			Poursuites	dont devant le juge d'instruction	Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Classements sans suite			
Cusset	6 738	2 210	1 171	70	241	640	158	92,9	801	1 013
Dax	13 532	3 999	2 311	38	553	995	140	96,5	1 353	2 072
Dieppe	9 142	3 361	1 758	33	358	1 165	80	97,6	850	1 619
Digne-les-Bains	10 108	3 039	1 412	35	109	1 045	473	84,4	1 151	1 102
Dijon	33 626	11 431	5 603	183	289	3 335	2 204	80,7	2 179	4 763
Dinan	5 121	1 718	1 132	7	57	456	73	95,8	0	1 094
Dole	6 250	1 950	1 109	10	226	442	173	91,1	570	1 011
Douai	14 218	4 546	2 320	71	205	1 489	532	88,3	1 904	2 427
Draguignan	37 094	11 048	4 102	113	1 156	4 107	1 683	84,8	2 493	4 290
Dunkerque	19 624	6 386	2 256	67	602	2 587	941	85,3	1 220	2 034
Epinal	15 436	5 073	2 721	66	317	1 629	406	92,0	1 559	2 384
Evreux	26 527	9 150	4 050	75	200	3 125	1 775	80,6	1 820	4 077
Evry	88 233	27 925	10 443	323	1 303	12 256	3 923	86,0	4 547	9 495
Foix	8 223	2 948	1 814	22	42	855	237	92,0	1 062	1 532
Fontainebleau	11 899	4 186	1 808	28	773	990	615	85,3	1 059	1 765
Gap	8 488	3 098	1 721	6	125	1 070	182	94,1	707	1 664
Grasse	59 385	15 894	6 489	285	2 394	5 685	1 326	91,7	4 181	6 249
Grenoble	57 947	12 844	6 050	305	437	5 379	978	92,4	3 073	4 844
Guéret	4 739	2 140	1 246	10	129	721	44	97,9	475	1 112
Guingamp	9 109	3 461	1 940	12	125	820	576	83,4	957	1 851
Hazebrouck	5 113	2 150	932	19	215	724	279	87,0	60	880
La Rochelle	17 245	4 143	1 980	89	463	1 119	581	86,0	1 176	1 866
La Roche-sur-Yon	17 975	6 888	3 879	103	1 085	1 761	163	97,6	1 280	3 589
Laon	11 818	3 900	2 060	56	236	1 289	315	91,9	1 220	2 018
Laval	11 729	4 168	2 205	28	531	1 286	146	96,5	885	2 002
Le Havre	29 229	7 542	4 333	99	487	2 317	405	94,6	2 275	3 808
Le Mans	32 298	12 184	6 336	80	1 502	3 784	562	95,4	2 921	4 653
Le Puy	8 547	3 066	1 720	43	94	937	315	89,7	1 080	1 407
Les Sables-d'Olonne	13 807	3 965	1 739	33	675	1 488	63	98,4	1 220	1 946
Libourne	8 137	2 932	1 103	11	316	1 350	163	94,4	730	1 115
Lille	128 709	34 665	11 263	303	1 873	15 992	5 537	84,0	5 993	9 116
Limoges	21 337	7 423	4 058	78	797	2 081	487	93,4	2 259	3 325
Lisieux	6 194	1 818	1 257	24	234	270	57	96,9	865	1 357
Lons-le-Saunier	6 262	2 212	1 080	15	73	800	259	88,3	439	876
Lorient	21 475	6 669	3 221	95	746	1 838	864	87,0	2 639	3 450
Lure	5 938	1 805	1 113	12	46	558	88	95,1	539	954
Lyon	134 715	49 906	18 385	616	974	23 277	7 270	85,4	7 193	12 845
Mâcon	10 174	3 657	1 977	51	37	1 081	562	84,6	1 015	1 801
Marmande	5 537	1 670	886	5	8	662	114	93,2	509	918
Marseille	132 165	35 395	12 179	644	2 674	17 868	2 674	92,4	6 111	9 875
Meaux	56 671	21 260	8 596	191	817	10 270	1 577	92,6	4 102	7 185
Melun	37 614	12 920	4 915	156	1 197	4 823	1 985	84,6	2 315	3 773
Mende	3 090	1 194	711	24	40	364	79	93,4	369	497
Metz	36 363	11 155	5 280	152	505	3 720	1 650	85,2	2 900	5 025
Montargis	11 793	3 268	1 825	27	24	1 258	161	95,1	790	1 636
Montauban	14 880	5 113	2 645	94	54	1 942	472	90,8	1 290	2 105
Montbéliard	9 301	3 660	1 607	71	73	1 364	616	83,2	669	1 468
Montbrison	7 771	2 353	1 234	9	177	528	414	82,4	620	1 086
Mont-de-Marsan	10 014	3 284	2 142	93	87	912	143	95,6	1 106	1 841
Montluçon	5 083	1 895	1 127	17	118	627	23	98,8	650	1 083
Montpellier	64 748	20 323	9 443	360	433	6 981	3 466	82,9	3 890	8 360
Morlaix	7 630	2 443	1 101	17	377	752	213	91,3	777	1 014
Moulins	5 307	2 109	800	8	55	855	399	81,1	540	826
Mulhouse	27 480	9 489	4 707	188	309	2 726	1 747	81,6	2 503	4 828
Nancy	44 933	11 523	7 170	200	222	3 381	750	93,5	3 148	5 748
Nanterre	112 647	36 085	13 225	534	334	17 491	5 035	86,0	7 111	12 057
Nantes	62 349	18 470	8 074	294	786	8 001	1 609	91,3	4 729	6 966
Narbonne	14 052	4 003	1 852	49	253	1 682	216	94,6	1 080	1 743
Nevers	11 584	3 931	2 076	14	270	1 420	165	95,8	1 581	1 862
Nice	85 074	22 074	8 434	254	419	8 016	5 205	76,4	3 840	8 093
Nîmes	51 421	13 264	5 579	240	584	5 746	1 355	89,8	3 042	4 544

* Jugements portant condamnations ou relaxes, ordonnances pénales, ordonnances d'homologation de Crpc et autres jugements

II/III

Activité pénale des tribunaux de grande instance en 2009

Siège	Parquet								Tribunaux correctionnels	
	Affaires traitées	Affaires poursuivables						*Taux de réponse pénale*	Affaires nouvelles	Toutes décisions *
			Poursuites	dont devant le juge d'instruction	Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Classements sans suite			
Niort	9 526	3 958	1 877	23	653	1 337	91	97,7	809	1 134
Orléans	29 151	9 308	4 988	139	18	3 119	1 183	87,3	1 739	3 696
Paris	325 383	89 793	37 959	2 691	1 401	28 999	21 434	76,1	22 531	34 109
Pau	19 396	6 416	2 880	132	365	2 404	767	88,0	1 965	2 358
Périgueux	9 667	3 618	1 745	64	608	780	485	86,6	1 030	1 690
Péronne	4 418	1 325	1 028	13	6	248	43	96,8	740	1 031
Perpignan	49 529	16 142	6 022	220	697	8 596	827	94,9	3 082	4 721
Poitiers	22 435	7 310	3 272	112	846	2 823	369	95,0	1 630	2 847
Pontoise	94 304	26 081	12 253	388	197	9 006	4 625	82,3	6 211	10 112
Privas	14 609	4 560	2 574	56	240	1 468	278	93,9	1 222	1 798
Quimper	21 501	6 905	3 840	60	260	1 992	813	88,2	3 439	3 539
Reims	23 000	7 850	4 732	138	515	1 533	1 070	86,4	2 846	4 006
Rennes	44 101	15 593	7 941	143	1 731	3 289	2 632	83,1	3 220	5 275
Riom	4 543	1 532	876	23	148	438	70	95,4	560	870
Roanne	6 513	2 174	1 219	31	34	650	271	87,5	666	1 001
Rochefort	11 355	3 000	1 133	41	229	1 382	256	91,5	541	1 182
Rodez	8 647	4 119	2 297	25	377	1 302	143	96,5	1 434	2 333
Rouen	37 555	13 041	5 233	128	1 820	4 855	1 133	91,3	3 547	5 711
Saint-Brieuc	14 585	5 880	3 054	58	0	1 842	984	83,3	1 872	3 037
Saint-Dié	4 911	1 759	958	11	133	463	205	88,3	1 003	1 078
Saintes	13 053	3 474	1 600	30	376	926	572	83,5	1 334	1 946
Saint-Etienne	30 567	7 864	4 586	231	240	2 556	482	93,9	3 003	4 202
Saint-Gaudens	4 024	1 274	703	17	11	481	79	93,8	395	654
Saint-Malo	10 809	3 761	1 598	6	516	1 545	102	97,3	1 232	1 591
Saint-Nazaire	23 018	8 981	6 235	66	134	1 952	660	92,7	1 999	6 085
Saint-Omer	7 216	2 902	1 306	10	442	976	178	93,9	753	1 202
Saint-Quentin	8 718	3 071	1 811	20	131	855	274	91,1	952	1 789
Sarreguemines	13 434	5 338	3 176	47	78	1 502	582	89,1	1 744	2 588
Saumur	8 665	2 450	1 288	31	444	599	119	95,1	0	1 269
Saverne	7 846	2 437	1 522	24	45	737	133	94,5	978	1 520
Senlis	21 506	5 817	3 655	103	58	1 691	413	92,9	2 508	3 159
Sens	11 367	3 935	1 967	10	191	1 343	434	89,0	880	1 613
Soissons	9 456	2 727	1 742	17	135	718	132	95,2	850	1 457
Strasbourg	49 757	17 197	9 279	196	367	5 965	1 586	90,8	5 674	7 815
Tarascon	15 782	5 585	2 377	143	130	2 563	515	90,8	1 056	1 652
Tarbes	12 613	3 986	2 206	45	246	1 462	72	98,2	1 237	2 046
Thionville	13 552	4 401	1 751	31	517	1 740	393	91,1	896	1 706
Thonon-les-Bains	23 654	6 639	3 264	48	30	2 645	700	89,5	1 844	3 142
Toulon	51 922	16 802	7 205	246	1 644	5 991	1 962	88,3	3 627	6 118
Toulouse	89 402	21 355	9 719	457	248	8 107	3 281	84,6	4 670	8 407
Tours	34 547	11 132	7 128	88	87	3 395	522	95,3	2 593	4 966
Troyes	16 126	6 662	3 613	91	368	2 027	654	90,2	1 751	3 551
Tulle	4 486	1 820	855	13	170	777	18	99,0	319	902
Valence	38 809	10 605	4 353	122	21	5 391	840	92,1	1 752	3 610
Valenciennes	23 575	10 298	4 357	102	1 066	4 107	768	92,5	2 352	3 626
Vannes	14 906	5 103	2 879	65	4	1 230	990	80,6	2 041	3 003
Verdun	5 438	1 873	1 143	30	28	628	74	96,0	560	1 031
Versailles	105 518	32 924	11 191	398	715	15 020	5 998	81,8	5 116	10 010
Vesoul	6 345	2 262	1 285	6	68	712	197	91,3	538	1 014
Vienne	19 533	4 694	2 330	40	0	2 083	281	94,0	1 157	1 906
Villefranche-sur-Saône	10 485	3 684	1 872	46	71	1 246	495	86,6	864	1 384
Basse-Terre	11 588	5 244	2 320	32	198	1 593	1 133	78,4	1 400	2 259
Pointe-à-Pitre	33 556	10 479	3 805	172	1 408	3 425	1 841	82,4	2 460	2 706
Fort-de-France	26 827	11 126	5 651	207	500	3 399	1 576	85,8	2 920	5 878
Cayenne	28 416	19 912	3 405	282	1 030	14 121	1 356	93,2	3 079	2 860
Saint-Denis-de-la-Réu	20 125	9 465	5 756	183	1	2 321	1 387	85,3	2 873	5 193
Saint-Pierre	16 118	5 821	3 136	59	73	1 882	730	87,5	1 452	2 990

* Jugements portant condamnations ou relaxes, ordonnances pénales, ordonnances d'homologation de Crpc et autres jugements

III/III

Activité par juridiction

Sources :

Les données présentées sont issues de l'exploitation des **états annuels de la statistique pénale** (dits « cadres du parquet ») pour 2009. Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre "Mineurs et Justice".

Définitions :

N'ont compétence en matière de mineurs que les parquets dotés d'un tribunal pour enfants.

Affaires « **poursuivables** » : pour toutes précisions concernant les orientations données aux affaires pénales concernant les mineurs, le lecteur se reportera au graphique "Orientations données par les parquets aux affaires pénales mettant en cause des mineurs".

Activité 2009 par parquet

Orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs

Siège Siège de la juridiction	Affaires poursuivables	Poursuites	dont poursuites devant le juge d'instruction	Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Principaux motifs Rappel à la loi *	Principaux motifs Réparations mineurs, médiations *	Classements sans suite	Principaux motifs Préjudice ou trouble peu important *	Principaux motifs Victime désintéressée, régularisation d'office *	Taux de réponse pénale
Tous parquets	**150 660**	**57 974**	**1 892**	**1 048**	**80 884**	**54 354**	**10 677**	**10 754**	**4 209**	**2 088**	***92,9***
Abbeville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Agen	451	161	3	1	263	0	0	26	0	0	*94,2*
Aix-en-Provence	1 713	571	40	5	1 004	638	143	133	48	36	*92,2*
Ajaccio	117	93	12	3	19	7	20	2	2	0	*98,3*
Albertville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Albi	248	124	4	0	120	101	6	4	0	4	*98,4*
Alençon	518	205	2	0	299	0	0	14	0	0	*97,3*
Alès	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Amiens	1 713	733	11	13	895	0	0	72	0	0	*95,8*
Angers	1 446	550	11	3	837	325	51	56	104	30	*96,1*
Angoulême	456	171	5	0	276	0	0	9	0	0	*98,0*
Annecy	452	177	15	0	194	165	6	81	57	10	*82,1*
Argentan	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Arras	851	434	0	18	376	237	89	23	8	2	*97,3*
Auch	294	127	1	5	160	0	0	2	0	0	*99,3*
Aurillac	142	68	0	0	67	34	2	7	1	3	*95,1*
Auxerre	781	346	10	16	399	301	60	20	9	0	*97,4*
Avesnes-sur-Helpe	551	264	2	18	249	184	39	20	12	1	*96,4*
Avignon	1 089	471	13	54	489	385	44	75	20	26	*93,1*
Avranches	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bar-le-Duc	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Basse-Terre	329	222	1	0	97	48	34	10	1	1	*97,0*
Bastia	162	99	3	0	55	42	3	8	3	0	*95,1*
Bayonne	471	109	0	1	308	182	45	53	19	6	*88,7*
Beauvais	819	293	4	0	476	0	0	50	0	0	*93,9*
Belfort	410	202	2	0	169	0	0	39	0	0	*90,5*
Belley	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bergerac	216	81	3	5	122	0	0	8	0	0	*96,3*
Bernay	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Besançon	781	366	6	8	391	0	0	16	0	0	*98,0*
Béthune	1 945	762	15	8	1 074	740	194	101	23	13	*94,8*
Béziers	590	223	11	3	270	0	0	94	0	0	*84,1*
Blois	572	225	3	4	301	219	36	42	7	27	*92,7*
Bobigny	7 602	3 316	129	0	3 448	2 751	336	838	325	18	*89,0*
Bonneville	319	86	0	5	203	138	35	25	18	1	*92,2*
Bordeaux	2 693	751	32	3	1 812	0	0	127	0	0	*95,3*
Boulogne-sur-Mer	799	343	14	2	396	222	110	58	23	7	*92,7*
Bourg-en-Bresse	842	277	11	21	509	0	0	35	0	0	*95,8*
Bourges	690	231	7	33	371	309	14	55	24	17	*92,0*
Bourgoin-Jallieu	279	140	2	0	132	53	15	7	7	0	*97,5*
Bressuire	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Brest	938	395	13	0	461	329	23	82	12	26	*91,3*
Briey	314	145	3	2	144	0	0	23	0	0	*92,7*
Brive-la-Gaillarde	290	123	2	9	157	109	26	1	1	0	*99,7*
Caen	1 122	550	10	3	549	0	0	20	0	0	*98,2*
Cahors	233	93	1	3	133	0	0	4	0	0	*98,3*
Cambrai	473	230	4	16	223	143	77	4	4	0	*99,2*
Carcassonne	242	108	2	5	115	0	0	14	0	0	*94,2*
Carpentras	481	215	4	3	219	143	2	44	2	22	*90,9*
Castres	400	112	6	0	248	87	6	40	10	15	*90,0*
Cayenne	218	101	13	3	63	37	13	51	28	3	*76,6*
Châlons-en-Champagne	661	269	2	14	310	172	56	68	207	13	*89,7*
Chalon-sur-Saône	527	196	5	2	276	208	27	53	33	7	*89,9*
Chambéry	698	151	10	4	476	306	65	67	10	30	*90,4*
Charleville-Mézières	632	283	0	1	316	204	59	32	12	8	*94,9*
Chartres	1 056	439	1	3	547	410	67	67	33	18	*93,7*
Châteauroux	270	98	0	5	141	96	21	26	17	5	*90,4*
Chaumont	398	207	2	1	161	81	44	29	11	7	*92,7*
Cherbourg-Octeville	234	84	3	3	134	0	0	13	0	0	*94,4*
Clermont-Ferrand	1 033	437	5	33	496	0	0	67	0	0	*93,5*
Colmar	856	348	12	2	388	229	84	118	65	6	*86,2*
Compiègne	378	86	1	4	253	0	0	35	0	0	*90,7*

* Les principaux motifs des procédures alternatives aux poursuites et des classements sans suite ont été redressés France entière, en conséquence la somme des parquets ne donne pas le chiffre France entière.

Activité 2009 par parquet

Orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs

Siège Siège de la juridiction	Affaires poursuivables	Poursuites	dont poursuites devant le juge d'instruction	Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Principaux motifs Rappel à la loi *	Principaux motifs Réparations mineurs, médiations *	Classements sans suite	Principaux motifs Préjudice ou trouble peu important *	Principaux motifs Victime désintéressée, régularisation d'office *	Taux de réponse pénale
Coutances	209	60	4	19	122	0	0	8	0	0	*96,2*
Créteil	4 902	1 583	78	0	2 923	2 401	159	396	186	55	*91,9*
Cusset	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dax	279	78	0	93	100	68	22	8	4	0	*97,1*
Dieppe	173	33	0	1	139	0	0	0	0	0	*100,0*
Digne-les-Bains	307	116	4	0	167	101	16	24	11	1	*92,2*
Dijon	1 145	290	10	2	797	562	5	56	22	12	*95,1*
Dinan	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dole	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Douai	611	210	4	0	359	265	65	42	14	4	*93,1*
Draguignan	797	160	1	3	598	520	23	36	1	14	*95,5*
Dunkerque	1 124	313	9	3	727	456	41	81	9	14	*92,8*
Epinal	784	355	9	9	388	0	0	32	0	0	*95,9*
Evreux	1 245	371	4	0	710	0	0	164	0	0	*86,8*
Evry	3 956	1 374	58	32	2 118	1 718	140	432	151	104	*89,1*
Foix	257	129	0	3	105	46	14	20	6	5	*92,2*
Fontainebleau	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Fort-de-France	715	266	17	0	371	296	39	78	16	13	*89,1*
Gap	226	59	0	0	161	72	10	6	2	2	*97,3*
Grasse	1 383	480	15	3	852	458	40	48	14	8	*96,5*
Grenoble	1 980	490	31	57	1 365	1 029	155	68	23	1	*96,6*
Guéret	140	69	0	3	66	47	13	2	0	1	*98,6*
Guingamp	248	59	1	3	159	88	34	27	4	13	*89,1*
Hazebrouck	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
La Rochelle	346	140	7	9	174	0	0	23	0	0	*93,4*
La Roche-sur-Yon	793	370	22	11	405	0	0	7	0	0	*99,1*
Laon	605	261	5	9	307	0	0	28	0	0	*95,4*
Laval	447	154	1	10	273	132	123	10	8	0	*97,8*
Le Havre	1 356	485	8	6	721	0	0	144	0	0	*89,4*
Le Mans	1 475	406	5	67	987	589	99	15	9	3	*99,0*
Le Puy	318	157	4	1	138	0	0	22	0	0	*93,1*
Les Sables-d'Olonne	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Libourne	228	53	0	2	161	0	0	12	0	0	*94,7*
Lille	3 813	1 493	19	6	2 061	1 276	156	253	46	30	*93,4*
Limoges	696	325	8	17	324	159	68	30	6	16	*95,7*
Lisieux	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lons-le-Saunier	425	189	1	2	203	0	0	31	0	0	*92,7*
Lorient	547	187	1	0	294	0	0	66	0	0	*87,9*
Lure	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lyon	4 796	2 196	81	7	2 254	1 372	608	339	148	54	*92,9*
Mâcon	362	145	11	10	178	49	111	29	9	5	*92,0*
Marmande	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Marseille	3 840	1 828	87	28	1 750	1 147	102	234	79	20	*93,9*
Meaux	2 638	825	13	0	1 663	1 223	76	150	18	18	*94,3*
Melun	2 052	751	11	0	1 143	852	122	158	55	19	*92,3*
Mende	103	40	2	1	57	43	3	5	2	0	*95,1*
Metz	1 108	413	16	5	628	377	55	62	30	6	*94,4*
Millau	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montargis	382	119	1	0	251	121	9	12	5	3	*96,9*
Montauban	397	199	19	0	179	86	38	19	11	1	*95,2*
Montbéliard	665	198	15	1	396	0	0	70	0	0	*89,5*
Montbrison	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Mont-de-Marsan	255	74	8	4	173	97	30	4	2	0	*98,4*
Montluçon	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montpellier	1 508	563	42	3	725	0	0	217	0	0	*85,6*
Morlaix	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Moulins	578	148	0	5	349	0	0	76	0	0	*86,9*
Mulhouse	1 194	545	21	0	533	395	83	116	35	16	*90,3*
Nancy	1 309	498	12	13	728	341	195	70	29	12	*94,7*
Nanterre	4 647	1 897	43	1	2 563	1 958	149	186	73	26	*96,0*
Nantes	2 477	792	32	15	1 515	1 129	150	155	23	48	*93,7*
Narbonne	90	18	1	2	66	0	0	4	0	0	*95,6*

* Les principaux motifs des procédures alternatives aux poursuites et des classements sans suite ont été redressés France entière, en conséquence la somme des parquets ne donne pas le chiffre France entière.

Activité 2009 par parquet

Orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs

Siège Siège de la juridiction	Affaires poursuivables	Poursuites	dont poursuites devant le juge d'instruction	Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Principaux motifs Rappel à la loi *	Principaux motifs Réparations mineurs, médiations *	Classements sans suite	Principaux motifs Préjudice ou trouble peu important *	Principaux motifs Victime désintéressée, régularisation d'office *	Taux de réponse pénale
Nevers	447	165	0	0	266	201	3	16	4	2	*96,4*
Nice	1 924	484	17	3	1 053	857	33	384	279	30	*80,0*
Nîmes	1 534	710	27	0	787	516	101	37	27	1	*97,6*
Niort	561	233	2	17	294	0	0	17	0	0	*97,0*
Orléans	1 164	509	12	0	550	346	89	105	55	8	*91,0*
Paris	6 463	2 983	193	1	2 703	2 061	86	776	313	175	*88,0*
Pau	670	303	7	0	325	176	45	42	12	4	*93,7*
Périgueux	372	147	10	7	159	0	0	59	0	0	*84,1*
Péronne	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Perpignan	1 029	504	16	19	465	236	28	41	3	14	*96,0*
Pointe-à-Pitre	500	286	9	25	104	73	3	85	17	8	*83,0*
Poitiers	676	275	8	3	356	0	0	42	0	0	*93,8*
Pontoise	3 034	1 316	55	0	1 576	1 186	60	142	45	7	*95,3*
Privas	328	149	3	2	164	128	18	13	4	0	*96,0*
Quimper	677	229	5	0	381	0	0	67	0	0	*90,1*
Reims	1 200	504	19	29	567	365	130	100	31	16	*91,7*
Rennes	1 010	334	11	8	563	310	207	105	47	25	*89,6*
Riom	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Roanne	235	126	2	0	98	71	7	11	1	2	*95,3*
Rochefort	697	170	6	14	449	0	0	64	0	0	*90,8*
Rodez	200	72	0	3	123	0	0	2	0	0	*99,0*
Rouen	1 124	355	8	7	721	0	0	41	0	0	*96,4*
Saint-Brieuc	585	225	6	0	308	0	0	52	0	0	*91,1*
Saint-Denis-de-la-Réu	741	370	5	0	296	197	71	75	22	6	*89,9*
Saint-Dié	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saintes	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Etienne	1 111	424	31	1	666	165	90	20	7	0	*98,2*
Saint-Gaudens	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Malo	329	89	0	4	229	90	59	7	2	0	*97,9*
Saint-Nazaire	702	261	4	0	353	0	0	88	0	0	*87,5*
Saint-Omer	355	137	0	9	192	96	65	17	11	3	*95,2*
Saint-Pierre	634	308	2	13	277	217	40	36	8	2	*94,3*
Saint-Quentin	305	168	0	2	123	0	0	12	0	0	*96,1*
Sarreguemines	581	242	5	2	282	166	49	55	15	20	*90,5*
Saumur	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saverne	354	170	0	0	179	107	35	5	3	0	*98,6*
Senlis	613	327	7	0	236	0	0	50	0	0	*91,8*
Sens	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Soissons	479	185	6	0	269	0	0	25	0	0	*94,8*
Strasbourg	1 730	776	23	6	819	604	73	129	26	61	*92,5*
Tarascon	397	116	6	12	258	130	61	11	1	2	*97,2*
Tarbes	356	119	3	0	226	166	38	11	9	0	*96,9*
Thionville	472	217	2	16	217	153	11	22	7	7	*95,3*
Thonon-les-Bains	612	192	2	0	404	317	40	16	7	2	*97,4*
Toulon	1 891	722	16	0	1 106	845	116	63	19	1	*96,7*
Toulouse	2 529	888	29	6	1 473	818	266	162	71	21	*93,6*
Tours	1 265	462	5	2	723	504	44	78	26	4	*93,8*
Troyes	742	287	11	10	383	280	41	62	27	20	*91,6*
Tulle	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Valence	1 137	451	12	0	602	441	49	84	26	16	*92,6*
Valenciennes	1 640	616	18	9	941	613	46	74	25	7	*95,5*
Vannes	409	184	7	0	191	0	0	34	0	0	*91,7*
Verdun	344	139	2	0	187	0	0	18	0	0	*94,8*
Versailles	3 458	645	62	0	2 527	2 128	91	286	86	78	*91,7*
Vesoul	332	156	1	7	141	0	0	28	0	0	*91,6*
Vienne	580	236	2	0	340	261	1	4	0	1	*99,3*
Villefranche-sur-Saône	406	153	3	0	215	167	6	38	16	2	*90,6*

* Les principaux motifs des procédures alternatives aux poursuites et des classements sans suite ont été redressés France entière, en conséquence la somme des parquets ne donne pas le chiffre France entière.

III/III

Activité par juridiction

Sources :

Les données concernant l'activité des tribunaux pour enfants sont issues des tableaux de bord implantés dans toutes les juridictions de mineurs.

■ **En matière civile**

Les données fournies concernent à la fois le nombre de mineurs en danger dont le juge des enfants a été saisi durant l'année et l'ensemble des mesures individuelles prononcées à l'égard de tous les mineurs suivis. Un mineur faisant l'objet de plusieurs mesures sera comptabilisé autant de fois qu'il y aura de mesures prises à son égard. Une mesure concernant une fratrie sera comptée autant de fois qu'il y a de mineurs dans la fratrie.

Enquête sociale, IOE, expertise, AEMO, Placement : cf. définitions au chapitre "Mineurs en dangers - Activité des juges pour enfants".

Sources :

- Ministère de la justice
  Tableaux de bord des tribunaux pour enfants

Activité des juges et tribunaux pour enfants en 2009

	Mineurs en danger				
			Mesures nouvelles ou renouvelées d'assistance éducative		
	Nombre d'affaires nouvelles	Mineurs dont le juge des enfants a été saisi pendant l'année	Enquête sociale, IOE, expertise	AEMO	Placement
Toutes juridictions	**54 295**	**96 920**	**55 287**	**139 752**	**129 837**
Agen	275	550	325	839	766
Aix-en-Provence	581	995	414	1 250	696
Ajaccio	72	112	82	258	195
Albi	210	402	179	301	334
Alençon	284	569	181	817	841
Amiens	445	948	396	2 325	1 522
Angers	509	934	432	1 218	1 404
Angoulême	294	524	226	387	578
Annecy	179	284	137	329	300
Arras	267	602	231	801	762
Auch	100	225	121	211	209
Aurillac	87	164	23	365	179
Auxerre	426	742	266	975	1 004
Avesnes-sur-Helpe	335	603	590	1 656	1 504
Avignon	358	644	277	839	708
Bastia	84	149	50	316	163
Bayonne	204	337	121	502	461
Beauvais	330	612	303	1 023	874
Belfort	105	189	104	356	297
Bergerac	105	210	96	328	300
Besançon	266	471	310	536	523
Béthune	678	1 228	891	2 461	2 921
Béziers	314	619	481	823	698
Blois	213	422	302	645	428
Bobigny	2 118	3 197	1 954	3 458	3 867
Bonneville	109	194	132	240	253
Bordeaux	959	1 642	1 071	2 739	1 782
Boulogne-sur-Mer	304	584	277	1 142	1 609
Bourg-en-Bresse	363	659	348	886	678
Bourges	198	375	231	451	571
Bourgoin-Jallieu	131	235	64	347	248
Brest	308	568	384	845	1 013
Briey	180	329	146	353	306
Brive-la-Gaillarde	197	377	224	696	379
Caen	397	746	532	1 463	1 348
Cahors	90	166	92	309	192
Cambrai	200	379	302	1 140	1 018
Carcassonne	232	482	236	707	532
Carpentras	248	442	229	545	506
Castres	146	275	339	395	452
Châlons-en-Champagne	155	314	249	601	774
Chalon-sur-Saône	259	479	221	740	662
Chambéry	272	462	279	573	839
Charleville-Mézières	269	522	294	808	858
Chartres	364	625	200	911	1 074
Châteauroux	188	420	147	301	330
Chaumont	155	339	167	392	590
Cherbourg	261	427	162	442	471
Clermont-Ferrand	400	682	321	1 099	835
Colmar	351	581	378	811	567

I/III

Activité des juges et tribunaux pour enfants en 2009

	Mineurs en danger				
			Mesures nouvelles ou renouvelées		
	Nombre d'affaires nouvelles	Mineurs dont le juge des enfants a été saisi pendant l'année	Enquête sociale, IOE, expertise	AEMO	Placement
Compiègne	178	324	127	378	562
Coutances	220	401	315	215	493
Créteil	999	1 616	1 016	1 637	2 074
Dax	167	316	110	301	312
Dieppe	127	270	141	554	573
Digne-les-Bains	171	309	216	397	284
Dijon	496	808	566	1 083	1 270
Douai	301	581	402	1 686	1 482
Draguignan	388	687	310	558	346
Dunkerque	342	612	278	1 354	1 092
Epinal	396	770	636	1 069	732
Evreux	496	945	383	1 475	1 294
Evry	881	1 628	737	2 573	2 180
Foix	138	268	133	342	265
Gap	79	159	48	224	80
Grasse	419	661	262	1 059	620
Grenoble	480	778	448	1 018	1 087
Guéret	159	296	182	403	219
Guingamp	141	288	215	296	347
La Rochelle	139	238	123	312	259
La Roche-sur-Yon	328	603	237	945	741
Laon	184	400	97	781	703
Laval	164	315	261	507	609
Le Havre	350	646	355	1 230	1 162
Le Mans	348	698	265	700	818
Le Puy	164	308	269	569	446
Libourne	169	273	179	402	295
Lille	1 566	2 808	1 560	5 579	4 152
Limoges	493	830	529	1 066	791
Lons-le-Saunier	226	468	248	653	623
Lorient	206	363	259	712	617
Lyon	1 371	2 377	1 180	3 242	2 950
Macon	166	267	173	517	386
Marseille	1 197	1 992	1 198	2 702	1 802
Meaux	574	1 059	1 021	1 410	1 414
Melun	647	1 120	1 008	1 308	1 738
Mende	52	108	70	199	120
Metz	430	825	571	1 020	1 050
Mont de Marsan	135	258	64	240	304
Montargis	171	353	231	398	448
Montauban	207	374	233	475	449
Montbéliard	77	142	99	242	194
Montpellier	486	845	497	964	1 008
Moulins	211	422	302	869	1 025
Mulhouse	480	817	748	1 253	734
Nancy	512	928	607	1 604	1 228
Nanterre	1 177	2 003	957	3 041	2 767
Nantes	592	1 006	896	2 389	2 016
Narbonne	98	188	75	341	293

II/III

Activité des juges et tribunaux pour enfants en 2009

	Mineurs en danger				
			Mesures nouvelles ou renouvelées		
	Nombre d'affaires nouvelles	Mineurs dont le juge des enfants a été saisi pendant l'année	Enquête sociale, IOE, expertise	AEMO	Placement
Nevers	222	420	276	473	136
Nice	433	705	262	1 134	964
Nîmes	644	1 137	676	928	1 812
Niort	189	345	206	613	615
Orléans	348	581	418	825	730
Paris	2 414	3 447	1 952	3 315	3 776
Pau	415	664	413	1 292	904
Périgueux	151	338	100	252	285
Perpignan	412	732	534	716	850
Poitiers	370	615	546	651	688
Pontoise	910	1 603	790	2 232	1 897
Privas	199	394	185	498	575
Quimper	222	425	281	461	704
Reims	147	301	137	753	539
Rennes	575	1 208	466	1 417	1 541
Roanne	162	309	116	495	257
Rochefort	335	584	277	674	724
Rouen	462	896	507	1 431	1 801
Roz	233	443	132	703	586
Saint-Brieuc	328	703	416	651	899
Saint-Etienne	556	1 034	444	2 356	1 472
Saint-Malo	106	206	81	249	354
Saint-Nazaire	264	470	154	432	340
Saint-Omer	119	229	82	440	438
Saint-Quentin	124	261	204	751	521
Sarreguemines	246	448	309	627	533
Saverne	113	219	91	274	200
Senlis	271	505	226	557	459
Soissons	116	229	68	480	283
Strasbourg	643	1 169	922	1 336	1 568
Tarascon	166	290	223	395	307
Tarbes	192	358	227	452	528
Thionville	245	388	276	514	534
Thonon-les-Bains	196	311	125	418	357
Toulon	484	863	436	972	691
Toulouse	1 081	1 824	856	1 957	1 737
Tours	380	725	520	961	955
Troyes	275	522	350	743	911
Valence	471	811	600	1 434	1 166
Valenciennes	458	875	369	2 083	1 628
Vannes	247	466	216	708	518
Verdun	124	246	117	461	436
Versailles	848	1 487	913	1 835	1 843
Vesoul	211	433	241	590	530
Vienne	104	216	66	526	359
Villefranche-sur-Saône	144	287	209	500	351
Basse-Terre	271	445	383	206	337
Cayenne	341	551	251	418	719
Fort de France	256	508	425	495	943
Pointe-à-Pitre	230	395	295	666	807
Saint Denis de la Réunion	422	822	276	878	946
Saint Pierre de la Réunion	347	690	288	1 277	908

III/III

Activité par juridiction

Sources :

En matière civile, les statistiques sont issues du Répertoire général civil des TI pour 2009. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre “Justice civile”, et donnent une idée des disparités d’activité qui existent entre ces juridictions.

En matière pénale, les données présentées sont issues de l’exploitation des états annuels de la statistique pénale (dits “Cadres du parquet”). Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre “Justice pénale”.

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 2006) est fournie pour éclairer les différences d’activités entre juridiction.

Affaires civiles des tribunaux d’instance

Les données présentées ci-après incluent l’activité des tribunaux paritaires des baux ruraux.

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux d’instance et tribunaux paritaires des baux ruraux, le lecteur se reportera aux définitions présentées au chapitre “Activité des juridiction - tribunaux d’instance et TPBR”.

L’ordonnance de référé est une décision provisoire rendue à la demande d’une partie, l’autre présente ou appelée, dans les cas ou la loi confère à un juge, qui n’est pas saisi au principal, le pouvoir d’ordonner immédiatement les mesures nécessaires.

L’ordonnance de référé n’a pas au principal l’autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu’en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire.

Affaires pénales des tribunaux d’instance

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux de police, le lecteur voudra bien se reporter aux définitions présentées au chapitre “Activité des juridictions - Tribunaux de police”.

L’amende forfaitaire majorée peut s’appliquer aux contraventions des quatre premières classes principalement aux infractions à la police des services publics de transport terrestre et à certaines infractions au Code de la route. C’est une procédure mise en œuvre par le seul ministère public, sans intervention du juge de police. Elle fait suite à une phase administrative initiale relevant des agents verbalisateurs. Celle-ci consiste à l’extinction de l’action publique par le paiement d’une amende forfaitaire. À défaut de paiement ou de demande d’exonération présentée par le contrevenant dans un délai de quarante-cinq jours, l’amende forfaitaire est majorée de plein droit et recouvrée au profit du Trésor public en vertu d’un titre rendu exécutoire par le ministère public (art.529 et suivants du Code de procédure pénale).

Ordonnance pénale : sauf pour quelques rares exceptions, le ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions de police les moins graves. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une ordonnance pénale non motivée portant relaxe ou condamnation à une amende.

Jugements rendus, contraventions de 5e classe : il s’agit ici d’affaires, et non de personnes condamnées.

Avertissement relatif au tribunal de police de Paris : il existe à Paris un tribunal d’instance en matière civile par arrondissement, mais un seul tribunal de police. Par convention, les données relatives à ce tribunal de police sont restituées sur la ligne “Paris-1er”.

Activité 2009 par tribunal d'instance

	Population du ressort au 1er janvier 2006	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles au fond ***	Affaires au fond terminées (1) ***		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements **	
				dont juridictions de proximité				Tribunaux de Police	Juridictions de proximité	Tribunaux de Police	Juridictions de proximité
Tous tribunaux d'instance *	***63 186 165***	**415 917**	**410 520**	**105 239**	**77 805**	**5,4**	**8 828 871**	**32 865**	**244 321**	**35 763**	**103 190**
Abbeville	*127 893*	759	747	110	95	4,5	3 235	142	665	101	110
Agen	*114 951*	912	893	222	128	5,3	15 131	57	152	60	265
Aix-en-Provence	*298 727*	2 072	2 033	691	612	4,9	90 345	165	1 547	126	343
Aix-les-Bains	*71 522*	295	361	133	81	4,2	7 249	40	308	55	185
Ajaccio	*100 997*	628	541	152	167	5,8	18 142	0	55	41	254
Albertville	*57 211*	345	337	115	126	4,2	12 425	29	57	17	65
Albi	*126 804*	768	718	190	120	5,8	9 585	36	242	32	198
Alençon	*69 106*	615	569	96	8	4,7	6 060	36	354	54	97
Alès	*143 284*	279	690	199	177	2,8	10 993	60	219	92	58
Altkirch	*66 213*	765	457	131	15	8,5	///	19	73	23	69
Ambert	*27 458*	90	138	30	8	7,8	///	2	66	12	17
Amiens	*267 635*	2 113	1 972	395	420	4,2	29 301	107	1 025	141	552
Angers	*343 693*	2 347	2 344	428	42	4,4	40 295	167	1 326	279	453
Angoulême	*186 295*	1 083	955	314	125	4,5	14 897	132	400	68	398
Annecy	*249 501*	1 028	949	360	309	4,7	48 848	106	498	176	414
Antibes	*115 221*	1 167	1 034	310	255	5,8	32 558	30	265	106	271
Antony	*262 749*	1 856	1 694	332	602	4,5	51 619	65	1 040	35	323
Apt	*81 044*	454	499	196	89	5,4	9 581	56	172	54	54
Arbois	*47 455*	206	248	44	1	4,7	///	12	77	33	11
Arcachon	*128 290*	963	898	268	178	4,7	2 780	118	130	87	176
Argentan	*66 970*	549	541	100	6	4,2	2 208	59	169	51	132
Arles	*77 532*	503	407	84	161	4,2	11 690	48	773	81	109
Arras	*240 266*	1 995	1 775	254	40	3,6	7 687	262	659	145	275
Asnières-sur-Seine	*149 973*	1 434	1 445	388	372	4,7	27 550	56	571	45	306
Aubagne	*161 100*	768	973	316	375	8,5	26 109	53	386	36	307
Aubervilliers	*168 533*	1 349	1 316	247	790	5,3	68 674	91	366	58	320
Auch	*79 708*	589	563	120	21	5,2	4 361	28	389	79	421
Aulnay-sous-Bois	*254 747*	1 659	1 683	475	670	4,1	49 355	193	464	109	484
Auray	*86 650*	320	379	110	15	5,1	///	4	50	28	37
Aurillac	*83 076*	454	479	100	7	6,4	6 449	42	168	65	146
Autun => Le Creusot	*34 276*	101	161	33	1	3,9	///	10	62	1	27
Auxerre	*129 382*	772	715	282	234	6,0	12 263	102	680	157	320
Avallon	*25 143*	119	120	31	6	3,7	///	21	92	26	62
Avesnes-sur-Helpe	*116 389*	600	585	136	7	7,2	///	2	32	39	54
Avignon	*237 054*	1 631	1 634	315	540	5,1	46 000	271	780	258	461
Avranches	*91 602*	515	500	94	4	5,8	2 967	31	311	46	139
Bagnères-de-Bigorre	*49 495*	201	244	66	2	5,1	///	10	202	39	109
Barcelonnette	*10 711*	355	118	60	3	3,7	///	2	19	0	21
Bar-le-Duc	*67 456*	73	333	69	85	7,2	1 488	11	450	44	119
Bar-sur-Aube => Troyes	*27 758*	105	117	15	2	5,0	///	///	///	///	///
Bar-sur-Seine	*24 810*	88	142	23	5	5,6	///	///	///	///	///
Basse-Terre	*104 743*	547	522	70	71	6,1	6 260	18	222	141	88
Bastia	*117 348*	625	649	157	118	6,4	14 554	83	422	60	390
Baugé	*69 785*	318	215	55	5	4,2	///	49	94	27	48
Baume-les-Dames	*58 024*	217	218	69	21	3,6	///	61	46	42	40
Bayeux	*65 191*	389	455	73	8	6,1	///	///	///	///	///
Bayonne	*131 601*	1 181	907	264	187	4,9	26 971	363	268	253	377
Bazas	*45 948*	246	420	95	83	8,7	///	0	52	1	32
Beaune	*94 120*	341	303	89	104	4,7	2 790	190	1 450	48	83
Beauvais	*217 651*	986	961	189	231	4,8	14 345	88	630	225	202
Belfort	*141 201*	1 079	1 125	198	90	4,1	6 482	57	619	56	180
Bellac	*40 696*	135	146	32	26	6,1	///	58	97	25	31
Belley	*88 745*	424	498	97	130	4,2	///	41	188	55	113
Bergerac	*108 239*	533	523	186	38	4,7	6 269	16	313	75	288
Bernay	*60 340*	683	513	79	6	5,4	5 378	17	423	149	50
Besançon	*218 211*	1 306	1 249	303	386	5,4	21 627	200	1 160	124	172
Béthune	*207 592*	1 580	1 522	275	26	4,9	7 105	11	800	133	122
Béziers	*259 961*	1 863	1 716	566	634	5,2	42 683	59	348	214	468
Biarritz	*94 191*	667	699	170	144	4,4	41 349	221	330	112	186
Blaye	*58 032*	243	305	50	78	4,4	///	///	///	///	///

* Y compris TPBR et juridictions de proximité
** Y compris les jugements sur intérêts civils
*** Affaires hors tutelles majeurs

I/VII

Activité 2009 par tribunal d'instance

	Population du ressort au 1er janvier 2006	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles au fond***	Affaires au fond terminées (1)***		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements **	
				dont juridictions de proximité				Tribunaux de Police	Juridictions de proximité	Tribunaux de Police	Juridictions de proximité
Blois	*184 490*	1 109	719	164	243	7,0	12 007	127	805	148	158
Bobigny	*320 683*	1 888	1 725	478	1 026	4,4	77 266	165	1 566	120	570
Boissy-Saint-Léger	*242 378*	1 517	1 554	362	337	5,1	19 262	159	917	46	190
Bonneville	*173 495*	1 277	1 134	285	132	4,7	7 477	28	291	110	390
Bordeaux	*933 026*	6 750	6 637	1 911	2 265	5,6	148 301	564	1 937	491	2 140
Boulay-Moselle	*76 965*	363	415	87	57	4,9	///	30	136	81	100
Boulogne-Billancourt	*221 660*	1 835	2 162	809	400	9,7	97 442	48	550	55	360
Boulogne-sur-Mer	*162 602*	1 271	1 268	243	33	5,8	7 676	51	616	106	148
Bourganeuf => Guéret	*14 296*	41	63	10	17	5,7	///	2	20	5	9
Bourg-en-Bresse	*161 176*	761	849	205	160	4,1	13 043	12	178	144	263
Bourges	*156 002*	1 070	835	187	222	4,9	12 647	100	1 346	56	298
Bourgoin-Jallieu	*184 587*	1 130	1 223	331	85	6,2	9 685	76	350	55	118
Bressuire	*93 539*	558	427	67	16	3,3	1 237	51	203	47	52
Brest	*361 877*	1 446	1 364	435	125	6,0	23 289	14	1 465	205	195
Briançon	*34 015*	215	271	99	56	6,5	2 456	61	119	31	61
Briey	*76 522*	607	510	81	17	5,0	3 106	113	562	81	146
Brignoles	*127 315*	717	699	213	104	5,2	6 609	38	186	110	91
Brioude	*40 111*	188	217	55	1	3,8	///	15	19	28	39
Brive-la-Gaillarde	*127 079*	760	704	197	159	3,9	6 859	53	496	93	302
Brumath	*85 581*	401	410	96	18	5,3	///	111	193	22	121
Caen	*356 005*	2 591	2 394	472	93	6,6	51 069	224	894	280	346
Cagnes-sur-Mer	*151 212*	1 456	1 486	483	339	5,7	54 182	48	586	155	377
Cahors	*73 790*	424	359	108	55	5,1	7 249	2	409	31	67
Calais	*117 800*	856	924	133	35	4,8	6 131	109	596	105	170
Cambrai	*158 579*	1 000	1 043	185	50	8,4	4 181	86	451	155	200
Cannes	*169 919*	1 857	2 065	734	569	7,3	109 534	19	520	148	324
Carcassonne	*116 236*	578	526	187	195	5,7	12 999	40	244	79	132
Carpentras	*99 325*	663	628	122	154	4,9	10 484	60	480	67	120
Carvin	*111 885*	761	973	120	16	6,6	///	///	///	///	///
Castelnaudary => Carcassonne	*36 967*	128	114	26	17	4,3	2 236	17	16	10	29
Castelsarrasin	*115 488*	795	703	164	66	4,0	2 628	71	424	39	246
Castres	*133 556*	627	536	177	119	4,4	9 892	56	431	52	221
Cayenne	*205 954*	903	811	86	110	6,4	17 068	0	267	139	58
Céret	*70 187*	298	355	83	75	4,9	///	52	10	152	67
Châlons-en-Champagne	*115 365*	711	727	135	161	5,4	7 178	107	520	58	200
Chalon-sur-Saône	*155 036*	1 071	1 040	233	23	5,3	15 549	251	700	87	167
Chambéry	*178 716*	892	795	280	221	5,0	34 888	194	325	131	318
Chambon-Feugerolles	*52 812*	262	281	110	85	3,1	///	///	///	///	///
Charenton-le-Pont	*138 918*	1 149	1 053	321	252	3,6	29 587	31	400	40	158
Charleville-Mézières	*120 224*	1 158	897	127	36	4,3	5 257	223	444	91	268
Charolles	*100 904*	390	456	154	9	4,6	877	60	300	44	75
Chartres	*199 633*	1 008	988	302	229	7,1	14 070	212	817	102	352
Châteaubriant	*54 895*	175	243	55	12	6,6	///	45	98	18	24
Château-Chinon => Nevers	*27 460*	94	90	13	7	5,2	///	///	///	///	///
Châteaudun	*57 982*	265	298	57	23	6,1	///	30	83	35	127
Château-Gontier	*61 335*	218	288	36	14	6,6	1 597	56	146	42	152
Châteaulin	*63 812*	238	307	68	1	3,7	///	6	77	28	24
Châteauroux	*130 283*	833	720	178	213	4,0	9 273	112	448	93	241
Château-Salins	*29 561*	172	213	24	17	6,1	///	10	78	34	34
Château-Thierry	*70 832*	407	435	79	29	5,3	///	///	///	///	///
Châtellerault	*86 734*	399	402	102	28	4,3	5 009	3	275	53	85
Châtillon-sur-Seine	*22 006*	70	105	28	15	6,5	///	8	130	11	24
Chaumont	*71 720*	564	497	73	10	5,3	5 082	403	815	105	273
Cherbourg-Octeville	*128 478*	545	457	106	12	4,6	3 179	10	579	131	315
Chinon	*83 170*	377	446	95	113	5,3	///	52	321	39	93
Cholet	*193 112*	737	731	195	18	3,8	3 575	85	463	61	213
Civray	*31 112*	102	136	45	18	4,6	225	///	///	///	///
Clamecy	*26 645*	177	181	37	8	5,8	///	6	27	11	29
Clermont	*125 742*	484	531	121	110	3,5	///	4	123	113	89
Clermont-Ferrand	*364 410*	1 806	1 634	392	446	4,7	42 225	278	1 143	208	567
Clichy	*57 162*	522	624	151	175	3,8	37 430	25	236	18	192
Cognac	*96 318*	382	347	107	88	3,9	2 275	99	204	39	128
Colmar	*144 701*	1 402	1 335	273	125	4,5	14 083	68	800	115	97
Colombes	*136 365*	954	882	233	315	4,0	24 315	51	418	19	344
Compiègne	*179 296*	920	930	236	274	3,6	10 010	51	300	141	169
Condom.	*38 649*	298	249	61	8	3,9	///	15	56	22	100
Confolens	*36 539*	86	117	20	19	5,1	///	6	26	22	45
Corte	*21 657*	115	156	34	1	11,6	///	///	///	///	///
Cosne-Cours-sur-Loire => Nevers	*45 407*	169	242	41	11	5,0	///	///	///	///	///
Coulommiers	*89 307*	375	489	143	142	4,7	6 539	47	253	36	97
Courbevoie	*84 415*	900	815	256	204	3,4	18 528	19	339	22	230
Coutances	*81 694*	479	491	122	11	5,5	884	2	114	33	69

* Y compris TPBR et juridictions de proximité
** Y compris les jugements sur intérêts civils
*** Affaires hors tutelles majeurs

II/VII

Activité 2009 par tribunal d'instance

	Population du ressort au 1er janvier 2006	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles au fond***	Affaires au fond terminées (1)***		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements **	
				dont juridictions de proximité				Tribunaux de Police	Juridictions de proximité	Tribunaux de Police	Juridictions de proximité
Dax	196 899	1 215	1 160	239	207	5,3	11 888	55	732	137	176
Die => Valence	38 479	61	112	34	7	5,0	///	12	30	6	36
Dieppe	137 701	784	746	130	47	4,9	7 019	115	978	115	318
Digne-les-Bains	79 704	599	586	135	54	5,0	4 482	16	213	62	166
Dijon	360 653	1 612	1 422	494	531	5,0	26 701	187	4 358	201	391
Dinan	108 377	451	483	89	17	6,0	3 957	84	293	12	46
Dole	79 735	659	640	105	20	6,7	4 912	117	372	90	75
Domfront	84 601	557	591	126	7	5,5	2 265	22	189	13	24
Douai	247 507	1 591	1 560	312	117	6,2	12 055	16	550	123	222
Doullens	35 583	168	201	42	20	5,8	///	12	57	20	54
Draguignan	130 140	907	956	300	98	5,7	20 000	79	300	87	104
Dreux	126 176	749	720	147	192	4,1	11 642	139	150	74	178
Dunkerque	256 702	1 890	1 981	319	52	5,0	11 919	140	680	117	151
Ecouen	149 013	561	806	216	352	5,0	18 760	///	///	///	///
Elbeuf	56 188	283	468	96	113	5,6	///	5	468	12	59
Epernay	91 765	449	492	101	98	7,3	5 548	59	476	33	101
Epinal	159 182	1 046	871	213	253	6,0	8 324	319	995	198	346
Espalion => Rodez	27 082	37	76	34	5	6,5	///	///	///	///	///
Etampes	133 496	939	939	226	74	4,2	6 997	136	997	37	154
Evreux	228 296	2 178	2 010	251	32	4,7	36 354	15	655	65	173
Evry	240 710	2 282	2 297	384	337	4,6	28 939	154	630	96	493
Falaise => Caen	48 319	145	229	51	4	6,6	///	///	///	///	///
Figeac	52 869	294	317	91	10	4,6	///	2	678	17	133
Florac	13 042	59	28	11	2	4,8	///	7	13	9	12
Foix	51 817	408	276	74	22	5,8	3 880	10	51	57	386
Fontainebleau	136 612	682	920	261	362	7,5	15 596	282	559	99	165
Fontenay-le-Comte	125 697	565	553	188	37	4,5	1 069	65	300	70	124
Forbach	80 807	487	843	115	51	9,1	6 174	4	257	36	68
Forcalquier => Manosque		///	///	///	///	///	5 215	1	227	24	86
Fort-de-France	198 783	925	661	208	95	4,3	38 178	2	311	432	475
Fougères	80 049	336	397	95	46	4,1	///	67	260	19	87
Fréjus	172 342	1 568	1 593	576	238	5,7	27 546	80	472	256	829
Gaillac	51 077	209	231	60	19	4,8	///	12	19	10	51
Gannat	50 162	277	332	78	12	5,0	///	29	17	8	51
Gap	96 737	666	639	197	137	8,2	5 573	139	226	97	201
Gien	66 025	291	315	80	80	3,9	///	29	48	13	96
Gonesse	177 178	1 274	1 207	292	450	7,0	23 582	192	546	116	381
Gourdon	42 872	183	228	55	10	5,5	///	7	165	22	60
Grand-Bourg	12 009	///	///	///	0	///	///	0	0	2	0
Grasse	115 579	702	820	182	259	6,7	15 225	1	360	57	271
Gray	46 160	266	321	70	13	5,4	///	21	82	16	2
Grenoble	603 370	3 656	3 574	1 222	828	6,4	139 237	396	1 326	250	365
Guebwiller	81 318	546	556	113	42	6,1	1 289	11	183	63	113
Guéret	109 105	378	496	110	103	6,8	1 243	53	540	105	203
Guingamp	78 578	585	294	100	2	4,8	1 142	29	151	72	47
Haguenau	128 613	1 073	993	188	37	4,8	3 826	71	228	37	118
Hayange	75 326	363	556	141	117	5,2	///	24	160	81	42
Hazebrouck	119 082	535	759	394	19	12,9	2 853	40	311	68	124
Houdain	75 589	641	712	107	13	4,9	1 897	4	197	49	81
Huningue	49 931	306	508	111	36	6,5	///	14	145	38	57
Hyères	104 843	452	504	147	106	6,3	15 215	24	306	85	153
Ile Rousse	19 395	99	102	14	11	5,0	///	///	///	///	///
Illkirch-Graffenstaden	128 127	2 005	2 014	250	66	4,5	///	150	420	36	148
Issoire	60 267	255	416	125	36	6,9	///	76	136	20	60
Issoudun	36 166	174	187	35	75	3,9	///	88	175	30	58
Ivry-sur-Seine	225 220	1 852	1 850	519	611	5,2	56 848	144	747	100	251
Joigny	69 870	289	504	167	85	6,5	///	170	308	66	121
Jonzac	53 637	338	338	76	4	5,6	767	25	52	38	46
Juvisy-sur-Orge	273 383	2 266	2 166	419	247	5,8	20 180	162	661	57	316
La Châtre	33 536	143	162	34	18	4,2	///	15	54	22	39
La Flêche	93 700	485	477	63	7	3,7	///	///	///	///	///
La Mure	315 927	116	140	34	11	6,1	///	7	1	6	3
La Réole	26 970	182	258	48	38	6,5	///	10	37	6	71
La Rochelle	46 150	1 157	1 432	353	45	6,4	22 918	83	1 338	146	245
La Roche-sur-Yon	98 171	1 131	868	237	82	4,9	5 578	116	753	154	161
Lagny-sur-Marne	165 636	2 376	2 347	565	790	5,4	49 980	104	1 819	140	468
Langres	41 636	96	163	33	6	4,8	///	82	90	36	87
Lannion	48 473	292	345	105	6	5,7	2 017	6	462	40	65
Laon	197 940	893	854	165	237	6,4	5 106	16	162	115	202
Largentière	254 913	201	251	49	17	4,0	///	13	44	13	81
Laval	148 964	1 114	844	192	18	4,8	6 555	100	349	56	245
Lavaur	53 900	222	287	76	27	5,5	///	0	15	11	34

* Y compris TPBR et juridictions de proximité
** Y compris les jugements sur intérêts civils
*** Affaires hors tutelles majeurs

III/VII

Activité 2009 par tribunal d'instance

	Population du ressort au 1er janvier 2006	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles au fond***	Affaires au fond terminées (1)***		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements **	
				dont juridictions de proximité				Tribunaux de Police	Juridictions de proximité	Tribunaux de Police	Juridictions de proximité
Le Blanc	32 974	351	171	28	22	4,2	///	28	107	19	29
Le Creusot	55 510	701	289	49	4	4,4	1 763	21	172	24	31
Lectoure	25 223	191	198	49	5	5,2	///	8	21	6	52
Le Havre	393 611	3 822	3 192	340	146	8,5	43 377	62	1 258	232	588
Le Lamentin	198 949	780	800	218	97	7,7	16 253	///	///	///	///
Le Mans	356 535	2 627	1 632	403	32	5,1	31 752	210	1 465	392	540
Le Puy	100 348	838	577	254	39	5,1	7 713	32	86	112	105
Le Raincy	280 409	2 617	1 808	476	586	4,7	31 226	114	359	78	245
Le Vigan	34 032	183	172	37	19	9,3	///	3	26	19	25
Lens	124 527	2 325	1 512	161	24	3,9	18 300	14	966	211	417
Les Andelys	82 426	622	489	70	6	5,8	///	29	150	3	57
Les Sables-d'Olonne	216 576	1 625	788	294	82	6,4	2 690	42	617	130	294
Lesparre-Médoc => Bordeaux	45 602	184	225	47	23	7,3	///	34	74	73	113
Levallois-Perret	62 851	792	688	172	77	3,6	27 538	10	197	18	103
Libourne	141 225	1 558	966	231	210	5,5	13 109	51	97	57	188
Liévin	85 550	845	765	80	7	7,3	///	///	///	///	///
Lille	810 738	8 966	6 306	1 241	449	5,6	155 785	268	2 216	291	805
Limoges	259 877	2 731	1 138	387	297	4,9	30 814	92	1 998	144	367
Limoux	43 387	364	214	67	18	5,2	///	6	23	21	37
Lisieux	73 108	1 322	700	199	15	4,5	5 715	23	221	18	59
Loches	49 656	284	279	55	39	5,6	///	52	139	24	43
Lodève	58 737	352	225	83	89	4,6	///	28	152	38	55
Longjumeau	374 249	3 814	2 807	725	235	5,4	35 156	214	1 919	97	293
Longwy	84 213	651	582	83	16	4,5	2 147	25	389	100	53
Lons-le-Saunier	77 895	688	520	134	16	8,6	4 919	144	541	53	69
Lorient	212 213	2 125	1 331	346	38	3,1	9 407	23	700	96	154
Loudéac	56 435	310	206	43	4	6,1	///	18	286	34	31
Loudun	25 291	335	136	44	8	3,3	260	///	///	///	///
Louhans	52 132	388	312	81	3	4,6	///	10	95	7	37
Lourdes	39 595	407	204	44	12	4,4	5 458	18	97	29	245
Louviers	117 456	1 198	1 056	169	13	4,3	///	19	356	28	164
Lunéville	78 137	624	509	114	14	3,6	1 680	74	411	48	188
Lure	65 232	575	421	60	94	4,8	1 282	17	113	34	61
Luxeuil-les-Bains	43 069	460	362	111	7	3,8	///	29	90	26	34
Lyon	992 404	7 775	5 239	2 021	2 503	4,1	364 870	339	3 235	607	1 127
Mâcon	110 229	1 213	622	157	14	3,7	9 268	157	300	28	125
Mamers	56 153	472	360	64	3	6,2	///	///	///	///	///
Manosque	64 086	253	376	///	60	4,7	///	///	///		
Mantes-la-Jolie	183 827	1 500	1 118	266	49	4,2	19 390	186	231	34	188
Marennes	62 251	726	406	84	7	10,7	///	///	///	///	///
Marmande	92 196	1 214	692	155	35	5,0	3 146	36	140	47	141
Marseille	868 636	8 456	7 107	2 456	4 344	4,8	311 287	324	7 436	270	3 327
Martigues	305 279	2 232	1 712	448	848	5,5	28 975	103	655	150	456
Marvejols	33 455	230	76	24	14	7,8	///	31	21	38	37
Maubeuge	118 267	1 422	764	208	26	6,1	6 545	17	5	29	41
Mauriac	27 381	181	140	17	5	8,1	///	24	22	23	69
Mayenne => Laval	88 702	213	285	68	4	7,3	///	///	///	///	///
Meaux	210 251	1 482	857	231	415	3,9	18 500	179	440	123	567
Melle	49 186	417	172	42	2	4,9	450	26	53	27	46
Melun	408 994	3 874	2 992	797	67	4,6	49 376	257	761	217	896
Mende	30 303	401	114	36	14	7,5	2 338	25	56	33	28
Menton	90 463	952	436	122	185	5,4	31 283	324	275	37	56
Metz	342 122	4 111	2 309	643	631	7,0	54 401	322	1 850	268	719
Millau	44 711	561	283	66	8	4,9	5 500	44	239	79	128
Mirande	37 796	320	207	33	5	6,1	///	21	60	20	96
Mirecourt	50 313	395	292	64	65	5,4	///	///	///	///	///
Molsheim	116 412	1 255	900	206	51	4,6	///	370	306	170	116
Montargis	121 565	1 580	769	189	47	4,6	9 961	50	374	52	119
Montauban	111 361	1 652	1 000	180	142	5,3	7 671	76	793	98	324
Montbéliard	165 882	1 334	886	180	224	6,6	6 130	40	203	35	125
Montbrison	174 539	1 488	716	182	21	5,3	3 442	80	198	129	225
Montceau-les-Mines	41 275	359	320	54	7	4,3	1 276	12	183	26	39
Mont-de-Marsan	132 646	1 797	1 070	240	44	5,6	7 783	165	764	168	266
Montdidier	53 537	428	378	121	36	4,9	///	28	153	22	91
Montélimar	108 851	1 183	557	171	175	3,5	6 602	60	324	32	288
Montereau-Fault-Yonne	44 917	401	357	112	46	4,6	3 068	41	197	29	55
Montfort	71 131	405	290	65	20	5,3	///	26	108	29	20
Montluçon	112 131	1 216	909	142	33	8,5	5 272	79	184	68	144
Montmorency	283 431	1 875	1 292	453	488	4,7	48 614	51	467	76	271
Montmorillon	43 137	300	211	57	9	6,2	596	///	///	///	///

* Y compris TPBR et juridictions de proximité
** Y compris les jugements sur intérêts civils
*** Affaires hors tutelles majeurs

IV/VII

Activité 2009 par tribunal d'instance

	Population du ressort au 1er janvier 2006	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles au fond***	Affaires au fond terminées (1)***		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements **	
				dont juridictions de proximité				Tribunaux de Police	Juridictions de proximité	Tribunaux de Police	Juridictions de proximité
Montpellier	*542 715*	3 593	3 602	1 403	1 379	4,1	233 671	375	1 306	392	483
Montreuil	*101 587*	931	939	236	234	5,0	41 981	59	335	21	155
Montreuil-sur-mer	*104 389*	799	771	170	7	5,0	8 251	12	331	73	192
Morlaix	*146 870*	562	523	115	18	4,6	1 643	38	425	46	52
Mortagne-au-Perche	*72 202*	300	389	70	3	5,5	///	18	110	41	55
Mortain	*37 313*	91	128	40	3	4,6	///	2	38	5	21
Moulins	*90 048*	517	562	101	11	5,0	2 750	86	88	45	257
Moutiers	*51 602*	353	420	135	70	5,7	///	68	159	61	172
Mulhouse	*263 117*	3 403	2 969	757	388	7,9	39 418	54	695	210	487
Murat => St Flour	*14 991*	80	83	5	4	11,3	///	7	4	6	14
Muret	*168 732*	836	767	150	103	3,8	///	88	99	43	154
Nancy	*418 352*	3 371	3 136	781	67	5,9	51 472	400	3 415	304	661
Nantes	*845 043*	3 619	3 500	1 520	1 078	7,3	104 294	602	2 631	332	850
Nantua	*153 921*	940	926	173	107	3,8	6 419	249	228	176	69
Narbonne	*144 432*	790	849	311	192	6,7	18 684	61	606	226	207
Nérac	*25 138*	136	186	28	10	3,9	///	///	///	///	///
Neufchâtel-en-Bray	*71 053*	373	473	80	24	5,5	917	39	117	44	82
Neuilly-sur-Seine	*61 471*	574	656	176	137	4,5	72 318	29	102	9	209
Nevers	*122 708*	979	801	174	144	5,1	9 711	94	943	111	352
Nice	*430 791*	4 342	3 957	1 229	1 969	6,5	164 877	321	1 300	258	826
Nîmes	*353 523*	2 416	2 364	627	784	5,9	63 290	93	640	283	416
Niort	*153 757*	1 143	1 158	254	42	4,5	10 975	124	405	116	279
Nogent-le-Rotrou	*37 323*	193	203	56	33	4,8	///	31	101	19	134
Nogent-sur-Marne	*152 547*	1 383	998	260	298	4,0	32 129	80	440	82	480
Nogent-sur-Seine	*42 840*	223	313	39	7	7,0	///	///	///	///	///
Nontron	*41 759*	145	151	26	22	5,9	///	21	13	33	140
Nyons	*22 346*	89	123	32	4	4,9	728	7	63	0	36
Oloron-Sainte-Marie	*63 960*	182	231	58	53	6,4	///	18	42	22	45
Orange	*116 868*	826	784	185	211	5,3	9 887	73	340	71	104
Orléans	*457 735*	2 779	2 512	465	605	6,0	52 389	330	463	319	825
Orthez	*65 834*	196	233	74	58	4,9	///	15	29	25	55
Paimboeuf => St Nazaire	*65 231*	100	168	31	16	6,4	1 096	21	79	6	32
Palaiseau	*176 435*	1 016	946	256	73	3,7	10 012	91	414	43	234
Pamiers	*67 279*	289	395	96	42	6,4	2 404	11	352	57	224
Pantin	*126 957*	1 377	1 522	318	378	6,8	51 815	3	355	26	154
Paris	*2 181 371*	27 205	26 285	8 233	4 970	4,9	1 845 545	340	55 810	1 852	18 606
Parthenay	*63 230*	256	329	82	13	3,5	810	21	121	50	53
Pau	*240 743*	1 118	1 101	434	329	6,7	18 297	65	460	100	478
Périgueux	*152 769*	983	898	219	214	5,7	10 029	61	693	137	657
Péronne	*79 673*	466	439	85	64	4,8	///	10	106	79	109
Perpignan	*319 639*	1 921	1 733	634	759	5,5	43 579	190	525	183	151
Ploërmel	*83 631*	273	439	135	19	16,0	///	16	92	62	24
Pointe-à-Pitre	*283 984*	1 719	1 623	213	689	6,9	31 847	0	204	197	110
Poissy	*249 645*	1 425	1 443	324	226	4,1	38 298	164	850	51	327
Poitiers	*232 188*	1 441	1 309	362	244	6,6	18 775	8	682	168	206
Pontarlier	*74 040*	367	371	113	29	4,4	1 473	59	105	23	68
Pont-Audemer	*78 705*	342	507	101	16	8,9	///	14	478	107	79
Pontivy	*88 490*	257	316	49	20	4,5	///	///	///	///	///

* Y compris TPBR et juridictions de proximité
** Y compris les jugements sur intérêts civils
*** Affaires hors tutelles majeurs

V/VII

Activité 2009 par tribunal d'instance

	Population du ressort au 1er janvier 2006	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles au fond***	Affaires au fond terminées (1)***		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements **	
				dont juridictions de proximité				Tribunaux de Police	Juridictions de proximité	Tribunaux de Police	Juridictions de proximité
Pont-l'Evêque	*72 646*	550	720	230	28	4,0	11 926	26	420	30	236
Pontoise	*320 418*	1 831	1 845	621	954	5,0	42 999	66	1 221	113	501
Prades	*42 286*	167	184	66	50	4,0	///	38	27	29	13
Privas	*126 474*	597	620	141	69	5,9	5 967	68	345	57	234
Provins	*67 481*	353	426	102	128	3,8	2 839	38	226	33	89
Puteaux	*253 119*	1 739	1 760	398	589	5,2	43 569	175	610	57	551
Quimper	*250 745*	1 606	1 532	336	21	3,8	19 146	36	659	101	155
Quimperlé	*59 697*	220	305	64	3	4,3	645	13	120	19	66
Rambouillet	*185 081*	838	825	236	85	5,2	10 262	458	574	61	175
Redon	*94 478*	454	380	57	43	5,9	///	48	221	58	43
Reims	*310 394*	2 571	2 563	353	191	5,0	43 020	200	1 157	183	713
Remiremont => Epinal	*76 052*	149	203	57	40	5,0	///	///	///	///	///
Rennes	*463 739*	2 210	2 007	531	372	5,1	76 652	117	1 856	181	254
Rethel	*35 152*	161	169	26	3	3,5	///	///	///	///	///
Ribeauvillé	*50 905*	283	378	150	22	7,2	///	19	84	23	35
Ribérac	*51 715*	248	290	52	15	8,9	///	26	14	27	229
Riom	*114 658*	453	464	128	85	4,1	4 408	71	109	53	164
Roanne	*153 402*	930	847	262	116	2,9	4 771	25	281	84	127
Rochechouart	*37 181*	138	156	51	27	3,8	///	31	63	19	35
Rochefort	*76 026*	772	693	149	20	4,2	10 395	45	558	80	112
Rocroi	*45 772*	192	194	19	6	6,7	///	///	///	///	///
Rodez	*111 538*	465	336	76	32	4,7	7 660	80	637	104	376
Romans-sur-Isère	*104 797*	691	656	190	58	3,6	7 759	47	480	20	192
Romorantin-Lanthenay	*71 002*	273	368	50	97	7,6	1 298	71	157	48	55
Roubaix	*180 666*	1 906	1 567	338	60	5,6	30 082	23	489	74	211
Rouen	*506 321*	3 179	3 436	683	586	7,6	93 825	39	2 782	175	339
Ruffec	*27 886*	94	84	19	6	5,4	///	35	44	11	41
Saint-Affrique => Millau	*25 789*	66	99	22	4	4,6	///	///	///	///	///
Saint-Amand-Montrond	*67 468*	451	387	81	10	5,0	///	51	236	30	141
Saint-Avold	*90 972*	1 020	678	84	107	6,9	3 281	174	164	75	91
Saint-Benoît	*114 279*	775	783	401	22	3,9	5 975	2	168	60	58
Saint-Brieuc	*229 302*	1 027	807	201	27	6,4	12 561	67	1 208	138	221
Saint-Calais	*47 097*	143	170	32	2	3,0	///	///	///	///	///
Saint-Claude	*52 315*	319	324	51	3	5,4	///	///	///	///	///
Saint-Denis	*137 294*	1 487	1 536	324	658	5,1	43 020	92	437	36	250
Saint-Denis-de-la-Réunion	*190 624*	1 861	1 801	685	120	4,5	36 152	1	323	91	73
Saint-Dié	*94 428*	475	479	99	96	3,7	2 345	7	325	106	137
Saint-Dizier	*69 782*	446	444	71	9	3,6	1 999	44	227	82	143
Saintes	*157 380*	1 257	1 209	303	64	4,4	5 479	100	958	129	188
Saint-Etienne	*360 517*	2 326	2 364	763	749	5,2	92 589	140	585	256	859
Saint-Flour	*24 234*	193	119	23	1	6,3	///	32	35	34	70
Saint-Gaudens	*91 475*	467	457	88	113	8,5	2 503	60	83	48	202
Saint-Germain-en-Laye	*383 561*	2 062	2 033	601	293	3,4	55 351	175	1 355	31	459
Saint-Girons	*27 193*	197	163	29	1	7,1	///	6	41	31	99
Saint-Jean-d'Angély	*51 681*	291	346	56	7	4,6	726	11	66	25	52
Saint-Jean-de-Maurienne	*44 039*	197	226	64	57	4,5	///	200	20	21	71
Saint-Julien-en-Genevois	*148 664*	1 104	1 147	321	239	5,5	21 872	79	223	53	310
Saint-Lô	*90 733*	369	451	114	9	6,1	1 557	0	190	55	150
Saint-Malo	*150 249*	956	779	178	34	7,0	10 419	0	916	70	136
Saint-Marcellin	*98 801*	459	558	147	68	5,1	///	88	148	34	34
Saint-Martin		337	311	68	115	4,9	///	0	113	47	14
Saint-Maur-des-Fossés	*197 691*	1 425	1 538	358	559	4,9	51 189	108	456	76	239
Saint-Mihiel	*40 029*	231	295	42	6	6,0	523	5	233	21	66
Saint-Nazaire	*268 916*	1 616	1 453	347	199	5,5	12 392	91	713	163	264
Saint-Omer	*157 528*	880	874	181	9	4,1	5 630	33	356	93	151
Saint-Ouen	*101 760*	1 398	1 412	294	432	5,5	29 886	41	119	31	134
Saint-Palais	*40 520*	124	136	46	21	7,6	///	11	23	50	26
Saint-Paul	*163 681*	1 236	1 172	381	64	3,8	8 701	16	361	86	88
Saint-Pierre	*313 378*	1 814	1 961	859	80	5,5	9 779	5	248	130	114
Saint-Pol-sur-Ternoise	*65 659*	360	465	48	8	7,2	748	31	117	40	64
Saint-Pons-de-Thomières => Béziers	*22 882*	52	80	19	18	5,4	///	///	///	///	///
Saint-Quentin	*149 444*	889	877	220	157	8,2	11 501	20	750	130	147
Saint-Sever => Mont de Marsan	*33 282*	1	13	5	0	4,4	///	///	///	///	///
Saint-Yrieix-la-Perche	*29 402*	86	132	44	12	8,9	///	15	56	10	15
Salon-de-Provence	*111 629*	712	633	179	240	3,9	16 474	33	194	39	128
Sancerre	*45 213*	226	281	41	10	3,3	///	16	114	9	77
Sannois	*227 012*	1 326	1 311	413	472	3,6	60 702	37	516	90	367
Sarlat-la-Canéda	*49 572*	248	263	64	24	4,6	2 281	22	179	29	166
Sarrebourg	*63 193*	461	441	98	40	4,8	1 690	46	240	65	42
Sarreguemines	*100 182*	627	596	114	42	6,9	2 813	126	109	57	114
Sartène	*34 721*	217	226	45	29	6,0	///	0	115	13	97
Saumur	*102 398*	607	475	164	6	4,2	5 308	38	315	47	112
Saverne	*91 771*	655	639	123	21	5,0	///	57	267	91	142

* Y compris TPBR et juridictions de proximité
** Y compris les jugements sur intérêts civils
*** Affaires hors tutelles majeurs

VI/VII

Activité 2009 par tribunal d'instance

	Population du ressort au 1er janvier 2006	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles au fond***	Affaires au fond terminées (1)***		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements **	
				dont juridictions de proximité				Tribunaux de Police	Juridictions de proximité	Tribunaux de Police	Juridictions de proximité
Schiltigheim	*105 594*	1 194	1 402	277	122	7,0	///	63	382	33	138
Sedan	*62 129*	538	435	34	4	4,5	2 193	101	202	25	108
Segré	*57 672*	281	271	58	10	4,1	///	///	///	///	///
Sélestat	*82 778*	560	517	108	18	3,9	3 682	64	293	83	186
Semur-en-Auxois	*40 389*	173	179	58	39	5,7	///	20	261	12	50
Senlis	*270 288*	1 365	1 473	360	574	4,0	27 992	119	496	96	351
Sens	*91 320*	654	561	150	98	4,4	8 449	98	718	54	130
Sète	*116 747*	758	845	309	291	4,4	17 614	73	130	87	234
Soissons	*101 434*	593	673	126	179	7,1	6 684	9	362	74	120
Strasbourg	*272 975*	4 285	4 327	892	453	5,2	76 078	247	1 646	273	723
Tarascon	*114 502*	478	461	98	154	5,0	5 899	107	1 133	70	248
Tarbes	*138 646*	977	1 014	233	25	5,8	9 941	30	324	106	272
Thann	*80 294*	543	519	96	16	4,7	2 363	30	123	34	93
Thiers	*56 671*	286	316	63	30	5,6	///	43	130	7	41
Thionville	*177 650*	1 033	1 054	308	150	5,4	13 632	51	690	81	102
Thonon-les-Bains	*124 595*	846	758	269	116	4,7	19 540	17	334	50	183
Tonnerre	*24 373*	101	120	36	8	4,2	///	5	100	16	26
Toul	*68 078*	419	463	127	6	5,2	///	136	420	49	242
Toulon	*450 459*	3 169	2 809	843	1 012	9,0	103 857	85	1 283	460	640
Toulouse	*855 620*	6 036	5 769	1 525	2 791	4,6	114 464	468	2 828	255	1 194
Tourcoing	*209 396*	1 627	1 495	320	54	5,0	23 195	49	500	80	217
Tournon	*131 292*	510	534	125	25	4,9	1 090	26	215	59	209
Tours	*447 486*	2 447	2 460	635	1 000	4,8	42 877	570	2 000	270	1 038
Trévoux	*162 899*	724	709	185	158	4,5	///	384	279	279	161
Troyes	*204 296*	1 855	1 885	305	384	6,6	26 696	100	737	101	373
Tulle	*79 281*	471	468	154	15	4,0	7 697	74	312	47	252
Ussel	*34 003*	112	155	25	5	5,7	463	64	155	15	53
Uzès	*152 330*	848	884	213	219	5,9	///	74	608	86	143
Valence	*194 135*	992	977	330	283	4,4	16 167	122	980	44	361
Valenciennes	*347 933*	2 140	2 184	420	459	5,0	28 409	160	1 120	299	295
Valognes	*62 743*	168	197	37	2	5,6	3 179	1	128	49	70
Vannes	*223 839*	1 168	1 065	252	50	6,0	9 714	33	832	187	157
Vanves	*246 335*	1 658	1 679	365	431	4,9	51 541	39	564	75	467
Vendôme	*69 690*	362	444	269	70	4,8	2 957	43	193	32	41
Verdun	*86 211*	579	529	71	19	5,9	4 139	62	642	67	119
Versailles	*393 690*	2 202	2 018	589	461	5,2	77 903	260	775	78	559
Vervins	*49 718*	284	324	37	56	4,7	///	5	51	47	96
Vesoul	*81 407*	592	557	120	71	5,0	1 770	95	356	33	67
Vichy	*90 968*	785	797	151	25	5,8	9 100	19	67	10	127
Vienne	*255 764*	1 832	1 738	383	87	7,2	25 599	358	801	60	153
Vierzon => Bourges	*45 992*	137	262	42	6	5,1	///	///	///	///	///
Villefranche-de-Lauragais	*70 505*	165	250	74	64	4,5	///	43	28	23	66
Villefranche-de-Rouergue => Rodez	*64 258*	139	161	46	28	6,9	///	///	///	///	///
Villefranche-sur-Saône	*186 528*	1 245	1 121	248	112	5,7	25 908	89	220	94	292
Villejuif	*220 160*	2 111	2 084	516	396	7,4	37 284	201	318	104	506
Villeneuve-sur-Lot	*90 007*	671	671	173	19	6,7	2 945	84	86	80	212
Villeurbanne	*490 722*	3 844	3 757	1 195	108	3,7	///	368	709	338	339
Vincennes	*121 426*	758	921	249	133	5,0	38 898	///	///	///	///
Vire	*56 083*	319	349	48	3	4,6	///	11	109	23	65
Vitré	*86 205*	221	468	88	14	4,3	///	31	429	27	80
Vitry-le-François	*48 318*	359	272	50	7	7,5	652	60	391	29	44
Vouziers => Sedan	*22 376*	60	80	10	2	4,5	///	///	///	///	///
Wissembourg	*67 165*	437	389	109	6	4,5	///	54	75	21	53
Yssingeaux	*79 025*	285	303	47	10	3,7	///	6	11	37	51
Yvetot	78 960	371	498	90	46	4,8	///	17	190	17	62

* Y compris TPBR et juridictions de proximité
** Y compris les jugements sur intérêts civils
*** Affaires hors tutelles majeurs

VII/VII

Activité par juridiction

Sources :

Les statistiques sont issues du répertoire général civil des CPH pour 2009. Elles fournissent une ventilation, par juridiction, des données présentées dans le chapitre “Justice civile”, et donnent une idée des disparités d’activité qui existent entre ces juridictions.

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 2006) est fournie pour éclairer les différences d’activités entre juridiction.

Définitions :

Section saisie : les conseils de prud’hommes sont divisés en cinq sections autonomes selon le secteur d’activité concerné.

L’ordonnance de référé est une décision provisoire rendue à la demande d’une partie, l’autre présente ou appelée, dans les cas ou la loi confère à un juge, qui n’est pas saisi au principal, le pouvoir d’ordonner immédiatement les mesures nécessaires.
L’ordonnance de référé n’a pas au principal l’autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu’en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire.

Le taux de départition est calculé par rapport aux affaires ayant fait l’objet d’un délibéré (cf. définitions 11 et 16, chapitre “Activité des juridictions - CPH”).

Activité 2009 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 1er janvier 2006	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles						Affaires terminées				
			Section saisie						dont affaires en délibéré	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)	
			Agriculture	Commerce	Diverses	Encadrement	Industrie					
Tous conseils de prud'hommes	*63 207 780*	**176 687**	**3 710**	**63 348**	**34 492**	**29 533**	**45 604**	**140 197**	**74 168**	**20,7**	**12,7**	**52 214**
Abbeville	*127 893*	239	5	74	35	18	107	207	116	7,8	8,2	64
Agen	*230 096*	399	5	134	96	49	115	325	142	11,3	12,7	167
Aix-en-Provence	*410 356*	1 785	36	805	328	352	264	1 625	1 009	38,6	20,0	330
Aix-les-Bains	*71 522*	125	0	54	17	25	29	117	66	3,0	8,3	46
Ajaccio	*135 718*	360	21	146	41	49	103	347	185	14,6	11,7	108
Albertville	*152 852*	501	1	311	74	27	88	330	142	15,5	7,2	108
Albi	*177 881*	390	7	179	76	43	85	350	138	30,4	9,3	107
Alençon	*141 308*	294	18	54	49	22	151	252	111	18,0	9,6	76
Alès	*143 284*	306	4	97	53	34	118	185	103	12,6	8,8	167
Amiens	*356 755*	1 468	9	267	156	69	967	801	326	9,2	10,3	284
Angers	*594 477*	2 117	37	603	240	199	1 038	1 169	469	11,5	9,3	252
Angoulême	*347 038*	486	21	151	90	72	152	488	279	18,6	10,6	163
Annecy	*249 501*	667	6	230	124	118	189	506	254	23,2	10,6	191
Annemasse	*273 259*	395	5	164	75	60	91	362	112	9,8	10,9	223
Annonay	*131 292*	188	0	52	25	27	84	169	120	40,0	9,3	65
Argentan	*151 571*	368	15	111	70	18	154	277	216	15,3	10,7	75
Argenteuil	*227 012*	657	0	205	130	97	225	574	264	5,3	11,7	141
Arles	*192 034*	793	41	365	112	53	222	564	309	33,3	15,0	209
Arras	*305 925*	648	32	195	93	66	262	512	197	7,6	7,2	213
Aubenas	*174 947*	225	5	77	54	15	74	188	121	15,7	10,5	92
Auch	*181 376*	161	8	56	29	27	41	192	106	8,5	12,9	66
Aurillac	*149 682*	140	7	50	24	13	46	134	72	31,9	11,4	69
Auxerre	*178 898*	341	17	95	58	44	127	291	156	21,2	9,0	76
Avesnes-sur-Helpe **	*234 656*	333	6	100	76	39	112	263	110	3,6	9,3	53
Avignon	*318 098*	970	21	441	216	106	186	875	414	12,8	16,5	306
Avranches	*128 915*	218	35	108	27	12	36	151	65	13,8	10,5	38
Bar-le-Duc	*107 485*	197	9	72	16	12	88	188	133	20,3	9,2	32
Bastia	*158 400*	312	6	121	55	20	110	378	235	21,7	15,0	158
Bayonne	*266 312*	583	9	288	100	98	88	478	275	42,2	12,3	255
Beauvais	*343 393*	538	4	163	85	73	213	416	230	20,0	13,4	205
Belfort	*141 201*	362	1	126	62	57	116	362	213	20,7	11,0	100
Belley	*88 745*	142	4	42	38	13	45	133	84	6,0	8,9	42
Bergerac	*157 811*	270	14	95	53	27	81	253	144	3,5	6,8	81
Bernay	*139 045*	232	12	61	33	14	112	163	91	4,4	10,8	214
Besançon	*350 275*	608	3	157	82	84	282	511	182	20,3	10,2	134
Béthune	*283 181*	517	17	158	87	42	213	460	234	6,4	12,9	157
Béziers	*282 843*	921	46	381	192	88	214	827	548	24,1	11,4	374
Blois	*325 182*	778	29	192	120	76	361	512	207	10,1	11,2	195
Bobigny	*1 491 970*	5 022	8	2 266	963	848	937	4 151	2 545	38,3	19,2	1 131
Bonneville	*173 495*	409	0	157	56	63	133	321	122	19,7	7,6	90
Bordeaux	*1 252 534*	3 687	128	1 314	750	577	918	3 471	1 955	31,9	12,6	1 139
Boulogne-Billancourt	*730 744*	2 571	0	655	689	1 032	195	1 951	1 139	11,4	13,5	542
Boulogne-sur-Mer	*266 991*	450	9	237	70	40	94	401	202	7,4	12,4	106
Bourg-en-Bresse	*324 075*	675	9	202	95	81	288	399	241	9,5	14,7	124
Bourges	*314 675*	650	9	205	119	80	237	525	256	17,2	9,0	181
Bourgoin-Jallieu	*184 587*	385	7	122	64	54	138	259	134	1,5	8,9	91
Brest	*361 877*	577	15	187	88	79	208	653	227	11,5	7,8	90
Brive-la-Gaillarde	*127 079*	313	4	93	49	43	124	234	120	21,7	11,0	77
Caen	*525 598*	2 074	23	651	251	169	980	1 288	656	26,7	16,9	999
Cahors	*169 531*	265	12	67	87	26	73	360	136	17,6	9,4	69
Calais	*117 800*	270	0	98	74	22	76	373	217	62,2	10,8	104
Cambrai	*158 579*	410	5	107	89	32	177	346	153	2,6	8,0	47
Cannes	*169 919*	819	0	360	199	109	151	617	315	6,7	11,8	348
Carcassonne	*196 590*	428	22	118	112	41	135	468	277	29,2	14,4	68
Castres	*187 456*	269	3	94	49	33	90	229	131	22,1	11,0	71
Cergy	*320 418*	989	17	317	180	192	283	812	351	13,1	11,4	183
Chalon-sur-Saône	*163 683*	668	19	168	90	94	297	514	314	11,1	12,3	126
Chalons-en-Champagne	*338 229*	287	31	123	27	32	74	229	142	4,9	8,6	77
Chambéry	*178 716*	369	6	154	56	57	96	375	205	22,4	12,2	204
Charleville-Mézières	*285 653*	605	8	165	89	47	296	668	287	28,2	13,8	154
Chartres	*236 956*	856	27	268	167	102	292	515	304	10,9	9,3	162
Chateaudun	*57 982*	163	0	15	19	33	96	72	34	5,9	12,6	18
Chateauroux	*232 959*	452	16	147	68	44	177	348	228	31,6	7,8	85

** CPH créé en 2008 [Avesnes-sur-Helpe]

I/IV

Activité 2009 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 1er janvier 2006	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles						Affaires terminées				
			Section saisie						dont affaires en délibéré	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)	
			Agriculture	Commerce	Diverses	Encadrement	Industrie					
Chaumont	187 652	307	9	92	44	33	129	213	117	11,1	6,6	50
Cherbourg-Octeville	191 221	605	9	195	96	38	267	474	79	2,5	6,7	53
Clermont-Ferrand	508 806	1 234	17	549	188	133	347	1 001	472	15,9	11,4	309
Colmar	359 702	991	25	312	157	133	364	877	467	5,1	7,5	280
Compiègne	179 296	396	4	134	71	54	133	293	156	9,6	8,2	101
Coutances	172 427	205	10	80	37	22	56	156	75	21,3	13,0	32
Creil	270 288	727	12	234	152	74	255	515	234	21,4	13,1	193
Créteil	998 567	3 188	12	1 137	726	615	698	1 956	1 136	32,3	16,4	817
Dax	196 899	524	7	123	43	63	288	540	188	18,1	6,9	152
Dieppe	208 754	417	12	129	88	37	151	406	221	16,3	11,7	58
Digne-les-Bains	154 501	313	11	84	89	42	87	246	113	10,6	11,0	81
Dijon	517 168	1 769	41	587	262	315	564	1 328	627	12,6	9,3	357
Dinan	108 377	162	3	56	51	11	41	163	57	1,8	6,8	92
Dole	148 805	197	3	86	33	19	56	137	85	5,9	9,3	60
Douai	247 507	481	2	143	94	40	202	576	400	4,5	11,2	110
Draguignan	257 455	507	27	234	83	64	99	371	236	6,8	12,0	159
Dreux	126 176	619	0	58	56	29	476	602	301	8,6	7,3	54
Dunkerque	256 702	740	2	196	159	70	313	571	349	12,3	8,0	331
Epernay	91 765	231	0	75	29	26	101	143	60	8,3	5,3	99
Epinal	285 547	667	9	179	70	71	338	542	207	8,2	12,9	185
Evreux	228 296	509	13	161	132	73	130	371	186	14,0	10,4	339
Evry	647 589	1 757	12	921	270	290	264	1 202	641	10,0	12,0	643
Foix	146 289	250	6	81	45	35	83	215	95	18,9	16,3	82
Fontainebleau	181 529	363	1	152	64	49	97	316	167	6,0	9,9	161
Forbach	271 961	663	3	211	111	52	286	582	313	6,1	9,5	435
Fréjus	172 342	698	0	314	159	75	150	773	507	9,1	12,9	286
Gap	130 752	256	2	97	62	36	59	226	115	6,1	10,6	52
Grasse	382 012	1 815	32	700	387	359	337	1 732	902	15,1	7,8	359
Grenoble	729 141	2 199	17	906	377	374	525	1 432	775	11,0	9,8	553
Guéret	123 401	190	14	63	41	23	49	192	70	0,0	10,5	65
Guingamp	176 749	291	7	52	150	46	36	206	107	13,1	9,7	85
Haguenau	195 778	299	0	82	68	43	106	212	86	8,1	10,4	94
Hazebrouck	119 082	196	1	62	35	21	77	157	79	2,5	7,9	65
La Rochelle	197 940	574	3	240	106	103	122	454	231	12,6	8,5	178
La Roche-sur-Yon	380 610	540	11	166	92	78	193	465	197	7,1	8,1	168
Lannoy	123 535	1 372	0	1 157	73	62	80	443	92	1,1	7,8	55
Laon	215 354	657	5	150	66	37	399	279	143	21,0	8,6	107
Laval	299 001	306	12	89	64	40	101	244	118	7,6	8,9	65
Le Havre	393 611	1 039	3	318	283	119	316	812	289	10,0	7,5	322
Le Mans	553 485	765	20	299	158	115	173	693	377	23,9	10,6	219
Le Puy	321 962	239	3	57	36	22	121	220	128	37,5	10,7	92
Lens	219 484	790	0	272	146	90	282	662	316	30,1	17,1	212
Les Sables-d'Olonne	216 576	256	8	86	58	29	75	224	95	17,9	7,4	53
Libourne	141 225	283	37	75	47	30	94	236	110	28,2	12,7	89
Lille	670 408	1 916	16	676	458	359	407	1 589	671	12,1	12,1	451
Limoges	367 156	910	23	261	243	91	292	761	262	23,3	9,8	213
Lisieux	145 754	398	21	143	78	39	117	270	146	34,9	11,1	111
Longjumeau	550 684	1 405	0	446	266	495	198	963	528	11,0	14,4	367
Longwy	160 735	365	7	130	93	34	101	379	192	6,3	8,2	43
Lons-le-Saunier	130 210	211	8	77	43	39	44	222	115	16,5	7,9	48
Lorient	387 353	1 013	298	195	141	115	264	584	238	12,6	9,6	205
Louviers	199 882	448	0	147	93	62	146	429	228	0,4	8,6	84
Lure	108 301	145	6	43	24	14	58	126	69	21,7	12,1	19
Lyon	1 483 126	5 163	17	2 107	896	1 043	1 100	2 642	1 572	55,1	17,8	1 545
Macon	211 133	399	14	119	50	53	163	264	151	2,6	7,6	58
Mantes-la-Jolie	183 827	411	0	166	72	65	108	320	115	3,5	4,6	80
Marmande	92 196	121	4	38	24	14	41	120	66	18,2	12,7	59
Marseille	1 029 736	4 389	20	1 986	942	653	788	3 199	1 849	30,4	15,7	906
Martigues	305 279	1 081	0	539	140	115	287	1 033	578	20,2	11,0	231
Meaux	615 485	1 730	9	722	324	270	405	1 444	707	18,1	20,2	541
Melun	476 475	1 052	7	387	208	171	279	886	394	49,0	13,2	318
Mende	76 800	92	3	33	26	9	21	104	72	11,1	7,9	9
Metz	511 841	1 572	12	485	500	195	380	1 479	985	11,7	13,5	453
Millau	70 500	123	3	33	42	16	29	114	67	19,4	8,9	37
Mont-de-Marsan	165 928	284	11	82	106	32	53	176	103	7,8	11,8	121

II/IV

Activité 2009 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 1er janvier 2006	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles						Affaires terminées				
			Section saisie									
			Agriculture	Commerce	Diverses	Encadrement	Industrie		dont affaires en délibéré	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)	
Montargis	187 590	309	8	89	57	33	122	317	138	0,0	5,9	89
Montauban	226 849	491	35	141	82	60	173	422	278	18,0	15,6	298
Montbéliard	165 882	382	1	99	53	28	201	301	150	22,7	15,5	123
Montbrison	174 539	257	1	61	47	41	107	203	126	2,4	9,0	45
Montélimar	131 197	362	0	167	76	34	85	288	147	5,4	9,3	94
Montluçon	112 131	302	2	66	55	35	144	262	113	28,3	9,1	47
Montmorency	609 622	1 306	0	567	258	227	254	1 068	575	12,2	11,6	262
Montpellier	601 452	2 280	41	940	462	421	416	2 052	1 295	26,0	13,5	703
Morlaix	146 870	172	8	54	32	27	51	112	54	7,4	6,2	41
Moulins	90 048	183	6	98	36	13	30	160	101	28,7	9,8	39
Mulhouse	459 555	1 256	21	464	204	158	409	1 057	516	7,9	10,8	411
Nancy	564 567	1 481	13	530	396	230	312	1 052	512	19,9	8,8	554
Nanterre	805 356	4 374	1	1 192	768	1 919	494	3 349	1 708	20,3	19,0	991
Nantes	899 938	1 619	9	563	281	418	348	1 529	630	27,6	14,2	572
Narbonne	144 432	366	14	169	66	41	76	343	215	17,2	10,8	158
Nevers	222 220	304	15	62	65	27	135	247	145	17,2	10,4	105
Nice	521 254	2 081	6	919	535	240	381	1 796	1 041	20,4	10,9	683
Nimes	539 885	1 482	69	483	324	160	446	1 161	575	22,1	15,2	529
Niort	202 943	995	9	645	66	182	93	297	135	15,6	7,9	111
Orange	216 193	488	36	157	68	45	182	336	153	17,0	14,2	134
Orléans	457 735	1 200	16	333	214	160	477	916	415	21,4	11,8	223
Oyonnax	153 921	218	0	81	37	29	71	159	79	3,8	7,5	31
Paris	2 181 371	17 087	12	6 343	3 638	5 504	1 590	13 210	7 654	27,4	14,8	9 439
Pau	370 537	759	6	290	173	103	187	607	311	43,7	15,8	315
Périgueux	246 243	368	15	150	67	36	100	353	189	12,7	9,1	141
Péronne	79 673	200	6	50	26	12	106	141	71	0,0	9,5	54
Perpignan	432 112	1 185	74	536	253	92	230	1 114	603	17,1	12,6	381
Poissy	249 645	484	0	170	104	99	111	550	275	18,2	15,2	100
Poitiers	418 462	713	20	217	128	82	266	609	262	4,6	9,0	181
Quimper	374 254	642	11	167	57	65	342	536	206	10,2	7,7	222
Rambouillet	185 081	483	0	151	113	108	111	429	221	4,1	8,6	95
Reims	310 394	814	27	320	119	123	225	786	472	4,7	11,6	173
Rennes	795 602	1 431	12	468	278	303	370	1 211	619	26,7	13,5	255
Riom	114 658	155	3	34	22	21	75	132	70	12,9	9,8	48
Roanne	153 402	198	1	102	23	21	51	153	91	8,8	9,4	20
Rochefort	138 277	260	14	108	69	15	54	285	174	2,3	8,4	122
Rodez	202 878	494	5	127	69	34	259	409	79	17,7	7,5	39
Roubaix	180 666	844	0	182	131	100	431	396	190	8,4	9,8	191
Rouen	641 469	2 951	710	897	586	186	572	1 659	919	23,4	13,1	516
Saint-Brieuc	285 737	366	10	131	69	47	109	287	129	18,6	9,0	203
Saint-Die	94 428	217	2	70	36	30	79	186	84	8,3	11,2	26
Saint-Etienne	413 329	821	2	237	193	145	244	618	378	13,0	11,2	179
Saint-Gaudens	91 475	137	2	45	36	15	39	145	86	10,5	8,0	38
Saint-Germain-en-Laye	383 561	773	0	233	300	163	77	603	352	15,6	9,4	122
Saint-Malo	150 249	228	1	99	55	28	45	205	105	1,9	9,2	42
Saint-Nazaire	334 147	593	6	126	184	74	203	538	233	12,9	8,8	203
Saint-Omer	157 528	603	16	163	117	16	291	486	156	0,0	2,7	32
Saint-Quentin	149 444	298	10	106	43	41	98	274	118	7,6	7,8	121
Saintes	262 698	429	23	145	79	51	131	399	270	16,3	8,3	198
Saumur	172 183	193	13	72	38	20	50	164	83	3,6	9,1	48
Saverne	208 183	353	5	116	45	55	132	266	106	6,6	9,4	73
Schiltigheim	191 175	462	0	167	116	65	114	357	174	2,9	11,5	153
Sens	161 190	326	5	91	81	51	98	341	163	31,3	11,9	65
Sète	116 747	284	0	121	52	38	73	241	180	8,9	12,2	114
Soissons	172 266	300	12	88	43	35	122	265	147	21,8	13,2	92
Strasbourg	401 102	1 222	18	483	242	234	245	1 291	731	20,8	16,9	354
Tarbes	227 736	444	7	176	109	37	115	441	270	22,6	8,4	154
Thionville	252 976	1 062	0	269	108	39	646	386	262	14,9	9,4	173
Thouars	156 769	200	5	86	35	11	63	183	103	1,9	7,2	82
Toulon	555 302	1 502	30	567	300	205	400	1 442	867	26,3	12,5	501
Toulouse	1 094 857	3 938	21	1 718	862	681	656	2 945	1 746	30,1	15,8	892
Tourcoing	226 191	573	0	187	104	118	164	543	189	4,8	8,6	125
Tours	580 312	1 363	37	463	309	211	343	1 374	750	8,1	10,6	245
Troyes	299 704	575	9	197	151	79	139	536	288	13,5	10,0	130

III/IV

Activité 2009 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 1er janvier 2006	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles						Affaires terminées				
			Section saisie									
			Agriculture	Commerce	Diverses	Encadrement	Industrie		dont affaires en délibéré	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)	
Tulle	113 284	237	13	47	98	13	66	277	83	6,0	5,9	74
Valence	337 411	892	32	394	156	120	190	1 167	578	51,7	11,4	314
Valenciennes	347 933	754	3	248	172	71	260	679	407	4,4	14,8	182
Vannes	307 470	600	14	129	55	82	320	425	148	10,8	9,4	118
Verdun	86 211	163	8	49	32	4	70	124	65	1,5	6,9	18
Versailles	393 690	1 691	31	412	533	556	159	1 432	580	17,8	11,7	243
Vesoul	127 567	180	7	66	53	17	37	179	93	11,8	10,8	53
Vichy	141 130	306	7	89	51	37	122	313	202	10,4	11,0	40
Vienne	255 764	587	3	203	79	91	211	553	253	7,5	9,8	92
Villefranche-sur-Saone	186 528	306	8	96	72	58	72	151	93	19,4	12,6	128
Villeneuve-Saint-Georges	299 773	787	0	358	203	75	151	380	193	38,9	14,3	240
Basse-Terre	104 743	315	7	111	116	22	59	155	52	25,0	17,5	145
Cayenne	205 954	290	9	86	69	35	91	149	85	37,6	33,6	113
Fort-de-France	397 732	1 070	34	395	218	86	337	807	330	14,2	20,2	299
Pointe-a-Pitre	295 993	845	6	339	229	60	211	1 016	640	17,5	27,9	232
Saint-Denis-de-la-Réunion	468 584	1 053	3	332	272	108	338	929	567	12,5	14,0	530
Saint-Pierre	313 378	614	19	167	221	15	192	570	389	6,9	8,5	244
Papeete	256 590	247	247	0	0	0	0	292	237	0,0	-	76

IV/IV

Activité par juridiction

Sources :

En matière commerciale, la plus grande partie des statistiques (94 %), sont issues du **Répertoire général des tribunaux de commerce**. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre “Activité des juridictions - tribunaux de commerce”, et donnent une idée des disparités d’activité qui existent entre ces juridictions.

Affaires des tribunaux de commerce

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux de commerce, le lecteur se reportera aux définitions présentées chapitre (“Activité des juridictions - Tribunaux de commerce”).

Affaires au fond terminées (y compris concilations) : [1] = [2]+[3]-[4]+[5]+conciliations

Procédures collectives : pour toutes précisions sur les différentes étapes de ces procédures, le lecteur se reportera au schéma présenté au chapitre (“Activité des juridictions - Tribunaux de commerce”).

Activité des tribunaux de commerce en 2009

Siège	Affaires au fond nouvelles (y compris conciliations)	Affaires au fond terminées (y compris conciliations) [1]	*Durée moyenne des affaires terminées [en mois]*	Affaires contentieuses terminées [2]	Procédures collectives						Référés
					Jugements d'ouverture et autres décisions [3]	dont		Issues des redressements [5]		Clôture des opérations	
						Jugements d'ouverture de redressement judiciaire [4]	Liquidations judiciaires immédiates		dont liquidations après conversion *		
Toutes juridictions	**188 507**	**162 967**	**6,1**	**101 499**	**65 807**	**18 127**	**36 946**	**13 426**	**10 587**	**37 323**	**29 683**
Agen	666	584	4,8	302	324	92	146	45	37	141	81
Aix-en-Provence	1 703	1 783	5,5	1 059	722	196	334	198	150	474	349
Ajaccio	443	429	8,5	281	171	95	24	72	59	82	53
Albi	359	378	3,9	179	193	53	101	59	36	59	34
Alençon	506	424	3,9	185	260	76	157	54	52	53	46
Amiens	826	817	7,6	480	367	134	197	104	71	222	138
Angers	1 160	950	4,1	397	586	166	369	131	100	384	315
Angoulême	664	703	11,7	445	293	99	168	64	31	103	91
Annecy	1 321	808	5,5	413	507	178	288	60	60	17	138
Antibes	1 266	1 179	4,8	731	458	125	220	115	74	287	139
Arras	1 226	1 295	ns	700	658	188	368	125	112	197	437
Aubenas	512	257	3,6	120	161	47	103	21	17	105	29
Auch	346	345	5,5	188	149	45	67	53	34	84	36
Aurillac	158	169	7,9	84	83	33	45	35	16	19	25
Auxerre	268	93	1,7	27	98	35	53	2	1	1	14
Avignon	1 851	1 468	6,3	799	737	266	352	197	172	286	206
Bar le Duc	326	232	6,6	93	143	37	78	33	24	61	30
Bastia	517	504	5,0	287	224	80	74	73	59	131	72
Bayonne	576	578	5,0	314	281	78	164	61	51	162	85
Beauvais	527	461	4,5	221	241	66	146	65	54	81	78
Belfort	604	560	6,8	292	302	134	123	98	94	147	57
Bergerac	463	395	5,8	162	253	106	103	86	53	85	28
Bernay	217	187	3,6	71	130	35	79	21	14	70	29
Besançon	912	762	4,8	416	341	120	177	125	83	332	118
Béziers	909	962	3,7	517	450	105	277	100	78	319	107
Blois	630	589	4,6	229	390	170	192	140	123	226	56
Bobigny	3 877	3 166	5,3	1 402	1 793	243	1 347	200	149	1 354	790
Bordeaux	3 519	3 273	4,6	1 833	1 625	488	914	303	302	810	1 786
Boulogne-sur-Mer	1 399	1 060	5,1	628	476	171	278	127	101	291	121
Bourg-en-Bresse	1 042	1 010	4,9	493	543	159	323	125	97	386	129
Bourges	550	550	6,0	268	270	75	162	86	60	142	54
Brest	644	560	4,0	248	345	67	232	34	28	151	93
Briey	380	330	5,9	210	131	50	57	39	29	97	26
Brive-la-Gaillarde	458	424	4,3	205	242	72	139	49	37	104	42
Caen	1 709	1 437	4,1	1 024	479	162	239	95	79	181	190
Cahors	347	361	9,5	209	156	46	85	42	27	104	25
Cannes	1 061	927	5,8	555	419	142	177	90	69	255	185
Carcassonne	383	395	7,8	132	275	71	130	59	45	145	48
Castres	395	330	5,9	170	171	65	88	54	43	93	51
Chalon-sur-Saône	638	526	9,0	248	300	94	149	72	49	119	66
Châlons-en-Champagne	303	250	8,0	140	110	47	51	47	30	107	24
Chambéry	1 780	1 529	3,8	810	746	227	352	199	145	401	212
Chartres	911	805	4,6	505	317	87	200	70	54	201	87
Chateauroux	396	415	5,5	211	204	52	119	51	36	149	41
Chaumont	263	265	5,3	154	121	40	68	29	19	55	26
Cherbourg-Octeville	259	219	5,9	85	139	48	78	43	29	127	24
Clermont-Ferrand	937	771	6,4	344	475	158	264	108	74	296	176
Compiègne	885	661	4,6	393	383	120	215	5	4	96	108
Coutances	522	444	4,1	241	224	83	127	58	48	170	101
Créteil	2 820	2 518	6,5	1 116	1 429	201	902	174	136	937	517
Cusset	852	877	2,6	700	187	68	95	58	48	87	49

* Après ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire

I/III

Activité des tribunaux de commerce en 2009

Siège	Affaires au fond nouvelles (y compris conciliations)	Affaires au fond terminées (y compris conciliations) [1]	*Durée moyenne des affaires terminées [en mois]*	Affaires contentieuses terminées [2]	Procédures collectives						Référés
					Jugements d'ouverture et autres décisions [3]	dont		Issues des redressements [5]		Clôture des opérations	
						Jugements d'ouverture de redressement judiciaire [4]	Liquidations judiciaires immédiates		dont liquidations après conversion *		
Dax	463	440	6,9	232	212	55	134	51	35	144	74
Dieppe	366	281	4,1	165	142	54	75	28	27	46	27
Dijon	1 543	958	6,8	470	514	171	256	143	112	248	207
Douai	751	665	4,9	351	359	110	224	65	56	80	195
Draguignan	913	738	5,1	422	348	91	198	59	44	77	71
Dunkerque	550	497	7,9	243	279	78	185	53	44	168	164
Epinal	887	738	5,8	358	408	115	247	86	66	103	11
Evreux	1 176	1 102	3,7	738	372	100	228	91	72	216	101
Evry	2 480	2 197	6,5	1 098	1 135	211	720	170	141	892	468
Foix	297	319	3,6	203	120	48	52	43	39	68	19
Fréjus	758	567	5,3	181	442	178	158	122	110	172	106
Gap	419	387	6,0	193	214	64	95	42	34	113	78
Grasse	446	405	6,3	214	221	64	117	34	25	161	61
Grenoble	2 281	1 765	7,3	816	1 000	288	538	237	173	640	476
Guéret	200	150	1,3	62	105	28	55	11	10	,	,
La-Roche-sur-Yon	1 373	1 297	4,9	787	563	198	311	142	91	284	161
La Rochelle	1 096	834	5,9	446	421	142	226	106	79	130	155
Laval	377	362	6,3	176	197	54	130	43	33	138	45
Le Havre	630	590	9,7	354	237	68	129	67	45	176	180
Le Mans	880	821	6,1	433	418	128	262	96	83	316	96
Le-Puy-en-Velay	402	412	7,9	283	129	44	73	43	31	150	50
Libourne	495	403	4,1	189	249	85	136	45	43	120	63
Lille	4 122	3 843	4,9	3 085	857	247	491	145	142	547	552
Limoges	914	843	3,4	439	414	137	225	127	88	277	85
Lisieux	420	351	5,4	190	202	85	70	43	38	39	45
Lons le Saunier	726	528	5,3	240	318	107	171	77	54	90	46
Lorient	881	878	5,9	433	456	147	269	136	107	237	254
Lyon	6 813	5 540	5,7	3 655	1 872	285	1 367	218	148	1 222	1 431
Mâcon	750	658	4,0	496	173	45	111	34	21	142	43
Manosque	424	401	5,3	219	202	43	107	23	19	19	58
Marseille	7 248	3 267	6,4	1 921	1 748	629	745	217	170	756	1 069
Meaux	1 822	1 823	5,8	1 106	732	241	312	226	173	487	261
Melun	2 667	2 550	3,9	1 793	724	172	346	205	169	633	211
Mende	201	132	2,7	77	71	20	35	4	4	4	7
Mont-de-Marsan	348	343	10,3	195	151	51	69	48	39	137	45
Montauban	567	523	4,4	203	334	98	153	84	63	146	76
Montluçon	201	190	4,8	82	114	33	69	27	24	54	18
Montpellier	3 529	3 153	5,3	2 115	1 105	342	583	275	257	509	482
Nancy	1 034	1 025	6,8	422	625	169	335	147	118	261	121
Nanterre	7 269	6 535	5,2	4 967	1 595	192	1 036	139	93	1 147	1 942
Nantes	2 232	1 752	6,6	1 043	734	200	461	163	131	290	535
Narbonne	449	424	7,2	198	237	115	70	103	81	160	39
Nevers	342	331	8,5	172	165	60	88	53	32	127	34
Nice	2 031	1 962	6,7	1 100	915	333	357	278	236	295	239
Nimes	2 062	1 628	7,4	839	857	259	464	191	145	387	203
Niort	662	520	4,0	312	267	100	156	40	37	81	72
Orléans	1 248	1 138	6,4	655	536	180	266	114	87	282	149
Paris	30 712	27 209	7,6	21 656	5 739	600	3 563	313	223	3 715	5 114
Paul	615	635	6,8	326	296	109	150	122	80	259	69
Périgueux	601	538	4,7	268	279	112	110	103	67	187	39
Perpignan	1 725	1 667	5,5	1 023	684	207	410	166	114	515	176
Poitiers	796	625	5,6	333	341	129	174	80	62	202	96
Pontoise	2 399	2 128	4,9	847	1 318	182	899	145	116	729	261
Quimper	527	629	27,5	320	303	61	215	65	47	249	93
Reims	1 945	1 542	5,7	1 089	584	184	312	53	44	104	253
Rennes	1 560	1 444	4,6	806	674	179	416	137	103	303	298
Roanne	401	352	3,1	248	124	45	70	25	23	119	120
Rodez	428	378	4,2	231	157	39	113	26	14	144	34
Romans-sur-Isère	1 490	1 186	6,2	639	597	148	386	98	81	263	125
Roubaix	1 732	1 716	4,5	1 162	580	181	309	155	138	428	289
Rouen	1 098	971	4,8	506	506	157	286	116	92	409	578

* Après ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire

II/III

Activité des tribunaux de commerce en 2009

Siège	Affaires au fond nouvelles (y compris conciliations)	Affaires au fond terminées (y compris conciliations) [1]	*Durée moyenne des affaires terminées [en mois]*	Affaires contentieuses terminées [2]	Procédures collectives						Référés
					Jugements d'ouverture et autres décisions [3]	dont		Issues des redressements [5]		Clôture des opérations	
						Jugements d'ouverture de redressement judiciaire [4]	Liquidations judiciaires immédiates		dont liquidations après conversion *		
Saintes	760	698	5,3	387	326	125	161	110	69	207	51
Salon-de-Provence	803	785	4,0	403	388	122	208	115	103	218	225
Sedans	611	396	7,1	244	132	42	79	57	38	206	46
Sens	342	268	4,2	117	162	55	93	44	33	96	24
Soissons	328	307	5,2	182	129	43	78	38	28	94	36
St-Brieuc	794	742	4,4	325	413	107	274	110	102	170	48
St-Etienne	2 671	2 196	3,8	1 470	819	281	466	188	154	360	582
St-Malo	456	393	4,4	143	258	66	173	58	45	102	36
St-Nazaire	694	589	5,1	340	313	91	198	24	24	91	115
St-Quentin	892	758	3,1	456	341	110	195	71	56	346	35
Tarascon	769	639	4,7	393	308	151	125	89	54	96	60
Tarbes	435	404	5,7	208	203	68	107	61	49	104	50
Thonon-les-Bains	660	526	4,9	262	321	94	200	37	37	27	59
Toulon	1 552	1 397	6,8	771	682	251	350	195	161	468	198
Toulouse	4 666	3 509	5,8	2 058	1 482	468	690	434	375	1 185	579
Tours	1 090	1 074	5,4	589	554	211	282	142	113	332	160
Troyes	646	586	5,0	319	308	133	124	91	77	127	88
Valenciennes	1 116	910	4,4	468	472	170	232	140	114	387	195
Vannes	595	511	7,3	244	275	71	179	63	52	225	57
Versailles	7 686	7 342	2,5	6 162	1 240	398	640	338	303	608	663
Vesoul	447	387	4,8	195	232	94	112	54	47	70	71
Vienne	1 007	893	5,9	419	524	133	355	83	63	331	1
Villefranche-sur-Saône	427	356	6,8	203	172	51	111	32	24	90	172

* Après ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire

III/III

Activité par juridiction

Sources :

En matière commerciale, une partie des statistiques (6 % des affaires commerciales) sont issues du **Répertoire général civil**. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre “Activité commerciale des TGICC”, et donnent une idée des disparités d’activité qui existent entre ces juridictions.

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux de grande instance à compétence commerciale, le lecteur se reportera au chapitre (“Activité des juridictions - TGI à compétence commerciale”).

Affaires au fond terminées (y compris concilations) : [1] = [2]+[3]-[4]+[5]+conciliations

Procédures collectives : pour toutes précisions sur les différentes étapes de ces procédures, le lecteur se reportera au schéma présenté au chapitre (“Activité des juridictions - Tribunaux de commerce”)..

Activité des chambres à compétence commerciale dans les TGI en 2009

Siège	Affaires au fond nouvelles (y compris conciliations)	Affaires au fond terminées (y compris conciliations) [1]	*Durée moyenne des affaires terminées [en mois]*	Affaires contentieuses terminées [2]	Procédures collectives						Référés
					Jugements d'ouvertures et autres décisions [3]			Issues des redressements [5]		Clôtures des opérations	
						dont					
						jugements d'ouverture de redressement judiciaire [4]	liquidations judiciaires immédiates		dont liquidations après conversion *		
Toutes juridictions	**11 859**	**11 454**	***6,3***	**7 060**	**4 450**	**1 123**	**2 779**	**1 048**	**786**	**2 561**	**2 159**
Colmar	1 170	1 042	5,1	652	407	56	296	39	32	214	248
Metz	1 554	1 510	5,4	980	512	103	331	121	90	387	158
Mulhouse	996	965	7,7	481	520	141	315	105	86	267	195
Sarreguemines	703	626	5,9	360	262	52	170	56	42	216	44
Saverne	383	427	8,4	268	162	34	117	31	25	175	54
Strasbourg	1 959	1 954	7,8	1 143	862	149	646	98	72	531	425
Thionville	614	556	5,7	394	164	53	84	51	39	98	84
Basse-Terre	275	244	11,2	234	11	1	9	.	.	1	66
Cayenne	162	218	12,6	144	72	39	15	38	29	.	61
Fort-de-France	1 076	955	5,5	490	515	203	262	153	124	298	224
Point-à-Pitre	905	844	7,4	531	326	98	198	84	70	22	143
St-Denis	1 270	1 295	4,8	844	398	113	204	152	96	243	368
St-Pierre	792	818	3,0	539	239	81	132	120	81	109	89

Amende : l'amende est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent à l'Etat. Elle est applicable en matière criminelle (assez rare), correctionnelle (comme peine principale avec l'emprisonnement) et contraventionnelle (comme peine principale exclusive : son montant varie selon la classe de la contravention). L'amende peut en toute matière être assortie du sursis sauf pour les contraventions des quatre premières classes.

Autres décisions : cf. caducité, conciliation, désistement, incompétence, radiation.

Caducité de la demande : le tribunal est saisi, à la diligence de l'une ou l'autre partie, par la remise au greffe d'une copie de l'assignation. Cette remise doit être faite dans les quatre mois de l'assignation, faute de quoi, celle-ci est caduque. La caducité est constatée d'office par ordonnance du président ou du juge saisi de l'affaire. A défaut de remise, requête peut être présentée au président en vue de faire constater la caducité (article 757 du Code de procédure civile).

Citation directe : acte par lequel, le ministère public ou la victime, partie civile, demande à une personne de se présenter directement devant le tribunal correctionnel ou le tribunal de police pour répondre d'un délit ou d'une contravention.

Comparution immédiate : c'est une procédure rapide de mise en mouvement de l'action publique qui consiste pour le procureur de la République à saisir le tribunal correctionnel en faisant comparaître l'auteur d'une infraction après lui avoir notifié la prévention. Exclue en en matière de crimes ou de contraventions, la comparution immédiate est possible en matière de délit si l'emprisonnement encouru est au moins égal à deux ans ou, en cas de flagrant délit, au moins égal à six mois (articles 393 et suivants du Code de procédure pénale).

Composition pénale : avant le déclenchement des poursuites pénales, le procureur de la République peut proposer à la personne majeure ou mineure âgée de 13 ans qui reconnaît avoir commis une ou plusieurs infractions, une composition pénale qui consiste en une ou plusieurs des mesures énumérées à l'article 41-2 du Code pénal (amende, remise du permis de conduire ou de chasser, travail non rémunéré au profit de la collectivité, stage ou formation dans un service sanitaire, social ou professionnel...). La composition pénale n'est applicable qu'aux délits punis à titre de peine principale d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à cinq ans et aux contraventions. Lorsque l'auteur des faits, qui peut être assisté d'un avocat, donne son accord aux mesures proposées, le procureur de la République saisit par requête le président de la juridiction aux fins de validation de la composition. L'exécution de la composition pénale éteint l'action publique ; elle figure au Casier judiciaire (article 41-2 du Code de procédure pénale).

Conciliation : mode de règlement à l'amiable de certains litiges civils exercé soit directement par le juge (Exemple : conciliation en matière de divorce, conciliation par le conseil de prud'hommes entre employeur et employé), soit par un tiers, conciliateur de justice. La conciliation peut intervenir en dehors de tout procès ou au cours d'une procédure judiciaire déjà engagée. La conciliation vise à rechercher un accord amiable entre les personnes en conflit.

Confirmation : décision par laquelle la juridiction du second degré approuve la décision des premiers juges.

Contrôle judiciaire : mesure pénale ordonnée par le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention, en attente du jugement. La personne condamnée est soumise à certaines obligations (répondre aux convocations du SPIP, interdiction de rencontrer certaines personnes ou de fréquenter certains lieux, obligation de soins…) et peut bénéficier, en fonction de sa situation, d'un accompagnement social. Le contrôle judiciaire peut également être ordonné à l'égard de délinquants de 13 à 18 ans encourant une peine d'emprisonnement. Les modalités de sa mise en œuvre dépendent de l'âge du mineur (13-16 ans ou 16-18 ans) et de la qualification -criminelle ou délictuelle- de l'infraction.

Décision au fond : jugement qui tranche dans son dispositif tout ou partie de l'objet du litige, ou qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir, ou tout autre incident (art. 480 et 481 du Code de procédure civile).

Décisions au fond contradictoires : il s'agit des décisions rendues en présence des deux parties ou de leurs représentants. Les décisions non contradictoires sont celles où le défendeur a négligé de se présenter ou de se faire représenter.La proportion de décisions au fond contradictoires est calculée en rapportant ces dernières au nombre total de décisions au fond.

Décision mixte : jugement qui tranche dans son dispositif une partie de l'objet du litige, et qui ordonne une mesure d'instruction ou une mesure provisoire.

Défaut d'élucidation : affaires (enregistrées ou compostées) dont l'auteur est inconnu.

Désistement : le demandeur peut, en toute matière, se désister de sa demande en vue de mettre fin à l'instance (art. 394 du Code de procédure civile).

Détention provisoire : mesure ordonnée par le juge des libertés et de la détention à la demande du juge d'instruction. Ce dernier peut demander de placer en prison -avant son jugement- une personne mise en examen pour crime ou délit puni d'au moins trois ans d'emprisonnement. La détention provisoire doit être strictement motivée selon les conditions prévues par la loi.

Dispense de peine : le prévenu peut être dispensé de peine en matière de délit ou de contravention lorsqu'il apparaît que son reclassement est acquis, que le dommage causé est réparé et que le trouble résultant de l'infraction a cessé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine (art. 132-58 et 132-59 du CP).

Durée des affaires : exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine du tribunal et la date de la décision le dessaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année, toutes décisions confondues, y compris les affaires commerciales. Le détail des durées d'affaires par nature de contentieux est fourni au chapitre "Durée de traitement des affaires" de l'annuaire.

Emprisonnement : l'emprisonnement est une peine privative de liberté correctionnelle. L'échelle des peines d'emprisonnement est fixée par l'article 131-4 du Code pénal et varie de deux mois à dix ans au plus. Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple, ou assorti du placement du condamné sous le régime de la mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révocable en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation est considérée comme non avenue si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis avec mise à l'épreuve est la combinaison du sursis à l'emprisonnement et de la mise à l'épreuve. Elle soumet le condamné, sous le contrôle du juge de l'application des peines, à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières.

Incompétence : impossibilité légale d'une juridiction à pouvoir connaître une affaire pour des raisons tenant soit à la nature de celle-ci (Exemple : le tribunal correctionnel ne peut pas juger des crimes), soit à la personnalité (Exemple : le tribunal correctionnel ne peut pas juger des mineurs) ou à la localisation géographique d'une ou des parties (Exemple : le tribunal correctionnel ne peut pas juger d'infraction commise ailleurs que dans son ressort et pour laquelle l'auteur n'habite pas ledit ressort).

Infirmation : annulation de la décision des premiers juges par la juridiction du second degré. Elle est basée sur le fond du droit, ou seulement sur la forme (procédure).

Infraction : action ou comportement interdit par la loi pénale et passible de ce fait de sanctions prévues par la loi : amende, peine d'emprisonnement, peines complémentaires …
On distingue trois catégories d'infraction, selon leur gravité et les peines encourues : les contraventions, les délits et les crimes. C'est le Parquet qui, en qualifiant juridiquement les faits, détermine en premier lieu la nature et la catégorie de l'infraction et la juridiction compétente. Celle-ci peut ensuite procéder à une requalification des mêmes faits, y compris en changeant la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Irrecevabilité de la demande : constitue une fin de non recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande, sans examen au fond, pour défaut de droit d'agir, tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix, la chose jugée. Elle joue devant toute juridiction à tout moment de la procédure, sans que celui qui l'invoque ait à justifier d'un grief (art. 122 à 126,du Code de procédure civile).

Jugements sur le fond : jugements qui statuent sur l'objet même du procès. Une partie notable des affaires se termine sans jugement au fond, mais par radiation, désistement, conciliation...

Mesure éducative : les juridictions pour mineurs peuvent prononcer à l'égard du mineur délinquant une mesure éducative. Les mesures éducatives prévues par l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante sont : la remise aux parents, tuteur, gardien ou personne digne de confiance, le placement dans une institution ou un établissement public ou privé, médical ou d'éducation ou de formation professionnelle, la remise au service de l'assistance à l'enfance, le placement dans un internat approprié aux mineurs délinquants d'âge scolaire, la mise sous protection judicaire, la mesure d'activité de jour ou de réparation.

Milieu fermé : le milieu fermé recouvre l'ensemble des établissements pénitentiaires.

Mise en examen : décision du juge d'instruction, de faire porter ses investigations sur une personne contre laquelle il existe des indices graves ou concordants, qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit. La personne mise en examen a le droit à un avocat et peut également demander au juge de procéder à tout acte lui paraissant nécessaire à la manifestation de la vérité : auditions, confrontations, expertises… Le juge peut prononcer, à l'encontre du mis en examen, une mesure de contrôle judiciaire ou saisir le juge des libertés et de la détention, s'il envisage un placement en détention provisoire.

Mode de jugement : le jugement est prononcé sur le mode *contradictoire* lorsque le prévenu est présent à l'audience, sur le mode *contradictoire à signifier* lorsque le prévenu, régulièrement cité à sa personne, a demandé à être jugé en son absence, ou lorsqu'il ne comparaît pas. Le jugement est *par défaut* si la citation n'a pas été délivrée à la personne du prévenu qui n'a pas comparu au jour et à l'heure fixés. Il est prononcé par *itératif défaut* si le condamné, ayant formé opposition à une condamnation par défaut, ne comparaît pas à la date fixée.

Montant moyen de la partie ferme : montant moyen des parties fermes des peines d'amende, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.

Nature de l'infraction : le contentieux pénal définit l'infraction à l'aide d'une table des natures d'infraction (NATINF) qui répertorie plus de 10 000 incriminations différentes.Globalement, 1 800 positions sont utilisées au cours d'une année. Pour des raisons d'analyse statistique et de publication, ces postes ont été regroupés en une nomenclature de 200 rubriques, organisées sur trois niveaux d'agrégation présentant les infractions les plus graves et les plus fréquentes.

Nature de la peine : le législateur édicte un barème général des peines. L'existence de ce barème légal est une garantie contre l'arbitraire du juge, car celui-ci ne pourra pas condamner au delà du maximum fixé par la loi. Dans ce cadre le juge dispose d'une grande latitude pour prononcer la sanction. Considérant la possibilité de réinsertion du délinquant comme l'étendue de sa culpabilité, le juge ne prononcera pas le plus souvent la peine prévue par la loi. Dans un certain nombre de cas, il peut aussi décider que l'emprisonnement sera subi dans le cadre de la semi-liberté, ou bien assorti de sursis, ou même remplacé par une peine alternative. Il peut également, sous certaines conditions, dispenser de peine le coupable. De surcroît, beaucoup de peines complémentaires étant facultatives, elles sont laissées à la discrétion du juge.

Non admission : procédure instituée par la loi organique du 25 juin 2001 qui permet à la Cour de cassation de déclarer « non admis » les pourvois irrecevables ou non fondés sur un moyen sérieux de cassation.

Officier du ministère public : il reçoit les amendes forfaitaires qui n'ont pas été payées dans les délais, et qui vont donc faire l'objet d'une majoration. Il reçoit également, sous le contrôle du procureur de la République, les procédures concernant les contraventions des quatre premières classes aux fins de poursuites (par voie ordonnance pénale ou citation directe).

Ordonnance pénale : procédure simplifiée pour les contraventions et certains délits, notamment relatifs à la circulation routière. Le tribunal de police ou le tribunal correctionnel décide, par ordonnance pénale, de condamner ou non l'auteur de l'infraction à une amende, ou certaines peines comme la suspension du permis de conduire, sans que celui-ci ne comparaisse devant le tribunal. En cas de condamnation, l'intéressé a 30 jours pour s'acquitter du montant de l'amende ou faire opposition à la décision, afin de présenter ses moyens de défense devant le tribunal.

Ordonnance (procédure) de référé : décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires (art. 484 du Code de procédure civile - CPC). L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles (art. 488 du CPC). Elle est exécutoire à titre provisoire (art. 489 du CPC). L'ordonnance de référé peut être frappée d'appel à moins qu'elle n'émane du Premier président de la Cour d'Appel ou qu'elle n'ait été rendue en dernier ressort en raison du montant ou de l'objet de la demande. L'ordonnance rendue en dernier ressort par défaut est susceptible d'opposition. Le délai d'appel ou d'opposition est de quinze jours (art. 490 du CPC). Dans tous les cas d'urgence, le président du tribunal de grande instance peut, dans les limites de sa compétence, ordonner en référé toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ainsi qu'accorder une provision au créancier ou ordonner l'exécution de l'obligation. Il peut prescrire les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite (art. 808 et 809 du CPC).

Ordonnance sur requête : décision provisoire rendue non contradictoirement dans les cas où le requérant est fondé à ne pas appeler de partie adverse (art. 493 à 498 du Code de procédure civile). Le président du tribunal est saisi par requête dans les cas spécifiés par la loi. Il peut ordonner sur requête, dans les limites de sa compétence, toutes mesures urgentes lorsque les circonstances exigent qu'elles ne soient pas prises contradictoirement (art. 812 et 851 du Code de procédure civile).

Peines privatives de liberté : les peines privatives de liberté sont la réclusion criminelle (en matière criminelle) et l'emprisonnement (en matière correctionnelle).

Peines complémentaires : Outre les peines principales de prison ou d'amende qui sont encourues, certains crimes et délits peuvent être sanctionnés d'une peine qui emporte interdiction, déchéance, incapacité ou retrait d'un droit, injonction de soins ou obligation de faire, immobilisation ou confiscation d'un objet, confiscation d'un animal, fermeture d'un établissement ou affichage ou diffusion de la décision prononcée (art. 131-10 du Code pénal). Des peines complémentaires sont également prévues pour les contraventions (art. 131-16 du Code pénal).

Peines privatives ou restrictives de droit (peines alternatives ou anciennes peines de substitution) : les tribunaux peuvent prononcer à titre de peine principale, pour les délits (à la place de l'emprisonnement ou de l'amende lorsque celle-ci est seule prévue), pour les contraventions de 5ème classe (à la place de l'amende), une ou plusieurs peines privatives ou restrictives de droits prévues aux articles 131-6 et 131-8 du CP (pour les délits) et 131-14 du CP (pour les contraventions de 5ème classe). Il s'agit essentiellement de mesures restreignant la conduite d'un véhicule, de confiscations et d'interdictions diverses.

Périodes de sureté : la période de sûreté est une modalité d'exécution de la peine privative de liberté et consiste en un laps de temps au cours duquel le condamné ne peut bénéficier d'aucune mesure de faveur (libération conditionnelle, remise de peine, placement à l'extérieur...).

Radiation : sanctionne, dans les conditions de la loi, le manque de diligence des parties. Elle emporte retrait de l'affaire du rang des affaires en cours (art. 381 du Code de procédure civile).

Rappel à la loi : c'est une procédure légère, alternative à la poursuite et adaptable à un grand

nombre d'infractions. Pour avoir valeur de réponse judiciaire il doit en principe être mis en oeuvre en respectant un certain formalisme : courrier écrit, ou convocation de l'auteur par le parquet ou par un délégué du procureur de la République.

Réclusion : peine criminelle de droit commun, privative de liberté, d'une durée comprise entre dix ans et la perpétuité.

Régularisation : réponse pénale alternative à la poursuite quand elle est faite à la demande du parquet. Elle consiste à demander à l'auteur de l'infraction de restaurer une situation conforme au droit. Cette mesure est à distinguer de la régularisation d'office (spontanée) pouvant conduire à un classement sans suite.

Réparation : mesure alternative à la poursuite, elle oblige l'auteur des faits à désintéresser la victime ou à réaliser tout acte de réparation à la demande du parquet. Cette mesure ne se confond pas avec les indemnisations spontanées qui aboutissent au classement sans suite pur et simple. Il convient de préciser, qu'en matière pénale, la **réparation** correspond à trois types de réponse judiciaire. Elle peut d'abord être une ***alternative à la poursuite***. Elle peut également être une ***sanction*** (dite sanction-réparation), prononcée à la place ou en même temps que l'emprisonnement (en matière correctionnelle) ou que l'amende (en matière contraventionnelle). Elle peut enfin être aussi une ***mesure ou*** une ***sanction éducative*** prononcée à l'égard du mineur délinquant (cf. art. 12-1 de l'ordonnance du 2 février 1945).

Sanction éducative : la sanction éducative créée par la loi d'orientation et de programmation du 9 septembre 2002, constitue une réponse intermédiaire entre la mesure éducative et la peine, notamment à l'égard des mineurs de 10 à 13 ans qui auparavant ne pouvaient faire l'objet que de mesures éducatives. Elle est insérée dans l'ordonnance du 2 février 1945 par modification de l'article 2 et la rédaction d'un nouvel article (15-1). Ce dernier mentionne onze types de sanctions parmi lesquels le stage de formation civique ainsi que la mesure d'aide ou de réparation.

Taux d'appel : les taux d'appel de l'année n sont calculés en considérant le nombre d'appels interjetés durant les années n et n+1 des décisions rendues en premier ressort l'année n et en rapportant ce nombre d'appels à l'ensemble des décisions au fond de l'année n. Pour le tribunal d'instance, ce taux est calculé sur l'ensemble des affaires, le système statistique ne permettant pas de distinguer les décisions rendues en premier ressort de celles rendues en dernier ressort.

Taux de classement sans suite : il est calculé sur les seules affaires «poursuivables». C'est le complément du taux de réponse pénale.

Taux de réponse pénale : il mesure la part des affaires «poursuivables» ayant fait l'objet soit d'une poursuite, soit d'une mesure alternative dite « de la troisième voie » y compris composition pénale.

Travail d'intérêt général : peine prononcée à titre principal, ou en complément d'une peine d'emprisonnement assortie du sursis, par le tribunal correctionnel pour les majeurs, ou par le tribunal pour enfants (à l'encontre des mineurs délinquants âgés de 16 à 18 ans) et consistant à effectuer, dans un temps déterminé, un travail non rémunéré, au profit d'une collectivité publique ou d'une association agréée.

Carte judiciaire I/III

Liste récapitulative des juridictions à l'issue de la réforme de la carte judiciaire, telle que prévue par les décrets du 22 décembre 2008, du 23 juin 2009, du 29 septembre 2009, du 18 mars 2010, du 24 juin 2010, du 3 août 2010, du 13 septembre 2010, du 29 mars 2011 et du 17 mai 2011 (annexes du code de l'organisation judiciaire). La liste des tribunaux d'instance est présentée selon deux tris, d'abord par "juridiction supprimée" puis par "juridiction de rattachement"

Tribunaux d'instance supprimés	Tribunaux d'instance de rattachement
Aix-les-Bains	Chambéry
Altkirch	Mulhouse
Ambert	Thiers
Apt	Pertuis
Arbois	Dole
Arles	Tarascon
Aubusson	Guéret
Auray	Lorient
Autun	Le Creusot
Avallon	Auxerre
Bagnères-de-Bigorre	Tarbes
Bar-sur-Aube	Troyes
Bar-sur-Seine	Troyes
Barbezieux-Saint-Hilaire	Cognac
Barcelonnette	Digne-les-Bains
Baugé	Saumur
Baume-les-Dames	Besançon
Bayeux	Caen
Bazas	Bordeaux
Bellac	Limoges
Biarritz	Bayonne
Blaye	Libourne
Boulay-Moselle	Metz
Bourganeuf	Guéret
Briançon	Gap
Brioude	Le-Puy-en-Velay
Brumath	Hagueneau
Carvin	Lens
Castelnaudary	Carcassonne
Céret	Perpignan
Charolles	Mâcon
Château-Chinon	Nevers
Château-Gontier	Laval
Château-Salins	Metz
Château-Thierry	Soissons
Châteaubriant	Nantes
Châteaudun	Chartres
Châteaulin	Quimper
Châtillon-sur-Seine	Montbard
Chinon	Tours
Civray	Poitiers
Clermont	Beauvais
Clichy	Asnières-sur-Seine
Confolens	Angoulême
Corte	Bastia
Cosne-Cours-sur-Loire	Nevers
Coulommiers	Meaux
Die	Valence
Domfront	Flers
Doullens	Amiens
Ecouen	Gonesse
Elbeuf	Rouen
Epernay	Châlons-en-Champagne
Espalion	Rodez
Falaise	Caen
Florac	Mende
Forbach	Saint-Avold
Forcalquier	Manosque
Gaillac	Albi
Gannat	Vichy
Gien	Montargis
Gourdon	Cahors
Grand-Bourg	Pointe-à-Pitre
Gray	Vesoul

Tribunaux d'instance supprimés	Tribunaux d'instance de rattachement
Hayange	Thionville
Houdain	Béthune
Huningue	Mulhouse
Hyères	Toulons
Issoire	Clermont-Ferrand
Issoudin	Châteauroux
Joigny	Sens
L'Ile-Rousse	Bastia
La Châtre	Châteauroux
La Mure	Grenoble
La Réole	Bordeaux
Langres	Chaumont
Lannion	Guingamp
Largentière	Aubenas
Lavaur	Castres
Le Blanc	Châteauroux
Le Chambon-Feugerolles	Saint-Etienne
Le Lamentin	Fort-de-France
Le Vigan	Alès
Lectoure	Condom
Lesparre-Médoc	Bordeaux
Levallois-Perret	Courbevoie
Liévin	Sens
Limoux	Carcassonne
Loches	Tours
Lodève	Montpellier
Longwy	Briey
Loudéac	Saint-Brieuc
Loudun	Poitiers
Louhans	Chalon-sur-Saône
Lourdes	Tarbes
Louviers	Evreux
Luxueil-les-Bains	Lure
Mamers	Le Mans
Marennes	Rochefort
Marvejols	Mende
Mauriac	Aurillac
Mayenne	Laval
Melle	Niort
Mirande	Auch
Mirecourt	Epinal
Moissac	Castelsarrasin
Montceau-les-Mines	Le Creusot
Montididier	Amiens
Montereau-Fault-Yonne	Fontainebleau
Montfort-sur-Meu	Rennes
Montmorillon	Poitiers
Mortagne-au-Perche	Alençon
Mortain	Avranches
Moutiers	Albertville
Murat	Saint-Flour
Nérac	Agen
Neufchâteau	Epinal
Neufchâtel-e- Bray	Dieppe
Neuilly-sur-Seine	Courbevoie
Nogen-le-Rotrou	Chartres
Nogent-sur-Seine	Troyes
Nontron	Périgueux
Nyons	Montbéliard
Orthez	Pau
Paimboeuf	Saint-Nazaire
Pamiers	Foix
Parthenay	Bressuire
Pithiviers	Orléans

Carte judiciaire II/III

Tribunaux d'instance supprimés

Ploërmel
Pont-Audemer
Pont l'Evêque
Pontivy
Prades
Provins
Quimperlé
Remiremont
Rethel
Ribeauvillé
Ribérac
Rochechouart
Rocroi
Romorantin-Lanthenay
Ruffec
Sancerre
Sartène
Segré
Semur-en-Auxois
Saint-Affrique
Saint-Calais
Saint-Jean-d'Angély
Saint-Jean-de-Maurienne
Saint-Julien-en-Genevois
Saint-Lô
Saint Marcellin
Saint-Mihiel
Saint-Palais
Saint-Pol-sur-Ternoise
Saint-Pons-de-Thomières
Saint-Sever
Saint-Yrieix-la-Perche
Tonnerre
Toul
Tournon
Ussel
Valognes
Vendôme
Vervins
Vierzon
Villefranche-de-Lauragais
Villefranche-de-Rouergue
Vincennes
Vitré
Vitry-le-François
Vouziers
Wissembourg
Yssingeaux
Yvetot

Tribunaux d'instance de rattachement

Vannes
Bernay
Lisieux
Lorient
Perpignan
Melun
Quimper
Epinal
Charleville-Mézières
Sélestat
Périgueux
Limoges
Charleville-Mézières
Blois
Angoulême
Bourges
Ajaccio
Angers
Montbard
Millau
Le Mans
Saintes
Albertville
Annemasse
Coutances
Grenoble
Bar-le-Duc
Bayonne
Arras
Béziers
Mont-de-Marsan
Limoges
Auxerre
Nancy
Annonay
Tulle
Cherbourg-Octeville
Blois
Laon
Bourges
Toulouse
Rodez
Nogent-sur-Marne
Fougères**
Châlons-en-Champagne
Sedan
Haguenau
Le Puy-en-Velay
Rouen

Tribunaux d'instance de rattachement

Agen
Ajaccio
Albertville
Albi
Alençon
Ales
Amiens
Angers
Angoulême
Annemasse*
Annonay*
Arras
Asnières-sur-Seine
Aubenas*
Auch
Aurillac
Auxerre
Avranches
Bar-le-duc
Bastia
Bayonne
Beauvais
Bernay
Besançon
Béthune
Béziers
Blois
Bordeaux
Bourges
Bressuire
Briey
Caen
Cahors
Carcassonne
Castelsarrasin
Castres
Châlons-en-Champagne
Chalon-sur-Saône
Chambéry
Charleville-Mézières
Chartres
Chateauroux
Chaumont
Cherbourg-Octeville
Clermont-Ferrand
Cognac
Condom
Courbevoie
Coutances
Dieppe
Digne-les-Bains
Dole
Epinal
Evreux
Flers*
Foix
Fontainebleau
Fort-de-France
Fougères**
Gap
Gien
Gonesse
Grenoble

Tribunaux d'instance supprimés

Nérac
Sartène
Moutiers/Saint-Jean-de-Maurienne
Gaillac
Mortagne-au-Perche
Le Vigan
Doullens / Montdidier
Segré
Confolens/Ruffec
Saint-Julien-en-Genevois
Tournon
Saint-Pol-sur-Ternoise
Clichy
Largentière
Mirande
Mauriac
Avallon/Tonnerre
Mortain
Saint-Mihiel
Corte/L'Ile-Rousse
Biarritz/Saint-Palais
Clermont
Pont-Audemer
Baume-les-Dames
Houdain
Saint-Pons-de-Thomières
Romorantin-Lanthenay/Vendôme
Bazas/La Réole/Lesparre-Médoc
Sancerre/Vierzon
Panthenay
Longwy
Bayeux/Falaise
Gourdon
Castelnaudary/Limoux
Moissac
Lavor
Epernay/Vitry le François
Louhans
Aix-les-Bains
Rethel/Rocroi
Châteaudun/Nogent-le-Rotrou
Issoudun/La Châtre/Le Blanc
Langres
Valognes
Issoire
Barbezieux-Saint-Hilaire
Lectoure
Levallois-Perret/Neuilly-sur-Seine
Saint-Lô
Neufchâtel-en-Bray
Barcelonnette
Arbois
Mirecourt/Neufchâteau/Remiremont
Louviers
Domfront
Pamiers
Montereau-Fault-Yonne
Le Lamentin
Vitré
Briançon
Montargis
Ecouen
La Mure/Saint-Marcellin

* T.I créés

** Le T.I de Fougères a été supprimé (rattaché à Rennes ainsi que celui de Vitré) puis recréé à compter du 01/01/2012

Carte judiciaire III/III

Tribunaux d'instance de rattachement

Guéret
Guigamp
Hagueneau
Le Mans
Le Creusot
Le Puy en Velay
Laval
Lens
Laon
Libourne
Limoges
Lisieux
Lorient
Lure
Macon
Manosque
Meaux
Melun
Mende
Metz
Millau
Mont-de-Marsan
Montbard*
Montélimar
Montpellier
Mulhouse
Nancy
Nantes
Nevers

Niort
Nogent-sur-Marne
Orléans
Pau
Périgueux
Perpignan
Pertuis*
Pointe-à-Pitre
Poitiers
Quimper
Rennes
Rochefort
Rodez
Rouen
Saint-Avold
Saint-Brieuc
Saint-Etienne
Saint-Flour
Saint-Nazaire
Saintes
Saumur
Selestat
Sedan
Sens
Soissons
Tarascon
Tarbes
Thiers
Thionville
Toulon
Toulouse
Tours
Troyes

Tulle
Valence
Vannes
Vesoul
Vichy

Tribunaux d'instance supprimés

Aubusson/Bourganeuf
Lannion
Brumath/Wissembourg
Mamers/Saint-Calais
Autun/Montceau-les-Mines
Brioude/Yssingeaux
Château-Gontier/Mayenne
Carvin
Vervins
Blaye
Bellac/Rochechouart/Saint-Yrieix-la-Perche
Pont l'Evêque
Auray/Pontivy
Luxeuil-les-Bains
Charolles
Forcalquier
Coulommiers
Provins
Florac/Marvejols
Boulay-Moselle/Château-Salins
Saint-Affrique
Saint-Sever
Châtillon-sur-Seine/Semur-en-Auxoix
Nyons
Lodève
Altkirch/Huningue
Toul
Châteaubriant
Château-Chinon/Cosne-Cours-sur-Loire
Melle
Vincennes
Pithiviers
Orthez
Nontron/Ribérac
Céret/Prades
Apt
Grand-Bourg
Civray/Loudun/Montmorillon
Châteaulin/Quimperlé
Montfort-sur-Meu
Marennes
Espalion/Villefranche-de-Rouergue
Elbeuf/Yvetot
Forbach
Loudéac
Le Chambon-Feugerolles
Murat
Paimboeuf
Saint-Jean-d'Angély
Baugé
Ribeauvillé
Vouziers
Joigny/Liévin
Château-Thierry
Arles
Bagnères-de-Bigorre/Lourdes
Ambert
Hayange
Hyères
Villefranche-de-Lauragais
Chinon/Loches
Bar-sur-Aube/Bar-sur-Seine/Nogent-sur-Seine
Ussel
Die
Ploërmel
Gray
Gannat

Tribunaux de grande instance supprimés

Abbeville
Avranches
Belley
Bernay
Bressuire
Dinan
Dole
Guingamp
Hazebrouck
Lure
Marmande
Millau
Montbrison
Morlaix
Péronne
Riom
Rochefort
Saint-Dié
Saint-Gaudens
Saumur
Tulle

* T.I créés

Tribunaux de grande instance de rattachement

Amiens
Coutances
Bourg-en-Bresse
Evreux
Niort
Saint-Malo
Lons-le-Saunier
Saint-Brieuc
Dunkerque
Vesoul
Agen
Rodez
Saint-Etienne
Brest
Amiens
Clermont-Ferrand
La Rochelle
Epinal
Toulouse
Angers
Brive-la-Gaillarde

Pages

A

Ab initio 120, 121, 122, 123, 221, 223
Abandon 172, 173, 203
Abandon de famille 172, 173
Abandon de foyer 172, 173
Abus de confiance . 125, 141, 148, 151, 178, 179, 206, 215, 251, 259
Acquisition de la nationalité française 78
Acquisition de stupéfiants 195
Acquittement 126, 127, 138, 224, 239
Acte de cruauté sur animal 181
Acte de notoriété 36
Action éducative en milieu ouvert 242, 244
Administrateur judiciaire 304
Admonestation . . 145, 153, 155, 162, 163, 176, 179, 181, 195, 197
. . . . . 239, 250, 251, 255
Adoption 37, 78
Affaires familiales. 44, 46, 48, 80, 84, 85
Affaires poursuivables 109, 235, 321, 322, 323, 325, 326, 327
Agression sexuelle 169
Aide juridictionnelle 15, 28, 289, 291, 292, 293, 294, 295
Altération des facultés mentales 47
Amende forfaitaire majorée 114, 115, 132, 332
Antichrèse 65
Assassinat 160, 161
Association de malfaiteurs 199
Autorité parentale 44, 48, 71, 73, 80, 84, 85, 88, 240, 242, 244
Avocat 88, 106, 108, 110, 116, 118, 126
. . . . . 291, 292, 295, 301, 302, 303, 352, 353
Avoué 62, 301

B

Bail commercial 51, 71, 73
Banque 71, 73, 95, 97, 145, 150, 202
Banqueroute 191
Baux d'habitation 34, 64
Baux ruraux 25, 34, 36, 38, 39, 56, 94, 95, 332
Blessures involontaires par conducteur 164, 166
Budget de la justice 15

C

Cassation 26, 27, 34, 38, 127, 136, 138, 139
. . . . . 268, 291, 293, 353
Cautionnement 58, 71
Centre de détention 19, 215
Centre de semi-liberté 19, 215
Centre pénitentiaire 19, 215
Certificat de nationalité française 36
Certificat de propriété 37
Cession de salaire 36
Chambre des appels correctionnels 136, 314, 315
Chambre régionale des comptes 274
Chantage 179
Citation directe 108, 109, 114, 115, 238, 352, 353
Classement sans suite 106, 108, 109, 112, 114, 115, 236, 354
Commerce de stupéfiants 195
Commissaire-priseur 304, 306
Comparution immédiate . . . 108, 109, 124, 125, 129, 215, 216, 217
. . . . . 238, 352
Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité
[CRPC]. 109
Composition pénale 106, 108, 110, 204, 206, 236, 291, 352
Concession immobilière 65, 77
Conciliateur 306, 352
Concurrence 52, 73, 151, 190, 191
Conduite en état alcoolique 121, 182, 183, 184, 205, 208
Conduite malgré suspension de permis 183

Pages

Conduite sans permis 147, 183
Conflit collectif du travail 66
Conseil d'État 62, 134, 268, 270, 272, 291, 292, 301, 304
Conseil de prud'hommes 40, 66
Consentement mutuel 47, 73, 74, 88, 89
Contentieux électoral non politique 37
Contentieux électoral politique 37
Contrainte par corps 214, 216
Contrat de transport 60
Contrat de travail 40, 52, 66
Contrefaçon de chèque 186, 187
Contrôle judiciaire 80, 81, 112, 116, 120, 121, 128, 130, 131
. . . 137,140, 224, 225, 234, 235, 238, 239, 242, 243, 314, 352, 353
Contumace 126, 127
Conversion de séparation de corps en divorce 87, 88, 89
Copropriété 36, 64, 65, 70, 71, 77, 95
Corruption de fonctionnaire 197
Coups et blessures 113, 125, 141, 160, 161, 215, 251, 254
. . . . . 255, 259
Cour administrative d'appel 292
Cour d'assises d'appel. 126
Cour de cassation 19, 25, 26, 27, 62, 126, 138
. . . . . 267, 269, 292, 293, 301, 303, 304, 353
Cour des comptes 274, 275
Crédit-bail 52, 58, 71, 94, 95, 97
Crédits de paiement 15, 271
Curatelle 47, 82, 83

D

Défaut d'assurance 56, 145, 147, 182
Défaut de permis de construire 203
Dégradation 106, 174, 175, 180, 181, 205, 208
Délit de fuite 183
Demande acceptée 47, 87, 88, 89
Dénonciation calomnieuse 197
Départition 40, 41, 340, 341, 342, 343, 344
Désertion 199
Diffamation 150, 173
Discrimination 173, 198
Disparition 73, 116, 117
Dispense de peine . . . 145, 153, 155, 159, 162, 163, 173, 176, 177
. . . . . 179, 181, 187, 195, 197, 203, 251, 255, 352
Divorce prononcé directement 87
Droit de la famille 47, 71, 72, 73, 74, 84
Droit de visite 48, 85
Droit des affaires 51, 71, 72, 73, 94
Droit des personnes 71, 73, 76, 84, 303
Durée de détention provisoire 122
Durée de l'instruction 118, 126

E

Élections politiques 36, 69, 77
Émancipation 240, 242, 244
Emphytéose 65, 77
Enfance délinquante 145, 353
Escroquerie 141, 178, 179
Établissement pénitentiaire 218, 220, 222
État civil 36, 44, 73
Évasion de détenu 197
Exhibition sexuelle 168, 169
Extorsion de fonds 179

Index alphabétique [suite]

Pages

F

Falsification de document 203
Faute (divorce pour) 47
Faux en écriture privée 202, 203
Faux en écriture publique 148, 151, 202, 203, 206
Faux et usage de faux 215, 259
Faux-monnayage 199
Filiation adoptive 73
Filiation légitime 36
Filouterie 179
Formation professionnelle 66, 112, 145, 218, 219, 220
. . . . . 226, 250, 302, 353
Fraude 151, 189, 191, 193

G

Gérance du fonds de commerce 51, 73
Greffier en chef 36
Groupement 51, 194, 302, 304

H

Habitation 34, 58, 64, 65, 71, 76, 77, 92, 174
Harcèlement sexuel 146, 169
Homicide involontaire par conducteur 165
Homicide volontaire 160, 161
Huissier 98, 128, 130
Hygiène et sécurité 66, 189
Hypothèque 65

I

Impayés 95, 96, 97
Incarcération 216, 217, 220, 221, 223, 242, 260, 261
Indemnisation des victimes d'infraction 62, 140
Indemnisation en matière de détention provisoire 138, 139
Indivision 48, 50, 51, 64, 71, 73
Infraction en matière de chasse 203
Infraction en matière de pêche 203
Injonction de payer 32, 36, 94, 96, 97
Injonction thérapeutique 107, 235, 237
Insertion professionnelle 66, 77
Interdiction de résidence 198, 199
Interdiction de séjour 144, 196, 197, 225
Interdiction du permis de conduire 153, 159, 184
Interdiction du territoire français 153, 159, 200
Intérêts des salariés 71, 77

J

Jours-amende 153, 176, 179, 181, 184, 195, 197
Juge d'instruction 108, 116, 118, 120, 122, 124, 130
. . . . . 224, 234, 238, 352
Juge de l'application des peines . 136, 144, 214, 216, 220, 222, 224
Juge de l'exécution 54, 64, 98
Juge des affaires familiales . . . . . 85 à 89
Juge des enfants 109, 119, 121, 123, 130, 233, 234, 235
. . . . . 238, 239, 240, 241, 242, 244, 250, 293, 328, 329, 330, 331
Juridiction de proximité 34, 36, 108, 114, 115, 132, 134

L

Levée de scellés 36, 37
Libéralités 51, 71, 73
Libération conditionnelle 220, 222, 223, 224, 226, 353
Licenciement 54, 66
Liquidation judiciaire immédiate 32

Pages

M

Magistrat 36, 38, 116, 130, 132
. . . . . 196, 197, 220, 224, 242
Maison centrale 19, 215
Maison d'arrêt 212
Majeur protégé 47
Mandat de dépôt 122, 123, 128
Manifestation de volonté 78
Mariage 36, 73, 78, 79, 84, 85, 88, 89
Médecine du travail 189
Médiateur . . . . . 279 à 284
Médiation . . 107, 108, 112, 113, 224, 235, 237, 282, 283, 285, 291
Menaces 141, 150, 168, 173
Mesure alternative 106, 236
Mesure d'accompagnement judiciaire 82
Mesure d'investigation 238, 241
Mesure éducative 145, 153, 155, 159, 203, 242, 251, 255, 353
Meurtre 160, 161
Meurtre sur mineur 161
Milieu fermé 212, 353
Milieu ouvert 19, 224, 225, 227, 233, 240, 242, 243, 244, 245
Mise en examen 116, 117, 118, 119, 120, 122, 128
. . . . . 224, 226, 352, 353
Mise en liberté surveillée 251
Mise sous protection judiciaire 243, 250, 251

N

Nantissement 51, 65, 73
Naturalisation 78, 79
Négociation collective 66, 77
Non-assistance personne en danger 173
Non-lieu 117, 119, 120, 121, 123, 138, 235, 273
Non-représentation d'enfant 172
Notaire 306

O

Obstacle au contrôle de transport routier 183
Officier du ministère public 114
Opposition 26, 28, 50, 68, 70, 80, 96
. . . . . 108, 128, 132, 134, 138, 143, 353
Ordonnance pénale 108, 109, 114, 115, 128, 129
. . . . . 132, 133, 134, 332, 353
Ordonnance sur requête 36, 99, 353
Outrage aux bonnes mœurs 168

P

Pacte civil de solidarité (PACS) 37
Partage 40, 48, 50, 51, 71, 73, 88, 202, 304
Peine de substitution 111, 196, 197
Pension alimentaire 85, 86, 113, 172
Permission de sortir 222
Perpétuité 149, 161, 168, 169, 174, 175, 194
. . . . . 206, 207, 215, 222, 247, 354
Personnel de surveillance 17
Personnes morales 108, 109, 128, 129, 274
Plainte 108
Plan de cession de l'entreprise 54
Plan de continuation de l'entreprise 54
Police des étrangers 151, 199, 205, 208
Possession immobilière 71, 77
Possession mobilière 65
Prénom 44, 48, 73, 84, 85
Prestation compensatoire 85
Prêt d'argent 52

Pages

Prévenu 108, 126, 128, 130, 132, 145
. . . . . 212, 217, 224, 256, 352, 353
Privilèges 25
Prix illicites 190, 191
Procédure de jugement délai rapproché. 234, 235, 238
Procédures alternatives aux poursuites. 107
. . . . . 235, 237, 323, 326, 327
Procès-verbal. 108, 109
Propriété immobilière. 62
Propriété industrielle 73
Propriété littéraire 71, 72, 77
Protection des majeurs 47, 82, 83
Protection des mineurs 44, 81
Protection sociale 52, 69, 71, 72, 77
Proxénétisme. 150, 168, 169, 171, 215
Publicité mensongère 191

Q

Quasi-contrat 60, 71, 72

R

Racolage 168, 169
Rébellion 158, 196, 197, 205, 208
Recel 174, 175, 177, 196, 205, 208, 215, 259
Recel qualifié 175
Recherche des causes de la mort 117
Redressement judiciaire 32, 54, 90, 347, 348, 349, 351
Régime matrimonial. 48
Relations du travail 52, 71, 77
Relaxe 108, 128, 132, 138, 332
Remise à personne. 250, 251, 255
Rémunération 37
Requête conjointe 47, 73, 87, 89
Responsabilité des personnes publiques 62, 69, 77
Rétablissement personnel 98, 99
Révision des condamnations pénales 138
Risques professionnels 69, 77
Rupture d'union 72, 86
Rupture de la vie commune. 47, 48, 88, 89

S

Saisie. 25, 41, 94, 99, 126, 340, 341, 342, 343, 344
Salarié protégé 66
Sauvegarde de justice 47, 82, 83
Semi-liberté 144, 212, 218, 219, 220, 221, 222, 226
Séparation de corps. 47, 48, 71, 73, 74, 84, 85, 86, 87, 88, 316
Séquestration. 148, 150, 160, 173, 246
Service pénitentiaire d'insertion et de probation 224
Servitudes 64, 65, 71, 77
Succession 25, 31, 36, 51, 64, 71, 73
Suivi socio-judiciaire 224, 242
Suspension du permis de conduire . . . 111, 153, 155, 159, 162, 165
. . . . . 166, 167, 176, 179, 181, 184, 197

T

Taux d'appel 28, 34, 40, 354
Technique de vente répréhensible 191
Tentative préalable de conciliation 36, 306
Trafic de stupéfiants 192, 194, 195
Transport d'armes 198
Transport de stupéfiants 195
Transport routier sans autorisation 183
Travail d'intérêt général 145, 150, 224, 226, 242, 354

Pages

Travail illégal 188, 189
Tribunal administratif 292
Tribunal correctionnel . 109, 116, 119, 120, 121, 123, 128, 132, 216, 224, 352, 353
Tribunal d'instance. 28, 34, 36, 38, 48, 82,
. . . . . 92, 94, 96, 98, 132, 332, 354
Tribunal de commerce 29, 32, 42, 94, 96, 304, 305
Tribunal de grande instance 29, 30, 32, 38, 42, 46
. . . . . 56, 84, 92, 94, 98, 112, 116, 120, 126, 128
. . . . . 130, 132, 140, 220, 242, 291, 292, 302, 304, 353
Tribunal de police 108, 109, 114, 115, 116, 119,
. . . . . 120, 122, 128, 132, 134, 332, 352, 353
Tribunal des affaires de sécurité sociale 29, 38
Tribunal des conflits. 267, 268, 269, 272
Tribunal paritaire des baux ruraux 38, 94
Tribunal pour enfants . 119, 121, 123, 130, 131, 233, 234, 235, 238, 239, 246, 248, 324
Tribunal supérieur d'appel 28
Tromperie sur la marchandise 191
Tutelle aux prestations sociales. 47, 82, 83
Tutelle avec conseil de famille. 83
Tutelle d'État 46
Tutelle en gérance 46, 83

U

Usage illicite de stupéfiants 194, 195
Usufruit 64, 65, 77
Usurpation de fonctions 197

V

Vente 51, 52, 58, 60, 64, 71, 73
. . . . . 94, 95, 97, 182, 190, 191, 301, 306
Viol. 168, 169
Violation de domicile 173
Vol 113, 174, 175, 176, 205, 208

W

Warrant agricole 37

Les autres publications de la Sous-direction de la Statistique et des Études

“LES CHIFFRES CLÉS DE LA JUSTICE”

Un fascicule annuel qui rassemble les principaux chiffres sur les moyens et l’activité de la Justice.

“INFOSTAT JUSTICE”

Un thème d’actualité, analysé en quatre pages de commentaires et tableaux, accessibles à tous publics.
Derniers numéros parus :

116. La fixation du montant des pensions alimentaires : des pratiques et un barème
115. Les filières pénales de prise en charge des mineurs dans les années 2000
114. 20 ans de condamnations pour crimes et délits.
113. Les Maisons de Justice et du Droit et leurs usagers.
112. La satisfaction des victimes de délits suite au jugement de leur affaire : quels facteurs explicatifs ?
111. Les victimes de délit et le jugement de leur affaire : entre satisfaction et incompréhension.
110. Se déclarer victime : de l’atteinte subie au dépôt de plainte.
109. Les avocats : une profession en expansion qui se féminise
108. Les condamnés de 2007 en état de récidive ou de réitération
107. Les condamnations prononcées en 2008 : infractions sanctionnées et peines prononcées
106. L’adoption simple et plénière en 2007 : des projets différents
105. Les affaires prud’homales en 2007
104. Les divorces prononcés de 1996 à 2007
103. Les condamnations de personnes morales en 2005
102. L’appel des décisions des cours d’assises : conséquence sur la peine
101. L’activité pénale des parquets en 2007
100. L’appel des décisions des cours d’assises : conséquence sur la déclaration de culpabilité
99. Les admissions à l’aide juridictionnelle en 2006
98. Les victimes face à la justice
97. Le pacte civil de solidarité [PACS] : une forme d’union qui se banalise
96. Une analyse statistique du traitement judiciaire de la délinquance des mineurs

Retrouver ces publications, ainsi que des dossiers thématiques et des tableaux détaillés sur notre site à la rubrique publications : http://www.justice.gouv.fr

Adresser ce BON DE COMMANDE à :
Ministère de la Justice et des Libertés
Sous-direction de la Statistique et des Études
13, place Vendôme
75042 Paris Cedex 01
Fax : 01 44 77 66 50

Titre	Numéro(s) ou Année (s)	Nb d’exemplaires
Les chiffres-clès de la Justice		
Infostat Justice		

Nom : .....
Raison sociale : .....
Adresse : .....

L’annuaire statistique de la Justice est édité par la Documentation française